This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Ott.550.3

Harvard College Library

GIFT OF

Archibald Cary Coolidge, Ph.D.
(Class of 1887)
ASST. PROFESSOR OF HISTORY

Received 27 Feb. 1900.

à Monsieur Reffaye
de la part de l'auteur

CHRÉTIENS

ET

TURCS

A LA MÊME LIBRAIRIE

PUBLICATIONS SUR L'ORIENT

La Syrie et le Liban, par M. Eugène Poujade, 3e édition. 1 vol. in-12. 3 50

Turcs et Monténégrins, par M. Fr. Lenormant. 1 vol. in-12. 3 50

La Syrie en 1861, par M. Saint-Marc Girardin. 1 vol. in-12. 3 50

L'Égypte contemporaine, de Mehemet Ali à Saïd Pacha (1840 à 1857), par M. Paul Merruau, avec une lettre de M. Ferd. de Lesseps. 1 vol. in-8°. 5 »

Histoire de l'Art judaïque tirée des textes sacrés et profanes, par M. F. de Saulcy, de l'Institut. 1 vol. in-8°. 7 »

Histoire de Scanderbeg, par M. C. Paganel, ancien conseiller d'État. 1 vol. in-12. 3 50

Paris. — Imprimerie de P.-A. BOURDIER et Cie, rue des Poitevins, 6.

CHRÉTIENS

ET

TURCS

SCÈNES ET SOUVENIRS

DE LA VIE POLITIQUE, MILITAIRE ET RELIGIEUSE

EN ORIENT

PAR

M. EUGÈNE POUJADE

TROISIÈME ÉDITION

Scribitur ad narrandum et ad probandum.

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

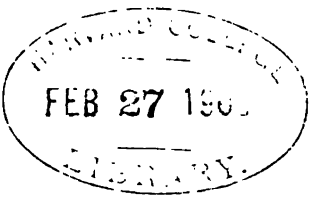
DIDIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

1867

Tous droits réservés.

Ott. 550.3



Prof A. C. Coolidge

A Son Altesse

LE GRAND BAN PRINCE

CONSTANTIN GHIKA

SON GENDRE.

PRÉFACE

DE LA TROISIÈME ÉDITION

L'intention de l'auteur n'est pas, en publiant cette troisième édition, de continuer, même d'une manière succincte et abrégée, le récit des événements au point où il les avait laissés; ce serait l'objet d'un nouvel ouvrage; mais de même qu'il faisait observer dans la préface de la première édition que ses prévisions avaient toujours été justifiées, il lui sera peut-être permis de rappeler ici que depuis l'époque où ce livre a paru pour la première fois (1859), les événements ont continué à lui donner raison. La Roumanie a aujourd'hui un prince étranger pris dans une des familles souveraines de l'Europe, et la présence de ce jeune prince à la tête des Roumains semble assurer aux Principautés un brillant avenir; le Liban a un gouverneur unique et catholique comme j'en avais démontré la nécessité dès l'année 1845 (Voir

Le Liban et la Syrie, 3e édition). Les îles Ioniennes sont réunies à la Grèce, la Serbie et le Monténégro ont de plus en plus développé leur autonomie, et la Bulgarie attire les regards de l'Europe.

La chute du prince Couza, l'oubli dans lequel il est tombé après avoir si fort occupé l'attention publique, la joie universelle avec laquelle la Roumanie a accueilli son successeur dispensent l'auteur de porter un jugement sur le dernier gouvernement de la Moldo-Valachie. Il l'a vu deux fois à l'œuvre sur les lieux : à son début, en 1859, et au mois de juillet 1865, peu de temps avant sa chute. A cette époque, et après un court séjour à Bukarest, l'auteur n'hésita pas à déclarer que le règne du prince Couza touchait à sa fin. Cette fin il l'avait même pressentie dès l'année précédente. Dans le coup d'État de 1864, dont on voulait faire honneur au prince Couza comme d'un acte d'habileté, il ne voyait qu'une hardiesse que rien ne provoquait ni ne justifiait. Les coups d'État peuvent sauver quelquefois les gouvernements et mériter même la popularité, mais c'est à la condition de servir les vrais intérêts des sociétés et non pas seulement des ambitions personnelles.

La situation de l'empire ottoman s'impose chaque jour davantage à l'attention des hommes

d'État, et l'auteur a pensé que des études consciencieuses, faites par un écrivain qu'un long séjour en Orient a pu rendre familier avec les intérêts, les mœurs, l'histoire, les langues des diverses nationalités qui couvrent ce vaste empire, pourraient être de quelque utilité pour le public. Après plus de vingt ans, des beys de l'Albanie, des évêques et des émirs du Liban, ont prié des voyageurs de les rappeler au souvenir de l'auteur, à qui ce livre a valu de hautes adhésions.

Il ne peut résister au plaisir de faire connaître au lecteur une lettre qui lui fut adressée peu de temps après la publication de *Chrétiens et Turcs*, par l'illustre écrivain dont l'éloquence a brillé avec tant d'éclat dans la chaire du professeur ou dans les assemblées politiques et dont le talent, en conservant toute sa souplesse, semble avoir acquis une nouvelle vigueur[1].

Paris, ce 15 avril 1859.

« Monsieur,

« Je vous étudie; c'est là mon excuse de ne « vous avoir pas encore remercié. Mais vous ne « pouviez douter du vif intérêt qu'inspire votre « ouvrage à tous les amis de la noble cause

[1] Si cette lettre n'a pas paru dans la 2e édition, c'est que l'auteur était à Florence lors de la publication de cette édition. (*Note de l'éditeur.*)

« défendue par vous avec l'autorité d'une si haute « expérience et d'une si ferme raison. Le poste « que vous avez rempli et la manière dont vous « l'avez honoré, sont de bien précieuses garanties « pour le travail du publiciste. Vous donnez à des « vœux honorables, mais bien souvent réputés « chimériques, l'appui de la science politique et la « sanction du témoignage le plus éclairé. Il faut « souhaiter, Monsieur, que vous soyez beaucoup « lu par le public et consulté dans l'occasion par « le pouvoir. Personne, ce semble, ne saurait « contribuer davantage à donner de justes idées « sur de graves questions, qu'il ne faut pas pré- « juger par des instincts d'humanité seulement, « mais où l'intérêt bien compris et la prévoyance « politique sont parfaitement d'accord avec les « sentiments généreux.

« A. VILLEMAIN. »

L'auteur se propose d'ailleurs de présenter au public, dans une autre publication[1], un nouveau tableau de l'empire ottoman et des grands intérêts européens qui y sont en jeu.

[1] *Lord Stratford de Redcliffe et l'empire ottoman.*

INTRODUCTION

LA FRANCE, L'ANGLETERRE, LA RUSSIE ET LES PEUPLES MUSULMANS

I

Trois grands peuples portent en Asie et en Afrique leur génie guerrier, commercial ou envahisseur, la civilisation européenne et leur puissance d'organisation à des degrés divers. Les Français, après avoir rempli l'Inde de leur nom par les exploits et le génie de Dupleix et de La Bourdonnais, perdirent ces lointaines conquêtes non point par l'inhabileté de leurs chefs, mais par la coupable et méprisable faiblesse du gouvernement de la mère-patrie; Suffren releva dans les mers des Indes l'éclat du nom français, et lorsque dans mon enfance mon esprit et mes yeux purent s'attrister du contraste que présentaient le drapeau anglais flottant sur les forts de l'île de France et la noble langue parlée dans les familles, on me consolait en me racontant les glorieux combats du grand Bailli, celui de Duperré à

l'île de la Passe et la belle capitulation du général Decaen.

A la fin du siècle dernier, les Français, fidèles au peuchant qui avait inspiré les expéditions de saint Louis et fait accueillir par Louis XIV et par ses ministres les grandes vues d'un esprit universel[1], firent flotter sur les bords du Nil le drapeau auquel le nouvel Alexandre donna dans un seul règne une gloire égale à celle dont les siècles avaient doté le drapeau de Bouvines et de Fontenoy. Des événements imprévus nous arrachèrent la conquête de l'Égypte que la vie de Kléber nous eût conservée; mais nous y avions laissé les traces de notre génie civilisateur, et la terre des Pharaons nous doit en grande partie le retour de sa prospérité. Notre court passage avait suffi pour justifier les nobles espérances du vainqueur des Pyramides. Depuis un quart de siècle, c'est dans l'Afrique septentrionale que les Français déploient les qualités qui ont fait leur gloire dans le passé et qui assurent leur supériorité dans le présent et l'avenir. Donnée à la France comme un impérissable trophée par une dynastie que la tempête révolutionnaire allait emporter loin du sol de la patrie pour la troisième fois, l'Algérie est devenue le théâtre où s'est exercé notre génie militaire, l'arène où se sont formés nos soldats et nos généraux, l'école où nous avons appris à organiser les populations soumises, à vaincre nos ennemis par notre irrésistible élan et une

[1] Leibnitz.

constance inébranlable, et nos émules par la généreuse spontanéité de notre coopération.

On n'a pas oublié les périodiques attaques dont la presse anglaise accablait notre armée d'Afrique, les accusations passionnées qu'elle portait sur l'impitoyable sévérité des chefs, et ce qu'elle appelait la féroce cruauté du soldat ; en même temps, cette presse injuste déclarait inutiles tant de sang versé et tant de trésors dissipés, mais l'avenir se chargeait de lui donner un éclatant démenti : cette armée sauvait la France et l'Europe après la catastrophe de 1848, et, quelques années plus tard, l'Angleterre tout entière proclamait avec une reconnaissance et une admiration qui l'honoraient, les noms de Bosquet, de Bourbaki et de Pélissier.

Pendant ce quart de siècle, les Français ont perdu quelques-uns de leurs brillants défauts comme soldats et colonisateurs, et acquis quelques-unes de ces qualités solides qui distinguaient leurs émules les Anglais. Le nom du maréchal Bugeaud peut se placer, sans craindre la comparaison, à côté des plus beaux noms de la conquête et de l'administration des Indes, et le drapeau français planté sur les cimes du Djurjura moins de deux ans après avoir flotté sur la tour Malakoff, assure à notre conquête une stabilité, à notre colonisation un développement dont on croyait l'avenir bien plus reculé, il y a encore quelques années.

II

Les Anglais ont grandi dans l'Inde sur nos malheurs et les fautes du gouvernement de Louis XV. Leur prospérité et leur puissance coloniales ont succédé à notre domination et à notre prospérité, sans que notre gloire lointaine en ait été atteinte, et nous avons droit d'être aussi fiers de Dupleix, de la Bourdonnais, de Moncalm, qu'ils le sont de Clive, de Cornwallis et de Wolf. Bien plus, les Français ont reparu en vainqueurs, non loin du Saint-Laurent, et les noms de Rochambeau et de Lafayette ne seront jamais séparés de celui de Washington.

Pendant les longues années de la domination des Anglais sur le Gange et l'Indus, ils ont ajouté les provinces aux provinces, les royaumes aux royaumes, et se sont bien plus occupés d'exploiter les Indes au profit de la mère patrie que d'en développer les ressources ; ce n'est qu'à partir de l'administration de lord William Bentink qu'ils ont commencé à faire marcher l'organisation et le développement des ressources de leur vaste empire d'Asie d'un pas qui ne fût pas trop disproportionné par sa lenteur avec la rapidité de leurs conquêtes. Cet accroissement obligé de conquêtes a toujours inquiété les hommes d'État de la Grande-Bretagne, qui en prévoyaient les dangers possibles, mais il était devenu nécessaire, et lorsqu'en 1846 lord Hardinge, gouverneur général de l'Inde, crut le moment opportun pour désarmer et opérer des réductions dans son effectif, le maréchal

Bugeaud, que je tenais exactement au courant de tout ce qui se passait dans l'Inde anglaise et qui y prenait un vif intérêt, me répondit que nous étions loin d'être arrivés en Algérie à ce point, et me donna clairement à entendre que la diminution des forces anglaises dans l'Inde était une imprudence.

« Ce que vous me dites, m'écrivait l'illustre maréchal, de la position des Anglais dans l'Inde, de la nécessité où ils se trouvent d'étendre chaque année leurs conquêtes, a une grande analogie avec ce qui nous arrive en Afrique, et je l'ai bien souvent répété : c'est ce qui doit arriver à tout conquérant. Dans la conquête d'un pays on ne s'arrête pas où l'on veut, il faut tout prendre, sans quoi on ne peut rien garder. De la côte d'Afrique nous avons été successivement poussés jusqu'à l'extrémité du petit désert; peut-être devrons-nous avancer encore. Nous avions laissé longtemps insoumise une vaste contrée, la Kabylie, nous avons été entraînés à en faire la conquête, parce que là se trouvait un danger incessant pour nos possessions, un asile assuré pour nos ennemis. Cette nécessité, nos grands tacticiens de France n'ont pas voulu la comprendre, et vous avez vu quelles clameurs a excitées ma marche sur l'Oued-Sahel, malgré les résultats inespérés qu'elle a produits[1] ! »

Qui veut la fin doit vouloir les moyens. Pour s'assurer la conservation de son immense empire asiatique, la Grande-Bretagne doit se résigner à y entretenir

[1] Voir à l'Appendice les lettres du maréchal Bugeaud.

des forces imposantes, tant que la colonisation n'y aura pas fait des progrès profonds, tant que la disproportion entre les indigènes de toutes les religions et de toutes les races sera si grande avec la race conquérante. Les Anglais ne peuvent pas être à la fois en Europe ennemis des armées permanentes et jaloux d'une extrême économie, et jouir en Asie des avantages d'une grande puissance militaire sans en subir les charges. Or, la colonisation telle qu'elle a été pratiquée par l'Angleterre en Amérique, dans ses vastes colonies de l'Océanie, n'est pas possible dans l'Inde. Jusqu'ici les missionnaires anglais, qui ont été une des grandes forces de la Grande-Bretagne pour la colonisation, ne sont qu'une cause de faiblesse dans l'Inde, où se conservent soigneusement les vieilles superstitions et la vieille haine du christianisme, et où l'organisation par castes oppose une si forte barrière aux nouvelles religions. La seule marche que peut suivre l'Angleterre est donc de s'emparer fortement du pouvoir dans l'Inde, de le concentrer, et de dominer par la force des armes. Peut-être, d'ailleurs, est-elle la seule puissance qui puisse accomplir cette tâche difficile pour elle, à peu près impossible pour toute autre. Ses forces maritimes sont immenses, son commerce est gigantesque, enfin sa consolidation dans les Indes n'est point une menace pour le monde : le principal intérêt de l'Angleterre c'est le commerce et l'extension des échanges. Depuis qu'elle a arboré le drapeau de la libre navigation et du libre commerce, elle n'est puissante que pour faciliter l'impulsion de la

civilisation ; elle tient à acquérir des marchés et non point des territoires[1]. Elle n'a rien perdu à la séparation des États-Unis, elle ne perdrait rien à celle du Canada et des colonies de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, devenues de véritables États, et que des intérêts communs unissent à la Grande-Bretagne bien plus que la force. Mais la force sera longtemps nécessaire pour maintenir l'Inde, et lord Palmerston a dû sans doute regretter vivement de ne pas avoir envoyé à Calcutta les régiments allemands et italiens qui avaient été recrutés pour la guerre de Crimée, que la paix avait rendus inutiles en Europe, mais qu'il eût été prudent d'envoyer en Asie. La perte de l'Inde serait pour l'Angleterre un malheur irréparable, et ne serait point un bienfait pour l'Europe. Les Indous ne gagneraient rien à échanger la domination anglaise pour la domination musulmane. L'Inde a toujours obéi à des conquérants étrangers. Après les Musulmans, les Portugais, les Français, les Anglais, y ont porté des armes victorieuses, et aujourd'hui la seule puissance que l'on puisse considérer, non point comme la rivale de l'Angleterre, mais comme convoitant sa suprématie en Asie, c'est la Russie. La chute de la puissance britannique dans les Indes ne seconderait point le développement du commerce de

[1] Nous parlons ici d'une manière générale, mais la vieille politique britannique se trahit encore quelquefois, et l'occupation de Périm reporte l'esprit vers Gibraltar, Malte et Corfou. Un homme d'esprit a dit : « Perim est une clef; Aden est un préside dont le génie commercial des Anglais a su faire un comptoir. »

l'Europe occidentale, et n'amènerait qu'une perturbation profonde dans l'équilibre des forces européennes. Cette perturbation serait déjà une victoire pour la Russie.

III

Les Russes, d'abord envahis par les Asiatiques, repoussèrent et dominèrent les hordes des Tartares, et depuis Yvan le Terrible ont commencé une série de guerres et de conquêtes contre les Musulmans leurs voisins. Ils ont tour à tour défait les Persans, les Tartares, les Turcs, et enlevé des provinces à tous leurs ennemis. Leur but constant a été de s'avancer avec une persévérance admirable et par tous les moyens vers la Baltique, la mer Caspienne, la mer d'Azoff et la mer Noire; ils ont atteint, en moins de deux siècles, des limites placées si loin de leur centre et cependant, chose bien digne des plus sérieuses réflexions, ces limites ne leur semblaient point des frontières naturelles, elles n'étaient que des étapes pour des acquisitions nouvelles. La Baltique devait mener dans les mers situées au delà du détroit, la mer Caspienne dans l'Asie centrale, la mer Noire vers les rivages de la Méditerranée, mais si les Russes avaient, depuis le règne de Catherine, presque toujours triomphé des Persans et des Turcs, ils ont rencontré dans les Circassiens une population solidement retranchée dans des montagnes qui sont des forteresses naturelles, et contre laquelle ils ont jusqu'ici échoué, mal-

gré les plus grands sacrifices en hommes et en argent, sacrifices au prix desquels ceux que nous avons faits en Algérie, même ceux des Anglais dans l'Inde, sont de véritables misères. Ces sacrifices ne se supportaient que dans l'espoir d'obtenir un double but: l'un lointain, la conquête de la Circassie et de ses belliqueuses populations, espèce de Kabylie de la mer Noire, conquête après laquelle la Perse, l'Asie centrale et toute l'Asie Ottomane seraient livrées facilement à la puissante invasion des Russes; l'autre prochain, présent, la formation d'une armée aguerrie et de généraux dignes de la commander. Le but lointain n'a pas été atteint, grâce à la résistance des Circassiens, et grâce surtout à l'alliance de l'Occident. Quant au second, la campagne des Russes sur le Danube et la guerre de Crimée prouvent que la Circassie n'a pas été une école aussi utile que l'Algérie; d'une autre part, le royaume de Lahore et le Scinde n'ont pas été pour les Anglais une arène aussi profitable que l'Afrique septentrionale l'a été pour nos soldats et nos généraux.

La comparaison sur d'autres points nous fournira des contrastes tout aussi frappants. La conquête de l'Algérie par la France est un bienfait dont l'Europe apprécie tous les jours les heureuses conséquences, et dont elle devine dans l'avenir les immenses résultats. La piraterie a été abolie presque entièrement dans les États Barbaresques au profit de toutes les nations; la régence de Tunis commence déjà à subir l'influence de notre domination civilisatrice si près de sa frontière, et l'em-

pire du Maroc lui-même devra cesser de s'enfermer dans sa barbarie. L'Italie et l'Espagne héritent dès à présent des fruits de notre conquête. Aussi nos triomphes dans l'Afrique septentrionale, après avoir été l'objet d'une injuste jalousie de la part des Anglais, sont-ils accueillis aujourd'hui avec une sympathie générale.

Jusqu'ici les triomphes et les conquêtes des Anglais dans les Indes n'ont servi qu'à eux-mêmes, et la rude épreuve qu'ils traversent en ce moment a laissé éclater dans plus d'un pays un sentiment, sinon de joie, du moins de curiosité, peu sympathique. En recouvrant leur suprématie incontestée sur le Gange et l'Indus, les Anglais devront songer à faire de plus en plus participer l'Occident et le monde en général aux avantages de leur vaste empire asiatique. Ils devront y inaugurer complétement le système si libéral qui règne dans la mère patrie; en un mot, ils devront, après avoir réprimé énergiquement les crimes et la rébellion qui ont soulevé l'horreur et l'indignation dans tout cœur vraiment européen et chrétien, se montrer, dans l'Inde comme dans les autres colonies, une des nations les plus civilisées et les plus civilisatrices du monde. Ils devront aussi faire oublier qu'ils ont exercé dans l'Inde des représailles terribles, et que les organes de la publicité qui avaient attaqué avec le plus de virulence la conduite des Français en Afrique, ont poussé l'armée anglaise au massacre et aux plus cruelles vengeances.

Les Russes ont pu obtenir l'admiration de l'Europe pour leur courage et leur persévérance dans leurs

guerres contre les Circassiens, mais l'Occident pas plus que l'Orient n'a souhaité leur triomphe, et nous croyons que le sentiment avec lequel on apprendrait que le drapeau russe flotte sur la cime la plus élevée du Caucase ne serait pas encore semblable à celui qui a accueilli l'apparition du drapeau français sur le Djurjura. C'est que notre drapeau en Algérie représente la civilisation européenne et chrétienne, et que celui de la Russie ne représente encore que l'invasion, et une invasion dangereuse pour l'Europe, sur un point aussi voisin de la mer Noire. Ce n'est que dans des contrées plus lointaines que les victoires de ce drapeau peuvent être saluées par les acclamations de l'Europe.

IV

Le gouvernement aristocratique et libre de la Grande-Bretagne, éclairé par une presse qui a des relations avec le monde entier, et qui fait des sacrifices considérables pour être bien informée, servi par des hommes éminents, dont plusieurs avaient clairement annoncé les désordres qui ont éclaté, n'avait point cependant prévu les graves événements qui ont ensanglanté leurs possessions d'Asie, assez tard heureusement pour le salut de l'Angleterre. Qui peut dire quelles auraient été les conséquences de l'insurrection de l'Inde et de la guerre de Chine, si ces deux grandes difficultés de la politique anglaise étaient venues se joindre à la guerre de Crimée!

Sans la tranquille et inexplicable sécurité dans laquelle vivaient les politiques anglais, on ne peut pas s'expliquer le licencement des troupes que la guerre de Crimée laissait disponibles entre les mains de lord Palmerston, et le prompt retour des Anglais à ces idées d'économie, de paix, à cet éloignement pour les armées permanentes qui caractérisent l'opinion publique en Angleterre et qui causèrent la longue hésitation de la Grande-Bretagne à suivre l'Empereur dans la guerre d'Orient. Ni la forme aristocratique, favorable à la profondeur des desseins, ni les éloquents débats du Parlement impérial, ni la liberté illimitée de la presse, ne suffisent donc à garantir les gouvernements de ces grands événements que la Providence suscite pour punir et pour éclairer, qui éclatent comme la foudre au milieu d'un ciel serein en apparence, et qui inspirent tout d'un coup à un peuple fier jusqu'à l'orgueil, et exclusif quelquefois jusqu'à l'égoïsme, le sentiment que sa puissance ne repose pas sur des fondements granitiques, et que sans des efforts extraordinaires il court le risque de voir cette puissance se briser.

Le gouvernement absolu de la Russie n'a pas montré plus de profondeur ni plus de sagesse que le gouvernement aristocratique de la Grande-Bretagne. Ni un règne long et glorieux, ni une diplomatie dont l'habileté était justement vantée, ni une volonté sans contrôle, n'ont pu épargner à la Russie une guerre malheureuse et entreprise sur la foi d'informations profondément erronées. La cour de Russie croyait les Turcs hors d'état de faire

la guerre et de résister, même temporairement et jusqu'à l'arrivée des alliés, sur le champ de bataille; elle croyait l'Angleterre résolûment opposée à la guerre; elle ne croyait pas que l'alliance de la France et de l'Angleterre pût devenir une alliance offensive, et ne s'attendait pas à ce grand spectacle bien fait pour effacer jusqu'au souvenir de nos désastres, d'une flotte française aussi puissante que la flotte anglaise, d'une armée française égale à nos grandes armées de l'empire venant vaincre sur les rivages de la Russie et détruire le monument et l'instrument de sa suprématie en Orient. Aujourd'hui, après une guerre glorieuse et une paix à laquelle la modération n'a rien ôté de son prestige, la France, qui n'est ni une aristocratie, ni une monarchie absolue, et qui est la plus libre des sociétés civiles comme l'Angleterre est un des plus libres, si ce n'est le plus libre, des gouvernements; la France se présente au monde avec la double consécration de la force et de la modération, conduite par un souverain qui a ajouté le nom de Sébastopol à tous ceux qui étoilent notre glorieux drapeau, et qui a cependant donné « la dernière victoire à l'opinion publique. » Seule des trois grandes nations belligérantes qui sont entrées en lice en 1854, elle voit s'accroître sa puissance. Son amitié est encore plus désirable pour l'Angleterre, si elle comprend ses intérêts, qu'au jour d'Inkermann, et sa sympathie seule est encore un appui. Si l'alliance anglaise a contribué à faire reprendre à la France son rang dans le monde, la confirmation de l'alliance fran-

çaise ne sera pas le moins sûr garant du triomphe définitif des Anglais dans l'Inde, et de l'éloignement des périls que peut courir leur suprématie en Asie. Heureuse situation d'un peuple dont la grandeur est saluée avec bonheur par ses alliés ou ses rivaux, et qui, pour la première fois peut-être, sait se faire absoudre de cette grandeur.

V

Les relations de la France, de l'Angleterre et de la Russie avec l'empire ottoman, n'offrent pas une comparaison moins digne de l'attention des hommes d'État. C'est la France qui est la première en date à Constantinople. Lorsque l'empire d'Autriche aspirait à la monarchie universelle, le royaume très-chrétien crut devoir chercher dans l'alliance avec le Croissant un contre-poids à cette menaçante ambition ; mais bientôt la diplomatie française fit servir son influence à la protection de la religion chrétienne, et à toutes les époques, cette protection s'est fait sentir, non-seulement aux catholiques, mais à toutes les communions chrétiennes. La France a, en effet, un double caractère ; elle est religieuse, mais elle est tolérante, et si les Maronites et les Grecs catholiques ont éprouvé sa constante sollicitude pour leurs intérêts, les Grecs séparés reconnaissent qu'ils doivent plus à la France qu'aux autres puissances de l'Europe. Navarin n'aurait peut-être pas suffi à l'affranchissement de la Grèce, qui n'a été achevé que par l'expédi-

tion de Morée. Si la France comprend la haute importance qui s'attache au maintien de l'empire ottoman, elle n'en désire pas moins le développement et la civilisation des nombreuses populations chrétiennes placées sous le sceptre des sultans. Avec un désintéressement dont l'Europe a été témoin, elle a aidé à affranchir la Grèce, amélioré le sort des populations du Liban, et après avoir, plus qu'aucune autre puissance, contribué par le rôle qu'elle a joué dans la dernière guerre à asseoir sur des bases solides l'indépendance ottomane, elle élève en faveur des populations chrétiennes une voix inspirée par la sagesse politique, autant que par la sympathie pour les populations souffrantes. La politique française à l'égard de la Turquie a souvent été accusée d'inconséquence, mais cette inconséquence n'est qu'apparente. Il y a dans toute politique le présent et l'avenir. La diplomatie et les gouvernements, dans leur action, sont surtout frappés de ce qui est et s'inspirent des intérêts actuels, mais les hommes d'État ne peuvent se refuser à apercevoir dans un horizon, dont les lignes sont de plus en plus rapprochées, les destinées nouvelles qui se préparent pour l'Orient. De là cette double préoccupation de la France de maintenir ou d'étayer l'empire ottoman, et de montrer l'intérêt qu'elle prend à l'avenir des populations chrétiennes de cet empire. La Grande-Bretagne, dans sa politique envers la Turquie, est mue par un intérêt capital et unique, le maintien d'un empire dont la ruine amènerait des bouleversements, et cependant cette puissance n'a pas plus que

la France échappé à des inconséquences qui, comme celles de sa rivale, n'avaient pas l'excuse de prendre leur source dans la générosité et un vif instinct de l'avenir. La France a voulu faire la conquête de l'Égypte, et l'Angleterre en a fait un crime à son ambition et à sa perfidie, quand ce n'était qu'une aventure de génie et la révélation des grandes destinées que ce siècle réservait à l'Occident sur l'Orient. Elle aida à expulser les Français du sol de l'Égypte, mais elle voulut s'y maintenir, malgré la Turquie, et en fut à son tour chassée après avoir eu ses troupes battues par l'Albanais Omer Vrionis. C'est dans ce combat que Mehemet Ali-Pacha donna la mesure de ce qu'il deviendrait un jour, et de cette époque data l'inquiétude que lui inspirait l'Angleterre.

Maîtresse des îles Ioniennes, dont elle s'est fait adjuger la protection à la chute de Napoléon, et où elle s'est établie comme sur un pont avancé pour dominer l'Orient, l'Angleterre, dans cette position exceptionnelle, laisse éclater le caractère personnel de sa politique. Elle contient les Hellènes, protége les chefs albanais de l'Épire dans leurs fréquents démêlés avec les autorités ottomanes, et se montre froidement indifférente et même hostile aux progrès des populations grecques libres ou soumises. De Malte elle surveille activement les régences de Tunis et de Tripoli, et y exerce une influence qui prend pour prétexte l'intérêt et l'intégrité de l'empire ottoman, et qui n'a pour objet que son intérêt propre. Prévoyante et patiente, elle fait rechercher dans les

archives des grands maîtres de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem les documents qui constatent les droits des possesseurs de Malte sur certains points du littoral africain. De Gibraltar, l'Angleterre exerce une influence prépondérante sur le Maroc en intervenant en faveur de l'islamisme contre les empiétements de la civilisation chrétienne, représentée par l'ascendant de la France dans l'Afrique septentrionale. En Égypte, la Grande-Bretagne s'est placée en sentinelle avancée pour la défense de ses possessions des Indes et de l'Océanie, et l'occupation sans partage de Périm lui donnerait la clef d'une barrière qu'elle pourra fermer ou dominer à son gré.

Dans ses relations avec les populations de l'empire ottoman, l'Angleterre mérite aussi d'attirer la profonde attention de l'Europe. Elle blâme ce qu'elle appelle le rôle apostolique de la France et la préoccupation constante de la Russie en faveur des chrétiens du rit grec, mais depuis quelques années ses missionnaires ou ceux de l'Amérique, qui invoquent sa protection, ont, avec le concours des agents anglais, opéré des conversions et recherché un patronage religieux parmi les Druses, dans le Liban et l'Anti-Liban, les Ansariés, dans les provinces de Latakié et de Tripoli, les Nestoriens, dans la Mésopotamie, les Arméniens en Asie Mineure et à Constantinople, les Israélites en Palestine. Partout enfin où il existe en Turquie des populations dissidentes soit de l'islamisme, soit du schisme grec, elle se présente comme leur protectrice, et sa puissante action à Cons-

tantinople lui donne bientôt un patronage accepté avec empressement et exercé avec vigueur. Dans cette protection accordée à des groupes séparés de chrétiens ou de musulmans dissidents contre la suprématie vexatoire des Turcs ou les progrès moraux des catholiques et des Grecs, on ne peut voir qu'un intérêt actuel, des précautions défensives et commerciales, mais aucun système absous par la grandeur du but ou les nécessités de l'avenir. L'Angleterre protége l'empire ottoman, les Turcs, les populations chrétiennes ou musulmanes dissidentes au point de vue exclusif de ses intérêts. Par là s'explique la froideur avec laquelle les chrétiens d'Orient en masse contemplent la puissance britannique.

Pour la Russie, son action à l'égard de la Turquie a eu toujours et invariablement deux mobiles qui s'entr'aidaient efficacement et l'avaient conduite bien près du but auquel elle aspirait. En 1697, au moment où la France, l'Angleterre et l'Empire, la Hollande et l'Espagne signaient le traité de Ryswick, le tsar Pierre était à quelques lieues de cette ville, et aucun des hommes d'État qui représentaient à cette conférence les grands intérêts de l'Europe ne songea peut-être au souverain d'une puissance dont le nom était à peine prononcé dans la politique générale de l'Europe.

La Porte Ottomane faisait sentir péniblement son joug aux Moldo-Valaques qui s'étaient liés avec le Divan par des traités. Les Roumains tournèrent les yeux vers la Russie, et au commencement du XVIIIe siècle Pierre

le Grand conclut deux traités d'alliance, l'un avec la Valachie, en 1700, l'autre avec la Moldavie, en 1711. Ces traités passés entre les Principautés et la Porte, entre les Principautés et la Russie, étaient, pour ainsi dire, des affaires de famille; l'Europe ne s'en occupait pas et ne s'y intéressait pas. C'est le traité de Kaïnardji signé avec la Porte Ottomane sous Catherine II, et par lequel le gouvernement russe se fait accorder le droit de faire des représentations à la Sublime Porte en faveur des Principautés de Valachie et de Moldavie, qui appelle sur ces Principautés et leur protectrice toute l'attention de l'Europe. Dès lors se développa cette politique qui amena les insurrections de la Morée, les guerres successives entre la Russie et la Turquie, les soulèvements en Bulgarie, en Servie, l'affaiblissement de l'empire ottoman, mais, on ne peut le nier sans injustice pour la Russie, une amélioration dans le sort des chrétiens devenus aujourd'hui l'objet de l'intérêt de l'Europe entière. En résumé, la France a voulu concilier l'existence et le maintien de l'empire ottoman avec le développement matériel et moral des chrétiens; la Grande-Bretagne a eu pour principal mobile le maintien du *statu quo* en Orient, n'a accepté que les modifications devenues inévitables, et n'a eu en vue que la satisfaction de ses intérêts. La Russie a poursuivi deux objets : son agrandissement aux dépens de la Turquie, et l'élévation de l'élément chrétien sur les ruines de l'élément mahométan. Le lecteur va voir ces diverses politiques à l'œuvre dans les pages que nous offrons à

son attention. Nous lui fournirons aussi l'oocasion d'étudier celle de l'Autriche dont le rôle envers les populations musulmanes a été considérable dans les limites de l'empire ottoman.

LIVRE PREMIER

LES RELIGIONS ET LES RACES

I

Boswell nous raconte que Samuel Johnson dînant un jour avec le général Paoli, et parlant du voyage qu'il projetait de faire en Italie, dit : « Le grand objet en voyageant est de voir les rivages de la Méditerranée. Sur ces rivages étaient les quatre grands empires du monde. L'assyrien, celui des Perses, le grec et le romain. Toute notre religion, presque toutes nos lois, et presque tout ce qui nous place au-dessus des sauvages nous vient des rivages de la Méditerranée. Le général Paoli fit alors observer que la « Méditerranée serait un noble sujet pour un poëme. »

Pour nous qui avons parcouru presque tous les rivages qu'il ne fut pas donné au savant auteur de Rasselas de visiter, nous voulons tâcher de donner une idée de l'ensemble de l'empire ottoman qui occupe aujourd'hui

des portions considérables des quatre empires mentionnés par le célèbre critique anglais.

Cette puissance fait désormais partie du grand système européen. Ses ministres ont siégé au congrès de Paris; son indépendance et l'intégralité de son territoire ont été solennellement reconnus par le seul fait de leur présence dans ce grand conseil des Etats, et le traité de Paris a déclaré que la Sublime Porte était admise à participer aux avantages du droit public et du concert européen. En un mot, la paix politique a été signée; mais ce qui est une force pour l'empire ottoman, au point de vue abstrait des traités, peut devenir la source d'incessantes et de graves difficultés si les hommes d'Etat ne savent pas établir la paix morale, l'harmonie entre les différentes populations de l'empire, le diriger et le gouverner dans les voies nouvelles qui lui sont ouvertes. Plus on a fait pour la Turquie, plus on pourra exiger d'elle, non pas matériellement, mais moralement. L'Europe, sans le lui dire expressément, l'attend à l'œuvre pour voir si véritablement elle méritait qu'on s'armât pour elle, en même temps que pour les grands intérêts européens qui étaient alors solidaires de son existence, et qui peut-être ne seraient pas également compromis aujourd'hui, grâce à l'heureux ascendant pris par l'Occident, si l'existence de la Turquie venait de nouveau à être menacée. Le congrès de Paris a, pour ainsi dire, constitué l'Europe en conseil amphictyonique, et rien de ce qui intéresse la civilisation, le progrès du bien-être, l'humanité, ne saurait lui

être étranger. Le rôle que doit jouer maintenant le gouvernement de l'empire ottoman, sous les yeux de ce conseil imposant, peut donc avoir une grandeur nouvelle, il peut tenter l'ambition à défaut du patriotisme des hommes d'État de la Turquie ; mais ce rôle est hérissé de difficultés d'autant plus grandes qu'aucun empire n'offre des intérêts plus multiples. Pour les apprécier, il faut pénétrer dans les entrailles mêmes de cet empire, se rendre compte de son passé, de ses développements, des tentatives de réforme qui y ont été faites. Il faut étudier ses différentes parties constitutives souvent si dissemblables entre elles, y saisir l'explication de sa faiblesse, le secret de ses forces, et essayer de lire dans l'avenir. La tâche n'est pas aisée et nous n'espérons pas l'accomplir à notre propre satisfaction. Nous allons toutefois tenter l'entreprise. De plus heureux, de plus habiles surtout, achèveront ce que nous commençons.

L'empire des sultans s'étend sur l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Constantinople, Andrinople, Smyrne, Damas, le Caire, la Mecque, obéissent au sceptre du successeur des califes et son ascendant religieux est reconnu et accepté par les princes du Maroc, de Mascate et de l'Afghanistan, partout enfin où il y a des Musulmans orthodoxes ou sunnites. Dans les rues de Constantinople, le voyageur peut voir des représentants des nombreuses races qui peuplent ces contrées où se rencontrent tous

les climats et toutes les productions de la terre : l'Osmanli, le Turc de l'Asie, le Mongol au teint jaune et à l'œil oblique, le Laze au bonnet fourré, aux traits fins, et qui vend de belles esclaves aux riches, le Turkman conduisant ses chameaux, le nègre de l'Éthiopie, le Grec avec les larges pantalons et la jaquette du marin, ou la robe longue du scribe et du commerçant, l'Arménien, le Bulgare, le Kurde, le Bosniaque, le Persan, le Chaldéen, l'Albanais, etc., etc. Toutes les races conquérantes qui ont envahi l'Europe se sont peu à peu fondues dans les races conquises ou se sont mêlées à elles, ont adopté leur langue ou ont imposé leur idiome, ont forcé les vaincus à embrasser leur religion ou se sont convertis à leur foi. Les Francs, les Burgondes, les Normands, les Lombards, les Visigoths, se sont fondus peu à peu dans la masse des populations conquises ou envahies et ont de bonne heure bu avec elles à la source vivifiante du christianisme ; bien plus, ce sont surtout ces races jeunes et qui faisaient leur entrée dans l'histoire qui ont accueilli le dogme nouveau avec le plus de promptitude. Là où les inégalités de race, de noblesse, de richesses, créées par la conquête subsistaient, celles de la religion disparaissaient ou adoucissaient les autres. Le christianisme n'a pas été seulement un bienfait spirituel immortel, il a été immédiatement le don le plus humain fait aux sociétés, et ce n'est que plusieurs siècles après son apparition que l'aveugle intolérance et l'intelligence dépravée des hommes ont pu en faire un instrument de persécution et de cruauté. La

race turque a gardé sa religion au sein des populations chrétiennes, et tout en imitant quelques-unes des races conquises, elle est restée profondément séparée là même où elle oubliait sa langue pour parler celle de ses sujets comme dans l'île de Crète, en Thessalie, en Epire où la masse des musulmans ne sait pas le turc et se contente de mêler à la langue des chrétiens les mots turcs, arabes ou persans, qui rappellent le souvenir, les usages ou les traditions de leur foi. Ce fut le grand malheur des Turcs de ne pas avoir embrassé le christianisme. Je ne parle pas au point de vue de la vérité religieuse et éternelle ; c'est au point de vue humain, c'est politiquement, que j'entends dire que ce fut un grand malheur pour les Osmanlis de ne pas être devenus chrétiens : leur empire, aujourd'hui en décadence, serait peut-être un des plus puissants du monde ; le christianisme, qui leur aurait donné quelques vertus inconnues aux autres religions, leur aurait conféré, comme nation, un bienfait immense, et dont il semble jusqu'ici avoir eu seul le secret : la faculté pour les peuples de se transformer sans s'anéantir, comme les Grecs nous en ont donné un glorieux exemple, car on peut dire sans exagération que c'est l'Evangile qui a conservé aux Grecs leur langue et leur nationalité. Malheureusement l'islamisme, malgré les nombreux emprunts faits au judaïsme et au christianisme, était l'ennemi de l'Évangile. Les Turcs valaient mieux que les Barbares, au point de vue religieux, et ce fut un malheur. Ils reconnaissaient un seul Dieu ; l'islamisme avait aidé à arracher les peuples de

l'Arabie au culte des idoles; mais loin d'être un bienfait pour l'humanité, comme certains écrivains protestants, et notamment un savant traducteur du Koran l'ont prétendu, cette nouvelle religion fut un obstacle au développement de la civilisation universelle, et arrêta la diffusion du christianisme, c'est-à-dire de l'expression même la plus pure de la civilisation, sur l'Europe et l'Asie. Depuis les savants travaux de Sprenger, il est difficile de conserver des doutes à cet égard. Sprenger a prouvé avec beaucoup de force que sans Mahomet le christianisme s'introduisait dans l'Hedjaz, et que c'est le prophète qui a été le principal obstacle à son établissement. Quoi qu'il en soit, les musulmans eurent le malheur d'avoir une civilisation et d'avoir entrevu la vérité religieuse; mieux eût valu pour eux et pour l'Europe qu'ils eussent été dans un entier aveuglement comme les hordes envahissantes des siècles précédents. Malgré cette cause profonde d'affaiblissement, l'empire ottoman avait cependant des éléments de puissance, de grandeur et de durée qui ont frappé tous les politiques. « Quand « on réfléchit, disait en 1772 le célèbre géographe « d'Anville, sur le peu de durée et de consistance des « monarchies asiatiques qui ont pris la place les unes « des autres, dans la Perse, dans l'Inde, et que nonob- « stant une grande réputation de sagesse, la Chine a été « depuis le commencement du x$_e$ siècle assujettie qua- « tre fois à des nations sorties de la Tartarie, on a lieu « d'estimer qu'un empire qui se soutient depuis envi- « ron cinq cents ans est plus solidement assis sur ses

« fondements. Que serait-il si les terres qu'il occupe res-
« semblaient davantage par la culture et la population
« à ce qu'elles étaient dans les siècles de l'antiquité ! »

D'Anville a raison. La Porte Ottomane, après être tombée bien bas, s'est souvent relevée, comme sous Soliman II avec Kuprili Mustapha Pacha, et sous le sultan Mahmoud avec le grand vizir Rechid Mehemmed-Pacha, à une époque où, au sortir d'une guerre malheureuse avec la Russie, la Porte dut tenir tête, malgré le mauvais vouloir de l'Europe, aux Grecs, aux Égyptiens, aux Albanais, aux Bosniaques. Enfin il ne manquait pas de voix sinistres qui, en 1853 et 1854, annonçaient la destruction de la Turquie si la guerre éclatait. Un brillant et souvent profond publiciste [1] avait éloquemment prédit que la Russie anéantirait les Turcs. Il les effrayait surtout d'une certaine image de la Vierge toujours gardée à Saint-Pétersbourg dans une chaise de poste; cette image une fois mise en mouvement ne devait s'arrêter qu'à Constantinople, si l'on en croyait les espérances du peuple russe.

Aujourd'hui, la situation de l'empire ottoman, au point de vue religieux, est à plusieurs égards celle où l'empire d'Orient était à l'avénement au trône de l'empereur Constantin. Deux religions étaient alors en présence : le paganisme, encore en possession du gouvernement et du culte officiel; et le christianisme, qui avait surmonté les persécutions, qui se sentait maître de l'avenir,

1 M. Saint-Marc Girardin.

et qui s'apprêtait à passer du silence et des ténèbres des catacombes dans les basiliques et les palais. L'empereur Constantin ménagea le paganisme jusqu'au dernier moment, et un édit pour l'observation solennelle du jour du Seigneur était suivi d'un autre édit réglant les consultations des aruspices ; mais cependant, malgré cette alternative de piété et d'idolâtrie, de crimes et d'actes de dévotion, le triomphe de l'Évangile était assuré sur la foule bigarrée des dieux du polythéisme, et la société nouvelle finit par faire disparaître l'ancienne, par ce seul fait que l'empereur Constantin lui avait accordé l'égalité.

Je n'ignore pas qu'il y a de grandes différences entre le polythéisme et l'islamisme ; l'islamisme connaît l'unité de Dieu et n'a jamais été persécuteur à la manière du paganisme. Il détruisait et exterminait quand les populations refusaient de se soumettre ; mais la soumission le désarmait. Les chrétiens étaient privés des droits politiques; ils devaient adorer leur Dieu et pratiquer leur culte sans pompe et sans éclat extérieur dans les lieux où ils étaient en présence des musulmans. Ils avaient souvent, ils ont encore dans certaines provinces, de grandes difficultés à obtenir le droit de bâtir des églises [1], d'avoir des curés, et aujourd'hui même il y a en Bulgarie des villages privés de prêtres et où le service divin ne se fait qu'à de rares intervalles ; enfin il y a eu, il y a encore malheureusement des cas de barba-

[1] Voir à l'appendice l'opinion du grand visir Kioprili Mustapha-Pacha à ce sujet.

rie fanatique, des meurtres perpétrés par des musulmans sur des chrétiens, et ces meurtres demeuraient beaucoup trop souvent impunis; mais il n'y avait, il n'y a légalement rien en Turquie de ce qui a existé ou existe encore en Angleterre, en Espagne ou en Suède. En Turquie, tous les cultes sont, au point de vue spirituel, essentiellement libres, et les cultes que j'appellerais occidentaux, le catholicisme et le protestantisme, jouissent d'une entière liberté, non-seulement spirituelle, mais d'action. Les catholiques, même rayas, correspondent librement avec le saint-siége et ont avec Rome des rapports aussi libres que ceux qui existent en Belgique entre la cour de Rome et le clergé du royaume. Dans le Liban et dans les villes du littoral de la Syrie, les fidèles élisent leurs évêques; ceux-ci s'assemblent en synode, élisent leur patriarche, communiquent avec le saint-siége, soit par le délégué apostolique qui réside à Antoura dans le Kesrouan, soit par le délégué du patriarche qui réside à Rome à Saint-Antoine des Maronites, près de Saint-Pierre-aux-liens, sans que le gouvernement turc intervienne en aucune façon dans ces relations séculaires.

Rome confirme les élections, envoie le *pallium* au patriarche, suspend les prieurs des couvents, ou exile et excommunie les moines très-souvent remués par l'esprit de désordre, refuse de reconnaître une élection d'évêque si elle n'est pas canonique, sans que l'autorité musulmane s'en émeuve ou s'en préoccupe. Quant aux autres chrétiens de la Turquie, ils peuvent se conduire, en ce qui concerne leur culte au point de vue spirituel,

absolument suivant leur conscience. L'élection a lieu pour les évêques et les patriarches; les jugements ecclésiastiques sont rendus, les peines sont appliquées sans que l'autorité musulmane y fasse même attention; les Turcs s'adressent aux municipalités, aux corps de nation, pour percevoir l'impôt, mais ils n'interviennent ni pour le culte ni pour l'instruction publique, laissée complétement libre, à ce point que dans des villages grecs et bulgares on professait ouvertement la haine du croissant, l'amour et l'admiration pour le tzar, et que l'on prie publiquement pour ce souverain dans toutes les églises. J'ai connu dans une grande ville de l'Asie Mineure un professeur bulgare qui avait une presse nullement clandestine, puisqu'il ne cachait pas l'usage qu'il en faisait, et qui lui servait à imprimer de petits ouvrages de sa composition destinés à l'éducation de l'enfance et de la jeunesse bulgare, et dans lesquels l'hostilité au gouvernement du sultan n'était point déguisée. En 1810, de riches négociants grecs de diverses parties de l'empire, mais notamment de l'Épire, établis à Constantinople, y imprimèrent et y publièrent un Dictionnaire du commerce écrit en grec moderne très-pur, et précédé d'une préface éloquente dans laquelle étaient rappelés les jours glorieux de la Grèce antique et prédit le réveil des Hellènes et le triomphe de la croix sur le croissant. Ce fut malheureusement un ambassadeur français qui, dans les premières années de ce siècle, appela l'attention et excita les soupçons et la colère du divan contre l'école que le grec Econo-

mos avait fondée à Kidonie, dont cet homme éminent avait fait, sous la protection de la Porte, une des villes les plus industrieuses, les plus commerçantes et les plus policées de l'Asie ottomane.

Ce fut un ambassadeur d'Angleterre qui dénonça à la Porte Ottomane Riga, le Tyrtée de la Grèce moderne, et l'auteur de plusieurs chants dont le plus fameux est le Δεῦτε παῖδες τῶν Ἑλλήνων. Il s'était retiré à Vienne, d'où il avait envoyé des émissaires en Morée et à Parga, en Épire. Les Turcs ne s'en inquiétaient guère, mais poussé par l'ambassadeur d'Angleterre, le divan demanda au gouvernement autrichien son extradition, par l'entremise de Mavroyeni, un Grec du Phanar, envoyé de Turquie près la cour de Vienne. Riga fut livré en 1778 et pendu à Belgrade. Mais son ami et son agent le plus actif, le docteur Eutimios, trouva un refuge en Turquie même, à Pergame, sous la domination paternelle et éclairée des Cara Osman Oglou. On sait que la douceur du gouvernement de cette famille avait attiré dans la seconde moitié du siècle dernier, en Asie Mineure, des Grecs qui animèrent les vallées de l'Hermus et du Caicus par des villes nombreuses, et avaient presque rendu à ces contrées la fertilité dont elles avaient joui sous les rois de Pergame. Ce qui n'est pas moins curieux, c'est qu'à l'époque ou le sultam Sélim créa le Nizam Djedid, cette milice qui fut cause de sa mort et amena la destruction des janissaires, les Grecs Phanariotes faisaient jouer par la musique des nouveaux régiments, à la grande satisfaction de Sélim III, tous les

airs des odes de Riga. Moi-même, je les ai entendus chanter avec les paroles grecques devant le gouverneur albanais de Prévésa, qui me donnait à dîner dans ses jardins, et qui comprenait parfaitement le grec. Les musiciens étaient de Corfou. « Ces coquins de Grecs, me disait le musselim albanais, ne peuvent pas chanter ces airs dans les îles Ioniennes, où ils sont prohibés par les Anglais; ici, ils chantent tout ce qu'ils veulent, et ils se plaignent des Turcs ! »

L'islamisme n'a donc jamais été persécuteur comme le paganisme, ni même comme le christianisme à certaines époques, en ce sens qu'il n'a jamais essayé de déraciner violemment une religion dont il prévoyait le funeste ascendant, ou qu'il considérait comme une erreur criminelle.

Sa puissance, la foi dans cette puissance et l'absence de clergé l'ont préservé du crime de la persécution systématique. Aucun sultan n'a rappelé Dioclétien, et les annales d'une religion de mansuétude ont des pages dont l'islamisme n'a pas à rougir. Toutefois il est probable que s'il eût été laissé à lui-même, si l'intervention morale et matérielle des puissances européennes n'eût commencé, depuis longtemps et à l'époque même de la toute-puissance des Turcs, et à cause de la sécurité que leur donnait cette toute-puissance, à pénétrer lentement et profondément dans l'empire, il est probable que l'islamisme, sentant sa faiblesse croissante et la force progressive du christianisme en Orient, serait devenu persécuteur, non par prosélytisme, mais, comme le

paganisme, pour sa propre défense. Mais si l'islamisme n'a pas été persécuteur, sa lourde immobilité a retardé en Orient les progrès de la religion du Christ, et toutes les populations chrétiennes soumises à la domination directe des musulmans ont décliné jusqu'au moment où l'influence européenne a commencé à se faire sentir [1]. Toutes les civilisations musulmanes ont été de courte durée et n'ont jamais été que des reflets habilement empruntés de civilisations étrangères. Les Turcs seuls, grâce à l'identité de leurs grands intérêts avec ceux de l'Europe occidentale, font des efforts dignes d'attention, d'admiration pour se transformer, pour se maintenir dans l'échelle morale et politique des nations après la dégradation de leur grande puissance. Un pareil peuple mérite qu'on l'étudie avec soin et avec une haute impartialité.

II

Quelle est, à cette heure, la situation respective des diverses religions qui se partagent les populations qui

1 Il ne faut cependant pas oublier que la conquête des Latins avait ruiné Constantinople, et que cette ville ne comptait pas plus de 4 à 5,000 hommes en état de porter les armes lorsque Mahomet II en fit le siége et la conquête. Ce furent Mahomet II et ses successeurs, surtout Soliman, qui rendirent à la ville de Constantinople sa population et sa splendeur (Voir *Antiquitates Constantinopolitanæ;* Pertuisier, *Promenades pittoresques dans Constantinople*; *Viaggio di Venezia à Constantinople*, Venegia, 1541.

obéissent au sceptre du successeur des Califes? Examinons s'il est possible d'amener entre ces religions une paix sans laquelle la paix politique n'aurait ni portée, ni conséquences heureuses et profitables. Faisons donc le dénombrement de ces religions; voyons quelle est leur influence sur les intelligences, sur les mœurs, les aspirations politiques, sur l'avenir. Je crois avoir dit assez nettement ma pensée sur l'islamisme au point de vue religieux, pour pouvoir ne pas être taxé de partialité dans le jugement que je vais porter.

La religion musulmane ne reconnaît pas de clergé en principe; car on ne peut appeler clergé les derviches qui agissent sur la partie superstitieuse des populations ignorantes et amoureuses du merveilleux, mais qui ne s'occupent ni des consciences, ni de la direction des intelligences. Ce sont des moines, ou mendiants ou contemplateurs, adorant Dieu, les uns avec des danses monotones et au son d'une musique doucement mélancolique, les autres avec des contorsions ou des hurlements que le christianisme du continent européen a depuis longtemps repoussés de son sein, et qui ne se retrouvent en Amérique que chez quelques sectes méprisées du protestantisme. Il n'y a pas de clergé musulman, en ce sens que chaque fidèle croyant s'adresse à Dieu sans intermédiaire. Il n'y a point de culte obligatoire et commun. Chacun prie Dieu où il se trouve; chez lui, en plein air, à la chasse, en voyage; mais les Musulmans fréquentent assidûment les mosquées quand ils peuvent le faire, et leur religion appa-

rait dans tous les actes de leur vie. On peut dire qu'elle en est inséparable. J'ai vu des musulmans descendre de cheval pendant la promenade et se prosterner pour prier, ou quitter la table au milieu de la conversation la plus animée, à la voix du muezzin, et reprendre leur place avec beaucoup de naturel et de dignité. Les ulémas ne sont que les hommes qui expliquent la loi; on ne peut à aucun titre leur appliquer la qualification de prêtres remplissant un sacerdoce; ils n'exercent aucune influence sur les consciences. Les imans, qui sont les ministres qui desservent les autels, ne peuvent ni remettre les fautes ni bénir. Le Coran lui-même n'est lu dans les mosquées qu'à titre d'instruction, et l'assistance des imans n'est obligatoire dans aucun des actes de la vie des musulmans; c'est un barbier qui pratique la circoncision. Le mariage est un acte purement civil, et jamais un musulman mort n'est porté à la mosquée ou assisté à sa dernière heure par un iman ou un uléma, autrement que comme un ami. Toutes ces cérémonies se font sans prières, sans aucun chant, sans aucune solennité. La circoncision est une fête comme le baptême, et l'enterrement a lieu avec une tristesse grave, mais sans éclat et sans pompe. Le seul devoir d'un Turc envers un mort est de porter son cercueil pendant quelques instants. Un mort est pris à sa porte par les premiers venus qui le déposent au bout de cinquante pas. Là ils sont relayés par d'autres porteurs de bonne volonté jusqu'au champ des morts. Tout cela se fait avec beaucoup de dignité simple, quoiqu'avec

beaucoup de rapidité. Si le musulman qui meurt à Constantinople a témoigné le désir d'être enterré en Asie, dans le gigantesque champ des morts de Scutari, où une forêt de pierres tumulaires apparaît debout ou couchée aux pieds d'une forêt de cyprès aussi vieux que les premiers minarets élevés par les Turcs, il est remis à un batelier qui le dépose sur la rive opposée, où des fidèles s'empressent de l'enlever. Les ulémas, dont le nom signifie proprement *lettrés*, ne sont que des hommes de loi, et ne sont nullement des ecclésiastiques. On en rencontre de très-instruits, mais il y en a bien peu d'initiés aux sciences modernes pour lesquelles les Turcs ont cependant beaucoup d'aptitude; ils connaissent les auteurs turcs, persans et arabes, mais en général le monde occidental n'est pas l'objet de leurs études. Il y a des ulémas fort riches, mais il y en a, et c'est le plus grand nombre, qui sont fort pauvres; presque tous les softas ou élèves qui étudient la loi sont pauvres et reçoivent même du gouvernement des secours en argent ou de petits appointements; les mosquées leur donnent leur nourriture qu'ils partagent avec ceux qui se présentent aux heures des distributions. Ce sont des étudiants, dont quelques-uns sont de dixième année, se contentant de peu, bons enfants pour la plupart, et qui ne sont pas bien effrayants de près. J'étais à cheval dans le quartier où ils sont en plus grand nombre, au printemps de 1854, au moment de l'émotion qui avait effrayé les Pérotes, de tout temps fameux pour leur couardise, et inquiété même quelques vieux diplo-

mates ottomans et occidentaux, et j'avoue que ces turbans blancs ou verts, ces barbes et ces physionomies plus graves qu'audacieuses, ne m'inspiraient aucune inquiétude. Je me rendais alors au seraskierat et je poussai mon cheval à travers la masse des softas sans rencontrer plus d'obstacles que si j'eusse eu affaire à une foule de bons paysans bulgares.

Le culte musulman n'est nullement entretenu aux frais de l'État, aucun de ses ministres n'est salarié par le budget. Mais si l'État ottoman ne salarie pas son propre culte, comment, au moyen de quelles allocations sont rétribués les ministres de la religion ? En Turquie, toutes les mosquées, toutes les fondations pieuses ou philanthropiques sont dues à la piété individuelle. Un simple particulier, un grand dignitaire, un fils ou un frère de sultan, le sultan lui-même, peuvent élever, sans le concours de l'État, sur un terrain qu'ils possèdent en toute propriété, une mosquée à laquelle est assuré un revenu qui varie suivant l'importance de la fondation et la richesse du fondateur. Ce revenu est pris sur des biens-fonds appelés *vacoufs* et qui sont inaliénables; le fondateur seul ou ses héritiers peuvent en disposer. C'est le fondateur qui doit assurer, dans le présent et dans l'avenir, les salaires des desservants de la mosquée. Les ministres du culte dans l'islamisme ne sont donc en réalité que des serviteurs à gages, imans tant qu'ils desservent la mosquée, et pouvant pratiquer toute autre fonction s'ils la quittent. Un iman peut devenir officier, employé d'une administration, mar-

chand. On le voit, une pareille organisation ne fournit pas des armes faciles et prêtes à la persécution ; il n'y a là ni religion d'État, ni clergé, ni propagande spirituelle. Je ne me fais point l'apologiste de cet état de choses, je le constate, et je n'hésite pas à dire que dans ma conviction, une religion qui ne sent plus le besoin de la prédication, qui n'a pas d'expansion spirituelle, qui ne cherche pas à se répandre par l'intelligence et par l'amour, qui n'est pas remuante, est une religion condamnée à l'infériorité comme culte et plus encore comme instrument de civilisation. C'est une philosophie, et la philosophie ne peut faire vivre que des individus, elle ne saurait seule être le ciment des masses.

Les mariages mixtes sont fréquents en Turquie, en ce sens que beaucoup de maris musulmans ont des femmes chrétiennes, qui ont le libre exercice de leur culte et suspendent jusque dans la maison d'un fidèle croyant une image de la Sainte Vierge et de saint Nicolas. Tous les enfants sont élevés dans la religion mahométane. En Angleterre, non-seulement on agit d'une manière analogue, mais presque toutes les catholiques mariées à des anglicans embrassent la religion du mari. En Russie, les enfants doivent être baptisés dans la religion de celui des époux qui est grec. J'ai connu à Janina une dame grecque, d'une intelligence supérieure et qui avait été d'une grande beauté ; elle était veuve de deux personnages qui étaient tous deux morts de mort violente : l'un deux était Mouktar-Pacha, fils aîné d'Ali-Pacha de Tepelen, qui fut tué à Angora par ordre du

sultan Mahmoud ; l'autre Dervich Hassan Effendi, étranglé à Janina par ordre et sous les yeux du grand vizir Rechid Mehemet-Pacha. Elle avait eu de son second mari un fils musulman qui était instruit des dogmes de la religion chrétienne et qu'elle avait élevé dans un grand esprit de tolérance. Il jurait souvent par les quatre Évangiles. De pareils cas sont extrêmement fréquents en Turquie et devraient servir d'exemple à la Suède.

Les musulmans se divisent en sunnis ou orthodoxes, et schiah ou schismatiques. Les premiers sont en bien plus grand nombre. Les schismatiques de l'empire ottoman se rencontrent en Syrie près de Tyr et de Balbec ; ce sont les métaoulis qui, à l'exemple des Persans, reconnaissent Ali pour le véritable successeur de Mahomet. En Mésopotamie, dans la province de Bagdad, vers les frontières de la Perse, à côté des sunnis et des métaoulis, se trouvent les nombreuses sectes non chrétiennes de la Syrie, de la Cilicie, de la Mésopotamie, qui sont aussi des schismes de l'islamisme. Tels sont les Druzes, les Ansariés, les Yézids ou Cadmoussins[1]. Sans avoir rien de commun avec les chrétiens, ces populations ont quelques pratiques qui rappellent les nôtres, et bien que souvent maltraitées par les gouverneurs turcs, elles n'ont pas d'éloignement pour l'islamisme, qui n'a pas cherché à s'immiscer dans leurs affaires religieuses.

[1] Ainsi que je l'ai dit dans la préface, je me propose de consacrer un volume à la Syrie et au Liban.

Les Ansariés sont une population agricole, laborieuse, forte, habitant un pays fertile entre Lattaquié et Tripoli, s'étendant jusqu'à Tarsons, et chez laquelle des voyageurs anglais ont annoncé une riche moisson à missionnaires. Les voyageurs et les missionnaires anglais croient, en effet, que tous les sectes dissidentes du catholicisme et de l'islamisme ont de la tendance à se rapprocher du protestantisme, et c'est dans leur sein que les missions protestantes font du prosélytisme avec un succès douteux.

On peut dire d'une façon générale que l'Asie et l'Arabie sont le domaine de l'islamisme, dont le siége principal est à Constantinople, la résidence des souverains des deux terres et des deux mers, et d'où est presque toujours partie l'impulsion musulmane. En Europe, les chrétiens sont en plus grand nombre que les musulmans; parmi ces derniers, on ne compte pas plus de huit cent mille Osmanlis[1]; le reste se compose d'Albanais, de Bosniasques, convertis à l'islamisme, mais qui ne sont pas de race turque.

Cependant, malgré ces divergences et ces variétés, l'islamisme a une supériorité numérique imposante dans l'Empire; de plus, l'ascendant spirituel du sultan ne s'arrête pas aux limites de son propre empire, et lors de la dernière guerre avec la Russi , on vu l'islamisme s'émouvoir et s'armer jusque dans le Maroc pour la défense du successeur des califes.

[1] Voir à l'Appendice la note sur les populations de la Turquie d'Europe. Voir aussi le livre II.

Après le culte voyons l'état de l'instruction publique chez les musulmans. On peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que dans l'empire ottoman l'instruction publique a toujours été, non pas seulement encouragée, mais rendue en quelque sorte obligatoire. Ainsi tout musulman qui veut fonder une mosquée ne peut le faire qu'à certaines conditions. En fondant une mosquée, il faut y adjoindre une école ; si la mosquée est importante, une bibliothèque et des cuisines pour les pauvres. Tout cela est aux frais du fondateur, qui doit affecter des terres ou d'autres propriétés pour l'entretien, la conservation, le service de ses fondations. Ainsi l'on compte dans Constantinople 480 écoles pour les filles et 300 pour les garçons musulmans, en tout 780. Tous les enfants musulmans, ou à peu près, apprennent donc au moins à lire, et s'ils ne poussent pas au delà leur éducation, ce n'est point à l'absence des écoles qu'il faut attribuer la limite apportée à leur instruction.

C'est d'ailleurs un jour de fête pour la famille, pour les voisins, pour les étrangers même, que celui où un enfant turc est conduit pour la première fois à l'école, et cet acte se fait avec solennité. Les musulmans en font une occasion de récompense, d'honneur, de plaisir; c'est un des rares cas où les fidèles forment une sorte de cortége, de procession. Ils y figurent dans leurs plus beaux habits et portent des fleurs et des branches chargées de fruits. Le gouvernement turc a fondé des écoles militaires, de médecine, d'agriculture, qui ne sont pas seulement gratuites, comme quelques-unes

des nôtres; les *élèves sont payés* : ils touchent un traitement qui augmente en raison de leur degré de savoir. Quelquefois ce traitement est fixé dès le principe à un taux assez élevé, à cause du rang de l'élève, car dans toutes ces écoles, les fils des pachas, des bas-officiers ou des soldats sont indifféremment admis.

Le firman qui règle l'instruction publique est l'œuvre la plus libérale, la plus élevée dans ses vues et dans ses dispositions, et ne craint la comparaison avec aucun des programmes, aucune des lois qui existent pour l'instruction publique chez les nations européennes. C'est à Rechid-Pacha que la Turquie doit cette institution qui est susceptible d'un plus grand développement; c'est lui qui a également; fait établir les écoles pour les femmes, création profonde dans un pays où les mères ont une si grande influence, puisqu'elles sont souvent les seuls précepteurs de leurs enfants, qui restent dans le harem jusqu'à l'âge de dix à douze ans.

III

L'islamisme, on l'a vu par les preuves que nous avons apportées, n'est point persécuteur par essence. Propagé par la conquête, il ne rayonne pas pendant la paix par la seule force de ses doctrines, et n'a aucune tendance au prosélytisme spirituel; il n'a pas de missionnaires, et la propagande qu'il a faite dans quelques circonstances exceptionnelles a été toute politique. Il

procède aujourd'hui par exclusion et non par absorption, au rebours du christianisme, et en cela il s'est, comme le judaïsme, condamné à l'immobilité. Sa grande faute politique, qui a été en même temps une conséquence de son esprit religieux, est d'avoir établi la distinction entre les croyants et les infidèles; mais ce caractère exclusif des musulmans, est-il un obstacle à leur développement? leur ferme-t-il l'accès des voies ouvertes par la civilisation moderne? Les sociétés musulmanes n'ont eu jusqu'ici, il est vrai, qu'une civilisation de reflet, comme les Arabes d'Espagne, et, sauf l'empire ottoman, les autres États musulmans sont tombés dans la corruption et la barbarie; mais la civilisation moderne, c'est-à-dire celle qui consiste dans le développement des ressources d'un pays, l'amélioration de la condition des masses, le respect des pays faibles et leur garantie par l'équilibre européen; cette civilisation peut certainement offrir aux Turcs de grandes chances d'avenir à la condition qu'ils imitent les Israélites qui ont su adopter toutes les aspirations des sociétés modernes, se plier à toutes leurs exigences, se conformer à toutes leurs lois, quand même ces aspirations, ces exigences et ces lois, étaient le résultat de l'introduction du christianisme dans le monde.

Peut-être la faiblesse croissante de l'islamisme et la force progressive du christianisme auraient rendu le mahométisme persécuteur, pour pouvoir se défendre sans l'intervention de l'Europe dans les affaires de l'Orient, intervention qui a pris des développements

considérables et qui est devenue désormais la sauvegarde de l'empire ottoman autant que des chrétiens eux-mêmes. Toutefois, si la domination des sectateurs du Prophète sur le Bosphore a retardé en Orient les progrès de la religion du Christ, nous sommes convaincus, s'il faut dire toute notre pensée, que cette captivité de Babylone, subie sur leur propre sol par les diverses populations chrétiennes de l'Orient, a été pour elle d'un profond et salutaire effet, et il n'y a pas de doute que le christianisme et le clergé grec tombés ensemble, grâce au schisme et à leur servilité envers le pouvoir temporel[1], dans la plus profonde corruption, ne se soient régénérés dans le malheur. Aujourd'hui de nouvelles destinées apparaissent en Orient pour la Croix : les vieilles églises cachées dans d'obscurs quartiers, avec leurs portes basses et humbles où il faut se courber pour entrer, leurs voûtes sombres, leurs nefs étroites qui ne peuvent plus contenir une population croissante obligée d'entendre la messe assise sur les pierres des tombes qui entourent l'église, ces églises seront peu à peu remplacées par de glorieux temples, et rien désormais ne pourra plus arrêter la marche du christianisme au point de vue spirituel. Mais comme élément de société politique, il ne faut pas s'attendre à le voir, malgré l'égalité qu'il va conquérir, triompher du culte

[1] Ancillon a fait ressortir avec beaucoup de force les causes qui ont contribué à rendre la papauté indépendante et avec elle le catholicisme, et celles qui ont concouru à l'asservissement du clergé grec de Constantinople.

dominant aujourd'hui. Il rencontrera comme obstacle la défense faite aux enfants du Prophète de prêter l'oreille aux sublimes séductions de la parole du Christ, leur immobilité continue au sein des vertus naturelles que prêche le Coran et qu'il fait souvent fleurir; les liens par lesquels cette éloquente, étrange, et quelquefois grossière compilation de l'Ancien et du Nouveau Testament enchaîne les populations musulmanes. Cette immobilité peut durer longtemps si la prédication du christianisme est interdite au sein de ces populations, et le gouvernement ottoman en a le droit. Quand même elle ne le serait pas, elle ne ferait probablement pas beaucoup de prosélytes; j'ai vu en Orient bien peu de musulmans convertis; les femmes passent plus aisément de l'islamisme à l'Évangile, parce que leur première religion est la religion du cœur, surtout quand elles n'ont qu'une éducation bornée; c'est ce qui s'est vu parmi celles qui devenaient les prisonnières et les femmes des Grecs pendant la guerre de l'insurrection, et qui se faisaient remarquer par leur beauté, leur douceur, leur fidélité et leur grand air.

Quoi qu'il en soit, l'édit du sultan ou plutôt une communication faite par le ministre des affaires étrangères de Turquie aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, quelque temps avant la paix, semble autoriser le passage de l'islamisme au christianisme. Jusqu'ici c'était un crime puni de mort, même quand un chrétien devenu musulman, et il y en a un très-grand nombre dans ce cas, était ramené par le repentir dans la

foi de ses pères. Aujourd'hui, ces changements de religion, ces retours à la foi primitive, n'auraient plus le même danger, au moins dans les grandes villes où il y a beaucoup d'Européens, et là où les populations chrétiennes sont nombreuses. Le supplice de l'Arménien Ovaghim, décapité en 1842 dans une rue de Constantinople, pour avoir abjuré l'islamisme et être rentré dans le giron de l'Église de ses pères, ne se reproduirait plus; le sang de ce martyr a racheté sa faute et ouvert la voie aux conversions futures.

Un fait cité par l'historien Cantimir prouve que lors même de la plus grande puissance des sultans, et du plus grand éclat de l'islamisme, il s'était rencontré un homme de loi musulman qui, non content de trouver l'Évangile préférable au Coran, avait voulu faire partager sa conviction à ses coréligionnaires, et faire du prosélytisme par la parole, chose extrêmement rare en Turquie. « En 1527, dit Cantimir, pendant le règne de Soliman le Législateur, il y avait à Constantinople un savant de premier ordre versé dans la loi et dans les autres sciences, nommé Cabyzi-Ajmé, qui soutenait hautement que la religion chrétienne était mieux fondée que la mahométane. Il ne cachait point sur cela ses sentiments: il parlait du même ton, soit dans les écoles privées, soit dans les mosquées, et il faisait son possible pour le persuader au peuple; c'était un scandale pour le commun peuple, aussi bien que pour les gens de loi, qui n'écoutaient qu'avec peine ses discours, dont ils ne croyaient pas qu'un homme de son savoir fût capable.

En vain on l'avertit de se rétracter, rien ne put lui faire changer de langage ; on fut forcé de l'arrêter et de le mener devant le mufti. Là il répéta d'un air délibéré ce qu'il avait tâché d'inculquer au peuple, et soutint par les plus forts arguments, et par le parallèle de l'Alcoran avec l'Évangile, que la doctrine chrétienne et ses préceptes l'emportaient infiniment par leur excellence sur la foi des mahométans. On le pressa de nouveau de renoncer à son opinion ; on intéressa même l'amour-propre en lui remontrant qu'une vie sainte comme la sienne ne semblait pas compatible avec son apostasie, et que la réputation de vertu qu'il avait acquise allait être souillée par un travers qui ne pouvait être lavé de la tache d'erreur : il méprisa les exhortations comme les menaces, et demeura ferme sans vouloir démordre de son sentiment ; de sorte que l'empereur ne put refuser l'ordre qu'on lui demanda de lui couper la tête. A son occasion, un édit fut publié, par lequel la peine de mort était dénoncée contre quiconque oserait, même sous couleur de dispute, donner à la doctrine de Jésus-Christ la préférence sur celle de Mahomet. » Évidemment, cet édit-là est rapporté par la publication du dernier édit du sultan. Sous le règne d'Achmet II, Misri-Effendi, scheik de Brousse, composa et fit chanter dans les mosquées des poésies sacrées dans lesquelles les musulmans virent un rapport trop marqué avec le mystère de l'incarnation ; mais, comme descendant du Prophète et portant le turban vert, il ne fut pas inquiété. Il devait sa sécurité précisément à ce

qui, aux yeux des fidèles, rendait la faute impardonnable[1]. Désormais, s'il plaît à Dieu d'inspirer à un musulman éclairé et éloquent la sainte folie de la croix, il pourra s'essayer à soulever les populations mahométanes de l'empire sans avoir même l'espoir de devenir martyr, à la condition, toutefois, d'être à la portée des drapeaux ou des vaisseaux européens. Mais on ne doit pas compter sur une éventualité aussi extraordinaire, et il n'est pas probable, d'après le cours humain des choses et dans l'état de foi bornée ou de scepticisme philosophique où se trouve maintenant l'islam dans l'empire ottoman, qu'il sorte de son sein un homme qui brise le croissant et plante la croix sur les mosquées. A défaut de ces moyens extraordinaires, prenons ceux qui sont en Turquie en plein exercice, si l'on peut ainsi parler, et voyons quels peuvent être leurs résultats à l'égard de l'islamisme, maintenant que les cultes chrétiens peuvent ajouter à la tolérance des Osmanlis l'intérêt avoué et actif que leur porte l'Europe. L'empire ottoman est couvert de missionnaires, catholiques, calvinistes, épiscopaliens, etc.; et il leur est permis de prêcher parmi les populations chrétiennes ou celles qui, comme les Druses et les Ansariés, ne sont ni chrétiennes ni musulmanes, et dont la religion offre encore des mystères, malgré les profondes études d'orientalistes éminents. Ces missionnaires vont-ils prêcher l'Évangile parmi les musulmans

[1] Voir à l'Appendice la note sur Misri-Effendi.

appuyés sur des consuls, des cavas ou gardes du corps, des escadres ? La liberté de religion, l'égalité des cultes, ont été accordées par le dernier édit du sultan, mais une pareille prédication est-elle de la liberté religieuse, et ne peut-elle pas susciter dans tout l'Orient des désordres et une agitation profonde? Les missionnaires catholiques français ou italiens sont établis au milieu des populations catholiques franques comme à Péra, à Galata, à Smyrne, etc., etc., ou bien au sein des catholiques orientaux dans le Liban, à Damas, à Alep, ou en Palestine, dans la terre sainte et dans la Mésopotamie. Les instructions de la cour de Rome aux missionnaires sont très-sages. Elles ne leur défendent pas de faire des prosélytes, cela ne serait pas possible, mais elles leur prescrivent de ne pas agréger les convertis à l'Eglise latine, et de les laisser dans le rit catholique oriental en vigueur à côté du rit schismatique[1]. Ainsi les Grecs convertis deviennent des catholiques grecs et non latins, il en est de même pour les arméniens, les jacobites, etc., qui deviennent arméniens catholiques et chaldéens. Les Druses deviennent maronites. Les musulmans seuls peuvent devenir latins, soit afin de pouvoir être protégés assez efficacement, soit parce qu'il n'y a pas de population catholique indigène au sein de laquelle ils puissent entrer après avoir abjuré. Toutes ces mesures sont sages, et cependant on ne doit pas se le dissimuler, malgré la gloire qui revient à l'Eglise romaine pour les

[1] J'ai entendu cependant des plaintes très-vives sur la guerre faite maintenant en Syrie au mariage des prêtres syriens unis.

conversions qu'elle a faites en Orient, et par la supériorité des clergés catholiques indigènes sur tous les clergés dissidents, on ne doit pas se dissimuler que ce fractionnement des populations chrétiennes ne les ait affaiblies au point de vue politique. Leur affaiblissement s'augmentera encore si les nombreuses sectes du protestantisme viennent, appuyées sur le bras séculier comme elles l'ont été jusqu'ici, prêcher l'Evangile parmi les nombreuses populations de l'Orient. Les missionnaires protestants évitent les populations catholiques et ne s'établissent qu'au sein de celles qui ne sont pas chrétiennes, comme je l'ai dit, tels que les Druses et les Ansariés, ou parmi les dissidents nestoriens, arméniens, jacobites, grecs, etc., etc. La Porte Ottomane s'est très-peu émue en général de cette activité déployée par les milices de la foi chrétienne, parmi lesquelles la Russie brillait par son absence. Il y a, en effet, un couvent russe aux environs de Jérusalem, mais personne n'a vu un missionnaire russe évangélisant en Orient. Depuis longtemps le élergé russe n'a aucune expansion au dehors, et les missionnaires de cette Eglise sont des consuls, des officiers, des négociants, le clergé grec en masse, puissamment aidés par la détestable administration des provinces turques. La Russie n'a pas encore cherché à épurer le christianisme en Orient et à répandre sa vive lumière sur les populations du rit grec. Elle n'avait besoin que de leur dévouement, et il lui était acquis, profond, aveugle, sans bornes ; il était inutile de se mettre en frais

de science théologique et d'éloquence. Va-t-elle maintenant entrer dans l'arène? Si elle le fait, elle y apportera de grands éléments de succès, et, il faut le dire, d'agitation; car il ne faut pas craindre de le reconnaître, si nous avons enlevé à la Russie des forces matérielles, nous lui en avons donné, ou au moins indiqué, de morales, et l'empereur Alexandre semble l'avoir compris avec une grandeur d'âme et une élévation de vues qui font du nouveau tzar de toutes les Russies un personnage qui ne nous paraît nullement inférieur à ses deux grands prédécesseurs. Mais toutes ces issues ouvertes en Orient aux flots de la lumière chrétienne ou philosophique ne laisseront-elles pas entrer des idées perturbatrices, et cet empire qu'on a défendu par l'épée pourra-t-il être garanti contre la lance invisible dont le Christ sait armer ceux qu'il veut rendre vainqueurs? Et le gouvernement turc ne cherchera-t-il pas à se défendre, n'aura-t-il pas le droit de se garantir contre les dangers même de la vérité? Cette question, je ne la pose pas aux chrétiens, je la pose aux hommes d'État, et je ne crains pas de la dire aux hommes d'ordre. Je ne l'ai pas caché, je ne suis pas partisan des missions protestantes en Orient, parce que je leur crois peu d'avenir, peu de chances de succès, mais je suis aussi partisan de la liberté et de l'égalité pour toutes les consciences et pour tous les cultes; je ne ferme ni mes yeux ni mon cœur à ce qu'il peut y avoir de grand et de touchant dans les missions des protestants, et tout catholique que

je suis, je me sens remué et je partage l'émotion de Wesley quand il raconte combien il fut ému en voyant les larmes couler des yeux jusqu'alors secs, et tracer de blancs sillons sur les faces noircies des mineurs, qui sortaient pour l'écouter de leurs sombres houillères où jamais la parole divine n'était venue frapper leurs oreilles endurcies. Béni soit celui qui sait faire jaillir l'eau vive du cœur de l'homme, au nom d'un Dieu de paix, quel que soit le culte qu'il professe! Mais cependant il ne serait pas juste de confondre les missions latines avec les missions protestantes. « Les missionnaires catholiques, écrivions-nous il y a bientôt douze ans (le *Correspondant* du 25 octobre 1846), évangélisent des populations rattachées au saint-siége. Ils ne sont établis que dans les centres où ces populations existent. Ils se trouvent chez les Maronites, les Grecs unis, les Chaldéens, les Syriens, etc. Leur premier but est surtout de cultiver la foi, là où elle est plantée; et d'ailleurs, les chrétiens qu'ils ramènent à l'unité de l'Église n'en sont séparés que par une faible barrière. Au contraire, les missionnaires protestants s'implantent au milieu de populations dont ils ne partagent pas les croyances; il leur suffit que ces populations soient séparées de l'Église romaine pour s'adresser à elles, pour prêcher la haine et le mépris contre les catholiques; aussi les conversions des missionnaires protestants sont-elles nulles [1].

1 Évidemment, elles ont *maintenant* un peu plus d'extension, au reste, ce sont des tentatives d'un esprit occidental étroit, injuste envers le passé et la nature de l'Orient, qu'il ne connaît pas.

Quelles vues mondaines peuvent avoir de pauvres missionnaires latins comme ceux qui sont en Orient? Comparez leurs couvents enfumés, leurs robes de bure, leur corde autour des reins, leur maigre ordinaire, avec les bonnes et confortables maisons des missionnaires protestants, leurs aises, leur luxe, leur douce vie au milieu de leurs femmes et de leurs enfants, et le dénûment des uns avec les gros salaires alloués par la Société biblique, on s'apercevra du premier coup de quel côté se trouvent les vues mondaines ! »

Malgré ma préférence toute naturelle pour les missionnaires latins, j'admets que les protestants soient aussi bien traités qu'eux; je reconnais que le musulman a droit à la même liberté de conscience, qu'il ne doit pas être violenté; et je crois même que le gouvernement ottoman sera dans son droit s'il se défend légalement contre des empiétements qui peuvent le menacer; en un mot, il me semble que l'islamisme a bien droit à être aussi bien traité que les cultes chrétiens au point de vue politique. Il faut donc un concordat sur cette épineuse question entre toutes les puissances intéressées, un concordat qui n'arrête pas, mais qui tempère et règlemente le courant des idées chrétiennes et occidentales en Orient. Sans un semblable concordat la confusion et l'aigreur règneront à Constantinople, et le désordre en sera la conséquence pour le reste de l'Empire. Il est superflu de dire qu'un pareil acte ne saurait être fait qu'après avoir examiné la question sous ses nombreuses faces.

IV

Ceci nous amène tout naturellement à nous occuper des différentes races qui couvrent le sol de l'empire ottoman, et à compléter par quelques développements les détails dans lesquels nous sommes déjà entrés, touchant leur organisation religieuse et les ressources de leur culte. Les difficultés politiques ou administratives qui résultent pour les Turcs de leurs rapports avec les différentes races chrétiennes qui obéissent au sceptre du sultan sont très-grandes, sans doute, mais elles le sont moins que celles qui naissent de la question religieuse. Toutes les communions chrétiennes sont hostiles à l'islamisme et aux Turcs en tant que musulmans. La religion est un drapeau autour duquel se réunissent tous les chrétiens. Les races les divisent et les présentent aux Turcs bien plus affaiblis qu'on ne le pense. Si les quatorze millions de chrétiens qui sont dans l'empire ottoman étaient d'une seule race, l'édit du sultan aurait pu être considéré comme un coup mortel porté à l'empire turc, bien plus, il y a longtemps qu'ils auraient, de fait, rendu l'édit inutile. Au lieu de cela, il va y avoir de grands changements, sans doute, et derrière cette magnifique enseigne de l'empire ottoman on pourra voir, si l'on sait observer, avant longtemps, tout autre chose que ce qui a existé pendant des siècles; mais, grâce à la diversité des races, à la rivalité ou à l'antipathie qui règnent entre elles, les Osmanlis peu-

vent encore tenir longtemps le sceptre que la conquête leur a livré. En 1825, au moment du sanglant conflit entre les Grecs insurgés et les Turcs, un écrivain anglais, très-connu comme archéologue, et qui a publié sur la révolution grecque un petit volume qui est, à mon avis, un excellent morceau d'histoire, le colonel Leake, disait : « La lutte actuelle entre les Turcs et leurs anciens sujets en Grèce est probablement le commencement d'un nouveau changement dans cette prépondérance qui a alterné entre l'Europe sud-orientale et l'Asie occidentale depuis les premières annales de l'histoire.

« Par la victorieuse résistance des Grecs à la grande invasion orientale de ce pays, sous Darius et Xerxès, le peuple envahi s'éleva au plus haut degré de gloire, de civilisation et de jouissance intellectuelle qu'il fût peut-être permis d'atteindre à une nation qui était privée de la lumière de la religion révélée, et de tous les perfectionnements modernes de la science. Par leur supériorité dans l'art de la guerre ils furent bientôt à même, non-seulement d'attaquer leurs envahisseurs, mais de porter leurs armes victorieuses jusque dans le cœur de l'Asie. De cette hauteur, ils déclinèrent graduellement et inévitablement comme le soleil descend du méridien, jusqu'à ce que ayant d'abord perdu l'esprit guerrier qui leur était propre et leur habileté, puis la discipline militaire qu'ils avaient apprise au service de leurs conquérants romains, ils devinrent hors d'état de résister à la féroce valeur d'un peuple d'Asie inspiré par le zèle

religieux, et guidé par l'énergie des premiers sultans ottomans, et tombèrent enfin sous les attaques des barbares asiatiques, dix-neuf siècles après la première invasion. La situation dans laquelle les deux peuples ont été placés pendant les quatre derniers siècles a maintenant produit une nouvelle révolution. Tandis que le luxe, emprunté principalement aux peuples conquis, ajoutait aux effets du déclin général de l'enthousiasme musulman, et amenait la dégénérescence des maîtres asiatiques de la Grèce, leurs sujets se sont tellement améliorés par l'adversité et par les lumières que le christianisme leur a communiquées, que leurs conquérants sont encore une fois menacés d'être expulsés de l'Europe. » Ce tableau et les conséquences qu'en tirait Leake étaient vrais en 1825 et quelques-unes de ses prévisions se sont réalisées. A l'époque de l'insurrection grecque, l'Europe ne connaissait que les Hellènes, et plus d'un Valaque, d'un Serbe et d'un Bulgare contribua au succès et à la gloire des Grecs. Combien peu de personnes savent que Colettis était né à Mezzovo sur le Pinde, dans un gros bourg entièrement habité par des Valaques (Koutzovlachi), qui parlent le roumain. Mais tous ces chrétiens se présentaient à l'Europe sous la dénomination d'Hellènes ou plutôt de Grecs. (Nous avions et avons encore l'habitude d'appeler grec tout chrétien d'Orient.) D'ailleurs, à cette époque, les différentes nationalités chrétiennes de l'Orient n'avaient pas encore senti leurs forces, et ne se rendaient pas bien compte de leurs aspirations. On peut en

excepter les Valaques qui, dès 1821, se soulevaient pour expulser de leur sol les Grecs et les Hétairistes qui y avaient cependant d'assez profondes racines. Ce fut un mouvement national d'autant plus remarquable qu'il était antirusse et qu'il favorisait la puissance turque, contre laquelle l'opinion européenne presque tout entière s'était alors prononcée. L'engouement pour les Hellènes était si grand à l'époque de l'insurrection, et la haine des musulmans si répandue parmi les populations chrétiennes, que s'il se fût trouvé un homme de génie parmi les chrétiens; si par exemple Alexandre Ypsilanti, eût été un homme éminent, c'en était peut-être fait de l'empire ottoman[1]. Mais il eût fallu que cet homme de génie eût quelque chose du génie de Washington, et qu'il comprît que la forme fédérative était la seule qui convînt aux diverses nationalités chrétiennes de l'Orient, et même à diverses fractions d'une même nationalité. Toutes ces nationalités ayant un régime municipal parfaitement établi et qui suffît à leur vie et à leur progrès intérieur, il faudrait pour les réunir des liens politiques aussi peu nombreux que possible, et qui n'entravassent en rien leur libre et propre développement.

Tout concourait alors à soulever la masse des chrétiens de l'Orient, c'est-à-dire les Grecs, les Bulgares, les Serbes, les Valaques de Macédoine, contre les Turcs: les souvenirs de l'ancienne Grèce, l'inspiration classique aussi bien que l'inspiration chrétienne. Le Bulgare

[1] Voir à l'Appendice la note sur la famille Ypsilanti.

et le Serbe lettré se persuadaient aisément qu'ils étaient des descendants de Thémistocle et d'Aristide. On chantait les hymnes de Riga, et en même temps Colocotroni, réfugié dans une humble chapelle déserte de la Vierge, s'écriait : « Sainte mère de Dieu, abandonnerez-vous les Chrétiens? » Pendant que les lettrés s'exaltaient aux accents de lord Byron :

He who hath bent him o'er the dead
Ere the first day of death is fled
. . . . . .
Clime of the unforgotten brave
. . . . . .

Les plus humbles chrétiens répétaient avec un enthousiasme profond un hymne appris par eux dès l'enfance et composé par le poëte couronné, l'empereur Lascaris :

Louons la mère de Notre Seigneur la toute pure. Exaltons la Vierge qui a donné naissance au Verbe. Elle plane au-dessus des brillantes phalanges des chérubins et des séraphins. Honorons par nos hymnes la maîtresse du monde.

Depuis les temps de l'insurrection grecque les choses ont bien changé, et les diverses nationalités chrétiennes se sont développées séparément et avec une vie propre; cela est heureux pour ces populations qui ont gardé leur langue, leur originalité et les traditions de leur origine, mais il est évident qu'un pareil état de choses est infiniment moins à redouter pour les Turcs que l'union qui fut un moment possible entre les diverses familles chrétiennes qui habitent le sol qu'ils ont conquis. Il n'est pas aisé avec des Bulgares, des Grecs, des

Arméniens, des Serbes, des Moldo-Valaques, de fonder, pour ainsi dire d'un seul coup, un grand royaume chrétien qu'appellent de leurs vœux des esprits très-distingués, très-éminents même, des cœurs nobles, mais qui laissent un peu trop de place dans cette grande question à l'enthousiasme, à des aspirations généreuses mais d'une application à peu près impossible. On dit que les Turcs ne peuvent plus subsister en Europe, parce que l'élément grec y est trop considérable et trop puissant pour ne pas devenir un jour supérieur à l'élément musulman et entraîner la chute de l'empire turc en Europe. Les Grecs, ajoute-t-on, sont au nombre de dix à douze millions; les Turcs peuvent-ils résister à une population qui leur est supérieure dans une proportion si écrasante? Ces arguments ne sont pas solides, et il suffit d'une distinction pour en montrer la faiblesse. Il y a, il est vrai, dans la Turquie d'Europe, douze millions de chrétiens et peut-être davantage qui sont du rit grec et qui reconnaissent le patriarche de Constantinople pour chef spirituel, mais il s'en faut de beaucoup que tous ces chrétiens soient des Grecs. Bien mieux, les Grecs, même dans la Turquie d'Europe, sont loin d'être la population chrétienne la plus nombreuse. Un aperçu de la statistique des populations chrétiennes de la Turquie d'Europe le fera voir clairement. Il y a plus de quatre millions de Roumains dans les Principautés, près de quatre millions de Bulgares, plus d'un million de Serbes; il y a les Bosniaques, les Monténégrins, enfin il y a les Valaques de la Mœsie, de la Macédoine et de

l'Épire, dont était le général Colettis, qui sont au nombre de huit cent mille âmes environ. On donne également le nom de grecs à des Albanais chrétiens qui ainsi que les Albanais musulmans, dont l'apostasie est comparativement récente, sont d'une autre race que les Grecs. Ce qui rend l'élément purement grec plus menaçant que les autres pour la Porte ottomane, c'est sa supériorité intellectuelle, son organisation ecclésiastique, la richesse de ses couvents[1], et c'est l'action que la Russie a toujours exercée sur les Grecs et par eux sur les autres populations rendues faciles à soulever par la mauvaise administration turque. Il faudrait donc paralyser l'action de la Russie sur les Grecs et sur les autres populations chrétiennes de l'empire ottoman, ou au moins l'empêcher de l'exercer avec prépondérance. Pour atteindre ce but il faudrait que la Porte rendît ces populations assez heureuses pour leur faire perdre l'habitude de considérer les Russes comme des libérateurs. Mais avant d'indiquer les moyens politiques et administratifs que la Porte peut employer, nous allons examiner la situation des diverses nationalités chrétiennes.

Nous parlerons dans un autre livre des Roumains avec assez de développement pour être bref sur leur compte dans celui-ci. Tout le monde sait aujourd'hui que les Moldo-Valaques sont une population mélangée de colons latins, de Daces, de Slaves, et sur laquelle les Tartares et les Grecs ont laissé des traces encore profondes. Bien

[1] Voir livre V : les Principautés avant et après la guerre.

qu'un grand nombre des plus illustres familles des Principautés, les Bessarabes, les Ghika, etc., soient d'origine étrangère et viennent de la Serbie, de la Bulgarie, de l'Albanie, de l'Asie Mineure, des îles, du Lazistan, cependant la population moldo-valaque forme aujourd'hui un tout homogène ayant les rapports les plus intimes de langue, de religion, de coutumes, de traits avec les Transylvains, les Bessarabes et les Bukovins, et composent une nationalité de près de huit millions d'habitants [1], s'étendant des bords du Dniester à ceux de la Theiss. La Valachie et la Moldavie sont des principautés autonomes, ayant leurs lois, leur administration intérieure, leurs droits et leurs priviléges dans leurs rapports avec la Sublime Porte, à laquelle elles sont réunies depuis des siècles, et dont la suzeraineté a été jusqu'ici leur principal égide pour sauvegarder leur nationalité. Bien que la Bukovine ait été enlevée à la Porte ottomane par l'Autriche, et la Bessarabie cédée par le gouvernement ottoman à la Russie, ces populations sont du rit grec oriental et reconnaissent la suprématie spirituelle du patriarche de Constantinople, mais elles n'ont aucun rapport politique avec les Hellènes, bien que les mariages soient fréquents entre les Grecs et les femmes de la Moldo-Valachie, dont les dots ont rendu un peu

[1]

Dans les Principautés.....	4,200,000
Dans l'empire d'Autriche.....	2,500,000
La Russie.....	700,000
Au Sud du Danube.....	800,000
Total.....	8,200,000

d'éclat à beaucoup de familles illustres, mais pauvres, qui de Constantinople ou d'autres parties de l'empire ottoman se sont transportées sur le sol de la Grèce devenue libre. Les populations moldo-valaques, en revendiquant leur origine latine, en se rapprochant de l'Occident par leurs goûts, leurs études, leurs sympathies, tout en restant dans le rit grec oriental, ont été pour la Porte Ottomane comme pour l'Autriche une barrière utile contre les dangers d'un développement gigantesque du slavisme. Les Roumains sont, en effet, placés au cœur de l'Europe orientale comme un obstacle puissant créé par la race et la langue entre les Slaves du Nord et les Slaves du Midi. La Porte Ottomane a un grand intérêt au maintien de ces provinces dans l'orbite de sa suzeraineté, mais aussi elle doit s'abstenir de vouloir empiéter sur leurs priviléges et leurs droits intérieurs et ne plus donner, comme elle l'a fait tant de fois pour des raisons indignes, son appui à des boyards ou à des princes qui étaient les ennemis de leur pays et de la Porte elle-même.

Les Roumains ne sont animés d'aucun sentiment hostile contre la Turquie et les hommes sages et modérés ne veulent que le développement moral et matériel de leur pays sous l'égide de la Porte.

Les Bulgares comptent, ainsi que nous l'avons déjà dit, près de quatre millions d'âmes également du rit grec. Il y a en Bulgarie dix-sept couvents, dont quinze d'hommes et deux de femmes. Ces couvents ne possèdent aucun revenu fixe et sont dans une situation maté-

rielle bien inférieure à celle des couvents de Valachie [1]. Ils ne se soutiennent que par les aumônes et les dons faits aux jours de fête. Les moines n'ont aucune instruction. La Bulgarie est divisée en six métropoles et cinq évêchés. Les métropoles sont : *Sophia*, qui était la capitale des anciens princes de la Bulgarie, et dont le seul diocèse compte douze couvents. *Nissa*, près la frontière serbe. Autour de cette ville est une population chrétienne compacte non mélangée de musulmans qui ne sont que disséminés et en très-petit nombre. Cette population est administrée par ses propres municipalités, et aspire à avoir un gouvernement semblable à celui de la Serbie. Non loin de Nissa se trouve la plaine de Cossovo, qui a donné son nom à la terrible bataille où périt le royaume des Serbes. *Tournovo*, la résidence des derniers princes bulgares et de l'exarque actuel ou premier archevêque de la Bulgarie. *Schoumla*, la forteresse des Balkans. *Widdin*, la ville musulmane la plus forte de la Bulgarie et dont le Danube baigne les remparts. C'est à Widdin que le fameux aga Hussein-Pacha, ancien aga des janissaires et le principal lieutenant du sultan Mahmoud dans la destruction de cette fameuse milice, a fini sa longue et heureuse carrière. *Silistrie*, illustrée par son siége. Les évêchés sont : Vratza, Lovetz, Roustchouk, Varna et Mielkownik. Ces onze diocèses ont des Grecs pour chefs. Les prêtres sont des Bulgares, de condition inférieure, d'une igno-

[1] Voir livre V : les Principautés avant et après la guerre.

rance profonde, mariés, consacrés après le mariage. Quand un jeune homme a appris à chanter quelques psaumes et à réciter quelques prières, qu'il s'est exercé à manier l'encensoir et à se prosterner devant les saintes images, rien ne s'oppose à ce qu'il soit ordonné prêtre et confirmé par l'exarque. S'il commet quelques fautes on lui rase la barbe et il rentre dans la vie laïque. Il vit de la vie de son troupeau, fréquente quelquefois le cabaret avec ses ouailles, et fume assis sur la pierre des tombes qui entourent son église, ayant sa femme et ses enfants à ses côtés.

On peut évaluer à quatre-vingt-dix le nombre des églises de la Bulgarie. Les archevêques et les évêques ne peuvent pas être Bulgares. Les Grecs seuls, malgré les plaintes réitérées des Bulgares, peuvent devenir des dignitaires de l'Eglise en Bulgarie. Le seul chef ecclésiastique bulgare est à la tête de la paroisse de Constantinople. Les Bulgares, chez lesquels s'agitent l'esprit de nationalité et un grand désir de s'organiser, et qui, il y a quelques années, se réunissaient par masses sur différents points de la Bulgarie, et notamment autour de Sophia, pour obtenir des concessions de l'autorité musulmane, demandent aussi la classification des paroisses, des salaires fixes, un tarif pour les baptêmes, les mariages et les décès. Les taxes pour ces différentes phases de la carrière du chrétien sont laissées à l'arbitraire des prêtres, dont elles forment l'unique revenu.

L'évêque accorde l'autorisation de les prélever aux prêtres de son diocèse et perçoit de ceux-ci chaque

mois une somme convenue. En outre, le prélat fait une tournée diocésaine tous les trois ans et prend de chaque maison une contribution dont le minimum est d'un franc (six piastres turques). Quelques évêques acquèrent par là des sommes considérables qu'ils font porter en Grèce à leurs parents ou aux lieux de leur naissance. Peu soucieux de leur réputation dans les provinces de l'empire turc qu'ils habitent, les Grecs, soit ecclésiastiques, soit civils, semblent n'avoir d'autre but que de faire bénéficier leur patrie de leurs richesses ou de leur pouvoir ; ils n'attachent d'importance qu'à l'estime de ceux qui habitent le sol où ils sont nés ; il ne faudrait cependant pas appliquer ce jugement aux Grecs domiciliés en Occident, en Russie, en Autriche, en France, et qui ont été les bienfaiteurs, presque les soutiens de la patrie grecque, bien qu'ils fussent presque tous des hétérochthones ; mais c'étaient, en général, des hommes d'un esprit cultivé. On ne compte pas dans toute la Bulgarie plus de trente et une écoles chrétiennes pour garçons et filles. On y enseigne les langues bulgare, grecque et turque, mais cette dernière langue ne fait pas nécessairement partie de l'instruction ; les écoles ainsi que les églises, sont dues à des fondations pieuses et particulières, et par conséquent ne sont point réparties d'une manière égale entre les villes et les villages.

Le catholicisme ne compte pas plus de 10,000 fidèles dans toute la Bulgarie. Ils se trouvent à Wieska, près du Danube, où toute la population est catholique, dans le village de Treukovitza, à Oraz, et dans le village de

Lutza. A Oraz, il y a une belle église catholique. C'est l'Autriche qui exerce le protectorat et l'influence religieuse sur les Bulgares au moyen de prêtres qui lui sont tout dévoués, et dont l'autorité sur leurs ouailles ne connaît pas de bornes. Ils jugent seuls les différends et excommunieraient tout Bulgare qui aurait recours à l'autorité musulmane et civile.

Le paysan bulgare est libre de ses mouvements et peut acquérir les terres qu'il a cultivées ou la ferme qu'il a bâtie, en entrant en arrangement avec le gouvernement; moyennant une somme très-minime, il est mis en possession d'un document qui constate sa propriété et indique la quotité de l'impôt qu'il doit acquitter. Quand il a acquitté l'impôt, il peut jouir de son indépendance, du moins en principe. Mais l'administration en Bulgarie a donné lieu à des plaintes extrêmement vives et je me rappelle avoir lu, en 1853, les lettres écrites par un agent anglais qui n'hésitait pas à déclarer que la Russie avait raison dans les accusations qu'elle portait contre l'administration ottomane dans cette province[1]. Aussi les Bulgares demandent-ils toujours des réformes, et disent-ils qu'eux aussi ont eu de la Porte Ottomane, à l'époque de leur annexion, des firmans qui leur garantissaient des priviléges depuis longtemps inobservés par les Turcs. C'est là, il est vrai, le langage que tiennent toutes les nationalités chrétiennes en Orient, ce qui prouverait que la con-

[1] Voir le livre III.

quête des différentes provinces a été accompagnée ou suivie de concessions, de capitulations, de priviléges, que le sabre n'a pas été l'unique instrument des triomphes des Ottomans, et que, si ces concessions avaient été observées, la condition des chrétiens ne serait point digne de pitié comme elle l'a été et l'est encore dans plusieurs localités. Il y a, au contraire, des points de l'empire où la modération et le respect du gouvernement ottoman pour les priviléges des chrétiens éclatent d'une manière qui mérite l'attention et l'approbation.

Il y a, en Épire, à l'extrémité de la chaîne du Pinde, un district appelé Zagori, qui veut dire en slave *au delà de la montagne*, et qui se compose de quarante-quatre villages contenant environ 30,000 habitants qui cachent, en effet, leur indépendance, leur paix et leur bonheur dans les vallées profondes du célèbre mont. Tous ces villages sont habités par des Grecs qui parlent une langue beaucoup plus pure que dans la plaine, bien que les invasions slaves aient laissé leur trace dans toute cette contrée par les noms que portent encore les lieux mêmes. Chaque village a son ancien, son maire, et ces quarante-quatre anciens se réunissent tous les six mois pour nommer un représentant de tous les villages qui se rend à Janina, chef-lieu de la province où réside le pacha. Ce représentant, qui est en même temps le président de Zagori, est reconnu officiellement par le pacha. Il a le nom de προεστὸς (proestos). Il est le défenseur des intérêts de son district et réunit tous les pouvoirs. Il juge, il administre, il condamne ses

compatriotes qui ne sont dispensés de paraître devant son tribunal (ἐπισταστα), que lorsque la contestation est mixte, c'est-à-dire lorsqu'un musulman est aussi en cause; dans ce cas, l'affaire est portée devant le cadi. A une époque où le despotisme le moins contenu régnait en Épire, sous le fameux Ali-Pacha de Tépelen, le (προεστὸς) maire de Zagori, était un personnage nommé Alexis Noutzos, admis dans la familiarité du vizir et montant à cheval à la suite de ses grands officiers et des premiers beys de l'Albanie. Les villages de Zagori s'imposent eux-mêmes. Chaque village a une école et chaque école un maître de français, qui bien souvent n'a appris la langue que dans les livres, mais tous y ont puisé l'admiration de nos écrivains et de notre histoire. L'un d'eux, pendant que j'étais à Janina, m'écrivait pour me demander des journaux de la « lumineuse France. » Quoi qu'on fasse, nous passerons toujours en Orient pour tenir le flambeau de la civilisation.

Placée à côté des Bulgares, des Grecs et des Albanais, mais non pas mêlée à eux, se trouve une population de près d'un million d'habitants qui parle le roumain mélangé de quelques mots turcs, et qui est désignée sous le nom de Coutzo Vlachi, littéralement *Valaques boiteux*. Ce sont les Valaques Macédoniens. Nous allons tâcher de donner une idée de l'origine et de l'histoire de ces Valaques.

L'empereur Aurélien voyant que la Dacie de Trajan (les Principautés, la Transylvanie et le banat de Témes-

var), avait été envahie par les Goths, fit passer les légions et une partie des colons romains dans la Mœsie. Ces colons romains restés tantôt sous la domination romaine, tantôt sous celle des Barbares, s'unirent aux Bulgares et formèrent un royaume qui subsista jusqu'à la mort du roi Samuel. Ils tombèrent alors sous la domination grecque. Vers le commencement du XI^e^ siècle, Pierre et Hasan, deux frères valaques du mont Hemus, soulevèrent les Valaques contre les Grecs, s'unirent aux Bulgares, et après avoir plusieurs fois battu les troupes d'Isaac l'Ange, Hasan fut proclamé roi des Valaques et des Bulgares. Ce nouveau roi battit plusieurs fois l'armée grecque commandée par le duc Aspiate Sebastocrator, Basile Fataties, en 1193, et Isaac l'Ange lui-même. Après la mort de Hasan, la couronne passa à Jean, frère cadet de Hasan, qui remporta plusieurs victoires sur les Grecs et les Latins, et fit prisonnier Baudoin, comte de Flandre. Le pape Innocent III envoya à Jean un légat pour le sacrer roi de Thessalie, de Macédoine, des Bulgares et des Valaques. Innocent III complimentait ce roi de ce qu'il descendait des Romains ainsi que son peuple.

Plusieurs écrivains modernes et contemporains ont confondu les Valaques avec les Bulgares, et leur ont donné le même nom; mais aucun auteur byzantin, illyrien, hongrois ou valaque, n'a commis cette erreur. Chalcondylas, entre autres, affirme non-seulement que les Valaques parlaient la langue latine quoique corrompue, mais qu'ils avaient les mêmes mœurs, les mêmes

costumes et les mêmes armes que les Romains. Aujourd'hui ils sont établis, ainsi que je l'ai dit plus haut, en Macédoine, dans une partie de la Bulgarie, et même en Thessalie et en Épire. Les principaux négociants de cette nation sont sous l'influence des idées grecques et se font un mérite de parler le grec en public ; chez les habitants de la campagne l'influence grecque est beaucoup moins grande et la langue, les mœurs, le sentiment de la nationalité se sont bien mieux conservés.

Les Grecs de Constantinople emploient une partie des revenus des monastères de la Valachie et de la Moldavie pour établir des écoles grecques sur les différents points habités par les Valaques, et maintenir des prêtres grecs qui disent la messe dans une langue que les paysans valaques ne comprennent pas. Ces Valaques macédoniens sont presque tous établis dans les défilés de la Thessalie. Ainsi Mezzovo, qui est la clef du défilé qui est entre l'Épire et la Thessalie, a une population toute valaque. Lors de la dernière insurrection grecque pendant la guerre avec la Russie, c'est à l'attitude et à la fidélité des Valaques macédoniens que la Porte a dû de venir plus facilement à bout des insurgés. Les Serbes, les Bosniaques, forment des nationalités également distinctes. Bien que Slaves, ils n'ont aucun lien politique avec les Bulgares, et ils en diffèrent essentiellement par le caractère. Les premiers sont belliqueux et le courage les unit autant que le sang et la langue. Ils méprisent les Bulgares, les appellent lâches, et n'ont de relations avec eux que dans l'espérance de pouvoir s'en servir un

jour. Les Serbes n'ont pas seulement le sentiment de leur indépendance comme race, ils ont l'ambition de dominer un jour les Bulgares et les Bosniaques, et les Grecs rencontreraient chez eux la plus terrible résistance s'ils cherchaient à établir leur domination sur des contrées dont Belgrade se considère déjà comme la future capitale.

V

Si de la Turquie d'Europe nous passons en Asie, nous y verrons des races, des religions diverses, des nationalités profondément divisées les unes des autres. Les Arméniens, les Nestoriens, les Maronites, les Druses, les Métaoulis, etc. L'empire ottoman est une agglomération de races diverses dominées par une race conquérante. Cette agglomération peut devenir, entre les mains d'hommes d'Etat vraiment dignes de ce nom, une confédération de races sans distinction de conquérants et de conquis, de chrétiens et de musulmans placés sous un sceptre unique, intelligent, paternel. Ces races se jalousent entre elles, se repoussent, n'ont pas oublié dans la servitude commune les luttes sanglantes qu'elles se sont livrées avant leur asservissement. Elles ne veulent point accepter la domination l'une de l'autre. Les Bulgares, les Serbes, les Bosniaques sont Slaves et préfèrent pour les gouverner, à défaut d'un des leurs, un Osmanli à un Grec, à un Arménien, à un Roumain.

Les Roumains ne veulent point de Grecs à leur tête. Les Arméniens sont presque des Turcs chrétiens. Ils sont, de toutes les races chrétiennes, celle qui se rapproche le plus des Ottomans dont ils apprennent facilement la langue [1] et dont ils ont la gravité, au moins apparente. Les populations chrétiennes de l'Asie, que nous avons déjà nommées, les Nestoriens, les Maronites, les Syriens, les Chaldéens, les Jacobites, différents par la communion, mais non pas toujours par la race, ne voudraient pas être gouvernées par des chrétiens d'une autre nationalité. La Porte Ottomane pourrait donc, et elle le devrait, si elle entend appliquer le dernier édit du sultan d'une façon sincère, faire gouverner chacune des races par des autorités prises dans leur propre sein, et en opérer autant que possible la séparation, ainsi que cela s'est pratiqué dans le Liban, à la grande satisfaction des Maronites, qui n'ont commencé à respirer que lorsque le principe de la séparation des races a été adopté et mis à exécution aussi complétement que l'enchevêtrement des populations le permettait. Un clergé indigène, des autorités inférieures indigènes, devront désormais administrer les diverses races chétiennes de

[1] Les Arméniens, tout en se servant du turc avec le peuple conquérant ou les autres races conquises, ont conservé l'usage et la culture de leur langue. Ils lisent les ouvrages turcs écrits en caractères arméniens et ils ont à Constantinople des journaux rédigés et imprimés en arménien. J'ai vu l'*Histoire romaine* et d'*Angleterre* de Goldsmith, et les *Nuits* d'Young traduites en turc et imprimées en caractères arméniens, plus aisés à lire que les caractères turcs.

l'empire ottoman. La Porte pourra maintenir son droit de donner la plupart des hauts emplois de l'administration à des Osmanlis, mais elle ne saurait échapper tôt ou tard à la nécessité d'avoir des ministres chrétiens à côté des ministres musulmans. Ainsi elle devra avoir un ministère des cultes et de l'instruction publique pour les chrétiens. Jusqu'ici les chrétiens, n'ayant pas de droits politiques, n'avaient aucun compte à rendre au gouvernement ottoman de leur organisation intérieure. On leur demandait le payement des contributions et c'était tout. Mais en accordant l'égalité aux chrétiens, la Porte aura le droit et le devoir de connaître désormais quelle éducation est donnée, quelles doctrines sont enseignées à des sujets qu'elle élève au rang de citoyens. La surveillance exercée par la Porte sera la mesure de la sincérité de ses vues à l'égard des chrétiens.

Le ministère ottoman, s'il est sincère dans ses promesses de réforme, voudra sans doute intervenir, au point de vue politique, dans l'éducation publique et religieuse des sujets chrétiens du sultan; s'il montre la même incurie que dans le passé, c'est qu'il compte s'assurer la sécurité en continuant d'exclure les chrétiens des nouveaux droits qui leur ont été concédés. Mais, dira-t-on, comment faire un ministère des cultes et de l'instruction publique en Turquie avec la diversité des races et des religions? Nous pensons qu'il n'y a là qu'une difficulté apparente. Ce ministère est possible et il me paraît même indispensable pour l'avenir de la Turquie, mais aux conditions suivantes : ce serait un

département ministériel avec des directeurs chrétiens pour chacun des cultes, et chaque directeur travaillerait directement avec le grand vizir, qui serait assisté, quand il le jugerait à propos, par un conseil composé des chefs spirituels de chaque race ou communion, ou de leurs représentants quand ces chefs spirituels, comme les patriarches des Arméniens catholiques, des Arméniens séparés, des Maronites, résident à Bezoummar, dans le Liban, à Sis en Cappadoce ou à Kanoubin dans le Haut-Liban. C'est au moyen d'un pareil conseil composé de directeurs généraux laïques ou d'ecclésiastiques que le gouvernement ottoman pourrait arriver à mettre à exécution les réformes demandées depuis si longtemps par les populations concernant les allocations faites au clergé et qui sont aujourd'hui laissées à l'arbitraire des évêques, notamment dans les communions séparées du saint-siége. Ce conseil procéderait à la classification des paroisses, fixerait le chiffre des redevances à l'égard des évêques et des prêtres, établirait un tarif pour les baptêmes, les mariages, les décès, et ferait cesser à cet égard l'arbitraire et les abus qui en sont la conséquence. Pour ce qui concerne le spirituel, chaque culte et chaque communion garderaient l'entière liberté dont ils jouissent tous aujourd'hui. Le gouvernement turc n'interviendrait que pour exécuter les décisions.

On pourrait faire pour les finances ce que nous proposons pour les cultes, et des directeurs généraux seraient nommés pour chacune des nationalités non

musulmanes, sous la haute direction du ministre des finances.

La création d'un ministère de la justice eût été la conséquence du nouvel édit du sultan, mais la Porte Ottomane s'est contentée d'instituer un fonctionnaire supérieur ayant presque le rang de ministre, et qui est chargé d'exécuter les sentences des deux cadilaskiers. On ne doit pas se dissimuler que l'administration de la justice laisse beaucoup à désirer dans l'empire ottoman; tous les sujets du sultan sont censés égaux devant la loi musulmane et les tribunaux sont mixtes, c'est-à-dire qu'ils sont composés du gouverneur civil, d'un cadi ou juge nommé par le gouvernement central, du mufti ou chef de la loi musulmane, des évêques des autres religions, s'il y en a qui résident dans la ville, et d'un membre de chacune des nationalités élu par ses compatriotes et confirmé par le pacha. Un pareil tribunal offre bien certaines garanties, et quand les causes sont entre des sujets du sultan non musulmans, la justice est généralement assez bien rendue; mais l'égalité doit tendre à disparaître quand un musulman et un chrétien se présentent pour faire vider leur différend devant un tribunal dont les principaux membres sont le pacha, le defterdar ou contrôleur et receveur général des finances, le cadi et le mufti.

Il y a donc lieu à modifier l'organisation de la justice en Turquie, et les réformes ne sauraient s'arrêter à la nomination d'un ministre de la justice, quelque éminent qu'il soit. Il faut une loi écrite, plus claire que le

Coran, moins élastique, prêtant moins aux équivoques. Il faut la publicité des audiences et une égalité non plus nominale, mais réelle, pour tous les sujets du sultan devant la loi. Pour atteindre ce but, il faut mettre à exécution le grand principe : « A chacun ses juges naturels, » et créer des tribunaux composés de juges chrétiens pour les chrétiens, et mixtes, c'est-à-dire moitié de juges musulmans et moitié de juges chrétiens quand le différend sera entre un musulman et un chrétien. La publicité des audiences est aussi nécessaire. Enfin, une cour supérieure d'appel devrait être établie à Constantinople et composée d'autant de conseillers qu'il y a de communautés ou de nationalités diverses en Turquie. Telles sont, en résumé, les principales réformes que nous proposons pour ce qui concerne les cultes, les finances, la justice, mais qui courraient cependant risque, même avec les meilleures intentions, d'avoir des résultats bien incomplets si le gouvernement turc ne se décidait à avoir des inspecteurs chrétiens et musulmans en nombre égal, choisis avec le soin le plus scrupuleux, recommandables par leur caractère autant que par leurs lumières, rétribués comme des fonctionnaires de premier rang et qui devront rendre un compte exact de leurs missions devant le conseil des ministres. Le sultan donnerait la plus haute sanction morale aux services de ces inspecteurs aux yeux de l'Europe, si dans ces occasions solennelles il présidait lui-même le conseil des ministres.

L'introduction des chrétiens dans l'armée ottomane

n'est pas un fait nouveau. Les Albanais catholiques appelés Myrdites servent depuis plusieurs siècles dans l'armée turque, mais ils donnent un contingent et ne peuvent être retenus loin de leurs foyers au delà de l'époque fixée par le terme de leur service [1]. C'est ainsi qu'on a vu, au siége de Silistrie, deux bataillons d'Albanais catholiques abandonner le poste qui leur avait été confié, et où ils s'étaient fort bien conduits, quitter l'armée pour s'en retourner chez eux, sans croire avoir commis une lâcheté. Des Albanais grecs servent dans l'armée ottomane à côté des Albanais musulmans; les Maronites ont fait partie de l'armée égyptienne, et autrefois il y avait en Bulgarie un corps de Bulgares chrétiens que l'on appelait les *voynouks* (mot slave qui veut dire guerrier). Mais, en principe, les rayas n'étaient pas admis à faire partie de l'armée du sultan, et c'est comme compensation de l'affranchissement du service militaire qu'ils payaient le kharadj ou capitation qui a été aboli en Turquie par l'édit du sultan, et qui est maintenant remplacé par un impôt nouveau appelé *ianei askeriyé*. Cet impôt doit atteindre ceux des sujets non musulmans qui ne sont pas appelés au service militaire, c'est-à-dire qui ont passé l'âge de quarante ans. On évalue le montant de ce nouvel impôt à 80 millions de piastres distribués entre les communes d'après la quotité de la population adulte non musulmane au-dessus de quarante ans et qui est en nombre rond de

[1] Voir le livre II : l'Albanie et la Grèce.

1,500,000 âmes pour l'Europe et de 386,000 pour l'Asie, à l'exception de ceux qui habitent Constantinople. Au-dessous de quarante ans les sujets non musulmans sont censés devoir être soumis ainsi que les musulmans à la conscription, mais les chrétiens se plaignent de ce que la Porte Ottomane, sous prétexte de ne pas pouvoir en temps de paix maintenir une armée trop considérable pour ses ressources, n'a point admis les sujets non musulmans, en âge de porter les armes, sous les drapeaux, et leur a demandé de concourir avec les hommes au-dessus de quarante ans à l'impôt nouveau, ce qui fait peser sur tous les non musulmans en général une charge infiniment plus lourde que celle dont le fardeau leur était imposé avant l'abolition du kharadj.

Pourquoi la Porte éluderait-elle le principe de l'égalité des races et des religions dans une de ses conséquences les plus fondamentales pour toute société. Veut-elle faire supporter aux seuls musulmans le service militaire et faire payer ce grand service par les non musulmans. Ne pense-t-elle pas qu'il est temps de mettre un terme à la décroissance graduelle de la population musulmane, décroissance causée par le service militaire qu'elle supporte seule? Se méfie-t-elle des populations chrétiennes et craint-elle d'appeler à la vie militaire des populations qu'elle fait mine d'appeler à la participation de tous les droits des musulmans et à la vie politique? Ce sont là de graves questions. Pour nous, notre opinion est faite à ce sujet comme à l'égard des autres questions que nous avons déjà traitées. Au

rebours de ce qui se pratiquerait dans l'administration où nous conseillons la division des diverses races, comme les Druses et les Maronites ont été séparés dans le Liban, nous pensons que la Porte, tout en conservant aux contingents chrétiens composés de soldats d'une seule communion des officiers et des prêtres de leur nationalité et de leur religion, pourrait les unir à des contingents musulmans et former ainsi des régiments qui seraient ottomans et non pas bulgares, serbes, grecs, valaques, mais où chacune de ces nationalités serait représentée. L'armée serait la grande école de discipline et de conciliation des races. Elle serait un grand essai d'homogénéité [1].

VI

Cette organisation, dont nous avons donné la rapide esquisse, pourra-t-elle maintenir l'empire ottoman et donner un démenti aux esprits qui le croient condamné à périr? Nous le croyons, nous l'espérons dans l'intérêt

1 Depuis que ces lignes ont été écrites, nous avons lu dans un journal allemand que la Porte, cédant enfin au vœu des chrétiens, avait résolu de les appeler au service militaire, mais que les régiments composés d'éléments chrétiens seraient employés dans des provinces exclusivement musulmanes. Dans ce cas, serait-il juste que les régiments fussent uniquement commandés par des officiers supérieurs ottomans? Il faut éviter de fournir aux Turcs des occasions d'affaiblir les chrétiens sous le prétexte de les appeler à l'égalité.

de la paix intérieure de l'empire, de la paix européenne, de la civilisation même qui s'avance plus sûrement par étapes successives que par des bonds imprévus et souvent terribles. Il nous semble qu'après la lecture de ce livre dans lequel nous avons été guidé par une entière impartialité, le lecteur reconnaîtra combien il est difficile de remplacer l'empire turc par un royaume chrétien. La race turque se trouve être encore le lien nécessaire entre les diverses communautés chrétiennes. D'ailleurs, l'Occident a plus d'intérêt à conserver la base actuelle du pouvoir en Turquie qu'à la changer. La tolérance religieuse qui règne aujourd'hui dans tout l'empire, l'égalité qui y est maintenue entre les différents cultes chrétiens, seraient-elles respectées au même degré si un gouvernement chrétien était substitué à un gouvernement musulman? Les catholiques, dont le nombre est si inférieur, et à qui l'on doit cependant d'avoir si fort contribué à conserver dans sa pureté la religion chrétienne dans des contrées qui seraient encore dans la barbarie sans nos missionnaires, seraient-ils bien assurés de continuer à jouir de la protection qui leur a été accordée jusqu'ici[1]?

[1] Il n'est que juste de dire que le clergé grec est en général tolérant et l'auteur de la *Lettre sur l'État de la Turquie et la crise actuelle*, 1853, a pu dire avec raison: « Chez ces grecs accusés d'intolérance, vous trouverez dans les cimetières, à côté des églises, dans les localités privées autrefois de chapelles catholiques ou protestantes, les tombes des voyageurs de ces rites, assistés à leurs derniers moments par le clergé grec, qui leur rend les derniers devoirs et récite des prières sur leurs tombes. » J'ai moi-

L'équilibre que les alliés ont établi en Orient par la dernière guerre ne serait-il pas immédiatement menacé et rompu? La création d'un royaume où l'immense majorité de la population serait de la religion grecque ne donnerait-elle pas une force nouvelle à la Russie, qui étend déjà son influence morale jusque sur la Méditerranée par les populations slaves dissidentes de l'Adriatique?

Au point de vue commercial, que peut souhaiter de plus favorable l'Occident que le régime en vigueur aujourd'hui dans l'empire ottoman, et qui offre de si grands avantages aux puissances manufacturières

même été témoin de ces faits. Dans l'été de 1843, obligé de fuir le climat pestilentiel de Tarsous, j'étais venu m'établir dans le petit village non moins insalubre de Mersine, au bord de la mer. Les fièvres pernicieuses y sévissaient cruellement. Il y avait dans la rade plusieurs bâtiments français et sardes. Chaque jour il mourait de jeunes et robustes matelots qui n'avaient ni les secours de la médecine ni ceux de la religion. Leurs camarades venaient me voir dans une petite chaumière que j'habitais et qui était élevée au-dessus du sol comme un colombier par quatre peupliers profondément enfoncés en terre. Ces constructions aériennes sont faites pour échapper aux insectes. On y arrive par un escalier ouvert. Ces pauvres matelots entouraient le lit où le délire d'une fièvre plus ardente que le soleil qui enflammait mon toit de planches de sapin et de feuillages me laissait peu de forces pour leur donner les consolations qu'ils venaient chercher près de moi. Ce qui les préoccupait le plus, c'était de voir leurs camarades portés en terre sans l'assistance d'un prêtre. J'eus recours au prêtre grec d'un village chrétien appelé Giaour-Keui, et situé à une lieue de Mersine, et il prêta avec empressement son saint ministère à mes pauvres protégés. Ils reposent avec les autres nombreuses victimes de cet affreux climat dans les sables de Mersine ou sous les épais ombrages du village des infidèles, comme l'appellent les Turcs.

comme l'Angleterre, la France, l'Autriche. L'empire ottoman a de vastes ressources qui pouvaient devenir un péril pour le monde occidental si elles étaient tombées entre les mains de la Russie, à l'époque où cette Puissance était animée d'un esprit de conquête. La Turquie et la Russie sont les deux seuls pays qui produisent presque toutes les matières premières, et c'est là une des raisons pour lesquelles toutes les puissances manufacturières ont un grand intérêt au maintien de l'indépendance et de l'intégralité de l'Empire ottoman. La Turquie possède sur les versants des Balkans, du Taurus, des montagnes de Bosnie, d'admirables bois de construction; le bassin du Danube, la Macédoine, la Thessalie, la Bulgarie sont riches en céréales. La Turquie exporte de l'huile en quantité, tandis que la Russie n'a que du suif; enfin le fer et le cuivre sont excellents en Turquie. Que l'on juge du danger qu'eût couru l'Europe, si aux bois de la Baltique la Russie avait ajouté ceux des Balkans et du Taurus, aux céréales de la Podolie et de l'Ukraine les blés de la Thessalie, de la Macédoine et du bassin du Danube; à son fer et à son cuivre le fer et le cuivre de la Turquie. Au suif abondant de ses troupeaux les huiles bien plus recherchées de l'Asie et de l'Archipel. Il est inutile de développer les conséquences d'un pareil accroissement de forces dues au commerce et à l'industrie. Aujourd'hui que son indépendance a été garantie, la Turquie n'a d'autre amélioration à apporter à son système de douanes qu'une diminution dans les droits sur l'exportation, pour faci-

liter la sortie des nombreuses et riches productions de son sol, dont elle décuplera la valeur en le sillonnant de routes et de communications dont elle a un besoin urgent et qu'elle a trop tardé à établir.

Ce n'est point d'aujourd'hui que les hommes d'État se sont préoccupés de la possibilité de mettre en Turquie autre chose que ce qui y est depuis le XV^e^ siècle. Henri IV, qui avait étudié cette question, déclarait que les avantages qu'on lui montrait comme devant découler de la destruction des Turcs en Europe, étaient très-obscurs et ne pouvaient faire songer à abandonner ceux qu'il recueillerait de son alliance avec eux; et à l'époque du règne d'Henri IV, la Russie ne laissait pas même soupçonner le rôle auquel elle atteindrait en Orient.

Napoléon, curieux de connaître en détail une question aussi compliquée, fit rédiger par des hommes profonds des mémoires sur les avantages ou les dangers qu'il y aurait à la destruction de l'empire ottoman et à son partage. Toutes les conclusions furent favorables au maintien et représentèrent la politique de partage comme funeste à la France.

La conquête et le partage semblent ne plus être aujourd'hui dans les intérêts des grands peuples de l'Occident. Par le commerce, l'industrie, la force de leur organisation intérieure, la puissance de leurs idées, ils rayonnent si activement au delà de leurs frontières, que la conquête matérielle n'a plus les mêmes raisons d'être. D'ailleurs, l'Angleterre, devenue conquérante dans l'Inde par nécessité, a besoin de toutes ses forces

pour reprendre en Asie sa suprématie, la rendre incontestable et cimenter un empire de 150 millions d'habitants; pour achever cette grande œuvre, l'amitié et l'existence de la Porte Ottomane lui sont, non-seulement nécessaires, mais indispensables. Le maintien de l'empire ottoman dans son intégralité est donc un intérêt de premier ordre, un intérêt vital pour la Grande-Bretagne.

La France appelle à la civilisation chrétienne et européenne le continent de l'Afrique septentrionale; elle a triomphé par la force et va achever sa conquête par l'organisation. Il lui importe de n'avoir pour riverains de la Méditerranée que des gouvernements et des peuples sympathiques à sa grande mission, ou hors d'état de la contrarier.

L'Autriche, qui doit en grande partie à nos armes et à celles de nos alliés de voir le Danube ouvert à son activité, fait par ce fleuve et par l'Adriatique un commerce immense avec la mer Noire et les villes de l'Asie. De plus, par ses frontières limitrophes de la Turquie, elle entretient avec les provinces ottomanes des relations extrêmement avantageuses. Le maintien de cet empire est donc pour elle de la plus haute importance commerciale. De plus, la Turquie représente à un haut degré, comme l'Autriche elle-même, le principe de l'agglomération des états et des races, et l'ébranlement de l'édifice ottoman pourrait avoir pour l'édifice autrichien les plus désastreuses conséquences. Ces trois grandes puissances assurent donc l'avenir de la Turquie

si la Turquie veut concourir par des réformes sages et nécessaires à sa propre conservation. La Russie elle-même dont la prépondérance et la politique en Orient ont été si longtemps une menace pour l'empire ottoman et pour l'Europe, songe-t-elle aujourd'hui à des conquêtes, à des acquisitions de territoires qui rendraient encore bien plus difficile l'œuvre immense de réorganisation que l'empereur Alexandre a inaugurée dans l'intérieur de son vaste empire ? On s'est tellement habitué à représenter la Russie comme travaillant ouvertement ou sourdement à la destruction de la Turquie, et comme dominant à Constantinople par la profondeur de sa diplomatie ou la violence de son action que l'on continue à prêter l'oreille à des accusations qui ne reposent plus sur aucun fondement réel et qui pourraient s'adresser à d'autres puissances. L'Angleterre, qui dans diverses conjonctures a partagé avec la Russie le rôle de tutrice imposée et de conseillère impérieuse, a convié à jouer ce rôle avec elle l'Autriche, qui paraît l'avoir accepté avec un empressement qui a lieu de surprendre de la part d'une puissance aussi habile et jusqu'ici aussi modérée. Aujourd'hui ni la France, qui a, plus qu'aucune autre puissance, contribué à garantir l'intégralité de l'empire ottoman, ni la Russie, contre laquelle l'avenir de cet empire a été garanti, ne peuvent permettre que la Grande-Bretagne et l'Autriche soient désormais les tutrices et les médecins officiels de la Turquie, et autorisées à se ménager pour des éventualités, même à très-longue date, quelques-unes des plus

belles dépouilles des Osmanlis dont elles se disent les vieilles amies, mais dont elles pressent ou occupent les territoires en Europe, en Asie et en Afrique. L'Autriche tient de si près la Bosnie, la Servie, le Montenegro, les Principautés; elle exerce, en ce qui concerne ces importantes portions de l'Empire, une si grande influence à Constantinople, que sa protection devient un objet d'étonnement et même d'inquiétude pour les observateurs clairvoyants. L'Angleterre joue un rôle semblable pour l'Égypte, la mer Rouge, Bagdad et Bassora. Ce sont là des faits qui devraient faire réfléchir profondément les Turcs.

Le Divan est aujourd'hui aux prises dans ses provinces slaves avec de graves difficultés. La Russie a été accusée de les avoir suscitées, soit par suite de la vieille habitude que l'on avait de voir sa main partout en Orient, soit parce que les Turcs avaient intérêt à faire croire à cette accusation. Eh bien! les Turcs eux-mêmes ne sont-ils pas la cause involontaire, je le veux bien, mais première de ces événements, dont les conséquences peuvent être immenses? Je ne parle pas seulement des dangers d'une administration défectueuse et des souffrances que les irréguliers ont infligées à des populations opprimées par leurs petits chefs féodaux et par l'armée ottomane, qui devrait être partout la sauvegarde des intérêts des chrétiens. Le soulèvement des provinces slaves tient à des causes morales encore plus profondes, et dans lesquelles la Russie, loin d'être complice, a joué un rôle purement passif.

Les Slaves de l'empire ottoman, qui se croient forts par eux-mêmes, ne se livrent pas aux intrigues où les Grecs excellent, et ils attendent les événements avec la patience que donne la certitude du succès. Ils ont été habilement travaillés en faveur de l'empire ottoman et contre ce qui s'appelait l'idolâtrie russe par l'émigration polonaise au service de la Porte. Ce travail fait le plus grand honneur à l'activité et au dévouement de ces agents, mais il n'a eu de prise sur les Slaves ottomans qu'à la condition de leur parler en frères de race, et de flatter les aspirations nationales des Serbes, des Bosniaques, des Bulgares, à la condition, en un mot, d'être Panslavistes; cette action a donc été d'autant plus opposée au but que l'on se proposait, que les Polonais ont déployé de zèle et de talents. La Sublime Porte, qu'elle ait eu ou non l'intention et les vues des Polonais qu'elle a employés, ressemble à l'élève sorcier de la ballade de Gœthe, qui avait bien retenu les mots cabalistiques qui faisaient porter de l'eau à des manches à balais, mais qui fut exposé à être noyé parce qu'il ne connaissait pas ceux qui devaient rompre le charme. Ce n'est donc pas à la Russie qu'il faut imputer aujourd'hui les soulèvements des provinces slaves de l'empire ottoman, on peut tout au plus lui reprocher de n'y pas avoir nui.

Les Turcs ont encore pour eux la force, les grandes richesses territoriales, l'ascendant moral et politique, bien qu'il perde chaque jour de son prestige; mais l'Europe ne leur laissera une domination incontestée

que s'ils s'occupent d'améliorer le sort des populations chrétiennes et à leur laisser un libre développement matériel et religieux. On les a attendus à l'œuvre, et jusqu'ici ils ne doivent pas se dissimuler que l'on espérait des résultats plus satisfaisants et que, malgré tous les intérêts politiques, l'Occident n'hésiterait pas à se prononcer pour les chrétiens et à pousser les gouvernements à les secourir si l'oppression les obligeait à se soulever. C'est cette éventualité redoutable qui fait la nouvelle et légitime force de la Russie contre la Turquie.

LIVRE SECOND

L'ALBANIE ET LA GRÈCE

I

Gibbon, dont l'éloquente et savante histoire est parsemée de traits d'une expressive concision a dit de l'Albanie « qu'une contrée qui était en vue de l'Italie était moins connue que l'intérieur de l'Amérique. » Nous avons besoin d'une bonne carte de l'Épire, dit-il (*Histoire de la décadence et de la chute de l'empire romain*, ch. LXVII), et il a lui-même justifié cette observation en confondant l'Albanie et l'Epire par des expressions qui manquent de netteté [1].

[1] Il dit quelque part les deux Epires: « The two Epiruses. » Ce qui a pu faire dire les deux Epires à Gibbon, c'est que, sous l'administration romaine de Trajan à Constantin, il y eut l'*Epirus Nova* à côté de l'*Epirus Vetus*. Celle-ci répondait à l'Épire hellénique. L'Epirus Nova répondait à l'Illyrie primitive. Scodra (*Scutari*) était de la Prævalitana, annexe de la Dacie Aurélienne.

Depuis Gibbon, des voyageurs illustres, instruits et exacts, ont visité cette contrée digne d'être étudiée pour ses souvenirs de l'antiquité et pour ses vicissitudes modernes. Nous y avons séjourné et nous voulons reproduire rapidement son aspect, la physionomie de ses diverses races, leurs mœurs, les événements historiques qui s'y sont accomplis depuis la chute d'Ali-Pacha, et exposer l'état du christianisme et de l'islamisme dans une contrée qui a été pour ainsi dire le berceau de l'indépendance hellénique et qui est cependant restée soumise au sceptre du sultan.

L'Albanie, qui comprend l'Épire et une partie de l'antique Illyrie, a pour confins à l'est la Macédoine et la Thessalie, au nord la Bosnie et la Serbie, à l'ouest la mer Ionienne et au midi le golfe d'Arta. La chaîne des hautes montagnes qui de Raguse s'avancent jusqu'à Zeitoun, lui fait un solide rempart semblable à une petite muraille de la Chine du côté de la terre ferme. Presque toute cette contrée est montagneuse, mais elle est enrichie de vallées fertiles comme celle de la Mousakia près de Bérat, celle de Fanari près le lac formé par le Mavropotamos[1], l'ancien lac Achéruse et l'ancien Achéron, et les plaines d'Arta.

L'Epire proprement dite se compose des provinces de Janina, Conitza, Paleopogoyani, Argyrocastro, Delvino, Paracalamo, Paramithia, Margariti, la Liapourie ou Arbar, Avlone.

[1] Le Mavropotamos ou Glykis se jette dans le port de Fanari ou port des Eaux-Douces, aussi appelé golfe de Thesprotie.

L'Illyrie albanaise a pour provinces ou divisions : Berat, El Bassan, Ochrida, la haute et basse Dibra, Tirana, Candia, Durazzo, Cruia, Lessi, Scodra ou Scutari, Dulcignou, Podgorizza.

Ces nouvelles divisions de l'Illyrie et de l'Épire ne correspondent pas exactement en étendue avec les anciennes provinces dont Thucydide nous a laissé les noms, mais on ne se trompera pas de beaucoup en disant que la Margaritie, le Souli, la Paraméthie, la province de Janina, qui ont pour limites le Calamas, l'ancien Thyamis et le Pinde, représentent l'ancienne Thesprotie; que les Philiates ou même la Paracalamie s'étendant de Sayadès et de Conispolis jusqu'à Paleo-Pogoyani, avec le Calamas au midi, et le Vistina-Chestrini au nord, le Delvino et l'Argyrocastro jusqu'aux montagnes de Premeti ; que Nemerzica, qui est la base de Zagori, et le territoire qui va de Butrinto jusqu'à Clapero du côté de la mer représentent la Molossie; que la Liapourie, qui s'appelle aussi Arbari ou Arbano, et qui occupe les montagnes septentrionales du Delvino jusqu'à Gardiki, et Tépelen à partir de Jugliati et de Cuzi, représentent la Chaonie, et que la contrée qui s'étend du littoral maritime de la Chaonie jusqu'à Avlone est aujourd'hui la Chimère.

Voyons quelles sont les ressources de cette province, qui se compose aujourd'hui de deux pachaliks : celui de Janina, formé des sandjaks de Janina, de Delvino et d'Avlone; et celui de Scutari. Nous avons nommé au début de ce livre trois plaines fertiles qui sont la vallée

de la Mousakia, celle de Fanari et les plaines d'Arta. La Mousakia est riche en chevaux, en moutons, en bœufs, et si cette belle vallée était mise en grande culture au lieu de servir comme maintenant de pâturages d'hiver aux troupeaux de l'Acarnanie, de l'Épire et de la Macédoine, l'Épire et l'Albanie proprement dite pourraient bientôt fournir de quoi alimenter une exportation considérable de céréales. Aujourd'hui, on récolte une assez grande quantité de riz dans la vallée de Fanari, qui est arrosée par le Mavropotamos ou Glykis, qui descend des montagnes de Souli dont il baigne la base et se jette dans le port Fanari, dans le voisinage de Parga, après avoir formé le lac Achéruse. Delvino, Argyrocastro, Tirana, Dibra, El Bassan, fourniraient du blé en abondance à toute la province, si les terres étaient cultivées avec soin. Les ressources de l'Épire sont fournies presque entièrement par son agriculture ; l'industrie dans ce pays est encore dans l'enfance. Celle qui existe satisfait à des goûts d'élégance et de luxe local, comme les galons et cordonnets de soie et d'or dont les Albanais ornent leurs riches costumes, ou à des besoins ordinaires, comme les peaux de chèvres et de moutons tannées et teintes en rouge pour la chaussure des indigènes ; les gros draps pour capotes et cabans fabriqués par les Valaques de Macédoine ou Coutzovlachi, et les tissus de soie employés par les femmes et dans les maisons aisées comme linge de luxe. Cette province produit des céréales, des laines, des huiles d'olive, des vallonées, des tabacs, de la cochenille, des bestiaux, des oranges et

des citrons; il n'y a qu'une récolte par an comme dans les pays tempérés. L'orge, le seigle, l'avoine, se récoltent dans le mois de juin, le blé en juillet, le riz en septembre, le maïs dans le mois d'octobre, quelquefois même au commencement de novembre.

De toutes les productions du sol, c'est le maïs qui a pris le plus grand développement; il est excellent et sert à la nourriture des deux tiers des habitants turcs ou chrétiens. Il ne serait pas aisé de dire la quantité de terre cultivable que contiennent l'Épire et l'Albanie, mais on peut dire que plus de la moitié de ces provinces reste sans culture ou est cultivée d'une façon très-insuffisante, par manque de moyens, de bonne direction et de bonne administration du gouvernement, dont la négligence a laissé des terrains très-fertiles devenir insalubres. Il y a des localités où, malgré la grande fertilité, la population est demeurée stationnaire depuis trois siècles. Les olivaies du littoral, celles d'Arta, de Prévésa, de Parga et d'Avlone principalement, produisent dans les bonnes années environ 50,000 barriques d'huile. Le tiers environ est consommé à l'intérieur; les deux autres tiers se vendent à Trieste au prix moyen de 8 tallaris par barrique. Cette culture pourrait avoir un développement considérable.

Les vallonées proviennent des forêts de chênes du district appelé la Tchamouria; il s'en exporte pour Trieste, du port de Parga, environ 500,000 kilogrammes par an. Les vallonées de l'Épire sont inférieures à celles de l'Asie Mineure mais cette infériorité tient unique-

ment à ce que les vallonées de l'Épire se vendent brutes et sans avoir été nettoyées, tandis que celles qui sont chargées à Smyrne ont subi une préparation soignée avant d'être livrées au commerce. Les laines de l'Épire sont recherchées en Autriche comme celles de la Bulgarie, et se vendent bon an mal an, au prix de 50 francs le quintal. Ce prix semble n'avoir subi aucune variation depuis des années; il s'exporte annuellement de l'Épire environ 25,000 quintaux de laine. Les tabacs de la Tchamouria et du sandjack de Bérat sont très-estimés; leur prix moyen de vente est de 1 fr. le kilog. Il s'en expédie annuellement en Grèce, dans les îles Ioniennes et à Monastir 10,000 quintaux; une quantité à peu près égale se consomme dans le pays même. Argyrocastro produit du tabac à priser excellent. On évalue à 10,000 bœufs et à 20,000 chèvres et moutons, les viandes exportées sur pied de l'Épire pour les îles Ioniennes, qui tirent presque toute leur subsistance de l'Épire, et où les troupes anglaises et la vie européenne ont donné depuis longtemps du prix à la viande de boucherie. Ces bestiaux ne sont pas un produit du pays, mais on y engraisse les bœufs qui viennent de Bosnie, de Serbie et même de Valachie.

Les revenus du trésor dans le pachalik de Janina étaient insignifiants dans les premiers temps du gouvernement d'Ali-Pacha, époque à laquelle il faut toujours remonter pour étudier l'Épire et l'Albanie, soit économiquement, soit politiquement. A cette époque, il n'existait presque pas de terres nationales ou de domaines.

Ce fut ce vizir qui le premier, par ses abus multipliés et par ses rapines, s'empara d'un grand nombre de villages dont les chrétiens étaient restés libres possesseurs malgré la conquête musulmane, et qui, au moyen d'achats fictifs et forcés, les fit entrer dans ses vastes fermes devenues aujourd'hui bien nationaux (imlach). Il en usa de même lorsqu'il soumit le sandjak de Delvino et en expulsa Mustapha-Pacha, et celui d'Avlone, lorsqu'il eut battu et fait prisonnier Ibrahim-Pacha. Dans ces deux sandjaks, ce ne furent pas seulement les propriétés des chrétiens qu'il usurpa, comme dans celui de Janina, où il n'y a que fort peu de musulmans, mais il n'épargna pas non plus celles des agas, dont il se rendit maître à force de fourberies et de violences, et dont il a joui paisiblement jusqu'à sa chute.

Telle fut la première source de ses richesses. Il faut ajouter que de son temps, le nombre des cultivateurs était plus considérable qu'à présent, et qu'ils étaient à l'abri des rapines et des tyrannies des petits employés. Le satrape seul se les permettait, mais sa protection, une protection efficace garantissait ses sujets contre toute exaction. Aussi, à cette époque, la terre produisait-elle incomparablement plus qu'aujourd'hui. On peut citer, par exemple, le district de Lamaris, entre Prévésa et Arta, qui était affermé en 1810 pour une quantité de 750,000 okas de productions diverses du sol, tandis que le même district n'en donnait en 1844 que 100,000 okas. Ali-Pacha appliqua ce même système de spoliation d'une part, de gouvernement ferme et

protecteur d'autre part, contre toutes les tyrannies autres que la sienne à la Thessalie, au Peloponèse [1], aux provinces appelées aujourd'hui la Grèce occidentale et septentrionale, et il acquit ainsi des biens immenses qui furent l'origine des biens domaniaux dans ces provinces, quand elles rentrèrent sous la domination du sultan.

Ali-Pacha, devenu le véritable souverain des belles contrées qu'il avait placées, par la ruse et par la force, sous son joug, établissait des droits à son gré et à sa convenance, sans s'astreindre à un respect qu'il jugeait ridicule pour les lois générales de l'empire. Ainsi il avait établi un droit de 4 p. 0|0 qui était acquitté par les étrangers comme par les sujets du sultan. Il affermait, moyennant 1,000 bourses, les ports de la Chimère situés sur l'Adriatique, au pied des monts Acrocérauniens, depuis Port-Panorme jusqu'à Fanari, à l'embouchure de Mavropotamos; il prenait à son propre compte les ports de Prévésa et de Salahora dans le golfe d'Arta, et il en retirait annuellement 250,000 piastres ; il envoyait des agents dans les ports du sandjak d'Avlone dont les douanes, en y comprenant la vente du sel et de l'asphalte, lui donnaient un revenu de plus de 1,000 bourses ; et il ne faut point oublier qu'alors le tallaro d'Autriche égal à 5 fr. 25c., ne valait que 4 piastres environ. De plus, Ali-Pacha établissait des monopoles à volonté dans les provinces qu'il gouvernait. Pendant son administration, on ferait mieux

[1] Son fils, Vely-Pacha, était pacha de Morée.

de dire son règne, les revenus que le trésor impérial tirait des trois sandjaks de Janina, de Delvino et d'Avlone, n'étaient que de 2,500,000 francs, mais Ali-Pacha en dépensait annuellement davantage à Constantinople pour se faire un parti dans le divan et le sérail. Sous Ali-Pacha, les impôts rentraient avec une rare exactitude, notamment celui du kharatch, d'abord parce qu'aucune communauté n'osait cacher le nombre de ses membres, et ensuite parce qu'à cette époque, il y avait beaucoup plus de chrétiens en Épire que maintenant.

Après la mort d'Ali-Pacha, le désordre, qui est si souvent le successeur du despotisme, régna dans les trois sandjaks jusqu'à l'arrivée du sadrazem Mehemed-Rechid-Pacha. Les biens laissés par Ali-Pacha et devenus nationaux ne furent point restitués aux malheureux sur lesquels ils avaient été injustement confisqués ; les notables musulmans s'en emparèrent, et une tyrannie multiple succéda à la tyrannie unique mais organisée et protectrice d'Ali-Pacha. Le grand vizir établit dès son arrivée un droit de deux et demi pour cent sur tous les objets manufacturés et les produits du sol à leur entrée dans les ports de l'Épire ou à leur sortie, et dans les villes de Janina, d'Arta, de Prévésa, de Conitza, etc. Il fit aussi rentrer dans les domaines du sultan tous les villages qu'avait légalement acquis ou usurpés Ali-Pacha, ce que n'avait pas réussi à faire Omer Vrionis qui avant lui avait commandé l'armée ottomane en Épire et gouverné cette province. Ces revenus furent affermés, sous le gouvernement du grand vizir et sous

celui de son fils, le jeune et brillant Emin-Pacha, pour la somme de 5,500,000 piastres en 1831 ; en 1832, pour celle de 6 millions; enfin, en 1833, pour 6,300,000. En 1834, Mahmoud-Pacha, qui était un gouverneur prudent et laborieux, porta les revenus à 8 millions; en 1835, le même Mahmoud-Pacha les éleva à 8,500,000. En 1836, Emin-Pacha, redevenu gouverneur général de l'Épire, afferma les revenus publics pour une somme de 9 millions de piastres. En 1837, 1838, 1839, Mustafa-Pacha, devenu à la fois le gouverneur et le fermier général de l'Épire, acheta les revenus de la province 9 millions, 9,500,000 et 10 millions de piastres. Mais il est bon de rappeler ici que toutes les dépenses occasionnées par le maintien d'une force armée pour garder les châteaux et les routes, par l'armée régulière dans la province, et enfin toutes les dépenses extraordinaires nécessitées par le gouvernement de l'Épire, étaient prélevées sur les sommes destinées au trésor impérial. Mustafa-Pacha, qui était un fermier habile et se servait d'agents intelligents, retirait de la ferme générale de l'Épire 16 millions de piastres, ce qui faisait pour lui un gain réel de 6 millions de piastres en dehors des profits que ses divers employés recueillaient après lui et sous sa protection. Tous ces bénéfices se faisaient naturellement aux dépens des populations. En 1854 les revenus de l'Épire s'élevèrent à 22,054,548 piastres, et les dépenses nécessitées par l'administration de cette province à la somme de 11,203,900 piastres. Il restait donc un excédant de

recettes pouvant être annuellement versé par l'Epire au trésor impérial et s'élevant à 10,850,648 piastres. Mais le désordre qui règne dans l'administration financière, les intrigues locales, l'infidélité des employés sont tels, qu'au lieu d'un excédant qu'il serait aisé d'obtenir et d'accroître, les exercices annuels du budget de l'Epire se règlent avec une différence notable entre les chiffres des recettes réalisées et celui des droits constatés.

Les villages qui composent les biens du domaine et qui sont connus sous le nom d'imlach payent au trésor les trois dixièmes des productions de la terre, ou à peu près; en outre, les jardins doivent fournir une partie de leurs fruits; enfin, sur un troupeau de cent bêtes, bœufs ou moutons, on prend deux bêtes et les meilleures. Un autre dixième, pris sur le tout, se paye pour les spahis. Le même système d'imposition a lieu pour les tchiffliks ou fermes.

Les musulmans, qui en sont les propriétaires, prélèvent trois dixièmes, et les spahis un dixième du revenu, mais le trésor impérial ne retire rien de ces villages. Les villages libres, dont il ne reste malheureusement en Epire qu'un très-petit nombre, ne payent que la dîme aux spahis, mais, sans aucune exception, tous les habitants des différentes catégories de villages que nous venons de nommer payent un tribut annuel qui s'appelle en grec καπνιατικον; c'est-à-dire le droit sur le

foyer. Les charges régulières sont légères, mais elles sont lourdement aggravées par les angaries [1], c'est-à-dire par les contributions extraordinaires et forcées, les corvées, etc., etc.

Il y a cependant quelques villages dont les agas musulmans sont les défenseurs, et qui sont à l'abri de ces extorsions. Il y a aussi en Épire une catégorie de villages assez curieux à étudier; ce sont ceux qui, bien qu'habités par des musulmans, doivent cependant payer la dîme aux spahis, ce qui est contraire au fait général, puisque le droit de spahilik ou le timar étant un résultat de la conquête ne doit porter que sur les villages chrétiens; c'est que les habitants de ces villages étaient autrefois chrétiens et n'ont apostasié que sous le règne d'Ali-Pacha; en se faisant musulmans, ils ont échappé au kharatch, mais non pas au timar.

Nous venons de voir qu'en Epire et en Albanie il y avait des villages qui trouvaient des défenseurs dans leurs agas ou seigneurs. Quels sont les rapports qui existent entre ces seigneurs et les paysans? Voici ce qu'ils devraient être : le seigneur doit sa protection contre toute espèce d'abus et de rapines; il doit juger les différends qui naissent entre les paysans au sujet des terres qu'ils cultivent; leur construire à chacun une chaumière, leur donner pour leur propre usage une portion de terre labourable; les secourir au besoin avec

[1] On trouve le mot *angarie* avec sa signification actuelle dans Ménandre. Ce furent les Perses qui importèrent en Grèce et le mot et la chose.

de l'argent quand ils sont dans la misère, leur garantir assistance et sécurité : souvent ces agas ne sont que des oppresseurs, mais j'en ai connu qui traitaient paternellement leurs paysans. Voici maintenant quels sont les devoirs du paysan envers son aga : une entière obéissance à ses volontés, des dons en nature, des agneaux, des volailles, et des angaries pour le transport des productions du sol qu'ils doivent donner au seigneur du village, et qu'ils sont contraints de livrer à la ville où il réside. Si un événement heureux ou une cause de deuil arrive dans la famille de l'aga, ils doivent le visiter avec des dons et lui offrir des brebis, des chevreaux, etc., etc. Dans les villages de la Chimère et de l'Albanie, les chrétiens doivent en outre combattre contre les ennemis de leur aga. En général, quand les chrétiens ont fait choix d'un seigneur, ils ne peuvent plus se soustraire à sa protection ; il faut qu'il les chasse lui-même. Mais la finesse et la ruse obligée du Grec, l'orgueil du musulman qui va au-devant des petits piéges qu'on lui tend, établissent souvent dans la pratique des rapports moins pénibles qu'on ne serait tenté de le supposer.

II

Les Albanais qui habitent l'ancienne Illyrie et l'Épire, ou la haute et basse Albanie, ont entre eux des différences profondes. Ceux de la haute Albanie s'appellent Ghegues, et le pays qu'ils habitent s'étend du pied du

Montenegro et des frontières de la Bosnie jusqu'à Bérat. Ils lui donnent le nom de Ghegaria. Ils sont musulmans, catholiques ou grecs. Qu'ils suivent la croix ou le croissant, ils sont très-attachés à leur religion. Ils sont grands, robustes, disciplinés. Leur costume est beau. Ils portent une veste de drap rouge brodé, avec des manches pendantes et une tunique de même drap enserre leur taille et laisse à peine voir sur le devant la foustanelle blanche ou le jupon, qui descend au-dessus du genou. C'est sous le règne de Mourad II que l'islamisme fit les plus grands progrès en Albanie, lorsque Scanderbeg viola sa foi envers le sultan et renonça à la religion musulmane.

« Cette double désertion, dit Cantimir, irrita telle-« ment Amurat, qu'il convertit en mosquées toutes les « églises chrétiennes du pays des Arnautes, et pour « faire autant de victimes expiatoires qu'il serait en son « pouvoir, en signe de réparation à Mahomet, il or-« donna sous peine de mort que tous les Épirotes fussent « circoncis. Cette méthode fit des prosélytes sans nom-« bre, et tout le pays fut en peu de temps initié à la « foi mahométane. »

C'était surtout dans la haute Albanie et parmi les Albanais descendant des anciens Illyriens que l'islamisme avait recruté ses adhérents. De tout temps la race illyrienne avait été très-inférieure à la race grecque au point de vue de l'humanité et de la civilisation, et sans doute le christianisme n'avait pas poussé des racines bien profondes chez les Albanais illyriens. Nous verrons

cependant bientôt une noble exception dans les Myrdites Albanais catholiques, qui ont conservé leur foi jusqu'à nos jours. Mais un événement qui eut les conséquences les plus graves pour l'Épire et pour l'avenir du christianisme en Orient, ce fut l'apostasie qui signala la domination d'Ali-Pacha. Jusque-là l'islamisme n'avait triomphé que dans la haute Albanie. En Épire même, des villages passèrent en masse d'une religion à une autre; l'exemption du kharatch fut un appât auquel les chrétiens, même ceux de race grecque, ne purent résister. L'Albanais est pauvre, intéressé, peu propre aux arts qui enrichissent. Les Grecs restèrent en plus grand nombre attachés à leur vieille foi; la langue et la croix étaient enseignées par des prêtres ignorants et qui offraient le saint sacrifice de la messe avec des mains qui venaient de manier la hache du bûcheron ou de tenir la charrue, mais dont le cœur était plein d'une foi vive. Ces prêtres conservèrent pendant des siècles le double trésor de la langue et de la religion, et sauvèrent les Grecs de l'islamisme. Quant aux Albanais, ils ne voyaient dans l'attachement à la religion chrétienne qu'une duperie ; ils trouvaient plus commode de commander que d'obéir, mais ils ne contraignaient pas leurs femmes à changer de religion. J'ai connu des chefs Albanais qui avaient encore leurs vieilles mères ou leurs tantes chrétiennes, et dans les villages des Tchames et des Liapes on peut voir fréquemment le mari et la femme manger dans le même bassin de cuivre la *pita*, galette assez appétissante, la moitié cuite sans beurre pour la femme

pendant le carême, tandis que la moitié destinée à l'époux est remplie de viande savoureuse de mouton, et cuite au beurre. On trouve tous les jours des documents où on lit Mehemet ou Abdullah, fils de Constantin ou de Démétrius. Cette apostasie a certainement retardé l'heure de l'affranchissement de la Grèce, et l'a rendu très-incomplet lors de l'avénement du Péloponèse à l'indépendance et à la liberté.

Les autres tribus ou races albanaises sont les Toskes qui sont dans le sandjak d'Avlone et de Bérat, et les Tchames et les Liapes dans les sandjaks de Delvino et de Janina. Les Grecs instruits de l'Épire croient que les Albanais de la Tchamouria et de la Liapouria sont de race hellénique. Ils ont conservé, en effet, plusieurs des caractères des anciens Grecs. Ils sont menteurs, superstitieux, et doués d'une grande éloquence naturelle. Les femmes et les enfants des Tchames et des Liapes parlent très-bien grec, tandis que dans le reste de l'Albanie, à Prémeti, par exemple, et à Argyrocastro, les femmes ne parlent pas du tout le grec; leur apostasie date, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de la domination d'Ali-Pacha. Il y a encore, dans la Tchamourie, des familles albanaises musulmanes qui ont des noms grecs, comme la famille Tenasatos.

Les Albanais sont de bons soldats : « Les successeurs « d'Amurat II, dit un historien du XVIIIe siècle, ou par « estime, ou par politique, ont toujours tenu plusieurs « milliers de ce peuple à leur solde; ils passent pour « être les meilleurs soldats de l'empire, et c'est avec

« raison, car ils vont à l'ennemi avec plus de résolution « et plus de flegme que les janissaires ; ils ne sont point « rangés par bataillons réglés, mais ils se conduisent « avec un certain ordre dont ils sont convenus entre « eux, au moyen de quoi ils tiennent ensemble et « savent se rallier dans la mêlée ; il faut que l'armée « entière soit mise en déroute pour les désunir et les « disperser, Ce qui les rend surtout fameux, c'est la jus- « tesse avec laquelle ils tirent un fusil ; un Albanais se « fait un jeu d'enlever avec une balle, à deux cents pas « de distance, une pomme ou un œuf de dessus la tête « de sa mère ou de sa femme. »

Cet éloge d'un historien que Gibbon trouve « versé dans la langue, les annales et les institutions des Turcs,» ne saurait cependant s'appliquer qu'aux soldats de la haute Albanie et aux Myrdites Albanais catholiques; les autres ont été et sont des milices irrégulières, sauf pour les régiments incorporés dans l'armée régulière à partir de la création de cette armée sous le sultan Mahmoud, et dont l'incorporation a toujours eu lieu après une expédition en Albanie et une réduction des insurrections albanaises. Ces régiments ont alors figuré parmi les meilleures troupes ottomanes, et à la bataille de Koniah gagnée par Ibrahim-Pacha sur l'armée turque, commandée par Reschid-Méhémet-Pacha, tout l'honneur de la journée du côté des Turcs resta à deux régiments albanais récemment introduits dans l'armée et qui firent preuve d'une discipline, d'un courage et d'une solidité dignes d'un meilleur sort.

D'ordinaire la Porte ottomane se sert des Albanais comme d'un contingent semi-régulier, ce sont des mercenaires qui louent leurs services pour une expédition à un chef connu qui leur inspire confiance, et avec lequel ils espèrent vaincre et pouvoir piller. C'est ainsi que j'ai vu Yussuf-Bey de Berat, troisième fils d'Omer-Pacha-Vrionis, enrôler six mille Albanais pour aller réprimer l'insurrection de l'île de Crête en 1841 ; et, en 1842, Tafil-Bouzi lever trois mille hommes pour aller dans le Liban. Quelques années plus tard, j'ai vu à Beyrouth Abbas-Aga avec son contingent albanais, dont les désordres avaient motivé les plaintes énergiques des représentants européens en Syrie et à Constantinople. Les Albanais ont les idées les plus étranges sur leur origine : les dévots musulmans croient venir de l'Arabie et avoir eu pour ancêtres les compagnons du Prophète. Ceux, en bien plus grand nombre, qui sont des sceptiques et s'appellent eux-mêmes francs-maçons, croient avoir une origine commune avec les Français, qu'ils considèrent tous comme des philosophes, ce qui nous fait peu d'honneur, philosophe étant dans leur sentiment le synonyme d'infidèle ; leur intelligence est vive mais inculte : ils ne savent bien ni le grec ni le turc, et leur langue n'a ni littérature, ni culture ; c'est une corruption de l'ancienne langue illyrienne [1].

[1] Plusieurs fois à Eleusis et aux environs même d'Athènes, il me fut très-difficile de trouver des Hellènes qui entendissent le grec ; il y a bien en basse Bretagne, et aux environs même des villes, des Français qui ne parlent que le bas-breton.

De même que, il y a plus de deux siècles, des colonies nombreuses d'Albanais chrétiens s'établirent en Béotie, dans l'Attique, dans l'Argolide et dans l'île d'Hydra où leurs descendants parlent encore albanais, les Albanais musulmans s'avancèrent vers l'isthme de Corinthe à l'époque où Ali-Pacha de Tepelen avait pour lieutenant en Morée son fils Vely-Pacha et refoulèrent des villages chrétiens dans l'intérieur de la Grèce. C'est une des causes de leur animosité contre les Grecs que d'être aujourd'hui à l'étroit, et d'avoir été expulsés à cause d'eux, si ce n'est par eux, d'une terre promise.

Dans la haute Albanie se trouvent les Myrdites, population catholique qui peut s'élever à 140,000 âmes environ. Les Myrdites servent dans l'armée ottomane depuis des siècles, commandés par leurs chefs naturels, et sous une bannière qui leur est propre, ils ont le privilége de faire partie de l'avant-garde des armées ottomanes, mais ne peuvent être retenus dans les rangs au-delà d'une campagne ; c'est ainsi qu'ils ne crurent point manquer à l'honneur militaire en abandonnant devant Silistrie, au plus fort du siége, le poste qu'Omer-Pacha leur avait confié, et le serdar montra à leur égard la sévérité la moins justifiée en rompant leurs rangs et en les dispersant, en violation de leurs antiques droits, dans ceux des soldats ottomans.

Les Myrdites sont répartis dans les localités suivantes. A Myrdita, il y a une réunion de villages et de hameaux habités par 60,000 catholiques ou latins, ainsi qu'ils s'appellent eux-mêmes, sous l'autorité spirituelle d'un abbé.

A Scutari et dans les environs ils comptent de 20 à 25,000 âmes. Là réside un évêque envoyé de Rome.

A Zadrima ils sont au nombre de 5,000, ils ont des curés. A Prisrend, Jachora, Podrima ils sont 1,500. Un évêque réside à Prisend. A Slach, à Jemal ils sont 1000, et leurs prêtres leur sont envoyés de Scutari.

Ils sont 1,000 à Seret, 10,000 à Chelmen et à Castrot. Leurs prêtres viennent de Scutari ou de Rome. A Stolti, Sali, Jose et Putt ils sont 17,000, qui reçoivent leurs curés de Scutari ou de Rome. A Jivar, Sestan et Crouia ils sont 3,000. Un évêque réside à Jivar. A Lesch, Tiran, Durazzo ils sont 800; leur curé leur est envoyé de Scutari. A Cacarii, Baldren, ils sont 2,500. Leurs curés viennent de Scutari. A Benz, Jubon, Gagniol, Spatar, Gavoce, ils sont 5,000; c'est également l'évêché de Scutari qui leur adresse leurs prêtres. Tous les prêtres et les évêques indiqués portent la barbe comme les autres membres des clergés orientaux. L'évêque romain qui réside à Scutari ne porte pas la barbe. Les ghèques de Scutari et de Zadrime sont adonnés au commerce.

Dans la haute Albanie, le village des Kioprili a été le berceau de deux familles, l'une musulmane, celle des Kioprili, qui a donné à l'empire une suite de grands vizirs et quelques-uns de ses plus grands hommes; l'autre chrétienne, celle des Ghika, qui a fourni une série d'hospodars à la Moldavie et à la Valachie, dont les premiers ont dû leur élévation à la haute protection de leurs illustres compatriotes musulmans [1].

[1] Voir à l'Appendice la note sur les Kioprili et les Ghika.

Les principales villes de la haute Albanie sont : Scutari ou Scodra, située sur les bords du lac de Scutari. C'est une ville commerçante, résidence du pacha d'Albanie, à qui est confié en temps ordinaire le soin de surveiller les Monténégrins.

Le pachalik et la ville de Scodra avaient été, pendant une longue suite d'années, gouvernés héréditairement par une famille de seigneurs féodaux dont le chef était un Osmanli venu de l'Asie, comme les chefs des grandes maisons de Bérat, d'Avlone, de Delvino et d'Argyro-castro. Le dernier de ces chefs de Scodra fut Mustapha-Pacha, qui, au sortir de l'adolescence, se trouva à la tête d'un gouvernement et d'une armée considérables. Dépossédé de ses domaines héréditaires par le sultan Mahmoud et descendu de sa haute situation, Mustapha-Pacha Scodrali est devenu un simple murchi ottoman, et a gouverné plusieurs provinces de l'empire sans déployer plus de talent et de vigueur d'organisation que la plupart des gouverneurs généraux, mais avec plus d'honnêteté. Il fut surtout employé en Asie, de même que Yacub-Pacha, dont la famille, celle des Cara-Osman-Oglou, avait véritablement et avec honneur régné sur le pachalik d'Aïdin en Asie Mineure, fut envoyé en Roumélie. Ces derniers survivants des grandes familles féodales de l'empire, et qui avaient eux-mêmes exercé le pouvoir souverain, supportaient leur nouvelle situation avec la résignation qu'enseigne l'islamisme. Nul regret avoué du passé, aucune amertume, aucun dépit dans le langage. J'ai vu

Mustapha-Pacha à Constantinople. Il faisait apprendre le français et l'anglais à ses enfants et étudiait lui-même ces deux langues. Quand il était à Scodra il avait ouvert sa belle bibliothèque au public. Chacun pouvait, en laissant un reçu, emporter un volume. Quand il abandonna son pachalik, il fit de cette bibliothèque un vacouf ou fondation pieuse attachée à une mosquée, afin que le public continuât à en jouir.

Après Scodra, viennent dans la haute Albanie : Cruïa avec sa forteresse, Cavaia, Tirana, Dulcigno, petite ville forte sur le littoral de l'Adriatique, Bérat ou Belgrade, El Bassan, Ochrida, bâtie sur les bords du plus grand lac de l'Albanie, d'où la Drina prend sa source.

Dans l'Albanie illyrienne, où il y a eu cependant des colonies helléniques comme Epidamnus ou Dyrachium, et Apollonie sur le littoral maritime de la Mousakia, on ne trouve plus d'Hellènes. Là, on n'entend parler nulle part la langue grecque, si ce n'est dans un petit village du nom d'Arta, qui est dans le voisinage de la mer et au milieu des ruines mêmes d'Apollonie. Que sont donc devenues les colonies helléniques? Réduites en esclavage ou absorbées par les flots des peuples conquérants, elles ont perdu en même temps leur langue et le nom de leur nation. Gibbon cite, chap. III, note 15 (*Décadence et Chute*) la phrase suivante de l'abréviateur de Strabon :

Καὶ νῦν δὲ πᾶσαν Ἤπειρον καὶ Ἑλλάδα σχεδὸν καὶ Μακεδονίαν καὶ Πελοπόννησον Σκυθαί Σκλάβοι γέμονται.

Nous verrons plus loin que ce qui était vrai pour l'Il-

lyrie ne l'était point pour l'Epire. Cette province a bien été envahie et possédée par les Slaves, mais leur domination a été rapide et n'a presque pas laissé de traces. Quelques noms donnés aux lieux, quelques rares vestiges dans les traits, c'est tout ce qui est resté d'eux en Epire.

C'est ce qui est arrivé aux colonies grecques de l'Italie, de la Sicile [1], de l'Asie et de l'Afrique où était la Pentapole et Bérénice devenue aujourd'hui Benghazi. Là, à défaut de la langue de Platon, on retrouve encore des chefs-d'œuvre de l'art grec, et l'auteur de ce livre a été assez heureux pour offrir au musée impérial une tête de Mercure jeune, d'où les injures de la barbarie arabe

[1] En Corse, en Sicile, dans les Calabres, il y a encore des colonies grecques où la langue se parle aussi purement et avec le même accent que dans les provinces de la Grèce proprement dite. Il y a à Malte une église pour les Grecs catholiques descendants des habitants de Rhodes qui avaient embrassé le catholicisme et qui ont suivi les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, après l'héroïque défense de Villiers de l'Ile-Adam et la capitulation de l'ordre avec Soliman le Magnifique. Cette église est desservie par un prêtre que le gouvernement anglais fait venir de Sicile et qui a le rang et le titre de protopapas. Celui qui y était pendant mon séjour à Malte parlait le grec avec une grande facilité, et m'a assuré n'avoir jamais été en Grèce. Me trouvant à Rome à la chapelle Sixtine, le jour des Cendres, je remarquai des jeunes gens vêtus comme des séminaristes avec un collet bleu de ciel. Je demandai à l'ecclésiastique qui les accompagnait qui ils étaient, et il me répondit : « Ce sont des Grecs catholiques venus de différents pays, et tous ou presque tous parlent le grec. » J'en interrogeai un qui était près de moi; il était Corse et parlait comme un enfant du Péloponèse. Il n'y avait que trois mois qu'il était à Rome.

bien plus que celles du temps n'ont pu effacer les lignes d'une immortelle beauté.

L'Épire proprement dite se compose donc, ou à peu près, des divisions modernes que la conquête ottomane a appelées le sandjak d'Avlone et de Bérat, le sandjak de Delvino, et celui de Janina. Dans l'antiquité des colonies d'Hellènes venues du Péloponèse et de la Thessalie, s'établirent en Epire, et les Epirotes étaient et sont encore plus civilisés que les Albanais illyriens. Les trois tribus d'Albanais qui occupent cette province depuis Bérat jusqu'à la frontière de Grèce sont, ainsi que nous l'avons dit, les Toskes, les Liapes et les Tchames ; au milieu de ces populations albanaises et plus nombreux qu'elles se trouvent les chrétiens. La population de l'Epire est estimée à 331,150 âmes, et la population chrétienne s'élève à 221,150, c'est-à-dire à plus du double [1], mais presque tous les grands propriétaires sont musulmans, et ce sont des chefs de clans qui disposent de clients armés parmi lesquels les chrétiens ne sont pas les moins obéissants.

Bérat est la capitale des Toskes ; c'est une ville albanaise et musulmane, qui sert de point intermédiaire entre la haute et la basse Albanie, mais les Toskes diffèrent profondément des Ghèques. C'est parmi eux surtout que se recrutent les milices que la Porte envoie comme un châtiment contre les populations de son empire quand elle veut écraser une insurrection que la

[1] Voir, à l'Appendice, la note sur la population de l'Épire.

coupable administration de ses propres agents a souvent fait éclater. Le Toske est le moins religieux de tous les Albanais, ou plutôt sa seule religion est l'argent. Les Tchames et les Liapes se confondent avec les Toskes dans l'occupation du sol de l'Épire, mais en conservant des traits de caractère très-facilement distinctifs. Les Toskes sont irréligieux, mais ils ne sont pas hypocrites ; les Tchames et les Liapes sont dévots et superstitieux ; tous les Albanais sont profondément ignorants ; sous ce rapport, ils sont inférieurs aux Grecs et même aux Osmanlis, mais ils ont plus de moralité que ces derniers, et repoussent avec horreur des vices que les Turcs tolèrent ou pratiquent avec ardeur.

Les Osmanlis ne se rencontrent que dans les villes, comme à Janina, à Arta, à Prévésa. Ce sont les descendants, en très-petit nombre, des premiers conquérants ou des fonctionnaires que la beauté du site et la salubrité du climat ont engagés à se fixer dans ce pays.

Dans la Tchamouria on trouve des Hellènes qui habitent des villes et des villages comme Delvino, Paramithia, la Chimère, Drimates, Palosa, Finichi, Plesiviza, Sayadès, Parga et d'autres villages considérables dont les habitants sont Hellènes de langue, de religion et de coutumes. Dans l'Albanie méridionale, on trouve des Hellènes qui habitent des districts entiers, et dans les montagnes plusieurs villages sont occupés par des Valaques appelés Coutzo-Vlachi et qui ne sont autres que des Roumains. Janina et tous les villages environnants sont peuplés d'Hellènes ; il en est de même à Paléopogoyani, à Conitza

et dans le district de Deropole aux environs d'Argyrocastro. Janina est à la fois la capitale turque et la capitale grecque de l'Épire. C'est là que sont fixées les principales familles osmanlies et chrétiennes; là sont les écoles, les bibliothèques des chrétiens, là, sous le joug d'Ali-Pacha, florissaient la langue et la littérature grecques avant qu'Athènes ne devînt la capitale du nouveau royaume hellénique. La plupart des familles musulmanes de cette ville passent pour avoir eu du sang chrétien à leur source, les premiers conquérants turcs ayant été obligés pour avoir des femmes d'enlever des chrétiennes. C'est au sortir de la messe que fut accompli, il y a plusieurs siècles, ce rapt qui a laissé de si profonds souvenirs dans la population de Janina. Il y a encore aujourd'hui, non loin du sérail où a régné Ali-Pacha et où réside le gouverneur général, une église appelée *Eptaboulais*, les sept voiles, où les sept vierges furent saisies au moment où elles sortaient du sanctuaire où leurs innocentes mains s'étaient jointes en prières devant les saintes images, couvertes du voile qui devait désormais cacher leurs traits charmants à tout autre homme qu'à leur époux et entraînées dans le harem. Le peuple chante encore à Janina d'une voix plaintive l'enlèvement des sept vierges.

Janina a quatre districts, à l'est Malacassi, au nord Zagori, au midi Zaracovista et à l'occident Curenta; tous les villages de ces quatre districts sont occupés par des chrétiens, et presque tous sont de race hellénique. Il faut cependant en excepter les gros bourgs de Mezzovo

et de Calaritès, et quelques autres villages situés dans les districts de l'est et du nord et qui sont peuplés par des Coutzo-Vlachi, qui étaient autrefois des pasteurs et s'appelaient Caragouni. Ce sont des Roumains ou Valaques de Macédoine et nous en avons déjà parlé ; la description qu'en donna Pachymère dans le XIIIe siècle est une curieuse preuve de la persistance des coutumes en Orient.

« Les Valaques, dit cet historien byzantin, sont une race errante qui a acquis de grandes richesses par ses troupeaux, et que la vie pastorale a rendue robuste et dure à la fatigue ; une constante pratique de la chasse leur a enseigné les premières notions de la guerre, et de fréquentes escarmouches avec les troupes impériales leur ont donné une grande habileté dans le maniement des armes. »

Ceux de Mezzovo, de Calaritès et des autres villages de la province de Janina sont maintenant commerçants et habiles dans l'art de nieller l'argent ; ils étudient aussi la médecine en Italie ou en Allemagne et vont souvent s'établir dans la Moldo-Valachie, la patrie primitive de leurs ancêtres. Colettis était de Mezzovo, et son grand regret en perdant la vie a sans doute été de mourir sans avoir pu affranchir de la domination turque tant de compatriotes qui avaient pris les armes à sa voix. Mezrovo commande le passage de la Thessalie en Épire ; c'est la clef du Pinde.

A quelques lieues de Janina, sur les flancs et la cime d'une montagne appelée Zagori et qui est un prolonge-

ment de la chaîne du Pinde, se trouvent quarante-quatre villages, dont chacun compte de 100 à 300 maisons, et qui contiennent ensemble une population de 31,000 habitants, tous Grecs. Cette population est active, intelligente, industrieuse, mais le pays est pauvre, et les Zagorites vont chercher fortune à l'étranger : on les rencontre en Turquie, en Moldo-Valachie, en Russie; ils vont jusque dans l'Inde, où ils retrouvent des descendants des compagnons d'Alexandre qui ont gardé comme un trésor la langue de leurs ancêtres. Tous rapportent chez eux ce qu'ils ont amassé, et dans toutes les maisons de Zagori règnent une aisance, une propreté, un confort qui étonnent le voyageur qui a gravi pour y arriver les arides sentiers de l'extrémité du Pinde. Pendant l'absence de leurs aventureux maris ou frères, les femmes, qui se distinguent par leur grâce et leur vive intelligence, exercent une hospitalité que la rareté des voyageurs et l'isolement où elles se trouvent rendent quelquefois dangereuse pour les absents et charmante pour les voyageurs qui savent être aimables. Dans ces villages que cachent les gorges du Pinde se parle un grec très-pur, les écoles sont florissantes et chacune a un professeur de français. Les habitants de Zagori sont passionnés pour l'instruction, et celle qu'ils acquièrent dans leurs villages leur donne sur le reste des habitants de la Turquie d'Europe une supériorité qui, jointe à leur intelligence naturelle, leur permet de faire partout où ils vont de brillantes carrières.

J'ai dit dans le livre premier quelle était l'organisa-

tion politique des villages de Zagori. J'ai parlé de son maire à l'époque de la domination d'Ali-Pacha. Parmi les chrétiens, lui seul et les ministres rayas du satrape avaient le droit de parcourir la ville à cheval, accompagnés de leurs domestiques.

Il n'y a dans les villes turques de l'intérieur qu'un très-petit nombre de chrétiens notables qui puissent traverser la ville ou se rendre à cheval chez le pacha. En général, ils doivent descendre de leur monture à la porte de la ville, quand ils arrivent de voyage ou de leurs fermes. Cela se passait ainsi il y a bien peu de temps encore à Janina, à Césarée, à Sophie. L'habitude de la crainte et de la soumission chez les chrétiens aura perpétué une distinction humiliante au delà même des exigences tyranniques des conquérants, et dont on retrouve l'équivalent dans tous les pays où il y a eu une race conquérante et une race conquise, ou une race dominante. Je me rappelle que dans mon enfance les hommes et les femmes de couleur, à l'île de France, avaient au spectacle et à l'église des places distinctes d'où ils ne pouvaient sortir sans s'exposer à une humiliation publique. Le district de Zagori paye au gouvernement ottoman un tribut annuel très-peu élevé, qui se répartit et se perçoit dans les villages sans l'intervention de l'autorité turque, et que le proestos remet entre les mains du pacha ou du muhasil à Janina.

C'est à l'époque de la chute et de la dissolution du Bas-Empire que les chrétiens, dont les descendants habitent Zagori, sont venus s'établir dans ces montagnes ;

c'est du moins ce que peut faire conjecturer l'inspection des tombes, seul monument historique qui puisse éclairer l'antiquaire dans ces régions, où a toujours régné la plus grande liberté civile, politique et religieuse. L'aspect de ces montagnes est à la fois plein de grandeur et de charme. Les bourgs principaux sont : Tzopélovo, Monodendri, Coucouli, Kapesovo, Liascovetzi, Frangadès, Negadès, Haut et Bas Soudénas, Tzervazi, etc. Un torrent qui coule près du village de Baia divise en deux parties le district de Zagori ; il longe les villages de Coucouli et de Monodendri qu'il égaye et embellit, et va se jeter dans un petit bras de la rivière qui descend de Konitza.

Après avoir continué pendant quelque temps leur course bruyante, le torrent et la rivière se confondent dans un autre cours d'eau appelé Sarandaporo, les quarante gués, et tous trois forment la Viossa, dont l'embouchure est dans le golfe d'Avlone. Après quatre heures de marche du village de Vradéto, le voyageur gravit le mont Radovoli, dont le sommet est occupé par un lac dont la forme est ronde, la profondeur insondable, et la circonférence de plus de quatre cent cinquante pas. Les habitants de Zagori appellent ce lac Dracolimni, lac du Dragon, et racontent qu'Ali-Pacha de Tepelen vint le visiter et contempla de la cime du Radovoli les villages libres et les populations paisibles et satisfaites d'un district dont sa tyrannie avait respecté les anciens priviléges.

Au nombre des chrétiens qui jouissaient de la con-

fiance d'Ali-Pacha, qui prit ses principaux ministres dans leurs rangs, était Alexis Noutzo, l'un des plus célèbres maires de Zagori, ainsi que nous l'avons déjà dit. Parmi ceux de ses prédécesseurs ou successeurs qui ont laissé un nom dans la province, on cite Randos et Christodule Economos.

La stérilité des terres de Zagori obligeant ses habitants à chercher fortune loin de leur patrie et à faire de longues absences, il a été jugé nécessaire de temps immémorial d'établir sous le nom de *canon* une législation spéciale dont l'objet est de régler les affaires intérieures et de faciliter la perception des impôts. Les premiers habitants de Zagori considéraient cette législation comme la base de la prospérité commune. Elle avait été consacrée par le consentement et la signature de tous, observée religieusement et même respectée par les pachas, sans en excepter Ali-Pacha de Tepelen. Ce statut se trouvait entre les mains d'Alexis Noutzo, maire ou président de Zagori à l'époque de la chute d'Ali-Pacha, et ce document précieux fut perdu lors de la mort du vizir et de la prise de Janina par les forces du sultan. Pour y suppléer, une assemblée générale fut convoquée à Zagori, et vota unanimement les articles suivants, qui forment la nouvelle charte de cette petite république.

A. « Attendu que, par suite de l'absence prolongée de plusieurs habitants, la totalité de l'impôt retombe lourdement sur les résidents; qu'il s'en suit que ceux-ci, se trouvant dans l'impossibilité de payer, la commune se

voit obligée de faire des emprunts qui augmentent d'année en année la dette publique ; pour couper court à cette situation ruineuse, il est désormais décidé que *les feux* qui, soit pour cause d'absence prolongée, soit pour tout autre motif, n'auraient point régulièrement acquitté leurs redevances, seront vendus aux enchères, et jusqu'à proportion de la quotité de leurs dettes, sans que les parents ou héritiers puissent jamais réclamer contre cette mesure reconnue d'utilité publique.

B. « Lorsqu'en cas d'une pareille vente l'immeuble se trouvera grevé d'une obligation dotale, reconnue valable et légale, cette obligation sera liquidée en numéraire ; dans le cas où le produit de la vente n'y suffirait pas, la communauté y suppléera. Si, au contraire, le produit est supérieur, le surplus servira au payement des dettes particulières s'il en existe.

C. « S'il existe des hypothèques, après examen de leur validité, le bien-fonds sera vendu aux enchères. L'hypothèque sera payée quant au capital de la dette ; le surplus servira à éteindre la dette communale.

D. « La veuve qui voudra quitter la maison de son beau-père recevra sa dot, avec estimation en argent des meubles et habits d'après la feuille de dot ; mais celle qui ne voudra pas se remarier jouira jusqu'à sa mort de tous les biens de son défunt époux. Alors seulement les héritiers entreront en possession des biens. S'il existe un testament, on suivra de préférence la volonté du testateur.

E. « Celui qui épouse une femme possédant un feu est

censé accepter les obligations qui incombent à ce feu ; s'il n'est pas en état de payer, sa propre fortune sera vendue au profit du village ; et si elle ne suffisait pas, le village est en droit de faire vendre la moitié du feu dotal, mais l'autre moitié doit rester à la disposition de la femme.

F. « Les filles une fois dotées n'héritent plus de leurs père et mère; les frères sont obligés de doter leurs sœurs.

G. « Lorsqu'il n'y aura que des filles, celle qui résidera dans la maison paternelle ou maternelle avec son mari héritera seule à la mort des père et mère; les autres filles mariées et résidant hors de la maison paternelle ne cohériteront point, à moins qu'il n'existe des dispositions testamentaires spéciales.

H. « Les testaments légaux, olographes ou attestés par les signatures d'habitants honorables de la même commune, seront valables et ne pourront être attaqués sous aucun prétexte.

I. « Ceux qui n'auront point d'héritiers directs pourront tester en faveur de collatéraux ou d'étrangers; leur volonté sera respectée.

K. « Lorsqu'on intentera un procès injuste, on payera tous les frais et dommages à la partie indûment attaquée, sans préjudice de toute autre peine encourue par un pareil acte d'improbité. »

Il y a vingt-cinq monastères dans le district de Zagori. Les principaux sont : Saint-Elie, dans une situation admirable près de Monodendri; l'Evangéliste, près du Haut

Soudénas; l'Ange Blanc, près de Dovra; la Sainte-Vierge, près d'Arzitza et Voutza, dans la partie orientale du district.

Dans le district de Zaracovista, se trouvent les ruines de l'ancienne Calliope, au pied des monts Olitzca, où l'on voit encore celles d'un théâtre.

Dans le district de Curenta sont deux villages devenus célèbres, l'un par la beauté de ses sites et la richesse de ses vignobles, l'autre par le patriotisme de ses enfants et leurs succès dans le commerce, Zitza et Grammeno. Lord Byron qui visita l'Albanie dans toute la grâce et la fraîcheur de ses impressions, a immortalisé le site où des moines grecs donnèrent l'hospitalité à Childe-Harold.

Monastic zitza from thy shady brow
Thou small but favoured spot of holy ground !
Where'er we gaze, around, above below,
What rainbow tints, what magic charms are found.
Rock, river, forest mountain, all round,
And bluest skies that harmonize the whole
Beneath the distant torrent rushing sound
Tells where the volumed cataract doth roll
Between those hanging rocks that shock yet please the soul.

Grammeno a donné naissance aux frères Zosimas, ces aventureux fils de l'Epire qui, devenus des négociants opulents à Odessa, à Moscou, sont restés dans le célibat pour doter la Grèce et leur patrie d'écoles, de bibliothèques, d'imprimeries, d'hôpitaux, où leur nom est glorifié ou béni, à Janina et à Athènes. J'étais en Epire

quand mourut le dernier de ces quatre bienfaiteurs, et je fus témoin d'une cérémonie touchante et dans laquelle les traits qui caractérisaient les anciens Grecs me semblaient unis à ceux que le christianisme leur a imprimés. Un panégyrique, λόγος, fut lu dans la principale église de Janina par un professeur distingué, qui rappela les titres des frères Zosimas à la reconnaissance de leurs compatriotes et fut écouté avec une religieuse approbation. Les divisions, ce fruit amer des démocraties, cette ombre du brillant tableau des gouvernements libres ont éclaté dans la Grèce affranchie, et le Péloponèse s'est montré souvent petitement jaloux des autres provinces de la Grèce, dont les fils ont cependant tous contribué à la délivrance de la patrie commune. Sous la domination musulmane, les factions, l'émulation qui touche à la haine, ces signes distinctifs du caractère hellénique qui ont déparé tant de pages de leur histoire et ont failli compromettre le triomphe de leur insurrection, ne sont que légèrement voilés ou adoucis, mais elles n'empêchent ni l'admiration, ni l'enthousiasme, ni la passion de ce qui est grand et noble. A quelques mois de distance j'ai été témoin du deuil et j'ai vu éclater l'enthousiasme des Grecs pour des morts illustres à des titres divers : Zosimas et Théodore Colocotioni; à Janina sous les sombres voûtes d'une église, avec les ménagements et les précautions qu'exigeait la domination du croissant, à Athènes, sous le ciel merveilleux de l'Attique, avec toute la fougue du patriotisme et de l'intelligence qui ont brisé leurs entraves. C'est aussi de

Grammeno que sortent presque tous les artisans que l'on rencontre dans toute l'Epire.

En continuant le dénombrement ou la description des villes de l'Epire, nous trouvons Palea-Pogayani, cité épiscopale ; Conitza, petite ville relevant du diocèse de Janina; Paramithia, petite ville avec une forteresse appartenant également au diocèse de cette ville. Non loin de Paramithia se trouvent les montagnes de Souli, dont les habitants, véritables héros albanais chrétiens, soutinrent contre Ali-Pacha de Tepelen une guerre de plusieurs années et furent enfin vaincus par ce vizir, qui eut la honte d'accepter à la fin de sa carrière leur appui et leur secours contre les troupes du sultan. Les principaux villages de Souli étaient : Souli, dit Caco-Souli, Souli le méchant, le terrible ; Kiafa, Navarico et Coucli. J'ai visité ce théâtre d'héroïsme en compagnie du capitaine Zervas, d'une des premières familles de ces montagnes et dont l'enfance avait vu la lutte désespérée et la chute de sa patrie. Nicolas Zervas avait pris part à une insurrection en Grèce contre le gouvernement du roi Othon, et, avec une poignée de Souliotes, était passé au service du pacha de Janina, qui lui avait confié la garde des défilés et des frontières de l'Epire du côté de la Grèce.

Le capitaine Zervas était établi à Camarina, sur la route de Prévésa à Souli, dans un sérail ou petit château situé sur la côte d'une colline formant un des derniers plateaux des montagnes de Souli. Une source d'eau vive jaillissant d'un massif d'arbres séculaires aux ombrages

épais égayait la terrasse, d'où l'œil embrassait un paysage plein de grandeur. On voyait Sainte-Maure sortant comme un énorme cône d'indigo de la mer Ionienne, Prévésa et Salahora baignés par les eaux d'un bleu sombre du golfe d'Arta. A peine fûmes-nous assis sur la terrasse que les agas des villages voisins vinrent nous visiter. Ils étaient vêtus comme Zervas du costume albanais, la tête couverte d'un fez sous lequel une chevelure épaisse et en désordre était ramassée; le front était rasé; la chemise ouverte laissait voir un cou et une poitrine que les ardeurs du soleil n'avaient pas plus épargnés que leurs visages où se lisaient une avide curiosité, l'audace et une ruse naïve. Ils étaient musulmans et ne parlaient qu'albanais avec Zervas dont c'était la langue maternelle. Les Souliotes entre eux ne parlent que l'albanais ou skip et s'appellent skipetares. Les agas se rangèrent en cercle autour de nous et examinèrent avec une curiosité d'enfants et de sauvages mes armes, mes cartes de géographie, mes livres et mon narguilé : ils ne pouvaient se persuader que la Tchamourie fût connue des Européens, et ils poussaient des cris d'étonnement en voyant ou en entendant indiquer sur la carte les noms de leurs villages ou de leurs hameaux. On apporta notre dîner en présence de nos visiteurs trop nombreux pour être invités à le partager avec nous et que Zervas traitait d'ailleurs avec une certaine dignité distante que lui facilitaient son emploi de muhafouz et sa naissance, l'antiquité de la famille n'étant nulle part en Orient aussi respectée qu'en Albanie, où un homme de

naissance est appelé *odjack* (foyer), métaphore à la fois hardie comme la poésie et positive comme la réalité. Zervas était bien aise de me montrer un Hellène et un chrétien dans une situation supérieure à un musulman. Après dîner, le capitaine me mena visiter au sommet de la colline les ruines d'une ville antique et me faire admirer la grandeur imposante des murailles, où des blocs de roc énormes, sans aucune trace du ciseau, sont enclavées avec un art admirable et primitif en même temps, entre les gigantesques assises taillées et posées les unes sur les autres avec une solidité et une précision qui ont rendu le ciment inutile. Il me fit voir la voûte souterraine, les portes, l'amphithéâtre, qui servait sans doute de lieu de réunion pour les assemblées; puis, me conduisant sur le bord même du plateau où nous étions, il me mit en face d'une vue soudaine et grandiose des montagnes de Souli et de Paramithia. Le lendemain, le capitaine et moi, accompagnés de sa suite, nous nous mîmes en marche pour Souli. Après nous être arrêtés à Zalongos, pour contempler les sauvages rochers couverts de ronces et de broussailles d'où les femmes souliotes s'élancèrent dans l'abîme profond où elles trouvèrent une mort qu'elles préféraient au déshonneur, et à Cravari, village chrétien où un Européen n'était peut-être jamais passé, à en juger par les yeux stupéfaits des jeunes enfants qui nous offrirent du miel d'une blancheur éblouissante, nous arrivâmes vers le soleil couchant à l'entrée même des gorges de Souli. Il y avait bien des années que Zervas et ses com-

pagnons n'avaient visité le berceau de leur famille et le tombeau de leur nationalité. Nous nous décidâmes à camper à l'entrée de la terre promise, dans un site dont la tranquille beauté semblait nous inviter au repos. Nous fîmes notre toilette dans les eaux limpides de l'Achéron, qui murmurait doucement sur un lit de cailloux comme le ruisseau le plus obscur de nos montagnes. Les hommes de Zervas allumèrent un grand feu, nous firent rôtir un agneau à la palikare, mets exquis que nous mangeâmes à la lueur des torches que trois Souliotes tenaient au-dessus de nos têtes. Le repas achevé, les Souliotes coupèrent avec leurs yatagans les hautes herbes et les fougères et nous firent un lit parfumé où nous reposâmes mollement. Puis ils s'assirent à leur tour autour du grand feu qu'ils avaient allumé et commencèrent à chanter. Un neveu de Marc Botzaris, jeune Palikare à la taille svelte et à la chevelure blonde, fit d'abord entendre le chant guerrier qui raconte les exploits de Karaiscakis. Les Albanais, les Souliotes, les Palikares hellènes font précéder leurs chants d'un murmure sourd et prolongé qui sert de prélude et d'accompagnement et auquel s'unissent presque tous les assistants. Après ce murmure répété à deux ou trois reprises, il dit d'une voix lente : Καραισκάκης ἔρχεται μέ δεκα πέντε χιλιάδες ἄσπιερ. « Karaiscakis s'avance avec une armée de quinze mille hommes ; » tous ses compagnons entonnèrent alors le chant avec lui, et Zervas, qui était couché près de moi sur les fougères et les herbes odoriférantes, me dit : « Si ce brave Karaiscakis

avait pu réunir une armée de quinze mille hommes, la guerre de l'indépendance aurait fini plus tôt et avec des résultats bien autrement grands que ceux qui ont terminé la lutte !

Après le chant guerrier vint le chant d'amour ; l'air en était tour à tour vif ou plaintif, avec des pauses, des silences, des murmures adoucis qui faisaient comme un accompagnement. C'était l'histoire d'une jeune fille bien aimée et de la longue attente de son fiancé.

Ἦτον μιὰ ἀγαπημένη ; « il y avait une bien-aimée ! »

Σάρανδα μιὰ ἡμέρες, « quarante et un jours il attendit sous sa fenêtre ! » J'écoutai avec ravissement cette histoire d'un innocent amour chanté sous le ciel étoilé de l'Epire, à quelques pas de l'Achéron, qui bruissait doucement dans la nuit, par des palikares souliotes au service d'un pacha turc. Je m'endormis au son de cette poésie chantée, et ce fut le capitaine qui le lendemain matin me réveilla. « En route, me dit-il, nous allons voir la patrie des braves Souliotes. » Nous commençâmes alors à gravir les côtes escarpées de la chaîne de Souli ; à mesure que nous avancions le paysage s'étendait et se déroulait plus sublime à nos yeux ; au-dessous de nous, au fond de la vallée, coulait l'Achéron, dont nous n'entendions plus le murmure ; sur les pentes boisées de la montagne couraient des troupeaux de chèvres qui levaient leurs têtes barbues pour regarder passer notre caravane, tandis que les chevriers, assis à l'ombre, jouaient de la flûte de Pan. Bientôt nous fûmes au milieu même des ruines des villages souliotes. Voici

Navarico, Somaniva, Cacosouli, Souli le terrible, Kiaffa; les maisons sont détruites, les pans de muraille restent seuls tristement debout; les jasmins sauvages couvrent de leurs touffes de fleurs parfumées la nudité de ces demeures, où habitait une peuplade libre et indépendante. Zervas reconnaissait et m'indiquait les maisons de ses parents, de ses amis, les jardins où la ronce et les lianes sauvages étouffaient les arbres fruitiers que ses mains d'enfant avaient arrosés. « Vois-tu, me disait-il, là-bas, sous ce platane qui a gardé la richesse de son feuillage au milieu de scènes de désolation, était le cimetière de mon village, où j'aperçois les pierres brisées et les croix jonchant le sol, mais à Athènes la croix a remplacé le croissant. Vois-tu le long du flanc de cette cime escarpée ce sentier qui rampe comme un serpent et où tu croirais qu'une chèvre peut à peine passer, nos femmes le gravissaient avec nos palikares, chargées comme eux de provisions destinées à soutenir les défenseurs de Souli contre Ali-Pacha. Quelquefois le pied leur glissait dans les ténèbres, et plus d'un palikare, plus d'une épouse dévouée ont trouvé la mort au fond du précipice. » Tout en causant ainsi nous étions arrivés à Kiaffa, où s'élève une petite forteresse dans laquelle habitait le Muhafouz ou gardien de Souli, un Ghègue mahométan à qui était confié la surveillance des défilés dans ces montagnes aujourd'hui désertes.

Je restai quelques jours avec Zervas, vivant de la vie des palikares, écoutant ses récits de la guerre

de l'indépendance, ses jugements sur les hommes de cette époque, ou contemplant avec lui, dans une muette admiration, le spectacle de cette nature pleine de grandeur et où les souvenirs de l'histoire se mêlent si bien à ceux de la poésie. Mon hôte n'avait ni mes réminiscences classiques ni les yeux et la mémoire pleins de quelques-uns des plus beaux paysages de l'Europe, mais il n'en jouissait pas moins de l'impérissable beauté des nuits où le ciel étincelle d'étoiles sans nombre dans un azur sombre et moiré, de la mer Ionienne, des montagnes teintes des feux du couchant. C'est que pour apprécier les merveilles de la création, toujours jeunes et toujours brillantes, il faut surtout une âme prompte à s'élever vers son Créateur et à reconnaître partout sa présence.

Quittons maintenant Souli et nommons Margariti, petite ville de la Tchamouria, dépendant de l'évêché de Paramithia, Parga, sur la côte méridionale de Margariti, petite ville fortifiée, habitée uniquement par des Grecs et dont le nom rappelle une page qu'il faudrait arracher de l'histoire d'Angleterre.

Delvino, petite ville fortifiée dépendant de l'évêché de Janina, avec ses maisons éparses dans des bosquets touffus et sa population armée, ses familles rivales, ses petits chefs féodaux vivant dans une crainte mutuelle des embuscades et des meurtres. Non loin de Delvino sont les monts Acrocérauniens, appelés maintenant les montagnes de la Chimère. « Du côté de la mer, dit « Spon, ils sont peuplés de cinq ou six villages qui font

« tête au Turc et ne veulent pas payer le karatch ou « tribut par tête. Le principal de ces villages s'appelle la « Chiméra, posté sur une roche escarpée où tout le pays « peut se retirer en cas de besoin. »

Pendant mon séjour à Janina je recevais souvent la visite du capitaine Margaritès, qui commandait dans la Chimère, et qui m'invita plusieurs fois à venir lui rendre visite. J'y étais décidé et je fis part de mon projet au pacha qui me dissuada et me dit même que, répondant de ma sûreté, il me défendait de faire une pareille imprudence. « Ton ami, le capitaine Margaritès, te « retiendrait prisonnier pour t'obliger à payer une ran- « çon, et ton gouvernement me rendrait responsable de « ta captivité et du mal qui pourrait t'arriver. » Dans ces montagnes se trouvent plusieurs villages, tous habités par des chrétiens grecs appelés Arbri. Il n'y a pas de ville dans toute cette contrée, mais des villages avec des maisons éparses couvrant un vaste espace; tels sont Cudesi, Jatentadis, Smoctina, Ducates, Nivizaliops, Cuzzi et quelques autres.

Nommons encore Argyrocastro, autre ville fortifiée du diocèse de Janina, dans le district de Deropole. Ce district est presque tout entier habité par des Grecs, et son village le plus célèbre est Piscopi, où sont les fabriques de tabac à priser. Libochovo en est le village le plus grand : on y trouve un petit fort. Argyrocastro n'a aucune industrie, si ce n'est la fabrique du tabac qui croît en abondance dans le district de Deropole. Ce district est arrosé par la Vioussa, l'ancienne Deropolis, qui reçoit

dans cette vallée les eaux de la Sulza, descendant de Paleapogo-Yani et de Zagoria. Cette jonction a lieu près de Tepelen, ville fortifiée des Arbri et patrie du fameux Ali-Pacha. Le district de Deropole confine à ceux de Lunzaria et de Risa. Dans ce dernier se trouvait le célèbre village d'Hormovo, qui combattit longtemps contre Ali-Pacha, mais qui finit par succomber et fut détruit. Comme à Souli, la morne tranquillité des ruines succéda à l'activité et aux combats des guerilleros. Le seul village considérable du district de Lunzaria s'appelait Balesiovio, il était peuplé de voleurs ; Ali-Pacha s'en empara et le détruisit complétement, à la grande joie des villages environnants. Le district de Dervena, dans le pays des Toskes, ne compte pas une seule ville, mais des villages avec des maisons éparses dans des jardins, comme Plianasichi et autres. La Vioussa sépare la Toskarie de la Liapourie. Dans la Liapourie, et à quelques heures de Tepelen, se trouvent les ruines de la forteresse de Pyrrhus, appelée aujourd'hui Granista. Dans le district de Desnizza, il ne se rencontre non plus aucune ville ; ce sont, comme dans les autres districts dont nous avons déjà parlé, de grands villages couvrant une grande étendue de terrain : tels sont Babise et les villages de Clissoura ou du défilé où Ali-Pacha a élevé un château après avoir ruiné les beys de Clissoura qui étaient des ennemis de la tranquillité publique. La seule ville du district de Dacli est Premeti, habitée par des Bohémiens chrétiens et musulmans, tous également pauvres.

Terminons cette rapide description des villes et des principaux points de l'Epire par quelques mots sur Arta et Prévésa. Quand, après avoir quitté Janina, il arrive au défilé des Cinq-Puits, τὰ πέντε πηγάδια, le voyageur voit devant lui la plaine d'Arta et son œil embrasse un paysage où sont réunies les beautés de la Suisse, de la Lombardie et de la Provence. La ville d'Arta, assise au bord du fleuve dans une situation admirable, est cependant insalubre et l'eau qu'on y boit est mauvaise. Elle est habitée par des Turcs et des chrétiens, mais tous les villages sont occupés par des chrétiens grecs. Je passai, lors de mon voyage en Epire, quelques jours chez l'évêque qui, depuis, a été envoyé dans un autre diocèse plus considérable. A peine fûmes-nous à table qu'il me dit pour premier compliment : « N'est-ce pas une honte « pour l'Europe que tous les sanctuaires que les chré- « tiens révèrent soient aux mains des Turcs ? » Tel est le reproche que l'on peut entendre de la bouche des ecclésiastiques dans toutes les provinces grecques de la Turquie. D'Arta à Prévésa la route est à travers un pays charmant. Prévésa est situé sur le golfe d'Arta, dans le voisinage des ruines de Nicopolis et en face d'Actium, aujourd'hui Punta. Les ruines de Nicopolis ont un aspect imposant de grandeur et de tristesse. Les murs des édifices écroulés sont tapissés de broussailles et les rues sont envahies par des ronces et des épines qui déchirent les jambes du voyageur poussé dans cette ville détruite par la passion de l'antiquité, fort heureux enfin de trouver sous un platane planté par

un musulman et ombrageant une source d'eau vive, un refuge contre le soleil et la fatigue. Prévésa a appartenu aux Vénitiens; et, l'ancien chef de la police et l'exécuteur des terribles sentences d'Ali-Pacha, le fameux Tahir-Abazis, que j'ai encore connu à Janina, avait vu dans sa jeunesse les magistrats vénitiens avec les perruques poudrées et les bas de soie noire. Après le traité de Campo-Formio et la chute de la république, les Français occupèrent toutes les places que la reine de l'Adriatique possédait sur la côte d'Albanie; mais, en 1798, lors de la guerre entre la France et la Turquie, ils ne conservèrent que Prévésa, dont ils furent expulsés par une armée de dix mille hommes d'infanterie et de cavalerie commandée par Ali-Pacha de Tepelen et ses deux fils, Moukhtar-Pacha et Vély-Pacha. Les Français, qui étaient au nombre de cinq à six cents hommes d'infanterie, firent une résistance héroïque, mais ils furent écrasés par le nombre. Les Souliotes, qui étaient nos alliés, et les Grecs de Prévésa furent accusés de nous avoir trahis et d'avoir contribué à la défaite. Les Albanais n'épargnèrent pas les habitants de cette ville et la plaine qui la sépare de Nicopolis fut couverte de morts. Quelques-uns de nos officiers furent enterrés au milieu des ruines de la ville d'Auguste. J'y ai vainement cherché leurs tombes, mais le souvenir de leur héroïsme est encore vivant et se mêle aujourd'hui aux souvenirs antiques.

Ali-Pacha ne fut pas plus tôt maître de cette malheureuse ville que les Français furent vivement regrettés,

et que plusieurs familles s'enfuirent. Ali-Pacha fut très-mécontent de cette protestation contre la renommée seule de sa tyrannie ; le Divan s'en émut et envoya pour gouverner Prévésa un capigi-bachi du nom d'Adallah-Bey dont l'administration fut si éclairée et si paternelle qu'elle est encore l'objet des regrets des chrétiens qui l'appellent l'âge d'or de Prévésa. Cet âge d'or fut d'une bien courte durée. Une flotte russe s'était réunie le 20 septembre 1798, près de Constantinople, à une flotte turque, pour expulser les Français de la mer Adriatique. L'amiral russe Uschakoff en prit le commandement et s'empara successivement de Cérigo, de Zante, de Céphalonie et de Sainte-Maure. Corfou ne tomba au pouvoir des Turco-Russes que le 1er mars 1799. On sait qu'après cette importante conquête, l'amiral Uschakoff alla porter secours aux insurgés de Naples commandés par le cardinal Ruffo et que les Turcs et les Russes réunis repoussèrent les Français dans Naples bloqué du côté de la mer par une flotte anglaise, napolitaine et portugaise sous les ordres de Nelson. Dans le même temps, un autre corps de Russes et de Turcs débarquait à Sinigaglia, prenait Fano et assiégeait Ancône au mois de juin. Malgré l'étrange alliance de la Turquie et de la Russie, Ali-Pacha de Tepelen mit à profit la crainte que la cour de Pétersbourg inspirait toujours à Constantinople, et il sut faire naître des soupçons et des inquiétudes sur le voisinage des Russes de l'Epire et sur les dangers qu'il y avait à laisser un point aussi important que Prévésa en dehors du gouvernement général et si ferme qu'il

exerçait lui-même. En conséquence le pacha de Janina demanda à occuper Prévésa, ce qui lui fut accordé. Le départ d'Abdallah-Bey et la prise de possession d'Ali-Pacha furent le signal de nouvelles émigrations. Cette fuite des habitants exaspéra le satrape albanais, mais il cacha sa colère et eut recours à la ruse. Il publia plusieurs *bouyourouldis*, ordres, proclamations par lesquels il engageait vivement les habitants à revenir dans la ville ; et ces proclamations étaiens écrites avec un art, une éloquence, une douceur perfide mais séduisante. Ses ministres grecs avaient associé leur habileté à sa profonde astuce, sans en calculer l'étendue et sans en prévoir les conséquences. La Porte Ottomane vint en aide à Ali et publia un firman qui disait que Prévésa serait gouverné comme par le passé et qu'il conserverait ses priviléges. Les habitants rentrent dans les murs, et, pendant près de six ans, ils ne sont pas inquiétés, mais lorsqu'ils sont endormis dans une profonde sécurité, Ali-Pacha jette le masque et commence à usurper. Il perçoit le kharatch, dont les Prévésans étaient exempts ; il nomme pour la première fois un juge turc ou caḍi, contrairement aux priviléges ; il confisque les jardins, les maisons, les boutiques, et les donne à ses Albanais. Il détruit le village de Gardiki, s'empare des biens des habitants, les transporte et les établit au nombre de cent familles à Prévésa. Après la mort du visir, les Gardikiotes recouvrèrent leurs biens, qui leur furent restituées par l'autorité turque, tout en conservant ceux qui avaient été volés aux Pré-

vésans. Ils les détiennent encore aujourd'hui malgré tant de suppliques des Prévésans à tous les vizirs qui se sont succédé en Albanie, et dont l'un, le grand vizir Méhémet-Rechid-Pacha, avait reconnu leurs droits. Les Albanais musulmans possesseurs des biens confisqués sur les chrétiens ne les louent jamais à leurs anciens propriétaires, dont ils reconnaissent ainsi, pour ainsi dire, les droits légitimes. Par une belle nuit d'été je parcourais les rues de Prévésa avec un des Grecs les plus considérés de la province, et qui avait été témoin des événements que je viens de raconter; il pouvait m'indiquer toutes les maisons, tous les jardins, toutes les boutiques confisquées; il avait connu ou connaissait encore tous ceux qu'il appelait les légitimes propriétaires. C'est ainsi qu'en Irlande, après deux siècles, les habitants désignent encore sous l'épithète de Cromwelliennes les propriétés confisquées par la rude main du Protecteur au profit de ses compagnons et de ses serviteurs. La province de Lamaris, dont les terres touchent aux murs de Prévésa, est devenue presque tout entière la propriété d'une famille albanaise musulmane. Ali-Pacha ne confisqua pas uniquement pour ses Albanais, il détruisit plus de quinze cents maisons pour se construire, dans une situation admirable, sur le bord du golfe d'Arta, en face de Sainte Maure, un sérail ou palais, d'une magnificence royale. Le harem, les bains, la mosquée, les écuries étaient en marbre ainsi que le grand escalier d'honneur, dont les eaux du golfe baignaient les dernières marches. C'est là qu'Ali-Pacha

reçut, avec un éclat et une munificence souveraine, la visite de l'ex-roi de Suède, celui à qui les Suédois avaient préféré le maréchal Bernadotte. C'est là qu'Ali-Pacha, vieillissant et au comble de sa fortune, se plaisait à des actes de tyrannie, de libertinage et de cruauté qui répandaient la terreur dans toute la contrée et qui rappelaient les turpitudes horribles du paganisme expirant. C'est là enfin que seul, le consul général de France, Pouqueville, qui a laissé un nom cher aux lettres et aux voyageurs, osait lui parler le langage d'un Européen, d'un chrétien, d'un Français. Des traits de son courage, de la fermeté de ses discours, de son audace, m'étaient rappelés sur les ruines mêmes du sérail d'Ali-Pacha, détruit par les troupes du sultan après la chute du vizir, et je me plais ici à en reproduire le souvenir.

III

La féodalité subsiste encore dans l'empire ottoman, et particulièrement en Albanie, en Bosnie, en Syrie, malgré les usurpations des tyrans locaux et leur destruction, à leur profit, par le sultan Mahmoud et par son fils. Nulle part autant qu'en Epire et en Albanie cette vérité n'offre de plus frappants exemples. Je ne veux point refaire ici l'histoire d'Ali-Pacha de Tepelen, écrite avec talent par des Français et des Anglais; mais je signalerai quelques traits restés inconnus, qui serviront

à faire mieux connaître la curieuse contrée dont je m'occupe, et qui seront, pour ainsi dire, un appendice à la description que je viens d'en donner.

C'est vers la fin de 1788 qu'Ali-Pacha, dont le nom commençait déjà à devenir fameux, fut nommé pacha de Janina. Tous les moyens, tous les appuis lui avaient été bons pour obtenir cet objet de son ambition, qui, loin de le satisfaire, devait enflammer toutes les passions qui agitaient son âme. L'année suivante, mourut le sultan Abdul-Hamid. Il eut pour successeur Sélim III, réformateur malheureux, qui ceignait le sabre d'Othman au moment où le bon et infortuné Louis XVI accueillait, avec un désintéressement qui ne devait sauver ni sa couronne ni sa tête, les justes demandes d'un peuple qui était plus mûr pour l'égalité que pour la liberté. Sélim III, qui devait aussi périr de mort violente, prenait les rênes de l'empire dans les conjonctures les plus critiques. Dès l'année 1787, l'empereur Joseph II et l'impératrice Catherine, durant leur voyage en Crimée, avaient formé un plan pour s'emparer des territoires de la Turquie, mais ne s'étaient point entendus sur le partage des dépouilles, si nous devons en croire un illustre compagnon du voyage des deux majestés impériales, le prince de Ligne, à qui le prince de Talleyrand disait à Dresde : « Il n'y a de Français ici que moi et vous, qui ne l'êtes pas! »

Voici ce qu'écrivait, le 1er juin 1787, ce charmant et excellent esprit : « Leurs Majestés impériales se tâtaient « quelquefois sur les pauvres diables de Turcs. On je-

« tait quelques propos en se regardant. Comme ama-
« teur de la belle antiquité et d'un peu de nouveauté, je
« parlais de rétablir les Grecs ; Catherine de faire re-
« naître les Lycurgue et les Solon. Moi, je parlais d'Al-
« cibiade ; mais Joseph II, qui était plus pour l'avenir
« que pour le passé, et pour le positif que pour le chi-
« mérique, disait : Que diable faire de Constantino-
« ple ? » L'empereur Joseph II n'a pas toujours montré cette sagacité.

Sélim III confirma Ali-Pacha dans ses honneurs et dans ses charges, et, tout en soutenant contre les Autrichiens et les Russes la guerre que les alliés faisaient à la Turquie, il continua avec une suite, une vigueur et une inflexible cruauté, le système d'usurpation, de tyrannie et de spoliation qu'il avait inauguré dès qu'il se sentit la force de le pratiquer. On connaît sa lutte contre les Souliotes, et je viens de conduire le lecteur à travers les ruines de villages autrefois florissants. Mais Ali-Pacha s'attaquait surtout aux nombreux chefs féodaux, aux petits tyrans qui couvraient la surface de l'Epire et de l'Albanie, au moment où il commença à dominer, et, malgré bien des crimes et bien des victoires, il n'est cependant pas parvenu à les anéantir. La Porte Ottomane, qui aurait pu, sans l'insurrection grecque, hériter plus tard des crimes et des usurpations d'Ali-Pacha, réduit à subir la honte de s'allier contre le successeur des califes avec les débris des Souliotes, ses anciens ennemis, fut obligée, à sa mort, de relever et de récompenser ceux qu'il avait per-

sécutés et dépouillés, et de prêter les mains à la réédification du pouvoir d'un grand nombre de petits chefs. Nous ferons bientôt connaître la situation des petits chefs féodaux de l'Epire, mais n'anticipons pas, et assistons à la chute de celui qui était parvenu à élever presque un royaume et à rêver des alliances avec les souverains de l'Europe. Il ne fut pas aisé d'abattre ce puissant vassal, si longtemps craint et si longtemps ménagé par la Porte Ottomane, qui, ne pouvant le détruire, augmentait son pouvoir. La rébellion d'Ali-Pacha, l'insurrection des Grecs se prêtaient un mutuel secours, et si l'alliance entre les Albanais et les chrétiens avait pu s'établir et continuer, l'Epire, la Thessalie et la Macédoine auraient probablement échappé au sultan, mais les Albanais ne tardèrent pas à s'apercevoir que les Grecs auxiliaires du vieil Ali ne combattaient que pour leur propre compte. J'ai entendu raconter par Tahir-Abazis, le curieux incident qui lui dessilla les yeux et lui fit abandonner la cause de son maître, de son ami, de son bienfaiteur, de son compagnon d'enfance. Tahir-Abazis, à la tête d'un corps d'Albanais, était entré dans un village d'Acarnanie en allié. Tous les hommes en état de porter les armes étaient partis. Il fut accueilli par quelques enfants, qui lui dirent, avec l'emphase particulière aux Grecs et l'enthousiasme qui animait toutes les populations chrétiennes : « Aga, crions : Vive notre race ! »

Or, en grec, race se dit γένος, et Tahir-Abazis qui, en

véritable Albanais, ne savait rendre certaines idées qu'avec des mots turcs, comme l'idée de race, par exemple, demanda ce que signifiait le mot du petit Grec. Dès qu'on le lui eut expliqué, il devint pensif et, le lendemain, se décida à aller trouver le séraskier-pacha. La langue lui révélait à la fois le passé et l'avenir d'une nation [1].

Pendant que Tahir-Abazis désertait la cause du satrape, assiégé dans son sérail par les troupes turques, les chefs souliotes, ses anciens ennemis, ceux qu'il avait voulu anéantir jusqu'au dernier, étaient introduits dans le sérail pendant la nuit, en trompant la vigilance des troupes turques, et une conférence avait lieu entre eux et leur ennemi mortel. Ali, pour accueillir un pareil secours, devait avouer sa détresse, et, pour faire appel à des chrétiens, devait manifester ses projets contre son souverain et son chef spirituel. Il le fit avec hauteur et feignit de ne pas avoir compris qu'il ouvrait une brèche par laquelle les ennemis irréconciliables des Turcs allaient pénétrer dans un édifice dont la ruine était l'objet de leurs plus ardentes convoitises.

[1] Les Albanais, surtout à l'époque de la guerre de l'indépendance, savaient fort peu le grec, encore moins le turc, et ne parlaient la première langue qu'en l'entremêlant de mots turcs ou arabes. Le mot *race* se dit en turc et en albanais, *soy;* aucun albanais ne disait γένος. Un gouverneur se dit *zabit*, et un albanais dit tous les jours, en parlant d'un pacha, ἤτουζαμωσης καλός, c'était un bon gouverneur, donnant ainsi une terminaison grecque à un mot turc. De même on dit en Albanie : Τό σπητι μου μωσης μετα τρεις μηνας. Ma maison sera terminée dans trois mois, du verbe turc *bitmek finir*.

Même en acceptant un secours, il parlait en maître, tant l'habitude de commander aux hommes et l'expérience de l'obéissance à toutes ses volontés donnent de supériorité!

Mais Ali-Pacha avait affaire à des hommes qui sentaient leur force et leur grandeur natives, et Marc Botzaris, qui portait la parole et négociait au nom des Souliotes, rétablit avec un mot de brutale franchise la situation véritable entre le persécuteur et les anciens persécutés. Frappant son sabre, qui reposait sur sa cuisse : « Maintenant, dit-il, qu'Ali-Pacha de Tepelen a recours aux armes des palikares souliotes, sa tête n'ira pas à Constantinople. » Le vieux pacha ne répondit rien, mais une expression d'humiliation et de colère contenue se peignit sur ses traits; il renvoya la députation sans s'être entendu avec elle, et peut-être résolu à périr plutôt que de devoir son salut à des alliés que la plus profonde disgrâce et la vue même de la mort ne pouvaient le persuader de regarder comme ses égaux. Il renonça au secours des Souliotes, mais il ne voulait pas encore faire le sacrifice de sa vie.

Il envoya secrètement à Corfou un de ses ministres les plus habiles et les plus dévoués. C'était Manthos de Zagori, qui devait s'entendre avec sir Frédérick Adams le lord haut-commissaire des îles Ioniennes. Ali-Pacha avait toujours entretenu d'excellentes relations avec les Anglais dans les sept îles, et il espérait encore dans leur intervention. « Je serais heureux, dit sir Frédérik « Adams à l'envoyé épirote, de sauver la vie de mon

« vieil ami Ali-Pacha, surtout, ajouta-t-il en souriant. « s'il porte avec lui à Corfou les trésors qu'il a amas- « sés; mais je ne puis prendre sur moi d'envoyer des « embarcations armées sur la côte même de l'Epire « pour le recevoir. Elles croiseront dans le canal de « Corfou, à distance à peu près égale de l'île et de la « terre ferme, et aussi près que possible de la côte « d'Epire. Si Ali-Pacha parvient à atteindre nos cha- « loupes armées, s'il est seulement en vue d'elles, je « réponds de son salut. »

Cette réponse fut rapportée au vizir. « Sir Frédérick « Adams, dit-il, comme se parlant à lui-même, a tou- « jours été mon ami; mais que j'aille, à mon âge, por- « ter en fugitif cette barbe blanche chez les infidèles « (et il soulevait sa barbe)! Non, j'aime mieux mourir « ici! » Il se prépara donc à une résistance désespérée.

La guerre contre le rebelle avait d'abord été menée mollement. D'abord, le sultan envoya en Epire Cavanous-Oglou, à la tête de 6,000 hommes, Dramali-Mahmoud-Pacha, avec 3000, et Hassan-Pacha, surnommé Baba-Pacha, à cause de son grand âge, et qui avait fait si souvent la guerre aux Russes. Baba-Pacha mourut à Janina; il était aussi à la tête de 3,000 hommes. Cavanous-Oglou, grand feudataire lui-même, ménagea beaucoup Ali-Pacha; dans la destruction projetée de ce vizir, il pressentait la destruction systématique de tous les grands feudataires de l'empire ottoman. Il fut remplacé par Ismaïl-Pacha, dont le zèle fut stimulé par la nomination au gouvernement de Janina. Il avait

4,000 hommes sous ses ordres et était accompagné de Charkadji-Ali-Pacha, à la tête de 1,000 Bulgares irréguliers, et de Yussuf-Bey, fils du fameux Ismaïl-Bey de Seres. Yussuf fut alors créé pacha. Il commandait à deux mille hommes. C'est ce même Yussuf-Pacha qui fut accusé plus tard d'avoir livré Varna aux Russes, lors de la guerre de 1829. Il eut pour Ali-Pacha les ménagements d'un voisin, d'un allié de sa famille, d'un chef féodal. Ali put sortir de son château, faire quelques petites expéditions, s'emparer de quelques villages. Tous ces chefs avaient d'autres raisons pour ménager Ali-Pacha et pour tâcher de s'entendre secrètement avec lui. Ils connaissaient ou soupçonnaient l'existence d'immenses trésors. Ils craignaient qu'un assaut, et le pillage qui en serait la conséquence, ne les livrassent aux hordes irrégulières de l'Europe et de l'Asie, qu'ils commandaient, mais qu'ils n'avaient pu discipliner. Vers le mois d'octobre 1820, Ali-Pacha apprit qu'un nommé Kiosé-Mehemet-Bey était arrivé au camp ottoman, avec le titre de kyaga, ou chef d'état-major, de Khourchid-Pacha, récemment nommé séraskier, ou général en chef. Kiosé-Mehemet-Bey, muni de pouvoirs considérables, renvoya dans leurs foyers tous les vizirs ou pachas qui étaient réunis à Janina, et garda seulement Ismaïl-Pacha. Dix-huit jours après arriva Khourchid-Pacha lui-même. Ali le sut et prévit sa ruine. Trois mois plus tard il était tué par Kiosé-Mehemet-Bey.

Jusqu'alors, chaque vizir, chaque pacha, à la tête de

ses troupes, avait agi séparément ou, du moins, sans accord, sans but concerté d'avance; mais les choses changèrent de face avec Kourchid-Pacha, nommé coup sur coup séraskier de toute la Roumélie, puis sadriazem ou grand vizir, et exerçant un pouvoir absolu. Dès son arrivée au camp, Khourchid-Pacha convoqua les chefs albanais qui avaient abandonné la cause d'Ali-Pacha, et s'adressant à Taher-Abazis, il le félicita du parti qu'il avait pris et qui l'arrachait à une mort certaine. « Le temps des ménagements est passé, continua « le séraskier, il faut qu'Ali périsse. Ecoute la lettre « que notre seigneur et maître m'a écrite de sa main : « Mon fidèle vizir, j'ai reçu tes lettres écrites de Grèce. « Tu me dis que, dans le pillage de Tripolitza, les infi- « dèles ont pris tes trésors ; je puis t'en rendre de bien « plus précieux ; tu me dis que tes femmes ont été em- « menées en captivité ; je puis t'en donner de plus bel- « les. Il ne faut donc pas de regrets inutiles ; ce qu'il « me faut, c'est la tête du rebelle Ali, et, si tu ne me « l'envoies pas, je veux la tienne. — Comprends-tu, « maintenant, dit le séraskier à Tahir-Abazis, en se « croisant les bras sur la poitrine ; comprends-tu qu'il « me faut la tête de ton ancien maître ? » Tahir-Abazis avait compris depuis longtemps qu'Ali était perdu. La ville de Janina, qu'Ali s'était plu à embellir, était déjà un monceau de ruines. Elle fut détruite par les Albanais enfermés avec Ali-Pacha dans le sérail, et non point par les forces du sultan. Un jour que le vizir était sorti pour faire une reconnaissance, les Albanais qui

s'étaient enfermés avec lui résolurent soudainement, et sans complot prémédité, de faire leur paix avec les pachas envoyés par le sultan et d'abandonner Ali. Ils refermèrent donc la porte du sérail par où il était sorti. Au retour, le vizir, en voyant cette porte fermée, comprit le danger qui le menaçait, mais, avec une grande présence d'esprit et une force d'âme rare, il s'établit dans un café qui était, et que l'on voit encore près de cette porte, contint sa rage et commença, avec une ruse profonde et l'éloquence dont il était doué et qu'aiguillonnaient la nécessité et le danger, à entrer en pourparler avec ses Albanais. Il leur dit que la marche d'Ismail-Pacha était feinte, convenue entre eux, et que sa paix était faite avec le sultan. Quelques Albanais, indécis ou incapables de résister à la voix d'Ali, ouvrirent la porte, et le vizir se précipita dans la cour du sérail. Là sa rage éclata, mais avec une profonde habileté et une froide cruauté il en dirigea les effets. Ses hommes les plus fidèles furent récompensés, et ceux qui étaient douteux rattachés par le pillage immédiat de la ville. Le pillage n'était pas achevé qu'elle fut livrée aux flammes, et détruite par les boulets et les bombes.

Une population de plus de trente mille âmes fut ainsi dispersée, réduite à la pauvreté et à chercher un refuge depuis Corfou jusqu'à Constantinople. Ces cruautés ne devaient pas sauver le vizir, dont le sultan avait juré la ruine. Du sérail, ou forteresse de Janina, il gagna l'îlot qui était au milieu du lac, et qui était défendu par sa flottille. Là, il se réfugia dans le petit mo-

nastère, que les pauvres caloyers avaient abandonné. J'ai vu la misérable petite chambre où il expira, l'obscure cuisine qui servait de harem à sa jeune et dernière femme, la chrétienne Vasiliki, la seule qu'il eût gardée, et qu'il voulait associer à sa fin tragique.

Khourchid-Pacha, maître du château et du lac, aborda dans l'îlot et se fit ouvrir la porte du monastère, en proclamant qu'il portait la grâce d'Ali, et monta dans la chambre qu'occupait le vieux vizir, au moyen d'une échelle qui conduisait du rez-de-chaussée au corridor supérieur. Sa suite occupa les abords du couvent et pénétra dans les chambres inférieures. Ali-Pacha s'avança au-devant de Khourchid jusqu'à la porte de sa chambre; celui-ci, le tenant embrassé en signe de pardon, lui tira un coup avec un pistolet qu'il tenait caché dans la longue manche de son vêtement. Ali, blessé au bras, eut la force de fermer vivement la porte et de se barricader dans sa chambre. Khourchid se trouva seul un moment dans le corridor, avec un Albanais Tcham, appelé Flim, connu par son dévouement à son maître, dont il gardait la porte comme un chien; il avait la fièvre, était couché par terre et n'avait pas bougé; mais, au coup de pistolet tiré sur Ali, il bondit sur ses pieds, dirigea son sabre contre Khourchid et l'aurait abattu, si l'arme n'avait rencontré une poutre qui porte encore une profonde entaille.

Ali, blessé, avait crié par ses fenêtres de tuer Vasiliki, mais la mort fut plus prompte que ses ordres : une décharge de fusils traversa le plancher sur lequel il s'a-

gitait dans ses dernières fureurs, et une balle lui perça les entrailles. Vasiliki, épargnée et traitée avec égard par les vainqueurs, fut conduite à Constantinople, où elle atteignit dans une retraite obscure une vieillesse avancée. On dit que Capo d'Istria lui avait offert sa main, mais qu'elle refusa cet honneur, qu'un nouveau meurtre aurait bientôt changé en nouveau deuil. La tête d'Ali fut portée à Constantinople; après avoir assouvi la haine de sultan Mahmoud, qui en avait vu tant de coupées, elle fut enterrée avec celles de ses deux fils, Mouchtar et Vely, et de ses petits-fils. Quand on va visiter, en sortant par la porte d'Andrinople, le couvent de Balukli, où l'infortuné empereur Constantin Paléologue apprit que sa ville était au pouvoir des Turks, on peut voir, presque sur le bord du chemin, ombragé par les cyprès, une tombe surmontée de six pierres de hauteurs et de dimensions différentes et semblables à des tiges. Ces tiges sont surmontées de turbans dont les proportions sont en rapport avec celles des pierres ; ces turbans représentent les têtes d'Ali, de ses fils et de ses petits-fils.

Khourchid-Pacha reçut tous les honneurs et obtint tout le pouvoir auxquels un musulman peut aspirer en Turquie; il fut fait séraskier, grand vizir, investi de la puissance même de son maître. Après avoir frappé l'Épire de terreur par des exécutions sans nombre, il créa vizir Omer Vrionis et lui en donna le gouvernement, qu'il exerça pendant deux ans. Mais, s'il ne fut pas cruel, il ne réussit pas à rétablir l'ordre dans cette pro-

vince si profondément troublée, et bientôt le sultan Mahmoud songea à le remplacer par un homme dont l'énergie devait laisser de sanglants souvenirs en Albanie. Son choix s'arrêta sur Méhémet Rechid-Pacha, que l'on a appelé le dernier des Osmanlis. Le sultan annonça lui-même son nouveau choix par une lettre autographe à Tahir-Aga Abazis. Voici cette curieuse lettre, traduite littéralement de l'original, que Tahir-Aga conservait religieusement, comme une des plus grandes marques de la faveur d'un souverain envers un sujet.

« Distingué parmi tes pareils, que Dieu augmente tes honneurs, Tahir-Aga, commandant de la garnison impériale de Janina, avec l'aide de Dieu, je te fais savoir ce qui suit par mon ordre impérial. Voilà plusieurs années que la place de Missolonghi est occupée par les rebelles, d'où on n'a pas pu les chasser, à la honte de l'empire, malgré tant d'efforts et de sacrifices, et au détriment de la foi. Les feudataires et les braves de l'Albanie n'ont pu encore réussir à détruire nos ennemis. Je savais toujours, et je continue à être persuadé que ce sont les braves Albanais qui nous vengeront de nos ennemis, et si, jusqu'à présent, la réussite n'a pas couronné leurs efforts, j'en attribue la cause à Omer-Pacha (que Dieu augmente ses honneurs !) qui, ayant reçu le commandement des trois préfectures militaires de Janina, d'Avlone et de Delvino, non point comme un don de Dieu, mais pour en bien diriger les troupes et les ressources, n'a pas su s'y prendre et réchauffer l'Albanie; cela est évident. Aussi, avec l'aide de Dieu, pour

cette année, et afin d'en finir avec les insurgés, nous avons trouvé notre vizir Rechid-Méhémet-Pacha, ci-devant Vali de Vidin, et actuellement commandant général de la Roumélie (que Dieu augmente ses honneurs!) auquel j'ai confié les sandjacks de Janina, de Delvino, de tous les défilés, en le nommant général en chef, avec pleins pouvoirs, et en ajoutant à son commandement le district militaire d'Avlone, à la place du défunt feudataire de cette place, Suleiman-Pacha, fils d'Ibrahim-Pacha. Quant à Omer-Pacha, je lui ai confié les deux sandjacks de Thessalonique et de Cavala.

« Par suite de ces nouvelles dispositions, il devient urgent de prendre des mesures pour la conservation de la place d'Arta jusqu'à l'arrivée de notre séraskier. J'ai commis à cet effet mon vizir Seid-Hassan-Pacha, pour rassembler des troupes d'élite en toute hâte, et pour la garder; et pour toi, comme tu dois être à Janina, et y être le premier, je te renouvelle les pouvoirs de commandant de la place et je t'accorde cinq cents hommes de garnison, comme, d'ailleurs, notre séraskier te le fera savoir, chargé qu'il est de te payer la solde de ces hommes ponctuellement, d'après notre ordre impérial que je t'ai adressé. Pour les approvisionnements nécessaires, j'ai envoyé de l'argent au musselim de Prévesa, Békir Tschocadar, qui aura à les livrer sur reçu à Hassan-Pacha. Que cette année ne soit pas comptée comme les autres, car, prenant en considération les besoins des temps, j'ai arrêté que, pour la solde et les rations, autant que pour toutes les autres nécessités de la guerre

tout soit largement payé, afin que vous ne souffriez d'aucun retard. J'attends aussi de votre bravoure et de votre fidélité que vous donniez des preuves de dévouement à la foi et à l'empire, afin de nous venger de nos ennemis avec l'aide de Dieu. Ainsi, au reçu de notre ordre, tu prépareras autant de troupes que tu pourras en rassembler, et tu te rendras en toute hâte avec Hassan-Pacha à Arta; le reste des troupes viendra après. Tu te montreras zélé à suivre les ordres de Hassan-Pacha; tu connais bien les lieux, et tu sauras me garder Arta, et, comme dans le district où cette place se trouve, le Grec se trouve en force, et que, par l'éloignement d'Omer-Pacha, Arta se trouvera découverte et le Grec voisin en état de l'insulter, ce qu'à Dieu ne plaise! je t'ordonne, en cas d'alerte, de recruter en toute hâte des troupes en Albanie, autant qu'il suffira pour parer à cette nécessité; et, décidément, je te demande à toi seul de garder Arta. Dans cette affaire, point de paresse, point de délais; tu devras agir avec promptitude, car, autrement, tu te montrerais en faute envers notre empire. Tu donneras pleine et entière foi aux dispositions comprises dans cet ordre impérial. »

Le chef suprême annoncé par cette lettre, qui offre une si curieuse peinture des mœurs politiques de l'empire ottoman au moment de l'insurrection grecque, après avoir pris possession du gouvernement des nouvelles provinces confiées à son autorité, s'en éloigna pour aller se battre en Grèce contre Karaiskakis, et laissa son beau-frère Bairam-Aga comme lieutenant en Épire, où il se

conduisit avec fermeté; puis Janina vit arriver le fils de Rechid-Méhémet-Pacha, qui administra cette province pendant deux ans au nom de son père. Emin-Bey n'avait que quinze ans, il était doux, innocent, d'une aimable ignorance; les affaires du gouvernement étaient conduites par Suleiman-Bey, de Konitza. Mais Rechid-Méhémet croyait son nom assez puissant pour protéger l'enfant qui était venu prendre possession d'un sérail souillé de tant de sang. Le père, devenu le principal personnage de l'empire, séraskier, grand vizir, gouverneur général de toute la Roumélie, revenait souvent à Janina et parcourait les vastes provinces soumises à son commandement direct. Sa présence était toujours marquée par des exécutions terribles, où la ruse la plus perfide servait d'auxiliaire à la violence la plus inexorable. Dans l'un de ses passages à Janina, il s'aperçoit que son fils Emin se laissait conduire par un aga de Morée qui avait pris un grand empire sur cette jeune intelligence, en l'initiant aux vices qui devaient bientôt flétrir son beau visage, endurcir son âme et abréger sa vie. Assis sur son divan, adossé à une des fenêtres du palais, ayant Emin-Bey à ses côtés, il fait conduire dans la cour du sérail l'aga moréote, les mains attachées derrière le dos, et lui fait trancher la tête, sous les yeux de son fils, muet de terreur. Une autre fois, il se décide à se défaire d'Ismaïl-Bey d'Avlone, puissant seigneur albanais dont il se méfiait. Mais Ismaïl-Bey était bien entouré et pouvait se défendre. Il le fait inviter à venir le visiter au sérail, en jurant sur le prophète qu'il ne lui

arriverait aucun mal. Ismaïl-Bey arrive avec toute sa suite de palikares albanais; le grand vizir le fait asseoir à ses côtés sur le divan, le presse dans ses bras et l'appelle son fils, détache le châle qui entoure sa taille, le passe lui-même autour de celle de son hôte, et lui fait don d'un admirable exemplaire du Coran. Puis, quand Ismaïl-Bey prend congé, de gros sacs remplis d'or sont remis à ses gens. Le lendemain, il retourne au sérail pour prendre congé du grand vizir. Au moment où il monte l'escalier de pierre qui conduit à la grande salle, deux cavas le prennent sous le bras pour lui faire honneur, mais l'un d'eux, un nègre, lui plonge un yatagan dans le cœur et l'étend roide mort. Les siens veulent se défendre, mais ils sont presque tous tués à coups de fusil dans la cour du sérail.

Cependant, les absences fréquentes du grand vizir, nécessitées par les expéditions qu'il faisait dans l'Attique, la jeunesse inexpérimentée de son fils, élevé au rang de vizir avant l'âge de vingt ans, l'esprit d'insurrection qui animait la Grèce, avaient favorisé et facilité de nouveaux troubles en Albanie. Des ambitions assoupies ou nouvelles se réveillaient et s'essayaient. La mort d'Ali-Pacha encourageait une foule de petits chefs à recouvrer leur importance locale et à faire payer leurs services par la Porte Ottomane. Se créer un parti, fuir toute discipline, recevoir un traitement du gouvernement ottoman, tels étaient les vœux les plus chers des beys albanais. Le principal but de la Sublime Porte et la mission la plus importante du grand vizir étaient, au

contraire, l'abaissement des beys et le recrutement parmi leurs montagnards.

Rechid-Méhémet-Pacha accomplit les volontés du sultan Mahmoud avec une habileté et une perfidie cruelle, qui ont laissé de profonds souvenirs en Albanie. Au milieu de la foule des beys qui aspiraient à jouer un rôle après la destruction de celui qui les tenait dans l'oppression ou le respect, trois hommes se distinguaient par leur fortune, leur ruse et leur courage.

Ces trois hommes étaient Selictar-Poda, ancien porte-glaive d'Ali-Pacha, Arslan-Bey, fils d'Ago, le porte-sceau de ce vizir et Vély-Bey, chef albanais, allié de Réchid-Méhémet-Pacha.

Selictar-Poda était l'âme de tous les conciliabules; il avait de grandes richesses, une éloquence persuasive, et il était réputé pour la profondeur de ses desseins et l'habileté de sa conduite. Ces qualités l'avaient dispensé de s'exposer aux dangers de la guerre pour obtenir un ascendant qu'il exerçait sans rencontrer de rivalité. Selictar-Poda avait trop de clairvoyance pour ne pas comprendre que la mort d'Ali-Pacha, la création d'une armée régulière en Turquie, et la destruction systématique des grands feudataires de l'Empire, rendaient chimérique l'espérance de secouer le joug même indirect de la Porte, et que tout ce qu'il pouvait espérer c'était de jouer le premier rôle en Albanie avec un pacha dont l'autorité n'eût été que nominale.

Vély-Bey à une bravoure téméraire unissait un bon sens plein de prudence et de sagacité. Il partageait

les vues de Selictar-Poda, mais il briguait pour lui-même l'honneur et les avantages de la première situation militaire en Albanie sous un chef ottoman, représentant du sultan. Selictar-Poda ne lui disputait pas la supériorité militaire et leur union aurait pu être aussi avantageuse à tous les deux que fertile en inquiétudes pour le Sultan, mais une haine de famille les divisait encore plus profondément que leurs intérêts ne les rapprochaient; il y avait entre eux du sang versé et ce sang faisait germer les soupçons, les défiances, les craintes qui rendent les ligues impuissantes. Les Orientaux peuvent faire taire leurs passions en présence de leurs intérêts, mais ils ne peuvent jamais les étouffer entièrement, et celles-ci se réveillent dès qu'une occasion leur est offerte, comme le lion apprivoisé retrouve sa férocité s'il vient à flairer le sang sous l'épiderme de la main qu'il a longtemps léchée en esclave soumis. Arslan-Bey était jeune, beau, aimant la musique, le vin, la guerre, et avait hérité de son père d'un quart environ du trésor d'Ali-Pacha. Il n'avait ni la profonde astuce de Selictar-Poda, ni l'ambition tempérée de Vély-Bey. Il voulait dominer en Albanie avec ses Albanais et échapper à la servitude de la discipline. Des soulèvements ayant éclaté en Albanie pendant une des absences du grand vizir, son fils Emin-Pacha, aidé de Vély-Bey et de Selictar-Poda, avait battu les rebelles de la Tchamourie, avait fait tomber les têtes de quelques chefs, mais la forteresse de Janina était restée entre les mains de Vély-Bey et de Selictar-Poda. Quant à Arslan-

Bey, à la tête d'une armée de 6,000 Albanais irréguliers il se mit à parcourir la Thessalie.

Les déprédations commises par ses troupes soulevèrent contre lui les chrétiens; leurs plaintes arrivèrent jusqu'à la Porte Ottomane, et Arslan-Bey fut déclaré firmanli, ou mis hors la loi. Le grand vizir préféra cependant la ruse aux combats, et il conçut alors, de concert avec Selictar-Pacha, un plan aussi odieux que profond, et dont l'exécution suivit de près la conception. Réchid-Méhémet-Pacha annonça qu'il recevrait à Monastir, en Roumélie, tous les beys albanais; qu'il était prêt à accueillir leur soumission, à faire droit à leurs justes réclamations, à amener une entente entre les bandes irrégulières des beys et l'armée régulière, et, enfin, à s'entendre avec eux sur la question du recrutement.

Il fit engager Vély-Bey à se rendre à Monastir, en l'assurant qu'il ne courait aucun danger, en lui faisant entendre que c'était d'Arslan-Bey que la Porte voulait se débarrasser, mais que la présence de Vély-Bey était nécessaire pour entraîner son rival, qui cesserait bientôt de l'être, puisque le grand vizir avait ordre de le faire arrêter. Des confidences et des insinuations semblables furent faites à Arslan-Bey. Elles produisirent sur l'un et sur l'autre l'effet qu'en attendait le grand vizir, et les deux principaux beys albanais, suivis d'un grand nombre de chefs moins puissants, se rendirent à Monastir. Là, le sadrazem les reçut avec la plus grande bonté, et leur donna un libre accès auprès de sa per-

sonne. Il les adoucit par des promesses et des caresses, et acheva d'endormir leurs inquiétudes et leurs soupçons. Quelques jours après, il leur proposa une grande fête, ainsi qu'à leurs amis, afin de les rapprocher des officiers de l'armée régulière. Cette fête devait avoir lieu dans un kiosque, construit hors de la ville par le Rouméli Valessi, qui avait précédé Réchid-Méhémet-Pacha. C'était là qu'était le quartier général des troupes régulières.

Au jour indiqué, Vély-Bey et Arslan-Bey se dirigèrent vers le rendez-vous, accompagnés de presque tous les beys et officiers des irréguliers, et de leurs partisans ou domestiques; le tout pouvait bien former quatre cents hommes. Le kiosque était caché par un pli de terrain, et ce n'est qu'en débouchant de la route sur la place qui s'ouvre devant cette construction que les beys albanais virent un millier de soldats réguliers, rangés des deux côtés de la place, les uns le long de la ligne qu'ils devaient prendre et les autres en face. Arslan-Bey, monté sur un magnifique cheval de bataille, était à la gauche de Vély-Bey, que portait un petit cheval plein de sang, qu'il montait d'habitude. A la vue des troupes ainsi rangées en bataille, un soupçon et une crainte traversèrent rapidement l'esprit d'Arslan-Bey, qui saisit la bride du cheval de Vély, et lui dit dans la langue énergique de l'Orient : « Nous avons mangé de l'ordure! » Vély-Bey sourit et lui répondit : « C'est la manière régulière de faire honneur aux gens; vous n'entendez pas nous déshonorer tous les deux en recu-

lant maintenant? —A tout événement, dit Arslan-Bey, qui était du côté des troupes, changeons de côté et de chevaux. » Cela fut fait sur-le-champ, et Arslan-Bey se trouva protégé par l'imposante personne de Vély-Bey et la haute stature de son cheval. Les deux beys s'avancèrent alors rapidement sur la place, fort surpris de ce qu'aucun officier supérieur ne vînt les recevoir. Vély-Bey, à son tour, dut concevoir des soupçons. Ils étaient arrivés jusqu'au centre de la ligne turque, qu'ils avaient longée, lorsqu'à un commandement parti de la fenêtre du kiosque, les armes furent présentées, les canons abaissés en un clin d'œil, et une fatale décharge vomit la mort dans les rangs des Albanais, frappés comme par la foudre. Une charge à la baïonnette suivit immédiatement. Vély-Bey et son cheval tombèrent du premier coup, percés de dix-neuf balles, mais Arslan-Bey ne fut pas atteint. Suivi de ceux qui avaient échappé comme lui au feu de la première ligne, il tourna à droite, mais ils furent alors pris en flanc par la décharge de la seconde ligne. Arslan-Bey échappa encore miraculeusement, et grâce au cheval de Vély-Bey, il eut bientôt laissé derrière lui le champ du carnage. Mais sa fuite avait été observée du kiosque, d'où le grand vizir avait dirigé le massacre. Sur un ordre qu'il donna, Ibrahim-Pacha le Borgne sauta sur le cheval le plus rapide de l'état-major et poursuivit le fugitif, qu'il atteignit après une chasse d'une lieue. Arslan-Bey, s'apercevant qu'il n'était poursuivi que par un seul homme, mieux monté que lui-même,

se retourna brusquement et attendit son ennemi. Ibrahim-Pacha courut sur lui, la lance droite. Le premier coup de pistolet d'Arslan-Bey ne partit pas, le second abattit le cheval du Turc ; mais ils étaient si près l'un de l'autre, qu'en tombant, Ibrahim-Pacha perça de part en part le corps du chef albanais.

Ce massacre enleva à l'Albanie ses chefs les plus actifs et les plus redoutables. La terreur qu'il répandit fut si profonde, que Selectar lui-même, qui passait pour en avoir inspiré l'idée et indiqué les moyens d'exécution, s'enfuit en Égypte, auprès de Méhémet-Ali-Pacha.

Quelques insurrections partielles troublèrent seules l'Epire et l'Albanie, et le recrutement continua de se faire avec des succès partiels, mais ce ne fut qu'en 1843, et lors de l'expédition d'Omer-Pacha, devenu depuis serdar, que la Porte Ottomane parvint à incorporer un grand nombre d'Albanais dans son armée régulière.

IV

Quelle est maintenant, en Epire et en Albanie, la situation de la féodalité ? Quelles sont les maisons qui ont survécu aux usurpations et aux meurtres d'Ali-Pacha, aux massacres des pachas turcs ? Commençons par le sandjack de Delvino.

Le plus ancien fief de ce sandjack était celui de Sélim

Bey Koka, qui mourut à Gardiki, lorsque ce village fut emporté d'assaut par Ali-Pacha. Il laissa trois fils : Abdul, de sa première femme, Mustapha-Bey et Ibrahim-Bey, de sa seconde. Cette seconde femme épousa depuis Mouchtar-Pacha, fils aîné d'Ali-Pacha. Ces trois frères, ou leurs descendants, ont aujourd'hui de belles terres, mais mal administrées. Ali-Pacha les garda en exil à Janina pendant leur enfance, mais, à sa mort, ils retournèrent à Delvino et rentrèrent dans leurs biens. Ils se trouvent aujourd'hui à la tête d'un parti considérable. Il y avait aussi à Delvino un autre ancien fief, celui de Mustapha-Pacha, le même qui fut fait prisonnier à Gardiki, amené à Janina, jeté sur l'îlot du lac, étroitement emprisonné pendant dix ans, puis empoisonné. Deux de ses fils, pris en même temps que lui, emprisonnés séparément jusqu'en 1819, furent alors massacrés par les ordres d'Ali-Pacha, dans le village d'Ardamista, près le monastère de Durachan, situé sur les bords du lac de Janina, là où ses eaux baignent le pied du Pinde. Ce furent des chefs de Delvino, nommés Calapodates, qui servirent d'instrument à la haine d'Ali-Pacha et à leur propre vengeance. Mustapha-Pacha avait deux autres fils : Giafar-Bey et Sahin-Bey; celui-ci s'échappa de Delvino et se réfugia à Corfou; quant à Giafar-Bey, il était resté libre à Janina, mais secrètement et étroitement observé par Ali-Pacha, qui, connaissant sa bravoure et son audace, avait hésité à le faire emprisonner, et ne s'en laissait jamais approcher sans avoir pris ses précautions. Lors d'un voyage

d'Ali-Pacha à Prévésa, où Giafar-Bey l'avait accompagné par ses ordres, il s'entendit avec un batelier de Corfou, qui l'aida à se sauver aux îles Ioniennes, où il mourut en exil, mais libre, près de son frère Sahin-Bey, qui, après la mort de leur persécuteur, retourna à Delvino et récupéra tous ses biens, que la Porte lui fit restituer. Il n'en jouit pas longtemps. Les Turcs se montrèrent peu satisfaits de sa fidélité au sultan. Il sut que le terrible Réchid-Méhémet-Pacha voulait le faire tuer. Il se réfugia une seconde fois à Corfou ; de là, il passa en Grèce, où il mourut. Cette famille devait finir par le fer, le poison, ou dans l'exil. Un frère de Mustapha-Pacha, Salih-Bey, hérita de tous les biens de ses neveux. Ce sont ses fils, Abdul-Bey et Suleyman-Bey, qui les ont recueillis, ainsi que ceux de leur oncle, mais ils ont été obligés d'en aliéner une partie pour payer leurs dettes, et ils sont loin aujourd'hui d'égaler en puissance et en richesse les beys kokates.

Les seigneurs de Delvino sont Zeimal Sameti, Vély Sameti, et leurs cousins; leurs revenus sont médiocres. A côté d'eux sont les Soulio-Colopades et leurs cousins ; ce sont de petits chefs, dont l'avidité égale la pauvreté.

Les Turcs appellent le district de Liapourie Kourvelissi. La plus noble et la plus riche maison de ce district était celle de Demir-Dost, qui était très en faveur auprès d'Ali-Pacha. Le vieux vizir l'avait souvent employé, et avec beaucoup de profit, mais il gardait toujours une

cruelle rancune contre cette maison et contre tout le pays de Gardiki. On sait que cette haine datait de l'époque où, pendant la jeunesse d'Ali, les Gardikiotes se saisirent de sa mère et de sa sœur, qui se trouvaient sur leur terre de Carsoni et les retinrent prisonnières à Gardiki. Quand Ali-Pacha fut maître de ce village, il s'empara de Demir-Dost, de son fils Bekir, et de quatre-vingts autres chefs, et les fit tous étrangler à Soudénico, près le village de Pérana, en face de l'îlot du lac de Janina, à l'exception de Demir-Dost et de son fils, qui eurent l'honneur d'être exécutés séparément sur l'îlot même. Près de six cents autres Gardikiotes furent arrachés à leurs foyers, qu'ils fussent ou non coupables des violences exercées sur la mère et la sœur d'Ali. Les uns, envoyés à Prévésa, devinrent, ainsi que je l'ai dit, victimes et instruments des cruautés d'Ali-Pacha. Tous les autres furent massacrés dans le han de Valiaré, près de Tepelen. Comme raffinement de vengeance, les meurtriers furent des chefs chrétiens et des Raziotes, chrétiens du district de Tepelen. Ali dispersa dans toute l'Albanie les femmes et les enfants des suppliciés. Ces exilés, ces fils et ces filles des victimes, furent, après la mort de leur ennemi, réintégrés dans leurs biens, et rendirent à Gardiki une nouvelle prospérité.

Les autres maisons seigneuriales du Kourvelessi sont celle de Djelal-Aga, riche seigneur du village de Pezzavi, qui, dans sa jeunesse, obtint la confiance, la faveur du grand vizir Réchid-Méhémet-Pacha, et le titre de capigi-bachi, chambellan (ou mieux porte-

cordon) du sultan; la maison de l'aga Mouharrem, fils de l'aga Behliouch, du village de Pragonati, aussi favorisé par le même grand vizir. Il y a encore d'autres chefs dans la partie montagneuse du Kourvélessi. Ils ont peu de revenus, beaucoup de troupeaux, et peuvent commander à des hommes faits pour la guerre. Cependant la résistance que les seigneurs du sandjack de Delvino ont opposé et opposent encore quelquefois au gouvernement central de la Porte, représenté par le muchir de Janina, tient surtout à l'alliance de ces chefs avec ceux de la basse Albanie, ou Tchamourie, qui est très-forte. Livrés à eux-mêmes, ils ne seraient pas en état de se maintenir dans l'apparente indépendance où ils vivent aujourd'hui. La plupart des villages du sandjack de Delvino sont chrétiens, mais la plus grande partie des terres est la propriété des chefs musulmans, qui en ont fait des tchikiks ou fermes. Il y a un petit nombre de villages chrétiens libres, tels que Lacodéki, Leutherochori, ainsi que son nom le proclame, et Lesnitzé, dans les montagnes.

La plus ancienne maison de la province de Philiatès (comme qui dirait les confédérés), et aussi la plus puissante, est celle des Damatès, représentée aujourd'hui par Djafer-Aga et son frère Abdul-Aga; leurs revenus ne sont pas considérables, mais leur influence est grande, et ils disposent d'excellentes troupes. Djafer Aga est un homme distingué, d'une noblesse de formes surprenante au milieu d'un pays barbare, quand on n'est pas habitué à la grandeur native qui se ren-

contre quelquefois en Orient. Il est maintenant à Constantinople, où le Divan le retient par des promesses qui flattent son ambition, mais dont le véritable objet est de l'éloigner du théâtre de son influence. Les Damatès ont pour alliées plusieurs maisons anciennes, qui marchent sous les ordres du chef. La famille des Seicatès, à la tête de sept ou huit autres maisons alliées, est la seconde de la province; elle est plus riche que celle des Damatés, mais elle n'a pas son influence; ses grands biens n'ont pas encore pu lui assurer le dévouement que l'antiquité de la race et la valeur personnelle ont donné à ses rivaux.

Dans ces dernières années, un nouveau chef a surgi à Liapessi : c'est Achmet Dino, qui a acheté ou usurpé toute la province de Liamaris, et possède d'innombrables troupeaux. Il a quitté le village de Philiatès, dont il est originaire, pour fuir les Damatès, qui y sont les plus forts, et réside à Liapessi. Il est l'objet de la crainte des chrétiens, mais lui-même est entouré d'hommes armés; la terreur qu'il inspire, il la ressent à son tour du côté des Damatès.

Les gros villages musulmans de cette province sont Conispol, Liapessi, Pantyka, Philiatès et Calliaki. Les autres villages sont petits. Les premiers possèdent beaucoup de terres, mais elles sont incultes; ils sont riches en troupeaux. La province de Philiatès est baignée par l'Adriatique, et, du versant de ses montagnes qui regarde cette mer, on aperçoit Corfou. Une heure de navigation fait aborder à cette île. Les orangers et les oli-

viers qui ornent et enrichissent son sol croissent encore au bas des montagnes que le voyageur doit passer, pour pénétrer dans l'intérieur de la province; mais la civilisation chrétienne a mis des siècles entre l'ancienne Corcyre et l'Albanie. Les villages chrétiens sont beaucoup plus nombreux, mais quatre seulement sont libres. Tous les autres, situés dans les montagnes, appartiennent à des seigneurs musulmans; ils produisent peu de grains, et la population est pauvre.

La principale famille de la province de Margariti est celle des Tzaparéis, pauvres et avides; ils subirent longtemps la persécution d'Ali-Pacha, et Hassan-Tzaparéi, le chef de la maison, fut retenu en prison jusqu'en 1821, dans l'îlot de Janina, où il fut tué par un boulet de canon lancé par les troupes turques, dont la victoire devait le délivrer. Cette maison est aujourd'hui représentée par Tahir Tzaparei, Méti Tzaparei et trois ou quatre familles de la même souche. Isa Houpo avec ses deux neveux, Zeiud et Assein-Aga, viennent après les Tzaparéis. Ils sont riches, honnêtes et d'humeur pacifique. Longtemps persécutés par le tyran de l'Épire, ils purent revenir chez eux après sa mort et y vivre honorablement.

Dans le village de Grava, près de Géménitza, se trouvent les frères Djafa, Melek et Merès. C'est une famille ancienne, honorable, mais pauvre.

Tous les villages de Margariti sont riches en fruits, qu'ils exportent par la voie de la mer. Les habitants de Fanari sont chrétiens. Ce district touche à celui de

Prévésa. Il produit beaucoup de maïs et de riz. Si toutes les terres de Margariti étaient cultivées, elles seraient supérieures même à la fertile province d'Arta. Les habitants de la province de Margariti ont une très-mauvaise réputation, mais cela tient à la confusion qui se fait entre la ville même de ce nom et les villages. Ce sont les habitants de la ville qui sont méchants et corrompus, et surtout les chefs. Les habitants des villages sont bons.

Le plus ancien fief de la province de Paramythia était celui d'Islam-Aga Pronio. Ce sont aujourd'hui ses enfants, Noucho, Mellei et leur cousin Vély, qui ont la suprématie, avec cinq ou six autres maisons de la même origine. Exilés et persécutés pendant la toute-puissance d'Ali-Pacha, ils recouvrèrent après sa mort leurs biens et leur puissance. Ils sont pauvres, avides, et protégent les brigands de la province. Il y a aussi à Paramythia la maison de Tahir-Bako; elle est pauvre. Le chef de cette famille était en faveur auprès d'Ali-Pacha, qui s'en était servi pour détruire Islam-Pronio. Après la mort d'Ali, Islam fit périr Bako; mais lui-même fut impliqué dans la rébellion de Mustapha, pacha de Scodra, contre le sultan Mahmoud, poursuivi par le grand vizir Réchid-Méhémet-Pacha, et contraint de se réfugier à Corfou. Là, il tomba malade, et, ne voulant pas mourir sur la terre des infidèles, il revint au village turc de Géménitza, où il mourut.

Hassan Toulio et ses frères font aujourd'hui cause commune avec les Bako; mais ils craignent leurs en-

nemis, les Proniotes, et ne résident jamais à Paramythia. La défiance, la crainte et le meurtre sont les hôtes habituels de presque tous les chefs albanais. Le bourg de Paramythia est petit; la plupart des maisons sont turques; on y compte fort peu de chrétiens, tandis que dans le district fort peu de villages sont turcs. Ceux de Cardiki et Carbounari sont grands, habités par des hommes avides, adonnés au brigandage. Dans les montagnes, la plupart des villages sont habités par des chrétiens, qui manient habilement le fusil. Le pays est stérile; ils n'ont que quelques troupeaux. A une heure du bourg de Paramythia, on voit un vaste étang, qu'Ali-Pacha fit dessécher et ensemencer de maïs. Il en retirait un revenu considérable. A sa mort, le gouvernement turc lui succéda dans cette propriété, comme dans presque toutes les autres, mais sa négligence en a laissé diminuer la valeur et l'importance.

La Tchamourie n'a que des agas et point de beys, parce qu'elle n'a point eu de pachas, le titre de bey ne se donnant qu'aux fils de pachas; mais ni leur noblesse ni leur puissance n'en sont diminuées. Ces agas ont toujours eu des relations suivies avec les divers gouvernements qui se sont succédé dans les îles Ioniennes. Les Vénitiens les aidèrent dans leurs guerres contre les pachas de l'Albanie. Lors de l'occupation des sept îles par les Français, ils se montrèrent bien disposés pour eux. Le commerce de la Tchamourie était alors florissant, et les chefs albanais pouvaient venir armés à

Corfou; ils regardent comme une humiliation l'obligation où ils sont de déposer aujourd'hui leurs armes avant d'entrer dans la capitale des sept îles. Habitués aux surprises, aux attaques sanglantes de leur contrée à demi barbare, leur esprit conçoit difficilement une société où l'autorité se charge de la sûreté de tous en limitant la liberté de chacun.

Dans le sandjack d'Avlone, le fief de Mahmoud-Bey, fils d'Ismaïl-Bey, est le premier par l'ancienneté et les richesses. Viennent ensuite les fiefs des Méhémet-Aga, qui résident, les uns à Avlone, les autres à Bérat, mais tous leurs revenus viennent d'Avlone.

Le plus ancien fief de Bérat est celui d'Ibrahim-Pacha, dont la patrie était Avlone, mais qui, par son mariage avec l'héritière des Coursa, réunit dans sa main des biens considérables. Ses richesses excitèrent la convoitise d'Ali-Pacha, qui lui fit la guerre, s'empara de sa personne, et l'amena prisonnier à Janina, où il était gardé avec tant de secret que ses propres filles, mariées à deux fils d'Ali, ignoraient le lieu de sa captivité. Cette cruelle captivité dura de 1812 jusqu'au mois d'août 1820, époque à laquelle Ali fut bloqué dans la forteresse de Janina. Ni la disgrâce ni la défaite de ce chef n'adoucirent sa haine, et la persécution dont Ibrahim-Pacha était victime. Il le traîna avec lui, et la mort mit fin à ses souffrances avant le châtiment de son persécuteur, qu'il n'eut pas la consolation de voir. La mort du père ne rendit pas la liberté à son fils Suleiman-Pacha, qui subissait la même captivité sans pou-

voir la partager ; mais celui-ci survécut à Ali-Pacha et, à sa mort, fut appelé à Constantinople par le sultan Mahmoud, qui le nomma pacha à Bérat ; à son arrivée dans cette ville, il prit à la fois possession du gouvernement et de tous les biens de sa famille.

Suleiman-Pacha avait pour femme une esclave qu'il avait achetée pour sa beauté à Constantinople, mais qui mourut peu de temps après son arrivée à Bérat. Il épousa alors la fille d'Omer-Pacha Vrionis, à laquelle il fit don de la plus grande partie de sa fortune ; il mourut sans enfants, et sa veuve épousa Achmet-Bey, fils d'Alisot, pacha d'Argyro-Castro, et lui porta en dot les richesses qu'elle tenait de la libéralité de son premier mari.

La principale maison de Bérat est aujourd'hui celle des descendants d'Omer-Pacha Vrionis, mais leur fortune ne répond pas à leur illustration. Le chef de la famille Hussein-Pacha a tenté, mais sans beaucoup de succès, de la relever par les emplois publics, source à peu près unique de la fortune des Osmanlis ; mais ceux qu'il a occupés étaient médiocres et dans des contrées pauvres. Ses frères offrirent également leurs services à la Porte : l'un d'eux, Kéchraman-Bey, doué de beaucoup d'intelligence et de manières séduisantes, avait été l'ami, le commensal et le compagnon de débauches d'Emin-Pacha ; encore fort jeune à l'époque où je le connus, sa constitution était complétement détruite par l'abus des liqueurs fortes, que son puissant ami l'obligeait de boire avec lui. Le troisième frère, Yussuf-Bey,

après avoir commandé une expédition d'Albanais en Crète, revint à Bérat, où ses déprédations le rendirent si odieux aux paysans qu'il fut massacré dans une embuscade. Il n'inspira ni regret ni pitié. C'était le type du condottiere de ces contrées barbares. Audacieux, menteur, fier de son origine, également indifférent pour le Prophète et pour le Christ; mais, dans cet esprit inculte, l'idée de la supériorité de l'Europe et de la puissance de la civilisation avait jeté de profondes racines; il éprouvait une joie de barbare jouant avec les emblèmes de la civilisation, lorsqu'enfermé dans mon salon, à Janina, il se revêtait de mon uniforme, et se promenait avec l'épée au côté et le claque sur la tête. Bérat compte encore des chefs considérables par leur fortune et leur naissance; tels sont Courem-Bey, Sélim et Lexhm-Aga Resoulies, et quelques autres.

Alim-Bey et Abas-Bey, descendants de Kourd-Pacha, ancien pacha de Janina, ont des terres dans la Mousakia, et, bien que leurs revenus soient peu considérables, sont cependant classés parmi les premiers beys de l'Albanie.

Les beys de Clissura, dont les ancêtres avaient été tués et les biens confisqués par Ali-Pacha, jouissent aujourd'hui de leurs propriétés, que la Porte Ottomane leur restitua à la chute de leur ennemi.

Dans le district de Toskarie proprement dit, les principaux personnages sont Kanut-Aga Agos, fils d'Ago, muhardar ou porte-sceau d'Ali-Pacha, et son frère Ago, Beise-Aga. Leur influence égale leurs richesses.

Dans la province de Dervenassi, dominaient Tahir-Aga-Abasis, mort récemment, et son cousin germain Elmas-Aga-Metchos. C'est une famille très-riche, très-influente, et qui s'est toujours distinguée par la protection qu'elle accorde aux chrétiens.

Le seigneur de Libochovo est Mâlik-Bey, petit-neveu d'Ali-Pacha; il ne se distingue que par ses richesses. Les fiefs de la province d'Argyro-Castro sont ceux de Tahir-Bey, fils de Kaplan-Pacha, passés par mariage à Mahmoud, bey d'Avlone, et à Alisot-Pacha, dont le principal descendant est aujourd'hui Naim-Bey, chef de la famille.

V

Peu de villes d'Orient offrent plus d'intérêt que Janina à celui qui veut étudier les races turque, albanaise, grecque et juive, dans leurs rapports entre elles, et pénétrer le secret de leur décadence et de leur avenir.

Les Turcs sont les véritables maîtres de cette ville. Dès l'origine de la conquête, le rapt des femmes grecques a aidé à fonder les principales familles musulmanes; depuis lors la population turque s'est recrutée par les employés que la beauté et la salubrité du climat ont engagés à s'établir dans la capitale de l'Epire. Ils sont, en général, logés dans la citadelle, où les Juifs seuls ont le droit d'habiter avec eux; ou bien ils occu-

pent les points élevés de la ville. Quoique les Turcs soient la race dominante, ils ne sont pas les plus riches : ils possèdent des fermes et remplissent les emplois publics, mais les fortunes sont plus grandes et plus répandues chez les chrétiens, malgré les usurpations et les priviléges des musulmans. Les Grecs sont les plus anciens habitants de la ville, les plus nombreux et les plus actifs ; ils sont originaires de presque tous les points de l'Epire, qu'ils ont abandonnés pour venir chercher, sous la sauvegarde des autorités turques, un peu de sécurité contre la tyrannie et les déprédations des beys albanais et de leurs hommes d'armes.

Les Albanais n'ont point de résidence fixe à Janina : ils n'y viennent que pour leurs affaires ou pour leurs plaisirs, et préfèrent leurs villages et leurs montagnes. Leurs visites ne sont point du goût des habitants de la ville : la vue des richesses et du luxe de Janina, comparée aux misères de leurs villages, a souvent allumé la convoitise des petits chefs pauvres et leur a fait tenter des coups de main audacieux qui ne ménageaient pas plus les musulmans, que les juifs et les chrétiens. Les plus grandes fortunes appartiennent cependant aux beys albanais. Les juifs vivent enfermés avec les musulmans dans l'enceinte de la citadelle, où nul chrétien ne peut avoir de domicile. Ils ont acheté ce droit dans presque toutes les villes turques, parce qu'ils préfèrent les osmanlis aux chrétiens, malgré les avanies auxquelles ils sont quelquefois exposés; mais les Turcs les persécutent

sans railler leur religion, et, d'ailleurs, les Turcs sont les maîtres, tandis que les Israélites ne sauraient endurer la verve moqueuse des Grecs, qui portent comme eux le joug d'une nation conquérante. Les juifs, en Turquie, verraient avec un profond déplaisir un gouvernement chrétien succéder à la suprématie du croissant; ils craignent les persécutions et, plus encore peut-être, l'inégalité, qui les mettrait au-dessous des chrétiens affranchis.

Les Turcs, à Janina, ont des mœurs assez douces et se montrent bons maîtres, pourvu que leur joug soit supporté avec résignation. Les pauvres musulmans font l'honneur aux chrétiens riches de leur demander les provisions et l'argent nécessaires pour fêter le Ramazan, et croiront s'être acquittés s'ils daignent remercier. Les riches sont rares parmi les osmanlis, et je n'ai connu, dans toute l'Epire, qu'un seul Turc qui eût quatre femmes. Les divorces sont assez fréquents, et, pour les rendre moins faciles, la loi condamne un musulman à ne reprendre la femme qu'il a répudiée, dans un moment de colère ou de lassitude, que si elle a passé entre les bras d'un autre homme. Or, comme les maris se permettent souvent, à Janina, des scènes qui amènent des séparations momentanées, il existait, à l'époque où j'habitais cette ville, un vieillard accepté par la communauté musulmane pour être la sanction et en même temps le remède des divorces. C'était sans crainte et sans tourment jaloux que les maris laissaient les jeunes femmes que le dépit ou l'impatience avaient

chassées de leurs harems chercher un refuge sous le toit de ce vieillard, et qu'ils achetaient le droit de les reprendre en les abandonnant quelque temps à ses noffensives caresses. Les dames turques de Janina sont d'une grande beauté, et le voile ne sert qu'à donner plus de piquant à leurs charmes, en y ajoutant le mystère. Plusieurs Turcs considérables avaient des femmes chrétiennes, et la mère de l'une d'elles vint une fois me supplier de la faire évader et de favoriser sa fuite en Grèce ou dans les îles Ioniennes. Je refusai nettement, mais une jeune esclave chrétienne, qui avait été ravie à la Grèce dès sa plus tendre enfance, me fit demander si elle pouvait espérer trouver un asile sous le pavillon français, dans le cas où elle parviendrait à fuir la maison de son maître. Je promis de l'accueillir et de la faire passer en Grèce, mais elle ne réussit pas à exécuter son projet, et souvent, lorsqu'elle passait avec sa maîtresse devant ma maison, j'ai surpris, d'une de mes fenêtres, les regards qu'elle attachait sur le seuil de ma porte. Au delà était la liberté, la patrie, le bonheur, mais il fallait qu'elle pût y arriver d'elle-même, et il ne m'était permis de donner une protection efficace qu'à la condition d'éviter tout ce qui aurait pu ressembler à un rapt. Un jour un pauvre épicier grec entre chez moi, se jette à mes pieds et me conjure avec larmes de lui rendre son fils. C'était un enfant de huit ans, qu'un chef de bataillon turc, qui n'avait point d'enfant et qui en désirait vivement, avait fait enlever en plein jour. L'enfant fut circoncis,

habillé à la turque, traité comme son fils : passant ainsi de la misère à la richesse, vêtu avec élégance, comblé de présents, il avait accepté, avec la légèreté de son âge, la brillante situation qui lui était faite, et restait insensible, non pas aux prières de son père, qui ne pouvait obtenir de l'approcher, mais aux regards pleins d'une tendresse déchirante avec lesquels ce malheureux père contemplait son fils se promenant avec le chef de bataillon. La douleur du Grec était navrante ; il occupait constamment ma porte et se tenait à genoux, dans une attitude suppliante devant moi, dès qu'il pouvait entrer. Je fis les remontrances les plus vives au pacha ; celui-ci répondit qu'il ne pouvait rendre un enfant devenu musulman par la circoncision ; que l'enlèvement avait eu lieu en Ramazan et que, pendant ce mois, il fallait beaucoup accorder au sentiment religieux des Turcs. J'écrivis à Constantinople ; tout fut inutile. « Si tu parviens, dis-je un jour au père, à t'em-« parer de ton fils et à le porter chez moi, je te promets « qu'on ne te le reprendra plus. » Son désespoir m'attristait profondément, et cependant je ne connaissais pas alors le sentiment de la paternité. Aujourd'hui même je ne pense pas sans colère et sans émotion au sort de ce malheureux père.

Le chef de bataillon quitta Janina avec le jeune enfant, et j'engageai le père à les suivre jusqu'à Constantinople. Je lui facilitai le voyage, mais je n'ai jamais su quel en avait été le résultat.

Peu de temps avant mon arrivée à Janina les Turcs

avaient attristé les chrétiens par un abus effroyable de leur suprématie religieuse. Un riche effendi de la ville avait à son service un domestique grec nommé Georges; il s'en faisait toujours accompagner lorsqu'il allait à la promenade ou à la mosquée, pour porter sa pipe et le petit tapis sur lequel il se prosternait lorsqu'il faisait ses prières. Georges entrait dans les cours intérieures des mosquées et attendait, sur les marches ou sous les platanes, que son maître eût fini ses dévotions. Jamais il n'avait pénétré dans les temples dont la fréquentation est interdite aux chrétiens. Son maître, qui avait pris l'habitude de l'appeler Mustapha, s'avisa une fois de vouloir le faire entrer avec lui dans une mosquée, et, sur le refus de Georges, il prétendit qu'étant devenu musulman et l'ayant déjà accompagné dans l'intérieur de la mosquée, il devait lui obéir. L'insistance de l'effendi et le refus non moins obstiné du domestique grec causèrent dans la ville une indicible émotion. Toute la population musulmane sembla avoir été insultée dans sa foi. On eût dit que l'islamisme était menacé. On fit donc à Georges des remontrances; on le mit en prison, d'où il ne sortit que pour subir des tortures qu'il supporta avec la force et la douceur d'un martyr, déclarant au milieu des plus affreux tourments qu'il était chrétien, qu'il n'avait jamais été musulman et qu'il mourrait chrétien. Enfin il fut pendu. Sa mort fut une délivrance. Mustapha-Pacha, alors gouverneur général de l'Albanie et de l'Épire, resta sourd aux supplications et insensible aux offres d'argent de la

population chrétienne; il n'était ni cruel ni désintéressé et eût été heureux de recevoir le prix de la vie d'un misérable domestique grec, mais il n'eut pas le courage de résister aux exigences de ses coreligionnaires.

Quand Georges fut mort, sa femme, qui l'avait encouragé dans sa lutte suprême contre ses bourreaux, déclara que les enfants qu'elle avait eus de lui étaient bâtards, afin de les arracher à l'islamisme ; elle préféra le déshonneur pour elle à la perte de la foi chrétienne pour ses enfants. Le supplice de Georges en fit un saint. On prétendit que son corps, suspendu au gibet, demeura incorruptible; il fut ensuite mis dans une châsse et transporté dans l'église métropolitaine. Sa sépulture est maintenant le but d'un saint pèlerinage où l'on vient de toutes les parties de la Turquie, et j'ai vu des mères musulmanes porter leurs enfants malades pour toucher la châsse du nouveau saint Georges et lui demander la guérison.

C'est la faiblesse qui dicte aux Turcs ces actes de cruauté; ils sentent que leur domination en Épire touche à sa fin. Les mosquées tombent en ruines et ne se rebâtissent pas. Il en est de même sur plusieurs points de la Turquie d'Europe. A Gallipoli les alliés, en débarquant, trouvèrent des mosquées abandonnées. A Péra, l'un des faubourgs de Constantinople, on peut voir des minarets d'où le muezzin n'appelle plus à la prière. Les maisons s'écroulent; les habitants meurent ou émigrent en Asie; ils ne sont pas remplacés, et le seul

être vivant au sein de ces demeures est la tourterelle, qui chante sur un cyprès isolé. A Janina, le délabrement des maisons turques me causa d'abord beaucoup d'étonnement; je m'en expliquai une fois avec un vieux musulman qui était mon professeur de turc, et lui demandai pourquoi il ne réparait pas la sienne. Il sourit amèrement, comme si j'avais voulu le railler : « Pourquoi, me dit-il, me demander une chose que tu sais mieux que moi? Les grandes nations de l'Europe ne doivent-elles pas nous partager? Nos destinées sont écrites : les forts résisteront et seront tués; les lâches se soumettront et deviendront infidèles. Pourquoi veux-tu que je répare ma maison pour un giaour? » Puis, le merveilleux lui donnant une lueur d'espoir : « Tous les musulmans ne périront pas; une armée se réunira encore à Damas, et de là recommencera la conquête du monde. » C'est dire que l'Asie peut offrir encore à l'islamisme un asile et des facilités pour lutter.

Quand j'arrivai à Janina, la population musulmane voyait avec le plus grand déplaisir l'influence européenne s'établir en Épire, et notamment celle de la France. Partout, en Orient, où flotte le drapeau français, les chrétiens voient une protection, une espérance; les musulmans, une surveillance, une obstacle à leur tyrannie. Je ne fus pas longtemps à m'apercevoir du mauvais vouloir et de l'hostilité des Turcs. Dans les rues, les femmes et les enfants me jetaient des pierres, cachés derrière les murs ou les palissades des jardins.

Quelle différence entre ces petits musulmans à demi sauvages et ces petits chrétiens maronites qui me guettaient dans les chemins des environs de Beyrouth, pour me jeter en souriant une pluie de fleurs! A Janina, j'étais apostrophé au milieu des rues des noms les plus insultants. Je faisais donner des coups de bâton contre les portes par un cavas, ou courir après les enfants pour les effrayer, mais je ne réussissais qu'à me faire craindre sans imposer le respect. Quant aux femmes, c'étaient surtout les vieilles et les négresses qui mêlaient leurs injures à celles des enfants; il est rare que la jeunesse et la beauté ne les rendent pas indulgentes.

Une circonstance imprévue amena tout à coup un conflit et me fournit l'occasion d'une éclatante réparation. Je revenais un soir, précédé de mes deux cavas, du sérail, où j'avais passé plusieurs heures à m'entretenir avec les différents fonctionnaires turcs; contrairement aux usages suivis en Orient, l'un de ces cavas était chrétien; je ne l'avais pas choisi, mais je l'avais conservé. C'était un véritable palikare, portant fièrement le yatagan. Après être sorti des rues tortueuses des bazars et en descendant de cheval à ma porte, je m'aperçus de l'absence d'Apostole (c'était le nom du cavas), et, quelques instants après, je le vis rapporter chez moi, blessé et sans connaissance. Que s'était-il passé? Apostole s'était écarté un moment pour acheter quelque chose au bazar; des musulmans de la ville et des *topchis* (canonniers), animés de cette antipathie

concentrée que toute la population turque éprouvait pour un raya qui portait les armes et usurpait la place d'un musulman, l'insultèrent, le provoquèrent, se précipitèrent sur lui, le blessèrent grièvement et l'auraient massacré si le vice-consul d'Angleterre à Janina ne se fût courageusement jeté entre les assassins et Apostole et ne l'eût délivré. Mon parti fut vite pris. Le lendemain je hissai mon pavillon, je mis mon uniforme et je me rendis à cheval au sérail. Toute la ville était sur pied pour me voir passer et pour attendre le résultat de l'entrevue que j'allais avoir avec le gouverneur général. Prévenu de mon arrivée, il s'était aussi revêtu de son uniforme, et tenait un divan ou conseil avec Hassan-Pacha, le muhasil ou contrôleur général des finances de la province, Demir-Pacha, ancien derebey ou pacha héréditaire de Van, exilé à Janina après une révolte et sa défaite par le sultan Mahmoud; le commandant des troupes, une foule de fonctionnaires et les notables musulmans étaient rangés des deux côtés des personnages que je viens d'indiquer.

Je ne voulus pas attendre que l'on m'eût apporté la pipe et le café pour entamer la négociation, et, passant par-dessus les compliments d'usage, je racontai au muchir ce qui s'était passé; je produisis les témoins et je demandai une justice éclatante; j'exigeai que les coupables, qui furent sur-le-champ arrêtés, fussent bâtonnés sous mes yeux dans la grande cour du sérail. La discussion fut longue, pénible: on m'opposa d'abord un refus formel; je menaçai alors d'amener mon

pavillon, de cesser toute relation avec le pacha, et de partir pour Constantinople afin d'avoir justice. Enfin justice me fut accordée. Je sortis dans la cour du sérail, je montai à cheval et j'attendis. Le chef de police vint alors me dire que le châtiment venait d'être infligé derrière le sérail. « J'en suis fâché pour les coupables, lui répondis-je, et tu seras cause qu'ils recevront une double punition ; c'est sous mes yeux et sous les fenêtres du pacha que la bastonnade doit être donnée. » Nouveau délai ; nouveau recours du chef de police au pacha. Enfin l'orgueil musulman dut s'exécuter : les coupables furent amenés devant moi, couchés par terre, les deux pieds appuyés sur une longue perche tenue par deux hommes ; et les exécuteurs, ayant chacun à ses pieds un fagot de branches d'arbrisseau dépouillées de leurs feuilles, commencèrent l'exécution, que je fis cesser au premier cri d'*aman* (pardon). J'avais passé plus de six heures à lutter d'arguments, d'énergie et d'obstination avec les pachas et leurs conseillers, mais j'avais remporté une victoire éclatante. A mon retour à travers la ville, je reçus des témoignages de la satisfaction des chrétiens et du respect des musulmans, et ce respect ne se démentit pas une seule fois pendant tout mon séjour. Ordre avait été donné à tous les imans de prêcher dans toutes les mosquées et toutes les écoles le respect pour l'hôte (*mussafir*) du muchir.

Ce fut surtout aux conseils de Hassan-Pacha et de Demir-Pacha que je dus d'obtenir la satisfaction que j'avais exigée. Hassan-Pacha était de Thessalie, parlait

et écrivait le grec. « On peut toujours s'entendre avec les Turcs qui savent le grec, me disait un des notables chrétiens de Janina ; non point qu'ils nous aiment, mais parce que leur esprit est plus ouvert. » Hassan-Pacha comprenait la situation de son pays et la nécessité de ménager les Européens, bien qu'il eût peu de goût pour eux. Demir-Pacha, ancien chef féodal du pachalik de Van, avait les manières d'un grand seigneur avec cette teinte de tristesse défiante que donne la disgrâce. Il avait reçu une éducation orientale brillante, et était versé dans la littérature persane, si riche en poëtes. Il était beau, mais d'une beauté sombre, et me faisait toujours un peu l'effet d'un lion forcé de vivre apprivoisé au milieu des hommes, quand je surprenais au repos et sans la lumière du sourire ses grands yeux noirs, profonds, et semblables, par leur fixité opaque, à ceux d'un animal de proie. Ses mains, quoique belles, avaient une étrange courbure, et semblaient toujours chercher la poignée d'une arme. Il était exilé avec une misérable pension, et le muchir de Janina, Asiatique comme lui, avait voulu lui donner un des principaux emplois du gouvernement de la province, celui de kyaya ou lieutenant du pacha; mais le petit tyran féodal, habitué à pressurer en Asie une population soumise, muette et très-éloignée de Constantinople, s'était mis à rançonner les Grecs avec si peu de ménagements qu'ils avaient poussé des cris à se faire entendre même du muchir, qui rendit Demir-Pacha à ses loisirs, à la lecture des poëtes et à ses tristes méditations.

Ainsi que je l'ai dit, les beys albanais n'habitent pas Janina avec leur famille. Lors de mon séjour dans cette ville, Naim-Bey et son frère Feisoullah-Bey, représentant la première maison d'Argyro-Castro, étaient devenus fermiers des douanes et surveillaient eux-mêmes leurs affaires avec beaucoup de soin et d'habileté. C'étaient des hommes doux, fins et d'un commerce agréable. Les Albanais ont beaucoup de goût pour les Européens et particulièrement pour les Français; leurs mœurs sont beaucoup plus pures et plus régulières que celles des Turcs; ils n'ont qu'une femme, point d'esclaves, et sont exempts d'un vice qui n'est que trop répandu parmi les Turcs; aussi, dans l'intimité, parlent-ils de ces derniers avec mépris, et évitent-ils soigneusement de laisser leurs fils prendre du service parmi eux dans la première jeunesse. L'Albanais parle de sa femme et de ses filles, dans la conversation, sans affectation, mais sans fausse honte; le Turc ne les nomme jamais autrement qu'en disant : « Ma famille, mon harem, » tandis qu'il s'exprime sans contrainte sur un sujet qui révolte notre sens moral et même la simple décence. Les Albanais appellent les Turcs Χαλδου (Chaldoup), terme de mépris qui signifie barbare.

Ce n'est pas la religion, ce sont les priviléges qu'elle confère aux Albanais qui forment les liens qui les rattachent à la Porte Ottomane; ils combattraient pour le maintien de ces priviléges, mais ils verraient avec indifférence qu'on les étendît aux chrétiens. Dans un pays où l'agriculture est profondément négligée, et où,

par suite de cette négligence, la masse est souvent en souffrance, l'armée ottomane offre un emploi à des forces inoccupées : non-seulement le recrutement s'opère régulièrement, mais le gouvernement ottoman trouve facilement à lever des contingents d'irréguliers pour les expéditions qu'ont, à diverses époques, nécessités les désordres fomentés dans ses provinces par une mauvaise administration. Toute puissance trouverait, moyennant argent, les Albanais prêts à servir; mais aujourd'hui ce ne sont plus les principaux beys qui prennent le commandement de ces bandes d'aventuriers. Ces chefs de maison restent sur les lieux pour veiller à leurs intérêts, défendre leurs familles contre les inimitiés des voisins et les surprises de vengeances qui se léguent d'une génération à l'autre. Yussuf-Bey, le jeune fils d'Omer-Pacha Vrionis, a été le dernier seigneur albanais qui ait commandé une expédition, et c'était la pauvreté qui l'y avait poussé. Deux condottieri partis des rangs inférieurs des petits chefs albanais ont reçu des commandements de la Porte. L'un était Abbas-Aga et l'autre Tafil, surnommé Bouzi, du nom de son village. Abbas-Aga était né en Morée, dans le district de Lala, habité, comme celui de Gastouni, par des Albanais, et tous deux évacués après la reconnaissance de l'indépendance de la Grèce. Les musulmans de Lala et de Gastouni ont toujours passé pour les plus grands ennemis des chrétiens depuis qu'ils ont été expulsés des terres qu'ils avaient conquises. Tafil commença sa carrière d'aventurier par d'obscurs coups de main, passa

au service de Grèce et enfin s'éleva jusqu'à la révolte; il se rendit maître de la ville d'Arta qu'il pilla, en rençonna l'évêque après lui avoir fait subir les plus indignes traitements, et alla livrer bataille à Emin-Pacha, pour la seconde fois gouverneur général de l'Epire. Il fut battu et s'enfuit avec le reste de sa troupe à Bérat. La Porte Ottomane jugea alors à propos de mettre Tafil-Bouzi hors la loi, et le pacha de Janina adressa le rescrit suivant à Mahmoud-Pacha d'Avlone.

« Méhemet-Pacha a déjà pardonné une fois à Tafil dans sa miséricorde, mais celui-ci sans rendre grâce à Dieu, le méchant qu'il est, s'est insurgé contre nous. Nous l'avons battu, et maintenant il s'est réuni à Bérat avec ses pareils pour exercer des déprédations. Il aurait donc fallu, pour les contenir, réunir de nouvelles troupes; mais afin de prévenir des conflits qui nuiraient aux paisibles habitants, on s'est ravisé, et il a été décidé qu'une amnistie serait accordée à tous ceux qui ont suivi Tafil, et nous n'avons excepté de cette amnistie que cet individu, qui a été condamné. Toi donc qui es le plus ancien et le plus digne chef de l'Albanie, feudataire fidèle de notre empire, tu feras en sorte avec nos autres fidèles de te saisir bravement de cet homme; c'est à vous à juger des moyens les plus propres à le détruire et d'y employer toutes vos ressources. Notre auguste monarque attend de nous ce service; des instructions impériales ont été de même adressées à Mahmoud, pacha de Rouméli-Valessi, pour la perte de Tafil; il faut que cet homme disparaisse de la

terre. Soyez tous unis afin de ne pas manquer le but; ainsi le veut l'ordre impérial et vous vous y conformerez. »

Tafil-Bouzi, mis ainsi hors la loi, fut abandonné de tous les siens et chercha un refuge dans l'île de Crète auprès de Mustapha-Pacha, Albanais comme lui, lieutenant de Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, et depuis grand visir. Il revint au bout de quelques années, et lorsque je le connus, il avait reçu de la Porte la commission de lever un contingent d'irréguliers pour aller en Mésopotamie. Pendant qu'il attendait à Janina l'arrivée des aventuriers qui devaient l'accompagner en Asie, il tomba gravement malade, et fut soigné par un médecin italien. Le pacha et les principaux Turcs de la ville faisaient des vœux pour qu'il ne guérît pas, et donnaient clairement à entendre au médecin qu'il rendrait un grand service s'il voulait un peu aider à la maladie; le médecin répondit en guérissant son malade. Dès que Tafil fut convalescent, il se mit à recruter sa petite armée et fit son entrée solennelle dans Janina à la tête de deux mille cinq cents hommes, qui vinrent se ranger en bataille dans la grande cour du sérail pour être inspectés par le muchir, puis ils allèrent camper dans une plaine aux environs de la ville. Tafil était à cheval entouré de douze palikares à pied portant sur l'épaule des fusils de très-longue dimension et ayant chacun une main, soit sur la croupe du cheval, soit sur le harnachement. Ils chantaient la chanson de Tafil, qui fait le récit de ses exploits, et toute la

troupe répétait le refrain, qui était *Tafil-Béo, Tafil-Béo;* le bey Tafil. Devant lui marchaient les bouffons qui accompagnent toujours les troupes albanaises, remarquables par leurs coiffures longues, à facettes de miroir et surmontées de queues de renard ou de chacal. Quelques jours après son arrivée, Tafil-Béo me pria de me trouver au sérail chez le pacha au moment de sa visite et de parler de lui, de son courage, de son dévouement au sultan, de ses services. J'acquiesçai à sa demande. Il parut devant Osman-Pacha après avoir ôté ses chaussures; il n'eut ni la pipe, ni le café, il ne s'assit même pas sur le tapis. C'était un petit homme avec de grands yeux verts, un long nez, des dents longues et aiguës, et qui donnait bien l'idée d'être capable de toutes les audaces et de toutes les violences. Je tins ma promesse et parlai chaleureusement de mon nouvel ami. Osman-Pacha eut l'air de m'approuver et me dit que l'islamisme ne comptait pas de plus fidèles appuis que les Albanais : « Et cela n'est pas étonnant, ajouta-t-il, car ils sont du même pays que le prophète; ils viennent de l'Hedjaz. » Après cette petite digression historique à la façon turque, Tafil se retira et le pacha me dit alors : « Quel brigand, haidout! quel débarras s'il pouvait être tué par les Kurdes qu'il va combattre! »

Tafil m'intéressait cependant, malgré les jugements sévères du pacha. Il venait souvent dîner et prendre le thé avec moi et me racontait son histoire. « Je suis habitué aux manières européennes, me dit-il la pre-

mière fois qu'il s'assit à ma table. J'ai dîné chez le comte Augustin Capodistria, dans sa belle maison de Corfou ; je sais très-bien me servir d'une fourchette ; » et en disant cela il prenait avec ses doigts une aile de poulet dans son assiette, la piquait avec sa fourchette puis la portait à sa bouche. Un soir, j'avais réuni plusieurs chefs albanais pour prendre le thé; il faisait chaud, et dans l'intimité, tous se dépouillèrent de leur coiffure. Tafil donne la sienne à un jeune bey de seize ans d'une figure intéressante et qui lui servait de page. « Tu vois ce jeune homme, me dit à l'oreille Selim-Bey, un de mes amis albanais ; comme il est respectueux pour Tafil ! C'est lui qui le tuera un jour.— Pourquoi ? fis-je tout étonné. —Tafil a tué son père, et il l'ignore, mais il faudra bien qu'il l'apprenne et qu'il le venge. » La prédiction ne s'est pas encore accomplie. Tafil, le brigand Tafil est devenu chambellan du sultan, pacha et commandant de la place de Scutari d'Asie.

Mes relations avec les beys albanais étaient fréquentes, et j'étais devenu si populaire parmi eux, que ceux même que je ne connaissais pas et qui venaient pour la première fois à Janina depuis que j'y étais ne manquaient jamais de me visiter aussitôt qu'ils avaient présenté leurs hommages au pacha. Les Albanais peuvent jouer un rôle dans la Turquie d'Europe s'ils savent s'entendre avec les chrétiens : ils ont la plus grande partie du sol de l'Albanie et de l'Épire; ils ont l'habitude de la guerre et du commandement. Leur apos-

tasie n'a pas eu d'autre objet que la conservation des priviléges que la féodalité leur donnait. Qui sait si de nouveaux intérêts ne les décideront pas, dans un avenir peu éloigné peut-être, à reprendre la foi de leurs pères?

La race la plus intelligente de l'Épire est sans contredit la race grecque; c'est la seule où l'on rencontre parmi les gens aisés des hommes ayant reçu une éducation qui approche de celle qui est donnée dans les pays civilisés de l'Europe. Ajoutons à cela que la langue grecque est un admirable instrument d'éducation, et que bien qu'elle soit parlée avec incorrection par les illettrés, elle ne connaît pas de patois, et n'est déparée que par des mots turcs et italiens qui disparaissent à mesure que la langue est mieux cultivée. Cette culture était parvenu à un haut degré de perfection sous Ali-Pacha, et Janina était alors l'Athènes de la Grèce moderne.

Les Grecs instruits de l'Épire connaissent leur religion et lisent l'Ancien Testament dans la version des Septante ainsi que les Évangiles. Ils sont en général complétement exempts de scepticisme, tandis que les Turcs et les Albanais en sont profondément atteints; ils sont très-dévots et très-adonnés aux pratiques extérieures. Ils ont quelques connaissances d'histoire, de philosophie et de morale, mais la culture de l'esprit n'est pas toujours en rapport avec la pureté de l'âme, et c'est une disproportion que l'on retrouve ailleurs qu'en Épire.

A Janina comme dans toute la Turquie, les Grecs font leurs affaires eux-mêmes; c'est-à-dire qu'ils se réunissent à l'évêché pour répartir entre eux les impôts ou les charges exigés par l'autorité musulmane. Ces réunions sont de véritables assemblées où l'éloquence, la connaissance des affaires, les dons qui rendent l'homme supérieur, exercent une grande influence. Ces institutions rendent les Grecs très-propres au gouvernement, mais dans un pays où il n'y a aucune publicité les masses sont quelquefois à la merci d'une oligarchie qui, pour être de même race et de même religion, n'en est pas moins souvent aussi oppressive que l'autorité musulmane elle-même.

J'ai connu à Janina quelques Grecs dont les antécédents et le caractère méritaient l'étude et l'examen. A la tête de la communauté chrétienne se trouvait Alexis Papazoglou, qu'on appelait Kir Alex, abréviation de Κυρίος Ἀλέξις, le seigneur Alexis. Il était vêtu comme un effendi, portait le turban, marchait lentement et tenait toujours un chapelet entre les doigts. Quoique bon chrétien, il avait les grandes manières, le calme, la politesse digne des musulmans. Il était consulté dans toutes les occasions sérieuses; le pacha le faisait asseoir et lui donnait le café et la pipe. Il avait un art admirable de se faire accorder les égards qui lui étaient dus en montrant une modestie pleine de réserve. Ses visites étaient courtes, son langage sentencieux, sa conversation instructive. Il avait été le principal interprète et le secrétaire du fameux grand vizir Méhémet Réchid-

Pacha, dont il avait toujours suivi la fortune. Il l'accompagnait en Grèce lors de la campagne que cet Osmanli fit contre Karaiskakis. Ce chef illustre des Hellènes, ayant demandé une conférence à son adversaire pendant une trêve, l'entrevue eut lieu dans le port du Pirée, à bord de la frégate française *la Sirène*, Alexis Papazoglou servait d'interprète. Tout d'un coup la conférence est levée brusquement par le pacha, et Karaiskakis surpris se retirait sur ses gardes et était à peine sur le pont de *la Sirène* que le visir ordonnait à ses cavas de se saisir de son drogman et de l'étrangler. Il est entraîné, il va périr sans savoir pourquoi il meurt, sans avoir pu s'expliquer, tant la terreur a paralysé sa langue, mais un officier français arrête l'exécution de la sentence et demande à Réchid-Méhémet la raison de sa soudaine colère et de ses ordres. On s'explique. Ce pacha avait fait don la veille à son drogman d'un cachemire. Il en a vu un absolument semblable autour de la taille de Karaiskakis : plus de doute, il est trahi, son drogman est vendu à son ennemi, et la preuve de la trahison, c'est ce châle porté par le chef hellène. Papazoglou peut enfin parler, proteste qu'il est innocent, et, conduit sous sa tente par les cavas, montre le châle qu'il a reçu en don, et qui, semblable à celui de Karaiskakis, a failli lui coûter la vie. Méhémet-Réchid-Pacha prouva son repentir en comblant de dons son drogman ; mais la cruelle émotion par laquelle il avait passé avait tari en lui les sources de la virilité.

Alexis Papazoglou jouissait d'une grande considération en Épire et en Albanie, et lorsque le gouvernement turc, en 1847, convoqua à Constantinople des délégués rayas de toutes les provinces, il fut un des premiers désignés, mais ces états généraux des chrétiens étaient plutôt destinés à donner une satisfaction à l'opinion libérale en Europe qu'à conférer aux populations chrétiennes des bienfaits sérieux.

On sait qu'un poëte persan a comparé les yeux de sa maîtresse à un ciel étoilé à la fois brillant et sombre, et lord Byron s'est peut-être involontairement souvenu de cette comparaison quand il a dit :

. . . . As is the light
Of a dark eye in woman !

Peut-être aussi la vue des femmes de Janina, qu'il a admirées dans sa jeunesse, a-t-elle laissé dans son âme des souvenirs qui lui ont donné cette poétique inspiration. Il y a dans ces gracieuses figures orientales un charme qu'il est difficile de rendre et encore plus d'oublier. La douceur de l'expression et l'éclat du regard, cette timidité craintive que donne la vie du gynécée et la présence des maîtres musulmans dont on semble toujours redouter les tyranniques caprices, cette blancheur délicate de teint que la retraite ou des voiles pudiques garantissent contre les ardeurs du climat d'Orient, tout cela fait un ensemble qui inspire à la fois le désir, la

compassion, fait naître le mystère et qui agit puissamment sur les imaginations.

Les femmes turques sortent le jour voilées pour aller à la promenade ou au bain ou pour faire des parties sur les bords du lac; les chrétiennes se montrent rarement en public, si ce n'est aux églises où elles sont entièrement séparées des hommes et cachées à leurs regards par des grillages en bois; mais le soir, en été, à l'heure où elles sortent des offices couvertes de leurs voiles blancs, et s'arrêtent dans les cours des églises qui servent de cimetière, on peut entendre leurs voix argentines et cette douce mélodie de la langue grecque, si riche en expressions d'une délicate tendresse: « Mon âme, ψυχή μου; ma lumière, φῶς μου.» Ces beautés voilées, le voisinage de ces tombes qui rappellent que la jeunesse et la vie sont fugitives, éveillent dans l'âme des aspirations d'amour et la soif du bonheur.

Dans leur intérieur, les dames grecques portent l'élégant costume tchaine ou de la basse Albanie, que les tailleurs de Janina excellent à composer. Une robe de soie est serrée autour de la taille par un cachemire où plongent quelquefois des mains d'une finesse rare. Le châle remplace le corset et soutient, sans le comprimer, un sein qui ne perd rien de sa modestie ni de sa volupté en se laissant deviner. Une capote ou soutane de drap de couleur légère, sans être voyante, et admirablement brodée avec une passementerie de soie, d'une teinte plus foncée que le drap,

complète le costume. Des cheveux épais, châtains et souvent blonds, sont enroulés autour d'un petit bonnet de drap rouge. Le pied se joue librement dans des pantoufles de maroquin. Ces gracieuses créatures font aux Européens de distinction des honneurs qui ajoutent la confusion à l'admiration, elles leur présentent les plateaux couverts de confitures ou les sorbets exquis, et allument quelquefois elles-mêmes la pipe et en offrent les bouquins d'ambre qui ont effleuré leurs lèvres rosées.

Les juifs sont la population la moins nombreuse de Janina; elle vit dans l'obscurité à qui elle demande la protection. Une seule fois elle en sortit et leva la tête. C'était sous le gouvernement de Mustapha-Pacha, l'ancien sir-kiatib ou secrétaire intime du sultan Mahmoud. La mort de son maître le fit tomber de la puissante situation où il avait montré tant de hauteur et d'insolence, et il fut envoyé comme gouverneur à Salonique. C'était une disgrâce, mais elle devait servir à relever sa fortune. La mort subite de son maître, les sacrifices qu'elle lui imposa pour échapper aux vengeances qu'il avait provoquées, son départ précipité de Constantinople l'avaient réduit à une situation qui était la gêne pour un homme habitué à vivre au sein du luxe des sultans. Le lendemain de son arrivée à Salonique, comme il était assis rêveur et triste dans le sérail, on vint lui annoncer qu'un jeune saraf (banquier) juif de la ville, désirait lui parler. Il le fit entrer et le saraf s'agenouilla devant lui après les salutations

d'usage. La conversation fut courte et significative. Liacos, c'était le nom du saraf, mit sa fortune à la disposition du pacha et lui fit connaître les ressources du pachalik qu'il venait gouverner et les moyens de les exploiter avantageusement. Le résultat de cet entretien fut une faveur et une influence sans bornes accordée à Liacos. Mustapha-Pacha devint gouverneur de Salonique, de Larisse et de Janina, et son saraf put l'accompagner dans toutes les résidences. Il était autorisé à entrer dans son selamlik, salle de réception, à toute heure, sans être annoncé et même à prendre pendant son sommeil son cachet dans le petit sac en filigrane suspendu à sa ceinture, et à l'apposer à sa place. Aussi, lors de la persécution de l'infortuné Georges, les chrétiens essayèrent de lui gagner la protection de Liacos, mais ils le trouvèrent aussi indifférent que son maître. Les sarafs juifs n'ont pas toujours eu la même influence à Janina. Emin-Pacha en avait un près de lui nommé Mathatias qui était le mari d'une femme d'une grande beauté. On l'avait dit au pacha, et une nuit, après une orgie, il sort du sérail ivre, accompagné de ses compagnons de débauche et de ses cavas et pénètre dans la maison de Mathatias, voisine du palais. Au bruit qui se fait dans l'escalier, la femme se lève, et, à peine vêtue, s'échappe par une fenêtre et va chercher refuge dans une maison voisine, tandis que son mari se cache dans un coin obscur de la maison.

Emin-Pacha, furieux d'ivresse et de passion inassouvie, rentre au palais et y tue un des jeunes gens

de sa suite. Certainement ces excès sont rares, et il serait difficile de les renouveler aujourd'hui que les rayas sentent grandir la protection européenne, mais les israélites sont toujours dans une situation inférieure aux autres rayas, au moins dans les provinces. Cependant on ne saurait contester à cette communauté beaucoup de réserve, de sagesse et de conduite. Méprisés par les chrétiens comme par les musulmans, ils préfèrent la domination de ces derniers, et cependant c'est dans des Etats chrétiens et catholiques que les Israélites sont parvenus à l'égalité la plus complète devant la loi et à exercer même la plus haute influence. C'est que le déisme pur n'est point un obstacle à la civilisation, quelque éloigné qu'il soit de la vérité religieuse, et que d'ailleurs il ne faut pas oublier que les Israélites qui vivent dans les sociétés chrétiennes respirent, pour ainsi dire, dès leur enfance la civilisation de l'Évangile, tandis que l'islamisme s'est montré jusqu'ici impuissant à civiliser et à perpétuer les sociétés. Les juifs n'ont donc pas d'intérêt à repousser les gouvernements chrétiens en Orient lorsqu'ils sont tolérants.

VI

A l'Albanie et à l'Epire, où les chrétiens sont soumis aux Albanais et aux Turcs, opposons la Grèce, qui dut son affranchissement au courage, à l'héroïsme, au noble dévouement de ses enfants d'abord, puis à l'inter-

vention européenne, qui n'eut lieu qu'après plusieurs années d'une lutte opiniâtre et héroïque soutenue par les Grecs; ceux de l'Epire versèrent aussi leur sang et cependant ce berceau de l'insurrection hellénique resta sous la domination ottomane; mais quand les escadres de la France, de l'Angleterre et de la Russie anéantirent la flotte turque à Navarin, quand le maréchal Maison débarqua en Morée avec l'armée d'expédition, Ibrahim-Pacha et Méhémet-Reschid Pacha, alors appelés Kutaya-Pacha et que nous venons de voir en scène, étaient maîtres du Péloponèse et de l'Attique.

L'intervention européenne et surtout l'expédition de Morée ont donc largement contribué à l'émancipation de la Grèce, et c'est à Charles X qu'elle le doit. De ce jour date pour la Grèce, en même temps que l'indépendance à l'égard de la Turquie, une situation de protégée à l'égard des trois puissances européennes qui avaient aidé à son avénement au rang des nations indépendantes, et qui furent de ce moment appelées puissances protectrices. Mais, dans les actes officiels comme dans les écrits publiés en Grèce, on a substitué à cette appellation celle de bienfaitrices. Les peuples et les gouvernements oublient la protection dès qu'elle n'est plus nécessaire, et moins qu'aux particuliers il faut leur rappeler les bienfaits.

De cette époque data aussi pour les puissances un état de lutte et d'émulation diplomatique dont la Grèce devint le théâtre, le prétexte ou l'occasion, cha-

cune des puissances cherchant à faire triompher en Grèce, soit au moyen des hommes, soit au moyen des événements imprévus ou préparés, ses intérêts ou ses vues, ou ses tendances à l'égard de l'Orient en général. Dans cette lutte se révélait pleinement le caractère politique des trois puissances, et si nous donnons cette page d'histoire déjà un peu éloignée de nous, c'est qu'à notre sentiment la question d'Orient peut encore recommencer les mêmes phases, et que les trois grandes puissances protectrices de la Grèce sont destinées à se rencontrer souvent et longtemps encore peut-être sur des théâtres qui pourront changer de lieu et de personnages, mais où les passions et les intérêts resteront les mêmes.

Le désintéressement de la France dans ces questions est clair, évident pour tous les yeux; il fait à la fois sa force et sa faiblesse : sa force, par la confiance profonde qu'elle inspire à la Grèce; sa faiblesse, parce que, s'attachant surtout aux idées, la politique française s'est tenue très-souvent éloignée des affaires intérieures du pays. En général, c'est un bien; c'est quelquefois un tort, parce qu'en Orient surtout, les institutions ne sont guère que ce que sont les hommes qui les appliquent; c'est surtout un tort quand le principe de non-intervention peut servir à favoriser bien plus qu'on ne croit l'espérance des représentants qui engagent le pays sans sa participation. Ce n'est pas ce que nous allons voir en Grèce, à l'époque que nous mettons sous les yeux du lecteur. En parlant du désintéressement de la France, nous ne prétendons pas dire que la France se sacrifie

pour la Grèce, mais nous voulons dire que le bien, la prospérité, le bonheur de la Grèce importent à notre pays, et que notre politique n'a aucun intérêt particulier, matériel, à recueillir en Grèce aux dépens de la Grèce elle-même. La France veut la force de la Grèce, parce que sa force générale ne s'en trouve que bien.

Pourquoi ne dirions-nous pas aussi que c'est là une cause noble, bien faite pour être défendue par la France, qui, à toutes les époques de son histoire, a su défendre et faire triompher les nobles idées? Le mécontentement de la Russie a eu quelque peine à ne pas se faire jour quand la Grèce a semblé vouloir s'émanciper et prendre une attitude, un caractère indépendant, et chaque fois qu'elle a tendu à propager et à développer l'esprit hellénique, c'est-à-dire l'esprit de nationalité et de liberté, qui ne sommeille qu'à moitié s'il sommeille, prêt à rouvrir les yeux et les oreilles partout où, sous quelque dénomination vulgaire et moderne, la mémoire du savant ou le patriotisme renaissant retrouvent un nom antique et consacré par l'histoire ou la poésie. Les entretiens de l'empereur Nicolas avec sir Hamilton Seymour, entretiens devenus fameux, ont montré clairement que ce tsar, qui a exercé une si grande influence en Europe dans les dernières années de son règne, ne voyait point d'un œil favorable le développement de la Grèce. Hâtons-nous de dire que l'empereur Alexandre II montre envers les chrétiens les dispositions les plus favorables; c'est que la politique russe en Orient a suivi une impulsion dont

on retrouve les traces dans les diverses phases de l'histoire diplomatique de ce pays. En général, et comme résultat principal, la politique russe a été favorable aux immunités des chrétiens. Elle a contribué à affranchir les Roumains, les Serbes, les Bulgares, les Grecs, du joug des Turcs; et c'est notamment à la Russie que les Moldo-Valaques ont dû de faire les premiers pas dans la vie européenne. Nous qui avons combattu la politique russe lorsqu'elle pouvait être dangereuse pour l'équilibre européen, nous reconnaissons volontiers ce qu'elle a fait de durable et de désintéressé; mais la jalousie du gouvernement russe et son égoïsme se sont quelquefois éveillés à la vue des populations qui, à peine émancipées, témoignaient hautement du désir de s'affranchir même de la tutelle de leurs protecteurs; et alors la cour de Saint-Pétersbourg, qui avait voulu conférer des bienfaits à des coreligionnaires qu'elle se plaisait peut-être à considérer comme de futurs sujets du chef militaire et religieux des Slaves, montrait moins d'empressement à répandre ses faveurs quand l'esprit d'indépendance et de liberté autonome éclatait au sein de ces protégés.

La première politique pleine de grandeur et de générosité s'est fait jour sous le règne de l'empereur Alexandre Ier et les débuts de celui de son frère; fort affaiblie, à la fin du règne de l'empereur Nicolas, elle reparaît avec le second Alexandre.

L'Angleterre, dans presque tout le cours de ses relations avec les Grecs, s'est montrée ce qu'elle s'est mon-

trée presque partout à l'extérieur, hautaine, dure, d'une justice si sévère qu'elle touche de près à l'injustice; inquiète de voir germer sur les bords de la Méditerranée une puissance, bien faible encore, mais dont la prospérité, qui n'est que future, a suffi quelquefois pour lui déplaire.

Ces trois politiques données, il y avait encore place pour deux puissances qui n'avaient pris aucune part à l'affranchissement de la Grèce, dont l'une l'avait même vue de très-mauvais œil et avait cherché à s'y opposer, mais qui ne pouvaient sans abdiquer laisser le champ libre aux trois cours protectrices. D'ailleurs la qualité d'Allemand du roi placé sur le nouveau trône donnait aux cours de Vienne et de Berlin le droit ou du moins le prétexte d'une intervention, et cette intervention devait apporter un nouvel élément dans la lutte diplomatique engagée sur le sol où luttaient naguère les Palikars du Pinde et les hordes de l'Asie.

La première bataille que se livrèrent les trois cours protectrices eut lieu lors de la nomination du chef suprême de la Grèce. La Russie l'emporta. Elle était alors la cour prépondérante dans les affaires d'Orient, et la nomination du comte Jean Capo d'Istria fut le résultat de l'influence russe appuyée par le consentement de la France, alors intimement unie à cette puissance, dont elle augmentait la force.

Mais si, par son passé, par son dévouement à l'empereur de Russie, par sa connaissance de la politique de cet empire, le comte Jean représentait la politique et

l'influence russe, il était Hellène par sa nationalité et son génie, et une fois qu'il eut touché le sol sacré, son patriotisme se retrempa. C'est une chose digne de remarque que le salutaire effet de l'amour du pays chez les Hellènes. Tous ces hommes qui, avant la révolution, avaient été de dociles instruments du despotisme turc ou de l'intrigue russe, vinrent risquer leurs richesses, leur vie, avec joie pour la Grèce où l'on méprisait leur illustration, où on les dépouillait même des titres sous lesquels ils avaient été si longtemps honorés.

Capo d'Istria aimait la Grèce et sut se faire pardonner son élévation par le parti vraiment grec, fier de voir son pays gouverné par un Hellène. Il s'était formé une vive opposition contre lui, mais le parti national respectait son caractère et admirait sa haute intelligence. Une vengeance particulière arma le bras qui le frappa, mais l'animosité était à son comble contre lui dans le parti anglais, et l'on sait qu'un publiciste anglais, fameux par ses écrits sur l'Orient, et sa haine devenue ridicule contre la Russie, s'est vanté d'avoir causé par un article, écrit dans le *Courrier anglais*, l'assassinat de Capo d'Istria.

La mort du président donna une nouvelle intensité à la lutte des trois puissances protectrices. Leur jalousie mutuelle et bien naturelle ne leur permit pas de placer sur le trône de Grèce un prince appartenant à l'une des trois cours, et le prince Léopold, ayant refusé de s'asseoir sur un trône qui reposait sur un sol ébranlé

par la guerre et les dissensions intestines, un prince bavarois fut nommé pour régner sur un pays qui avait vu jadis des républiques briller sur son sol. Ce pouvoir une fois constitué, la lutte d'influences continua. Les Anglais l'emportèrent pendant une partie de la régence, avec le comte d'Armansberg, les Français avec d'Abel; les Russes furent sur le point, par la conspiration philortodoxe, de se rendre maîtres du terrain. La Grèce, au-dessous de ces luttes et de ces rivalités, conservait sa nationalité, son amour profond de l'indépendance. Elle reconnaissait, elle sentait le bienveillant intérêt que la France lui portait, mais elle aspirait énergiquement à s'émanciper du pouvoir absolu de la couronne et de la protection des trois cours. Ce peuple historique et amant de la liberté, dont les excès, qu'elle fût politique ou religieuse, causèrent deux fois son asservissement, respectait son roi comme le symbole de son indépendance et de son entrée au sein des puissances européennes. Il l'aimait comme homme à cause de sa loyauté et de l'élévation de son âme; mais il voulait des institutions libres qui lui permissent d'avoir un développement national, une tribune où il pût librement exprimer à la fois sa reconnaissance pour les cours protectrices, son désir d'être libre et maître chez lui. La France avait toujours approuvé cette tendance à des institutions libres. Habilement représentée par M. de Lagrenée, elle avait fait entendre des conseils élevés au roi et à ses ministres, et l'on peut dire que le ministère d'Abel, qui écoutait volontiers les conseils de la France,

est celui qui a le plus fait pour l'administration et l'établissement des lois en Grèce ; mais le gouvernement français ne voulait pas imposer sa volonté, il demandait des réformes, des institutions, il ne voulait pas prendre un ton comminatoire ; le gouvernement anglais, muet pendant tout le temps de sa puissante influence, et qui se contentait de déclarer que rien ne serait plus dangereux pour la Grèce qu'une constitution, faisait entendre par la bouche de son envoyé un langage tout différent dès qu'il ne fut plus le suprême et unique directeur du cabinet d'Athènes ; le parti russe, spectateur en apparence désintéressé de la lutte d'opinions qui existait entre les deux grandes puissances constitutionnelles, calculait ses moyens avec une parfaite dissimulation. Il avait échoué dans l'affaire de la philorthodoxie, vaste conspiration qui ne tendait à rien moins qu'à renverser Othon de son trône de Grèce et à proclamer un prince orthodoxe, c'est-à-dire de la religion grecque ; il chercha à réparer cet échec, à renverser, au moyen d'une révolution militaire audacieuse, le prince qui occupait le trône bavarois, et à s'emparer de la direction des affaires. On a dit que la conspiration s'était organisée dans les salons du ministre de Russie, M. Katakazi, homme fin et entreprenant, Le mécontentement croissait depuis quelque temps visiblement. La confiance entre le roi et le peuple avait cessé. De la part du monarque, il y avait une répugnance profonde à entrer dans la voie des réformes, toujours si périlleuse, moins par goût du pouvoir

absolu que par crainte de ne pas savoir s'arrêter à temps; de la part du peuple, une patience admirable et l'espoir d'un avenir meilleur par l'intervention amicale et enfin harmonique des puissances protectrices. Tant qu'il conserva cette espérance, la patience du peuple ne se démentit pas un instant; mais le jour où le parti libéral fut convaincu à Athènes que les gouvernements de l'Occident ne mettraient point fin à leurs divergences pour imposer une ligne de conduite au ministère hellénique et l'obliger à convoquer les assemblées délibérantes, tout fut préparé pour une insurrection. La Grèce offrait alors le curieux spectacle d'un prince absolu à la tête d'un pays qui n'avait ni constitution en vigueur, ni assemblée représentative, et qui possédait une presse libre de toute entrave. Cette presse, en demandant des réformes et en les discutant, mettait en cause le gouvernement du roi lui-même, qui n'était garanti ni par les ministres responsables ni par une représentation nationale. C'est le moment que saisit le parti russe pour faire un coup de main. Dans la nuit du 14 au 15 septembre 1843, la garnison d'Athènes, commandée par le colonel Kalergis et suivie d'une partie de la population, se transporta sur la place du Palais-Neuf dont elle occupa toutes les issues, après quelques engagements sans importance avec des patrouilles de gendarmes. La constitution fut demandée à grands cris. Le roi voulut se rendre maître du mouvement, fit des promesses et protesta de son amour pour le pays; mais il lui fut répondu qu'il fallait se

décider à l'instant, et qu'on ne quitterait la place que lorsque satisfaction complète serait donnée à l'opinion publique. Le conseil d'État, déjà assemblé, avait voté immédiatement, à l'unanimité, les propositions suivantes :

1° Convocation dans le délai d'un mois d'une assemblée dont la mission sera de donner une constitution à la Grèce ;

2° Changement de ministère ;

3° Remercier l'armée et le peuple pour leur bonne conduite dans cette grave conjoncture ;

4° Décider qu'une médaille sera donnée à tous ceux qui ont pris part au mouvement ;

5° Le 15 septembre sera désormais une fête nationale.

Le roi signa immédiatement les deux premières demandes ; mais il hésita longtemps quant aux dernières, disant qu'il préférait abdiquer. C'est ce que voulaient les chefs du mouvement, qui s'étaient proposé de mettre le roi entre l'acceptation du baptême orthodoxe grec ou l'abdication. Le temps pressait, les troupes et le peuple menaçaient d'enfoncer les portes du palais ; le corps diplomatique intervint, et les représentants des deux grandes cours constitutionnelles conseillèrent au roi de signer les propositions. Le roi Othon signa, parut à son balcon, et fut accueilli par le plus vif enthousiasme. Le patriotisme du peuple, la force des choses, l'intervention combinée des représentants de la France et de l'Angleterre avaient détourné le mouvement. Une

conspiration du parti russe était devenue une révolution grecque, et des soldats conduits par M. Kalergis avaient donné une constitution à la Grèce. Un nouveau ministère fut nommé. M. Metaxas, chef du parti napiste, reçut la présidence du conseil.

Ce choix d'un homme d'ailleurs éminent était significatif, et montrait quelle était la pensée qui avait tout dirigé dans l'ombre, et le rappel de M. Katakasi, le ministre de Russie, sa brusque destitution, et la violente expulsion du frère de M. Kalergis de Saint-Pétersbourg étaient des indices non moins certains de la faveur avec laquelle le gouvernement russe suivait le mouvement, et de son dépit et de sa colère en voyant la tournure que les choses avaient prise.

Cet événement fut à plus d'un titre digne de la profonde attention des hommes politiques. Un roi contraint de céder devant un mouvement populaire échappe à sa perte en se fiant aux cours occidentales et au sentiment national ; accorde des réformes sans voir son trône ébranlé, exemple unique peut-être, et sans rien perdre de l'affection de ses sujets, autre enseignement bien digne d'être médité.

Nous allons voir l'agitation de la vie parlementaire, la lutte des influences, la corruption électorale, succéder au calme et à l'inertie dont se plaignaient si amèrement les Grecs, qui comprirent bientôt que l'avenir de leur patrie était entre ces deux extrêmes, et que Capo d'Istria avait mille fois raison quand il disait à ses compatriotes : « Faisons de l'administration, dotons le

pays de bonnes routes, faisons progresser l'agriculture et le commerce, soyons modestes et laborieux, c'est la meilleure des politiques. »

Voilà donc le roi arraché à un grand danger, et le peuple Grec en possession ou sur le point d'être en possession de l'objet de son plus ardent désir, d'une constitution. Nous allons maintenant assister à un spectacle plein d'intérêt, les trois grandes cours protectrices vont se livrer des combats acharnés, former des alliances et les rompre, s'unir le lendemain contre l'alliée de la veille. Nous allons voir aussi les représentants des deux grandes cours allemandes user de leur influence pour faire pencher la balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Nous pensons qu'il y aura plus d'un enseignement à recueillir de la lecture de cette page d'histoire diplomatique en Orient.

Le premier ministère, ainsi que nous l'avons dit, eut pour chef M. Metaxas, avec le portefeuille des affaires étrangères; ses collègues furent Londos à la guerre; Canaris à la marine; Rigas-Palamidès à l'intérieur; Drosos-Marnalos aux finances; Melas à la justice, et Michel Schinas à l'instruction publique.

Les deux nuances du parti constitutionnel dominaient dans ce ministère; mais le président du conseil était du parti russe, ainsi que tous les chefs du mouvement, sans exception. Cela n'était pas fait pour inspirer une entière confiance. Toutefois, les représentants de la France et de l'Angleterre appuyèrent ce minis-

lère. M. Guizot, dans une dépêche admirable, véritable monument historique, approuva la conduite de M. Piscatory, qui avait succédé à M. de Lagrené comme ministre de France, et conseilla au roi la franche et loyale exécution du gouvernement constitutionnel. M. Piscatory déclara alors que la France voulait avant tout la prospérité de la Grèce, et qu'il appuierait tous les hommes qui seraient capables de donner à la Grèce cette prospérité. Cette déclaration était à la fois honnête, désintéressée et habile ; les napistes se sentant appuyés par les légations de France et d'Angleterre, et voyant les projets des conspirateurs échouer devant le bon sens, l'énergie et le patriotisme des masses, quittaient volontiers le triste rôle d'intrigants égoïstes pour celui de constitutionnels. Dans ces conjonctures, la neutralité des légations n'était pas possible. L'assemblée nationale était réunie, on procédait à la rédaction de la constitution ; M. Colettis était arrivé de France et avait été reçu avec transport comme le plus ferme soutien de ces idées constitutionnelles qui allaient de nouveau avoir tant de retentissement en Grèce et qui, au début de la révolution, avaient été proclamées à Trézène, à Epidaure, à Mégare. La nécessité d'une constitution une fois admise, le vœu de la population hautement prononcé, l'adhésion du roi loyalement donnée, il n'y avait pas à hésiter ; il fallait franchement soutenir le parti de la constitution. Le ministre de France le fit avec fermeté et franchise.

Toutefois l'œuvre de la constitution n'était point facile

avec l'opposition du parti napiste, les fautes inévitables du ministère, les dissentiments du parti libéral constitutionnel, le mauvais vouloir de la légation britannique qui ne pouvait voir sans mécontentement l'ascendant de la France, la jalousie de la légation autrichienne effacée par les légations des cours occidentales. Les fautes du ministère avaient jeté le pays tout entier dans la plus vive anxiété. Le cabinet avait pour système de laisser tout faire, et de ne pas gouverner. Le bon sens, l'heureux instinct du peuple étaient la seule règle à l'intérieur. Mais était-ce là un gouvernement normal? Quelque préparé que soit un peuple à se gouverner lui-même, il ne saurait se passer de guides éclairés, et assez supérieurs pour le devancer dans ses vues et dans ses besoins, et la pire des situations pour un peuple intelligent c'est d'avoir plus d'intelligence et plus de droiture que les dépositaires du pouvoir. Bientôt l'opinion publique imposa au cabinet l'exclusion de M. Rigas Palamidés. Sa conduite présentait des dangers; il n'avait pas voulu se soumettre aux exigences de la politique conservatrice que les puissances avaient dictée, parce qu'ils avaient des traités et des intérêts à respecter en Turquie. M. Rigas compromettait ainsi manifestement la légation de France, en considération de laquelle il avait été appelé au ministère. M. Rigas fut contraint de se retirer; mais il avait conspiré jusqu'au dernier moment, soit par esprit de vengeance, soit pour se donner de l'importance, soit pour se faire craindre. Le roi, les représentants des puissances, et MM. Colettis, Mavrocor-

datos, Metaxas et Londos, virent sa retraite avec plaisir. Toutefois pour les Hellènes du parti français constitutionnel ce fut un événement auquel ils durent se résoudre, mais par nécessité seulement, car ils ne pouvaient méconnaître que l'action des napistes allait en devenir plus forte. M. Londos, qui remplaçait M. Rigas par intérim, était, bien qu'un parfait honnête homme et très-sincèrement constitutionnel, assez faible pour céder trop souvent à M. Metaxas. D'autre part, le parti national craignait que M. Metaxas, dans le cas où il n'aurait pas été sincèrement pour la constitution, ne fût secondé dans sa sourde opposition par celle que M. Rigas pourrait faire. Le parti national avait donc perdu un de ses adhérents les plus énergiques, si ce n'est les plus irréprochables. M. Colettis ne voulut pas accepter le portefeuille de M. Rigas Palamides, et s'unit à M. Piscatory pour l'engager à abdiquer ses vues et les passions qui rendaient son maintien au ministère impossible. Dans toutes ces conjonctures la loyauté du ministre de France et celle de M. Colettis éclataient aux yeux de tous; les relations des deux principaux hommes d'Etat de la Grèce entre eux et des deux ministres des cours occidentales, attiraient vivement l'attention des politiques. La conduite de M. Colettis envers M. Mavrocordatos était d'une sincérité exemplaire, mais son célèbre émule ne passait pas alors pour montrer une égale franchise. Le ministre d'Angleterre, sir Edmund Lyons, bien que paraissant sincèrement attaché à M. Piscatory, s'alliait sans cesse aux représentants

d'Autriche et de Russie, et rendait par là difficile et compromettante l'œuvre du ministre de France. Toutefois ce dernier resta invulnérable en face de cette tactique; le peuple exprimait sa reconnaissance envers lui et témoignait de plus en plus sa méfiance envers l'Angleterre et son représentant, surtout depuis que ce diplomate avait fait publier une longue dépêche de lord Aberdeen sur les questions pendantes, dans laquelle l'Angleterre se portait garante des bonnes intentions de la Russie envers la Grèce. La publication de cette note causa une sensation profonde. Pour le roi, malgré les efforts du baron de Prokech pour mettre sir Edmund Lyons bien à la cour, il manifesta son entière confiance dans la loyauté et l'habileté du ministre de France. Sir Edmund Lyons était capitaine de vaisseau et commandait le vaisseau qui de Trieste conduisit le roi Othon à Nauplie. Il plut par sa franchise, sa grâce toute militaire, le charme de son caractère au jeune roi, qui demanda et obtint de la cour de Saint-James qu'il fût accrédité comme ministre auprès de sa personne ; mais depuis lors le ministre britannique, ayant dû trop souvent représenter une politique sévère et impérieuse à l'égard de la Grèce, avait perdu dans les bonnes grâces du roi tout ce qu'il avait gagné d'ascendant dans les affaires du pays.

Il serait difficile de se persuader jusqu'à quel point M. Colettis, Mavrocordatos, Métaxas étaient alors peu influents par eux-mêmes. On ne se gênait pas pour dire aux deux premiers que leur valeur consistait seu-

lement à représenter la France et l'Angleterre. Ce mal résultait en partie du privilége qu'ils s'étaient adjugé à eux seuls de la vice-présidence de l'assemblée. Ils auraient dû peut-être faire plusieurs vice-présidents pour pouvoir appeler d'autres chefs de la lutte à leurs côtés. La rivalité ne prend nulle part, plus promptement qu'en Grèce, les allures de l'inimitié. En se posant devant l'assemblée avec une supériorité dédaigneuse d'une part, et de l'autre comme les exécuteurs des instructions données par les ministres de France et d'Angleterre, instructions qui ne remplissaient pas les vœux de la majorité des représentants de la nation, les deux premiers hommes d'État de la Grèce se rendirent ainsi impopulaires. Peu de gens furent assez sensés et assez dégagés de préjugés et de passion pour comprendre que dans ce moment il était indispensable de limiter les tendances démocratiques qui pouvaient compromettre les relations de la Grèce avec son ancienne dominatrice.

En attendant, M. Rigas, qui s'était posé comme le représentant de l'opinion dite nationale, des idées libérales, l'adversaire de tout projet tendant à faire une situation aux Primats dont le pouvoir avait laissé de si pénibles souvenirs, M. Rigas restait l'homme populaire. La situation était très-ardue, la misère était profonde dans l'intérieur du pays, la population s'attendait à voir diminuer les impôts, tandis que les révolutions sont presque toujours le signal de la création de nouvelles taxes à cause de la démoralisation des es-

prits et de la stagnation des affaires qui en sont la conséquence. Elle voyait dans un sénat nommé par le roi la résurrection du pouvoir abhorré des Primats (κοτζαμπασισμός). Les Palicares de la phalange dissoute en 1833, lesquels avaient souffert à la lettre, pendant dix ans, la faim et le froid, s'irritaient de ce qu'on ne les nommait pas tous à quelque commandement. Tel était l'état des esprits ; dans plusieurs provinces on se préparait à s'insurger.

Ce qui contribuait à causer de l'irritation dans les provinces, c'est qu'il se publiait une foule de petites feuilles écrites par de véritables énergumènes politiques, la plupart de bonne foi, mais à tête démocratique exaltée. Ils faisaient de l'indignation au sujet de toute manifestation conservatrice du ministère, croyant ou voulant y voir des tendances aristocratiques. Ces feuilles, auxquelles l'observation de la loi sur la presse aurait interdit de traiter des matières politiques, puisqu'elles n'avaient ni cautionnement ni gérant responsable ayant les qualités requises, étaient extrêmement répandues par suite de leur bas prix et de l'attrait qu'elles présentaient. Le ministère en n'exigeant pas l'observation des lois le lendemain du 3 septembre, soit par calcul, soit par incurie, avait légué d'immenses difficultés à toute administration décidée à les appliquer. L'intervention que les ministres de France et d'Angleterre exerçaient indirectement dans les travaux de l'assemblée, irritait beaucoup et inspirait de la défiance, les assemblées étant toujours hostiles à l'intervention étrangère quels

que soient les sentiments de quelques-uns de ses membres; l'ardeur toute militaire de sir Edmund Lyons, sa façon de s'ingérer, si souvent blessante pour les susceptibilités nationales, indisposaient vivement contre la politique anglaise. Les esprits pénétrants ne pouvaient pas se dissimuler que la mission britannique, tantôt dans un sens démocratique, tantôt dans un sens conservateur, donnait toujours dans des extrêmes qui présentaient les mêmes dangers, bien que par des excès opposés. La sincérité de la politique française n'en devenait que plus évidente, mais cette évidence n'empêchait pas les complications fâcheuses. Malgré les inconséquences du ministre d'Autriche qu'emportait quelquefois une brillante intelligence, et qui avait déjà deux fois compromis le roi en le poussant à prendre des déterminations à l'insu des ministres de France et d'Angleterre, afin de recueillir le mérite des résultats obtenus, Othon était très-populaire.

Telle était la situation de la Grèce. Cependant le travail de la constitution marchait; on créait les deux chambres, le sénat à vie. Une vive discussion s'éleva sur cette question. Les libéraux modérés parlèrent avec une grande force de raison et souvent avec une éloquence entraînante. Mavrocordatos, Colettis, Tricoupis se firent remarquer. L'opposition demandait que le mandat des sénateurs ne fût que de dix ans. Colettis et Mavrocordatos l'emportèrent à la majorité de 112 voix contre 92. Ce vote eut un résultat extrêmement important, il fixa la majorité. Le président du conseil,

Metaxas, et les Napistes avaient été pour le mandat pendant dix ans. Après la séance, soit de son propre mouvement, soit plutôt poussé par ses amis, Zographos, Soutzo et la queue du parti napiste, il donna sa démission, que le roi accepta immédiatement. Cette démission était un événement. L'assemblée nationale, débarrassée des entraves que lui suscitait le ministère, pouvait marcher plus librement. Un nouveau ministère, mais provisoire, fut alors formé : MM. Colettis et Mavrocordatos furent ministres sans portefeuille; Canaris, président du conseil et ministre de la marine; Londos, ministre de l'intérieur et de la guerre; Drosos Monsolas eut les affaires étrangères, et Melas la justice, l'instruction publique et les cultes. Spiro-Mylio, le commandant de la gendarmerie et l'homme le plus dévoué à Metaxas, fut destitué. M. Kalergis restait gouverneur d'Athènes.

Sous ce ministère, la constitution fut définitivement votée et acceptée; ce ne fut pas sans peine. On devait d'abord la présenter au roi par courtoisie, comme projet ; le roi aurait dû signer immédiatement ce projet, mais, mal conseillé par les ministres des cours allemandes qui ne se rendaient point compte du caractère du peuple grec, il fit plusieurs modifications au projet. Cette conduite lui fit beaucoup de tort dans l'opinion publique, mais il reconnut promptement son erreur et mit sa signature au bas du projet de l'assemblée.

Restait une question bien difficile et bien délicate,

celle de la formation du ministère. Colettis et Mavrocordatos se montraient peu confiants dans l'avenir et se disaient dégoûtés des affaires, soit que chacun d'eux aspirât à gouverner seul, soit qu'assurés de jouer le premier rôle, ou ensemble ou séparément, ils éprouvassent réellement une défaillance morale au moment d'entrer dans l'arène, soit que le dégoût se fût emparé d'eux en comparant les résultats aux labeurs, soit enfin que la haute influence exercée par les ministres étrangers répugnât à des hommes qui sentaient leur haute valeur hors de toute proportion avec le rang de leur patrie dans le monde. D'un autre côté, Metaxas et ses amis s'agitaient pour rentrer au ministère. Zographos, l'éloquent orateur, l'âme du parti napiste, le poussait, avec son audace et sa persévérance habituelles, à s'emparer des affaires. Le parti napiste était étroitement uni; il marchait comme un seul homme, et si, en ce moment, l'entente entre les deux légations avait faibli, c'en était fait du parti constitutionnel. Le 30 mars, l'assemblée fut dissoute; le roi prêta le serment à la constitution. La cérémonie fut fort belle : le roi et la reine, accueillis par les plus vives acclamations, jouirent pleinement de leur popularité. Othon semblait retremper sa dignité dans la joie et l'amour d'un peuple libre et enthousiaste, et la reine, dont les derniers événements avaient voilé la sereine beauté, souriait avec une grâce ineffable à un entraînement aussi profond et plus noble peut-être encore que celui qui avait salué sa première arrivée en Grèce. Il faut qu'il y ait un bien grand

charme dans les accents qu'une juste popularité arrache à un peuple, puisqu'ils suffisent à faire oublier tous les travaux, toutes les peines, tous les sacrifices; peut-être aussi la popularité méritée est-elle une des plus pures jouissances des belles âmes, et j'avoue que je n'ai pas grande idée d'un cœur qui affronte l'impopularité par orgueil et d'un esprit qui en fait la consécration de la grandeur.

Le second acte de ce grand drame politique était terminé, et le dénoûment était heureux, brillant; la royauté sortait triomphante, guidée par la liberté, de deux épreuves terribles. Une conspiration, puissamment ourdie contre le pouvoir et la personne du roi, avait placé le pouvoir sur des bases nouvelles et plus fortes, et l'assemblée nationale venait, après bien des traverses, bien des entraves, de fonder les institutions de la Grèce. M. Piscatory et sir Edmund Lyons durent goûter alors une joie profonde, la joie d'avoir accompli quelque chose de noble, d'avoir aidé à constituer un gouvernement national, joie supérieure à toutes les récompenses, antidote de toutes les injustices. De l'aveu de la Grèce entière, ils avaient largement contribué aux immenses résultats obtenus en six mois. Mais il s'agissait de fonder un ministère, et ce n'était pas chose facile que de mettre en mouvement, de faire fonctionner cette machine élevée après tant de discussions et tant de peine. Il n'était pas moins difficile de composer un ministère avec les ambitions, les craintes ou les soupçons des personnages les plus marquants. Le lende-

main de la dissolution, ce qui restait du ministère du 3 septembre donna sa démission, et les négociations pour former un nouveau ministère commencèrent à l'instant même. Colettis et Mavrocordatos, parfaitement d'accord depuis six mois, ne purent pas s'entendre; chacun de ces hommes d'Etat voulait pour les siens la plus grosse part dans le cabinet. Les ministres de France et d'Angleterre firent tous leurs efforts pour amener ces deux hommes si divers, si remarquables, si haut placés dans l'estime de leur pays, à entrer ensemble dans un ministère. Ils n'y purent réussir. Halet-Effendi, ce tout-puissant secrétaire du sultan Mahmoud jusqu'au moment où il fut étranglé, avait coutume de dire : « Le pouvoir est un minaret, on ne peut y tenir deux à la fois » et cette vérité trouvait là son application. Enfin, après huit jours de tentatives infructueuses, et l'essai d'un ministère dont ils n'auraient fait parti ni l'un ni l'autre, et dans lequel, pour cette même raison, personne ne voulut s'engager, Mavrocordatos seul entra aux affaires avec ses amis. Colettis, se croyant maître de la situation, lui avait mis le marché à la main et avait été pris au mot. On assure qu'il fut d'abord interdit d'un résultat auquel il ne s'attendait pas, mais qu'il se ravisa et promit son sincère appui au nouveau ministère. M. Piscatory, consulté à ce sujet par le roi, l'engagea à ne pas laisser le pays plus longtemps sans administration et promit en même temps son concours le plus efficace. En conséquence, le ministère fut constitué de la manière suivante: Mavrocordatos, président du con-

seil, ministre des finances, et, par intérim, de la marine; Londos, ministre de l'intérieur; Tricoupis, ministre des affaires étrangères; Londos de Patras, ministre de la justice; Rhodios, ministre de la guerre.

Ce n'était certainement pas là un mauvais ministère. Tous les membres en étaient considérables, et si les circonstances n'avaient pas été aussi difficiles, on aurait pu lui prédire un long avenir. Cependant l'opinion publique n'était pas rassurée sur la durée de l'administration. Tout dépendait du parti que prendraient Colettis et ses amis dans la chambre qui allait se réunir. On s'attendait à le voir porter à la présidence. Toutefois, soit calcul, soit sincérité, le chef du parti libéral disait volontiers qu'il préférerait retourner à Paris comme ministre. Il s'était, disait-il, habitué à la vie du monde, et il lui était difficile de se faire de nouveau au palicarisme, c'est-à-dire à la société d'hommes sans culture, sans connaissances et sans amour des affaires, et dont l'unique mérite était d'avoir lutté courageusement pour l'indépendance de leur pays. Ce mérite, il était grand sans doute et méritait bien de n'être ni oublié ni négligé, mais Colettis était un esprit très-supérieur à son parti et que la fréquentation des hommes éminents de la France avait gâté. Quant au ministre de France, il soutenait pleinement Mavrocordatos, et disait à qui voulait l'entendre que la France ne tenait nullement aux personnes, mais seulement aux choses; que ses intérêts étaient que les affaires de la Grèce marchassent bien, et que tous ceux qui menaient, à ce résultat étaient ses amis. Ce langage n'empêchait

pas M. Piscatory d'avoir à essuyer l'expression des mécontentements du parti constitutionnel français.

Le ministère Mavrocordatos, composé d'hommes appartenant à la nuance anglo-constitutionnelle, eut l'appui complet, ardent, exclusif de sir Edmund Lyons, qui trouva là à déployer les qualités qui le distinguaient particulièrement : l'activité, l'audace, la tendance à la domination, commune à sa race, tout cela allié à une vivacité de sentiments pleine de noblesse et de charme, à un dévouement complet à ses amis, mais aussi à l'impatience de toute opposition et de toute contradiction. Lord Lyons, que la mort vient de ravir à l'Angleterre qu'il aimait avec passion, était né en 1790. Il entra de très-bonne heure dans la marine, et était embarqué comme midshipman à bord de la frégate *l'Active*, lors du passage des Dardanelles par l'amiral Ducworth. Il coopéra à la capture de Java et commandait l'assaut qui emporta le fort Marack ; il était capitaine de la frégate *la Blonde* à la prise du château de Morée sur les Turcs en 1828. Nous avons vu comment il fut distingué par le roi Othon, et comment de capitaine de vaisseau il devint ministre à Athènes; depuis il fut ministre à Berne, puis rentra dans la marine et prit une part active et glorieuse à la campagne de Crimée. Nelson était son héros, et le souvenir de sa gloire et de sa fin le remplissait d'enthousiasme. Il avait quelque rapport dans le visage avec le héros de Trafalgar, et cherchait à augmenter cette ressemblance en séparant comme lui ses cheveux au milieu du front. Mais

les traits de Nelson étaient sans grâce : ceux de lord Lyons étaient animés d'une expression où la cordialité s'alliait à la vigueur. L'héroïsme de lord Nelson, comme le génie de lord Chatam, était déparé par l'alliage de la haine; le cœur de lord Lyons semblait ne pouvoir en être atteint, même au milieu de ses plus vifs déplaisirs. J'ai passé des heures charmantes dans la conversation intime de ce brillant représentant du génie britannique. Il aimait la jeunesse et l'entretenait volontiers des affaires les plus élevées. On ne s'étonnera pas d'apprendre qu'il était passionné pour la poésie, et je ne puis oublier l'accent avec lequel il me dit ces beaux vers de lord Byron, le bras étendu vers la mer, un jour que nous chevauchions ensemble au coucher du soleil dans les environs d'Athènes.

Slow sinks, more lovely ere his race be run,
Along Moreas hills the setting sun;
Not as in the northern climes, obscurely bright,
But one unclouded blaze of living light!

Tel était l'homme qu'une rivalité ardente allait séparer du ministre de France auquel une même pensée l'avait jusqu'alors uni. L'arrivée de M. Piscatory sur la scène diplomatique à Athènes dans une conjoncture décisive inspirait de l'inquiétude aux partisans de sir Edmund Lyons sur l'espèce de suprématie qu'il se plaisait à vouloir exercer. On connaissait le caractère ferme et énergique de notre ministre, et les uns craignaient, les autres souhaitaient une lutte. Jamais la conduite de

M. Piscatory ne fut plus habile, plus droite et plus empreinte de sincérité. Il prêtait son appui à un ministère qui comptait d'éminents patriotes, mais qui avaient été nommés sous l'influence de la légation britannique et qui saluaient dans le ministre d'Angleterre leur principal soutien. Cet appui, il le prêta sans arrière-pensée, sans hésitation, avec ardeur et avec droiture; il ne recula pas devant une impopularité momentanée qui était à la fois le reflet de celle qui commençait à atteindre la nouvelle administration, et le résultat de l'amoindrissement de son action et de sa personnalité au profit de l'action et de la personnalité du ministre britannique. Cependant les élections commencèrent. Le ministère semblait avoir peu de souci de la légalité et des moyens d'influence. Des destitutions nombreuses frappaient les membres du parti national, remplacés partout par des créatures du cabinet; des circulaires des divers ministères furent publiées, empreintes de l'esprit le plus anticonstitutionnel. Les membres du parti national triomphaient, malgré toutes les menées, dans les élections. Le ministère fit des avances à Colettis, qui les accueillit froidement, sans doute parce que, dans sa profonde sagacité, le vieux chef du parti rouméliote voyait le mouvement qui s'opérait. M. Piscatory continuait à appuyer le ministère, tout en regrettant ses fautes et sa conduite anticonstitutionnelle. Cette attitude, qui mettait sa loyauté envers la légation britannique dans son grand jour, diminuait chaque jour sa popularité, qu'un petit événement vint relever en donnant une nouvelle force

au parti national. Le général Grivas, croyant son élection perdue en Acarnanie, et ayant reçu l'ordre de venir rendre compte à Athènes de sa conduite, avait levé une centaine d'hommes et s'était mis en campagne. Vivement attaqué par les Stratos qui avaient à cœur de prendre sur lui leur revanche de 1836, où ils l'avaient eu contre eux lors d'un mouvement qu'ils firent contre le gouvernement, Grivas fut obligé de passer immédiatement l'Aspropotamos pour ne pas être pris, et de se retrancher dans le village d'Avariko à six lieues au nord de Lépante où il fut cerné par Sotiri Stratos, son ennemi mortel, à la tête de quatre cents hommes. Le ministère ne savait quel parti prendre, et sentait bien cependant qu'il était très-important d'en finir avec Grivas avant l'explosion d'autres soulèvements. Dans cette circonstance, il s'adressa à Tzavellas et l'envoya sur les lieux avec la mission d'arrêter dans son germe la guerre civile et de décider Grivas à venir à Athènes. Au fond, le ministère, tenant beaucoup à ne pas recevoir un refus de Tzavellas, lui avait laissé carte blanche pour agir. Le ministre de France, pour faciliter la mission du chef souliote, avait mis à sa disposition le bateau à vapeur *le Papin* qui le transporta à Lépante. Grivas, réduit aux extrémités, manquant de tout, accepta les propositions de Tzavellas, se rendit à bord du *Papin* sur sa parole, et ils reprirent ensemble la route d'Athènes. Arrivé en vue du Pirée, *le Papin* reçut l'ordre d'aller mouiller à Salamine, et le ministère demanda que Grivas

fut débarqué. Son intention était de le faire immédiatement arrêter et de l'envoyer avec sa suite au fort de la Palamide à Nauplie, en attendant un jugement. Tzavellas déclara qu'il avait promis à Grivas de le mettre en liberté à Athènes, s'opposa aux exigences du ministère, et mit sa parole et son prisonnier sous la protection du pavillon français. La légation française, qui jusqu'alors n'avait joué dans cette affaire qu'un rôle secondaire, se trouva tout à coup placée en première ligne. Le ministère hellénique renouvela sa demande et M. Piscatory refusa positivement d'y satisfaire; enfin, après trois jours, Grivas, ne voulant pas consentir à descendre à terre, fut transporté, sur sa demande, à bord de *la Diligente*, corvette française qui partit le jour même (20 juin 1844) pour aller prendre la station de Syrie où se passaient des événements de la plus haute gravité. Grivos débarqua à Beyrouth avec ses palikars et reçut l'hospitalité chez moi, mais l'inquiétude qu'il y causa fut telle que je l'engageai à se rendre à Alexandrie où la tranquillité et le calme qui régnaient et la force du gouvernement égyptien rendaient sa présence plus opportune qu'au pied du Liban. Le général Grivas élu ensuite en Acarnanie, rentra triomphalement en Grèce.

J'ai raconté cet épisode, parce qu'il eut à Athènes un grand retentissement, et que M. Piscatory, par la fermeté de sa conduite, ramena beaucoup de gens qui commençaient à s'éloigner de lui. Le parti patriote le félicita avec acclamations du succès qu'il avait remporté.

Le mécontentement de sir Edmund Lyons commença poindre à cette occasion. Le ministère faisait faute sur faute; il sentait que la majorité tournait contre lui. A Missolonghi, Tricoupis dut se retirer; Mavrocordatos, battu partout, fut obligé de s'adresser à l'Université; le président du conseil dut son élection très-contestable à une vingtaine de professeurs.

On ne saurait cependant refuser de rendre hommage à la manière dont M. Mavrocordatos composait le Sénat à la même époque (juillet 1844). D'après la constitution le minimum était de vingt-sept sénateurs; on en créa trente-six. Les choix étaient bons, à l'exception de cinq ou six élus dont on pouvait contester la valeur. Les trois partis furent à peu près également traités; il y eut douze sénateurs ministériels, dix Coletistes, huit Napistes et six douteux. Si Mavrocordatos avait toujours montré la même impartialité, les amis de la Grèce n'auraient jamais élevé la moindre critique contre son administration; mais l'impartialité ne brillait point dans les autres parties de cette administration. Aussi la majorité se prononçait partout contre lui; l'opinion publique était de plus en plus contraire à sa politique exclusive; toutes les nominations annoncées étaient de l'opposition. Les élections d'Athènes, commencées le 4 août, présentaient presque l'unanimité en faveur de Colettis et de Metaxas. Le ministère n'osa pas pousser l'épreuve plus loin. Il n'attendit pas la réunion de la chambre des représentants, et le 6 août 1844, Mavrocordatos donna sa démission accompagnée de celle

de tous ses collègues. Colettis fut immédiatement appelé par le roi et chargé de former un ministère. Dès que cette nouvelle fut connue, Metaxas alla le trouver pour lui offrir son appui au dedans et au dehors du ministère, et, après deux jours de négociations, le cabinet fut formé de la manière suivante :

Colettis, président du conseil, ministre de l'intérieur et, par intérim, des affaires étrangères et des cultes.

Metaxas, ministre des finances et, par intérim, de la marine.

Tzavellas, ministre de la guerre.

Balbi, ministre de la justice et, par intérim, de l'instruction publique.

Ce dernier était député de Missolonghi, où il l'avait emporté sur Mavrocordatos. Ce ministère était le résultat d'une entente entre les deux seuls grands partis de la Grèce, à cette époque, le parti national et français et le parti national et russe. Il était présidé par le chef du parti national; il comptait dans son sein des hommes éminents; il avait été porté par les élections devant lesquelles le ministère précédent s'était retiré. Il devait avoir nécessairement l'appui de la légation de France. M. Piscatory qui avait donné son appui entier et ferme au dernier cabinet, au risque de perdre sa popularité et de voir s'éloigner de lui les amis de la France, ne pouvait pas hésiter, mais il ne devait pas se borner là; il devait réclamer et il réclama l'appui de la légation britannique. Ici nous sommes contraint de le déclarer, la conduite de sir Edmund Lyons manqua de justice et

d'habileté. Il devait à son tour son appui à un ministère sorti des rangs de la majorité, et par là il maintenait sa part légitime d'influence que la légation française était loin de vouloir lui ravir. Au lieu de cela, il se prononça tout à coup contre le ministère Colettis; il appuya, il patrona le mouvement que se donnait le ministère déchu pour entraver la marche de la nouvelle administration, et il se prononça, avec la passion et l'amertume éloquente qui lui étaient familières quand il était vivement contrarié, contre le président du conseil et contre le ministre de France. La haute estime que nous avons toujours ressentie pour le caractère privé et les qualités politiques de lord Lyons, ne nous empêche pas de prononcer qu'il eut tort. Cédant à un mouvement de brusque emportement, il prit une attitude injuste envers le cabinet grec et le représentant de la France, attitude tout à fait incompatible avec la loyauté de son caractère et la droiture de son esprit. Voici les raisons que donnait le ministre britannique pour expliquer sa conduite :

« J'avais pris, il est vrai, disait-il, l'engagement de soutenir un ministère Colettiste, de même que M. Piscatory avait soutenu un ministère Mavrocordatiste; mais c'était à condition qu'il n'y aurait pas d'alliance faite entre M. Colettis et le parti napiste. Cet engagement avait été pris par M. Colettis envers M. Mavrocordatos en présence et presque sous le patronage de M. Piscatory comme du mien. Voilà les raisons qui m'empêchent maintenant de soutenir M. Colettis, qui

a contracté alliance avec les napistes qui sont les ennemis de l'indépendance grecque et du gouvernement constitutionnel en Grèce. » Telle fut la base sur laquelle lord Lyons commença son opposition active contre le ministre Colettis et telle fut l'origine de son mécontentement à l'égard de M. Piscatory.

Par quels arguments M. Colettis et M. Piscatory répondaient-ils à ces allégations? Le président du conseil se défendait d'avoir jamais pris un pareil engagement. Quant à M. Piscatory, toute sa conduite en Grèce, le besoin constant qu'il avait montré de sortir de la routine des anciens partis, la franchise avec laquelle il s'était montré prêt à appuyer tous les hommes et tous les partis qui pouvaient donner la force et le bonheur à la Grèce, réfutent assez l'accusation de sir Edmund Lyons, qui prit sans doute pour un engagement l'expression de préférence témoignée par M. Piscatory au parti anglo-constitutionnel sur le parti napiste pur, et le désir de M. Colettis de former un grand et unique parti libéral des deux principales fractions constitutionnelles. Mais si le ministre britannique jugeait que l'on dût frapper d'ostracisme un parti aussi considérable que le parti napiste qui a toujours eu droit à être compté pour beaucoup après les hommes qu'il a donnés à la grande lutte hellenique, pourquoi la légation d'Angleterre donnait-elle la publicité à un document diplomatique dans lequel l'Angleterre se portait pour ainsi dire garante de la Russie ou du moins de ses paternelles intentions à l'égard de la Grèce, et pourquoi M. Mavrocordatos tendit-il

plus tard les bras à M. Metaxas, lorsqu'il se sépara de M. Colettis, comme nous le verrons bientôt. Pourquoi alors a-t-il accueilli avec empressement ce même chef napiste contre lequel il fallait, une année auparavant, former une alliance indissoluble, et qu'il fallait retrancher pour toujours des affaires grecques? Les raisons données par la légation d'Angleterre pour combattre le ministère Colettis n'étaient pas fondées.

Certainement un diplomate anglais devait veiller à ne pas laisser prendre en Grèce une influence prédominante au parti napiste, mais quoi de plus injuste que l'ostracisme, et l'ostracisme prononcé par un étranger contre un des partis qui se partagent l'influence dans un pays! Le parti napiste avait encore des racines profondes dans le sol et dans quelques-uns des meilleurs sentiments, quelques-unes des meilleures passions de la Grèce, et ces racines lui donnent une grande force, mais cette force peut-elle, doit-elle inspirer tant de terreur. Assurément sir Edmund Lyons grossissait le danger pour grandir ses griefs.

Les représentants nouvellement élus s'assemblèrent; la séance d'ouverture eut lieu le 19 septembre, et le ministère se mit immédiatement à l'œuvre. Une opposition acharnée était faite à Colettis, mais rien ne pouvait lui faire perdre son calme habituel; il ne quittait le ministère de l'intérieur que pour aller à celui des affaires étrangères. Metaxas et lui étaient parfaitement d'accord et cette union assurait le bon ordre et faisait espérer dans l'avenir. Son maintien sauvegar-

dait le cabinet contre les critiques impétueuses du ministre d'Angleterre et l'active hostilité du ministère déchu. La plus grande froideur avait succédé entre les légations de France et d'Angleterre à la plus cordiale entente. Le Roi fit un voyage à Lamia et dans l'Eubée, fut reçu mieux qu'il ne l'avait jamais été par les populations et rentra à Athènes heureux et fier de sa royauté constitutionnelle.

La Grèce avait donc à sa tête un ministère libéral, contenant quelques membres napistes. Ces deux nuances du grand parti national avaient été réunies par l'éloignement profond que la dernière administration avait inspiré au pays. Mais la difficulté était pour M. Colettis de créer dans les chambres des représentants un parti national assez fort pour commencer l'œuvre du gouvernement constitutionnel de Grèce, sans être obligé de se lier complétement avec le parti Napiste. Ce parti était bien disposé en ce moment pour le triomphe de ces idées, mais Colettis ne pouvait oublier la sourde opposition qu'il avait faite, quand il tenait le pouvoir, aux tendances constitutionnelles de l'assemblée nationale, et l'appui qu'il avait prêté aux idées ultra-démocratiques. La chambre commença la vérification des pouvoirs; cette opération fut longue, la majorité sembla d'abord incertaine; mais elle s'organisa peu à peu, et elle devint assez forte, assez unie, assez colettiste enfin, pour que Colettis pût dès-lors, et au besoin, se passer de l'appui que lui donnait M. Metaxas dans la chambre. C'était son but secret, et dès qu'il eût le

sentiment de sa force, ce ne fut plus pour lui qu'une question de temps. La vérité historique nous oblige à dire que la chambre fut bien un peu réactionnaire pour les amis de l'ancien ministère, et qu'elle sortit quelquefois de la stricte légalité; mais nous devons constater en même temps la suprême modération déployée par Colettis, souvent malgré les tendances avouées et les passions de l'assemblée, et reconnaître qu'il était difficile, après une lutte aussi acharnée, que la passion fût complétement bannie de la vérification des pouvoirs. Des amis impartiaux du ministère trouvèrent que dans le principe on n'avait pas assez ménagé le parti anglo-constitutionnel; mais la faute en fut à ce parti qui ne voulut pas accepter la supériorité du vainqueur et souleva la réaction dont il fut victime. Si dans l'ordre moral il n'est pas de plus grand triomphe pour une âme élevée que de dédaigner la vengeance quand on peut l'exercer, dans l'ordre politique la prudence est souvent d'accord avec l'intérêt pour exiger que le parti vaincu soit mis hors d'état de nuire. La soumission ou l'abstention sont la meilleure ligne de conduite à suivre. Un fait le prouva alors avec une entière évidence : la fraction mavrocordatiste modérée, qui fit passer l'intérêt général avant l'intérêt de parti, resta à la Chambre et conserva toutes les positions qu'elle tenait de Marocordatos, et chaque fois que son existence fut mise en péril, Colettis lui donna le même appui qu'à ses propres amis.

Ce fut par un travail assidu et habile que Colettis

parvint à créer dans la Chambre un parti presque purement national, il y réussit malgré les obstacles de tout genre qu'il rencontra. La légation autrichienne chercha à lui en susciter. M. de Prokesh, ainsi qu'on l'a déjà vu, était alors ministre d'Autriche à Athènes. C'était un homme d'un esprit brillant et cultivé, à la fois enthousiaste et capable de calcul, et chez lequel le jugement froid et calme de l'homme d'État n'égalait ni l'imagination de l'écrivain, ni la science de l'érudit. Dans un voyage qu'il fit à Vienne, au mois de décembre 1844, M. de Prokesch remit à M. de Metternich un mémoire dans lequel il représentait l'insurrection comme très-prochaine dans les provinces du nord de la Grèce, et conseillait une intervention autrichienne pour couper dans la racine le mal que le ministère Colettis avait causé. M. de Metternich crut devoir adresser à ce sujet une note aux quatre grandes puissances, mais dès que le mémoire de M. de Prokesch fut connu en Grèce, il amena un soulèvement des esprits, et le diplomate désavoua sans hésitation une œuvre où l'imagination avait plus de part que la réflexion.

M. Colettis restait toujours maître de la majorité. Son union avec M. Metaxas continuait à être parfaite. La confiance du Roi dans le président du Conseil grandissait chaque jour. Le corps diplomatique était divisé en deux camps. D'une part, le ministre d'Angleterre à qui le dépit et la colère fournissaient de continuels moyens d'opposition et qui s'exprimait sur le compte des ministres avec un langage amer et violent; il traînait à

sa suite M. Moussourous, le ministre de la Sublime Porte, homme doux, intelligent, mais placé dans une situation fausse, et auquel il faisait faire les démarches les plus compromettantes pour la bonne harmonie entre la Turquie et la Grèce.

De l'autre, M. Piscatory, auquel s'étaient franchement ralliés les représentants des deux grandes cours allemandes, frappés de l'ordre et de la stabilité que M. Colettis introduisait peu à peu dans le gouvernement grec, de la force qu'il avait donnée à la royauté constitutionnelle et du respect croissant dont il l'avait entourée. Le chargé d'affaires de Russie lui-même avait reçu l'ordre de se conformer à la marche de M. de Prokesch. Les difficultés étaient grandes, et les amis même du ministère trouvaient l'avenir incertain et gros de nuages. On reconnaissait que M. Colettis avait montré beaucoup d'habileté et de savoir faire dans l'art de conduire les hommes, et qu'il était parvenu, sans briser l'entente avec M. Metaxas, à une situation personnelle très-respectable et beaucoup plus forte que celle de tous les ministres qui l'avaient précédé. Mais on se demandait si, une fois ces luttes d'influence terminées, le ministère suffirait à sa tâche, alors qu'il s'agirait d'organiser le pays. M. Colettis avait dépensé un talent immense à se créer une majorité dont le maintien semblait absorber toutes ses facultés, sans lui laisser le loisir de s'occuper de lois indispensables. Surmonterait-il cette difficulté ? pourrait-il enfin se dégager des entraves parlementaires? Les amis du président du

Conseil étaient partagés entre la crainte et l'espérance; la composition de la Chambre les alarmait. On remarquait en effet que la majorité qui marchait avec Colettis se composait en grande partie des hommes qui formaient contre lui la minorité dans l'assemblée nationale. Cette majorité représentait-elle, en effet, celle du pays? Elle était composée de deux grandes fractions qui étaient le parti Palikar, c'est-à-dire celui des hommes de la lutte, venus de tous les points de la Grèce, et celui du parti autochthone, qui ne voulait point partager avec les Grecs nés hors du territoire de la Grèce affranchie les fruits de la victoire. Un ministère appelé à fonder l'ordre en même temps que la liberté, et à préparer à la Grèce l'avenir que la force des choses autorise à espérer, devait-il, pouvait-il s'appuyer sur de pareils éléments? Telles étaient les réflexions que faisaient les hommes politiques, même les plus dévoués à M. Colettis. Ces réflexions les inquiétaient, et les causes qui les faisaient naître donnaient au contraire beaucoup de joie à l'opposition. Ni les uns ni les autres ne voyaient que ces éléments étaient dans le moment donné les seuls propres au gouvernement du pays; qu'en un mot c'étaient les acteurs et les spectateurs qui convenaient aux circonstances. La mission du ministère était de tirer de cette majorité tout ce que l'on en pouvait tirer pour le bien du pays sans la désunir, et doter le pays d'institutions devenues de jour en jour plus nécessaires. Avant d'atteindre ce but, il ne lui restait qu'une dernière crise à traverser, prévue par tous

les partis, celle de la cessation de l'entente entre le ministère et le chef du parti napiste; mais avant de traverser cette crise, de la surmonter, il avait à vaincre de nombreuses difficultés qui lui venaient de son parti même, des exigences intéressées du parti autochthone. On ne rendra jamais trop de justice à Colettis pour la manière habile, modérée, honnête, avec laquelle il maintint les deux fractions si souvent prêtes à se séparer du parti Palikare et du parti autochthone. Il fut certainement obligé de faire quelques sacrifices aux exigences autochthones, mais il atteignit son but, qui était la création d'un fort parti gouvernemental avec lequel il pouvait enfin se mettre franchement à l'œuvre, débarrassé de toutes les entraves, afin d'entreprendre les nombreuses améliorations dont la Grèce avait besoin.

Enfin la dernière épreuve, à laquelle Colettis devait se heurter avant d'être complétement maître du terrain, arriva. Métaxas qui, lors de la question du mandat des sénateurs, avait fait résistance à la majorité constitutionnelle, et s'était retiré sur le vote qui donnait la victoire à Colettis et à ses amis, chercha dans la question du Sinode (juillet 1845) à livrer un nouveau combat à son collègue. Les amis ardents de M. Metaxas, c'est-à-dire les Philorthodoxes, et les amis de M. Mavrocordatos s'unirent et formèrent une coalition contre le ministère. La coalition échoua, mais la mésintelligence avait éclaté entre les deux principaux ministres, et de ce moment il était évident pour tout le monde

que chacun des deux chefs des deux grands partis de la chambre n'attendaient qu'une occasion pour rompre. Cette occasion se présenta bientôt. Toutefois, cette séparation, que tout le monde prévoyait, effraya le corps diplomatique, et surtout les représentants des cours allemandes qui cherchèrent à s'interposer entre les deux rivaux. M. de Prokesch surtout y mit beaucoup d'empressement, mais MM. Colettis et Metaxas restèrent sourds aux conseils et aux prières des membres du corps diplomatique. L'heure de la rupture était venue, et elle s'accomplit bientôt, à la joie même des représentants des cours allemandes et du cabinet des Tuileries, qui croyaient Colettis maître du terrain et de la majorité, malgré la rivalité de Metaxas. Voici à quelle occasion cette retraite eut lieu.

Depuis longtemps l'opposition était en majorité dans le sénat; il était impossible de faire passer les projets de loi du ministère sans avoir recours d'abord à une fournée de sénateurs; en conséquence, la fournée fut faite (août 1845). Sur quatorze élus, dix membres étaient colettistes, les quatre autres étaient des hommes d'ordre sur lesquels tout gouvernement pouvait compter. Metaxas avait demandé que quatre de ses amis, à son choix, fussent nommés. Colettis avait refusé de faire cette concession; aussi dès que l'ordonnance eut été rendue, Metaxas envoya au roi sa démission qui fut acceptée avec empressement. L'opposition ne voulait recevoir les sénateurs qu'après avoir vérifié s'ils remplissaient les conditions voulues par la loi; mais ce

moyen parut mauvais aux chefs du parti, attendu que parmi les sénateurs nommés l'année précédente par M. Mavrocordatos, il s'en trouvait deux ou trois qui n'avaient pas les capacités requises.

La discussion sur la loi sanitaire montra d'ailleurs bientôt la force du ministère : dans les votes, il eut dix-neuf voix contre seize, malgré l'absence de six nouveaux élus. De ce moment, la majorité fut complétement à Colettis bien que Metaxas se fut jeté décidément dans l'opposition, et le président du conseil procéda, à la tête de la majorité qu'il avait formée, à des mesures sérieuses. Les nomarchies furent recrées; l'administration régularisée, et cela malgré l'opposition la plus acharnée dans la Chambre et de la part de la légation britannique qui ne cessa pas de susciter des difficultés au ministère en le pressant au moyen de notes diplomatiques venues de Londres, et en attaquant tous ses actes. Cependant tout marchait en Grèce régulièrement, tout se faisait constitutionnellement; jamais la discussion n'avait été plus libre soit dans le parlement, soit dans la presse, et ce fut un grand honneur pour ce pays, pour les hommes qui le gouvernaient et pour le corps diplomatique que l'installation d'un gouvernement régulier et libre en si peu de temps.

VII

J'ai montré les Hellènes aux prises avec des difficultés soudaines et nombreuses et fondant un gouvernement

libre et européen au cœur même de l'Orient, mais ce n'est point une histoire parlementaire de la Grèce que j'ai voulu écrire. Cette forme de gouvernement convenait-elle à la Grèce? Dotée d'institutions municipales établies depuis des siècles sur son sol, cette nouvelle monarchie n'aurait-elle pas marché avec plus de fermeté et de sûreté dans la voie du progrès sans les agitations et les luttes des assemblées? Ce n'est point ici le lieu de débattre ces graves questions; qu'il nous suffise de reconnaître que la Grèce, malgré des lenteurs, des tâtonnements, des erreurs, des fautes graves même, a progressé! Son sol a été cultivé avec une ardeur, un soin et un succès que permettent seules l'indépendance et la liberté.

Le voyageur est frappé de l'aisance dont jouit le paysan, et l'agriculture a fait des progrès étonnants dans plusieurs districts : telles sont les côtes du golfe de Corinthe, les plaines de Laconie, les vallées de Pamise et de l'Alphée, devenues de véritables jardins. Une école d'agriculture a été établie sur les ruines de Tyrinthe. De grandes artères de communication ont été construites aux frais du gouvernement, ou sont encore en voie de construction, telle est la chaussée de Nauplie à Tripoli, qui passe par les plus hautes montagnes de l'Argolide et de l'Arcadie; celle d'Athènes à Corinthe, à travers les roches scironiennes; les routes d'Athènes à Chalcis, de Lamie à Stylide, etc. Il y a encore un très-grand nombre d'artères principales à faire; et le Trésor public ne pouvant suffire à construire toutes

les routes aussi promptement que l'intérêt du pays l'exige, a fait appel aux capitaux des sociétés européennes. En Turquie, il n'y a peut-être pas deux routes entreprises par le gouvernement ottoman, dans un état convenable.

Le peuple grec est insatiable d'instruction, aussi les écoles se sont-elles multipliées en Grèce : on y compte 279 établissements du gouvernement, 165 des communes, et les particuliers en ont 35, ce qui fait un total de 479. Les établissements du gouvernement ont 430 professeurs et maîtres, et coûtent par an 575,199 dr. 77 Ceux des communes comptent 176 professeurs et maîtres, et coûtent 126,000 drachmes. Enfin les établissements particuliers ont 82 professeurs, et ont une dépense de 180,229 dr. 54; ce qui donne un total de 479 établissements, 688 professeurs et maîtres, et une dépense de 881,429 dr. 31. Le total des élèves est de 38,018, se divisant ainsi : 22,774 pour les établissements du gouvernement, 11,818 pour ceux des communes, et 3,426 pour ceux des particuliers.

L'université d'Athènes comprend les facultés de philosophie et des lettres, de médecine, de droit et de théologie; elle répand sa lumière sur tout l'Orient et on estime à plus de 60,000 le nombre de jeunes gens de toutes les classes qui se livrent à l'étude, ce qui, sur une population de 1,110,000 fait une proportion de 5 1/2 pour 100.

Les finances ont suivi également une progression ascendante, et malgré les plaintes des adversaires et

l'impatience des amis de la Grèce, la comparaison entre les finances actuelles et celles où elles étaient au moment où Capo d'Istria fut appelé à la présidence du nouvel État est faite pour rassurer complétement sur l'avenir de ce jeune royaume chrétien.

Les Grecs sont d'excellents matelots, ils ont montré ce que pouvaient leur audace, leur habileté et leur désintéressement pendant la guerre de l'indépendance; tous les bâtiments marchands avaient été, pendant la lutte, mis au service de la patrie; armés ou transformés en brûlots, ils firent aux Turcs une guerre acharnée. La marine marchande des Grecs fut donc détruite à cette époque; les rapides progrès qu'elle a faits depuis inspirent à la fois l'étonnement et la confiance. La Grèce compte aujourd'hui 1,500 grands bâtiments marchands et 2,900 petits, jaugeant ensemble 260,000 tonneaux et montés par 31,000 marins, d'une activité merveilleuse, d'une inconcevable sobriété et d'une honnêteté à laquelle, malgré quelques faits isolés de date déjà ancienne, nous nous plaisons ici à rendre hommage.

Les lois qui régissent en Grèce le commerce et la navigation sont empruntées aux meilleures législations de l'Europe, et notamment à celle de la France. Le règlement de police maritime est copié sur celui qui est encore considéré justement jusqu'aujourd'hui comme un des titres de gloire du règne de Louis XIV, auquel aucune gloire n'a manqué. Le commerce grec a pris les dimensions les plus vastes, il est l'honneur et la principale

ressource du pays : les bâtiments grecs sillonnent toutes les mers, et l'on voit des maisons grecques établies non-seulement dans tous les comptoirs de l'Europe; mais dans l'Inde, en Chine, partout où la puissante initiative des grandes nations commerciales de l'Europe lui ouvre une voie.

Tous ces faits et beaucoup d'autres que nous pourrions citer démontrent clairement les progrès de la Grèce et l'avenir qui lui est réservé ; mais ce sont surtout les événements qui se passent aujourd'hui dans l'île de Crète et dans les îles Ioniennes qui font mesurer par les yeux les plus prévenus le chemin que la Grèce a parcouru dans la carrière que semblaient lui ouvrir les puissances en la constituant en État indépendant, et nous montrent jusqu'où va le rayonnement de son influence morale.

Depuis plusieurs mois l'île de Crète est le théâtre d'une agitation profonde, et le cri unanime des chrétiens est la réunion à la Grèce. La Porte, malgré le déploiement de forces considérables, malgré l'appui des missions européennes, ne parvient pas à étouffer les voix des insurgés dont les échos sont recueillis avec avidité et avec enthousiasme par les Grecs libres ; et comment les Crètois se tairaient-ils quand les Septensulaires déclarent à la face de l'Europe qu'ils ne veulent plus de la protection britannique, et demandent avec une formidable unanimité la réunion à la Grèce.

Au commencement du mois de novembre 1858 le public anglais apprenait avec surprise et presque avec

émotion que le très-honorable William Gladstone acceptait la mission de commissaire extraordinaire dans les îles Ioniennes. Les commentaires étaient nombreux. Suivant les uns, l'illustre orateur, l'habile chancelier de l'Echiquier, le profond auteur de l'*Etat dans ses rapports avec l'Eglise*, avait saisi une occasion de s'absenter afin de ne pas avoir à se prononcer sur la question de la réforme électorale; suivant les autres, l'avocat des patriotes napolitains, l'helléniste éminent, l'ancien ministre des colonies, donnait une grande preuve de patriotisme et de philanthropie en acceptant une mission qui ne tirait son éclat que du personnage auquel elle était confiée. Mais voilà que, peu de jours après la nomination de M. Gladstone, un journal anglais, qui a souvent su se procurer des informations officielles d'un haut intérêt[1], publie des dépêches de sir John Young, lord haut-commissaire des îles Ioniennes, d'un caractère tellement grave qu'elles expliquent amplement l'offre faite à M. Gladstone et l'acceptation de cet homme d'Etat. Sir John Young propose, en effet, au gouvernement britannique d'abandonner le protectorat qu'il exerce sur les îles Ioniennes, en conservant seulement Corfou et son annexe Paxo, et de permettre ainsi aux îles méridionales de Sainte-Maure, Céphalonie, Zante, etc., de se réunir à la Grèce. La résolution proposée par sir John Young est longuement et profondément motivée; et, quelque extraordinaire qu'elle ait pu paraître au public européen en général, elle n'a point

[1] Le *Daily News*.

surpris les diplomates qui sont versés dans les affaires d'Orient, et qui connaissent la situation épineuse des Anglais dans les sept îles. — Quelle est cette situation? Les îles Ioniennes, après avoir appartenu à Venise, furent cédées à la France par le traité de Campo-Formio. Deux ans après, elles furent prises par les Russes et les Turcs, alliés contre la France, déclarées république indépendante, et placées sous le double protectorat de la Porte et de la Russie. Le traité de Tilsitt les rendit à la France; mais vers la fin de l'Empire les îles méridionales furent prises par les Anglais, auxquels elles se donnèrent comme Malte; Corfou seule resta au pouvoir des Français. Ce ne fut qu'en 1814 que le général Donzelot évacua la forteresse de Corfou qu'il avait défendue avec succès.

En 1815, les sept îles, sous le nom d'États-Unis des îles Ioniennes, furent placées sous la protection de la Grande-Bretagne, en vertu du traité conclu à Paris, le 5 novembre de la même année. L'Autriche aurait désiré obtenir ce protectorat; mais le comte Jean Capo d'Istria, qui était né à Corfou, et qui avait toujours conservé un vif attachement pour sa patrie, insista auprès de l'empereur Alexandre et des souverains alliés pour que la clef de l'Adriatique fût remise à l'Angleterre.

Dans les premières années, la domination britannique fut favorablement accueillie par les Ioniens comme elle l'avait été par les Maltais, bien que le lord haut-commissaire Maitland, qui gouvernait ces belles îles, y déployât la rigueur excessive qui le fit surnommer le

tigre Maitland. La peine de mort était appliquée avec une grande fréquence, et les glacis des fortifications, les promenades publiques offraient le hideux spectacle de cadavres goudronnés et pendus à des gibets. Ces rigueurs donnèrent une entière sécurité à toutes ces îles; tandis que, sur plusieurs points du littoral de la Méditerranée, les Maltais et les Ioniens continuaient et continuent encore à commettre des crimes trop souvent restés impunis.

Le mépris de la religion affiché par la garnison française à Malte, après la prise de cette île où le nom de la France avait brillé d'un si vif éclat, l'infériorité commerciale et maritime de l'empire français furent les principales causes de la perte des îles de la Méditerranée. Mais alors même que la France échoue comme gouvernement, les Français réussissent comme peuple; et, peu à peu, on ne garda plus que le souvenir de leur sociabilité et des bienfaits de leur administration. Toutefois, la domination anglaise s'établissait solidement dans les îles Ioniennes et à Malte, grâce à des chefs habiles et modérés, grâce aussi au respect qu'ils professaient pour les institutions diverses de ces îles; le sentiment public leur devenait même favorable, lorsque deux grands événements qui eurent un immense retentissement portèrent atteinte à l'ascendant moral de la Grande-Bretagne sur ses possessions de la Méditerranée : nous voulons parler de l'affranchissement de la Grèce et de la conquête d'Alger. De ce moment les Maltais regrettèrent la domination française

et les Ioniens tournèrent, sans jamais plus regarder en arrière, leurs regards vers la Grèce devenue indépendante.

La préférence de Capo d'Istria pour la Grande-Bretagne, au détriment de l'Autriche, fit voir combien étaient grandes la sagacité et la clairvoyance de cet homme d'État.

L'Angleterre coopéra activement, bien que dans un esprit plus restreint que celui de la France, à l'affranchissement de la Grèce, tandis que le gouvernement autrichien se montra décidément hostile aux Grecs et favorable aux Turcs. C'est que le gouvernement britannique, souvent guidé par des motifs égoïstes, n'en obéit pas moins, en dernière analyse, à l'opinion publique; et que cette opinion est fréquemment inspirée par les sentiments les plus libéraux. L'événement donna donc raison au comte Capo d'Istria, malgré l'opposition que l'Angleterre montra plus tard à l'extension de la Grèce. D'ailleurs le gouvernement anglais favorisa le développement de l'éducation publique et de la langue grecque dans les îles Ioniennes, et le comte de Guilford y laissera toujours le nom d'un bienfaiteur. Les institutions constitutionnelles, données en 1817, malgré les restrictions qui les entouraient, fournirent cependant un moyen puissant aux Ioniens, pour lutter contre le protectorat lui-même, et pour s'entendre hautement avec leurs coreligionnaires et leurs compatriotes de l'Attique et de la Morée.

Ce fut surtout à partir de 1840, et avec le gouverne-

ment de sir Howard Douglas, que l'opposition dans les sept îles prit un caractère agressif, et laissa apercevoir aux esprits clairvoyants vers quel but elle tendait. Ce ne fut point seulement dans le sein de l'assemblée que cette opposition entrava la marche du gouvernement; la presse entama une ardente polémique; le chevalier Mustoxidi, l'ami de Monti et de Foscolo, l'élégant et savant traducteur d'Hérodote, publia en italien un pamphlet plein de force, de pénétrante ironie, animé du sentiment patriotique le plus vif, et qui laissait clairement mesurer les progrès qu'avaient faits les Ioniens et l'affaiblissement croissant du protectorat.

Cet affaiblissement devint si évident aux yeux du lord haut-commissaire sir Henry Ward, qu'il eut recours à la répression la plus sanglante, en 1850; et que lord Palmerston fit faire, à propos du juif Pacifico, la brutale démonstration de sir William Parker dans le port du Pirée. Ni les pendaisons de sir Henri Ward, ni l'exécution sommaire du gouvernement hellénique par lord Palmerston, n'ont réussi à maintenir les îles Ioniennes sous le protectorat britannique; puisque le lord haut-commissaire actuel propose hardiment à son gouvernement de les céder à la Grèce, sauf l'île de Corfou et son annexe Paxo! Les îles cédées seraient Céphalonie, qui a 348 milles carrés, tandis que Corfou n'en a que 227, et qui a une population égale à celle de Corfou; Zante, Sainte-Maur, Ithaque et Cérigo. Les paysans sont plus industrieux à Zante et à Céphalonie qu'à Corfou; la cession de ces îles à la Grèce donnerait

à sa population un accroissement de plus de cent cinquante mille âmes, et une ceinture d'îles peuplées d'excellents marins, celle de Céphalonie notamment. Toutefois, la proposition de sir John Young n'est point aussi désintéressée qu'elle paraît au premier abord; les îles Ioniennes n'appartiennent pas à la Grande-Bretagne; c'est une république indépendante; placée sous son protectorat, protectorat qu'elle a, il est vrai, singulièrement modifié depuis l'époque où il lui a été confié, mais qui ne forme point une colonie. Le plan de sir John Young est donc à la fois habile et profitable. D'un côté, il débarrasse l'Angleterre d'une population systématiquement hostile, que rien ne peut détacher de son penchant à l'hellénisme, et qui ne cessera point de commercer avec la Grande-Bretagne. D'autre part, il change en colonie, en possession britannique, l'île de Corfou, qui est la clef de l'Adriatique. Au fond, c'est une consolidation de la puissance anglaise dans la Méditerranée, avec les honneurs et les profits du désintéressement.

Pour arriver à ce but, sir John Young a des arguments qui sont les uns spécieux, les autres habilement motivés sur l'intérêt de son pays. D'après lui, la population de Corfou diffère de celle des autres îles, et n'est point hostile à l'Angleterre. Il est vrai que la ville elle-même contient un grand nombre de familles d'origine italienne, et qui parlent plutôt la langue de Venise que celle d'Athènes; mais les villages de cette île célèbre sont entièrement grecs, et leurs habitants sont en grande

partie originaires d'Epire d'où les chrétiens fuyaient la tyrannie musulmane et albanaise. Le sentiment hellénique est d'ailleurs profond dans la ville même de Corfou; et nulle part la langue n'y est cultivée avec plus d'amour et de succès, Athènes peut-être exceptée.

Le lord haut-commissaire représente qu'il y aurait de la mauvaise foi à abandonner Corfou, parce que sa possession par la Grèce mettrait l'Épire et l'Albanie dans un état d'agitation continuel. Il serait plus exact de dire que la présence d'une autorité grecque à Corfou ne comprimerait plus le développement des chrétiens en Albanie et en Epire; et surtout n'offrirait plus aux agas albanais l'appui que leur prête aujourd'hui le voisinage du gouvernement du lord haut-commissaire pour opprimer les chrétiens et maintenir leur quasi-indépendance à l'égard de la Porte Ottomane. L'Angleterre, qui a porté la civilisation sur tant de points du globe, et qui se prépare aujourd'hui peut-être à remplacer son drapeau par le drapeau hellénique, à Zante et à Céphalonie, devrait du moins sanctionner sa prise de possession coloniale de Corfou par une protection éclairée, accordée aux chrétiens de l'Epire et de l'Albanie. La mission de M. Gladstone était difficile après la publicité donnée aux dépêches de sir John Young et les espérances qu'elles ont fait naître dans les îles Ioniennes, et il a fallu le talent et surtout le noble caractère du commissaire extraordinaire pour en sortir avec honneur. M. Gladstone s'en est tiré par la franchise. Il a reconnu que la Providence semblait prépa-

rer l'union des îles Ioniennes à la Grèce, et il a même donné à entendre que, sans l'émotion et les désordres profonds qu'une pareille mesure produirait dans l'empire ottoman chez les sujets grecs du sultan, la Grande-Bretagne céderait aux vœux des îles Ioniennes. En attendant ce moment, que la Providence remet à des temps plus ou moins reculés, les Ioniens expriment leurs vœux avec une vivacité et une unanimité qui ne peuvent pas passer inaperçus en Europe comme en Orient. Les habitants de Corfou et de Zante ont protesté contre les assertions de sir John Young et revendiqué hautement la qualité de Grecs; les autres îles ont déclaré qu'elles ne séparaient point leur sort de celui de Corfou et que toutes voulaient se réunir à la Grèce. La question des îles Ioniennes est complexe, parce que leur sort dépend de l'Europe, de ce grand conseil amphictyonique dont nous parlions au commencement de ce volume, mais elle marque surtout une phase nouvelle dans les affaires de l'Orient et même de l'Europe, et à ce titre elle mérite de fixer l'attention des hommes d'Etat.

LIVRE TROISIÈME.

LES TURCS EN VALACHIE, EN BULGARIE, EN BOSNIE ET EN SERBIE

I

La Bulgarie a été un royaume indépendant avant de tomber sous la domination ottomane, et malgré la division en pachaliks, au moyen de laquelle la Porte facilitait l'administration en même temps qu'elle brisait l'unité des pays conquis, cette province a conservé une homogénéité qui tend chaque jour à se fortifier et à se développer. Voici quelle est aujourd'hui la situation de cette partie considérable de la Turquie d'Europe :

En Bulgarie, les impôts sont les mêmes pour les Bulgares et pour les Turcs, excepté le kharatch (impôt personnel) que payait chaque chétien mâle, et qui était de 15 piastres à partir de quinze ans jusqu'à vingt-cinq, et de 30 piastres au delà de vingt-cinq ans. Les impôts communs aux musulmans et aux chrétiens sont :

1° 35 piastres par famille (salian).

2° 8 piastres par douloums de vigne.

3° La dîme de tous les produits des champs, celle des moutons et des porcs, si l'on en a des troupeaux.

Voici comment s'opère la perception des impôts. Chaque ville est divisée en mahalés (quartiers) nommés d'après la race des habitants qui y sont établis. Ainsi il y a le mahalé turc, le mahalé bulgare, grec, juif, etc. Chaque mahalé élit un chef qui fixe le montant de la dîme et lève les impôts. Dans les villages, la perception de l'impôt s'opère d'une autre façon. On afferme plusieurs villages au moyen d'enchères publiques. Les fermiers payent la somme entière au gouvernement et la perçoivent ensuite des villageois à différentes époques, soit en nature, soit en argent; c'est là ce qu'on appelle l'iltizam, système fécond en abus, ainsi que nous l'avons démontré.

Les revenus de la Bulgarie s'élèvent à.	75,000,000 piastres.
Les dépenses montent à..	43,000,000
Excédant. . . .	32,000,000

C'est là le budget des trois pachaliks qui forment aujourd'hui les divisions politiques et administratives de cette grande province qui a été un royaume. Ces pachaliks sont sont :

1° Pachalik de Varna, résidence Varna.

2° Pachalik de Silistrie, résidence Routschouk.

3° Pachalik de Widdin, résidence Widdin.

Le gouvernement ottoman ne fait aucune amélioration en Bulgarie avec les impôts, qui sont employés à

la solde des troupes régulières qui occupent la province, à celle des employés du gouvernement qui sont presque tous Turcs. Tout l'excédant entre dans les caisses du Trésor.

La propriété en Bulgarie est constituée sur des bases assez solides, bien que la terre, dans cette province comme dans toutes celles qui ont été conquises par le sabre des Osmanlis, appartienne au sultan. Le paysan bulgare est libre et peut devenir propriétaire. Celui qui peut cultiver un terrain ou bâtir une ferme (*tchyflyk*) fait un arrangement avec le gouvernement et reçoit, pour une somme très-minime, un certificat de propriété et l'indication de la quotité de l'impôt qu'il doit payer. Quand il a acquitté les impôts bien peu lourds que j'ai indiqués plus haut, il jouit tranquillement de son indépendance; il ne doit pas fournir de relais de chevaux ou de bœufs pour l'armée; il ne doit pas loger de soldats; il ne doit supporter aucune charge pour le gouvernement, tout ce qu'il possède est à lui, et s'il est à son aise, s'il a des bras à sa disposition, il peut s'approprier, en payant la dîme, des terrains en friche dont l'étendue est immense en Bulgarie. Les négociants des villes ont des fermes aux environs de ces villes, mais la dixième partie est à peine ensemencée, bien qu'il soit facile de trouver des laboureurs et à bon marché. Le tableau que je viens de tracer de la situation du paysan bulgare est vrai en temps de paix, et encore faut-il y mettre quelque ombre; ainsi un pacha ou un cadi peut avoir du goût pour une jolie ferme ou

une vigne appartenant à un raya, et alors il est bien difficile que l'administré ne soit pas obligé de lui en faire la cession ; le fonctionnaire ottoman la reconnaît par un échange qui n'en est jamais l'équivalent, quand il veut bien le faire toutefois, mais après avoir vivement protesté qu'il n'entend nullement gêner le tchorbagi [1] dans sa volonté.

Mais, en temps de guerre, les ombres de ce tableau s'épaississent. Forcé de quitter la Valachie au cœur de l'hiver, j'ai traversé la Bulgarie de Routschouk à Varna au mois de février 1855, au fort même de la guerre. Quelle désolation le long de la route qui servait de passage aux troupes ottomanes ! Les villages musulmans n'étaient pas plus épargnés que les villages chrétiens, et un grand nombre de ces derniers, notamment ceux qui se trouvent le long du beau lac de Devna, avaient été complétement abandonnés par les habitants, qui préféraient quitter leurs champs et leurs maisons que de succomber sous le poids des charges que leur impose le passage des troupes. Et quelle patience, quelle résignation, quel bon sens chez ces paysans ! Pendant mon voyage, le soir, après avoir installé ma noble et courageuse compagne de voyage le moins mal possible dans des chaumières qui manquaient de tout, après

[1] On appelle en Turquie *tchorbagi* les gens aisés, littéralement celui qui fait sa soupe ou qui a sa soupe assurée. Cette appellation ne se donne plus guère qu'aux chrétiens. C'est un souvenir des janissaires. Le chef d'une orta s'appelait ainsi. Les Musulmans sont agas, effendis, beys, etc. Les Arabes appellent les chrétiens Hawadjas, négociants.

avoir bouché avec de l'étoupe toutes les ouvertures par lesquelles pénétrait la bise glacée, collé du papier sur les fenêtres béantes et préparé un maigre ordinaire, à peine suffisant pour faire cesser la faim, je m'asseyais ou plutôt je m'accroupissais presque sur l'âtre même où brûlaient des branches énormes, je devisais avec mes hôtes musulmans ou chrétiens, et je pénétrais dans le vif de leur existence. Les Bulgares demandaient l'abolition des abus et se plaignaient qu'on ne fît rien pour leur pays avec les sommes fournies par le kharatch et les impôts. Nous dirons plus loin quelles sont les améliorations qu'ils souhaitent.

Dans les environs de Widdin il y a des propriétaires turcs et bulgares qui possèdent des villages dont les paysans donnent aux propriétaires la dîme ou la fournissent en cultivant leurs champs. Ces paysans donnent ainsi une double dîme. C'est un reste de servage, et c'est là ce qui a provoqué l'insurrection bulgare en 1851. Dans les villes, les Bulgares sont plus heureux que dans les villages. On ne peut dire qu'ils soient riches, mais ils sont en général à leur aise. Les plus entreprenants ont commencé depuis plusieurs années à importer des marchandises étrangères, et leur fortune s'augmente rapidement. Dans quelques années, Roustchouk sera le principal centre du commerce de la Bulgarie sur le Danube, surtout si, comme on n'en peut douter, cette ville devient la tête d'un chemin de fer[1].

[1] Voici deux tableaux, l'un des exportations, l'autre des impor-

Les principales améliorations matérielles que les Bulgares réclament sont : la construction de quatre routes commerciales de Roustchouk à Varna, de Roustchouk à Schoumla, de Schoumla à Widdin, et de Schoumla à Philippoli (Macédoine) ; un changement dans le mode de perception actuel de la dîme dans les

tations de la Bulgarie en 1851, qui pourront donner une idée du commerce de cette belle province.

Importations.

Draps de différentes sortes.	4,500,000 fr.
Etoffes demi-coton.	450,000
Strouque (draps de laine)	125,000
Etoffes en laines	75,000
Toiles en chanvre et lin.	75,000
Bas en coton.	37,000
Mouchoirs de poche en coton	75,000
Mouchoirs de coton pour servir de coiffures aux femmes.	375,000
Châles en coton.	250,000
Etoffes de soie	125,000
Calicot	2,008,000
Fil en or et argent.	240,000
Fil de coton.	3,250,000
Toiles dites d'Amérique.	4,500,000
Percaline blanche	500,000
Montres.	250,000
Café.	1,250,000
Sucre	1,250,000
Fourrures de renard et autres.	250,000
Ferrailles	125,000
Articles divers.—Aiguilles, etc	125,000
Sel marin	450,000
A reporter. . . .	20,222,000 fr.

villages. Pour un pays où le commerce est presque tout intérieur, les routes et les chemins sont de première nécessité, et, pour cette entreprise, les Bulgares concourraient volontiers de leur argent et de leurs bras. On pourrait percevoir les impôts des villages de la même manière que ceux des villes, en nommant des percep-

Report. . .	20,222,000	fr.
Sel gemme.	1,650,000	
	21,872,000	fr.

A cette somme il faut joindre celle des importations qui se font pour les foires de Djouma et de Krrasou.

Pour la foire de Djouma	5,000,000	
Pour celle de Karasou	1,250,000	
Ce qui donne un total de	28,122,000	

Exportations.

Maïs, orge, blé, seigle et millet	25,000,000	
Soie grége	750,000	
Essence de roses	325,000	
Peaux diverses non tannées	825,000	
Peaux d'agneaux et de chevreaux tannées .	1,500,000	
Cire	150,000	
Miel.	400,000	
Suif	700,000	
Beurre	687,000	
Soies de porcs	50,000	
Laine	825,000	
Peaux d'animaux sauvages.	187,500	
Sumac	187,500	
Patrachiva (graine de genièvre)	37,800	
Riz	715,000	
Salpêtre	250.000	
	32,589,800	fr.

teurs du gouvernement pour un certain nombre de villages.

Il y a en Bulgarie 31 écoles chrétiennes pour garçons ou filles. Dans ces écoles, on enseigne les langues bulgare, grecque et turque, mais cette dernière langue n'est pas obligatoire. Les écoles comme les églises étant fondées par la commune et par de riches particuliers, il s'ensuit qu'il y a en Bulgarie des villages où il se trouve plusieurs églises et plusieurs écoles, et qu'il y a des villes qui en sont entièrement privées.

La Bulgarie proprement dite a 2,900 lieues carrées et 3,100,000 habitants ainsi divisés :

Bulgares de la religion grecque . . .	2,500,000
Bulgares catholiques.	10,000
Musulmans.	400,000
Tartares.	50,000
Cosaques zaporoges	50,000
Juifs	50,000
Renégats établis aux environs de Sofia.	50,000
	3,110,000

Ces derniers, connus sous le nom de Pomatzy, ont embrassé l'islalisme par suite des mauvais traitements de leur patriarche; ils parlent le bulgare, et beaucoup d'entre eux accomplissent en secret les cérémonies du christianisme.

Mais il y a encore deux autres millions de Bulgares chrétiens répandus en Macédoine, en Thrace, en Albanie et en Servie.

Dans chaque ville, il se trouve un tribunal composé d'un gouverneur civil, d'un cadi, juge nommé par le gouvernement central, d'un mufti, le chef de la loi musulmane, des évêques des autres religions, s'il y en a qui résident dans la ville, et d'un membre de chacune des nationalités élu par ses compatriotes et confirmé par le pacha. Il y a en outre un bureau de police composé d'un commissaire et d'un sous-commissaire. Dans chaque ville principale où réside un pacha gouverneur, il y a un defterdar ou un muhassil, receveur et contrôleur des finances, nommé par le ministre des finances; ce fonctionnaire dispose de tous les revenus, conformément aux ordres du pacha, rend compte au divan seul, à Constantinople, de ses opérations, et prend place dans le conseil de justice. C'est ce conseil qui s'appelle le Mejlis, et tout procès que le chef du bureau de police ne peut pas terminer par jugement ou à l'amiable est porté au Mejlis. Dans les petites villes, on en appelle au pacha des jugements des tribuuaux inférieurs et au divan de Constantinople des jugements du Mejlis. Les conseillers des différentes nationalités qui font partie du Mejlis ne reçoivent pas d'honoraires; le pacha opine le premier, le defterdar le second, le cadi se prononce le troisième. Quant aux autres conseillers, ils sont entre eux sur le pied d'égalité; chacun porte un nichan ou marque de sa fonction, et le transmet à son successeur. Tous les procès passent par cinq juridictions.

1° Les petits procès sont terminés à l'amiable par des

conseillers de la nation de chacune des parties en litige.

2° La police correctionnelle;

3° Le tribunal civil (*mejlis*);

4° L'appel au tribunal où réside le pacha;

5° L'appel au grand divan, à Constantinople.

La Bulgarie n'a pas de code particulier, et chacun y est égal devant la loi musulmane; les chétiens ont cependant le code d'Arménopole, que les Grecs consultent quelquefois, et qui est une compilation, en grec, des lois de l'empire byzantin. Les Turcs sont cependant presque toujours l'objet de certains égards de la part d'un tribunal dont les principaux membres, le pacha, le defterdar, le cadi et le mufti, sont musulmans.

Le gouvernement russe s'est toujours beaucoup occupé de la Bulgarie; depuis 1806 surtout, il avait fait à plusieurs reprises lever la carte du Danube, et à partir de 1840, dix-huit officiers russes parcoururent pendant plus de quinze mois la Bulgarie pour étudier les trois routes de Toulcha à Varna, de Routschouk à Andrinople par Janboli, et de Widdin à Philippopoli, au point de vue de la marche de trois corps d'armée, l'un de trente mille hommes, le second de soixante mille hommes, et le troisième de la même force que le premier, envahissant en même temps ce territoire. Toutes les étapes avaient été soigneusement déterminées; les noms des villages, les ressources que les armées pouvaient trouver sur leur passage, tout avait été relevé avec une rare exactitude [1]. Les émissaires russes faisaient en même temps

[1] Les lettres écrites par les officiers russes en mission étaient

une propagande active. Tant que l'Autriche maintint en Orient une politique contraire à celle de la Russie, une initiative qui était un puissant obstacle aux projets des tsars, ou plutôt un antagonisme de rivalité en ce qui touchait les provinces de la Turquie d'Europe, le sourd travail de la Russie n'eut que des résultats partiels et n'amena que des insurrections locales facilement réprimées, ce qui ne donnait malheureusement pas à la Porte une inquiétude assez grande pour lui faire ouvrir les yeux; mais depuis les événemens de 1848, l'Autriche, justement alarmée de sa situation intérieure, avait dû subir souvent, sans les approuver peut-être, les vues et les passions de sa trop puissante amie. L'Autriche avait cessé d'être pour la Porte un appui, et pour la Russie un obstacle en Bulgarie et en Bosnie.

La question des réfugiés, cette suite malheureuse de l'insurrection de Hongrie, avait apporté de nouveaux changements et beaucoup d'aigreur dans les rapports du cabinet de Vienne avec le gouvernement ottoman [1].

adressées au colonel de Grammont, qui prétendait appartenir à une ancienne famille de gentilshommes français, ancien aide de camp du général comte Kisselef, et qui resta en la même qualité auprès des hospodars de Valachie jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1851. M. de Grammont, après avoir reçu les lettres et en avoir pris connaissance, les faisait passer à Saint-Pétersbourg.

[1] Les agents autrichiens ne dissimulaient pas leur colère de la fuite des réfugiés magyares en Turquie. « Nous ne voulons pas, disaient-ils, de Hongrie ambulante survivant à l'insurrection, comme il y a une Pologne ambulante qui a fait tant de mal à l'Europe. » De tels sentiments expliquent les rigueurs exercées

On eût dit que l'Autriche cherchait tous les moyens de nuire à la Turquie, et le mal que cette puissance peut faire à l'empire ottoman est considérable. D'ordinaire, par exemple, dans cet empire les populations catholiques ont été plus fidèles, plus soumises au sultan que les chrétiens des rites non unis, et cela s'explique bien aisément. Les catholiques rayas n'ont pas, comme les chrétiens grecs, hors des frontières de la Turquie, un chef spirituel disposant d'un pouvoir immense et attirant sans cesse leurs regards : le pape ne règne que sur les cœurs et les consciences, il ne demande aucune allégeance temporelle. La religion catholique prêche partout le respect et la soumission au souverain, qu'il soit catholique, séparé de l'Église romaine, ou musulman. C'est aussi le rôle qu'a toujours rempli la France. Elle est la protectrice des populations et des intérêts catholiques, qu'un glorieux passé a mis sous son patronage, mais elle les protége pour ainsi dire par la Porte et pour la Porte. C'est là le principe qui a dirigé la diplomatie française en Syrie, et c'est à notre influence que le Liban doit sa pacification. L'Autriche, à l'époque où elle était la rivale autant que l'amie de la Russie, s'était également bornée à maintenir son in-

contre les nobles Magyares mêlés de près ou de loin aux événements de 1848 et de 1849. Mais les rigueurs ont été inutiles : la Hongrie, châtiée par la corde, le plomb et le feu, gardait au cœur une blessure profonde ; elle n'était pas domptée,

Et patet indomitum lato sub pectore vulnus.

Ce n'est que par la clémence que le jeune empereur François-Joseph a réussi à cicatriser ses plaies.

fluence parmi les populations catholiques de la Turquie d'Europe, comme moyen de balancer l'influence russe, qu'elle n'osait attaquer de front, sur les populations grecques, et probablement aussi pour se préparer un lot à sa convenance quand les événements viendraient mettre à la disposition des plus forts l'héritage de Mahomet II et de Soliman le Magnifique, héritage que la politique du cabinet de Vienne a toujours considéré comme devant passer, dans un avenir plus ou moins éloigné, aux mains des grandes cours européennes. Cependant après l'affaire des réfugiés l'Autriche chercha ou contribua à agiter les populations catholiques, comme en Bulgarie, ou à les protéger contre la Porte, comme en Bosnie, et par là elle unit son influence à celle de la Russie, avec ou sans préméditation, mais au grand détriment de la Turquie. Ainsi à Routschouk le consul d'Autriche fréquentait beaucoup les Bulgares schismatiques, assistait à leurs noces, à leurs réunions, hissait son pavillon et se rendait à l'église en uniforme à chaque fête bulgare. L'évêque venait au-devant de lui, accompagné de son clergé. Tout ceci se passait en 1850; un consul de Russie n'aurait pas agi autrement.

Ces faits préoccupaient justement la Porte. Si en effet l'influence catholique de l'Autriche venait à s'unir à celle que la Russie possède sur les chrétiens grecs, les dangers pour la Porte en seraient augmentés, car c'est surtout au sein des populations chrétiennes que se trouve le secret de la faiblesse de l'empire ottoman et

que gît l'incertitude de son avenir. La Porte n'avait devant elle, avant son alliance avec la France et l'Angleterre, que des routes semées de difficultés qui n'ont pas encore entièrement disparu. Il n'est pas douteux que l'esprit musulman s'affaiblit en Turquie, surtout dans les hautes régions, et que l'esprit de tolérance a fait de grands progrès, avec ou sans le consentement de la Porte. Si, émue des conséquences de l'affaiblissement de l'esprit musulman, la Porte veut revenir sur ses pas, abandonner le système de douceur et de tolérance politique dans lequel elle est entrée à l'égard des populations chrétiennes, ou seulement même s'opposer au développement désormais irrésistible de ces populations, des luttes et l'effusion du sang attristeront les nations chrétiennes; les soulèvements pourront être réprimés, mais pour recommencer, et quand la lutte aura duré assez pour avoir du retentissement en Europe, l'humanité blessée, la politique, l'opinion publique, forceront les gouvernements à intervenir, et la Porte devra remettre le glaive dans le fourreau, ainsi que cela s'est vu lors de la campagne contre le Monténégro. Chaque fois que, contrainte par la pression européenne, la Porte a été amenée à des concessions envers les chrétiens sujets du sultan, elle a perdu une portion de sa force intérieure. Si, au contraire, ce qui ne paraît plus douteux maintenant, le divan continue à marcher dans la voie très-louable et très-prudente où il est entré, les populations chrétiennes s'avanceront d'un pas encore plus rapide vers un développement de

race, de religion, d'industrie, de richesse, et, il ne faut pas se le dissimuler, cette issue n'est pas non plus sans danger pour la Porte Ottomane. Certainement la race turque a de son côté de notables avantages : les Turcs sont habiles à la guerre, ils sont unis sous un drapeau qui a eu des jours glorieux et dont de nouveaux triomphes ont rajeuni l'éclat. Les chrétiens sont pour la plupart peu habitués, sinon au maniement des armes, du moins à la discipline. La race turque a une longue habitude du gouvernement et en quelque sorte la tradition de l'autorité; elle connaît l'art, familier aux races que la conquête a placées au-dessus de plusieurs races vaincues ou enchaînées dans leur orbite, de maintenir une population par une autre, de balancer un culte par un autre. Quoi qu'il en soit, on doit espérer qu'un gouvernement juste, une administration ferme, une autorité paternelle, pourront guérir bien des plaies, effacer bien des rancunes, adoucir bien des ressentiments. Des populations satisfaites seront moins aisément remuées par des conspirateurs ou des fanatiques. Une autre chance de paix et de tranquillité, c'est l'absence en Turquie, et on peut le dire en Orient, du sentiment et des passions révolutionnaires; nulle aspiration à une fausse et impraticable égalité, nul désir de conquérir un droit abstrait et philosophique n'agitent et ne troublent ces natures simples et ces intelligences droites. Les populations de la Turquie veulent un bien-être modéré; elles ont des intérêts de race, des passions religieuses, et ne deman-

dent qu'à ne plus gémir sous l'oppression et à pratiquer librement leur culte.

Néanmoins ceux qui connaissent bien les populations chrétiennes de l'empire ottoman (et nous entendons parler surtout de celles du rite grec) savent qu'elles gardent profondément gravé dans leurs cœurs le souvenir de l'humiliation que leur culte a subie pendant les rigueurs du despotisme musulman, dont la mémoire se transmet de génération en génération. Même sans l'influence étrangère, la Porte a déjà une partie assez difficile à jouer; mais les difficultés augmentent et prennent des proportions redoutables quand elle rencontre à chaque pas l'action de la Russie et celle de l'Autriche unies contre elle, et c'est ce qui avait lieu en 1850. Les moyens d'agir sur les Bulgares, les Serbes, les Bosniaques, ne manquaient pas à ces deux puissances; ces populations n'ont pas oublié que leurs ancêtres ont vécu sur un sol libre et ont obéi à des rois indépendants, dont quelques-uns ont été des guerriers illustres. Les traditions et les poésies populaires, qui leur rappellent sans cesse un passé glorieux, entretiennent parmi elles des désirs qu'il est désormais impossible à la Porte Ottomane de comprimer, et qu'elle peut tout au plus endormir par la satisfaction des intérêts. L'Autriche pouvait plus qu'aucune autre puissance balancer dans la Turquie d'Europe l'immense influence religieuse de la Russie, parce qu'elle compte dans ses États plusieurs millions de Slaves du Midi professant la religion catholique, et que l'on peut opposer aux Slaves

du Nord professant le rite grec, comme on a si souvent opposé les Allemands catholiques du Midi aux Allemands protestants du Nord. Pendant longtemps l'Autriche, ainsi que nous l'avons dit, avait agi dans la Turquie d'Europe en faveur des catholiques de cette partie de l'empire, sans perdre de vue son action diplomatie, mais sans mauvais vouloir apparent contre la Porte. En 1850, ses journaux prenaient parti ouvertement pour les Bosniaques contre l'autorité turque, — et que la cour de Vienne ait eu raison ou non dans les accusations qu'elle lançait contre les Turcs, la conséquence de sa politique était l'affaiblissement de la Porte Ottomane, en lui aliénant les populations chrétiennes. Un haut intérêt s'attachait donc aux événements qui se passaient alors en Bosnie.

Comme la Bulgarie, la Bosnie a été un royaume, dont quelques portions sont maintenant sous le sceptre de la maison de Lorraine. Ce royaume n'a perdu son indépendance que vers la fin du xv^e^ siècle, lors de sa conquête définitive par Bajazet II. Ses princes, qui avaient commencé par professer l'hérésie des Albigeois reconnurent l'Église romaine et la religion catholique, qui brilla d'un tel éclat dans leur royaume, qu'en 1444 le page Eugène IV pouvait dire dans une bulle : *Fratres vicariæ Bosnæ facti sunt murus inexpugnabilis pro fide catholica.* La conquête musulmane n'affaiblit la foi que chez les grands. En Bosnie comme en Albanie, ceux-ci embrassèrent l'islamisme pour conserver leur rang et leurs priviléges ; mais ils ont toujours

gardé leurs anciens noms slaves, par lesquels ils sont connus dans le pays, et ce n'est que dans leurs relations avec les fonctionnaires turcs ou dans les documents émanés de la Porte qu'ils sont appelés de leurs noms musulmans et désignés par leurs qualités ottomanes de bey, pacha, etc.[1]. La population de cette province peut sa diviser de la manière suivante : Musulmans, 200,000; chrétiens, 265,000, dont 150,000 catholiques, 16,000 bohémiens, 11,000 juifs. Les catholiques ont trois couvents avec leurs égtises : ce sont ceux de Saint-Jean-Baptiste à Sudinsk, du Saint-Esprit à Fojnica, de Sainte-Catherine vierge et martyre à Kreshevo, où l'on voit des moines de l'ordre de Saint-François; il y a en outre un couvent à Rome destiné aux Bosniaques, et qui est celui de Saint-Barthélemy-en-l'Ile. Il y a deux églises paroissiales sans couvents, et les paroisses dans toute la province sont au nombre de cinquante. On compte aussi trois chapellenies locales, quatre-vingt-onze prêtres ayant charge d'âmes, et

[1] Beaucoup de familles ont aussi gardé plus que le souvenir de leurs ancêtres, et il n'est pas très-rare de voir un seigneur bosniasque faire venir un prêtre catholique ou grec au lit de mort et recevoir les sacrements avant de paraître devant Dieu. Peut-être la peur est-elle alors la principale conseillère. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette peur ne trouble guère les Albanais ni pendant leur vie ni à l'heure de la mort. Presque tous les beys albanais des districts habités par les chrétiens grecs, et notamment les Tosques, sont ce que l'on a appelé, très-faussement à mon avis, des esprits forts ou de libres penseurs. Ils s'appellent eux-mêmes francs-maçons, et pensent volontiers, au rebours de Voltaire, que si Dieu n'existait pas, il serait inutile de l'inventer.

treize qui habitent hors de la province, en tout cent cinquante-trois prêtres, en y comprenant les religieux. Il y a en Italie et en Hongrie de nombreux étudiants bosniaques qui se destinent aux ordres. La Bosnie a un évêque; il est le successeur des prélats qui se sont transmis régulièrement la crosse épiscopale depuis l'an 1315. Le saint-siége y est représenté depuis 1340 par des vicaires apostoliques; leurs noms ont été conservés ainsi que ceux des évêques. La conquête musulmane a détruit beaucoup de couvents, et le nombre des ecclésiastiques est certainement insuffisant pour la population catholique. Les moines et les catholiques de Bosnie sont attachés au saint-siége; il y a parmi eux deux partis, l'un qui penche pour l'Autriche et l'autre pour la Porte Ottomane. La Bosnie est d'une part limitrophe de la Serbie, dont les habitants ont été souvent sollicités, mais en vain, par les Bosniaques, de s'unir à eux; d'un autre côté, les Bosniaques donnent la main aux Albanais catholiques ou mirdites, qui comptent plus de quarante mille familles, population belliqueuse établie sur les rives du Drin et en communication avec l'Adriatique par Scutari et Durazzo. Il est tout naturel que l'Autriche attache un grand intérêt à établir son influence sur ces populations, et cette influence une fois acceptée, le boulevard de la Turquie d'Europe contre cette puissance est battu en brèche; mais il n'est pas moins naturel que la Porte Ottomane veuille y maintenir sa prépondérance. Pour atteindre ce but, elle fit à plusieurs reprises des expéditions dans cette

province, qui n'a jamais été complétement assimilée au reste de la Turquie, et où le pouvoir des sultans est loin d'avoir été toujours paisiblement reconnu. Là comme en Egypte, le conquérant avait été obligé de respecter des intérêts, des institutions, des priviléges, et la conquête avait pris le caractère d'une transaction. Cet état de choses ne pouvait convenir au sultan Mahmoud, qui avait décidé l'abolition du système féodal dans l'empire, et qui réussit à peu près à accomplir cette grande tâche. En Bosnie comme en Albanie, il voulut faire sentir sa force et briser toutes les résistances locales en faisant exécuter la loi du recrutement, dont les nouvelles institutions rendaient l'application indispensable pour tout l'empire, afin d'avoir une armée permanente respectable. Le sultan chargea Rechid-Méhémet-Pacha d'exécuter ses ordres en Bosnie. C'est le même que nous avons vu à l'œuvre en Albanie et dont la cruelle fermeté soumit les Albanais et les Kurdes.

En 1831, Méhémet était grand-vizir et *rouméli-valessi*, ou gouverneur de toute la Turquie d'Europe, charge qui n'existe plus aujourd'hui ; il faisait gouverner par ses lieutenants toute cette partie de l'empire. Il chargea l'un d'eux, Daoud-Pacha, d'exécuter en Bosnie le firman qui y décrétait le recrutement. Un soulèvement général éclata. Daoud-Pacha fut chassé de Vechetrin, où il s'était laissé surprendre, et obligé par les insurgés de se réfugier à Betolia. Rechid-Méhémet-Pacha détacha alors de son armée six mille hommes, dont il donna le commandement à Mahmoud-Pacha, qui avait com-

mencé par être son *schamdangi-bachi*, c'est-à-dire son *chef du luminaire*, et il l'envoya châtier les rebelles, qui avaient à leur tête un bey bosniaque du nom de Hussein, auquel est resté dans le pays le nom de *capitaine Hussein*. C'était un homme de trente-un ans, d'une grande bravoure, d'une grande audace, d'un esprit très-ouvert et fertile en expédients. Mahmoud-Pacha était soutenu par le grand vizir, qui s'était avancé avec son corps d'armée jusqu'à Vechetrin, sur les frontières de Bosnie, et qui était prêt à y entrer, si son lieutenant n'avait pas pu venir à bout des insurgés. Mahmoud les battit dans trois rencontres successives, et obligea Hussein-Bey à chercher un refuge en Autriche. Resté maître de toute la Bosnie, il la parcourut en faisant exécuter partout le firman et opérer le recrutement. Il fit rentrer tout l'arriéré des impôts que la Porte n'avait pu se faire payer depuis plusieurs années, et gouverna tranquillement la Bosnie comme vizir pendant deux ans. C'était un homme de facultés ordinaires; mais ayant de l'aptitude pour la guerre, heureux dans tout ce qu'il entreprenait, et d'une bonté, d'une longanimité qui contrastaient avec la férocité et l'impétuosité de caractère de son chef et de son protecteur. Un voyageur anglais, à qui l'on doit un livre plein d'intérêt [1], nous a donné le portrait de Mahmoud-Pacha en quelques lignes, où la plaisanterie n'a pas altéré cependant la ressemblance. Il était alors à Janina, et c'était peu de temps avant sa mort.

[1] *Visites aux monastères du Levant*, par l'honorable R. Curzon.

« A neuf heures du matin, j'allai présenter mes respects au vizir Mahmoud-Pacha, un homme avec un long nez, et qui ressemblait tout à fait au pape Benoît XIV. Je restai quelques heures avec lui, parlant des affaires turques, et nous entrâmes dans une vive discussion sur la question de savoir si l'Angleterre était une partie de Londres, ou si Londres faisait partie de l'Angleterre. Il me parut un homme remarquablement bon; il prit un grand intérêt à entendre parler des affaires de l'Egypte, que j'avais récemment visitée... »

Mamoud-Pacha, devenu à son tour *rouméli-valessi*, mourut à Prisrend. Après lui, la Bosnie échappa de nouveau au contrôle de la Porte, qui, pendant plusieurs années, chercha vainement à y introduire, ainsi que dans l'Herzégovine, le *tanzimat-haïrié* (littéralement *règlement d'équité*). En septembre 1849, elle se décida à confier cette grave question à Tahir-Pacha, alors gouverneur civil et militaire de la Bosnie, en invitant les beys héréditaires des districts à user de toute leur influence sur les propriétaires turcs pour mettre en vigueur les nouvelles dispositions du tanzimat. Ces beys, comme on l'a vu, ont le titre de pachas, qu'ils doivent à la grande autorité qu'ils exercent dans le pays et aux cadeaux considérables qu'ils font aux hauts fonctionnaires du divan. Tahir-Pacha est un personnage déjà connu du public français, et nous n'aurons à dire que quelques mots avant de le montrer aux prises avec les événements qui marquèrent la fin de sa carrière et de sa vie.

Tahir avait été marchand dans sa jeunesse, puis armateur et propriétaire d'un bâtiment de commerce. De 1816 à 1819, il exerça la piraterie, tantôt redouté, tantôt persécuté par la Porte. Au moment où éclata la guerre de l'indépendance grecque, il fut gracié et chargé de hautes fonctions dans la marine. On sait que ce fut lui qui commandait la flotte turque à la bataille de Navarin, et qui eut l'honneur d'être vaincu par les trois plus grandes puissances maritimes du monde. Triomphe sans gloire, défaite sans déshonneur! Après la guerre, il fut investi des plus hautes dignités et envoyé, mais sans succès, en Algérie, pour opérer une entente avec le dey d'Alger. Plus tard, Tahir-Pacha fut nommé gouverneur général de Tripoli de Barbarie. Tombé de nouveau en disgrâce, il fut enfin nommé, en août 1849, gouverneur général de la Bosnie. Tahir-Pacha avait conservé le caractère d'un pirate barbaresque et les passions d'un vieux janissaire; il ne croyait pas la réforme possible dans l'empire ottoman, se moquait de toutes les idées étrangères, et était fort contrarié de la mission que la Porte lui avait confiée. Dans ses rares moments de bonne humeur, il se moquait lui-même des vaines tentatives qu'on l'obligeait à faire pour détruire le système féodal en Bosnie et dans l'Herzégovine. Cependant, pour se donner auprès de la Porte les apparences du zèle et de l'activité, il se prononça contre Ali-Stolatchovitch, pacha héréditaire de l'Herzégovine, dont la domination, maintenue par la terreur, enlevait aux populations chré-

tiennes toute confiance dans le succès des entreprises du divan. De son côté, Ali-Pacha se plaignait d'être obligé d'entretenir une très-nombreuse milice pour réprimer les incursions des brigands monténégrins. Il avait corrompu les hauts fonctionnaires qui pouvaient servir ses vues et fait des comptes de dépenses tellement exagérés, que, loin de tirer quelque profit de l'Herzégovine, la Porte était forcée d'y mettre du sien. Vers le mois d'octobre 1849, fin de l'année financière en Turquie, Ali-Pacha devait à la Porte le tribut tout entier, c'est-à-dire qu'il le portait en compte comme ayant été employé pour les dépenses de l'Etat.

Ali-Pacha, de la famille de Stolatchovitch, prenait son nom de *Stolatch* (au moyen âge *Stolzenburg*), château fortifié où l'on peut lire encore des versets de la Bible écrits en vieux caractères gothiques. Ce château est situé à trois lieues environ au nord-est de Mostar, capitale de l'Herzégovine. Ali était un vieillard plein d'orgueil farouche, et dont l'œil contemplait avec complaisance, sur les murs d'enceinte de son palais de Mostar et de ses châteaux d'été de Buna et de Stolatch, les pals garnis des têtes de chrétiens décapités par ses ordres ou par ceux de son *cavas-bachi* (chef de ses gardes), qu'il avait armé d'un pouvoir absolu. Il régnait véritablement et se flattait de l'espoir de voir rétablir en sa personne la dignité de *krall* (roi) de l'Herzégovine [1]. La Sublime Porte, impuissante pour réprimer

[1] L'Herzégovine était jadis unie au sandjack de Bosnie, mais elle

et punir la férocité d'Ali-Pacha, envoya cependant des commissaires pour examiner l'état des choses dans l'Herzégovine; c'est un des moyens les plus fréquemment employés par le divan, soit pour se débarrasser d'une question incommode et gagner du temps, soit pour s'assurer de la vérité. Les commissaires furent corrompus par Ali-Pacha, et s'en retournèrent avec des rapports mensongers. Les abus continuèrent donc comme par le passé.

Tahir-Pacha, au milieu de pareilles conjonctures, renonçant à s'occuper de l'Herzégovine, se mit à lutter en Bosnie contre les menées des pachas et des beys indigènes des différents districts. D'après les termes de son firman de gouverneur général, ces pachas et ces beys étaient placés sous son commandement et ne devaient agir que d'après ses ordres, mais ils se moquaient du firman et ne lui obéissaient pas. Ces chefs indigènes avaient le tanzimat en horreur, parce que l'exécution et l'application sérieuse de ce règlement les menaçaient de la perte de toutes leurs prérogatives et dignités en mettant un terme à leur pouvoir arbitraire. Ils avaient résolu d'user de tous les moyens à leur portée pour s'opposer à l'introduction des réformes. Une

forme maintenant un pachalik séparé. La Bosnie et l'Herzégovine se trouvent donc à peu près dans la situation où étaient ces provinces alors qu'il y avait un roi en Bosnie et un duc (*herzog*) en Herzégovine. Ce dernier mot veut dire le *duché*. On sait qu'en 1440, l'empereur Frédéric reconnut le titre de duc à Étienne, chef de la province. Ce duché ne cessa d'exister politiquement qu'en 1483, par la conquête des Turcs.

véritable conspiration s'organisa. Fazli-Pacha de Serajevo, Mahmoud-Pacha de Tousli, Mustahi-Pacha de Bihatch et Ali-Bey de Bania-Luca, qui étaient les plus marquants des conspirateurs, ne voulurent ou n'osèrent pas se mettre ostensiblement à la tête d'un soulèvement. Ils feignirent de se soumettre à la Porte et firent susciter adroitement une insurrection par des hommes presque inconnus, tels qu'Ali-Keditch, Méhémed-Riditch et autres, dont la résidence était dans la Croatie turque, siége traditionnel de tous les soulèvements bosniaques.

Ali-Keditch avait jadis commandé des bandes de voleurs, et avait fait plusieurs excursions sur le territoire autrichien ; depuis, il s'était retiré dans ses terres, qu'il administrait paisiblement. Par ordre des pachas conjurés, il réunit autour de lui les principaux propriétaires turcs de la *Craïne*[1], leur fit une petite allocution qui expliquait à la fois ce que c'est que le tanzimat, et surtout quelles passions et quelles antipathies soulevait ce seul nom. « Seigneurs propriétaires, leur dit Ali, la Sublime Porte, en voulant introduire parmi nous le tanzimat sans en avoir le droit, puisqu'elle ne possède pas la souveraineté absolue sur la Bosnie, qui n'a été liée à l'empire ottoman qu'en vertu de conventions, cherche à supprimer tous les droits inhérents à la possession héréditaire des fiefs. De cette façon, chaque propriétaire de fief devra : 1° payer l'impôt foncier;

[1] On appelle ainsi la Croatie turque.

2° fournir à des conditions fixées par la Porte le terrain nécessaire à l'existence des *giaours* (chrétiens) ; 3° la Porte a l'intention d'examiner les documents de chaque propriétaire de fief, et de le punir sévèrement de la non-exécution des conditions féodales pour le passé ; 4° enfin la Sublime Porte veut établir pour l'avenir de nouvelles règles, telles que la conscription générale pour le service militaire régulier, institution qui n'est point d'accord avec nos anciennes traditions, et qui nous assimilerait aux *giaours* comme les autres troupes régulières ottomanes. Souffrirons-nous de pareilles injustices ? » Ce discours suffit pour exciter les esprits des Bosniaques, et il fut résolu qu'on résisterait opiniâtrément à la Porte. Habitués au pillage, les Bosniaques ne connaissent le Coran que de nom ; mais ils n'en sont pas moins musulmans fanatiques, en ce sens qu'ils ne veulent pas de l'égalité avec les chrétiens.

Tahir-Pacha ne tarda pas à apprendre la résolution des insurgés ; il voulut les punir et marcha contre les places fortifiées qu'ils occupaient. Ses débuts furent heureux. Il les chassa de Passavina, de Bania-Luca, et les cerna même dans Swornik ; mais après s'être avancé jusque-là sans s'être assuré de ses derrières, il craignit avec raison de tomber dans une embuscade, et se retira en toute précipitation pour gagner la Croatie turque. S'étant frayé un passage entre Priédor et Stari-Maidan, il était au moment de franchir la rivière de l'Ouna, lorsqu'il fut cerné de si près par les insurgés, qui avaient repris l'offensive à la nouvelle de sa re-

traite, que toute communication avec la Bosnie lui fut coupée. La situation de Tahir-Pacha fut un moment très-critique. Au commencement de février 1850, il fût même sur le point de chercher un refuge sur le territoire autrichien avec son corps affamé, décimé par le typhus et réduit alors à trois bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et six canons. Tahir-Pacha put du moins se procurer en Autriche des provisions qui le mirent en état d'attendre pendant quelques semaines un temps plus favorable pour opérer sa retraite à travers les marécages de l'Ouna. Cette opération lui réussit, et les insurgés, ayant appris son passage, retournèrent dans leur ville de Bihatch, située dans une île marécageuse de l'Ouna, cherchant l'occasion de traiter avec Tahir-Pacha au moyen de cadeaux qu'ils échangèrent. C'est ainsi que se termina, sans le moindre avantage pour la Porte, cette campagne si maladroitement combinée par Tahir-Pacha, et dont le double objet était de châtier les Bosniaques et d'introduire le tanzimat en Bosnie. Les Bosniaques, au contraire, puisèrent dans leur succès plus de confiance en leur valeur, et s'imaginèrent que la Suhlime Porte ne parviendrait jamais à les soumettre.

Pendant cette campagne, les chrétiens de Bosnie ne purent former aucun parti, et leur sort fut des plus tristes. Tour à tour jouets de la Porte et de l'esprit insurrectionnel des musulmans bosniaques, ils flottèrent constamment entre la crainte et l'espérance. Divisés en catholiques romains et catholiques grecs, se

haïssant d'ancienne date, ils ne voulurent pas entendre parler d'un rapprochement entre eux, qu'avaient tâché d'amener leurs prêtres, les seuls hommes intelligents de leur race. L'Autriche, qui désirait se créer un parti en Bosnie, flattait le clergé catholique ; elle ne put se concilier le clergé grec, qui tous les jours fait des prières pour la santé du corps et le salut de l'âme de l'empereur de Russie. Elle tenta d'organiser sous main une propagande panslaviste par des Croates catholiques ; mais cette propagande, peu comprise par les catholiques, échoua auprès des grecs comme ayant une tendance opposée à leur religion. En résumé, les chrétiens portèrent presque tout le poids de la guerre, servant tour à tour celui des deux partis avec lequel les circonstances les mettaient en contact. Tout le travail des transports de l'armée turque fut fait ainsi forcément par des chrétiens, qui ne reçurent pas le moindre salaire [1].

Pendant que Tahir-Pacha et les insurgés s'épuisaient en marches et contre-marches sans résultats et occasionnaient à la Porte une dépense de plus de 9,000 bourses (environ 1,125,000 fr.), Fazli-Pacha, Mahmoud-Pacha et Mustahi-Pacha, chacun pour son compte, intriguaient à Constantinople pour obtenir la place de

1 Tahir-Pacha mit en réquisition six cents chrétiens et douze cents chevaux pour les transports ; quatre cent seize hommes avec six cents chevaux seulement retournèrent chez eux, et encore dans un état déplorable. Dans le camp des rebelles bosniaques, les chrétiens furent encore plus maltraités.

gouverneur général de la Bosnie, alléguant que cette province ne pouvait être administrée d'une façon profitable pour la Porte que par un Bosniaque. Mais la Porte, à qui ce thème était parfaitement connu, et qui savait à qui elle avait affaire, répondit en engageant ces fonctionnaires à user de leur influence pour introduire le tanzimat, et à se préoccuper sérieusement des moyens de changer l'ancien état de choses en vue du plus grand bien de l'empire.

Dans le mois de janvier 1850, au moment où Tahir-Pacha se voyait dans la situation la plus critique, on tint enfin conseil à Constantinople sur les affaires de Bosnie et sur les moyens de résister avec vigueur à un soulèvement qui menaçait de devenir général dans cette province. On manquait de soldats, on ne pouvait pas rappeler d'Asie les corps qui s'y trouvaient. Les garnisons de la Roumélie étaient faibles; douze mille hommes avaient été envoyés dans la Valachie. Les finances étaient en mauvais état, l'occupation des principautés ayant depuis dix-huit mois coûté beaucoup d'argent. Le crédit était affaibli; les banquiers arméniens ne voulaient plus rien prêter. Les difficultés de la situation se présentèrent alors au divan dans toute leur force. Il supposa, non sans raison, que l'Autriche, qu'il avait heurtée de front en accordant l'hospitalité aux réfugiés hongrois, et que la Russie, avec laquelle la Turquie était en collision en Valachie, verraient avec plaisir le soulèvement de la population musulmane en Bosnie, que ces deux puissances le favorise-

raient même au besoin, pour occuper et affaiblir la Porte par des troubles continuels. Si les motifs d'inquiétude et de crainte ne manquaient pas au gouvernement ottoman, on était loin d'apercevoir encore les moyens de faire face à cette crise, lorsque la Porte reçut de l'Angleterre le conseil de prendre énergiquement l'offensive. Décidé par cette démarche du cabinet britannique, le divan désigna les réserves de la Roumélie pour entrer en Bosnie, soumettre cette province et y introduire le tanzimat. Omer-Pacha fut nommé commandant en chef de l'expédition.

II

On connaît peu en Occident la vie aventureuse d'Omer-Pacha. Michel Lattas (c'était son nom parmi les chrétiens) est né au commencement du siècle dans le royaume d'Illyrie. Comme plusieurs de ses compatriotes, et notamment le trop fameux Djezzar, pacha de Saint-Jean-d'Acre, il fut obligé, dans sa première jeunesse, de quitter son pays et de s'enfuir en Turquie pour échapper à la rigueur des lois militaires. Hâtons-nous de dire que Lattas n'était coupable qu'envers la discipline. Il fut d'abord soumis aux plus rudes épreuves, et dut même contre la misère recourir à des travaux manuels; mais il embrassa de bonne heure l'islamisme comme le seul moyen, à cette époque, de faire disparaître en Turquie les obstacles qui gênaient l'essor de

son ambition, ou simplement les progrès d'une carrière qui s'annonçait alors comme bien modeste, car il est douteux que le petit officier fugitif ou le Croate devenu musulman se soit vu à cette époque, même dans ses rêves les plus audacieux, généralissime de l'armée ottomane et l'objet des plus hautes distinctions de la part des souverains de l'Europe. Michel Lattas appartenait à une famille obscure, et son éducation n'avait pu être achevée ; il est surtout probable que l'enseignement religieux avait laissé des traces peu profondes dans son âme. Je ne chercherai pas à le justifier, mais la facilité avec laquelle j'ai vu en 1849 les débris de l'insurrection magyare, des Croates, des Polonais, des Hongrois, abandonner la noble et antique religion de leurs pères, le signe sacré des croisades, avec lequel leurs ancêtres avaient si souvent vaincu, pour embrasser l'islamisme, a dû m'inspirer des réflexions moins sévères, sans effleurer mes croyances.

Le fameux comte de Bonneval disait : « On se casse la tête en Europe pour savoir pourquoi je me suis fait musulman. Mon Dieu, c'est uniquement pour aller en robe de chambre et en pantoufles toute la journée. » Michel Lattas, qui n'était pas né comte et qui devait se créer une position à force de travail, ne pouvait pas imiter le célèbre renégat français ; il entra dans l'armée turque, eut des commencements lents, difficiles, semés d'incidents curieux, et parvint, par son propre mérite et de grade en grade, aux plus hautes dignités de l'armée ottomane. Ses premières études dans une

école militaire européenne lui furent d'une grande utilité, et le placèrent tout de suite dans une situation de supériorité réelle à l'égard de ses nouveaux coreligionnaires. Aussi le prince Schwarzemberg, ce brillant homme du monde dont les révolutions avaient fait un grand ministre en quelques mois, était-il plus spirituel que juste, lorsqu'il disait en 1850 à l'auteur de ces souvenirs, en parlant d'Omer-Pacha : « Vous en faites trop de cas ; c'est un Croate, et c'est tout dire ; nous avons deux mille capitaines de cette force-là dans l'armée autrichienne. »

Ce fut en Syrie, où il était commandant militaire du Liban en 1842, qu'Omer-Pacha commença à se faire connaître et apprécier du gouvernement turc et de l'Europe. Il déploya dans les difficiles fonctions qui lui furent confiées une fermeté quelquefois cruelle, mais le plus souvent juste, et se rendit si populaire, que les Maronites le souhaitèrent un moment pour chef de la montagne. Lui-même dit volontiers que si la Porte l'eût fait prince du Liban, elle eût comblé les vœux des Druses comme des Maronites. Déjà il se laissait tromper par les mirages de l'ambition : on le verra plus tard sourire à l'idée d'une autre principauté ; la gloire s'habitue volontiers à regarder la domination comme la seule récompense digne d'elle. Dès cette époque, l'Oriental avait chez Omer-Pacha remplacé petit à petit l'Européen. Seulement c'était un Turc discutant en allemand ou en italien avec les consuls étrangers à Beyrouth et gardant toute la netteté de l'intelligence

occidentale. D'ailleurs il réunissait déjà ce mélange de ruse et de violence qui est le trait caractéristique des Orientaux. On peut en juger par le fait suivant, que je tiens de lui-même. Il était à Deir-el-Kamar, cette citadelle naturelle du Liban, dans le palais mauresque et féodal de Betteddin, où M. de Lamartine a vu l'émir Béchir dans les derniers jours de sa splendeur. Il venait de recevoir du gouverneur général de la province l'ordre d'arrêter un des cheiks druses les plus dangereux, lorsqu'on annonça le cheik druse lui-même, qui venait lui rendre visite. Le cheik est introduit et prend place sur le divan, à côté du commandant militaire. Après les compliments d'usage, Omer-Bey (c'était alors sa qualité) est obligé de quitter le divan où il était assis et de passer dans une autre p èce. Son absence ne dure que quelques minutes, mais à son retour il est frappé du changement qu'a subi la physionomie du cheik druse ; il le trouve préoccupé, sombre ; un coup d'œil rapide l'a bientôt instruit de la cause de l'émotion de son hôte. Il s'aperçoit qu'il a eu l'imprudence de laisser sur la place vide, entre le cheik druse et celle qu'il occupait lui-même, l'ordre d'arrestation à moitié ouvert. Le cheik, poussé d'abord sans doute par une simple curiosité (dans le Liban, on ne se pique pas d'être discret), avait ensuite lu avec un avide empressement cette pièce, qui était pour lui d'un intérêt si grave, et n'avait pu cacher son émotion avant la rentrée d'Omer-Bey. Celui-ci ne se trouble pas. Tout en entretenant le cheik avec une parfaite

liberté d'esprit, il fait sur place une réponse au pacha, représente le cheik druse comme un homme revenu de ses erreurs, ayant cessé d'être dangereux pour l'ordre public, et termine en annonçant au pacha que, loin de vouloir l'arrêter, il est décidé à lui offrir un emploi important. La lettre achevée, Omer-Bey la dépose sur le divan sans affectation, et prétexte l'obligation où il est de sortir de nouveau de la salle. Au bout d'un quart d'heure d'absence, il rentre et trouve le calme et la sécurité revenus sur les traits du cheik, qui avait lu avec une curiosité qu'Omer-Bey avait facilement pressentie le papier laissé sur le divan. Complétement rassuré, le cheik accepte l'hospitalité que lui offre le commandant militaire, soupe avec lui, couche sous le même toit. Le lendemain il avait sans doute oublié les incidents de la veille et s'apprêtait à monter à cheval pour retourner chez lui, quand il fut arrêté, conduit à Beyrouth et livré au pacha.

Après les affaires de Syrie, Omer, devenu pacha, fut envoyé en Albanie pour dompter l'insurrection et opérer le recrutement. Sa mission eut un plein succès malgré les difficultés qu'elle présentait, et il fut désigné pour aller faire les mêmes opérations dans le Kurdistan. Depuis lors, il fut considéré par tous les vrais musulmans, à Constantinople même, dans les plus hautes régions du pouvoir, comme un homme ferme, habile, heureux dans les entreprises difficiles. Sa supériorité autant que son ambition devait désormais lui interdire tout repos et lui susciter des rivaux et des

ennemis. Ce n'est guère que le privilége de la médiocrité patiente de s'avancer par des voies faciles et de désarmer les rivalités en évitant les luttes.

Telle était la situation d'Omer-Pacha lorsque dans le mois de juin 1848 une révolution éclata à Bucharest. Le prince Bibesco, impuissant à comprimer l'agitation, qu'on l'accusait, ainsi que son frère, d'avoir en partie suscitée, quitta les principautés sans essayer la lutte, et Soliman-Pacha, envoyé par le divan pour rétablir l'ordre en Valachie, se borna à régulariser pour ainsi dire la révolution, à l'installer et à assister plutôt encore comme spectateur bienveillant, mais inactif, que comme tuteur intelligent et ferme aux tentatives stériles et aux troubles inévitables d'un gouvernement qui n'avait pas de conditions de durée. La Porte Ottomane, voulant réparer les fautes commises par Soliman-Pacha, mise d'ailleurs en demeure d'agir par la Russie, qui était armée par les traités, et surtout par son ascendant, du droit d'intervenir dans les principautés, résolut d'y envoyer un commissaire impérial et un nouveau chef militaire. Le commissaire impérial était Fuad-Effendi, aujourd'hui Fuad-Pacha et ministre des affaires étrangères, alors grand référendaire du divan. Omer-Pacha commandait le corps d'occupation.

Il passa le Danube à Giurgevo au mois de septembre 1848, non loin du village d'Oltenitza, et tout près de l'île de Ramadan, dont les noms ont été rendus célèbres par les armes turques en 1853 et 1854. Il se trou-

vait sur un grand théâtre, mais il ne jouait pas encore le premier rôle. Revêtu de pouvoirs considérables, représentant la personne du sultan, envoyé pour organiser le gouvernement des deux principautés, doué de qualités brillantes, Fuad-Effendi offrait pour la première fois aux yeux étonnés des Moldo-Valaques un diplomate musulman, jeune encore, d'une physionomie agréable, d'un esprit charmant, récemment chargé de missions importantes auprès de trois reines. Nul ne pouvait parmi eux soupçonner ce qui se cachait d'étude sous l'apparent abandon de Fuad-Effendi parlant de la grandeur de l'Angleterre et de l'éloquence de ses hommes d'État, des merveilles de l'Alhambra et des beautés du Tage. La poitrine couverte d'ordres de chevalerie, qui ornaient pour la première fois l'uniforme d'un musulman, Fuad-Effendi devait absorber presque toute l'attention et presque tout l'intérêt dans les capitales de la Valachie et de la Moldavie. Les diplomates et les généraux russes n'étaient pas hommes à lutter avec Fuad-Effendi pour les qualités extérieures, et devaient vaincre par d'autres armes. Quant à Omer-Pacha, il semblait attendre patiemment son heure, celle des combats, qui devait lui donner l'importance à laquelle il aspirait. Il sentait déjà sa valeur, et tout en s'effaçant devant le commissaire ottoman, il commençait à se faire remarquer : de son séjour en Valachie date sans doute la grandeur exceptionnelle à laquelle il est parvenu dans son pays d'adoption.

Comme tout Ottoman, Omer-Pacha prévoyait depuis

longtemps la possibilité et même la nécessité d'une guerre entre la Turquie et la Russie, et il était heureux d'une circonstance qui lui permettait d'étudier de près les Russes avant de les combattre, de mettre les soldats turcs en contact avec les soldats russes, et de leur inspirer peu à peu la confiance sans laquelle une armée ne peut espérer de vaincre. L'armée russe, à vrai dire, celle qui occupait les Principautés sous les ordres de l'aide de camp général Lüders, ne gagnait pas à être mise en présence des Turcs, si l'on en exceptait la cavalerie et peut-être le matériel de l'artillerie. La nourriture saine et abondante distribuée aux Ottomans, comparée aux détestables aliments qui font l'ordinaire du soldat russe, donnait à penser à ce dernier, qui faisait volontiers taire quelquefois l'amour-propre national au profit de son estomac. La comparaison qu'Omer-Pacha fit à cette époque entre ses troupes et les soldats russes lui inspira dès lors de la confiance et de grands projets. Après plusieurs mois de manœuvres et d'exercices à feu dans lesquels les Turcs montrèrent une grande promptitude et une rare précision, une occasion s'offrit au commandant en chef de les faire admirer à ses amis et à ses ennemis, et il la mit à profit. Le 1er septembre 1849, il invita toutes les autorités et les principaux habitants de la ville de Bucharest à assister à la cérémonie du licenciement des soldats qui avaient terminé leur temps de service. L'armée ottomane était sous les armes dans la vaste plaine de Banneassa, près de la chaussée qui fait le prolongement de la prome-

nade publique appelée Jardin de Kisselef. Sur cette plaine s'élevaient les tentes vertes des Turcs surmontées du croissant, et teintes des derniers rayons du soleil. Là Omer-Pacha déploya et fit manœuvrer ses bataillons et sa cavalerie. Il était monté sur un superbe cheval arabe dont il contenait avec aisance la fougueuse ardeur. Près de lui était l'hospodar Stirbey, fort embarrassé de l'honneur qu'on lui faisait de passer en revue les troupes turques, allant du commissaire ottoman, Fuad-Effendi, au commissaire russe, le général Du Hamel, s'étudiant à ne montrer de préférence ni à l'un ni à l'autre. Autour d'eux se groupaient les pachas turcs à la tournure lourde, mais au visage résolu, et les généraux russes, la tête surmontée du casque prussien, le corps emprisonné dans l'uniforme, exprimant tout haut leur admiration, raillant tout bas chez les Turcs ce qu'ils appelaient les prétentions à la tenue européenne, mais visiblement étonnés des progrès de l'armée ottomane. Parmi les généraux russes, il y en avait que le commandant turc devait plus tard rencontrer sur le champ de bataille. Des rafraîchissements avaient été servis sous une vaste tente, et Omer-Pacha y fit les honneurs de son camp aux dames qui avaient été invitées, et dont quelques-unes étaient d'une rare beauté, avec une aisance et une rondeur toutes militaires, si ce n'est avec grâce. La revue fut fort belle, un temps admirable la favorisait, et une éclipse de lune, qui fut visible au commencement de la soirée et qui donnait à cette planète la forme d'un croissant, fut accueillie par les Turcs

comme un bon augure. Les troupes licenciées ne devaient pas regagner immédiatement leurs foyers, elles devaient rester encore sous les drapeaux, mais ce temps devait compter pour les réserves. Le général en chef avait jugé à propos de faire lire le firman de licenciement avec solennité, et de désigner ainsi publiquement les bataillons appelés à rentrer dans leurs foyers, afin de calmer l'impatience de ses troupes et de tromper pour quelque temps l'ardent désir qu'elles avaient de retourner en Turquie [1].

Si la conduite du général en chef comme militaire et administrateur avait révélé des qualités estimables, ses débuts comme homme politique ne furent pas heureux, et il ne se fit pas toujours remarquer par la modération et l'esprit de suite dans les actions. Contrairement aux vœux secrets de son gouvernement, qui désirait le triomphe de l'insurrection magyare, alors menaçante pour la cour de Vienne, puisque celle-ci fut obligée de recourir à l'intervention armée de la Russie ; contrairement au moins à l'attitude de parfaite neutralité qui était imposée à l'armée ottomane par les ordres du divan et par les intérêts de la Porte (qui avait déclaré qu'en faisant occuper la Moldo-Valachie, elle n'avait

[1] La nostalgie poussait quelquefois les soldats turcs à des actions désespérées. Il y avait peu de jours qu'un certain nombre d'entre eux, en garnison à Craïova, dans la Petite-Valachie, avaient formé le complot de mettre le feu à la ville, et de profiter du désordre pour piller et s'enfuir. Ce complot avait été découvert, et Omer-Pacha en avait fait périr les chefs sous le bâton.

voulu que sauvegarder son propre territoire), Omer-Pacha, lorsque l'aide de camp général Luders franchit pour la première fois les Carpathes avec son corps d'armée pour pénétrer en Transylvanie, fit connaître aussi son désir d'imiter les Russes, afin de contribuer à la réduction des rebelles. L'inaction lui pesait. Il fallut la haute raison et l'éloquence persuasive de Fuad-Effendi pour le contenir et le convaincre de son erreur. Quelque temps après, il passa d'un extrême à l'autre et se montra hostile aux Autrichiens, qui n'avaient pas su ou n'avaient pas voulu ménager sa vanité. Voici dans quelles circonstances. Au mois de février 1849, le général autrichien Puchner fut complétement battu aux environs d'Hermanstadt par Bem, qui avait réussi à le séparer des Russes commandés par le colonel Skariatin. Poussé l'épée dans les reins, il fut contraint de chercher un refuge sur le territoire de la Valachie, que sa neutralité aurait cependant dû faire respecter. Puchner et Skariatin furent tous deux récompensés, l'un pour n'avoir pas désespéré de l'Autriche dans les mauvais jours, l'autre parce que la Russie ne pouvait pas admettre que ses troupes eussent été battues par les insurgés magyares. De tout temps, dans la guerre comme dans la diplomatie, on a vu des défaites récompensées comme des succès. Les soldats de Puchner entrèrent ou plutôt se précipitèrent en désordre dans le défilé de la Tour-Rouge, et, n'étant plus contenus par leurs officiers, se livrèrent, dans les villages qu'ils traversèrent ou qu'ils occupèrent, à tous les excès, à toutes les vio-

lences d'une soldatesque indisciplinée. On allégua pour les excuser le complet dénûment dans lequel ils se trouvaient, et le gouvernement valaque, de concert avec les autorités ottomanes et russes, déploya une grande activité pour venir à leur secours. Le gouvernement autrichien reconnut ces services par des récompenses honorifiques dont il avait été jusque-là fort avare, mais qui, à partir de cette époque, furent décernées avec assez de prodigalité, surtout dans l'armée russe et l'administration valaque. Fuad-Effendi reçut la couronne de fer de première classe, ainsi que le général Du Hamel. Constantin Cantacuzène, qui était caïmacan de la principauté, eut la croix de commandeur de Saint-Léopold, et le consul général de Russie, M. de Kotzebue, qui, fidèle au génie paternel, avait joué la comédie sur le théâtre de Bucharest au profit des soldats de Puchner et des vaincus de Bem, eut la couronne de fer de seconde classe. Omer-Pacha fut seul oublié, et il n'eut pas le bon goût ou la dignité de se taire ; il fit entendre des plaintes amères et saisit bientôt l'occasion de se venger.

Lorsque l'insurrection magyare fut vaincue, bien plus par la discorde et l'esprit injustement exclusif des Hongrois que par les armes russes, les chefs de cette insurrection se retirèrent sur le territoire valaque et ottoman par toutes les issues que gardaient les officiers du corps d'armée d'Omer-Pacha, et furent reçus par son ordre avec des honneurs qui irritèrent les Russes comme les Autrichiens, qui firent prévoir aussi les

longues discussions que devait soulever un peu plus tard l'affaire des réfugiés. Omer-Pacha ne s'en tint pas là. Une foule de réfugiés obscurs, et qui n'étaient réclamés ni par l'Autriche ni par la Russie, — Hongrois, Allemands, Polonais, — affluaient à Bucharest et apostasiaient publiquement dans le palais occupé par Omer-Pacha, devenu la principale autorité ottomane en Moldo-Valachie après le départ de Fuad-Effendi pour Saint-Pétersbourg. Chaque nouveau converti recevait trois ducats au moment où il était coiffé du fez et la promesse d'une somme égale par mois. Du reste la somme donnée à chaque nouvelle recrue variait suivant l'importance de l'individu. Voici à peu près le dialogue qui s'établissait entre le muchir de Roumélie et les nouveaux soldats qu'il recrutait pour la Porte : « Vous voulez devenir Turc? — Oui, Excellence. — C'est bien, vous n'êtes pas pour cela obligé de changer de religion. — Je ne le savais pas, j'en remercie Votre Excellence. — Mais vous savez qu'il faut en Turquie une obéissance passive, et qu'il n'y a là d'autre loi que le sabre. Demain vous serez dirigé sur Routschouck. » Les nouveaux Turcs n'étaient pas obligés de passer par les épreuves qui étaient exigées jadis, et qu'Omer-Pacha connaissait par expérience; mais, bons ou mauvais, ils devenaient musulmans. C'était là un scandale profondément attristant, et qui surtout blessait le consul d'Autriche, bien qu'il n'osât pas réclamer, tant la cause de l'insurrection était populaire parmi les milliers de sujets autrichiens qui habitent Bucharest, et

tant elle inspirait de sympathie même à la noblesse valaque, que le naufrage des institutions hongroises alarmait pour le sort des institutions de son pays.

.... Jam proximus ardet
Ucalegon...

D'ailleurs à cette époque l'Autriche, dans les principautés, était tombée dans un entier discrédit et n'exerçait aucune influence. Ses agents se bornaient depuis longtemps à marcher avec une parfaite discipline dans la voie tracée par ceux de la Russie; ce fut donc l'agent de France qui, par un sentiment de convenance, fit auprès d'Omer-Pacha une démarche toute personnelle, et obtint du général ottoman l'atténuation du scandale, bien que celui-ci continuât de maintenir son droit d'agir comme il le faisait. Bien plus, Omer-Pacha parlait hautement et en toute occasion des nombreuses apostasies qui se déclaraient dans les rangs les plus élevés de l'émigration hongroise, et enregistrait avec plaisir les noms des généraux et des nobles qui se faisaient musulmans. Renégat lui-même, il n'était pas fâché, bien que sa conscience le troublât peu, d'avoir des imitateurs du nom et du rang de ceux qui augmentaient le nombre des sectateurs du prophète.

Ce fut à cette époque qu'Omer-Pacha présenta dans les salons de Bucharest, comme sa femme, une jeune Allemande dont l'histoire est à la fois bien simple et bien singulière. Elle était de Cronstadt en Transylva-

nie, et, comme un grand nombre de ses compatriotes, elle était venue chercher à Bucharest un peu d'aisance par le travail. Bucharest et Yassy sont la Californie de la Transylvanie et de la Bukovine, et le luxe de ces deux grandes villes a enrichi plus d'un pauvre enfant des frontières de l'Autriche. Omer-Pacha avait alors,—novembre 1849,—une petite fille de cinq ou six ans qui était pleine de vivacité et d'intelligence. Ses femmes étaient mortes, ou il les avait renvoyées, et ses coreligionnaires ne manquaient pas de dire qu'il en changeait trop souvent, même pour un Turc. Il voulut faire apprendre le piano à sa fille, et on lui indiqua la jeune Saxonne, qui fut bientôt après installée dans son palais. Elle-même était très-timide et sortait à peine de l'enfance. Elle avait le teint très-blanc, les cheveux d'un blond très-clair, genre de beauté rare en Orient. Elle avait du talent comme musicienne; elle plut à Omer-Pacha, et l'institutrice de la petite Éminé devint bientôt sa belle-mère. Elle parut dès lors dans le monde avec les plus riches toilettes et sans voile; son mari la traitait comme une Européenne et avec les plus grands égards. Omer-Pacha est très-sensible aux charmes de la musique et de la conversation; il aime l'esprit et a sur le rôle des femmes dans le monde et dans leur intérieur des idées fort justes; mais on dit que la pratique ne s'accorde pas toujours chez lui avec la théorie. Lors de son dernier séjour en Valachie, où elle avait de nouveau accompagné son mari, madame Omer-Pacha, devenue tout à fait *khanoun*, ne sortait plus qu'avec le voile,

précédée d'affreux eunuques noirs; on l'appelait, en lui parlant ou en parlant d'elle à Omer-Pacha, en français ou en allemand, *madame la maréchale.* Omer-Pacha, qui a l'esprit de famille à un haut degré, combla les parents de sa femme. La mère, apprenant la fortune de sa fille, était venue de Cronstadt à Bucharest, sans être annoncée et sans avoir prévenu de son arrivée; elle monte, vêtue comme les paysannes saxonnes et chaussée de grosses bottes, dans l'appartement de son gendre. On allait se mettre à table. Omer-Pacha la reçoit comme sa mère, aide sa femme à la débarrasser de ses bottes, fait apporter un bassin pour lui laver les pieds, et lui prodigue les démonstrations respectueuses d'un fils musulman.

Cependant Omer-Pacha, qui avait été nommé muchir de l'armée de Roumélie, c'est-à-dire commandant des forces ottomanes dans la Turquie d'Europe, et que ne contenait plus l'esprit prévoyant et conciliateur de Fuad-Effendi, se laissait aller de nouveau à sa nature impétueuse et à son antipathie contre les Russes et leurs partisans, bien qu'il se parât volontiers néanmoins du grand-cordon de Sainte-Anne, qu'il avait reçu, ainsi que Fuad-Effendi, après le rétablissement de l'ordre légal en Valachie. Il tenait un langage imprudent, mais qui témoignait de la confiance qu'il avait en lui-même et de son désir d'effacer les humiliations de la Turquie. Il ne parlait plus de la guerre comme d'une dure nécessité à laquelle la Turquie pouvait être contrainte pour le maintien d'un droit sacré

(il s'agissait toujours de la question des réfugiés) ou la défense de son honneur, mais presque comme d'un événement heureux dont il fallait saisir l'opportunité, et qui devait l'affranchir l'empire ottoman d'une influence étrangère qui avait trop longtemps pesé sur lui. C'était le sujet favori des conversations d'Omer-Pacha, qui aimait à faire le dénombrement des forces dont la Porte pouvait disposer. Il comptait sur soixante-douze officiers supérieurs nouvellement acquis à l'islamisme, six mille soldats réfugiés, huit grands bâtiments à vapeur, quinze petits, quarante bâtiments à voile, cent vingt mille hommes de troupes régulières en Europe, quarante mille en Asie et autant de troupes irrégulières. Puis, parlant de la Russie, il disait : « Ses forces ne sont pas aussi formidables qu'on se l'imagine; elle ne peut pas mettre plus de trois cent mille hommes sous les armes pour marcher contre nous, et nous pouvons en mettre deux cent cinquante mille sur pied, en comptant notre réserve. Nous avons d'ailleurs pour nous l'avantage du terrain. » Il ajoutait : « Mon plan, pour le cas où la guerre éclaterait, est fait, il a été communiqué à la Porte. Nous repasserions le Danube, parce qu'une province occupée par l'ennemi est une province prise; mais les Russes seront bien vite obligés d'évacuer la Bulgarie, et nous pourrons alors reparaître dans les principautés. Les soldats turcs sont pleins d'ardeur, et il ne faut rien moins que la discipline la plus sévère pour les empêcher de se jeter sur les Russes. La population de Constantinople, qui donne

l'impulsion à la Roumélie comme à l'Asie Mineure, s'est prononcée pour la guerre, elle est prête à aider le gouvernement de ses bras et de sa bourse. Les officiers instruits, élevés en Europe, manquent beaucoup moins qu'on ne le croit; d'ailleurs le corps des officiers russes est très-faible. Le général Lüders, sous prétexte de ne pas savoir assez bien l'allemand, qu'il parle comme moi, a toujours refusé la conversation sur la guerre de Transylvanie. Nous n'avons rien à craindre des populations chrétiennes de la Roumélie. Les Serbes seuls sont agités, mais ils ne se lèveront pas. La guerre de Hongrie, dont les Russes sont si vains, n'est pas si honorable pour eux. La trahison de Gœrgey a fait leur victoire. Dès le mois d'avril, il était, par l'intermédiaire du comte Zichy, en relations avec le maréchal Paskiewitch. »

A travers beaucoup d'exagérations, on conviendra qu'il y a dans ce fidèle résumé des sentiments d'Omer-Pacha des idées justes et quelques vues prophétiques à force de perspicacité. Bien souvent, par malheur, la passion et les préjugés aveuglaient le muchir de Roumélie. Ainsi il comptait surtout dans ses plans sur l'alliance active de la Grande-Bretagne, il ne demandait et n'espérait même que la neutralité de la France. Il la croyait disposée à l'alliance russe et ne rendait pas justice à sa puissance militaire. A l'époque dont je parle, il est vrai, c'est-à-dire au sortir de l'affaire des réfugiés, dans les premiers mois de 1850, l'Angleterre jouait un rôle prépondérant en Orient. Plus tard Omer-Pacha

prit de nous une tout autre idée, quand il vit l'armée française réunie à Varna et qu'il assista à la revue passée par le maréchal Saint-Arnaud, surtout quand il apprit la victoire de l'Alma et les sanglants triomphes d'Inkermann. Que dut-il dire après la prise de Sébastopol, alors qu'il voyait la Erance, semblable à l'aigle de Shakspeare,

Towering in her pride of place?

La conduite d'Omer-Pacha répondait à ses discours. Il commettait des actes arbitraires, tels que les pachas s'en permettent quelquefois dans les provinces les plus reculées de l'empire. Ainsi, ses gens s'étant querellés au marché avec des Valaques, il avait fait arrêter ces derniers et les avait fait bâtonner devant son palais, sans autre forme de procès, et sans donner le moindre avis à l'autorité locale. Au théâtre, il faisait faire la police par ses soldats au bas de l'escalier par lequel il arrivait à sa loge, et cette police se faisait assez brutalement [1]. Comme gouverneur militaire de Bucharest,

[1] C'est surtout depuis qu'Omer-Pacha réunissait, par le départ de Fuad-Effendi pour Saint-Pétersbourg, les fonctions de gouverneur militaire à celles de commissaire impérial, qu'il se laissait aller à ces regrettables mouvements de passion. Un soir il assistait avec sa femme, encore vêtue à l'européenne, à un concert où l'élite de la société de Bucharest s'était donné rendez-vous. A la fin du concert, l'aga de la ville, préfet de police, fit d'abord avancer la voiture d'Omer-Pacha comme celle du principal personnage présent à la soirée. On doit le dire, les préfets de police valaques déploient dans ces circonstances-là beaucoup plus de zèle

il croyait pouvoir infliger lui-même des punitions et faire acte de souveraineté sans ménager l'autorité de l'hospodar, tandis que les Russes, plus habiles, se servaient du chef du pays pour faire tout ce qu'ils voulaient, mais sans éclat. Un autre procédé du muchir ajouta aux déboires du prince de Valachie. Le sultan, sur la proposition de Fuad-Effendi, avait accordé des décorations à quelques boyards; Omer-Pacha les remit lui-même, tandis que le général Du Hamel et le général Lüders s'étaient adressés au prince pour la remise de celles qui avaient été conférées par l'empereur de Russie. Il est vrai que parmi les boyards, objet des faveurs du sultan, il y avait trois fils de feu l'hospodar Grégoire Ghika, qui avaient déclaré qu'ils ne rece-

et d'autorité que de dignité. Le public s'en trouve bien et eux aussi sans doute, mais pour cette fois M. Alexandre Plagino (c'était le nom de l'aga) fut bien mal récompensé des peines qu'il s'était données. Omer-Pacha ne se hâtait pas et descendait majestueusement les escaliers, donnant le bras à sa femme, pendant que d'autres personnes attendaient en bas avec impatience. Parmi elles se trouvait le consul général de Russie, qui témoigna son mécontentement à l'aga. Celui-ci, ne voyant pas venir Omer-Pacha, donna l'ordre au cocher du muchir de faire place à celui de M. de Kotzebue; mais à peine celui-ci est-il parti que le muchir de Roumélie paraît et ne trouve pas sa voiture, qu'il lui fallut attendre plus d'un quart d'heure, parce que, le passage étant très-étroit, le cocher avait été obligé de faire un long détour pour venir reprendre la file. Omer-Pacha entra alors dans un véritable accès de fureur, traita l'aga, qui était un des gendres de l'hospodar, de coquin (*spitzbube*) et leva même la canne sur lui. Ce qui avait exaspéré Omer-Pacha, mais ce qui ne justifiait pas sa violence, c'était l'obséquiosité des autorités valaques pour les Russes dans toutes les occasions.

vraient jamais les décorations du prince Stirbey, qui leur avait baisé la main pendant le règne de leur père.

Dans toutes ces occasions, c'était à l'agent de France que le prince de Valachie avait recours, soit pour se soulager en versant ses plaintes dans une oreille bienveillante, soit pour obtenir, par l'influence de son impartialité reconnue et des bonnes relations qui existaient entre Omer-Pacha et lui, que la fougue de ce dernier fût légèrement tempérée. Ce caractère, longtemps contenu par une position secondaire, prenait en effet largement sa revanche [1]. Omer-Pacha ne cachait plus son désir de voir la guerre déclarée entre la Turquie et la Russie. Employé par son gouvernement dans toutes les occurrences sérieuses et difficiles, vainqueur des Druses, des Albanais et des Kurdes, considéré comme le premier homme de guerre de l'empire, il avait de lui-même une haute opinion, et souhaitait vivement une occasion de se mesurer avec des adversaires européens. Il parlait des généraux Haynau, Lüders, Rudiger, Jellachich, du maréchal Paskievitch lui-même, comme s'il avait parlé d'égaux avec lesquels il lui tardait de se rencontrer sur un champ de bataille. Cette confiance ne déplaisait pas; mais on eût

[1] Homme d'impression, le muchir tenait souvent un langage aussi variable que ses impressions mêmes. C'est ainsi qu'à une époque où il avait espéré être ministre de la guerre, son désappointement, en apprenant la nomination d'un concurrent, lui arracha les discours les plus amers contre la Porte et les plus imprudents, puisqu'il dévoilait, avec l'autorité d'un homme du métier, les côtés faibles de la Turquie comme puissance militaire.

voulu la voir s'exprimer avec moins d'assurance. Notre excessif respect des convenances nous rend insupportable le naïf aveu de la supériorité, plus modeste cependant quelquefois qu'une modestie affectée. Les événements de 1853 et 1854 ont donné en partie raison à Omer-Pacha, et, de l'avis de tous les juges impartiaux, il s'est montré supérieur à ses adversaires.

Parmi les généraux russes qui se trouvaient alors à Bucharest, il y en avait qui venaient de jouer un rôle dans la campagne de Transylvanie, ou qui devaient plus tard se mesurer avec les Turcs ou leurs alliés sur les bords du Danube ou en Crimée. Les généraux Lüders, Dannenberg et Niépokoëtchinski étaient ceux qui commandaient le plus l'attention, soit par leur rang, soit par leurs qualités et leur caractère. Le général Lüders, commandant du cinquième corps qui avait opéré en Transylvanie, serré comme un jeune homme dans son uniforme, aussi empressé dans un salon auprès des femmes qu'audacieux devant l'ennemi, payait partout de sa personne, le compliment à la bouche ou le pistolet au poing, sans être arrêté par son âge ou par son rang; ses manières étaient simples, son langage dépouillé de toute affectation et de toute emphase. Il venait de remporter de grands succès en Transylvanie; ses flatteurs l'appelaient le *libérateur de la Transylvanie*, et lui donnaient le surnom de *Zakarpatsky*, qui n'a été consacré ni par un ukase ni par l'histoire. Il racontait lui-même la campagne qu'il venait de faire avec une modestie qui rehaussait son

mérite, qu'il ne croyait dû qu'au bonheur, mais ce bonheur avait été égalé par son activité. La calme franchise de son langage étonnait beaucoup ceux qui croyaient que les Russes tiennent leurs pensées prisonnières, et qui ne savent pas que la plus grande liberté anime et relève souvent leurs conversations. D'ailleurs, à l'époque dont nous parlons, les Russes se croyaient parvenus à un tel degré de supériorité, qu'ils ne pensaient plus avoir à garder d'autres ménagements que ceux commandés par la politesse ou le respect des convenances. Parlant de la Transylvanie et de la campagne qu'il y avait faite, le général Lüders disait : « Il règne entre les Autrichiens et les Hongrois une haine profonde, et ces derniers sont également détestés par toutes les races qui couvrent le territoire de la Hongrie, Saxons, Serbes, Croates, Valaques. Ceux-ci surtout sont à l'état de parias, et forment en Transylvanie la population la plus malheureuse ; ce sont eux qui ont, dès le commencement de l'insurrection, soutenu l'armée autrichienne, et les Russes ont eu beaucoup à se louer de leur concours pour les approvisionnements. Dès le principe, leur union avec les Hongrois aurait probablement donné une autre tournure à l'insurrection. Sans les provisions que j'ai trouvées dans les principautés et sans Yanco, le chef des Valaques de Transylvanie, je n'aurais pu réussir. Aussi, parmi les correspondances que j'ai interceptées, ai-je trouvé des lettres de Kossuth à Yanco, dans lesquelles il disait que les Hongrois se repentaient d'avoir méconnu les droits

de leurs frères valaques, et qu'en cas de succès ceux-ci pourraient compter sur toutes les concessions qu'ils demanderaient. Les Valaques, ajoutait le général Lüders, sont très-dignes d'intérêt, et j'ai adressé en leur faveur un mémoire à l'empereur, qui m'a répondu qu'il ne pouvait pas intervenir en pareille matière, mais qu'il avait transmis le mémoire à la cour de Vienne. L'Autriche sera obligée de donner aux Valaques des droits égaux à ceux des autres nationalités; mais ils sont dans un abaissement complet. »

Le général Lüders n'était pas le seul à s'exprimer avec cette franchise : un autre général russe trouvait que la facilité avec laquelle l'armée d'intervention avait vaincu diminuait infiniment l'importance du triomphe. Le général Dannenberg était un homme d'une grande instruction, d'une conversation pleine d'attrait, et du commerce le plus agréable et le plus doux. Son langage, avec les formes les plus réservées, était dans le fond d'une hardiesse qui se plaisait à aborder les questions de philosophie ou de religion les plus délicates. Il n'occupait pas à cette époque le rang dû à ses services et à son mérite, et il passait pour avoir encouru la disgrâce de l'empereur Nicolas; mais rien dans son langage ou dans son attitude ne sentait l'aigreur, et son mécontentement ne se devinait qu'à une tristesse douce et à la fine ironie qui était un des attraits de sa conversation. Quant au général Niépokoëtchinski, il était entré comme capitaine en 1848 en Valachie; ses talents comme officier d'état-major lui avaient valu un rapide

avancement, et il avait été fait général à la mort de Skariatin, tué près de Cronstadt.

A cette date, Fuad-Effendi était parti pour Constantinople, où il allait remplir les fonctions de conseiller du grand vizir, qui équivalent à celles de ministre de l'intérieur; il quitta les Principautés après avoir grandi en influence, mais il avait perdu ce charme qui attirait et commandait la confiance, et qui avait disparu avec les espérances qu'il avait fait naître et les honneurs dont il avait été comblé. Il fut remplacé par Achmet-Vefyck-Effendi, l'un des hommes les plus distingués et l'un des esprits les plus fermes que nous ayons rencontrés. Le muchir de Roumélie quitta la Valachie peu de temps après Fuad-Effendi pour se rendre à Constantinople, où il était appelé et où on devait lui confier le commandement de l'armée destinée à opérer en Bulgarie et en Bosnie. La situation de ces deux provinces appelait la plus sérieuse attention de la Porte Ottomane.

III

Dans les premiers jours d'avril 1850, le nouveau commandant en chef reçut l'ordre de se rendre à Constantinople pour être investi de ses pouvoirs et en même temps donner son opinion sur la manière d'opérer en Bosnie. Omer-Pacha, comme nous l'avons dit, quitta son poste de Bucharest vers la fin du même mois, fut

reçu le 3 mai par le sultan de la façon la plus bienveillante, et obtint pour ses services rendus en Valachie une gratification de 1,000 bourses (125,000 fr.). On lui enjoignit de s'entendre avec le ministère de la guerre pour prendre connaissance de l'état de la Bosnie et se concerter sur les détails de l'expédition; mais, ainsi qu'il arrive ordinairement en Turquie, Omer-Pacha rencontra dans le ministère de nombreux ennemis, malgré la haute protection dont l'honoraient le sultan lui-même et son premier ministre Rechid-Pacha. On ne pouvait pardonner au renégat son mérite personnel et surtout la confiance qu'il avait inspirée à son souverain comme homme de guerre. On chercha à le contrarier de toutes les manières, on rejeta ses plans comme ne répondant pas au but de l'expédition, et on voulut l'amener à en suivre d'autres. Toutes ces contrariétés décidèrent Omer-Pacha à demander au sultan une audience particulière, dans laquelle il lui déclara que les conjonctures au milieu desquelles il se trouvait l'obligeaient à se démettre du commandement. Le sultan, qui avait à cœur le rétablissement de son autorité en Bosnie, calma le général, lui conseilla d'adopter les plans du ministère, et de choisir quelques bons officiers hongrois et polonais pour former son état-major. Omer-Pacha put en même temps espérer qu'on le laisserait par la suite libre d'agir d'après ses propres inspirations.

On a beaucoup parlé des abus que crée le despotisme ministériel dans un gouvernement parlementaire;

mais ce despotisme devient une monstruosité sous une monarchie absolue comme celle des sultans. Au moins, sous le gouvernement parlementaire, les ministres portent le poids de la responsabilité et peuvent être attaqués par droit de légitime défense; mais quand la souveraineté réside tout entière, soit par la force des traditions, soit par le vœu des peuples, dans la main du monarque, toute sécurité disparaît, s'il n'est pas la fontaine de grâce et de justice même contre les instruments de son propre pouvoir.

Omer-Pacha se soumit à la nécessité, adouci par les paroles flatteuses du sultan, l'un des hommes dont les manières ont le plus de grandeur simple et de grâce souveraine. Il consentit à suivre les plans qu'on lui proposait, et quitta Constantinople le 10 mai 1850, accompagné de trente officiers polonais et hongrois, mais sans connaître même les forces placées sous son commandement. Après s'être rendu d'abord à Monastir, siége de son pachalick militaire, et y avoir réglé ses affaires particulières, il partit pour Pristina, où, d'après les avis du ministère de la guerre, il devait trouver son corps d'armée concentré. Chemin faisant, il recueillit quelques données sur les bataillons qui l'attendaient, et, arrivé à Pristina, il sut à quoi s'en tenir sur la force de ces troupes et sur l'état où elles se trouvaient. Onze bataillons d'infanterie formant un effectif de huit mille deux cents hommes, deux régiments de cavalerie, huit canons de différents calibres et deux cent cinquante artilleurs, en tout environ dix mille hommes, tel était

l'effectif réuni à Pristina. En Bosnie, Omer-Pacha devait trouver encore quatre mille hommes, ce qui porterait son armée à quatorze mille hommes, avec lesquels il devait occuper cette province.

Ces forces lui semblèrent insuffisantes. Les munitions étaient en abondance : l'infanterie était assez bien équipée, l'artillerie également ; mais la cavalerie était presque hors d'état de servir. Sur ces entrefaites, Tahir-Pacha était mort le 12 mai 1851, — naturellement, disent les uns, — de colère et de rage, disent les autres, — de poison, prétendent les mieux informés. On doit dire cependant que ce genre d'exécution est beaucoup moins à la mode maintenant en Orient. On y assassine bien quelquefois, mais les meurtres officiels y sont devenus rares. Quoi qu'il en soit, la Bosnie se trouvait sans gouverneur. Les pachas indigènes et les beys voulurent mettre à profit cette circonstance pour maintenir l'ancien état de choses. Les plus résolus d'entre eux, Fazli et Mahmoud-Pacha, sollicitèrent de nouveau la place de gouverneur. Les beys les plus puissants appuyèrent ces deux candidats, afin de mieux garder par la suite leur influence dans le pays. Tout en excitant sous main les chefs insurgés (Méhémed-Riditch et Ali-Keditch), ils ne doutaient nullement du maintien de l'ancien système. Telle était la situation de la province où Omer-Pacha allait avoir à exercer les fonctions de commandant militaire.

Omer-Pacha ne connaissait pas encore ses troupes, à l'exception de deux bataillons ; il avait sous ses ordres

des régiments dont il ne savait que le nom, et qu'il n'avait jamais commandés en personne. Il chercha à les connaître en avançant lentement. Il fit bientôt la triste expérience que ces soldats avaient été négligés et commandés jusqu'alors par des officiers incapables et surtout peu habitués à la discipline. Le corps d'officiers supérieurs était composé d'hommes qui dans un conseil de guerre osèrent prétendre qu'il « ne fallait pas prendre au sérieux l'ordre du sultan de transformer tous les habitants des provinces en *giaours*, que Dieu et le prophète ne favoriseraient pas une pareille entreprise, que les Bosniaques étaient très-belliqueux, et qu'il y avait peu d'espérance de voir une fin glorieuse à la lutte qu'on allait tenter. » Comment compter, avec de pareils officiers, sur le succès d'une expédition ? Mais Omer-Pacha arrêta ses plans de manière à laisser dans l'inaction, lors des rencontres importantes, ceux des officiers supérieurs qui lui paraissaient le plus suspects, et il chercha à gagner les soldats et les sous-officiers en leur parlant d'avancement et de butin.

Avant d'arriver à la frontière de la Bosnie, Omer-Pacha accueillit avec une satisfaction dédaigneuse les hommages des beys bosniaques venus à sa rencontre pour le recevoir et le complimenter, d'après un ancien usage, en sa qualité de haut fonctionnaire de la Porte. Cette cérémonie rappelle encore les vieilles mœurs de l'Orient. Les génuflexions, le baisement des pieds et des robes, les protestations de la plus complète soumission aux ordres de la Porte, présentent un spectacle intéres-

sant pour qui sait y discerner ce mélange de politesse et d'humilité, de dissimulation et de dignité qui compose le caractère oriental. Omer-Pacha, né et élevé parmi les Croates, qui d'ailleurs était allié par le sang et le caractère à la race serbe et illyrienne, ne tarda pas à pénétrer les intentions de ces chefs et à découvrir les diverses nuances de chaque parti. Il donna en secret des espérances à chacun d'eux, et, comptant par ce moyen se rendre la tâche facile, il employa largement la corruption, fit aux uns des promesses d'emplois lucratifs, laissa entrevoir aux autres les biens de l'Etat comme pouvant bientôt leur appartenir. A l'aide de ces artifices, dont l'usage n'a pas été moins fréquent en Occident qu'en Orient, il forma un réseau d'espions, et en arrivant à Iéni-Bazar le 13 juin 1850, il était déjà au courant de tout ce qui se passait non-seulement en Bosnie, mais encore dans les provinces voisines, notamment en Bulgarie, où il s'attendait d'un moment à l'autre à faire une excursion.. Dès son arrivée, tous les pachas civils, beys, mussélims et cadis, tous les principaux employés et prêtres des provinces de Bosnie et d'Herzégovine furent invités à se rendre à Serajevo, capitale de la Bosnie, pour y former une assemblée, y apprendre les volontés de la Sublime Porte et se concerter sur les moyens de les mettre à exécution. En même temps le commandant des troupes concentrées à Serajevo avait reçu l'ordre secret d'obliger tous les membres de l'assemblée qui avait été convoquée à occuper des tentes dans l'intérieur du camp

même, et de les tenir sous la surveillance militaire.

Omer-Pacha n'avait eu que trop raison de se tenir prêt à faire une excursion en Bulgarie. Au moment où il pénétrait sur le territoire bosniaque, un mouvement des chrétiens bulgares autour de Widdin, Nissa et Liscovatch venait susciter de nouveaux embarras à la Porte. Le muchir, conformément à des instructions secrètes, dut se rendre en Bulgarie pour comprimer le soulèvement. Il quitta, dans la nuit du 26 juin 1850, la ville de Iéni-Bazar avec deux bataillons d'infanterie et deux escadrons de lanciers, s'avança à marches forcées à travers les forêts par Cassova et Coursumblia, et entra inopinément le quatrième jour à Nissa. Plusieurs des individus les plus compromis dans l'insurrection n'eurent que le temps de quitter la ville et de se réfugier sur le territoire serbe. Omer-Pacha donna l'ordre de rechercher plusieurs fugitifs jusque dans leurs retraites au fond des forêts de Procup, Cuménitza, Liscovatch, et sur la frontière de Serbie, près de Widdin. Ces fugitifs furent ramenés à Nissa pour rendre compte de leur conduite, et condamnés à envoyer une députation à Constantinople pour y exposer leurs griefs. Ce soulèvement, qui n'avait pas laissé d'être sérieux, n'était cependant pas arrivé au point de justifier des accusations malveillantes contre les populations des contrées où il avait éclaté. Les habitants de Liscovatch et d'autres lieux avaient déjà précédemment, en s'appuyant sur les principes mêmes du tanzimat, sollicité la suppression de nombreux abus; mais toutes leurs prières

avaient été passées sous silence et leurs pétitions supprimées par les pachas de Nissa et de Widdin. Tel était l'état des choses, lorsqu'au printemps de 1850 les paysans de Nissa et de Liscovatch s'étaient plaints aux pachas de Widdin et de Nissa des injustices et de l'oppression des employés turcs. Ils avaient été dispersés, et la députation qu'ils voulaient envoyer à Constantinople avait été arrêtée en chemin. Les pachas avaient fait savoir à cette époque à tous les chrétiens que, s'ils continuaient à murmurer, ils exciteraient la population turque contre eux, attendu qu'étant les maîtres du pays, ils ne permettraient jamais que la Bulgarie prît exemple de la Serbie, où le Turc est soumis aux institutions des chrétiens [1]. Ces menaces de la part des pachas, l'action de la propagande serbe et russe, avaient motivé une supplique adressée à l'empereur de Russie, « par laquelle trois cent onze Bulgares sollicitaient une intervention russe, ou, pour mieux dire, demandaient à être délivrés du joug turc. » Tous ces faits furent exposés au conseil ou *mejlis* de Nissa, devant lequel comparurent les fugitifs bulgares. Le conseil décida donc qu'une députation bulgare partirait pour Constantinople, et au départ cette députation fut accompagnée d'une forte escorte qui devait, pendant sa marche vers la capitale de l'empire, la préserver de la vengeance des Turcs.

[1] Il y a encore dans les districts du sud de la Serbie plus de huit mille musulmans qui sont obligés de suivre les lois établies dans cette principauté.

Ayant ainsi, en trois semaines, accompli sa tâche en Bulgarie, Omer-Pacha s'en retourna en toute hâte, avec sa suite seulement, rejoindre son corps d'armée à Iéni-Bazar. Là, il reçut de Serajevo et de la Craïne l'avis que les Bosniaques mahométans regardaient son hésitation à pénétrer dans l'intérieur de la Bosnie comme une preuve de faiblesse, et qu'ils prédisaient d'un ton railleur « qu'Omer-Pacha laisserait sa réputation en Bosnie, » ajoutant que, si leurs compatriotes les pachas et beys retenus dans le camp de Serajevo ne leur étaient pas rendus sous peu, ils iraient les délivrer. Ces menaces engagèrent Omer-Pacha à hâter sa marche sur Serajevo, et ce mouvement fut effectué malgré de graves difficultés de terrain. La Bosnie n'est qu'une grande forteresse défendue au sud et à l'ouest par d'énormes crêtes de rochers que traversent un petit nombre de défilés, tandis qu'à l'est se trouvent les montagnes qui s'étagent du nord-ouest au sud-est, de Vischegrad à Senitza, et le profond fossé de la Drina. Pour être maître de la Bosnie, il faut pénétrer à Travnik et à Serajevo, c'est-à-dire dans la grande concavité triangulaire qui occupe le centre de cette forteresse naturelle, et qui présente à son angle septentrional le château élevé de Vranduk, à son angle oriental Serajevo et son amphithéâtre de montagnes formidables, à son angle occidental le défilé de Travnik, et plus loin la forteresse de Jaïtza. Il suffit de jeter les yeux sur la carte de cette province pour reconnaître combien sont justes les expressions par lesquelles les Hongrois, pour excuser leur

retraite de ce pays en 1464, caractérisaient la Bosnie : *Arces jugis impositæ, opere et natura munitæ, regio minantibus in cœlum scopulis aspera.*

Des députations de chrétiens bosniaques vinrent près de Serajevo au-devant d'Omer-Pacha. Leur attitude était embarrassée, et il était facile de deviner à leur maintien que la crainte qu'ils avaient de leurs compatriotes musulmans les empêchait seule de se prononcer plus nettement en présence du commissaire impérial, afin de ne pas être soupçonnés de vouloir lui venir en aide pour l'accomplissement de sa tâche. Cependant alors les chrétiens de la Bosnie n'étaient pas sans espérer beaucoup d'Omer-Pacha, mais en même temps ils avaient peu de confiance dans ses forces matérielles, et ils craignaient, en se mettant de nouveau en contact avec les musulmans, d'être exposés de leur part à une double vengeance. Ils étaient donc fort circonspects, et la terreur tenait même leurs langues captives. Omer-Pacha leur fit l'éloge du tanzimat et leur développa les avantages qu'ils pouvaient en retirer; mais l'abattement peint sur leurs visages montrait bien qu'ils ne croyaient pas encore à l'introduction de la réforme en Bosnie. Omer-Pacha leur rappela qu'ils devaient prêter leurs services à l'armée impériale, et les chrétiens promirent comme des gens habitués depuis longtemps à ne jamais recueillir le prix de leurs efforts.

Omer-Pacha se préparait à faire une entrée solennelle dans la capitale de la Bosnie. Il voulait faire comprendre aux Bosniaques comment il entendait les

traiter à l'avenir. Tous les notables de la ville et tous les membres des députations de la province avaient été, d'après l'ordre secret donné par Omer-Pacha, placés sous la surveillance militaire dans le camp turc, près de Serajevo. Ils voulurent, conformément à un ancien usage, aller au-devant du commissaire impérial et l'accompagner dans la capitale comme leur hôte ; mais Omer-Pacha prévint cette démarche en envoyant à leur rencontre un détachement de troupes qui les retint en ville, et leur fit signifier qu'il ne venait point comme leur hôte, mais bien comme un envoyé plénipotentiaire du sultan en Bosnie, chargé de juger ceux qui n'avaient pas encore exécuté les ordres de leur souverain. Cet acte hardi d'autorité jeta la confusion dans l'assemblée des notables. Ils ne surent rien résoudre. Ils auraient voulu tenir un conseil, mais on ne leur laissa ni le temps ni le lieu pour se réunir : la foule encombrait les rues, et Omer-Pacha était attendu d'un moment à l'autre. Ils furent mis en ligne par un officier de l'avant-garde sur le passage d'Omer-Pacha, et se virent obligés de le saluer comme le reste de la population. Cette conduite du commissaire impérial fit sensation dans son armée, qui avait pu voir que son chef ne respectait guère les pachas des *bachi-bouzouks* et les heurtait de front, comme aussi dans la population bosniaque. Celle-ci put se convaincre en effet qu'Omer-Pacha était décidé à exercer son autorité en maître fier et absolu, et qu'il n'était pas homme à se laisser intimider par les primats du pays, ainsi que cela se

passait jadis à l'arrivée d'un commissaire extraordinaire.

Cette première impression était bonne et l'occasion bien choisie, car l'armée, qui avait fait son entrée en Bosnie avec hésitation, et le corps réuni autour de Serajevo, qui avait jusqu'alors marché sans succès, avaient douté des talents de leur chef. Les soldats prirent courage dès qu'ils virent dans Omer-Pacha un homme sous les ordres duquel les combats pouvaient être glorieux. Cette attitude inspira également de la confiance aux chrétiens, qui commencèrent à croire à l'introduction du tanzimat, puisque la tâche de le faire exécuter était confiée à un chef qui bravait avec tant de dédain et de courage le vieux parti turc. Les beys et les pachas, installés dans le camp impérial, étaient profondément affligés et n'osaient pas relever la tête ; ils ne pouvaient tomber d'accord sur la conduite qu'ils devaient suivre, lorsque, trois jours après l'entrée d'Omer-Pacha dans Serajevo, arriva Rustem-Hafiz-Pacha, fils d'Ali-Pacha, gouverneur de l'Herzégovine. Il était chargé d'excuser son père et de le remplacer à l'assemblée des notables. C'était là le but avoué de sa mission, mais en même temps il venait annoncer en secret aux primats bosniaques que son père promettrait pour le moment d'introduire le tanzimat dans son gouvernement, et qu'il ne s'en préparait pas moins à expulser le corps d'occupation. Rustem-Hafiz-Pacha engagea les pachas et les beys à promettre de leur côté tout ce que le commissaire impérial leur demanderait ; on remettait à l'au-

tomne un soulèvement qui aurait pour résultat la destruction complète des troupes affaiblies des *giaours*. Omer-Pacha, blessé de l'absence d'Ali-Pacha Stolatchovitz et en pénétrant les motifs, n'accepta pas les excuses apportées par son fils, et déclara à Rustem-Hafiz-Pacha qu'il considérait son absence comme un refus d'accepter le tanzimat. Rustem-Hafiz-Pacha dut donc écrire à son père de se rendre à Serajevo ; mais Ali-Pacha s'arrangea de manière à n'y arriver que deux jours après la promulgation du tanzimat et la prestation de serment qui la suivit. Cette promulgation n'eut lieu que le 2 août 1850, parce que l'absence d'un homme aussi considérable qu'Ali-Pacha avait retardé les opérations de l'assemblée. La lecture du tanzimat eut lieu avec beaucoup de solennité et de pompe religieuse, en présence d'Omer-Pacha, du nouveau gouverneur de la Bosnie, Hafiz-Pacha, de tous les pachas, beys et hauts fonctionnaires de la Bosnie, qui prêtèrent chacun entre les mains d'Omer-Pacha le serment d'observer fidèlement les principes du tanzimat. Après cette cérémonie, Omer prononça un discours qui, au dire d'un témoin oculaire, émut l'auditoire jusqu'aux larmes. Fazli-Pacha et Mahmoud-Pacha demandèrent l'autorisation de porter le *tépélik* (insigne de l'armée régulière), ce que leur accorda Omer-Pacha. C'était la scène du baiser Lamourette renouvelée en Bosnie par des acteurs dont la plus grande partie ignorait certainement l'histoire de l'assemblée constituante.

Deux jours après arriva Ali-Pacha; il se fit rendre

compte du nouvel état de choses qui devait être introduit en Bosnie et en Herzégovine, prit connaissance du firman impérial, promit de conformer sa conduite aux ordres de la Porte, et prêta lui-même serment de fidélité entre les mains d'Omer-Pacha et en présence du grand *mejlis*. Le retard d'Ali-Pacha avait rendu les Bosniaques fiers et hautains; mais en le voyant arriver, ils commencèrent à douter de sa fermeté, et le parti des beys perdit courage. Cependant les pachas et les hauts fonctionnaires bosniaques-herzégoviens s'entendirent en secret avec le nouveau gouverneur civil, Hafiz-Pacha, le même qui avait été battu par Ibrahim-Pacha et Soliman-Pacha à Nézib, partisan du système rétrograde et ennemi personnel d'Omer-Pacha. Leur abattement cessa, et ils partirent avec de nouveaux plans et de nouvelles espérances. Chacun retourna dans son district sous prétexte de veiller à la fourniture des vivres et aux autres besoins de l'armée d'occupation; mais dès les premiers jours ils firent valoir les nombreuses difficultés qui les empêchaient de tenir leurs promesses, et Omer-Pacha fut obligé d'envoyer dans les districts des officiers d'état-mojor pour faire exécuter ses ordres. Cette mesure donna lieu à des collisions, d'ailleurs fréquentes en Turquie, où les employés civils et militaires agissent chacun suivant sa volonté, sans intérêt et sans profit pour le gouvernement. Omer-Pacha, ne pouvant compter sur le concours de l'autorité civile, voulut veiller lui-même aux besoins de ses troupes. Hafiz-Pacha ne vit pas sans plaisir les difficul-

tés qu'il rencontrait, et exigea que tout passât par ses mains. Quinze jours après la réunion des deux chefs, la confusion était dans les affaires, et après trois semaines les rapports entre les deux gouverneurs étaient tels qu'en plein conseil ils se renvoyaient les aménités les moins polies, et se séparaient avec des projets de vengeance. Omer-Pacha reprochait à Hafiz-Pacha de lui susciter des embarras, et celui-ci reprochait à Omer-Pacha de vouloir ruiner les *bons Bosniaques musulmans*. D'injure en injure, Hafiz-Pacha appela le commandant en chef *infâme renégat*, et celui-ci traita Hafiz-Pacha de *vieille bête de somme*.

Il entrait dans les plans d'Omer-Pacha, au cas même où les notables bosniaques se fussent montrés plus soumis, de parcourir le pays avec un appareil militaire imposant, d'abord pour montrer aux Bosniaques son activité et leur inspirer le respect, ensuite pour ne pas laisser ses troupes s'amollir dans la vie des camps. Dès le 18 août 1850, craignant que les pachas et les beys ne le laissassent sans vivres, il entreprit de faire une expédition dans la Craïne, contrée doublement importante sous le rapport politique et militaire, et s'avança par Travnik, Soitza et Bania-Luca sur Priédor. Cette tournée produisit son effet et lui procura des vivres pour une année. Non-seulement il força par sa présence le *mejlis* à fournir sans retard le double de la quantité de blé qui avait été commandée, mais il entrava aussi l'exportation des céréales en Autriche, en mettant arrêt sur les magasins de l'Etat et des particu-

liers. Pendant qu'Omer-Pacha obtenait de bons résultats de son excursion, les affaires se brouillaient à Serajevo. Hafiz-Pacha, déjà dénoncé à la Porte par le commandant en chef à raison de son mauvais vouloir et accusé de conspirer avec les primats bosniaques, avait donné aussitôt après le départ d'Omer-Pacha des preuves non équivoques de son entente avec le parti des beys ; il était parvenu même à mettre dans ses intérêts le commandant de la garnison de Serajevo. C'était un motif plus que suffisant pour qu'Omer-Pacha demandât à la Porte la destitution d'Hafiz-Pacha ; mais avant qu'elle arrivât, Omer-Pacha se vit obligé de se rendre en toute hâte à Serajevo pour comprimer un soulèvement populaire contre la garnison qu'il y avait laissée. Il partit donc à l'improviste avec une petite escorte et parut à Serajevo, où sa seule présence mit fin à toutes les mutineries. Huit jours plus tard, c'est-à-dire le 6 octobre, arriva de Constantinople le firman de destitution d'Hafiz-Pacha, nommé gouverneur civil du pachalik d'Andrinople, un des plus considérables de la Turquie d'Europe.

L'administration d'Hafiz-Pacha n'avait duré que deux mois. Pendant ces deux mois, Hafiz avait non-seulement conservé les plus mauvais employés de Tahir-Pacha, mais il avait placé tous les misérables qui composaient sa suite. Hafiz-Pacha partit en toute hâte pour son nouveau gouvernement, sans prendre congé d'Omer-Pacha et sans lui remettre la direction des affaires civiles, mais non sans avoir presque ouvertement excité

Ali-Pacha et les autres chefs bosniaques à une levée de boucliers. Aussi, à partir du mois de septembre 1850, la situation de la Bosnie faisait appréhender un soulèvement général, et Omer-Pacha craignit avec raison d'être exposé pendant l'hiver à des attaques de la part des Bosniaques. Il en était très-préoccupé, et malgré sa tendance à temporiser, il résolut de brusquer la guerre civile. Il chercha donc à exciter Mustahi-Pacha et Mahmoud-Pacha, qui se préparaient en secret, afin d'avoir, en les poussant à des actes d'hostilité ouverte, des motifs suffisants pour attaquer les rebelles. Dans la guerre, l'audace est quelquefois de la prudence. Au surplus il est naturel de penser qu'Omer-Pacha n'aurait pas vu avec plaisir la soumission pacifique de la Bosnie. Son amour-propre et son ambition lui faisaient rechercher les difficultés et les triomphes. Pour rester volontairement dans l'obscurité quand on peut passer le seuil de la gloire, il faut une grandeur native dans le caractère ou avoir ressenti de bonne heure la tristesse qui s'empare des âmes d'élite, quand elles voient sur quels fronts s'égarent quelquefois les rayons de la renommée.

Avant de raconter les opérations militaires d'Omer-Pacha, il ne sera pas inutile de dire quelques mots des rapports de l'Autriche avec la Bosnie. L'Autriche a toujours eu le droit, en vertu de ses traités avec la Porte, d'avoir des agents consulaires en Bosnie et en Herzégovine pour la protection de ses intérêts politiques et commerciaux; mais jusqu'en 1850 elle n'avait

aucun agent dans ces provinces. Le motif de cette abstention semble avoir été la haine implacable que les Bosniaques ont de tout temps portée aux Autrichiens, et qui était telle que la Porte Ottomane n'avait pu garantir au cabinet de Vienne l'inviolabilité de ses consuls, attendu que les Bosniaques pouvaient se porter contre les agents de l'Autriche à de graves voies de fait, ce qui eut lieu malheureusement il y a peu d'années. L'occupation du pays par Omer-Pacha parut donner suffisamment de garanties au cabinet de Vienne pour qu'il demandât au divan l'installation de ses consuls, qui reçurent en effet leurs *bérats* de la Porte Ottomane. Le gouvernement autrichien nomma comme consul général en Bosnie M. Demitri Athanascowitz, Slave de naissance, grec de religion, et, si nous ne nous trompons, proche parent de l'archevêque de Carlowitz. D'abord agent à Galatz, plus tard à Trébizonde, consul en Serbie au temps du prince Michel Obrenovitch, M. Demitri Athanascowitz avait été en disponibilité depuis la chute du prince Michel jusqu'en 1850. A l'époque où Omer-Pacha faisait son excursion de Serajevo à Priédor, le consul général d'Autriche s'était joint à lui, et ils étaient arrivés en même temps à Travnick. M. Athanascowitz avait demandé à Omer-Pacha de lui prêter ses bons offices. Omer-Pacha avait tout promis, mais il était au fond très-mécontent de voir que l'Autriche, qu'il aimait peu, avait placé près de lui un surveillant. Le gouverneur civil ayant sa résidence à Serajevo, le consul d'Autriche s'y

rendit pour s'y installer, tandis qu'Omer-Pacha continuait ses excursions autour de Priédor. Il paraît que le commandant en chef ne se le fit pas scrupule de plaisanter à table en présence de ses officiers sur le gouvernement autrichien et son consul général. On put prévoir dès lors que ces deux hommes seraient bientôt ennemis déclarés.

Peu préoccupé des suites que pouvait avoir cette affaire et décidé à provoquer un mouvement, Omer-Pacha envoya des officiers de son état-major avec une très-faible escorte de cavalerie à Mahmoud-Pacha à Tousla et à Mustapha-Pacha à Bihatch, pour les obliger au payement d'anciennes contributions arriérées. Ces officiers avaient l'ordre secret d'irriter les pachas afin de les forcer à jeter le masque. Cette ruse réussit pleinement. Kadyr-Bey, lieutenant-colonel, joua si bien son rôle à Tousla, qu'il faillit y perdre la vie la seconde nuit de son arrivée, et qu'il échappa avec peine aux rebelles en se réfugiant en Serbie. Il perdit trois hommes de son escorte. Huit jours après, la plus grande partie de la Bosnie était soulevée. Les habitants de la Craïne se rassemblèrent à Bania-Luca pour prendre position à Jaïtza. Les Passaviniens, ou habitants de la rive droite du Verbas jusqu'à la frontière de Serbie, devaient marcher avec les Bosniaques du sud de Novibazar sur Serajevo, pour cerner le *giaour pacha* et l'anéantir. Les Herzégoviens, de leur côté, gardaient leur frontière, pour s'opposer à l'entrée des troupes impériales. Omer-Pacha, exactement informé des forces et des plans des re-

belles, s'était préparé en silence. Il renforça le faible bataillon qui était en garnison à Coénitza, sur la frontière de l'Herzégovine, de deux cents hommes et de trois cents canons, et mit cette garnison sous le commandement d'Ibrahïm-Pacha, dit *Toufektchi*, qu'il chargeait d'occuper une position forte près de Coénitza, et de ne l'abandonner dans aucun cas. Il le pourvut de vivres pour un mois. Il envoya un régiment de cavalerie, avec deux canons, à Jaïtza, sous le commandement d'Ali-Saroch-Pacha, avec ordre d'empêcher l'occupation de Jaïtza par les Bosniaques, de s'y établir, et, s'il était possible, d'avancer jusqu'à Bania-Luca pour observer et occuper la colonne des Craïniens. Dans le cas où les Bosniaques abandonneraient Bania-Luca, Ali-Saroch-Pacha devait y prendre position, menacer la ville de pillage et d'incendie, et au besoin mettre ces menaces à exécution. Le lendemain, quatre compagnies se mirent en marche par Travnik pour occuper Jaïtza et voir si Ali-Saroch-Pacha pourrait exécuter sa marche sur Bania-Luca. Un bataillon resta en garnison à Travnik; il devait mettre le feu aux quatre coins de la ville, si elle se montrait hostile. De Iéni-Bazar, on n'avait aucune attaque à craindre, parce que tous les hommes en état de porter les armes s'étaient rendus à Tousla, où était le corps principal des révoltés, et parce que deux mille Albanais irréguliers, arrivant de l'Albanie, se dirigeaient de ce côté. Ils devaient laisser cinq cents hommes de garnison à Iéni-Bazar, et le reste devait continuer sa marche vers la frontière serbe jusqu'à Tousla.

Aussitôt qu'Omer-Pacha se fut assuré qu'Ibrahim-Toufektchi-Pacha s'était emparé de la position qu'il lui avait indiquée près de Coénitza, et qu'Ali-Saroch-Pacha avait quitté Jaïtza après s'en être rendu maître, il partit de Serajevo avec cinq bataillons complets, quatre canons, deux escadrons de hussards et cent Albanais, en tout quatre mille hommes, suffisamment pourvus de vivres pour un mois. Il laissa à Seravejo, pour la garde du *mejlis*, huit cents hommes sous le commandement du général de division Abdi-Pacha, qui avait ordre, en cas de soulèvement, de bombarder la ville et d'y mettre le feu sans ménagement. A cet effet, on prépara publiquement les cercles à feu, afin d'intimider les habitants, et on les transporta en plein jour dans le camp situé aux portes de la ville. En ce moment, le nouveau gouverneur civil de la Bosnie, Haïreddin-Pacha, s'embarquait à Constantinople, avec mille hommes nouvellement recrutés, pour se rendre par Cattaro et l'Herzégovine à Serajevo. Omer-Pacha marcha avec ses quatre mille hommes sur Travnik, mais il fit un détour près de Ketz-Han pour rencontrer l'avant-garde des insurgés, forte de trois mille hommes à Zenitza. Il la culbuta le 18 octobre, occupa Zenitza, y laissa cent hommes et chercha à tourner le corps principal de l'ennemi, qui occupait la forte position de Vranduk avec huit mille hommes et deux canons. Le bourg de Vranduk est situé dans une longue gorge de montagnes à travers laquelle la Bosna s'est frayé son lit, et sur la pente d'un rocher auquel on n'arrive que par un seul chemin à

peine praticable sur la rive gauche de la Bosna, et qui conduit tout d'abord à un petit fort. Ce bourg compte trente maisons, chacune d'elles adossée au versant rapide de la montagne forme une sorte de bastion; le petit fort domine tellement le chemin qu'avec quelques canons et deux cents hommes on pourrait empêcher tout passage de troupes. C'est dans ce nid inaccessible qu'était le quartier général des insurgés à la tête desquels se trouvait Mustahy-Pacha qui se croyait parfaitement en sûreté. Le mouvement fut exécuté avec un plein succès. Mustahi-Pacha, s'étant avancé à la rencontre d'Omer-Pacha dans l'espoir de le surprendre, fut obligé de se replier sur la place, tandis que les trois mille hommes réunis sous ses ordres étaient dispersés par l'armée turque. Bientôt Vranduk même fut attaqué et dut se rendre. Une position qui dominait la forteresse était tombée aux mains des troupes d'Omer-Pacha. Celui-ci fit préparer sous les murs de Vranduk, pour fêter sa victoire, un festin avec les bœufs et les moutons abandonnés par les insurgés[1]. Dans l'après-midi du même jour, la garnison du fort de Vranduk voyait apporter dans le camp d'Omer-Pacha de grandes pièces de bois qui devait servir à la construction d'une écurie provisoire. Croyant qu'on préparait des échelles d'assaut, les insurgés envoyèrent avant la nuit des par-

[1] Les Bosniasques avaient eu dans ce combat trois cent quarante-un morts et quatre-vingt-treize blessés. Du côté des troupes impériales, il y eut quinze morts et cent neuf blessés.

lementaires pour demander l'*aman*. Omer-Pacha le leur accorda après quelques moments d'hésitation, et entra le même soir, au bruit du canon, dans le fort de Vranduk, qu'il occupa ainsi que les maisons abandonnées, où furent déposés les blessés. Une petite garnison, retirée sur un rocher imprenable attendit la nuit, et à la faveur de l'obscurité, disparut malgré la vigilance des sentinelles, sans laisser de traces de sa fuite.

Le lendemain, Omer-Pacha fut informé que la plupart des fuyards de Vranduk avaient pris un sentier détourné à travers les montagnes pour se rendre à Tousla, que les insurgés n'étaient guère disposés à se battre contre lui, et que Mustahi-Pacha et Mahmoud-Pacha était seuls résolus à lutter jusqu'à la dernière extrémité. Omer-Pacha comprit qu'il ne fallait laisser aucun repos aux fugitifs. Il atteignit les insurgés près de Catarsko, les repoussa sur Dervent, les battit de nouveau et marcha sur Tousla, où Mustahi, disait-on, voulait encore résister; mais à Tousla même on trouva la population décidée à se soumettre, et Omer-Pacha put retourner à Serajevo, où, au début des opérations, s'était manifestée une agitation qui avait fait place, dès la prise de Vranduk, à un morne abattement. Dans l'Herzégovine aussi, la nouvelle des victoires d'Omer-Pacha avait délivré un de ses lieutenants, Ibrahim-Pacha, assiégé par un corps de rebelles, et l'avantage restait ainsi aux Turcs sur tous les points.

Ce fut le 4 décembre 1850 qu'Omer-Pacha fit sa rentrée à Serajevo. Il y trouva l'administration civile et

militaire dans le plus triste désordre. En attendant l'arrivée de Haïreddin-Pacha, successeur d'Hafiz-Pacha, le commandant en chef restait chargé de la surveillance des affaires civiles. Le *mejlis*, profitant de son absence, avait agi selon son bon plaisir. Omer-Pacha reçut des plaintes contre les abus nombreux commis surtout à l'égard des chrétiens qui avaient compté sur la loyauté du commandant en chef. Le général, qui attendait de jour en jour le nouveau gouverneur, qui ne voulait pas non plus se faire un ennemi du *mejlis*, employa des palliatifs qui, on peut bien se l'imaginer, n'offraient aucune garantie pour l'avenir. Il destitua quelques employés prévaricateurs et en nomma provisoirement d'autres. Les désordres militaires parurent le toucher davantage. Omer-Pacha se fit donner des éclaircissements sur la conduite d'Abdi-Pacha, qui avait mal secondé ses opérations pendant sa campagne contre Mustahi, et il fut assez heureux pour se procurer la preuve qu'une correspondance intime et suivie existait entre Abdi-Pacha, Ali-Pacha-Stolatchovitz et les insurgés de la Craïne. Omer-Pacha renvoya Abdi-Pacha et Ali-Bey, un de ses officiers, devant un conseil de guerre, après les avoir tous deux destitués provisoirement de leurs fonctions, il attendit ensuite les décisions du cabinet de Constantinople à leur égard. De leur côté, Abdi-Pacha et Ali-Bey ne restèrent point inactifs. Le ministère de la guerre maintint Abdi-Pacha dans son grade de *férik* (général de division), en le déplaçant simplement de la Bosnie pour l'envoyer à Monastir. Ali-Bey

reçut l'ordre de quitter le service militaire et de conseil de demander un emploi civil : il suivit ce conseil, donna sa démission, et sollicita la place de pacha civil. Cette démarche fut couronnée d'un plein succès, et quatre mois plus tard il fut nommé gouverneur civil de Travnik, où il avait été en garnison comme colonel. Au départ d'Abdi-Pacha pour la Roumélie, Omer-Pacha fut obligé de lui rendre les honneurs dus à son rang, et en considération des hauts protecteurs qu'Ali-Bey sut se procurer par le fruit de ses dilapidations, le commandant en chef dut lui accorder, à sa sortie du service militaire, un certificat de bravoure.

Après la campagne dont on vient de lire le récit, Omer-Pacha espérait avoir convaincu les Bosniaques de l'impossibilité de lutter avec avantage contre une armée bien organisée et bien commandée. On devait croire en effet qu'il en serait ainsi en voyant de tous les coins des montagnes arriver des chefs de rebelles qui donnaient des marques de repentir et faisaient leur soumission. Le général ottoman avait fait occuper les principaux points de la Bosnie, et l'organisation du pays allait commencer. Le 22 décembre 1850, le nouveau gouverneur civil, si longtemps attendu, arrivait de son côté à Serajevo. Omer-Pacha, qui retrouvait en lui un ancien ami, conçut les meilleures espérances sur la facilité que donnerait une bonne entente entre les administrations civile et militaire pour opérer la pacification et l'organisation définitive de la Bosnie, avec d'autant plus de promptitude qu'Haïreddin-Pacha

avait la réputation d'un homme sévère et honnête.

Haïreddin-Pacha, qui était venu par l'Adriatique, avait traversé l'Herzégovine pour arriver en Bosnie. Il fut retenu avec toute sa suite par Ali-Pacha Stolatchovitz, sous le prétexte que les Herzégoviens étaient en révolte. Plus tard, lorsque la nouvelle des victoires d'Omer-Pacha arriva à Bihatch, Haïreddin-Pacha continua son voyage par des chemins détournés, avec une nombreuse escorte, jusqu'à Serajevo. Il confirma à Omer-Pacha un fait dont celui-ci ne doutait pas, à savoir qu'Ali-Pacha Stolatchovitz, malgré ses protestations, était l'âme des meneurs qui agitaient l'Herzégovine. Ali-Pacha prétendait qu'il ne pouvait soumettre la révolution avec ses propres ressources, et il n'osait pas, ajoutait-il, remplir les promesses qu'il avait faites à Omer-Pacha, parce que lui et sa famille couraient le danger d'être exterminés par les insurgés, à la tête desquels se trouvait son ancien *kavas-bachi* Méhémed. La conduite hypocrite d'Ali-Pacha Stolatchovitz aurait donné peu de soucis à Omer-Pacha sans le bruit qui commençait à se répandre que la Craïne préparait une nouvelle levée de boucliers, dont Ali-Keditch était le chef. Cette circonstance décida Omer-Pacha à envoyer l'ordre à Iskender-Bey, commandant du petit corps d'observation à Coénitza, sur la frontière de l'Herzégovine, de se préparer à forcer les passages dans les gorges des montagnes de Lepeta, occupées par les Herzégoviens.

Iskender-Bey, aujourd'hui Iskender-Pacha, est Polo-

nais de naissance. Il se nomme le comte Ilinski, d'une famille noble de l'Ukraine, qui donnait depuis longtemps des hetmans aux Cosaques. Il prit part, fort jeune encore, au soulèvement de la Pologne en 1831, et fut obligé de s'expatrier. Il visita l'Europe, séjourna en France, passa en Algérie, dans la légion étrangère, et étudia l'arabe. Il se rendit ensuite en Espagne, où il prit du service, puis en Amérique. Enfin son humeur remuante le conduisit en Turquie, où il embrassa l'islamisme bien avant les événements de 1848. Après avoir habité quelque temps Constantinople, Ilinski se rendit au milieu des Cosaques établis aux environs de Varna, et parvint à se créer une telle influence parmi ces populations, à les animer d'un tel esprit d'inimitié contre la Russie, que des mesures sévères furent prises contre lui. Il fut arrêté, conduit à Constantinople, et jeté dans les prisons de l'arsenal avec les malfaiteurs, sans être interrogé et sans avoir le temps de faire prévenir ses amis. Il passa huit mois dans cette horrible captivité, où la fermeté et la souplesse de son esprit et de son caractère lui conquirent sur les brigands retenus dans la même prison l'ascendant qu'il avait le secret d'exercer sur tous ceux qui l'approchaient. Le comte Ilinski s'en servit pour faire enfin parvenir à un Polonais de ses amis, qui jouissait auprès du divan d'une considération méritée, une lettre où il racontait son arrestation et son affreuse captivité ; dès le surlendemain il était libre, et on lui exprimait à la fois la surprise la plus profonde et les regrets les plus

sincères. Aucun ministre n'avait donné ordre de l'arrêter, tous les membres du divan ignoraient ce qu'il était devenu, et sa disparition avait même causé une inquiétude sérieuse. Le comte intenta tout de suite une action au capitan-pacha, demanda satisfaction et des dommages-intérêts. Ces réclamations étaient pendantes lorsqu'éclata la révolution hongroise. Iskender-Bey ne manqua pas de s'y mêler et d'en suivre toutes les vicissitudes. Après la soumission de la Hongrie, il se retrouva en Turquie et s'attacha à la personne d'Omer-Pacha, à qui le séraskier l'avait recommandé. Il y a tout lieu de croire que c'était sur un ordre du patriarche grec, sollicité par une légation étrangère, qu'il avait été arrêté. On va maintenant le voir agir.

Au moment où Iskender-Bey recevait les ordres d'Omer-Pacha, il apprit que les Herzégoviens fortifiaient leur frontière, et que des renforts leur arrivaient de la Craïne. Il demanda donc au général en chef l'autorisation d'attaquer immédiatement les rebelles pour ne pas leur laisser le temps de se réunir. En effet les insurgés commençaient à se concentrer à Bania-Luca et à Priédor, et Omer-Pacha dut songer sérieusement à prendre des mesures efficaces pour les repousser. Son principal but devait être de se rendre maître de la frontière de l'Herzégovine, attendu que les insurgés s'étaient emparés des défilés depuis Coénitza jusqu'à Mostar. Il n'avait que peu d'officiers supérieurs sur lesquels il pût compter, et ses plans rencontraient de l'opposition dans le conseil de guerre. Ce ne fut pas

sans peine qu'il parvint à confier à Iskender-Bey le commandement de la petite troupe destinée à agir contre les Herzégoviens à Coénitza et la permission de marcher sur Mostar. A la même époque, Ali-Pacha Stolatchovitz envoya au camp une lettre dans laquelle il faisait savoir qu'il ne pouvait pas fournir les impôts arriérés ni livrer les provisions qu'il avait promises. Omer-Pacha vit dans cette démarche une déclaration de guerre, et lui répondit en le rendant responsable des suites de l'invasion qui allait frapper la province. Il ordonna sur-le-champ à Iskender-Bey de prendre l'offensive contre les Herzégoviens, de purger la route de Mostar, par les défilés de Coénitza, Barka-Han et Kulé-Han, des bandes qui s'y trouvaient fortifiées, de s'arrêter au ravin de Parim, près de Mostar, et de s'y retrancher à tout prix. Il fit en même temps marcher Mustapha-Pacha Mélémitchi sur Travnik avec cinq bataillons d'infanterie, deux escadrons de hussards et huit canons, pour empêcher au besoin les insurgés d'avancer sur Serajevo.

Pendant qu'Omer-Pacha faisait ces préparatifs pour combattre les rebelles, les principaux chefs de l'insurrection de l'automne précédent sortirent de leur retraite dans l'intention de se réunir à Vakup et de s'y concerter. Un chef de pandours bosniaques prévint cette réunion. Informé à temps du chemin que devaient prendre les chefs insurgés, il se mit en embuscade avec cinquante hommes bien armés, les surprit et fit huit prisonniers, parmi lesquels se trouvaient Mustahi-

Pacha et Mahmoud-Pacha, qui furent conduits à Serajevo. Omer-Pacha espérait que les insurgés de Bihatch, Novi-Bazar, Priédor et Bania-Luca seraient découragés par cette capture importante ; mais il se trompait. Le 29 janvier 1851, les chefs des insurgés, Ali-Keditch, Méhémed-Reditch, Mujo-Bégatch et autres, jurèrent, par la barbe du prophète, d'en tirer vengeance. Ils s'avancèrent par petits détachements sur Jaïtza, où il n'y avait qu'un seul bataillon d'infanterie, et occupèrent cette forteresse, lâchement abandonnée par son commandant.

Mustapha-Pacha Mélémitchi devait, conformément aux instructions d'Omer-Pacha, marcher de Travnik sur Jaïtza ; mais, au lieu d'exécuter cet ordre, il se contenta d'observer les insurgés sans rien entreprendre. A Coénitza, les affaires prirent une autre tournure. Iskender-Bey avait sous son commandement deux bataillons d'infanterie avec deux majors, un escadron de hussards, trois canons et sept cents Albanais irrréguliers, en tout deux mille hommes. Il campait sur la rive droite de la Narenta, près de Coénitza. L'avant-garde des insurgés, forte de quatre mille hommes, occupait Coénitza et les montagnes qui dominent le chemin de Mostar ; elle s'y était établie dans une position avantageuse. Dans les défilés de Barka-Han et de Kulé-Han, il y avait sept mille Herzégoviens. Pour traverser ces défilés à peine frayés, on est constamment forcé de gravir le long de ravins tellement impraticables pour l'artillerie, que les insurgés pouvaient croire qu'il se-

rait impossible de les y poursuivre avec des canons. Iskender-Bey, bien informé, s'attendait à ces difficultés de terrain ; il prit ses dispositions en conséquence, et enjoignit à ses deux chefs de bataillon (*bim-bachi*) de s'y conformer ponctuellement. Malheureusement il rencontra des obstacles d'une autre nature. Le *bim-bachi* Hayra, protégé de l'ex-vizir Khosref-Pacha, avait reçu de Mohaseptchi-Hayreddin-Effendi, commissaire de guerre de l'armée de Roumélie et personnage important dans le conseil d'Omer-Pacha, la recommandation secrète de ne pas obéir au *giaour* Iskender-Bey. En effet, fort de cet avis, le *bim-bachi* refusa d'exécuter les ordres qu'il avait reçus. Iskender-Bey lui fit des remontrances, et lui communiqua même les instructions écrites qu'il avait en main. Hayra répondit en haussant les épaules qu'il ne savait pas lire, mais qu'il n'ignorait pas à qui il devait obéir. Il fallut se passer du concours de Hayra, et attaquer l'ennemi avec d'autres officiers plus soumis. Iskender-Bey ayant cependant obtenu un premier avantage, Hayra montra de meilleures dispositions. L'attaque fut dès lors menée vigoureusement, et de laborieux combats s'engagèrent, à la suite desquels Iskender-Bey, resté victorieux, s'avança en toute hâte sur Mostar, attaqua les rebelles devant ses murs, et y entra le 11 mars 1851. Il fit prisonnier Ali-Pacha Stolatchovitz et plusieurs beys herzégoviens.

On dit qu'Omer-Pacha ne s'attendait pas à voir Iskender-Bey tourner avec cette promptitude les

montagnes de Lepeta, qu'il connaissait très-bien. Il aurait voulu se réserver la gloire de forcer le passage de ces montagnes, qu'aucune armée du grand seigneur n'avait pu franchir encore; la nouvelle de l'entrée d'Iskender-Bey à Mostar le surprit donc assez désagréablement. Il se préparait à se rendre à Kulé-Han pour apparaître à l'improviste dans le camp d'Iskender-Bey et forcer en personne le défilé, lorsque la nouvelle de la prise de Mostar lui fut apportée. Iskender-Bey, comme toute âme généreuse, préféra dans cette occasion la renommée à son avancement. Il est bien peu de chefs ou de supérieurs qui pardonnent à leurs subordonnés de briller à leurs dépens, et souvent l'on parvient plus vite en s'effaçant qu'en attirant les regards.

Peu de jours après, Omer-Pacha entra dans Mostar avec un petit nombre de soldats, et il envoya Iskender-Bey, avec deux bataillons d'infanterie et quatre canons, entreprendre une expédition difficile sur la frontière de la Craïne, en passant par Livno. Omer-Pacha, resté à Mostar, réorganisa l'administration de l'Herzégovine, et la confia à un nouveau *mejlis*. Ensuite il fit quelques excursions dans les environs du Montenegro pour intimider les chrétiens des districts de Gatchko, Nikchitz et Grahova, qui sympathisaient avec les Monténégrins. Lui-même pénétra secrètement, déguisé en paysan, dans le Montenegro, accompagné seulement de quatre cavaliers et de son médecin, pour voir de ses propres yeux et étudier le difficile terrain de

ce petit pays, sur lequel il avait toujours nourri des projets de conquête.

Pendant qu'Iskender-Bey opérait contre les insurgés de l'Herzégovine, Mustapha-Pacha Mélémitchi devait empêcher l'arrivée des Bosniaques à Jaïtza et à Travnik; mais Mustapha-Pacha s'était contenté de rester devant Jaïtza et de camper à une bonne distance sur le versant d'une montagne. Omer-Pacha, ayant appris l'état des choses, se hâta de se rendre lui-même à Jaïtza pour chasser de cette forteresse les insurgés qui y étaient entrés sans obstacles. Les incidents de cette nouvelle campagne établirent une fois de plus la supériorité militaire du général ottoman. Les Bosniaques furent battus à Jaïtza, à Vatzar-Vakup, à Krupa, enfin à Bihatch, forteresse devant laquelle Iskender-Bey était bloqué, et qu'Omer-Pacha enleva après un vigoureux assaut[1]. Après la prise de Bihatch et l'arrestation de la plus grande partie des chefs rebelles de la Bosnie, Omer-Pacha retourna à Krupa, d'où il fit une proclamation dans laquelle il déclara aux Bosniaques que les séducteurs du peuple

[1] Iskender-Bey, chargé d'opérer sur la frontière de la Craïne, avait rempli sa mission et s'était avancé jusqu'à Bihatch en passant par Livna, Glamatsch et Blay. Il campait à deux heures de Bihatch, lorsqu'il fut entouré et bloqué par une partie des insurgés, qui voulaient couper ses communications avec Omer-Pacha. Sur ces entrefaites, le séraskier partit de Priédor, s'avança sur Krupa, bombarda la forteresse, et le 1er avril, sous une grêle de balles, fit établir un pont par Émin-Aga, officier de sapeurs (l'ex-officier autrichien Calmar). Les chefs albanais Guoleka et Osman-Aga montèrent les premiers à l'assaut avec leur infanterie irrégulière, mais ils furent culbutés. Omer-Pacha, voyant que les Albanais

étaient entre ses mains, et qu'il accordait une pleine et entière amnistie aux paysans qui s'étaient soulevés contre l'autorité du sultan. Il les exhorta à servir fidèlement leur *padishah* et à se soumettre aux agents de la Porte. Il leur ordonna de s'emparer de quelques-uns des chefs qui s'était enfuis et de les livrer à l'autorité. Ali-Keditch, qui avait joué le rôle le plus actif dans le soulèvement, se réfugia aussitôt en Autriche.

La défaite des insurgés bosniaques avait intimidé la population musulmane, tandis que le triomphe d'Omer-Pacha, jadis chrétien lui-même et leur compatriote, avait rempli de joie les chrétiens de Bosnie et de l'Herzégovine. Ils se berçaient de l'espérance de voir leur position bientôt améliorée. Cet espoir paraissait d'autant plus fondé, qu'Omer-Pacha ne leur avait pas ménagé les promesses pendant toute la durée des opé-

perdaient courage, fit avancer son infanterie régulière, qui, malgré un feu bien nourri et après une demi-heure de combat, s'empara des principaux points. La garnison se rendit, et les chefs rebelles furent faits prisonniers. Les Turcs eurent cent trente Albanais tués et soixante et onze blessés; dans leurs troupes régulières, ils comptèrent sept cent cinq morts et cent quarante-deux blessés. Les Bosniaques eurent quatre cent quatre-vingts morts et cent soixante-quinze blessés. La bataille avait été acharnée, et Omer-Pacha s'était exposé aux plus grands dangers. De Krupa, où le séraskier apprit la position critique d'Iskender-Bey, il partit en toute hâte et se dirigea vers Bibatch. Cette forteresse est bâtie sur une île au milieu des marais formée par l'Ouna. Les insurgés firent un dernier effort pour se défendre sur les retranchements de la ville. Le 18 avril, Omer ordonna l'assaut et y entra le même jour. Cette prise coûta aux Turcs quatre-vingt-trois morts et soixante-six blessés.

rations militaires. A son retour à Travnik, le 24 août 1851, Omer-Pacha fit entrevoir au clergé chrétien et aux députations des villes, qui étaient venues lui offrir leur soumission, que le temps n'était pas éloigné où les chrétiens de Bosnie seraient traités sur le même pied que leurs compatriotes musulmans. Le vainqueur de Bihatch avait terminé sa tâche comme général d'armée. Il avait recruté cinq mille Bosniaques musulmans, et s'était attiré par là une haine implacable de la part des Turcs. Ali-Pacha Stolachovitz, qu'Omer-Pacha traînait après lui comme prisonnier de guerre, lui fit publiquement des reproches, et alla jusqu'à dire que lui et les Bosniaques le regardaient comme le plus misérable de tous les musulmans. La nuit suivante, Ali-Pacha mourut frappé au front d'une balle partie par maladresse du fusil d'un factionnaire qui nettoyait son arme devant sa tente. Ce soldat reçut en secret 2,000 piastres (400 francs), fut conduit enchaîné à Constantinople, mais il parvint en peu de temps au grade d'officier dans l'armée d'Arabie.

Le siége du gouvernement de la Bosnie fut transporté à Travnik, à la demande d'Omer-Pacha. Tous les tribunaux y furent également installés, ce qui obligea le consul général d'Autriche à se rendre de Serajevo à Travnik. Mostar, Serajevo et les nombreux districts de la Bosnie furent administrés militairement. Le pays était pour ainsi dire en état de siége, et le gouverneur civil Haïreddin-Pacha n'avait presque aucune influence sur les affaires. Omer-Pacha ordonnait seul et faisait

exécuter sa volonté par ses officiers. Il faut croire que la Porte lui avait donné des pouvoirs illimités. Ainsi, sans en informer préalablement le gouverneur civil, il défendit toute exportation de la Bosnie et de l'Herzégovine dans les provinces limitrophes de l'Autriche, fit détruire toutes les barques des particuliers sur la Save, mit sous séquestre tous les magasins de blé et de noix de galle, saisit tous les troupeaux. Il se déclara ouvertement, et de la manière la plus hostile, contre la politique autrichienne. Le consul général de cette puissance protesta, mais il n'avait pas d'instructions pour se prononcer d'une manière ferme, et les vexations apportées au commerce autrichien à la frontière restèrent impunies. Il n'était pas non plus autorisé à traiter avec Omer-Pacha, gouverneur militaire, mais bien avec Haïreddin-Pacha, gouverneur civil, et se trouvait ainsi dans la position la plus critique, ne sachant à qui s'adresser.

Haïreddin-Pacha, qui était bien disposé pour les chrétiens et qui n'approuvait pas la conduite d'Omer-Pacha à l'égard de l'Autriche, ne tarda pas à se prononcer contre lui, et en peu de temps les deux anciens amis devinrent des ennemis déclarés. Les journaux autrichiens d'Agram et de Trieste attaquèrent vivement l'administration de la Bosnie; mais Haïreddin-Pacha était un des rares Turcs insensibles aux atteintes de la presse : tout en regrettant que la conduite d'Omer-Pacha donnât lieu à des plaintes, il se tenait dans une complète neutralité. Cette indifférence causa

de l'ombrage à Omer-Pacha, qui résolut de renverser Haïreddin-Pacha, ce qui ne lui fut pas difficile à cause de l'influence dont il jouissait près du grand vizir. Haïreddin-Pacha fut rappelé en mai 1851, et Omer-Pacha resta seul gouverneur militaire et administrateur civil par intérim de la Bosnie.

Après le départ d'Haïreddin-Pacha, la mésintelligence entre le consul général d'Autriche et l'administration du pays ne fit qu'augmenter. Omer-Pacha reprochait au consul de fournir aux journaux autrichiens des appréciations hostiles à son administration, se plaignant à lui-même que les chrétiens bosniaques reçussent par l'entremise de son consulat des journaux serbes et croates rédigés dans un esprit défavorable à la Porte Ottomane. Il lui déclara donc qu'il entendait lui interdire toute distribution de journaux et même tous moyens de correspondance entre les chrétiens bosniaques et les Slaves de l'Autriche; qu'enfin il regardait comme nuls et non avenus tous les priviléges que le gouverneur civil de la Bosnie avait accordés aux spéculateurs autrichiens[1]. Omer-Pacha prétendit que les gouverneurs civils n'avaient pas le droit d'accorder ces priviléges, d'autant plus que toutes ces exploitations atteignaient des bois de l'État, dont les pachas ne pouvaient pas disposer. Il objecta aussi que le séjour des nombreux ouvriers slaves de

[1] Parmi ces priviléges, il y en avait d'importants, tels que la coupe des bois, les scieries sur la Narenta et la Save, les fabriques de potasse et la récolte des noix de galle.

l'Autriche nécessaires à ces grandes exploitations propageait le panslavisme parmi les chrétiens bosniaques. A part le défaut de mesure et de forme, il y avait beaucoup de vrai dans cette manière de raisonner d'Omer-Pacha, et tout ce qu'il faisait n'était pas contraire au droit ni surtout à la sécurité de son pays. Le consul général d'Autriche voulut résister; mais il fut invité à faire valoir ses droits à Constantinople. Il fit en effet des démarches, mais sans aucun résultat, car pendant tout le temps qu'Omer-Pacha fut en Bosnie, jusqu'au mois d'avril 1852, aucun changement ne vint faciliter les opérations du commerce autrichien. Cependant M. Athanascowitz se conduisit toujours envers Omer-Pacha avec politesse et courtoisie, malgré des difficultés journalières et une absence trop sensible de toute espèce d'égards.

La défaite de l'insurrection de Bosnie n'avait pas seulement amené des rapports plus difficiles entre Omer-Pacha et les agents autrichiens, les musulmans aussi avaient à souffrir des violences du vainqueur. Les insurgés captifs étaient dans une situation déplorable. Plusieurs pachas, entre autres Fazli, Mustahi, Mahmoud, étaient déposés dans les casernes; ceux d'un rang inférieur étaient dans les casemates du vieux sérail, continuellement remplies d'une eau boueuse. Des témoins oculaires disent qu'il est difficile de se faire une idée de l'état misérable dans lequel languissaient ces prisonniers, privés d'espace pour s'étendre, n'ayant pour toute nourriture qu'un pain dur ou des biscuits

moisis, malgré les sommes suffisantes allouées par la Porte pour leur entretien. On appela l'attention d'Omer-Pacha sur ces malheureux, on l'engagea à les visiter, mais il s'y refusa constamment. Vers la fin de juin 1851, les deux tiers des prisonniers succombaient aux maladies les plus cruelles. A la souffrance on joignit l'humiliation. Omer-Pacha fit monter les principaux prisonniers, les pachas Fazli, Mahmoud, Mustahi et quelques autres, sur des ânes, et leur fit parcourir la ville, musique en tête, en présence d'une foule considérable accourue à ce spectacle. Ces insurgés, devenus des martyrs par leurs souffrances et des héros par la fermeté avec laquelle ils les supportaient, furent ensuite enchaînés et conduits à Constantinople avec leurs compagnons d'infortune. Trente-cinq d'entre eux, environ un tiers, moururent en chemin; les autres furent exilés en Asie.

Après les fêtes du baïram, Omer-Pacha résolut de transférer de nouveau le siége du gouvernement à Serajevo, et fit connaître sa résolution à Constantinople. En même temps il reçut l'ordre du divan de distribuer une somme de 150,000 piastres parmi les chrétiens qui avaient le plus souffert pendant la guerre. Comme ils étaient presque tous catholiques, Omer-Pacha chargea un jeune prêtre, nommé Joukitz, de répartir cette somme. Ce Joukitz, connu par plusieurs écrits historiques et patriotiques, était peut être le membre le plus remuant du clergé catholique. Il s'était fait remarquer par Omer-Pacha pendant l'insurrection en lui faisant

connaître les mésintelligences qui existaient entre les Turcs et les chrétiens, et en lui offrant de contribuer de tout son pouvoir à la nouvelle organisation du pays. Il fit une liste de répartition des 150,000 piastres, et demanda à Omer-Pacha l'autorisation de destiner 20,000 piastres à la construction d'une église catholique à Jaïtza. Omer-Pacha y consentit verbalement et lui remit un ordre pour le commissaire de guerre Haïreddin-Effendi, l'autorisant à toucher les 150,000 piastres. Trois mois plus tard, une plainte formelle fut portée contre Joukitz. On l'accusait d'avoir soustrait 38,000 piastres des 150,000 qu'il devait distribuer. Joukitz fut conduit à Serajevo et mis en jugement. Là il allégua qu'Haïreddin-Effendi avait retenu 18,000 piastres pour son compte sur les 150,000 qu'il devait lui compter; les autres 20,000 piastres étaient en réserve pour la construction de l'église de Jaïtza, d'après l'autorisation que lui avait donnée Omer-Pacha. Haïreddin-Effendi affirma n'avoir rien retenu, et présenta comme preuve la quittance de Joukitz en langue turque, que ce dernier ignorait. Omer-Pacha de son côté prétendit n'avoir jamais eu la moindre entente avec Joukitz au sujet d'une église. Joukitz s'évanouit de peur et fut remis en prison, où il chercha, dit-on, à se donner la mort en se coupant la gorge. On ajoute qu'il en fut empêché par un Turc compagnon de sa captivité. Grièvement blessé, il fut transporté à l'hôpital, où il guérit après six semaines; mais ce qu'il y a de curieux dans cet incident, c'est que Joukitz prétendit plus tard

n'avoir jamais essayé d'attenter à ses jours. Il assura que pendant son sommeil un Turc, prisonnier comme lui, avait cherché à l'assassiner, qu'il s'était débattu et avait appelé le gardien à son secours. Joukitz dut à l'intervention du clergé catholique de Constantinople d'être appelé dans cette capitale pour rendre compte de l'affaire. Il prêta serment à l'appui de son innocence et fut acquitté; mais, le séjour en Bosnie lui étant interdit, il partit pour Rome.

En août 1851, le siége du gouvernement fut reporté à Serajevo, ainsi que l'avait résolu Omer-Pacha. Bien qu'il présidât à l'administration de la province, on n'entendit parler d'aucune amélioration ni d'aucun adoucissement au sort des chrétiens. Quelques paroles échappées à Omer-Pacha firent penser qu'il croyait indispensable de les maintenir sous une règle sévère à cause de leur penchant au panslavisme; le général en chef craignait aussi d'avoir tôt ou tard à réprimer de ce côté une nouvelle levée de boucliers en masse, excitée par l'Autriche et soutenue par la Serbie.

Le nouveau gouverneur civil de l'Herzégovine, Ismaïl-Pacha, arriva enfin et entra immédiatement en fonctions. Ismaïl-Pacha était un Turc de l'ancien régime, qui ne fit autre chose que remplir sa bourse pour payer les dettes qu'il avait laissées à Constantinople, et qui s'élevaient à plus d'un million et demi de piastres. On supposait que ses créanciers influents lui avaient procuré ce poste pour lui fournir l'occasion de remplir ses

engagements. Un mois plus tard, les chrétiens bosniaques furent consternés par un ordre qui leur enjoignit de déposer leurs armes entre les mains des agents du gouvernement. Omer-Pacha fit exécuter sans retard le désarmement en envoyant des officiers avec une faible escorte dans tous les villages. A cette occasion, la brutalité de la soldatesque se montra dans toute son horreur. Les officiers et les soldats ne se rendirent pas seulement coupables d'exactions; ils maltraitèrent aussi les paysans et les prêtres, violèrent les femmes et les enfants. Des plaintes déchirantes arrivèrent à l'oreille d'Omer-Pacha; mais ses réponses, sévères jusqu'à la dureté, découragèrent les malheureux chrétiens, qui n'eurent plus qu'à gémir en silence. Le général en chef ne voyait en eux que les instruments du panslavisme et de l'Autriche ; aussi les frappait-il sans pitié. Les Turcs applaudissaient à ces violences, et quelques-uns même profitèrent de l'occasion pour se débarrasser de leurs créanciers, qu'ils faisaient arrêter comme suspects, et qui ne recouvraient leur liberté qu'à prix d'argent. Le désarmement avait donné à la fin de février 1852 dix-huit mille fusils, soixante-dix fusils de rempart, vingt et une mille paires de pistolets, quatre mille cinq cents sabres et sept mille yatagans, qui furent déposés dans l'arsenal de Serajevo. Des Turcs à même d'être bien informés prétendaient cependant que ce nombre ne représentait que le tiers des armes aux mains des chrétiens.

La mission d'Omer-Pacha en Bosnie touchait à son

terme, et le séraskier ne tarda pas (mars 1852) à recevoir l'ordre de se rendre à Constantinople. Il se mit immédiatement en route, accompagné de tout le personnel de sa chancellerie de guerre. On apprit plus tard qu'il avait été appelé à Constantinople, ainsi que l'intendant de son corps d'armée, pour rendre compte de ses opérations administratives. De sérieuses accusations étaient articulées contre Omer-Pacha. Ce qui est notoire, c'est que le résultat de l'enquête de la Porte fut la destitution de tout le personnel de l'administration de l'armée et le renvoi des secrétaires particuliers d'Omer-Pacha, à qui on en imposa d'autres. Le vainqueur des insurgés bosniaques fut maintenu dans son poste de gouverneur militaire de Roumélie, mais il n'exerça plus aucune influence dans la province qu'il avait soumise, et où la supériorité du général d'armée n'avait pu faire oublier les fautes du chef politique.

IV

Depuis que ce récit a été écrit, de nouvelles insurrections ont éclaté au sein des populations slaves de la Turquie d'Europe, et notamment en Bosnie et en Serbie.

Semblables à une mer qui a envahi de vastes contrées, et dont les flots appauvris se retirent graduellement de divers points, les Ottomans, après avoir porté

l'épouvante jusque sur les côtes d'Italie et avoir menacé Vienne; après avoir fait trembler l'Europe et arrêté l'essor de la civilisation chrétienne en Orient, ont perdu peu à peu leur puissance, leur prestige, leur importance même; et leur faiblesse est devenue un objet de préoccupation aussi grave que celles qui dominaient les conseils de la chrétienté au temps de leur force. La Crimée leur a été ravie; la Grèce, après un servage de quatre siècles, a glorieusement recouvré son indépendance; l'Algérie est devenue française; l'Egypte, bien que sous des princes musulmans, se sent poussée par le souffle de l'Europe; et les révolutions qui changent si profondément la face de l'empire ottoman se succèdent, se pressent maintenant sous nos yeux avec une rapidité qui semble convier l'action à marcher aussi vite que la réflexion.

Dans la situation où se trouve cet empire encore si grand, mais pareil à un monument dont une convulsion intérieure a disjoint les nombreuses parties, tout devient la cause ou le prétexte de déchirements. L'Occident se coalise pour s'opposer à l'invasion ou à la destruction de la Turquie au profit de la seule Russie; mais la présence de ses armées sur le sol de l'Orient fait tressaillir les populations chrétiennes; et celles-là même que les armes chrétiennes avaient pour mission de rattacher par les liens du droit public européen à la suzeraineté ottomane saisissent l'occasion qui leur est offerte de faire entendre leur voix au monde, et de demander d'être reçues enfin dans la grande famille

des États chrétiens. Les Principautés de Valachie et de Moldavie aspiraient depuis longtemps à devenir une nation unie. Dès 1849, l'auteur de ce travail, frappé de cette tendance, leur donnait le nom de Belgique du Danube; et dès 1853, il proposait, comme une des meilleures solutions partielles de la question d'Orient, de les constituer en État neutre et indépendant sous le sceptre d'un prince étranger. La Porte Ottomane et quelques-uns de ses alliés se sont opposés avec force à un établissement hautement réclamé par les Roumains, et dont l'avantage était évident pour la Turquie elle-même, à laquelle il eût constitué un boulevard, élevé, pour ainsi dire, par les mains de l'Europe, et gardé par des stipulations solennelles. Les vœux de la Turquie sont écoutés et remplis par la Conférence de Paris; mais tandis que l'on s'occupe à organiser, au moyen de combinaisons plus ou moins ingénieuses, les principautés de Valachie et de Moldavie, voilà que des événements de la plus haute gravité éclatent sur d'autres points de la Turquie.

Les Monténégrins réclament les armes à la main et achètent de leur sang le droit de se mouvoir et de respirer librement; les chrétiens de l'île de Crète demandent à l'Europe de faire cesser l'état d'ilotisme sous lequel ils ne veulent plus gémir; enfin la Serbie s'agite pleine du souvenir de ses triomphes, du sentiment de sa force et des destinées qui lui sont réservées. L'Europe s'est émue, car ce n'est pas sans raison que la Serbie est l'objet et l'attention particulière des hommes

politiques. Depuis le jour ou l'historien Léopold Rauke, avec la curiosité savante et l'élégance de style qui le distingue, initiait l'Europe aux révolutions du peuple serbe, elle n'a cessé de s'en occuper avec intérêt. Aujourd'hui, l'irritation qui règne dans la principauté de Serbie est l'occasion de sérieuses réflexions. On y voit le présage d'événements qui peuvent avoir des conséquences graves pour l'empire ottoman et l'Europe en général.

Les Serbes conquirent leur autonomie les armes à la main, comme les Grecs, et après une lutte de plusieurs années, signalée par des avantages et des défaites, mais couronnée par un triomphe définitif et auquel l'intervention diplomatique et armée de la Russie contribua considérablement. Les traités de Bukarest en 1812, d'Ackerman en 1826 et d'Andrinople en 1829 firent reconnaître les nouveaux droits que les Serbes avaient payés de leur sang.

Pendant cette lutte mémorable, les Serbes eurent tour à tour à leur tête George le Noir et Miloch Obrenowitch.

A la mort du premier de ces chefs, ce fut le second qui recueillit tous les fruits de leurs communs travaux, de son audace, de sa valeur et de son opiniâtre énergie. Ce fut lui qui eut l'honneur d'expliquer à l'assemblée serbe, le 7 février 1830, le contenu du firman du mois de septembre 1829, adressé, en exécution de l'article VI du traité d'Andrinople, aux vizirs Hussein-Pacha et Cavanous-Oglou, et au mollah résidant à Bellegrade. On remarqua les paroles par lesquelles Miloch annon-

çait aux Serbes leur affranchissement religieux et les libertés dont leur culte allait jouir : « Les Serbes n'ont plus à craindre la destruction de leurs églises et de leurs cloîtres ; ils ne rencontreront plus d'empêchement de la part des Turcs à la célébration de leurs fêtes et à l'accomplissement des usages de leur sainte religion ; la nation est maintenant libre de glorifier son Dieu et d'orner ses demeures avec des tours et avec des cloches. » Suivait l'énumération des droits acquis par les Serbes, et qui en faisaient un peuple libre et indépendant.

En 1832, la Porte Ottomane prit une intelligente initiative en confirmant dans la famille Obrenowitch la dignité héréditaire de prince de Serbie, conférée par une loi de l'assemblée nationale serbe en 1827. Elle posait elle-même les assises d'un État chrétien où elle espérait trouver des défenseurs; et armait, pour leur cause commune, des vassaux, dont elle avait appris à connaître, dans les combats et les conseils, la valeur et la prudence. La Russie, qui avait si puissamment aidé la Serbie à s'affranchir du servage, et qui avait stipulé ses nouveaux droits, vit d'un mauvais œil la création de la Principauté héréditaire de Serbie, et protesta, à Constantinople, contre un acte qui dépassait les espérances qu'elle avait fait concevoir aux Serbes.

Miloch, après plusieurs années de règne, abdique; son fils Milan lui succède, meurt sans enfants, et transmet à son jeune frère Michel un sceptre que le temps semblait déjà avoir consacré.

En 1842, la fuite du prince Michel laisse la Princi-

pauté vacante; et le Sénat, dépositaire du pouvoir national, choisit pour le remplacer, non point le chef d'un parti politique, mais le fils de George le Noir, le prince Alexandre, qui vivait naguère encore obscur dans une ville de la petite Valachie, comme l'individu qui représentait le mieux le principe héréditaire adopté par la nation. Cette élection par le Sénat serbe mécontenta vivement la Russie, qui exigea son annulation.

La Porte Ottomane voulut résister et maintenir les droits du sénat serbe, avec l'appui des puissances occidentales; mais cet appui n'était pas unanime, et la Grande-Bretagne fut la première à présenter un moyen terme entre les exigences de la cour de Saint-Pétersbourg et ce qu'elle désirait elle-même soutenir en Serbie. Elle proposa une élection légale, et l'assemblée nationale extraordinaire proclama, le 27 juin 1842, unanimement, le prince Alexandre-George le Noir. Le cabinet russe accepta cette nomination, qui prouvait la légalité de celle du Sénat et montrait que les Serbes étaient décidés à résister à toutes les influences étrangères.

Le gouvernement du prince Alexandre s'est jusqu'ici maintenu avec assez de bonheur, et a traversé des crises qui n'étaient point sans gravité, notamment celle de la dernière guerre d'Orient, où les Serbes, bien que favorablement disposés pour leurs coréligionnaires, n'imitèrent cependant pas l'imprudente tentative des Grecs. Mais les événements de la Valachie et du Montenegro ne pouvaient pas être sans influence sur eux; et il était difficile qu'une nation si bien faite pour se défendre

elle-même ne vît pas avec impatience sa capitale occupée par des troupes ottomanes, alors que l'antique autonomie des Moldo-Valaques était proclamée, et que le Montenegro luttait avec héroïsme contre les armes ottomanes.

Ce ne sont point là toutefois les causes essentielles du mouvement profond qui agite aujourd'hui presque tous les Slaves de la Turquie d'Europe, Serbes, Bosniaques, Herzégovins, Bulgares, Montenegrins, qui, sous des noms divers, ne forment qu'une seule race et un seul peuple.

La Russie a été naturellement accusée d'avoir fomenté cet esprit d'agitation et d'avoir provoqué ces troubles. Il est si difficile en politique, comme dans les choses les plus vulgaires de la vie, de s'affranchir des idées reçues, d'examiner avec soin et impartialité les causes des événements ! il est si commode d'avoir une explication toute trouvée et qui dispense d'étudier sérieusement ! On oublie que des changements profonds ont eu lieu en Orient, et que la Russie, quelle qu'ait été la conduite qu'elle y a tenue, n'a pas besoin aujourd'hui de se donner tout le mal qu'on lui impute pour agiter les populations chrétiennes. Chose étrange, c'est la Porte elle-même qui s'est créé les dangers dont elle est menacée aujourd'hui : tant il est vrai que, dans de certaines conditions, tout nuit à des gouvernements ébranlés, l'action comme l'inertie.

Parmi les populations si diverses qui forment l'empire ottoman, trois occupent le rang le plus considérable par leur nombre, leur intelligence ou leur énergie. Ce

sont les Roumains, les Grecs et les Slaves. Les Roumains étaient de tous les chrétiens ceux qui avaient le moins d'inimitié contre la Porte [1], parce que ce sont ceux qui sont depuis plus longtemps affranchis de son oppression; aussi la Porte a-t-elle commis, à notre avis, une grande faute politique en refusant d'aller au-devant de leurs vœux et de les constituer en un État qui fût devenu un appui pour elle.

Les Grecs ressentent pour les Turcs une antipathie profonde, que rien ne saurait diminuer; et les Turcs après de nombreux essais de conciliation, mais d'une conciliation qui maintenait la suprématie musulmane, ont compris qu'ils ne réussiraient jamais à dompter le caractère des Hellènes, qui ne trouveront de repos que dans l'indépendance. Du reste, les Turcs sont persuadés, et ils n'ont peut-être pas tort, que l'attachement des Grecs pour les Russes ne peut pas être déraciné. Restent les Slaves, qui vivent encore dans une nuit profonde en Bulgarie et en Bosnie, mais qui ont aujourd'hui un développement national parfaitement indépendant de celui des Grecs; nation primitive, patiente, courageuse, ayant un grand attachement pour les coutumes municipales. Ce sont des Slaves, et comme tels très-bien disposés pour les Russes. Mais n'était-il pas possible de leur inspirer la passion de leur propre nationalité, pour combattre l'idolâtrie russe? C'est là l'entreprise hardie

[1] La récente conduite du gouvernement ottoman dans les affaires des Principautés et l'attitude de ses commissaires l'y ont rendu très-impopulaire.

que tenta la Porte sans en calculer les conséquences, et peut-être même sans en avoir analysé, comme nous venons de le faire, tous les éléments.

Quoi qu'il en soit, la Porte, ainsi que nous l'avons dit dans le livre premier, employa dans toutes les provinces slaves des Polonais qui étaient venus chercher un refuge sur son sol et qu'animaient l'amour de leur patrie et la haine de la Russie. Ils se mirent à l'œuvre et réussirent à surexciter le sentiment national chez les Slaves de Turquie aux dépens de la soumission morale à la Russie, mais également aux dépens de la soumission matérielle aux Turcs. Les conséquences de cette propagande slave sont aujourd'hui visibles dans toute la Turquie d'Europe, en Herzégovine, en Bulgarie, en Serbie; et si ces différentes branches de la même famille slave étaient unies, si les chrétiens des deux rites grec et latin s'entendaient, l'empire ottoman en Europe courrait le danger d'une destruction prochaine, et la question d'Orient serait du moins partiellement résolue.

Les Serbes sont décidés à se prononcer de nouveau sur leur sort dans une de ces grandes assemblées nationales que la corruption ne peut atteindre, et l'année 1858 ne s'écoulera pas sans voir la réunion d'une *skupchina* qui marquera une ère nouvelle dans l'histoire de la Serbie. Quelle que soit la décision de cette assemblée, nous avons foi dans l'avenir de cette jeune et courageuse nation [1].

[1] Nos prévisions n'ont pas été trompées : l'assemblée nationale s'est réunie en Serbie et a fait pacifiquement une révolution, en renvoyant le prince Alexandre et en élisant Miloch Obrenovitch.

En Bosnie ce n'est pas seulement la question de race qui a amené le nouveau soulèvement des chrétiens, plus ou moins étouffé par Kiani-Pacha, ce sont les exactions des autorités musulmanes, c'est la perception de la *Tretina*, impôt dont le nom même indique la nature et qui consiste à prélever un tiers des produits. Cet impôt, lourd de sa nature, devient intolérable par la rigueur et l'arbitraire avec lesquels il est exigé. Au printemps prochain on peut s'attendre à une nouvelle explosion. Quelle doit donc être l'attitude des deux puissances qui exerçent seules une grande influence morale sur les chrétiens d'Orient, la Russie et la France ? La gloire de la France a été de montrer, dans toutes les occasions, un rare désintéressement. Que fera-t-elle dans les graves conjonctures qui se passent ou qui s'annoncent en Orient ? En 1854, le point principal, le soin unique des puissances alliées était de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman, menacée par la suprématie de la Russie ; ce grand but a été atteint, mais si l'intégrité matérielle a été sauvegardée, l'intégrité morale est compromise par des causes qui ont leur origine dans les conditions intérieures de l'empire ottoman, et dont on ne saurait accuser aucune puissance.

Le principe négatif de 1854 semble ne plus pouvoir suffire, en presence des événements qui éclatent sous nos yeux ou qui assombrissent l'avenir. Le rôle de la France peut être grand et bienfaisant dans la diplomatie, comme il a été glorieux dans la guerre.

LIVRE QUATRIÈME

LES TURCS, LES RUSSES ET LES AUTRICHIENS SUR LE DANUBE ET DANS LES PRINCIPAUTÉS.

I

Lors de l'évacuation des Principautés en 1851, les officiers russes avaient annoncé aux populations danubiennes qu'ils ne tarderaient pas à revenir. L'état des Principautés après leur départ fit bientôt comprendre la portée de cette parole. Dès le mois d'août 1851, du côté de l'Autriche comme du côté de la Russie, des réclamations impérieuses venaient assaillir la Porte. L'internonciature autrichienne à Constantinople protestait vivement contre la libération des internés magyares, que le divan avait résolue. En même temps la presse autrichienne, complétement placée sous le contrôle du gouvernement impérial, attaquait la Turquie dans toutes les langues de l'empire avec une singulière vivacité. Un peu plus tard, en octobre de la même année, le prince de Valachie (Stirbey) et le prince de Moldavie

(Ghika) recevaient une communication du consul général de Russie, par laquelle cet agent leur demandait, au nom de l'empereur son maître, de payer une somme de plusieurs millions de francs, comme indemnité pour l'entretien des troupes russes en Moldavie et en Valachie sur le pied de guerre, depuis le jour de leur entrée dans les Principautés, en 1848, jusqu'au mois d'avril 1850. Il ajoutait que les frais d'occupation, à partir de cette époque jusqu'au moment de l'évacuation totale, feraient l'objet d'un compte séparé.

L'origine de cette réclamation était le consentement donné une première fois par les gouvernements des Principautés à une mesure financière qu'ils avaient dû croire transitoire. Le général Duhamel avait déclaré en 1848 au prince Michel Stourdza, à Jassy, et plus tard au caïmakan Constantin Cantacuzène, à Bucharest, que la volonté de l'empereur Nicolas était que l'on affectât à l'entretien de ses troupes deux dixièmes additionnels de l'impôt, *payés une fois pour toutes*. La mesure avait été soumise en Moldavie à l'assemblée générale, qui l'avait votée; en Valachie, où l'assemblée était dissoute, elle avait été exécutée purement et simplement. Tout cela s'était fait sans que la Porte reçût aucun avis, soit des gouvernements de Jassy et de Bucharest, soit du commissaire russe. La Porte aurait eu le droit de se montrer offensée, et son commissaire dans les Principautés, Fuad-Effendi, s'était même adressé à sa cour pour lui demander des instructions; mais le divan résolut d'user de patience et engagea Fuad-

Effendi à ne faire aucune opposition, ajoutant que si les boyards jugeaient à propos de faire supporter cette charge au pays, la Porte n'avait rien à dire. En 1849, une seconde demande analogue à la première avait été présentée par le général Duhamel. Accueillie sans objection par le prince de Valachie, elle trouvait le prince de Moldavie (Grégoire Ghika, qui avait succédé à Michel Stourdza) moins facile. — La première communication du général Duhamel portait, dit l'hospodar, que le payement des deux dixièmes suffirait une fois pour toutes. — Sur une nouvelle injonction de la Russie, le prince tourna la difficulté : il prit à sa charge les bons et les quittances donnés par les officiers russes, en demandant à Constantinople l'autorisation, qui lui fut accordée, de porter au chiffre de la dette nationale la somme nécessaire pour l'acquittement des obligations ainsi contractées. On aimait à espérer que là se borneraient les exigences de la cour protectrice. Il n'en fut rien cependant, et vers la fin de 1850, lors de son passage à Jassy, le consul général de Russie fit connaître au prince de Moldavie qu'il aurait bientôt un nouveau compte à lui présenter pour le payement des troupes russes sur le pied de guerre.

Tels étaient les faits qui avaient précédé la dernière communication de la Russie, celle d'octobre 1851, par laquelle le consul général de cet empire, à la suite des réunions des deux souverains de Russie et d'Autriche à Varsovie et à Olmütz, déclarait aux hospodars, avec une certaine solennité, que le moment était enfin venu

pour les gouvernements des deux principautés de *remplir leurs obligations envers l'armée de Sa Majesté Impériale.*

La communication confidentielle d'un ukase concernant les quarantaines de la mer Noire coïncida avec la déclaration relative au payement des troupes russes : le désir de la cour protectrice était que les prescriptions appliquées à ces quarantaines fussent étendues aux quarantaines moldo-valaques. La conduite du prince Stirbey, qui fit de l'ukase impérial l'objet d'une communication officielle à son divan, causa cette fois un sérieux mécontentement à la Porte ; celle du prince Ghika, qui, sans mentionner l'ukase, se borna à en faire transcrire et discuter les prescriptions, la satisfit au contraire pleinement. Les plaintes qu'éleva le consul général de Russie à ce sujet provoquèrent une réponse concluante et modérée du prince Ghika, affirmant qu'il s'était borné à respecter les apparences du pouvoir de la Porte Ottomane, tandis que la Russie disputait à la Turquie les apparences mêmes du pouvoir.

En même temps que les exigences de la Russie grandissaient, on pouvait remarquer un progrès dans l'activité de ses préparatifs militaires, et le mot des officiers russes sur leur prochain retour dans les Principautés paraissait près de se justifier. Au commencement de l'année 1852, on voyait se concentrer des troupes autrichiennes dans le Banat, des troupes russes en Bessarabie et dans la Russie méridionale. Une grande inquiétude régnait à Jassy comme à Bucharest. Toute la

flotte de la mer Noire était réunie dans le port de Nicolaïef et à l'embouchure du Bug : un corps expéditionnaire était même campé près de la ville sous des tentes. On expliquait ces rassemblements de troupes par la présence prochaine de l'empereur Nicolas dans la Russie méridionale, par l'insurrection de Bosnie et le mécontentement que causait à l'Autriche l'agitation qui régnait au sein des populations slaves de l'empire ottoman. Les hospodars cherchaient ainsi à se faire illusion sur les projets de la Russie, et allaient jusqu'à compter sur la munificence de l'empereur Nicolas pour terminer le débat relatif à l'indemnité réclamée par ses troupes. Cette erreur ne fut pas de longue durée. Le prince Stirbey ayant envoyé son budget à Saint-Pétersbourg, ce budget fut mis sous les yeux du tsar, qui décida lui-même que la Valachie payerait 30 millions de piastres (plus de 11 millions de francs), et la Moldavie, 6 millions et demi (plus de 2,400,000 fr.), représentant les dépenses occasionnées par le pied de guerre.

Les voyages successifs de l'empereur d'Autriche et de l'empereur de Russie dans les pays voisins des Principautés ne tardèrent pas préciser la nature des relations qui existaient entre les gouvernements des hospodars et les deux empires. Le prince de Stirbey, sachant que l'empereur François-Joseph était à Hermanstadt, s'y rendit pour le complimenter. Il était porteur d'une lettre autographe du sultan, qu'il avait sollicitée afin de pouvoir paraître devant le jeune empereur en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Quels que fussent

les motifs pour lesquels cette faveur avait été sollicitée par un prince assez peu soucieux d'ordinaire de ses devoirs envers la cour suzeraine, la démarche du prince Stirbey ne fut pas vue avec plaisir par l'empereur d'Autriche, qui aurait préféré sans doute recevoir un hospodar plutôt qu'un ambassadeur du sultan, caractère qui, en cette occasion, amoindrissait le prince de Valachie : c'est du moins ce que l'on peut conjecturer de l'accueil bien différent fait au prince Alexandre de Servie, qui se présenta, peu de jours après, simplement comme hospodar, et qui fut traité avec une distinction et des égards qu'on n'accorde guère qu'aux têtes couronnées.

On cessait à peine de s'entretenir du voyage de l'empereur d'Autriche, que l'on sut que l'empereur Nicolas était au moment d'exécuter un projet annoncé depuis longtemps et de venir passer à Wosnesensk une grande revue de cavalerie. Le prince de Moldavie, dont la principauté est limitrophe de l'empire de Russie, demanda à la fois à Constantinople et Pétersbourg l'autorisation d'aller présenter ses devoirs au souverain protecteur des Principautés danubiennes. Cette double demande fut accueillie avec faveur. Cependant, le prince Stirbey ayant sollicité de nouveau l'honneur de porter une lettre autographe du sultan à l'empereur Nicolas et l'ayant obtenu, le prince Grégoire Ghika fut également chargé d'une mission identique par le divan. Les deux hospodars se trouvèrent ainsi munis de lettres autographes et revêtus du caractère d'ambassadeurs

extraordinaires. Cela déplut à la cour de Saint-Pétersbourg, auprès de laquelle la Turquie n'a pas le droit d'entretenir de représentant, et qui ne reçoit de missions extraordinaires de la Porte qu'après en avoir été prévenue et les avoir agréées [1]. Le tsar fit savoir qu'il ne pouvait pas recevoir les hospodars à Wosnesensk; il autorisa seulement l'envoi d'une députation de boyards moldaves, parmi lesquels le prince Stirbey chercha vainement à faire admettre son fils aîné et son gendre préféré. Les deux hospodars furent vivement contrariés du refus de l'empereur de Russie, qui inspirait alors aux boyards, dans les Principautés, une crainte respectueuse; mais leur inquiétude se changea en une profonde tristesse quand ils connurent les détails de la réception faite à la députation moldave. Cette députation avait précédé l'empereur à Wosnesensk. Dès que le tsar fut arrivé, M. Nicolas Mavrocordato, gendre du prince Ghika, se rendit chez le comte Orlof, et, lui annonçant qu'il était porteur d'une lettre de Son Altesse pour l'empereur, il le pria de solliciter une audience pour lui et pour les autres membres de la députation. Le comte Orlof [2], qui porte un nom illustre en Russie, jouissait de toute la confiance de son maître, et avait pour ainsi dire une sorte de reflet de sa puissance. « Ah çà! dit-il à M. Mavrocordato, quelle idée a donc eue votre prince de demander à remplir une mission de la part du sultan auprès de Sa Majesté? — Mille pardons, monsieur

[1] Tel était du moins l'état des choses avant le traité de Paris.

[2] Le comte Orlof a été créé prince après le congrès de Paris.

le comte, le prince n'a rien demandé. — Comment, rien demandé! Est-ce que nous ne savons pas toutes les intrigues qu'a faites à Constantinople M. Aristarki pour arriver à ce but? — Mais M. Aristarki n'est pas l'agent du prince Ghika; il représente le prince de Valachie. Le prince Ghika s'est borné à demander dès le printemps l'autorisation d'envoyer une députation à Wosnesensk, pour y présenter ses hommages à l'empereur. Ce n'est que plus tard, et à la suite des démarches du prince Stirbey, que la Porte a eu l'idée de charger notre prince d'une mission personnelle auprès de Sa Majesté Impériale de la part du sultan. Le prince a dû nécessairement l'accepter. — Ah! s'il en est ainsi, reprit le comte Orlof, la question change complétement de face. Je ne manquerai pas de répéter à Sa Majesté tout ce que vous venez de me dire. Quant au prince Stirbey, il n'aura eu que ce qu'il a mérité. »

Le lendemain matin, le général Niépokoëtchinski vint annoncer à la députation qu'elle serait reçue par le tsar à onze heures, avant la revue et au camp même, attendu, ajouta-t-il, que le voyage de l'empereur à Wosnesensk n'ayant qu'un but purement militaire, la volonté du souverain était que tout s'y passât sur le pied de guerre, comme dans un camp. Ces explications indiquaient déjà que l'empereur semblait être revenu de sa première humeur contre le prince Ghika, et promettaient un bienveillant accueil à la députation. Celle-ci put paraître bientôt en présence du tzar, qui n'avait auprès de sa personne que le comte Orlof et deux ou

trois officiers supérieurs. Le reste de la suite était demeuré à une centaine de pas en arrière. Le tsar, avec cette bienveillance pleine de grâce qui venait quelquefois tempérer la sévère grandeur de son attitude, adressa quelques questions à l'hetman Mavrocordato, un des principaux membres de la députation, sur la milice moldave qu'il commandait. Il invita ensuite les boyards députés à le suivre, et monta à cheval pour passer l'armée en revue.

Dans la soirée du jour où il avait reçu les députés moldaves, deux courriers arrivèrent de Constantinople et de Jassy au camp de Wosnesensk, et le tsar trouva sans doute dans les dépêches qu'ils apportèrent l'explication complète de la conduite du prince de Moldavie, car le lendemain matin le général Niépokoëtchinski vint annoncer aux boyards moldaves qu'ils ne devaient considérer l'audience de la veille que comme un moyen dont l'empereur avait bien voulu se servir pour les faire assister à la revue, mais qu'ils seraient reçus officiellement le jour même et invités à la table de l'empereur. La présentation eut lieu, et les boyards eurent à table des places d'honneur. Après le dîner le général Niépokoëtchinski demanda quel était le chef de la députation, et on lui indiqua le doyen d'âge, le boyard George Ghika. Celui-ci fut conduit devant l'empereur, qui le prit à l'écart et lui parla ainsi : « Dites au prince Ghika que je suis très-content de son administration honnête et sage ainsi que de ses rapports personnels avec mon cabinet, mais que je lui recommande beau-

coup de surveiller la jeunesse. J'ai eu occasion de voir quelques Moldaves à Berlin, à la chapelle russe, et j'ai été fort peu édifié sur leur compte. Ils ne savent même pas faire le signe de la croix[1]. Le prince devrait leur refuser des passe-ports et les retenir dans le pays. Qu'il s'applique à organiser de bonnes écoles, à y perfectionner l'enseignement de manière à ce que la jeunesse puisse y recevoir une instruction solide. Dites-lui aussi que mes universités sont à sa disposition, et que je verrais avec beaucoup de plaisir les jeunes Moldaves y venir faire leurs études. Il peut être sûr qu'ils ne rapporteront pas, comme de l'Allemagne et de la France, des idées immorales et subversives. Dites-lui enfin que je vois avec peine qu'il emploie des hommes de 1848, tous ces *sans-culottes* qui ont troublé la tranquillité de leur pays. » L'empereur avait prononcé le mot de sans-culottes avec beaucoup de vivacité. M. George Ghika

[1] Il est malheureusement vrai qu'il y a fort peu de véritable piété dans les Principautés comme dans la plupart des pays de religion grecque, et que la religion s'y borne à des pratiques extérieures et à des dons aux pauvres et aux établissements religieux ; il y a la foi, mais le christianisme n'a pas pénétré dans les mœurs. Cela tient à l'ignorance et à la grossièreté du clergé, à son amour du lucre et au peu de respect qu'il inspire ; cela tient aussi à ce que la prédication est à peu près inconnue dans les pays de religion grecque. Il est également vrai que cette même indifférence religieuse chez la jeunesse fait qu'elle n'est nullement attachée à la Russie par le lien de l'orthodoxie grecque, et de la sorte la seule cause de la puissante influence de la Russie sur les populations chrétiennes de l'Orient n'existe nullement dans les Principautés en ce qui touche la jeunesse moldo-valaque. C'est là ce qui déplaisait au tsar.

voulut excuser ses compatriotes, et, en voisin peu charitable, il le fit en blâmant la conduite de la jeunesse valaque et en essayant un parallèle favorable aux Moldaves. « Pas de comparaison avec la Valachie! répondit vivement l'empereur. Les Valaques, je les déteste, ce sont des communistes; mais les Moldaves, je les aime, et c'est pour cela que je recommande à votre prince de mettre de côté tous ces jeunes écervelés. Je désire qu'il suive mes conseils, *car autrement je me verrais forcé d'y mettre ordre moi-même, et si mes troupes vont encore une fois occuper la Moldavie, les conséquences en seront des plus graves pour votre pays.* »

On peut facilement se représenter l'émotion et la crainte que ces paroles, répétées par le boyard George Ghika, répandirent en Moldavie et surtout en Valachie. Elles jetèrent un jour soudain sur les projets de la cour de Russie, et, dès le mois de décembre 1852, on put comprendre que le prince Stirbey appréhendait une nouvelle occupation des Principautés par la Russie. A cette époque, en effet, l'empire ottoman se trouvait dans les conjonctures les plus graves : le Montenegro s'était soulevé, et l'influence russe n'avait pas été étrangère à ce mouvement, qui venait augmenter la faiblesse de la Porte à la veille même de la mission du prince Menchikof. Les agents russes disaient hautement que la cour de Saint-Pétersbourg soutiendrait les Monténégrins. Oubliant les déprédations commises sur le territoire de Cattaro par ces montagnards, qui, à plusieurs reprises, n'avaient échappé aux rigueurs de l'Autriche que grâce

à l'intercession de la Russie, la cour de Vienne prenait cette fois leur parti contre les Turcs, et blâmait l'expédition du Montenegro, dont le commandement avait été confié à Omer-Pacha, qui avait déjà remporté sur les rebelles quelques avantages. Toute la presse autrichienne attaquait le général en chef ottoman avec la même animosité que lorsqu'il combattait les Bosniaques. En même temps les agents russes et autrichiens, avec un ensemble qui faisait honneur à leur esprit de discipline, représentaient la Turquie comme livrée à une complète dissolution. Jamais on n'avait vu régner plus d'inquiétude sur le présent, plus de doute sur l'avenir; jamais les opinions sur l'impossibilité de régénérer cet empire, ou de réussir à en étayer longtemps encore l'édifice chancelant, ne s'étaient exprimées avec plus de force et malheureusement avec moins de contradictions. La détresse de l'empire ottoman était mise à nu sans ménagement par des centaines de correspondances, et les choses représentées sous le jour le plus sombre. La Russie agitait la Bulgarie par son influence; des brigands descendaient en grand nombre de la Servie, se répandaient dans les Balkans, s'éparpillaient en bandes dans tout le pays, et commettaient des actes de rapine pour lesquels ils trouvaient en Bulgarie des adhérents ou des protecteurs. Les discussions qui se poursuivaient à Constantinople sur l'affaire des lieux saints devenaient de plus en plus sérieuses, et les nombreux agents que la Russie entretenait dans les Principautés poursuivaient leurs menées avec un redoublement d'activité.

Au milieu de circonstances aussi critiques, aggravées par les éloquentes attaques du plus puissant organe de la presse anglaise, la Porte Ottomane cherchait à faire face à toutes les difficultés. Elle poursuivait imperturbablement son expédition contre le Montenegro, et, chose toute nouvelle dans les fastes de son histoire militaire, la direction de la campagne partait de Constantinople, les ordres émanaient du séraskiérat, comme ils émanaient du conseil aulique dans les guerres de l'Autriche contre le général Bonaparte. On alléguait pour raison de cette conduite à Constantinople la nécessité de rendre les généraux plus hardis, en les débarrassant du poids de la responsabilité, et de former un véritable état-major, celui de la Turquie n'existant que de nom. Cependant les véritables causes pour lesquelles le séraskier avait adopté la méthode du conseil aulique étaient le désir de surveiller Omer-Pacha et la crainte de lui laisser tout le mérite de l'expédition. Quoi qu'il en soit, le séraskier, au mois de janvier 1853, avait donné à Ismaïl-Pacha, qui était dans l'Herzégovine, l'ordre de marcher sur Droubniak, afin de faire sa jonction avec Omer-Pacha dans la vallée de la Moracca. Il espérait ainsi, par un coup vigoureux, mettre fin à l'insurrection du Montenegro, lorsque la mission du comte de Linange à Constantinople vint arrêter Omer-Pacha au moment où de nouveaux succès allaient sans doute grandir sa renommée militaire.

On sait quel était l'objet de la mission du comte de Linage. Outre le but spécial qu'elle poursuivait par

l'intermédiaire de cet agent extraordinaire, l'Autriche avait un but plus général et moins connu. Elle tenait à prouver qu'au besoin, pour faire écouter sa voix, elle pouvait se passer du concours de la Russie. De 1826 à 1828, le cabinet de Vienne avait souvent contribué à diriger la politique du divan par la correspondance que le conseiller de cour Frédéric de Gentz, un homme d'un esprit rare et le publiciste le plus éminent de l'Allemagne, entretenait avec les hospodars de Valachie et de Moldavie, notamment avec Grégoire Ghika. A cette époque, la cour de Vienne était loin de subir entièrement l'influence de celle de Saint-Pétersbourg, et quelques-unes des lettres de Gentz, écrites peu avant la déclaration de guerre en 1828, s'exprimaient sur le compte de l'empereur Nicolas avec une sévérité railleuse qui montrait plus que de l'indépendance. Le portrait du tsar y était tracé d'une main hardie, et les plaisanteries sur son infériorité comme militaire faisaient plus d'honneur à la verve intempérante du bel esprit qu'à la prudence du diplomate. Dans ces lettres, Gentz défendait habilement la cause des Turcs et peignait les dangers de l'ambition russe avec la profondeur d'un homme d'Etat [1]. Après la campagne de 1829, le traité d'Andrinople, la révolution de 1830, et surtout

[1] On peut voir dans le *Journal des Travaux et des Lectures de Frédéric de Gentz* (tome VI de ses œuvres en allemand) l'importance qu'il attachait à sa correspondance avec Bucharest et Jassy. Elle lui était payée très-cher, et Gentz était insatiable. Il ne s'oubliait pas en servant sa cour.

après les désastreux événements de 1848, l'ascendant de la Russie avait considérablement grandi, et l'Autriche se souvint des remarquables conseils de Gentz. A la fin de 1852 surtout, on aurait été bien aise à Vienne de secouer une influence qui pesait, et qui laissait des souvenirs non moins blessants pour la nation que pour son jeune souverain. Les agents et les partisans de l'Autriche firent entendre à Constantinople et dans les Principautés des discours où ils insistaient sur le danger qu'il y avait à resserrer l'accord de l'Autriche et de la Russie, lorsque la première de ces puissances ne demandait pas mieux que d'être rendue à elle-même. La Porte Ottomane jugea sans doute à propos de subir les dures conditions que l'Autriche mettait à sa neutralité dans le conflit qui se préparait entre la Turquie et la Russie, et qui s'annonçait à l'horizon comme un orage. Le comte de Linange obtint par des moyens empruntés aux Russes tout ce qu'il avait exigé, et il partit sans vouloir attendre le prince Menchikof, qui aurait presque pu voir, en arrivant dans le Bosphore, la fumée du bateau à vapeur qui emportait le diplomate allemand dans la mer de Marmara. Il convenait également à l'Autriche et à la Porte Ottomane que les représentants des deux empereurs ne se trouvassent pas ensemble sur les rives du Bosphore. Les Autrichiens auraient semblé devoir leur succès à une nouvelle intervention des Russes, et le comte de Linange n'aurait pas pu refuser, s'il fût demeuré à Péra, de se joindre au prince Menchikof

dans ses demandes et ses attaques contre le divan.

Une plume habile [1] a raconté toutes les péripéties de la mission du prince Menchikof et le rôle si considérable joué dans ce grand drame diplomatique par lord Stratford de Redcliffe et Rechid-Pacha, à qui revient l'honneur d'avoir démontré avec évidence la nécessité où était l'Europe de résister par le glaive à la Russie. Les conséquences qu'allait entraîner cette démonstration pour la Turquie même n'étaient plus douteuses. La guerre devenait inévitable, et c'était sur les Principautés qu'elle allait peser d'abord, replaçant ainsi en présence Omer-Pacha et les généraux russes sur un théâtre où ils s'étaient déjà connus.

II

On sait que les Principautés furent envahies plusieurs mois avant la déclaration de guerre. Dès le mois de décembre 1852, les hospodars avaient de justes motifs de craindre une occupation, et au mois de mars 1853 les appréhensions croissantes du prince de Valachie lui dictèrent une lettre à Rechid-Pacha, alors hors des affaires, mais toujours regardé comme un ministre nécessaire, dans laquelle il lui conseillait de préférer l'amitié de la cour de Pétersbourg à celle de l'Occident.

[1] M. Eugène Forcade.

Vers le 20 mai 1853, on sut à Bucharest que les troupes russes, concentrées le long du Pruth, avaient terminé tous leurs préparatifs pour le passage de cette rivière. La plus pénible agitation régnait à Bucharest et à Jassy dans les régions du pouvoir, et les inquiétudes du prince Stirbey furent vivement augmentées par la question que lui adressa un diplomate étranger, qui lui demanda quelle marche il comptait suivre, comment il espérait concilier ses obligations envers le protecteur avec ses devoirs envers le suzerain. Il crut ne devoir faire aucune réponse, mais ces simples paroles dessinèrent à ses yeux les difficultés de sa situation avec une netteté qu'elles n'avaient peut-être pas encore dans son esprit, elles déchirèrent un voile qu'il se plaisait à épaissir. Au milieu des incertitudes qui le troublaient, l'hospodar se décida à envoyer à Jassy, — pour féliciter sur sa convalescence le prince Ghika, qui avait été gravement malade, — son cousin, le colonel Nicolas Bibesco, en lui donnant l'ordre de voir ce qui se passait au delà du Pruth; mais le consul général de Russie, qui savait le peu d'intérêt que le prince Stirbey portait à son collègue de Moldavie, dont il avait à plusieurs reprises déclaré l'état incurable, et dont il avait même sollicité la succession provisoire à Constantinople, lui interdit cette attention inopportune, en s'engageant à lui faire connaître lui-même le moment où le premier bataillon russe passerait le Pruth.

Ce moment ne se fit pas attendre. Presqu'en même

temps on apprit à Bucharest le départ du prince Menchikof, puis la remise de l'ultimatum du comte Nesselrode, enfin le refus de la Porte. Il devint alors évident pour le prince Stirbey que les Principautés allaient devenir un gage entre les mains de la Russie. Il s'accommoda néanmoins de sa nouvelle et difficile position. Ayant reçu du prince Gortchakof l'ordre de prendre les mesures nécessaires pour l'approvisionnement des troupes impériales, qui se disposaient à occuper la Valachie, il répondit par des expressions de dévouement inutilement exagérées, au dire même de ses amis. En même temps il expédia le major Nicolesco vers les pachas ottomans commandant les districts riverains, pour les prier d'empêcher les bandes turques de passer le Danube. Le vassal du sultan traçait donc sur le territoire même de l'empire la limite où devaient s'arrêter les sujets de son suzerain! Dès que l'on connut à Bucharest le refus de la Porte Ottomane d'accepter l'ultimatum du cabinet russe, M. Khalchinski, consul général de Russie dans les deux Principautés, qui avait mérité la confiance entière de sa cour par son habileté, partit pour Kichenef, où était le prince Gortchakof, mais non sans laisser l'hospodar sous la surveillance de son propre directeur du département de l'intérieur [1]. Enfin le 27 juin le prince reçut du quar-

[1] Ce qui caractérise parfaitement cette époque et les acteurs qui y jouèrent un rôle, c'est que ce directeur fit savoir sérieusement à Kichenef qu'il avait surveillé l'hospodar, et qu'il l'avait surpris se rendant un soir mystérieusement et en habit de ville chez

tier général de Kichenef la nouvelle que les troupes allaient passer la frontière des Principautés, et fut averti en même temps d'avoir à organiser les approvisionnements qui n'étaient provisoirement demandés que pour une division.

L'armée russe passa le Pruth le 2 juillet sous les ordres du général en chef prince Gortchakof : elle était forte de 91,000 hommes et de 240 pièces de campagne ; il y avait 60,500 hommes d'infanterie, 17,640 de cavalerie, et 4,504 artilleurs. Elle avait en outre 92 pièces de siége et 1,738 artilleurs pour les servir [1]. Le parc des munitions, les équipages de ponts, l'intendance pour les subsistances et l'administration des hôpitaux avaient reçu l'organisation la plus parfaite qu'on pût leur donner alors en Russie et à une grande distance de la capitale de l'empire, le gouvernement impérial ayant mis à profit les années 1851 et 1852 pour compléter le quatrième et le cinquième corps, qui composaient l'armée du prince Gortchakof. Il y avait dans cette armée des régiments qui s'étaient mis en marche de la Finlande dès le mois de février, et qui étaient épuisés de fatigue en arrivant à Jassy.

Le consul général de Russie, revenu de Kichenef à

l'agent britannique ! Trop de zèle avait trompé l'honnête directeur, qui avait pris le secrétaire du prince pour le prince lui-même.

[1] Ces données sur l'effectif de l'armée d'occupation des Principautés diffèrent de celles que les Russes cherchaient alors à répandre en Europe, en représentant cette armée comme beaucoup moins forte qu'elle ne l'était réellement.

Bucharest avant l'arrivée du prince Gortchakof, communiqua au prince Stirbey une dépêche du comte de Nesselrode dont il avait déjà donné connaissance à l'hospodar de Moldavie, et ajouta qu'il y trouverait les indications les plus précises « sur la conduite qu'il aurait à tenir à l'égard de la Porte Ottomane. » La dépêche défendait entre autres choses toutes relations avec le ministère turc et Constantinople, et ordonnait la suspension du payement des tributs à la Porte. L'hospodar de Moldavie fit connaître immédiatement cette défense à Rechid-Pacha *avec la peine la plus sensible*, « afin, disait-il, que le grand vizir avisât dans sa haute sagesse et de la manière qu'il jugerait convenable. » Il fit en même temps part de sa démarche au prince Gortchakof, qui lui répondit par un silence significatif. L'hospodar de Valachie mit la dépêche du comte de Nesselrode dans son portefeuille, et se tut.

L'avant-garde russe, commandée par le général comte Anrep fit son entrée à Bucharest le 15 juillet 1853. Cette entrée fut solennelle, et le métropolitain bénit les troupes russes à leur défilé. Le prince Gortchakof fut reçu avec le même cérémonial, et l'hospodar, par ordre supérieur, lui fit la première visite[1]. A la fin du mois de juillet les forces russes, ayant leur

[1] L'hospodar Stirbey dut surmonter un profond découragement pour veiller au cérémonial de ces réceptions : au moment même où les Russes faisaient leur entrée, la nouvelle s'était répandue que la Porte allait inviter les hospodars à se démettre de leurs fonctions, vu leur empressement à se rendre aux réquisitions de l'armée envahissante.

quartier général à Bucharest, occupaient toute la ligne de Galatz à Giurgevo. Un corps de dix à douze mille hommes, sous les ordres du général Fischbach, avait été envoyé vers Slatina, sur l'Olto, et à Craoïva, chef-lieu de la petite Valachie, pour observer les mouvements des Turcs à Widdin. Les populations au milieu desquelles s'installaient ces troupes étaient plongées dans la stupeur ; elles se souvenaient des charges que leur avait imposées l'occupation de 1848-51. Les traces du premier séjour des Russes étaient à peine effacées, les moissons commençaient à reparaître dans les sillons dévastés, et déjà les lourds chariots de l'artillerie foulaient de nouveau les épis, les cavaliers cosaques ravageaient les champs de maïs, sans pitié pour la douleur des paysans roumains qui pouvaient s'écrier comme leurs ancêtres :

Barbarus has segetes!

A cette époque, la Turquie était à la merci d'un coup de main des Russes : elle n'avait à leur opposer en Bulgarie que dix-huit ou vingt mille hommes de troupes régulières depuis Matchin jusqu'à Widdin. Les fortifications de Routschouck, de Silistrie, de Choumla et de Varna étaient dans un état déplorable, le divan ne les ayant pas fait réparer depuis 1828[1]. Déjà les

[1] Ce n'est qu'à Widdin que toutes les redoutes étaient garnies de canons. A Choumla, il n'y avait que quinze canons pour six redoutes ; à Routschouk, il y avait des arsenaux, mais ils ne conte-

émissaires russes, qui travaillaient la population bulgare depuis des années, affirmaient que les rayas n'attendaient que le passage du Danube par l'armée impériale pour se soulever contre l'oppression des Turcs.

Il n'y avait en Turquie qu'un seul général qui fût en état d'organiser et de concentrer en toute hâte une armée capable de lutter contre une excellente armée russe commandée par les généraux les plus expérimentés[1]. Ce fut à Omer-Pacha, dont l'Autriche venait d'arrêter le bras au moment où il espérait porter des coups décisifs au Montenegro, que la Porte confia la défense de son empire contre l'agression des Russes.

Le général ottoman se mit aussitôt à l'œuvre et fit marcher les troupes turques de tous les points de la Turquie d'Europe : de Constantinople, d'Andrinople, de Monastir, de la Bosnie et de l'Herzégovine. En attendant l'arrivée de ces troupes en Bulgarie, il se rendit immédiatement à Choumla et ordonna la construction

naient que vingt canons. L'arsenal de Varna n'en contenait pas cinquante.

[1] Suivant l'expression même des feuilles de Saint-Pétersbourg, l'état-major du prince Gortchakof était en effet des plus brillants ; plusieurs des généraux les plus distingués de la Russie se trouvaient dans les Principautés. Le prince Gortchakof, appartenant à une des plus anciennes familles de l'empire, était le lieutenant préféré du prince Paskiévitch. Il avait sous ses ordres les généraux Lüders, Lipraudi, connus par leur audace, l'attachement qu'ils inspiraient aux soldats et leur habileté à les entraîner ; Buturlin, Pavlof, surnommé le Brave, Dannenberg, d'une intrépidité calme et doué d'un grand sens politique ; les princes Ourousof et Vasilchikof, noms auxquels la guerre de Crimée a ajouté un nouveau lustre.

de batteries pour la défense de Routschouck et de Silistrie. Un vaste camp retranché fut établi à Choumla même. Omer-Pacha était puissamment aidé dans ces travaux par les officiers prussiens qui depuis plusieurs années se trouvaient au service de la Porte, et surtout par le colonel Magnan, officier français d'un caractère plein de fermeté et d'une rare intelligence[1]; mais la meilleure défense de la Turquie n'était pas sur son propre territoire, elle était dans les vices de l'administration de l'armée russe. Trois mois ne s'étaient pas écoulés depuis que cette armée occupait les plaines du Danube, et déjà elle était incapable de tenter un mouvement agressif contre celle d'Omer-Pacha. Pendant que l'armée turque se renforçait en Bulgarie, celle du prince Gortchakof s'amoindrissait en Valachie; les dilapidations de l'intendance, ce cancer de l'empire russe, les chaleurs excessives de l'été de 1853, les exhalaisons malsaines des marais du Danube, qu'on ne s'inquiéta point d'éviter, la mauvaise nourriture des soldats, le désordre qui régnait au sein de l'abondance, toutes les causes de faiblesse d'une armée russe si connues et si souvent décrites, avaient mis dans l'armée du prince Gortchakof, au bout de trois mois, près de trente mille hommes hors d'état d'entreprendre une invasion de la Bulgarie. Une autre cause était venue d'ailleurs paralyser les mouvements du général en chef russe. L'em-

[1] Le colonel Magnan est mort en Crimée. Il n'a pas assez vécu pour son pays, mais il a laissé un nom en Orient.

pereur Nicolas pensait que le déploiement d'un appareil formidable obligerait les Turcs à céder et empêcherait la guerre elle-même; il croyait donc devoir se borner à la menace, quand il pouvait frapper un coup, sinon décisif, au moins terrible. C'était là une grave erreur, et quand la guerre fut devenue inévitable, ses moyens d'agression se trouvèrent momentanément diminués par les causes que nous venons de signaler, tandis que les moyens de défense des Turcs s'étaient augmentés.

A la fin de septembre 1853, Omer-Pacha avait réuni en Bulgarie soixante mille hommes. Sa situation était, il est vrai, très-difficile. Ce n'était pas seulement contre l'ennemi campé en face de lui qu'il avait à lutter, mais contre les généraux mêmes qui étaient placés sous ses ordres. Leur infériorité les rendait envieux, et l'envie prenait le masque du fanatisme. Les lieutenants d'Omer-Pacha exprimaient tout haut leur éloignement pour un chef qui était *giaour*. Le serdar était en lutte continuelle avec le *mejlis* (conseil de guerre), à qui appartenait exclusivement l'approvisionnement de l'armée, et qui, comme l'intendance russe, commettait des vols criants. Le ministre de la guerre avait adjoint à Omer-Pacha un état-major à la tête duquel était placé Ahmed-Pacha, mais cet état-major ne figurait que de nom. Rendu excessivement soupçonneux par les trahisons semées sur sa route, le serdar avait établi dans sa maison à Choumla une chancellerie composée d'une douzaine d'écrivains auxquels il dictait les instructions les plus minutieuses, qu'il adressait aux différents corps

d'armée, aux régiments et même aux bataillons. Ces instructions concernaient les mouvements, les approvisionnements, l'habillement des troupes, l'établissedes hôpitaux et des magasins. Il faisait mouvoir ses troupes, imposait aux divers régiments de continuels changements de résidence, et se servait de ces manœuvres compliquées pour dérouter ses propres généraux et les espions russes qui infestaient la Bulgarie. En vain M. Mavros, inspecteur général des quarantaines en Moldo-Valachie, s'évertuait-il à dresser des états de situation des forces ottomanes : chaque semaine, il fallait donner des états entièrement contraires à ceux qui avaient précédé. Tantôt l'armée d'Omer-Pacha était réduite à trente mille hommes, tantôt le double même de ce chiffre était dépassé. M. Mavros remplaçait les données exactes qu'il ne pouvait obtenir par des conjectures ; il croyait montrer beaucoup de pénétration et éviter toute erreur en acceptant pour vrai l'évaluation la plus faible. Le prince Gortchakof fut donc toujours mal renseigné sur le chiffre des troupes ottomanes, et jusqu'au grand conseil de guerre tenu à Varna entre le maréchal Saint-Arnaud, lord Raglan et le serdar, ce chiffre resta inconnu, Omer-Pacha ayant poussé la méfiance au point de ne pas même envoyer au ministère de la guerre à Constantinople le tableau détaillé de son ordre de bataille, que lui avait demandé à plusieurs reprises le séraskier Méhémet-Ali-Pacha, le seul des dignitaires turcs pour qui il témoignât de l'amitié.

Pour s'assurer de l'exécution de ses ordres multipliés,

le serdar employait seize aides de camp, presque tous officiers magyars ayant pris part à l'insurrection hongroise, et qui étaient entrés au service de la Turquie. Ces officiers montraient un grand zèle et un grand dévouement à la personne d'Omer-Pacha, et de plus une rare activité. Le seul homme qui pendant toute cette guerre ait joui de la confiance du généralissime ottoman et qui ait été chargé de l'ensemble des travaux de sa chancellerie a été le Polonais Wolski, connu sous le nom de colonel Rustem-Effendi, bien qu'il n'ait pas changé de religion.

Cependant la Porte avait déclaré la guerre à la Russie dans un grand conseil qui fut tenu le 27 septembre 1853, bien que la publication de son manifeste n'ait eu lieu que le 4 octobre suivant. D'après les ordres qu'il avait reçus de Constantinople, Omer-Pacha adressa le 8 octobre au prince Gortchakof une lettre pour le sommer d'évacuer les Principautés dans un délai de quinze jours. En même temps il dirigea de douze à quinze mille hommes sur Routschouk et une force égale sur Widdin. Le général en chef russe fit une réponse négative, mais modérée, tandis que ses lieutenants lui prêtaient le langage de Léonidas, et se prépara de son côté aux hostilités. Il lui importait d'avoir quelques bâtiments légers à Ibraïla; il donna l'ordre au commandant de la flottille qui se trouvait à Ismaïl de forcer le passage sous le canon d'Isaktcha, avec une partie de sa petite escadre. Isaktcha est un petit fort qui commande un bras du Danube, le seul où il y ait pendant la

saison des chaleurs assez d'eau pour remonter le fleuve. Ce fort n'était alors armé que de deux canons de petit calibre; deux bateaux à vapeur et une chaloupe canonnière russe forcèrent le passage avec une perte d'environ cinquante hommes. Le général Lüders, qui occupait sur la rive gauche du fleuve et presqu'en face d'Isaktcha le village de Satanof en Bessarabie, protégea de son artillerie le passage de la flottille sans atteindre le fort.

Malgré ce premier engagement, où les Russes avaient été les agresseurs, les ambassadeurs de France et d'Angleterre obtinrent de la Porte Ottomane que les hostilités seraient suspendues pendant un mois, et des ordres furent en conséquence expédiés dans ce sens aux commandants en chef des armées d'Europe et d'Asie. Omer-Pacha voyait pourtant la saison déjà avancée; il voulait en outre s'emparer d'un point stratégique sur le Danube pour empêcher toute communication de l'armée russe avec la Servie, où elle trouvait de grandes sympathies, et pour assurer son flanc gauche. Aussi ne tint-il aucun compte des ordres qu'il avait reçus de Constantinople, et commanda-t-il à Ismaïl-Pacha de passer le Danube de Widdin à Kalafat. Pour assurer le succès de cette manœuvre hardie ainsi que des travaux qu'il se proposait de faire à Kalafat, Omer-Pacha dirigea de vingt à vingt-cinq mille hommes sur Turtukaï, afin de faire une démonstration contre le centre de l'armée russe. Néanmoins, comme il avait eu soin de réunir à Routschouk une force égale, le prince

Gortchakof fut induit en erreur, et crut que le serdar voulait tenter le passage du Danube à Giurgevo. Le gros de l'armée russe fut donc échelonné sur la route de Bucharest à Giurgevo. Ainsi le prince Gortchakof semble s'être laissé tromper deux fois : il ne croyait pas que le but principal d'Omer-Pacha fût de s'établir dans la petite Valachie, où il n'avait envoyé qu'une division d'infanterie pour renforcer le général Fischbach, et il se portait sur Giurgevo, tandis que le serdar allait faire une descente à Oltenitza. Peut-être le généralissime russe n'avait-il pas de forces suffisantes pour empêcher les Turcs de s'établir soit dans la haute, soit dans la basse Valachie.

Dans la nuit du 2 novembre 1853, le serdar fit occuper l'île située en face de Turtukaï, au confluent de l'Ardgis et du Danube, par des soldats d'infanterie et y fit élever des batteries. Le lendemain, ses troupes s'installèrent dans le bâtiment de la quarantaine, au pied du village même d'Oltenitza, sur la rive gauche du Danube. Le prince Gortchakof n'attachait d'abord aucune importance à l'occupation de ces points par les Turcs; mais le jour suivant, ayant appris que des travaux considérables avaient été exécutés par eux, il donna l'ordre au général Dannenberg, commandant le quatrième corps, de rejeter les Turcs de l'autre côté du Danube. Ce fut le général de division Pavlof qui fut chargé de cette opération. Il avait sous ses ordres la brigade du général Ochterlone, composée de huit bataillons d'infanterie, d'un régiment de hulans, et de douze bouches à feu.

Le village d'Oltenitza est situé sur une longue colline entre l'Ardgis et le Danube. De ce village jusqu'au bâtiment de la quarantaine s'étend une plaine d'une portée et demie de canon, bordée à droite, du côté de l'Ardgis, par des broussailles et un marais [1]. En vingt-quatre heures, les Turcs avaient élevé des parapets au delà du bâtiment de la quarantaine, entre l'Ardgis et le Danube, et les avaient armés de huit pièces de canon ; mais ces travaux n'étaient pas encore achevés au moment où commença l'attaque des Russes. De chaque côté du Danube et de l'Ardgis, il restait un intervalle qui pouvait être franchi par cinquante soldats de front. Le 4 novembre au matin, les forces russes, s'élevant à neuf mille hommes environ, marchèrent à l'attaque de ces travaux inachevés des Turcs, qui n'avaient à leur opposer sur la rive valaque du Danube que trois mille quatre cent quarante-six hommes. Dans ce nombre, il est vrai, outre cent vingt cavaliers, on comptait deux cents chasseurs formés à l'instar de ceux de Vincennes, et qui avaient été exercés par un brave officier français, d'Anglars, mort depuis en Crimée. Omer-Pacha, placé sur une colline près de Turtukaï, sur la rive droite du Danube, ayant à ses côtés l'habile et audacieux général espagnol Prim, observait les mouvements de l'ennemi. Le serdar craignait beaucoup que ses troupes, dont il connaissait l'exaltation, et qui

[1] C'est de ce point que le général Roth passa le Danube en 1829, avec quarante mille hommes.

se trouvaient pour la première fois en face des Russes, ne montrassent trop de précipitation : il avait donc ordonné à ses officiers de laisser approcher l'ennemi jusqu'à portée de fusil. Ses ordres furent exécutés avec une grande précision et un admirable sang-froid ; mais aucun pacha ne fut présent pendant le combat : ils s'étaient tous furtivement retirés à Turtukaï, et l'honneur de la journée resta tout entier au colonel Osman-Bey. Les Russes marchèrent à l'assaut sur trois colonnes, et les Turcs ne répondirent à leur canonnade que par l'artillerie qu'ils avaient dans l'île située en face de Turtukaï. Quand les Russes furent à soixante pas des parapets, les Turcs les reçurent avec la mitraille et la fusillade la mieux nourrie. Les chasseurs ne visaient que les officiers. Le choc fut terrible. Au bout de dix minutes, tous les colonels et tous les majors russes étaient tués ou blessés, et l'effectif des officiers du tsar réduit à tel point, que le régiment de hulans était hors de combat. Le général Ochterlone, Ecossais d'origine, racontant cette affaire quelques jours plus tard au consul général d'Angleterre à Bucharest, avouait que pendant dix minutes la stupéfaction de ses troupes avait rendu tout commandement impossible, et qu'il regardait comme un miracle d'être revenu sans blessure. Les Russes laissèrent près de quatre mille hommes morts ou blessés sur le champ de bataille. L'état-major russe, frappé de consternation, porta à quarante mille hommes l'effectif de l'armée turque à Oltenitza ; on craignit même un moment de voir

Omer-Pacha à Bucharest, où rien n'aurait pu l'empêcher de faire une pointe. Les ministres valaques (le prince était parti) vinrent trouver le consul général de France et le prier de leur prêter son appui et sa protection auprès du serdar dans le cas où il entrerait à Bucharest : ils se reconnaissaient coupables envers le sultan et redoutaient la colère du vainqueur. La plus grande confusion régnait dans les ordres du prince Gortchakof. Ce désastre refroidit l'enthousiasme des soldats russes et tempéra la jactance de leurs officiers [1]. Telle était l'étrange confiance des troupes du tsar dans leur fortune, qu'après cinq mois de séjour à Bucharest, rien n'était préparé dans les hôpitaux pour le traitement des hommes atteints par le fer de l'ennemi. La charpie, les bandages, les objets les plus nécessaires manquaient entièrement, et les malheureux blessés restèrent abandonnés pendant quatre ou cinq jours avant de recevoir les premiers soins ; il n'y eut pas même d'exception pour les officiers, dont quelques-uns se plaignirent amèrement [2]. La population de Bucharest, à l'exception de quelques grands fonctionnaires et de l'entourage de l'hospodar, salua avec bonheur le triomphe des Turcs. La conduite inintelligente des

[1] C'est à la suite du combat d'Oltenitza que les officiers russes revêtirent, les jours de bataille, la capote de soldat.

[2] Les Polonais surtout, qui étaient en grand nombre dans la cavalerie russe, murmuraient hautement. « On nous fait tuer, disaient-ils, pour rendre le saint-sépulcre aux Grecs ; mais l'empereur devrait d'abord nous rendre nos églises et nos couvents, dont on a fait des granges et des magasins. »

agents russes, l'imprévoyance de leurs généraux, et l'alliance de la Porte avec les puissances occidentales avaient rendu les Turcs populaires. La paix et leur récente intervention ont fait disparaître cette popularité passagère.

A la suite de la retraite d'Oltenitza, le prince Gortchakof donna ordre au général Osten-Sacken, qui commandait le troisième corps d'armée, réparti dans la Bessarabie et dans la Russie méridionale, de lui envoyer des renforts dans les principautés. Lui-même, il se porta avec quarante mille hommes, qu'il avait réunis de divers points, et dont les pluies torrentielles avaient retardé la marche, sur Oltenitza, afin d'attaquer de nouveau les Turcs; mais il se contenta d'observer leurs mouvements. Le 12 novembre, Omer-Pacha, voyant que le Danube grossissait, ramena ses troupes des positions qu'elles occupaient, et les fit repasser sur la rive droite. On fit ensuite par ses ordres une descente dans l'île de Mokan, située à une demi-lieue en aval de Giurgevo, et qui devint pendant tout l'hiver le théâtre de continuelles escarmouches.

III

Pendant qu'Omer-Pacha absorbait l'attention du prince Gortchakof par son coup de main hardi sur Oltenitza, Ismaïl-Pacha passait sans aucun obstacle de Widdin à Kalafat et s'y établissait. La campagne, ainsi

commencée, promettait d'être rude, et il importait aux Russes d'avoir entre leurs mains les rênes de l'administration des Principautés. Déjà quelques mesures avaient préparé, à Bucharest comme à Jassy, l'installation d'un nouveau pouvoir. Il fallut procéder sans plus de retard à cette installation. En ordonnant aux hospodars, le 15 juin 1853, de suspendre le payement du tribut à la Porte, la Russie n'ignorait certainement pas les conséquences de la conduite qu'elle leur imposait. Sans que la Russie désirât l'éloignement immédiat des hospodars, elle ne pouvait se dissimuler qu'il était de son intérêt de faire dans les Principautés ce qu'elle avait fait en 1806, lorsqu'elle avait retiré le pouvoir au prince Ypsilanti, qui lui était cependant tout dévoué, et en 1828, lorsque l'hospodar Grégoire Ghika s'était retiré devant l'armée d'occupation. Néanmoins la Russie voulait éviter l'initiative d'une pareille mesure, odieuse de la part d'un gouvernement protecteur : elle voulait que la Porte Ottomane fût amenée à se prononcer la première au nom de son autorité méconnue. Fidèle à ses instructions, le prince Gortchakof souleva pour le prince Stirbey un des coins du voile qui couvrait les projets de la cour protectrice. L'hospodar, mis en demeure de provoquer sa destitution par une résistance ouverte à la Porte, voulut un ordre écrit, et mit en œuvre pour l'obtenir toutes les finesses de la diplomatie. Les agents russes refusèrent d'engager ainsi leur gouvernement, et on vit alors l'hospodar les menacer de partir, non pour satisfaire la Russie, mais pour don-

ner un témoignage d'obéissance à la Porte. Il résolut ensuite de porter la question devant le gouvernement russe lui-même. Il présenta au consul général de Russie une lettre adressée au comte de Nesselrode et annonçant son prochain départ [1], lettre que le consul jeta sur la table en déclarant qu'il ne se prêterait jamais à servir d'intermédiaire pour faire connaître une décision hostile à la Russie. L'hospodar, décidé à rompre la glace, envoya la lettre le lendemain au prince Gortchakof, en le priant de la faire parvenir à son adresse. S'il espérait ainsi faire fléchir l'inexorable taciturnité officielle qui lui refusait l'ordre écrit qu'il sollicitait, il se trompa. Le prince Gortchakof pressa dès lors l'hospodar de se prononcer; il refusa même l'invitation à dîner que lui adressait Stirbey, disant qu'il ne pouvait l'accepter tant qu'il ne saurait pas s'il avait affaire à un ami ou à un ennemi de la Russie. La lettre au comte de Nesselrode fut cependant expédiée, et l'hospodar effrayé voulut alors lui en faire parvenir une seconde pour rétracter la première. Le prince Gortchakof refusa de faire parvenir cette nouvelle lettre avant que le divan *ad hoc* convoqué par le prince Stirbey ne se fût prononcé sur le parti à prendre [2]. La Porte prit enfin une décision.

[1] En date du même jour, le prince écrivait à Rechid-Pacha pour lui annoncer son intention de rester; c'est du moins ce qui fut divulgué par une personne de son intimité.

[2] On sait que dans cette occasion le divan valaque n'avait aucun droit au rôle que l'hospodar lui confiait, et qu'il s'attribua sans souci pour la dignité du sultan, à qui cette assemblée se permit même de faire des représentations. Dans son opinion, la Porte

Elle permit, on le sait, aux hospodars [1] de rester tant qu'ils seraient en mesure de faire respecter les attributions essentielles de l'autorité du pouvoir suzerain. L'échéance du tribut arriva le 13 octobre. Le prince Stirbey ne paya pas et prétendit rester. Il fallut alors que la Russie intervînt, et le gouvernement du tsar dut lui donner à entendre qu'il était temps qu'il se retirât. Le prince Gortchakoff, tout en lui faisant à ce sujet une ouverture non équivoque, apporta assez de ménagements dans ses communications pour laisser à l'hospodar Stirbey les apparences de la liberté du choix. Celui-ci comprit le sens des paroles qui lui étaient adres-

n'avait point le droit de prononcer seule la déchéance des hospodars. On représentait d'ailleurs au prince que la Russie était forte et qu'il n'était pas sans péril pour lui de traverser ses desseins. Une disgrâce, en le frappant, rejaillirait dans l'avenir sur sa famille. Au contraire, en se déclarant ouvertement pour la Russie, il n'avait que des faveurs à attendre de ce côté ; son avenir et celui des siens était assuré, car le cabinet de Saint-Pétersbourg n'abandonne jamais ceux qui ont servi avec dévouement sa politique. — « Que peut la Turquie dans les Principautés ? disait-on « encore au prince de Valachie. Quelle récompense peut-elle « offrir à la fidélité ? N'est-ce pas, au contraire, en bravant son « autorité que Méhémed-Ali, Milosch Obrenowitch, George le « Noir, qui n'étaient au début de leur carrière que des rebelles « fameux, ont obtenu, de la puissance même dont ils avaient mé- « connu l'autorité, des honneurs, des dignités, le pouvoir qu'ils « n'auraient jamais gardé s'ils étaient restés fidèles ! Il n'y a donc « rien à espérer ni à craindre de la Porte. »

[1] L'hospodar de Moldavie avait accueilli respectueusement la sommation de la Porte, en disant seulement qu'il croyait devoir soumettre la question à un nouvel examen du gouvernement ottoman. Il finit par se retirer, mais après avoir montré plus de franchise que le prince de Valachie.

sées : il ne demanda que deux concessions, la première qu'on voulût bien soustraire encore pour quelques jours le fait de sa retraite à la publicité, la seconde qu'on lui permît de se retirer sous le prétexte d'un voyage en Autriche et en remettant *provisoirement* les rênes du pouvoir au conseil administratif. L'hospodar savait que l'opinion publique à Bucharest saurait gré aux Russes de délivrer la Valachie d'un gouvernement impopulaire : il voulait éviter le spectacle pénible de la satisfaction causée par son départ. Ses deux demandes lui furent accordées, et une pension de 1,000 ducats par mois fut allouée à chacun des hospodars [1]. Le prince Stirbey s'empressa alors d'écrire à Rechid-Pacha une lettre en date du 13 octobre, dans laquelle il représentait sa décision de quitter le pays comme dictée par la conviction qu'il avait acquise de ne pouvoir remplir ses devoirs envers la Porte. Cette lettre se terminait par la prière que l'hospodar faisait à Rechid-Pacha de

[1] Le premier terme de la pension allouée par la Russie à l'hospodar Stirbey n'échut qu'en 1854, car l'hospodar avait touché d'avance le dernier trimestre de sa liste civile pour 1853. Quelques difficultés étant survenues à Bucharest sur le mode de payement en or ou en argent de cette pension, le prince déclara qu'il y renonçait au profit de son pays. Ce généreux sacrifice fut néanmoins sans résultat pour la Valachie, et l'hospodar, de retour à Bucharest en octobre 1854, préleva, d'après les comptes présentés au divan *ad hoc* en 1855, une somme ronde de 1,062,281 piastres 31 paras pour 1854, tandis que le pays n'aurait dû avoir à dépenser que 785,333 piastres 13 paras, représentant les huit premiers mois de la pension de l'hospodar en 1854 et les quatre derniers de sa liste civile.

déposer aux pieds de sa majesté le sultan l'hommage respectueux de son sincère dévouement et de son inviolable attachement à son auguste personne. La retraite des hospodars étant ainsi un fait accompli, le baron Budberg fut nommé gouverneur général des Principautés ; il eut sous ses ordres en Valachie le consul général et conseiller d'État Khalchinski, et en Moldavie le prince Orousof.

Cependant l'armée russe, au moyen d'une partie du troisième corps d'armée, avait réparé ses vides et avait été portée à quatre-vingt-dix mille hommes, dont vingt-quatre mille de cavalerie; elle disposait de trois cent cinquante bouches à feu. L'armée turque avait aussi été considérablement augmentée, et Omer-Pacha se trouvait à la tête de forces qui égalaient presque celles de l'ennemi. Il commença donc à harceler les Russes tout le long du Danube, et à faire des descentes à l'improviste à Kalarache, à Mokan, à Giurgevo, à Zimnitza, à Tournou et à Islas. Ces descentes étaient reçues vigoureusement par les Russes, et les pertes étaient presque toujours égales, mais elles tenaient l'armée ennemie dans une constante alerte, et mettaient le général en chef dans l'obligation de diviser ses forces. Le plan d'Omer-Pacha s'exécutait avec une suite et une fermeté qui lui font honneur, et qui en Allemagne et parmi les généraux russes mêmes, qui avaient deviné ses intentions, ont été l'objet d'une juste admiration. Il s'était retiré avec le gros de son armée dans le camp retranché de Choumla, et il avait fait passer un corps de près de

trente mille hommes à Kalafat, où les Turcs avaient élevé de vastes et formidables fortifications. L'établissement des Turcs à Kalafat et la forte position qu'ils s'y étaient faite inquiétaient l'armée russe et dérangeaient les plans du prince Gortchakof, qui projetait une campagne en Bulgarie pour le printemps de 1854; de plus ses desseins sur la Servie, dont il espérait beaucoup, étaient traversés. Le général en chef russe se décida donc à prendre Kalafat, et dirigea contre ce village, devenu une place forte entre les mains des Turcs, trois divisions d'infanterie, six batteries légères, douze batteries de gros calibre, quatre régiments de cavalerie et huit régiments de cosaques, en tout de quarante à quarante-cinq mille hommes qui devaient cerner et attaquer le camp retranché et très-étendu des Turcs. Cette force considérable, dont on connut bientôt la composition et le nombre dans le camp des Turcs, les remplit d'inquiétude, parce que ceux qui étaient à Kalafat ne s'étaient pas encore mesurés avec les Russes, et que l'effet moral produit par le combat d'Oltenitza s'était déjà affaibli. Les avant-postes turcs étaient dans des alarmes constantes. Pour faire cesser cette fâcheuse situation, Omer-Pacha appela Iskender-Bey à commander les avant-postes. Le lieutenant qui avait franchi avec tant d'audace et de bonheur les défilés de l'Herzégovine habitua peu à peu la cavalerie turque et les bachi-bouzouks, non-seulement à ne pas craindre les lances des cosaques, mais à prendre l'offensive alors même que l'ennemi était supérieur en nombre. Isken-

der-Bey, qui parle parfaitement le turc et qui s'est complétement identifié avec la vie et les habitudes de l'Orient, parvint à organiser des régiments de bachi-bouzoucks et à les soumettre à la discipline militaire. C'est jusqu'à ce jour la seule tentative de ce genre qui ait réussi, et Iskender-Bey est le seul qui ait transformé ces bandes sauvages et à demi nues en soldats réguliers. A la tête de ses cavaliers, Iskender-Bey harcelait les Russes sur tous les points de leur ligne, et tombait quelquefois même au milieu de leur cantonnements, a Tchoupercheni, à Poyana, à Skripéty ; ses bachi-bouzouks répandirent bientôt la terreur parmi les cavaliers russes, qui peu de temps auparavant méprisaient ces hordes indisciplinées.

Dans la plaine de Kalafat, à droite de la route qui mène de ce petit bourg à Radovan, où se trouvait le quartier général de l'armée russe, est situé le village de Tchetaté, sur des collines qui s'élèvent à une distance de cinq ou six lieues de Kalafat et à une lieue du Danube. L'aide de camp général Anrep, un des plus brillants officiers de l'armée russe, se servit habilement de cette position pour tendre aux Turcs un piége qui, sans leur bravoure, leur aurait été fatal. Une division d'infanterie russe prit position à Tchetaté et établit une batterie sur une colline qui domine la plaine devant ce village. Ismaïl-Pacha, commandant de la garnison de Kalafat, inquiet de voir les Russes s'établir sur son flanc gauche, appréhendant de les voir descendre le Danube pour prendre Kalafat à revers et le cerner, se

décida à sortir de son camp retranché et à marcher contre la position de Tchetaté. Le 6 janvier 1854, douze bataillons d'infanterie, trois régiments de cavalerie et quatre bataillons d'artillerie, sous les ordres d'Ismaïl-Pacha, d'Ahmed et de Mustafa-Pacha, attaquèrent de bon matin les Russes rangés en bataille devant le village. Après un combat d'une heure, l'infanterie russe plia ; Iskender-Bey fit une charge de cavalerie, pénétra dans le village et sabra les artilleurs jusque sur leurs pièces. L'artillerie russe, ayant perdu presque tous ses chevaux, laissa dix canons au pouvoir des Turcs. L'infanterie se rallia derrière le village, protégée par les tranchées et par la batterie établie sur la colline, et un nouveau combat très-meurtrier s'engagea. Les Russes furent encore enfoncés et se retirèrent avec précipitation ; mais Ismaïl-Pacha, Mustafa-Pacha et Iskender-Bey furent blessés, et l'hésitation se mit dans les rangs des Turcs ; néanmoins ils se préparaient à poursuivre vivement les Russes, lorsqu'une colonne forte de deux régiments d'infanterie, sous les ordres du colonel russe Baumgartner, qui avait été lancée par les ordres de l'aide de camp général Anrep, prit les Turcs à revers et leur coupa la route de Kalafat. Les Turcs, voyant le danger qui les menaçait, abandonnent Tchetaté, se pressent en colonnes serrées et se précipitent avec une indomptable énergie sur l'ennemi, dont ils enfoncent les rangs à la baïonnette. Les Russes sont dispersés, et les Turcs regagnent Kalafat, emportant leurs morts et leurs blessés, ceux des Russes, et des milliers de fusils

et de gibernes. Faute de chevaux, ils ne purent enlever les pièces russes, qu'ils enclouèrent. C'était la première fois que les Turcs se battaient à l'arme blanche contre les Russes et avec une vigueur qu'aiguillonnait la certitude d'une destruction totale, s'ils n'avaient pas réussi à passer au travers des rangs ennemis. Les Russes eurent dans cette journée près de cinq mille hommes hors de combat, et de ce jour-là ils se bornèrent à des démonstrations qui ne furent pas suivies d'attaques, bien que le prince Gortchakof eût annoncé publiquement à Bucharest qu'il avait ordre de prendre Kalafat coûte que coûte, et de jeter les Turcs dans le Danube.

En Bulgarie cependant, Omer-Pacha avait à lutter avec des difficultés intérieures plus redoutables peut-être que les attaques des Russes. Le ministre de la guerre Méhémet-Ali-Pacha excitait le fanatisme musulman. Des volontaires arrivaient par milliers du fond de l'Asie et des déserts de l'Arabie. Chaque jour, on pouvait voir ces hordes barbares, avec leurs coiffures étranges, armées de vieux tromblons ou d'énormes pistolets, la ceinture chargée de larges poignards, de yatagans d'une longueur demesurée, traverser les rues de Constantinople, défiler sous les yeux du ministre de la guerre, sur la vaste place du séraskiérat, et se rendre aussitôt à l'armée d'Omer-Pacha. Sans solde, ne recevant qu'un pain par jour pour toute nourriture, n'obéissant qu'aux ordres du chef de leur tribu, ces volontaires infestaient toute la Bulgarie et étaient devenus la terreur des musulmans comme des chrétiens

de cette vaste province. Parmi leurs chefs se distinguait une princesse kurde à la tête de sa tribu. Elle était vêtue et armée comme un homme, et aucun voile ne cachait des traits qui malheureusement ne gagnaient rien à se montrer, et où ne se peignait que l'intrépidité. C'était une Clorinde presque noire, sans beauté et sans distinction. Elle n'attirait guère que les regards des Européens, les Orientaux affectant de ne témoigner ni surprise ni curiosité. Le correspondant du *Times* s'étant approché pour la lorgner, elle cracha sur lui. En 1850, j'avais connu à Bucharest une héroïne magyare plus poétique que cette princesse kurde : elle s'appelait Ferroh ; elle avait servi comme officier dans l'armée insurrectionnelle hongroise et avait reçu plusieurs blessures. Elle avait suivi dans les rangs son père et son frère, qui passèrent ensuite dans l'armée ottomane en Bulgarie. Son courage, sa beauté mâle, bien qu'un peu commune, avaient frappé l'imagination des Turcs, et plusieurs pachas avaient cherché, par des offres considérables, à la faire entrer dans leur suite. Omer-Pacha lui avait fait offrir à plusieurs reprises de prendre du service avec le grade et la paye d'officier. Il avait aussi vivement pressé l'intrépide magyare de quitter au moins momentanément le sabre pour des ornements plus appropriés à son sexe ; mais elle avait toujours énergiquement repoussé toutes les offres. Le mari de cette héroïne servait dans l'armée autrichienne ; il avait peut-être contribué à en faire une rebelle. Il était intéressant d'entendre raconter la guerre de Hongrie

par cette femme; elle assurait avoir vu dans les rangs des insurgés plus de six cents jeunes filles du peuple et seize femmes du monde qui servaient comme officiers. La passion et le patriotisme donnaient à son langage de la couleur et de l'élévation.

Malgré l'intérêt qui s'attachait aux volontaires de toute nation réunis sous les drapeaux d'Omer-Pacha, le serdar ne pouvait fermer les yeux sur les violences qu'ils commettaient chaque jour. En vain il écrivit plusieurs fois à Constantinople pour qu'on ne lui envoyât plus des auxiliaires aussi incommodes; en vain, à la demande de lord Stratford de Redcliffe, un firman du sultan menaça des punitions les plus sévères les auteurs des désordres commis en Bulgarie : Omer-Pacha ne pouvait parvenir à discipliner ces bandes sauvages, qui, au printemps de 1854, atteignaient le chiffre de cinquante mille hommes.

Les *rédifs* [1], convoqués de tous les points de l'empire, venaient aussi renforcer l'armée d'Omer-Pacha. Depuis l'ouverture de la guerre jusqu'à l'entrée des Russes en Bulgarie, au mois de mars 1854, Omer-Pacha avait reçu successivement soixante-dix mille hommes de troupes régulières, soixante mille rédifs et cinquante mille bachi-bouzouks, en tout cent quatre-vingt mille combattants. Mais quel était l'état de cette armée? Les hommes étaient sans solde, les uns depuis six mois, les

[1] On appelle ainsi la réserve, qui se compose de soldats ayant déjà servi sous les drapeaux, et qui, retirés dans leurs foyers, peuvent être convoqués en temps de guerre.

autres depuis dix; ils étaient déplorablement mal vêtus, et Omer-Pacha demandait inutilement à Constantinople de nouveaux habillements pour ses troupes. Riza-Pacha, qui avait succédé comme séraskier à Méhémet-Ali-Pacha, et qui s'était fait une grande réputation comme organisateur de l'armée ottomane, passait pour un ennemi d'Omer-Pacha, et lui répondait froidement que le drap ne manquait pas en Bulgarie. Les escarmouches avec les Russes sur le Danube et les campements pendant un hiver rigoureux dans la neige, sur les bords du fleuve, avaient occasionné un grand nombre de maladies parmi les Turcs. On avait établi des hôpitaux, des médecins étaient venus de tous les points de l'Europe; mais les médicaments manquaient ou étaient pour la plupart falsifiés [1]. Le général en chef voyait avec effroi son armée dépérir sous ses yeux. Il se décida donc à écrire directement au sultan, pour lui exposer, dans son affreuse vérité, le triste état de cette armée, et le conjurer de prendre des mesures sérieuses afin d'y remédier, ou de daigner accepter sa démission. Sans se concerter avec ses ministres, sans prendre con-

[1] Lorsque le ministère de la guerre d'Angleterre envoya un médecin en chef des armées en Bulgarie pour étudier les maladies de ce pays en prévision de la campagne que les Anglais se préparaient à faire, ce médecin demanda à Omer-Pacha : « Quelle est donc la maladie qui ravage vos troupes?—C'est, répondit le serdar, *Della Suda*.—Quel est ce nom ? dit l'Anglais étonné.—C'est celui du pharmacien fournisseur des médicaments pour nos hôpitaux. » Nous laissons au serdar la responsabilité de ce jugement; nous ne faisons que raconter,

seil de personne, le sultan nomma Omer-Pacha *serdar-ekraem* (généralissime de toutes les armées ottomanes en Europe), et lui envoya, sur sa cassette privée, 60 millions de piastres pour payer l'arriéré de ses troupes.

Aux approches du printemps de 1854, les Russes se préparèrent à exécuter le plan de campagne projeté pour l'invasion de la Bulgarie. Le prince Paskiévitch fut désigné pour prendre en personne le commandement suprême. Tout le troisième corps d'infanterie, les réserves des troisième, quatrième et cinquième corps d'armée, les régiments de dragons et les remplaçants pour tous les régiments étaient arrivés sur le théâtre de la guerre. Depuis Ismaïl jusqu'à Kalafat, l'armée russe comptait cent trente-sept mille sept cent soixante-dix hommes d'infanterie, trente-cinq mille hommes de cavalerie, cinq cent vingt bouches à feu, avec dix mille cinq cent soixante-dix artilleurs. En tout, avec les parcs de munitions, les équipages de ponts, les employés des transports et de la chancellerie, le prince Gortchakof commandait le long du Danube une armée de cent quatre-vingt-onze mille neuf cent quarante-huit hommes, sous la direction suprême du prince de Varsovie.

D'après des ordres venus de Saint-Pétersbourg [1], la

[1] En donnant ces ordres, on avait eu égard aux conseils d'un diplomate adjoint au consul général Khalchinski, vice-président du conseil administratif en Valachie, M. de Fonton, alors conseiller d'ambassade à Vienne, bien connu par une mission remplie en

plus grande partie des troupes russes qui se trouvaient en petite Valachie furent ramenées en deçà de l'Olto. On ne laissa devant Kalafat qu'un petit corps d'environ quinze mille hommes commandés par le général Liprandi. Toutes les forces russes, à l'exception de ce petit corps du général Liprandi, furent concentrées sur trois points: Kalarache, Braïla et Ismaïl. De ces trois positions, on menaçait les Turcs d'un passage du Danube.

Cette difficile opération commença le 22 mars sur deux des points indiqués. Le prince Gortchakof, qui se trouvait à Braïla, dirigea en personne le passage et l'attaque contre Matchine; le général Ouchakof fut chargé du passage d'Ismaïl à Toultcha. A six heures du matin, les Russes jetèrent les ponts au-dessus de Braïla, vis-à-vis de Gitschel et au-dessus de Matchine, sous la protection de deux bateaux à vapeur et de leurs chaloupes canonnières. Les fortifications de Matchine étaient en très-mauvais état; la garnison n'était que de trois mille hommes. Le passage ne pouvait donc pas être longtemps disputé aux Russes. Néanmoins des pertes si sensibles leur furent causées par les tirailleurs turcs et par une batterie placée devant Matchine, qu'ils ne

Servie, durant l'année 1853, à la satisfaction de sa cour, et par ses tendances à ménager l'Autriche. M. de Fonton était retiré à Tchorani, village de la petite Valachie, d'où il suivait les événements militaires et politiques, et d'où il écrivit à son gouvernement sur la nécessité de faire repasser l'Olto au gros des corps qui occupaient la petite Valachie, afin de ne pas causer de mécontentement à la cour de Vienne, qui voyait d'un mauvais œil tout ce qui pouvait agiter la Servie.

purent achever leurs travaux le même jour. Le lendemain 23 mars, la canonnade recommença vivement contre la ville de Matchine, et dans l'après-midi une partie de l'armée russe débarqua sur le territoire bulgare. En même temps le général Lüders parvenait à jeter un second pont au-dessus de Galatz, à Zatoka, et à effectuer le passage du fleuve. La faible garnison de Matchine continuait cependant à résister aux Russes, dix fois plus nombreux, et le prince Gortchakof, qui a conquis une si juste renommée lors du siége de Sébastopol et par son évacuation de cette ville, mais qui dans la campagne du bas Danube a montré une grande indécision, causée par les ordres divergents de sa cour et par une politique beaucoup moins belliqueuse au fond qu'elle ne le paraissait, remit l'assaut de la forteresse au lendemain, malgré les pressantes instances du général Schilder, récemment arrivé au quartier général, qui ne voulait pas que l'on donnât aux Turcs le temps de se retirer. Ce qu'avait prévu le général Schilder arriva, et le 24 au matin, une députation de Bulgares vint annoncer au général en chef que la garnison turque avait quitté Matchine dans la nuit.

Dans cette expédition contre Matchine figuraient cinq mille *stavrophores* (croisés) qui avaient été levés et formés en corps dans les Principautés par les soins des autorités russes et moldo-valaques avec les souscriptions des hégoumènes des couvents et des riches propriétaires grecs. Ce corps, levé ostensiblement pour défendre la religion chrétienne contre les musulmans, et dont la

véritable destination était de fomenter des insurrections parmi les chrétiens de la Turquie, portait une coiffure sur laquelle brillait la croix. Il n'était en réalité composé que d'aventuriers grecs, bulgares, serbes, bohémiens, petits marchands ruinés, domestiques chassés, cuisiniers sans place, réunis par l'espoir du pillage ou l'attrait des vengeances personnelles. Ces croisés parcouraient les rues de Bucharest montés dans des *birges* (petites calèches), faisant retentir la ville de coups de pistolet et répandant la terreur parmi la population, La police fut même obligée de défendre aux habitants de Bucharest de sortir le soir pendant les offices du carême, parce qu'elle ne répondait pas de pouvoir empêcher les désordres et les violences. Dans les villes de district et les villages, les *stavrophores* commettaient les plus horribles excès, pillant et violant quand la population n'avait pas réussi à fuir et à emporter tout ce qu'elle avait de précieux. Tels étaient les défenseurs de la foi orthodoxe que les Russes n'avaient pas craint de prendre à leur service, et parmi lesquels s'étaient enrôlés comme officiers ou avaient figuré comme souscripteurs quelques-uns des fonctionnaires valaques ou des affidés de l'administration précédente. Les cinq mille *stavrophores* qui avaient passé sur le territoire bulgare avec le prince Gortchakof commirent tant d'excès en entrant dans Matchine, envers leurs propres coreligionnaires, que dès le lendemain le général en chef russe les renvoya sur la rive gauche. Ce fut à l'intervention de l'Autriche que l'on dut dans les provinces

danubiennes le désarmement de ces bandes, qui n'avaient pas craint d'abriter leurs violences sous un glorieux souvenir.

Le général Ouchakof fut moins heureux à Toultcha que le prince Gortchakof à Matchine. Il trouva de ce côte une grande résistance. Omer-Pacha pendant l'hiver avait fait élever par Mustafa-Pacha des redoutes hors de Toultcha, sur le point où le Danube se divise en plusieurs bras dont l'un conduit directement à Ismaïl. Ces redoutes étaient défendues par deux mille cinq cents hommes, dont douze cents d'infanterie régulière, et par huit pièces de campagne. Les Russes opérèrent le passage sur des radeaux, et bien qu'ils fussent au nombre de quinze mille, ils ne parvinrent à se rendre maîtres des retranchements turcs que lorsque des douze cents soldats réguliers il ne restait plus que cent soixante combattants. Les Turcs dans cette chaude affaire eurent quinze cents morts et les Russes près de quatre mille hommes hors de combat, dont soixante-seize officiers.

Osman-Pacha, qui commandait environ quatre mille hommes à Isaktcha et aux environs, se retira sans brûler une amorce et sans même chercher à porter secours autour de lui. Les garnisons turques de Babadagh et de Hirsova battirent en retraite dans le plus grand désordre et ne s'arrêtèrent qu'à Karasou, derrière le rempart de Trajan, où Mustafa-Pacha eut la plus grande peine à rétablir l'ordre dans son corps de douze mille hommes. En un jour, l'armée russe avait occupé la Do-

broudja. Quinze mille hommes passèrent le Danube d'Ismaïl sur la rive droite, vingt-cinq mille de Galatz à Zatoka et douze mille de Braïla à Matchine, en tout cinquante mille hommes, dont quarante-deux mille d'infanterie avec cent soixante bouches à feu. Le commandement supérieur de ces troupes fut confié à l'aide de camp général Lüders. Avec l'invasion russe commencèrent les dévastations de la Dobroudja; les Ottomans, les Tartares, les cosaques nekrasowtsi et zaporogues [1], qui habitaient cette contrée, fuyaient devant les Russes; les Grecs et les Bulgares se retiraient devant les bachi bouzouks, qui n'attendaient que l'invasion russe pour se livrer à leur instinct de rapine. Les villages

[1] Après le premier démembrement de la Pologne, en 1772, une partie des cosaques qui habitaient sur les bords du Dniéper, et qu'on appelait cosaques zaporogues (le mot *porogh* signifiant une chute d'eau, un fort courant sur le Dniéper, et *zaporogh*, au delà des courants), ne voulurent pas se soumettre à la Russie. Ils émigrèrent en Turquie, où on leur donna les terres situées sur les bords du Danube, en leur permettant de se gouverner d'après leurs anciennes coutumes. Les Zaporogues choisissaient ainsi chaque année parmi eux un chef qui recevait le nom d'*ataman*, avec le droit de vie et de mort. Ces cosaques, qui étaient au nombre de vingt mille, étaient obligés de fournir un contingent militaire dans les guerres de la Turquie. Leur dernier ataman, Vladki, les trahit et les vendit aux Russes en 1828. Ils furent transportés sur les bords de la mer Noire, d'où leur vient le nom de Czernomortze, qu'ils portent maintenant. Un grand nombre d'entre eux abandonna de nouveau les drapeaux russes et retourna sur les bords du Danube. On comptait, au commencement de la nouvelle guerre, six mille de ces émigrés, occupés à la pêche et disséminés dans toute la Dobroudja, depuis Roustchouk jusqu'à Toultcha. Par le traité d'Andrinople, la Turquie s'était engagée à ne jamais leur

furent pillés et saccagés, les habitants furent massacrés sans distinction de sexe ni d'âge. Les musulmans eux-mêmes n'épargnaient pas leurs coreligionnaires fuyant devant l'invasion ennemie. Dans l'espace de dix jours, la Dobroudja tout entière et la Bulgarie occidentale, en y comprenant la ville de Bajarzik, furent complétement dévastées.

La Dobroudja est cette contrée marécageuse qui s'étend entre le Danube et la mer Noire. Elle est semée de lacs, mais aucune rivière un peu considérable n'arrose cette vaste plaine, et les eaux, ne trouvant pas à s'écouler vers la mer, deviennent stagnantes, et répandent dans l'air au printemps des exhalaisons pestilentielles. L'aide

accorder une administration séparée, ni à les réunir en corps d'armée. Se croit-elle maintenant libre d'en agir autrement? Les *Nekrasowtsi* sont des cosaques du Don qui ont émigré en Turquie en 1736, à cause des persécutions dirigées contre les vieux croyants sous l'impératrice Anne. A cette époque, Ignace Nekrassa se mit à la tête des mécontents et quitta les bords du Don. Il se réfugia en Crimée et y mourut. Après l'occupation de cette province, ces cosaques sont venus sur les bords du Danube, d'où un grand nombre se sont transportés en Asie, près de Brousse, où ils forment encore un groupe de cinq mille hommes ayant une administration nationale sous un chef élu parmi eux (*ataman*). Près de Toulscha, on compte plusieurs villages, entre autres Siry-Kioï, Jourylowka, Novesielo, habités par les vieux croyants, parmi lesquels il a beaucoup de cosaques nekrasowtsi. La masse de ces habitants s'appelle *Lipovan*, du nom que prennent les origénistes, secte très-répandue en Russie, et qui a cherché un refuge dans la Dobroudja contre les justes sévérités de l'autorité russe. Les Zaporogues parlent la langue ruténienne, telle qu'on la trouve en Wolhynie, en Podolie et en Ukraine. Les Nekrasowtsi et les Lipovans parlent le vrai russe.

de camp général Lüders, qui avait reçu l'ordre de se rendre devant Silistrie après avoir expulsé les Turcs de la Dobroudja, commit l'imprudence de s'arrêter avec son armée dans cette contrée malsaine pendant deux semaines. Cette imprudence lui coûta cher : près de dix mille hommes furent obligés d'entrer dans les hôpitaux. Enfin il se mit en marche en côtoyant le Danube, et suivi de la flottille russe, qui remonta ce fleuve en même temps que son corps d'armée, auquel elle rendit de grands services. De son côté, le général turc commit une grande faute au commencement de la guerre, en négligeant d'établir une place forte à Isaktcha, point de la plus haute importance dans le bas Danube, placé au confluent de ce fleuve et du Pruth, et qui pourrait jouer le même rôle que la forteresse de Modlin, au confluent de la Naref et de la Vistule. Au moyen d'une forte artillerie à Isaktcha, les Turcs auraient pu rendre à peu près nulle la coopération de la flottile russe du Danube.

Avant de prendre position devant Silistrie, l'armée de l'aide de camp général Lüders s'arrêta à deux lieues de la place. On commença aussitôt à jeter des ponts pour passer le Danube entre Kalarache et Silistrie. Le bord du Danube sur lequel est située cette dernière ville est plat, et une enceinte de murailles assez faible la défend; mais derrière Silistrie, à une distance d'une demi-lieue environ, est bâtie, sur le monticule le plus élevé de la petite chaîne de collines qui domine ses murs, la citadelle de Medjidié, armée de quarante pièces d'artillerie. Dès le commencement de la guerre, un

officier prussien qui était depuis longtemps au service de la Turquie, le colonel Grach, fit élever autour de Silistrie une couronne de batteries en terre (*tabia*). Dans l'hiver de 1853, Omer-Pacha, étant venu visiter les travaux exécutés à Silistrie, fit remarquer au colonel Grach un point plus avancé que la ligne des ouvrages en terre récemment construits, et ordonna de le fortifier attendu que si les Russes parvenaient à s'en rendre maîtres, ils pourraient faire beaucoup de mal à la place. La construction de cette batterie fut exécutée par des Égyptiens, d'où elle prit le nom d'*Arab-Tabia*. Ce fut cette batterie qui devint dans la suite l'objet des vives attaques des Russes. Arab-Tabia fut construit sur le prolongement d'une colline à la droite de Silistrie ; ce terrain très-étroit ne permettant pas d'élever une redoute régulière, on fit des parapets en zigzag, qui se resserraient à mesure que l'on arrivait à l'extrémité de la colline, et qui furent armés de six canons. Un détachement de cent Égyptiens gardait cette position.

Le prince Gortchakof fit passer le Danube à son armée sur un pont appuyé à deux îles, et dont les extrémités reliaient les îles aux deux rives du fleuve. Des batteries armées de pièces de siége furent élevées sur la rive gauche et sur l'une des îles : on les dirigea contre la ville de Silistrie. Dans les deux camps russes établis devant Silistrie et à Kalarache, le prince Gortchakof avait réuni cent vingt mille hommes, mais cette masse imposante manquait de direction. Le général en chef et le général Kotzebue, son chef d'état-major, étaient d'avis de faire

un siége en règle, tandis que le général du génie Schilder et l'aide de camp général Lüders voulaient élever des batteries, foudroyer la ville par un bombardement vigoureux, puis donner l'assaut avec toutes les forces réunies. L'avis du général en chef l'emporta, et un siége en règle fut commencé, si l'on peut donner ce nom à une opération dans laquelle la place assiégée n'est pas investie. En effet la route de Silistrie à Turtukaï resta ouverte pendant presque tout le temps du siége, et ne fut interceptée que deux semaines avant la retraite des Russes. Il devint bientôt évident que le principal objet des Russes était de prendre Arab-Tabia. Les cheminements se poursuivaient avec activité, mais la garnison, quoique forte de huit mille hommes seulement, déploya un courage qui semblait grandir avec les dangers. Moussa-Pacha, commandant de Silistrie, modèle de probité et d'énergie bien rare parmi les hauts fonctionnaires ottomans, eut le bon esprit d'écouter et de suivre les conseils du colonel Grach et de faire exécuter tous ses plans. Le capitaine du génie anglais Butler se rendit aussi très-utile dans les derniers temps du siége. Les Russes avaient élevé sur les collines qui entouraient Arab-Tabia douze batteries qui foudroyaient sans relâche les ouvrages en terre de cette redoute. Le prince Paskiévitch, arrivé au camp russe au fort même des opérations du siége, ordonna l'assaut d'Arab-Tabia. Le colonel Grach avait recommandé aux artilleurs turcs de surveiller attentivement le travail des mines pratiquées par les Russes, et de tâcher de deviner dans quelle direction

ces mines s'étendaient. Un jour, les artilleurs l'avertirent que les Russes travaillaient à l'extrémité gauche et sous la redoute même. Aussitôt Grach fit élever un parapet soixante pas derrière celui qui existait à l'extrémité de la redoute, et sous lequel travaillaient les mineurs russes. Les deux canons furent enlevés et placés sur le nouveau parapet. Deux factionnaires voués à une mort certaine restèrent impassibles sur le parapet le plus voisin de la mine. Le 11 mai fut livré le premier assaut. La mine fit explosien, mais n'emporta que les deux factionnaires, et la colonne russe se trouva en face du second parapet, où elle fut reçue par une mitraille et une fusillade si bien nourries, qu'après un combat d'une demi-heure, elle fut forcée de se retirer avec une perte de douze cents hommes.

Le 21 mai, un second assaut fut tenté dans les mêmes conditions, et les Russes essuyèrent de nouvelles pertes, plus considérables encore que la première fois. Malheureusement la garnison de Silistrie commençait à manquer de vivres, et le bombardement, les maladies, l'avaient réduite à cinq mille hommes. On lui préparait toutefois des renforts, et c'est pendant le siége de Silistrie qu'on vit arriver à Choumla le premier noyau des cosaques ottomans. Ils étaient commandés par Sadyk-Pacha. L'histoire de cet aventureux condettiere est curieuse. Michel Chaïkoski, gentilhomme polonais, chevalier de Malte et grand propriétaire en Ukraine, avait émigré en 1831, à la suite de l'insurrection de Pologne. Il vint en France, et se mit à écrire en polonais

des romans qui lui ont valu dans sa patrie le surnom de Walter-Scott de l'Ukraine, dont il raconta les scènes historiques. Plus tard, il fut envoyé à Constantinople comme agent de l'émigration polonaise, s'y distingua par sa sagacité, son aptitude pour les affaires politiques, et parvint à acquérir sur les hauts fonctionnaires ottomans une influence qui ne fut pas inutile même aux ambassadeurs d'une grande puissance, qui se servirent plus d'une fois de lui. Néanmoins la protection française, qui l'avait souvent défendu contre les persécutions russes, lui fit défaut à la fin de 1850, et, pour ne pas abandonner le terrain de ses luttes et de ses succès diplomatiques, le chevalier de Malte se fit musulman sous le nom de Sadyk-Bey. Au commencement de la guerre, ce génie inventif proposa à la Porte d'organiser une légion de cosaques vieux croyants de la Dobroudja et d'y attirer les Polonais qui voudraient servir la cause des Turcs. Cette légion fut créée, et Sadyk-Pacha nommé chef des cosaques ottomans. Il arriva à Choumla avec six cents cavaliers cosaques, bulgares et polonais, dont l'uniforme montrait la réunion de la croix et du croissant. Le serdar confia à Sadyk-Pacha le commandement de l'avant-garde de son armée.

Pendant que le siége de Silistrie était la principale préoccupation des généraux russes, l'armée anglo-française commençait à arriver en Turquie. Omer-Pacha souhaitait vivement de voir les troupes alliées débarquer en Bulgarie; mais elles prirent position à Gallipoli. Peu après, les commandants en chef des armées alliées

donnèrent rendez-vous au serdar à Varna, où se tint un conseil de guerre vers la fin de mai. C'est là que, pour la première fois, Omer-Pacha dévoila sa position critique et fit connaître ses véritables forces. Il ne pouvait opposer à une marche des Russes contre Choumla que quarante-cinq mille hommes de troupes régulières. Il fut aussitôt décidé qu'Omer-Pacha ne sortirait de son camp retranché de Choumla qu'après l'arrivé des troupes alliées à Varna, et qu'alors il tenterait de dégager Silistrie en livrant bataille aux Russes. Les membres du grand conseil de guerre qui venait de se tenir à Varna, et parmi lesquels figurait le séraskier Riza-Pacha, se rendirent à Choumla pour inspecter les troupes ottomanes. Ils témoignèrent au serdar leur satisfaction de la promptiiude avec laquelle ses troupes exécutaient les manœuvres. Riza-Pacha, étant resté au camp après le départ des généraux étrangers, reçut d'Omer-Pacha l'ordre de quitter Choumla dans les douze heures, s'il ne voulait se voir conduit par la force à Constantinople. Le serdar avait été instruit que le séraskier, pendant son séjour à Choumla, avait engagé plusieurs pachas à porter plainte au sultan contre le général en chef, en leur promettant de faire donner le commandement de l'armée à un véritable Osmanli.

Le maréchal Paskiévitch avait résolu de tenter un coup décisif contre Silistrie avant l'arrivée des alliés à Varna. Le bombardement avait fait plusieurs brèches dans les murs de la ville ; les ouvrages d'Arab-Tabia ne présentaient plus que des monceaux informes de

terre, les parallèles russes contre cette batterie n'étaient plus qu'à vingt mètres : tout faisait présager un triomphe; mais le moral des Russes était déjà ébranlé par la nouvelle de l'arrivée des forces alliées sur le sol ottoman. L'ordre fut donné d'attaquer à la fois plusieurs batteries, et de diriger les principaux efforts contre Arab-Tabia. Le 25 mai, à huit heures du soir, par un temps sombre et orageux, une canonnade générale commença contre Silistrie. Les éclairs des bouches à feu se confondaient avec les éclairs qui déchiraient la nue. Le colonel Grach porta immédiatement quinze cents hommes à Arab-Tabia pour renforcer cette position, et Moussa-Pacha se rendit de sa personne à Ilahi-Tabia, qui flanquait Arab-Tabia. Vers les dix heures du soir, les Russes s'élancèrent à l'assaut. Trente mille hommes s'ébranlèrent au son du tambour et au retentissement de plusieurs centaines de bouches à feu ; ils marchèrent sur trois colonnes ayant en tête les généraux Schilder, Lüders et la jeune Orlof. Le choc fut terrible, la résistance héroïque. Malgré la mitraille qui décimait les colonnes russes, elles parvinrent à escalader les retranchements d'Arab-Tabia. Là, une lutte sanglante s'engagea à l'arme blanche, et trois cents bachi-bouzouks, venus de l'Arabie, armés de longs yatagans, montrèrent une audace féroce. Après un combat d'un quart d'heure, les Russes battirent en retraite, laissant près de quatre mille morts devant Arab-Tabia et emportant un nombre égal de blessés dans leur camp. Le général Selvan fut tué, les généraux Orlof-

Denizof et Schilder grièvement blessés, et le dernier ne tarda pas à mourir de ses blessures. Quelques jours après ce mémorable fait d'armes, le maréchal Paskiévitch quitta le camp de Silistrie, et un éclat d'obus vint enlever aux Turcs leur brave chef Moussa-Pacha. Les Russes, qui dans la campagne de 1828-29 s'étaient fait ouvrir plus d'une ville avec la clef d'or, avaient vainement cherché à gagner Moussa-Pacha, dont l'incorruptibilité égalait le courage, et qui mourut pauvre, gardant jusqu'à la dernière heure la stoïque résignation qui pour les musulmans remplace, dans les épreuves suprêmes de la vie, l'aiguillon et l'amour de la gloire.

Le prince Gortchakof, resté seul à la tête des Russes, prit le parti de faire cerner Silistrie du côté de l'ouest, et donna l'ordre aux dix-huit bataillons qui se trouvaient à Oltenitza de passer le Danube et de se réunir à Turtukaï. Les premières troupes françaises, composant la division du général Canrobert, commençaient à arriver, et Omer-Pacha résolut de porter secours à la garnison de Silistrie. Cinq mille hommes, escortant une quantité considérable de vivres, parvinrent à se frayer un passage à travers l'avant-garde et à pénétrer dans la ville assiégée. Sadyk-Pacha, avec trois brigades d'infanterie et quelques régiments de cavalerie, harcelait l'avant-garde russe. Les cosaques ottomans insultaient constamment les avant-postes russes et y répandaient l'alarme. Le serdar sortit lui-même le 4 juin de Choumla, et se mit en marche vers Silistrie; mais, toujours fidèle à son système de prudence et de tempo-

risation, que justifiait d'ailleurs dans ces conjonctures la supériorité des forces russes, il s'arrêtait après avoir fait cinq lieues, et faisait élever des camps retranchés garnis de batteries, afin de donner le temps d'arriver aux troupes qui étaient à Kalafat, et dont il avait rappelé la plus grande partie depuis que les Russes avaient renoncé à s'emparer de cette place. De son côté, après le premier échec de l'armée russe devant Silistrie, le maréchal Paskiévitch avait ordonné au général Liprandi d'évacuer complétement la petite Valachie, et de venir renforcer le camp de Kalarache. Le général Liprandi, avant d'évacuer la petite Valachie, organisa le désordre en forçant toutes les autorités valaques à quitter leurs postes et à le suivre à Bucharest; il voulait priver les Turcs, qui allaient entrer dans cette province après lui, du concours des autorités constituées, qui en général s'étaient montrées peu sympathiques aux Russes. L'armée turque occupa Craïova presque aussitôt après le départ de l'armée russe. Liprandi fut le dernier général russe qui repassa le Pruth. Il était encore en Moldavie quand les Autrichiens entraient dans les Principautés, et il put cependant se trouver au meurtrier combat de Balaklava, le 25 octobre 1854.

Deux événements considérables, dont l'influence fut grande sur la carrière d'Omer-Pacha et sur le sort des Principautés, eurent lieu au mois de juin 1854. L'Autriche, préoccupée de l'arrivée des armées alliées sur le territoire bulgare, et appréhendant de voir les provinces danubiennes devenir le théâtre de la guerre,

se hâta de conclure la convention du 14 juin 1854, qui ferma aux armées alliées un champ de bataille sur lequel elles pouvaient remporter des avantages sûrs et rapides. Cette convention dont le principal promoteur fut, on a quelque raison de le croire, lord Stratford de Redcliffe eut, il faut le dire, des conséquences funestes pour la campagne même de Crimée. D'autre part, le prince de Varsovie, avant qu'il fût question de la signature de la convention du 14 juin, avait vu d'un coup d'œil toute la gravité des conjonctures au milieu desquelles se trouvait l'empire russe par suite de l'alliance que la guerre venait de sceller entre la France et l'Angleterre, comme aussi des justes inquiétudes que la présence des armées impériales devant Kalafat et Silistrie donnait à l'Autriche, en réveillant le sentiment national parmi les Slaves de Bulgarie et de Servie. Le prince Paskiévitch n'était pas seulement un général consommé, c'était un homme politique de premier ordre, et la modération était un des signes de sa supériorité. Il avait désapprouvé la guerre dans le principe, et le plan de campagne suivi dans les Principautés et le long du Danube avait été condamné par sa haute raison. Cependant il eut la faiblesse ou l'héroïsme de céder aux instances de l'empereur Nicolas et d'accepter le commandement de l'armée et la direction d'une guerre qu'il jugeait funeste pour son pays. Comblé d'honneurs, de richesses et d'années, il risqua sa gloire pour ne pas déplaire à son maître. Il lui rendit cependant un dernier service. Il comprit que le premier intérêt de la

Russie était de se ménager la neutralité de l'Autriche et de l'Allemagne; que cette neutralité était la meilleure barrière que le tsar pût mettre entre lui et ses puissants adversaires, et que cette barrière rendait la Russie invulnérable partout ailleurs qu'à ses extrémités, c'est-à-dire là même où elle pouvait offrir le plus de résistance. Le prince de Varsovie adressa donc à l'empereur Nicolas un mémoire qui fut connu de quelques personnes honorées de sa confiance, et dont voici la substance :

« 1° L'empereur de Russie devait avant toutes choses prendre des mesures de nature à lui concilier le bon vouloir et le concours amical des cours de Vienne et de Berlin, en évitant soigneusement de froisser aucun intérêt allemand ou autrichien. Il devait donc sans hésitation cesser la guerre offensive sur le Danube, évacuer les Principautés, faire repasser le Pruth à ses armées, et n'apporter aucune entrave à la navigation du Danube;

« 2° Il devait cesser toute guerre offensive en Europe, et se tenir sur une défensive formidable, mais se préparer à prendre avec vigueur l'offensive en Asie, où la Russie trouverait des millions de coreligionnaires qui avaient accueilli avec transport ses étendards en 1829, et qui pouvaient former le noyau d'un Etat chrétien considérable;

« 3° Il devait fomenter l'insurrection parmi les populations chrétiennes de l'empire ottoman, et soulever la Grèce au moyen de subsides régulièrement payés par

des émissaires qui se tiendraient en Italie, à Naples, à Livourne, à Florence;

« 4° L'empereur Nicolas devait enfin se résoudre à abandonner le rôle de monarque conservateur qu'il jouait depuis tant d'années avec éclat, et se servir, pour lutter contre la coalition, des idées libérales et même des aspirations populaires. »

Tel est le résumé de ce mémoire, qui, à peine connu de l'empereur Nicolas, devint le véritable programme de la politique russe ; du moins les événements autorisèrent à le penser. La levée du siége de Silistrie fut décidée, comme celle du siége de Kalafat l'avait été peu de temps auparavant, par des raisons plus politiques que stratégiques. Dans la nuit du 20 au 21 juin, l'armée russe abandonna le siége au moment où la place ne pouvait plus résister, suivant le témoignage d'officiers dignes de foi, et repassa le Danube à Kalarache. De ce jour commença l'évacuation des Principautés. On peut dire sans exagération que les Russes ont eu devant Silistrie près de trente mille hommes hors de combat. La vue de leurs immenses travaux et de leurs camps retranchés semblait faire croire qu'avant d'avoir pris la résolution de ne faire qu'une guerre défensive en Europe, l'empereur Nicolas avait voulu d'abord que le maréchal Paskiévitch acceptât devant Silistrie la bataille que les alliés se préparaient à venir lui offrir; mais l'Autriche, inquiète de voir le théâtre de la guerre se rapprocher de ses frontières, donna habilement un autre cours aux événements, en obtenant de la Porte la

signature d'une convention qui la substituait à la Russie dans l'occupation des provinces danubiennes. La levée du siége de Silistrie mit fin à une suite de combats sanglants entrecoupés de courtes trêves, pendant lesquelles les soldats russes et les soldats turcs échangèrent des procédés d'une courtoisie toute chevaleresque. Les Turcs manquaient de pain, les Russes leur en jetaient par-dessus les tranchées, et en retour les Turcs leur faisaient passer du tabac. Ils étaient quelquefois si près les uns des autres qu'ils pouvaient se parler; mais, loin de se provoquer à la façon des héros d'Homère, ils s'exprimaient leur mutuelle admiration pour la vigueur de l'attaque et l'héroïsme de la défense.

Rendu plus hardi par l'arrivée des alliés et par le départ précipité des Russes, le serdar occupa avec toute son armée Silistrie, Turtukaï et Routschouk. Il se décida ensuite à passer le Danube et à occuper les Principautés, espérant par là prévenir les Autrichiens et rendre inutile l'exécution de la convention du 14 juin. Il ordonna à Hassan-Pacha, qui était à Routschouk avec vingt mille hommes, de passer le Danube et de s'emparer de Giurgevo. Hassan-Pacha voulut d'abord prendre position sur la grande île de Ramadan, située en face de Routschouk, et reliée à la rive valaque par deux ponts aboutissant à Giurgevo et à Slobozie. Malgré les dispositions défectueuses prises par le général turc, un combat terrible et acharné assura l'avantage aux Ottomans, qui enlevèrent les positions russes, occupées par

douze bataillons d'infanterie, huit escadrons de cavalerie, dix pièces de campagne, six pièces de gros calibre. La perte fut très-grande des deux côtés. On s'était battu en quelque sorte homme à homme, pendant toute une journée, dans les gigantesques roseaux qui croissent si nombreux à Ramadan, comme dans la plupart des îles du Danube [1]. A la suite de ce combat, les Russes quittèrent les positions de Giurgevo et de Slobozie. Omer-Pacha, arrivé sur le théâtre du combat après la retraite des Russes, fit immédiatement construire un pont de radeaux pour le passage de ses troupes entre Routschouk et l'île de Ramadan. Rien ne mettait plus obstacle dès lors au mouvement des Turcs sur Bucharest. Le prince Gortchakof ne songea plus à les vaincre, mais à les retarder du moins dans leur marche. Il concentra avec beaucoup de rapidité soixante mille hommes et deux cents bouches à feu sur les hauteurs de Doya-Fratechti. Les Turcs, trop peu nombreux pour accepter la bataille, durent attendre pendant quelques jours l'arrivée de leurs renforts. C'était tout ce que voulait le général Gortchakof, qui donna ordre à son armée, le 28 juillet, de commencer la retraite définitive. Dans cette retraite, les Russes détruisirent les ponts sur l'Ardgis et le Sabar. Ils forcèrent l'artillerie valaque à

1 Trois officiers anglais qui menaient bravement les Turcs furent tués dans cette affaire,—les capitaines Burke, du génie, Mommel, de l'infanterie, et Arnold, de l'armée des Indes. Ils furent enterrés dans l'île de Ramadan, sur les bords du Danube, où trois croix de bois indiquent seules la sépulture de ces nobles fils de l'Angleterre.

les suivre. Cette artillerie, composée de huit pièces de petit calibre, était un don du sultan. De son côté, l'armée turque, se trouvant au complet, put s'avancer sur le territoire évacué par les Russes, et fut bientôt concentrée près de Bucharest au nombre de cent vingt mille hommes.

Avant d'entrer à Bucharest, il semble qu'Omer-Pacha ait voulu donner un grand exemple ; du moins ce n'est qu'en lui prêtant cette intention qu'on peut expliquer l'acte d'inexorable sévérité devant lequel il ne recula pas. Les brigandages et les cruautés des bachi-bouzouks avaient inspiré une véritable terreur à la population valaque, et une députation de boyards était venue prier Omer-Pacha, encore à Giurgevo, d'épargner à la Principauté la présence de ces dangereux défenseurs. Leur prière fut accueillie favorablement, et l'entrée du territoire valaque fut interdite aux bachi-bouzouks ; mais en même temps le serdar ne voulait pas les laisser maîtres de la Bulgarie, presque entièrement dégarnie de forces régulières. Il fit donc, sous divers prétextes, entrer dans l'île de Ramadan plusieurs milliers des plus dangereux bachi-bouzouks, les fit entourer par l'infanterie régulière et braqua les canons sur les ponts qui unissaient l'île aux camps, et qui avaient été rétablis. Il ordonna alors à cette horde d'irréguliers de mettre bas les armes. Ils refusèrent d'obéir, et ne furent mis à la raison que par la fusillade et la mitraille; les plus jeunes furent incorporés dans l'armée, et les vieux, sans armes, renvoyés dans les mon-

tagnes du Kurdistan, de l'Asie Mineure et dans les sables de l'Arabie. Après cette sanglante exécution, Omer-Pacha fit son entrée à Bucharest, où il fut reçu avec le plus vif enthousiasme, sous une pluie de fleurs; les Valaques fraternisèrent avec les soldats turcs, accueillis en libérateurs. Un détachement de pontonniers français et anglais qui avaient établi le pont de radeaux entre Routschouk et l'île de Ramadan fut l'objet d'une véritable ovation.

IV

La campagne était terminée, mais une difficulté assez grave allait surgir. Il s'agissait pour le général victorieux de laisser l'armée autrichienne occuper les Principautés à la place de l'armée turque. Le serdar avait déjà reçu à Giurgevo la visite des colonels autrichiens Lowenthal et Kalik, aides de camp du feldzeugmestre baron de Hess, commandant en chef des troisième et quatrième corps d'armée. Ces officiers, qui jouissaient d'une réputation distinguée dans l'armée impériale et royale, étaient venus annoncer à Omer-Pacha la prochaine entrée des forces de leur empereur sur le territoire des Principautés, et l'inviter, d'une façon qui ressemblait fort à une sommation, à ne pas aller plus loin, à s'interdire l'occupation d'un territoire dont l'Autriche devait prendre militairement possession en vertu de la convention du 14 juin, et à repasser le Danube avec son

armée. Le serdar ne tint aucun compte de ces observations, et fit son entrée à Bucharest. Jamais commandant militaire ne fut à même d'exercer une action plus grande et plus utile à son pays et aux provinces occupées que celle que semblait indiquer à Omer-Pacha un rare concours de circonstances. Les Russes se retiraient devant lui, et surtout devant les Autrichiens, qu'ils étaient très-heureux de voir entrer dans les Principautés à la place des armées alliées; la population l'accueillait comme un sauveur. Tout ce qu'il y avait de patriotes et d'honnêtes gens parmi les boyards le saluait avec acclamation et lui offrait de coopérer à l'organisation d'une milice nationale dont l'enthousiasme aurait rapidement grossi les rangs, qui non-seulement aurait eu le grand avantage de maintenir l'ordre dans les Principautés au moyen des forces mêmes de la nation, mais aurait puissamment coopéré à protéger le territoire contre les invasions ennemies. Une adresse formelle fut remise à ce sujet à Omer-Pacha, et parmi les signataires de cette adresse les Principautés comptaient quelques-uns de leurs citoyens les plus justement estimés à côté des représentants de leurs plus anciennes familles. Le serdar accueillit avec bienveillance les auteurs de l'adresse, mais il ne sut pas se résoudre à agir. Bien mieux, il laissa le gouvernement et l'administration aux hommes à qui les Russes les avaient confiés, quand il était le maître d'établir immédiatement, sans effort et sans violence, un gouvernement qui eût été dévoué à la Porte Ottomane et aux puissances occidentales. Omer-

Pacha ne sut ni organiser une force publique nationale, ni installer un gouvernement nouveau conforme aux vœux et aux intérêts du pays et de l'alliance. Après la victoire, Omer-Pacha tomba dans une inaction funeste, et son impuissance à rien fonder au milieu des circonstances les plus favorables, éclatant à tous les yeux, lui fit perdre, ainsi qu'à la Porte Ottomane, en très-peu de jours, l'immense influence dont on se plaisait à l'investir, et qu'il ne tenait qu'à lui d'exercer.

On chercha à pénétrer les raisons de cette conduite étrange. Les uns crurent qu'Omer-Pacha, entouré de flatteurs subalternes qui s'étaient emparés de son esprit, plein d'illusions sur sa situation personnelle, avait rêvé, dans les Principautés réunies sous sa main, un pouvoir qui aurait eu l'assentiment des puissances européennes, l'acclamation des Roumains, l'éclat d'une vice-royauté et la durée que Dieu réservait à son existence. De là une tendance systématique à ménager tous les partis. D'autres pensèrent qu'Omer-Pacha n'agissait que d'après les instructions de la Porte Ottomane, préoccupée de complaire à l'Autriche, qui craignait elle-même le réveil d'une nationalité qu'elle voulait contenir dans les lisières d'une longue enfance; mais alors pourquoi Omer-Pacha s'était-il tant hâté de faire flotter le drapeau turc dans les Principautés, si ce n'était que pour en montrer l'impuissance? Quoi qu'il en soit, le serdar, maître un moment de la situation, put bientôt voir que son heure était passée, que le premier rôle ne lui appartenait plus, et qu'il allait avoir tous les inconvé-

nients et tous les ennuis d'une position secondaire, après avoir hésité à s'emparer de celle qui s'était d'abord offerte à lui. Les Autrichiens, en vertu de la convention du 14 juin, occupèrent les Principautés, et le feldzeugmestre baron de Hess débuta par une proclamation qui blessa les Turcs, provoqua les vaines et tardives réclamations de la Porte Ottomane, et répandit le découragement parmi les Moldo-Valaques. Tandis que les populations et les boyards patriotes s'attristaient d'une occupation militaire qui s'annonçait sous de tels auspices, les boyards rétrogrades, les amis des abus et de la corruption se réjouissaient instinctivement de l'entrée des Autrichiens, et chaque jour faisait croître leur sécurité, leur insolence, leur audace même en face des Turcs. Cette audace grandit encore lorsque l'hospodar Stirbey rentra à Bucharest malgré une opposition prononcée et malgré une enquête sur sa conduite politique et administrative commencée par le commissaire ottoman Dervich-Pacha, arrivé peu de temps après Omer-Pacha à Bucharest, à la suite des plaintes portées par les boyards contre l'hospodar, plaintes que le serdar avait fait parvenir au divan. Omer-Pacha chercha, mais trop tard, à lutter contre le courant qu'il aurait pu si aisément arrêter dès l'origine par la digue la plus faible; il s'absenta au moment de l'arrivée de l'hospodar, et refusa, malgré la demande du général comte Coronini, qui avait pris le commandement des troupes autrichiennes après le départ du baron de Hess, de rendre des honneurs militaires au prince Stirbey, parce que l'hospodar, disait

Omer-Pacha, était sous le coup d'une enquête, comme accusé d'avoir manqué à ses devoirs envers son suzerain. Il revint cependant peu de jours après pour être témoin d'actes qui lui firent toucher du doigt les écueils où il s'était brisé. Le gouvernement valaque fut réorganisé, à quelques exceptions près, avec les éléments qui le composaient dans le bon temps du protectorat. Il suffisait d'être soupçonné de tendances favorables aux puissances occidentales ou de dévouement à la Porte pour être éconduit et tenu en dehors des affaires actives. Le désappointement fut profond, et Omer-Pacha chercha vainement à élever une faible voix : il n'était plus écouté. Il ne put même pas mettre un terme aux exigences des généraux autrichiens, qui prétendaient, pour les officiers et les troupes placées sous leurs ordres, à un traitement hors de proportion avec les ressources du pays qu'ils occupaient. A ces exigences se joignirent, dès l'entrée des troupes impériales et royales, les excès, les violences, les meurtres, qui ont ensanglanté Bucharest, Craïova, Tirgovisht, Focchiani, presque toutes les villes et les villages occupés par les Autrichiens en Moldo-Valachie.

Omer-Pacha s'indignait, mais il n'osait faire aucune observation; il voulut cependant montrer qu'il était aussi en état de faire sentir sa puissance, et il demanda quelques explications au gouvernement valaque sur la rentrée en Valachie d'hommes notoirement compromis avec les Russes, et qui même les avaient suivis au delà des frontières. En même temps un de ses lieutenants

avait fait arrêter dans une petite ville de Moldavie des individus qu'il soupçonnait d'espionnage. Le serdar fut vivement admonesté pour avoir agi de la sorte, et le comte Coronini lui signifia, dans des dépêches écrites avec le sentiment de la domination, que l'Autriche avait pris de fait, en occupant les Principautés, le rôle de la puissance protectrice, et que les autorités ottomanes n'avaient nullement le droit de faire des arrestations ou d'ordonner des expulsions dans les provinces danubiennes pendant que les troupes impériales et royales les occupaient. Le serdar se le tint pour dit. Malgré des réponses où il cherchait à sauvegarder la dignité de son souverain et la sienne, il accepta le rôle qu'on lui assignait. Toutefois sa longanimité ne put le soustraire à une vive remontrance qui lui vint de Vienne, où la diplomatie, prenant, par une étrange et inexplicable ignorance, les violences et les crimes commis par les Autrichiens sur les infortunés Valaques pour des crimes commis par les barbares Ottomans, s'émut et demanda au corps consulaire à Bucharest des explications en termes sévères pour les Turcs, qui assistaient l'arme au bras et assez humiliés aux exploits des Croates et des soldats du Banat. On crut même un instant à Vienne que c'étaient les malheureux soldats autrichiens qui tombaient sous le couteau des féroces Valaques, tandis que ceux-ci, battus, foulés, égorgés, n'avaient pas en Europe une voix qui s'élevât en leur faveur.

C'est au milieu des difficultés de cette situation intolérable que des dépêches de l'armée anglo-française

vinrent trouver Omer-Pacha. Les alliés appelaient le serdar à faire une diversion sur le Pruth, afin d'occuper les Russes sur leurs frontières pendant l'expédition de Crimée. Omer-Pacha parut impatient d'exécuter ce plan : au fond, la tâche qu'on lui proposait lui souriait peu. Il s'agissait d'une opération des plus difficiles. Omer-Pacha n'avait pas quarante mille hommes disponibles, le reste avait repassé le Danube, et une partie avait été échelonnée sur Varna, afin d'être prête à aller rejoindre les généraux en chef de l'armée alliée devant Sébastopol. Ses troupes étaient mal vêtues, mal chaussées; les pluies torrentielles de l'automne avaient défoncé les chemins, et l'artillerie pouvait à peine se mouvoir. D'ailleurs Omer-Pacha craignait de compromettre, en attaquant les Russes dans des conditions défavorables, la réputation qu'il s'était acquise. Il se sentait et se disait mal à l'aise pour agir au milieu des troupes autrichiennes, et l'esprit des officiers de cette armée le préoccupait et l'inquiétait. Cet esprit était presque entièrement favorable aux Russes ; la nouvelle des batailles d'Alma et d'Inkerman avait été reçue avec froideur et sans aucune marque de sympathie pour les héroïques efforts des alliés. « L'armée autrichienne, disait Omer-Pacha, n'est pas belligérante, elle n'est même pas dans une attitude hostile vis-à-vis des Russes. Ses cantonnements ne sont pas ceux d'une armée prête à résister à un ennemi. Les troupes sont distribuées dans les villes, les bourgades et les villages, non pas stratégiquement, mais uniquement au point de vue du

bien-être du soldat. Deux régiments de cosaques enlèveraient sans la moindre difficulté tout l'état-major autrichien de Jassy, feraient une razzia sur les villages, et auraient repassé le Pruth avant que les Autrichiens eussent le temps de se reconnaître. Les officiers russes viennent de Reni à Galatz passer la nuit avec leurs maîtresses ou leurs amis, et quand on demande des explications au général Augustini, qui commande à Galatz, il répond que ce n'est pas de la politique, et qu'il ne s'agit que de galanterie! C'est fort bien, mais les Russes connaissent tous nos mouvements. »

Malgré toutes ces objections, le serdar se décida à faire partir Sadyk-Pacha avec une partie de l'avant-garde commandée par Ahmed-Pacha, qui se tenait à Ibraïla, et il lui ordonna de prendre position sur le Sereth, à Maximéni, village traversé par cette rivière, et d'où Omer-Pacha avait l'intention de faire des pointes le long du Pruth. Sadyk-Pacha, et après lui Ahmed-Pacha, rencontrèrent pour leurs mouvements les plus grands obstacles de la part du commandant militaire autrichien, baron Augustini, et la plus curieuse des correspondances fut échangée à cette occasion. Dans une de ses lettres, le général Augustini défend formellement à Sadyk-Pacha d'envoyer des soldats turcs à Galatz. De son côté, le général Coronini semait d'entraves et de difficultés les mouvements d'Omer-Pacha, qui s'en plaignait amèrement, mais qui au fond était bien aise, on peut le soupçonner, de se voir hors d'état de faire la diversion qu'on lui demandait. On eut re-

cours à Vienne. Là on déclara que le cabinet autrichien ne s'opposait nullement à la marche d'Omer-Pacha : on fit mieux, on lui traça de Vienne même la route qu'il devait suivre, et on lui enjoignit de prévenir de ses mouvements le commandant en chef autrichien. Omer-Pacha, avec tous les dehors de la plus vive contrariété, prouva très-bien, d'après le sentiment des officiers européens qui l'entouraient, que la route qu'on lui assignait était matériellement impraticable. « Ce qu'on me demande, ajoutait-il, est contraire à toutes les lois de la guerre. Quelque honorable que soit le caractère du comte Coronini, il dit bien haut que son pays n'est point en guerre avec la Russie, que tant que les Autrichiens occuperont les Principautés, la guerre est impossible dans le centre de l'Europe ; il est en correspondance suivie avec le prince Gortchakof, il le dit très-nettement. Comment puis-je mettre ce général en chef dans la confidence de mes vues et de mes desseins ? »

Le serdar comprenait que les Autrichiens ne voulaient permettre à aucun prix une collision entre les Turcs et les Russes sur le Pruth, parce qu'ils ne voulaient à aucun prix être entraînés dans la guerre. M. de Bruck, peu habitué à cacher sa pensée, disait dans le même temps à Constantinople que, tant qu'il aurait l'honneur d'y représenter son pays, pas un seul Turc ne pourrait marcher vers le Pruth. Sur ces entrefaites, et pendant le vif des discussions entre le serdar et le comte Coronini, le traité du 2 décembre 1854 fut

signé à Vienne, et une de ses premières conséquences fut le départ du serdar avec la plus grande partie de ses forces. Omer-Pacha quittait les bords du Danube pour la Crimée, et pour l'Asie où sa réputation militaire ne s'est pas soutenue et où il n'a pas pu empêcher Kars de tomber au pouvoir des Russes commandés par Murawieff.

LIVRE CINQUIÈME.

LES PRINCIPAUTÉS AVANT ET APRÈS LA GUERRE.

LES PRINCIPAUTÉS AVANT LA CONFÉRENCE.

I

Vers la fin de juin 1849, j'arrivai à Vienne, me dirigeant vers les Principautés. Les agitations causées par la guerre de Hongrie succédaient dans la ville des empereurs aux agitations révolutionnaires. Je vis le jeune souverain partant, au milieu des marques d'enthousiasme de la foule, pour aller passer en revue les troupes russes, déjà arrivées sur le théâtre de la guerre, tandis que les Hongrois restés fidèles et attachés à sa personne ne se gênaient pas pour dire que l'insurrection magyare ne serait vaincue que grâce à l'intervention moscovite, et que l'armée autrichienne seule n'en viendrait jamais à bout. Le voyage par la Hongrie était devenu impossible; la navigation à vapeur avait été interrompue sur le Danube, et les insurgés occupaient les forteresses baignées par ce fleuve. Je me dirigeai donc

sur la Moldavie en passant par Cracovie et la Galicie.

Cette partie de la Pologne me frappa par la misère de ses habitants. A chaque station du chemin de fer ou aux relais de poste, des mendiants s'agenouillaient pour demander l'aumône. Parmi eux étaient de belles jeunes filles, d'une rare blancheur, à moitié nues mais revêtues à mes yeux de la double pudeur de la misère et de la beauté. Des juifs formaient des groupes étranges; ils portaient de grands bonnets de fourrure, de sales robes noires, des culottes courtes, ils avaient les cheveux et la barbe d'un roux ardent, descendant en tire-bouchons le long des joues et sur la poitrine. Les enfants, vêtus de la même manière, ressemblaient à de petits vieillards. A Cracovie, les Russes étaient campés au bas de l'ancien château de la ville, et le château même était occupé par les premiers blessés de la guerre de Hongrie. La route de Cracovie à Lemberg était sillonnée par des dragons russes, s'avançant à cheval en petits pelotons de cinq hommes avec un porte-drapeau en tête, mais les aigles couvertes. Ils marchaient en bon ordre vers la frontière de Hongrie. Une grande quantité de charrettes du pays, traînées par des bœufs, transportaient des fantassins russes et autrichiens, toujours séparés les uns des autres. Quelles réflexions ne faisait pas naître en moi la vue de ces soldats russes se présentant comme les protecteurs de la civilisation au milieu de populations mornes et attristées, au cœur de l'Europe orientale! Telles sont les conséquences des révolutions! elles font taire les sentiments d'orgueil et

de susceptibilité nationale; il n'est plus question de gloire ou même d'indépendance, il ne s'agit plus que de vivre.

Le second jour après avoir quitté Lemberg, je rencontrai plusieurs estafettes qui annonçaient qu'un engagement avait eu lieu à Bistritza, en Transylvanie, entre les Russes de la division Grotenhelm et les Hongrois. Des paysans voulurent même m'empêcher d'aller plus loin, en me criant que les Hongrois s'avançaient. Au petit bourg de Nadworna, on me confirma la nouvelle du combat de Bistritza. Les Hongrois s'étaient avancés jusqu'à la frontière de Galicie et avaient répandu l'alarme. Toutes les sympathies étaient cependant pour la cause magyare, et j'en recueillais l'expression le long de ma route, bien que plus préoccupé de l'éviter que de la rechercher. Dans un petit village où je m'arrêtai un instant pour changer de chevaux, un jeune Magyare prisonnier se promenait entre deux soldats croates. Les blessures qui décoraient fièrement son visage n'étaient pas encore cicatrisées. Il m'aborda et me reprocha en termes pleins d'emportement, mais en fort bon français, l'abandon dans lequel le gouvernement de la république laissait les malheureux Magyares. Après l'avoir engagé à modérer son exaltation, je lui fis observer que ses deux gardiens commençaient à s'inquiéter de notre entretien, et que je craignais d'attirer sur lui de nouvelles rigueurs. Il me comprit et se retira, mais en me suivant longtemps des yeux.

L'état financier de la Galicie était déplorable. Pendant

toute une semaine que je mis à traverser cette grande province, je ne vis d'autres pièces de monnaie d'or ou d'argent que celles que j'avais sur moi, et que l'on regardait comme des curiosités. Les kreutzers même (monnaie de billon) étaient tellement rares, que dans les bureaux de poste les employés ne pouvaient pas toujours m'en rendre quatre sur un florin en papier. Ils avaient adopté, ainsi que tout le commerce en Autriche à cette époque, un moyen sommaire et curieux de faire le change : ils déchiraient un florin en papier en quatre morceaux, et chaque morceau était reçu pour un quart de florin.

Après sept jours de voyage, j'entrai dans la Bukovine, qui faisait partie de la Moldavie avant que la Porte eût été contrainte de la céder à l'Autriche et de violer ainsi ses traités avec la Moldavie, ce qu'elle fit d'ailleurs une seconde fois en 1812 pour la Bessarabie en faveur de la Russie. Dans les deux occasions, ce furent des cabinets étrangers ou leurs représentants qui obligèrent la Porte à faire ces cessions d'un territoire dont elle n'était que suzeraine, ou qui lui en inspirèrent l'idée. L'hospodar de Moldavie Ghika protesta même formellement contre le morcellement de la principauté et la cession de la Bukovine; il paya de sa tête son courageux patriotisme. En 1812, le négociateur Mourousi fut aussi décapité pour avoir signé la cession de la Bessarabie. L'un périt pour avoir montré plus d'énergie que son suzerain, l'autre pour avoir trop obéi aux ordres de la Porte, qui voulut couvrir sa faiblesse de la prétendue

trahison de son négociateur [1]. La Bukovine a beaucoup plus prospéré que la Transylvanie sous le gouvernement autrichien. Cette province est sillonnée de routes excellentes; l'agriculture y est en progrès, et la population a beaucoup augmenté; mais l'esprit de race et de nationalité y a conservé toute sa force. A mesure que je m'avançais dans le pays roumain, je reconnaissais les types qu'on voit à Rome sur la colonne Trajane. Une figure barbue, des cheveux blonds flottant sur les épaules, une chemise de toile grossière liée autour du corps, de longs caleçons, une petite hache pendue à la ceinture, une peau de mouton jetée sur l'épaule gauche et attachée sur la poitrine; aux pieds des sandales de peau écrue, les jambes recouvertes de grosse laine roulée et relevée par des courroies,—tel est le Dace représenté sur la colonne Trajane, et tel on peut le retrouver encore en Moldo-Valachie. A côté du descendant des barbares à la chevelure blonde et flottante, et vêtu de la même manière, on retrouve le descendant des vainqueurs semblable au type que le voyageur a pu admi-

[1] La cour de Russie, dont la générosité est proverbiale, a comblé la famille Mourousi, et les bienfaits accordés aux fils ont pu faire douter de la fidélité du père à la Porte Ottomane; mais l'impartiale histoire dira que Mourousi n'a eu que le tort de ne pas avoir plus de courage et d'audace que son propre gouvernement. La lettre du grand vizir autorisait même les plénipotentiaires ottomans à céder toute la Moldavie. Une autre grande puissance n'a pas montré la même munificence que la Russie pour un dévouement plus réel que celui de Mourousi,—le dévouement du prince Alexandre Soutzo, décapité à cause de sa fidélité au vainqueur d'Austerlitz et de ses relations avec le général Sébastiani.

rer dans la campagne romaine, et que l'immortel pinceau de Léopold Robert nous a rendu familier : des cheveux noirs, bouclés et descendant en touffes épaisses sur le cou et sur le front, un teint brun, quelquefois olivâtre, le front large et la tête couverte de la *cachula*[1], l'œil grand et profond, le menton relevé avec une grâce mêlée de fierté. Ces paysans conduisaient des chariots tirés par des bœufs ou des buffles qui sont loin d'avoir la férocité de ceux de la campagne romaine. Sur le sol de l'antique Dacie, les animaux comme les hommes ont perdu le caractère farouche qui distingue les uns et les autres sur les bords du Tibre. Rien n'est plus commun que de voir une paysanne conduire des buffles qui paissent libres, sans anneau dans les narines, tandis qu'elle tient un enfant dans ses bras.

A Czernowitz, chef-lieu de la Bukovine, je descendis dans un hôtel occupé par des officiers de deux régiments de hulans russes, qui dès le lendemain se mirent en marche pour la Transylvanie. J'entendis le colonel dire avec un accent tout français à ses compagnons : « Allons, messieurs, à cheval ! » Je me mis aussi en route, et j'entrai en Moldavie par le petit bourg de Michaëlin, ainsi appelé du nom du prince Michel Stourdza, qui y avait transporté le siége de l'administration du district, qui était autrefois et qui a été depuis replacé à Dorohoï. A Michaëlin, je vis pour la première fois depuis plusieurs jours de la monnaie d'or et d'argent d'Autriche;

[1] Bonnet de grosse laine.

je reçus même en payement des pièces qui venaient de sortir de la monnaie impériale. C'est dans les Principautés que viennent se verser les espèces métalliques de l'Autriche, qui forment, avec les roubles d'argent, les impériales et les nouvelles pièces d'or et d'argent de la Turquie, la monnaie courante en Moldo-Valachie, où le papier-monnaie n'a jamais été mis en circulation forcée : ni les Russes ni les Turcs ne l'ont tenté; les Autrichiens l'ont essayé, mais sans succès. De Michaëlin à Yassy, le voyage n'offre rien de bien intéressant. Je m'arrêtai quelques heures à Botochan, ville assez considérable, où l'on me rendit des honneurs qui avaient un caractère tout local : on mit seize chevaux à ma voiture à la dernière poste avant d'arriver dans cette ville; et un médecin italien, ancien agent consulaire français, me fit servir un excellent déjeuner, pendant lequel des bohémiens me jouaient sur la guitare, le violon et la flûte de Pan, des airs indigènes empreints d'une mélancolie profonde et d'un charme singulier. Je me laissai aller au plaisir de les entendre, et je n'arrivai à Yassy que fort tard dans la nuit.

Cette ville n'était pas alors ce qu'elle est aujourd'hui après quelques années d'une administration qui a beaucoup fait pour l'embellir. Les rues étaient pavées en bois, et le palais habité par l'hospodar et bâti par le prince Mourousi, le frère de l'infortuné négociateur du traité de Bucharest, n'avait pas encore été restauré [1]. Les mo-

[1] Mourousi l'hospodar était frère puîné de Démétrius Mourousi, qui était drogman de la Porte, et qui, tout-puissant à Constantino-

numents intéressants d'Yassy sont l'église des Trois-Saints, excellent morceau d'architecture romane, le monastère de Golia et l'église de Saint-Spiridion, qui renferme la sépulture des Ghika de Moldavie. Yassy compte de grands hôtels entourés de jardins, mais pour la plupart sans élégance, bien qu'ils aient un aspect monumental. Ce sont les demeures des riches boyards de la Moldavie. Les fortunes dans cette principauté sont beaucoup plus considérables qu'en Valachie. Cela tient à plusieurs causes : la première est sans contredit l'excellente coutume qu'ont les boyards moldaves de résider sur leurs terres et de les cultiver eux-mêmes, tandis qu'en Valachie le boyard habite toujours la ville et donne ses terres à ferme. Il faut dire aussi que malheureusement la condition du paysan moldave est beaucoup moins bonne que celle de son voisin valaque. Il est obligé à un plus grand nombre de jours de travail au profit du propriétaire, et cela ne contribue pas médiocrement à augmenter les revenus des boyards. L'agriculture est beaucoup plus avancée en Moldavie qu'en Valachie, et une terre située dans la première de ces deux principautés fournit un revenu quadruple de celui que

ple, faisait des hospodars et ne voulait pas l'être lui-même. On a trop cru et trop dit surtout que les principautés du Danube étaient le but principal de l'ambition des princes phanariotes ; cela fut vrai pour beaucoup d'entre eux, mais ceux qui exerçaient une grande influence dans la capitale de l'empire préféraient ne pas s'en éloigner. Yassy ou Bucharest étaient des retraites, quelquefois même des disgrâces brillantes, comme certaines ambassades l'ont été ailleurs pour certains ministres.

produirait une terre située en Valachie, toutes choses égales d'ailleurs. Ces grandes fortunes, cette vie de grand propriétaire, donnent quelque chose de fier et de féodal au caractère moldave, et lui impriment un cachet d'indépendance que l'on ne voit guère en Valachie. Le boyard moldave est maître sur son vaste domaine, c'est lui qui fait les listes de recrutement, qui paye directement les impôts de ses paysans à la *vestiarie* (ministère des finances), et l'autorité doit prendre son assentiment pour exercer la justice chez lui. Il n'a pas, comme le Valaque, la passion des emplois publics, bien qu'il y porte trop souvent, quant il les remplit, la même absence de désintéressement et de droiture. On ne le voit pas assidu à faire sa cour à l'hospodar, qui pour lui n'est qu'un *primus inter pares* élevé par le vœu de ses compatriotes. En face de l'occupation étrangère, la conduite des boyards moldaves a été beaucoup plus digne que celle des boyards valaques. Nul empressement, nulle obséquiosité. Les agents et les généraux russes n'étaient pas, comme à Bucharest, l'objet de plates adulations; les salons moldaves ont presque toujours été fermés aux plus brillants états-majors, et les mariages, si fréquents en Valachie, même dans les classes secondaires, entre les officiers russes et les femmes du pays, ont été plus que rares en Moldavie.

Il y a, on peut le dire, dans cette principauté une *boyarie*, qui sera pour longtemps encore, comme en Valachie et bien plus qu'en Valachie, le seul corps qui donne à la population moldave la physionomie d'une société constituée. Ce n'est point toutefois à cause de ses titres que la

boyarie forme un corps, c'est uniquement à cause de ses biens. Dans les deux principautés, la *boyarie d'agrégation* [1], créée quelquefois par la faveur la plus honteuse et la rapacité des princes, conférée à des services qui ne s'élevaient pas au-dessus de la domesticité, ou vendue souvent à vil prix, a beaucoup déconsidéré les *rangs* [2]. Jean Stourdza faisait de petits nobles pour 400 piastres (200 fr. environ), et il y a en Moldavie près de trente *logothètes* (c'est le plus haut degré de la hiérarchie moldave), dont plusieurs sont sans fortune. On en rencontre dans les villes de districts vêtus à peu près comme des paysans, portant la barbe, signe distinctif du grand boyard, et conduisant de petites voitures d'osier traînées par un cheval.

Le règlement organique des Principautés avait cherché par de sages mesures à mettre un frein à cet avilissement de la boyarie. Déjà l'empereur Alexandre avait fait cesser l'assimilation des *rangs* moldo-valaques à ceux de la Russie, assimilation que ses prédécesseurs avaient admise; mais toutes ces mesures furent sans aucun résultat, et notamment sous les deux derniers hospodars, la Valachie a vu des hommes sortis des rangs de la domesticité, ou enrichis par les moyens les plus coupables, s'avancer dans la hiérarchie des boyards jusqu'à faire partie du conseil des ministres. Le seul

[1] La *boyarie d'agrégation* est composée en grande partie de gens qui ont exercé des fonctions serviles.

[2] Dans les Principautés, les *rangs* signifient les différents degrés de noblesse, comme dans l'armée les grades constituent la hiérarchie militaire.

remède à cet état de choses nous paraît être la création dans les Principautés d'une représentation nationale basée uniquement sur la propriété [1].

Les environs d'Yassy sont pittoresques ; on y voit de charmantes maisons de campagne et des couvents dont chacun a sa légende. La ville est enlaidie par le quartier juif, où plus de trente mille Israélites se pressent dans des bouges hideux, entourés tantôt d'une boue infecte, tantôt d'une poussière épaisse. Quand on arrive de Galatz sur les hauteurs de Socola, Yassy offre un coup d'œil saisissant, mais dont l'harmonie est détruite par cet amas de misérables huttes à travers lesquelles il faut passer pour atteindre la ville. Du reste, la Moldavie est littéralement envahie par les juifs, qui y affluent de la Pologne russe et de la Galicie. C'est l'administration antérieure à celle du prince Grégoire Ghika qui a ouvert aux juifs l'entrée des frontières de Moldavie, et ils s'y sont précipités pour échapper au service militaire, aux durs impôts, et jouir d'un gouvernement plus doux. L'hospodar y trouvait son profit, attendu que les juifs étaient obligés de payer une taxe exceptionnelle et arbitraire. De plus, de temps en temps on répandait le bruit de leur prochaine expulsion. Alors ils se réunissaient, et portaient au pied du trône moldave leurs supplications, qui, appuyées d'arguments irrésistibles, étaient accueillies avec une paternelle condescendance. Ces avanies étaient plus que compensées par les avan-

[1] La convention du 19 août 1858 a accueilli ce vœu, émis dès 1856.

tages immenses que leur offrait le séjour en Moldavie. Peu à peu ils se rendirent maîtres de toutes les affaires, pénétrèrent dans toutes les maisons, et chaque boyard a aujourd'hui son juif, comme une grande maison a ou avait un intendant, un précepteur, ou un abbé. Ils ont, avec l'imprudent et coupable assentiment des propriétaires, couvert les campagnes de cabarets, où ils vendent une eau-de-vie de fruits qui enlève au paysan presque tout ce qu'il gagne et tarit la source même de sa richesse, la vigueur de ses muscles. Enfin le juif est tailleur de dames, et fait quelquefois des corsages et des tailles que ne désavoueraient pas les meilleurs ateliers de Paris. Les juifs peuplent maintenant des bourgs, des villages, comme en Galicie; quelques-uns même sont devenus fermiers de terres comme en Pologne, où tout leur est livré jusqu'aux églises des villages, devenues entre leurs mains des magasins d'ustensiles aratoires ou de céréales. En général ils sont durs pour les paysans. Jusqu'ici, ils ne peuvent en aucun cas acquérir des terres; les exceptions qui existent en faveur des chrétiens étrangers ne leur sont pas appliquées, la naturalisation même ne leur donne pas ce droit. J'ai connu des Moldaves très-éclairés, très-humains : à les entendre, c'eût été un véritable malheur que d'autoriser les juifs à acquérir des propriétés territoriales. Les Moldaves ont la conviction que les juifs, aidés de cette autorisation, seraient avant vingt ans, par l'usure et l'excès de leur habileté en affaires, propriétaires de la moitié de la principauté. — Il est certain

que cela est grave, et qu'un sentiment aussi universellement et aussi profondément enraciné cesse d'être un préjugé pour mériter d'appeler l'attention des hommes d'Etat. Il faut ajouter que les Israélites, en Pologne, en Bukovine et en Moldavie, vivent en dehors de la société par leurs mœurs, leur costume et leur attachement aux vieilles habitudes talmudiques. Plus ils se rapprocheront de la société chrétiennne, et plus ils auront droit à l'égalité devant la loi. En Valachie, ils sont en très-petit nombre, l'autorité leur ayant toujours créé des difficultés; mais ceux qui y sont établis, et notamment les banquiers, qui y ont des maisons considérables, sont entrés dans la société européenne par leurs mœurs et leur façon de vivre. Dans les deux principautés, ils ont le libre exercice de leur culte.

Dès mon séjour à Yassy, quelques-uns des abus dont souffre la société moldo-valaque se révélaient à moi. En Valachie, et à Bucharest surtout, j'allais voir ces abus s'accuser plus vivement encore. Les deux pays diffèrent singulièrement d'aspect quand on entre en Valachie par Fokchani. La culture est inférieure sur le territoire valaque en général, et surtout dans les immenses plaines qui de la frontière moldave s'étendent jusqu'à Bucharest et au delà. Quelquefois, pendant des heures entières, on roule silencieusement et rapidement sur des steppes où l'œil n'aperçoit au loin que des cigognes, des troupeaux d'outardes ou les pieux qui dominent les puits, et au-dessus desquels s'agitent les longs bras de bois qui servent à puiser l'eau pour les

troupeaux et les chevaux. Au lever de l'aurore ou au soleil couchant, cette immensité offre un spectacle imposant, quelquefois sombre, mais toujours plein de charme. Je passai à gué le Rimnik, appelé *le Salé* à cause du goût de ses eaux, qui prennent leur source près des mines de sel dans les Carpathes. Cette rivière donna à Souvarof son premier surnom après sa victoire sur les Turcs, et son fils y périt noyé au commencement de ce siècle [1]. A Bouzéo, dont l'église,

[1] On sait que Souvarof, nommé en 1800 prince Italinski, puis disgracié, mourut dans la même année. Il laissa un fils naturel qu'il avait reconnu, dit-on, à la demande de Catherine II, et une fille, la princesse Rimnikski. Son fils était une espèce de sauvage dont la violence et la férocité répandaient la terreur partout où il allait. En Moldavie et en Valachie, les boutiques, même dans les villes, se fermaient sur son passage. Il avait une armée de chiens qui remplissaient toute une maison. Ses soldats pillaient et violaient jusque dans les églises, et n'étaient pas même arrêtés par le caractère sacré des ecclésiastiques. Arrivé sur les bords du Rimnik, comme il s'en retournait en Russie, il s'obstina à traverser cette rivière malgré un commencement de débâcle. En Valachie, les cours d'eau deviennent parfois en quelques minutes des torrents impétueux. Le fils de Souvarof périt victime de son emportement. Sa mort fut considérée comme une délivrance par tous ceux qui l'entouraient. La princesse Rimnikski était restée longtemps fille, malgré son grand nom. Il est vrai que c'était à peu près tout ce que lui avait laissé le prince Italinski. L'empereur Alexandre avait sans succès cherché à la marier. Un jour qu'il passait une revue, il fut frappé de la beauté mâle et régulière d'un colonel. Il demanda son nom. On lui dit qu'il s'appelait Bachmakof, et qu'il était Tartare. L'empereur Alexandre se le fit présenter et lui mit une couronne de laurier sur la tête. Bachmakof, doté et fait conseiller d'Etat, épousa la fille du farouche vainqueur d'Ismaïl. Comme le pape Pie VI, l'empereur Alexandre aimait à employer les beaux hommes.

l'évêché, le séminaire et l'hôpital s'annoncent au loin par leurs coupoles de fer-blanc peintes en vert; je trouvai l'évêque assis sur les marches de son perron, tenant à la main un gros jonc à pomme d'argent et réglant ses comptes avec les paysans. En Valachie et en Moldavie, les évêques sont à la fois les chefs spirituels et les administrateurs temporels de leurs diocèses, et les intérêts matériels les occupent beaucoup plus que le soin des âmes; ils considèrent surtout les fidèles comme des contribuables.

L'aspect de Bucharest me sembla étrange, c'est la ville des contrastes : on y voit des palais ou au moins de beaux hôtels [1] et des masures affreuses, des équipages sortant des ateliers de Binder ou de Clochez et conduits par des cochers en grande livrée, puis d'énormes charrettes transylvaines renfermant un monde comme l'arche de Noé, et traînées par huit, dix, vingt chevaux ou juments avec leurs poulains courant librement autour de l'attelage, — des chevaux de race russe ou hongroise pleins de feu et de grands buffles à l'œil rouge,—des élégants et des élégantes vêtus à la dernière mode de Paris et des paysans habillés comme les Daces il y a deux mille ans, des Albanais salement vêtus parcourant les rues en vendant la *braga* (boisson fermentée) et des boutiques où s'étalent les friandises de Boissier, et de Potel et Chabot, — des moines fumant

[1] Bucharest est la dernière des capitales de la Valachie. Les princes ont d'abord résidé à Kimpolungo, à Courte-de-Agis, à Tirgovisht; ils se sont toujours rapprochés du Danube.

leur pipe au cabaret ou sur des tombes, dans les cimetières placés au cœur de la ville, à côté de tziganes, musiciens ambulants (*laoutari*), vêtus de longs manteaux flottants et portant à la ceinture de leur robe le violon, la mandoline, la flûte de Pan, prêts à vendre leurs services pour un baptême, un mariage ou un enterrement. La vie orientale, qui s'en va, et la vie européenne, qui la remplace, se coudoient, se succèdent comme dans un panorama.

On pouvait voir, en 1849, l'influence russe se révéler à Bucharest par des signes trop certains. La nomination récente du prince Barbou-Stirbey préoccupait toute la ville. On s'entretenait des intrigues nombreuses qui avaient précédé cette nomination, et qui avaient fait perdre au commissaire ottoman la haute situation morale qu'il s'était d'abord acquise. Assiégé par les instances de plusieurs candidats, Fuad-Effendi avait fini par recommander au choix du sultan le moins populaire de tous, Stirbey, qui devait tout à la Russie. Le commissaire impérial russe assistait en spectateur satisfait au triomphe du candidat de sa cour et à l'anéantissement des espérances que les boyards patriotes avaient mises dans le commissaire ottoman. Le général Du Hamel avait été consul général de Russie en Egypte, et s'y était fait remarquer par la douceur de son caractère et son empressement à être agréable à Méhémet-Ali-Pacha; puis on l'avait vu ministre à Téhéran, où il avait généreusement mis son influence au service des missionnaires catholiques français persécutés par le

gouvernement persan; enfin il avait été en plusieurs occasions envoyé à Bucharest en qualité de commissaire impérial. C'était un homme froid, d'un caractère privé irréprochable, d'un esprit profondément religieux, mais dont les dehors solennels et les traits immobiles faisaient un personnage redoutable pour ceux qui n'avaient pu le connaître dans l'intimité; d'ailleurs il parlait et agissait volontiers dans les Principautés comme le représentant du maître.

La *boyarie* à Yassy m'avait montré ses instincts d'indépendance: à Bucharest, sauf quelques rares et nobles caractères qui se sont acquis les sympathies des gens de cœur, l'influence russe la dominait visiblement. Ne devais-je pas, pour m'éclairer sur les forces et les besoins du pays, me tourner maintenant non plus vers les villes, mais vers les campagnes, où l'esprit national s'était sans doute mieux conservé, et vers les monastères, qui sont des centres si considérables dans les Principautés? Les voyageurs n'observent guère que les villes; je résolus de pénétrer dans les couvents, de visiter les Carpathes, où se groupe de préférence la population monastique. Une excursion dans ces montagnes devait compléter l'ensemble de notions qui me permettrait de porter un jugement précis sur les besoins et les intérêts des Principautés.

Mon excursion fut rapide, mais fertile en curieux souvenirs. Je me rendis d'abord à Giurgevo. J'étais là tout près de Roustchouk, et je voulus voir Saïd-Pacha, le dernier *rouméli-valessi* de la Turquie et l'un des plus

riches propriétaires de l'empire. Saïd-Pacha descend des khans de Tartarie. Malgré sa grande fortune, il habitait à Roustchouk un *konak* ou hôtel qui tombait en ruines. Saïd-Pacha est un vieillard d'un abord froid, mais d'une politesse empreinte d'une simplicité noble. Il menait la vie la plus monotone, et sa plus grande distraction, après les affaires, était de parcourir ses fermes et de visiter ses grands troupeaux de bœufs, de moutons et de chevaux. Les goûts de l'Asiatique et du nomade n'avaient pas disparu chez le haut fonctionnaire ottoman.

En descendant le Danube, je fus frappé de la distance qui existe entre les piquets des soldats valaques destinés à garder le littoral de la principauté ; il était difficile que la surveillance fût moins efficace. Les soldats valaques qui gardent le littoral ou les îles du Danube sont logés dans des corps de garde élevés, comme des colombiers, sur quatre gros pieux baignés souvent par les eaux du Danube, ou se dressant au milieu de roseaux qui atteignent les fenêtres mêmes du poste. A l'approche des voyageurs, des troupes d'oiseaux aquatiques sortent de ces roseaux : l'oie, le canard sauvage, le pelican, attirent par leur vol puissant l'attention du chasseur; mais les pauvres soldats des piquets se livrent peu à la chasse : ils ont assez à faire pendant la nuit, et quelquefois pendant le jour même, de se défendre contre les énormes cousins du Danube, dont la piqûre est très-douloureuse. Dès que l'on passe le Sereth, on s'aperçoit que l'on entre dans un pays mieux cultivé,

la route de Galatz à Yassy offre sur certains points, avec des tronçons d'excellentes chaussées dues à l'hospodar Michel Stourdza, une culture, un air de richesse agricole qui rappellent les plus belles parties de la Toscane.

Entre Tekoutch et Birlat, je vis des bataillons russes qui gagnaient le Pruth pour repasser en Bessarabie par Léova et Skouléni. Les soldats avaient des sarreaux ; leurs casques étaient recouverts d'une toile grise destinée à les protéger contre les rayons d'un soleil déjà brûlant, bien que la saison fût beaucoup moins avancée qu'en Valachie, et que dans la haute Moldavie il y eût encore de la neige en assez grande quantité. En moins d'un an, j'avais vu les soldats russes entrer en Moldavie et quitter cette principauté. Leur attitude, l'expression de leurs visages étaient les mêmes ; ils étaient calmes et ne semblaient guère heureux de retourner dans leurs foyers.

J'atteignis bientôt la région des couvents, c'est-à-dire les Carpathes, et je me rendis d'abord au couvent de Niamtzou, situé dans ces montagnes, comme celui de Seco, qui en dépend. Pour y arriver il faut passer plusieurs fois à gué le cours sinueux et rocailleux de la Niamtzou, qui coule au pied de collines à pic dont le sommet porte encore les ruines du château d'Étienne le Grand. Une brillante hospitalité m'attendait à Niamtzou. Après avoir pris un excellent repas pendant lequel je fus servi par des moines, je couchai dans une chambre où étaient les portraits des derniers abbés et de

l'empereur Nicolas. A mon réveil, je fis le tour du couvent principal, le long d'une galerie de bois qui me permit d'admirer à mon aise les sombres sapins et les gorges profondes qui dominent Niamtzou; puis j'assistai au service divin, qui se fait en moldave et en russe, et on me donna l'Evangile à baiser.

Niamtzou et Seco sont deux monastères, ou mieux deux agrégations de religieux comptant plus de deux mille frères. Ces deux vastes établissements produisent tout ce qui est nécessaire à la consommation des moines. Les revenus de ces deux couvents dépassent 70,000 ducats, environ 840,000 francs. Niamtzou était sous la protection spéciale de l'empereur de Russie, et les moines russes y sont en assez grand nombre pour former un parti ou une faction russe en opposition au parti moldave. Les terres des couvents de Niamtzou et de Seco sont très-étendues. Le premier de ces couvents faisait, lors de ma visite, bâtir dans la ville de Niamtzou, très-voisine du couvent, un fort bel hôpital qui devait contenir soixante lits. Tout voyageur a droit à être hébergé pendant trois jours dans ce couvent, et parmi les bâtiments qui couvrent le vaste espace où demeurent les moines, on remarque une auberge pour les pauvres. Je fus frappé du peu d'habitude que les moines de ce couvent avaient de la langue grecque. Un seul moine put me servir d'interprète dans ma conversation avec le supérieur, qui ne parlait que le roumain, que je ne savais pas suffisamment à cette époque. Je passai dans l'église quelques instants à entendre chanter

des hymnes en esclavon, en moldave et en grec. Les moines avaient en général de belles voix, mais ils chantaient souvent du nez; leurs physionomies étaient expressives; plusieurs portaient de longues chevelures noires avec des reflets roux, et qui leur tombaient jusque sur les reins. Niamtzou possède une imprimerie d'où se répandent, dans tous les pays roumains, des livres d'église, d'éducation, et les traductions des saintes Écritures. La vie des moines de Niamtzou et de Seco ne passe nullement pour exemplaire, et le voisinage de nombreux couvents de femmes, la liberté de mouvement laissée aux moines, accréditent, s'ils n'autorisent, les accusations portées contre eux. Au milieu des richesses, du luxe et de la licence de Niamtzou, mon esprit se reporta en souvenir vers le couvent des trappistes de Westmale, près d'Anvers, dans cette vaste et triste Campine que ces bons religieux ont fertilisée de leurs sueurs, et où j'avais passé, deux ans auparavant, quelques jours au sein du silence le plus solennel. Là, tout rappelait le renoncement à la vie, les privations, la mort. Le prieur moldave, richement vêtu et assis sur son divan avec une dignité grave, ne me faisait pas oublier le supérieur des trappistes, son costume sévèrement monastique et son visage empreint d'une douce tristesse. A l'éloquente parole du moine grec j'opposai le simple langage du moine catholique, s'excusant de ne me faire que des réponses brèves et embarrassées après tant d'années de silence et de retraite. Au riche couvent de Niamtzou j'opposai encore l'obscure cha-

pelle de Westmale, les tombes qui remplissaient le jardin, et le silence du cloître belge, interrompu seulement à de longs intervalles par des chants religieux.

Après avoir quitté Niamtzou au bruit des cloches, qui furent mises en branle pour me faire honneur, je pris la route de Piatra. Le long des versants septentrionaux des Carpathes et dans les vallées que l'on traverse, on ne voit que des couvents. On rencontre d'abord Agapia dans une situation charmante, arrosée par des filets d'eau qui descendent des collines, et embellie alors par les premiers sourires du printemps. Agapia est un couvent de femmes ou plutôt un véritable béguinage semblable à ceux des Flandres, où chaque nonne a sa petite maison. Là se pratique une hospitalité un peu trop analogue, dit-on, à celle des couvents de femmes de l'Archipel que Tournefort visita en 1700, et dont il nous a laissé une si exacte et si spirituelle description. Je ne séjournai dans le couvent d'Agapia que le temps nécessaire pour y entendre quelques psaumes chantés avec un ensemble assez harmonieux, dans une chapelle où les nonnes me conduisirent en me prenant sous le bras. Malgré les gracieuses prévenances de l'abbesse, qui portait avec élégance une canne à pomme d'or, et qui me fit servir par de jeunes religieuses d'excellentes confitures, de l'eau de source et une pipe, je quittai promptement Agapia, et j'allai passer la nuit dans un autre béguinage appelé Varatiko. Le premier de ces établissements a 120,000 francs de revenu, le second 48,000. Dans ces congrégations, les vœux sont éternels,

et beaucoup de jeunes filles y sont traînées par leurs parents, qui les sacrifient à des enfants préférés. Depuis quelques années, des réformes sérieuses ont eu lieu dans ces béguinages; le gouvernement et le haut clergé moldave y ont également concouru et avec succès.

D'autres couvents, où je m'arrêtai successivement à mon retour en Valachie, ne modifièrent en rien l'impression que j'avais éprouvée parmi les moines de Niamtzou et parmi les béguines d'Agapia et de Varatiko. Partout je retrouvai les mêmes mœurs faciles et brillantes. Je me bornerai à citer Monoxylon, couvent de femmes ainsi appelé à cause d'une image de la Vierge trouvée dans le creux d'un vieil arbre; Tismana, situé dans une gorge pittoresque sur la petite rivière de ce nom; Bistritza, dont la situation n'a rien à envier ni à la Suisse ni au Tyrol; Arnota, fondé par un prince albanais, et qui servit de refuge aux habitants à l'époque des invasions des Tartares; Polovradji, construit à la coupure même de l'Oltez, là où cette rivière s'échappe d'une grotte profonde, riche en stalactites; Colza, bâti en face de l'Olto, au point où cette rivière indomptée s'échappe des Carpathes pour arroser la Valachie; Orez, le plus considérable des cinq couvents fondés par les Brankovano, un des plus riches de toute la Valachie, et dont la vieille princesse Brankovano, retirée à Varatiko, a encore le droit de nommer les prieurs. L'abbé d'Orez venait de mourir. Il s'était rendu célèbre dans le pays. C'était un Grec des Cyclades. Il s'appelait Chrysanthe. Son portrait était dans toutes les pièces du couvent,

et il représentait bien le personnage tel qu'on le dépeignait dans la contrée. C'était un véritable abbé du moyen âge, comme Pétrarque nous en a décrits. Actif administrateur des biens temporels du couvent, il avait fait passer en Grèce des sommes considérables ; dur envers les paysans, il inspirait la terreur; luxurieux et tyrannique, il imposait ses caresses aux jeunes filles de ses villages. Tout cela se lisait dans ses petits yeux verts et chatoyants, dans sa bouche épaisse et serrée, dans son large menton et son front bombé. Avec un turban, on l'eût pris pour Ali-Pacha de Tepelen. Dans un autre couvent que je ne veux pas nommer, le prieur entretenait ouvertement une Allemande, qui assistait à la messe dans un état que je trouvai peu intéressant, pendant que son seigneur et maître officiait. Cela ne semblait pas trop scandaliser l'assistance.

Dans un couvent de femmes situé près de Bucharest, et appelé *Passer* (l'oiseau), je fus surpris d'entendre plusieurs nonnes chanter en répétant pendant près d'une heure un nom de femme. En interrogeant l'une d'elles, j'appris qu'elles faisaient ce que l'on nomme en valaque un *privighiero*. Elles priaient Dieu de faire mourir la personne qu'elles nommaient, parce qu'elle était l'objet de l'affection illégitime d'un grand personnage. L'épouse délaissée demandait la mort de la belle pécheresse et payait le *privighiero*. Ces chants doivent se faire entendre pendant quarante jours de suite.

Un des couvents de femmes les plus agréablement situés de la Valachie est celui de l'Ostrof, ainsi appelé

parce qu'il est construit sur une île de l'Olto : *ostrof*, en valaque comme en russe, veut dire île. C'est encore un béguinage; chaque nonne a sa maisonnette sous des arbres séculaires et épais qui en dérobent la vue. Un petit bras de l'Olto, qui coule doucement, sépare à peine l'île de la grande route, et une barque plate y conduit les voyageurs, qui s'annoncent par le son d'une cloche. L'abbesse d'Ostrof ne revêt le costume religieux que lorsqu'elle a des visiteurs étrangers. Habituellement elle est vêtue à la dernière mode de Paris, et reçoit ses toilettes de Bucharest. Dans tous les grands couvents d'hommes, les voyageurs de distinction trouvent une large hospitalité, pour laquelle les prieurs reçoivent des frais de représentation. Les boyards en abusent quelquefois, et la conversation de ces prieurs ressemble beaucoup trop à celle des aubergistes, qui se plaignent de la cherté des subsistances. On mange dans les Carpathes d'excellentes truites, et les abbés ne dédaignent pas de les garder sous clef dans des viviers, où ils vont les chercher eux-mêmes pour les voyageurs, quand ils veulent les traiter avec magnificence. La vie religieuse apparaît à peine; on dirait des fermiers en habit ecclésiastique.

J'avais donc vu en Valachie comme en Moldavie d'importants établissements religieux qui se partageaient en quelque sorte, avec la *boyarie*, la grande propriété. Quel esprit animait cette nombreuse population monastique? Dans quelle mesure concourait-elle aux charges de l'Etat? Quelles réformes appelait sa si-

tuation? Telles étaient les questions auxquelles mon excursion dans les Carpathes me permettait de répondre.

L'ascendant moral acquis dans ces couvents à la puissance qui est le représentant le plus naturel des intérêts de l'Eglise grecque est beaucoup moins grand qu'on ne peut le supposer. Cet ascendant n'est accepté qu'autant qu'il maintient des priviléges ou même des abus. En faisant cesser ces priviléges, on arrive à une question d'une haute importance, celle du concours des couvents aux charges de l'Etat, et qui nous paraît mériter, entre toutes, un examen sérieux.

Commençons par établir que dans les Principautés tous les biens ecclésiastiques ne sont pas soumis à des règles uniformes. La Valachie a une métropole et trois évêchés suffragants, qui jouissent d'un revenu annuel de 3 millions de piastres (à peu près 1,148,000 fr.). La cinquième partie de ce revenu est mise à la disposition des titulaires pour leurs aumônes, leurs dépenses personnelles et celles de leurs maisons. Les quatre cinquièmes restant servent à l'entretien des églises, au payement des tribunaux ecclésiastiques, au traitement des curés et vicaires, aux frais des séminaires et de l'instruction religieuse, etc. Un dixième de la somme totale est censé devoir être mis en réserve pour les dépenses imprévues.

Après la métropole et les évêchés viennent les couvents dits *nationaux*. Ceux-ci jouissent d'un revenu de 8 millions de piastres (3,976,000 fr.). Ce revenu, re-

cueilli par une caisse nommée *caisse centrale,* est réparti ainsi : 900,000 piastres pour l'entretien des églises, la nourriture et l'habillement des religieux ; 1,800,000 piastres versées à l'Etat, et destinées aux établissements de bienfaisance et d'instruction publique. Le reste, — plus de la moitié de la somme, — est censé devoir être mis en réserve; mais nonobstant les garanties contenues dans le règlement organique, il n'y a pas eu un liard de réservé depuis quinze ans.

Outre ces couvents, il en est auxquels leur bonne administration a valu un traitement exceptionnel lors de la rédaction du règlement organique. Leurs revenus ne vont pas à la caisse centrale. Telle est la condition faite à Kalderouchan, fondée par les Ghika, et à une foule de petits moutiers (*skit* en langue roumane) qui relèvent directement de l'autorité du chef du diocèse où ils se trouvent placés.

La Moldavie a un métropolitain et deux évêques suffragants. Le métropolitain ou archevêque d'Yassy possède des propriétés foncières d'un revenu annuel d'environ 290,000 fr. Il en reçoit les cinq septièmes pour son entretien et n'en rend aucun compte au département des biens ecclésiastiques. Le revenu annuel des deux évêques de Roman et de Houche s'élève pour chacun environ à 130,000 fr., dont les quatre septièmes sont affectés à l'entretien personnel du titulaire. Les revenus des couvents et du clergé indigènes moldaves forment une somme de 1,836,000 fr., qui sont recueillis par la *caisse centrale.* Sauf quelques exceptions, en

Moldavie comme en Valachie, le principe de l'administration et de la répartition par l'Etat des biens du clergé indigène est admis et même pratiqué. Les choix des métropolitains et évêques dans les deux principautés sont faits par les assemblées générales des boyards, sanctionnés par les hospodars et reconnus canoniquement par le patriarche de Constantinople. On comprend aisément les brigues et les corruptions qui naissent d'un pareil système, lorsque les assemblées, au lieu d'être générales, sont tout simplement des divans *ad hoc* composés d'un petit nombre de fonctionnaires, comme ceux qui existaient en 1856, et qui ont fait les dernières élections des grands dignitaires de l'Église moldo-valaque.

Outre les monastères et les ermitages indigènes, il y a dans les deux principautés des couvents grecs, qui relèvent de couvents situés dans l'empire ottoman. Plus du cinquième du sol de la Valachie et de la Moldavie appartient aux couvents grecs, et plus de cent mille familles roumaines cultivent ces vastes et beaux domaines donnés ou légués par la pieuse munificence des princes ou des grandes familles moldo-valaques. Ces couvents, au nombre de soixante-dix environ, relèvent du Saint-Sépulcre, du Mont-Athos, du Mont-Sinaï, du patriarcat de Constantinople, de celui d'Alexandrie, de celui d'Antioche, de la communauté de Drian en Epire, des monastères de Meteora en Thessalie, et de divers monastères de la Roumélie ; on les appelle *inquinat*, c'est-à-dire *dédiés, soumis*. Ils ont un

revenu avoué de plus de 2 millions de francs en Moldavie et de plus de 3 millions en Valachie; mais ces revenus sont susceptibles de très-grandes augmentations.

Les diplômes (*chrysobules*) qui confirment les donations faites aux couvents grecs existent et ont été soigneusement analysés. Il en résulte que les donations ne furent pas faites aux individus, aux religieux, mais à la communauté. Les communautés n'étaient point considérées comme propriétaires, mais purement et simplement comme les dépositaires des fonds, qu'elles devaient répartir au profit des populations, avec obligation de rendre compte chaque année de l'usage fait de ces revenus au gouvernement de l'hospodar. Lorsque les Phanariotes s'introduisirent dans les deux principautés et y parvinrent à l'autorité; ils voulurent assurer la suprématie de leur race sur les indigènes et se ménager des ressources dont ils pourraient disposer pour augmenter leur influence : ils aliénèrent en conséquence les monastères au profit des communautés religieuses du Mont-Athos, de la Roumélie, de Jérusalem et du Mont-Sinaï; mais un mécontentement général éclata, et dès 1633 Matthieu Bassaraba, se fondant sur l'illégalité d'actes qui n'étaient pas revêtus de l'assentiment de l'assemblée du pays, fit rentrer les monastères sous l'ancienne loi. En 1654, le décret de Matthieu fut renouvelé par Constantin Bassaraba et confirmé en 1688 par Sherban II. Enfin, jusqu'en 1715, la question des monastères suivit les fluctuations de la lutte poli-

tique acharnée qui se vidait entre les boyards indigènes et les phanariotes. A cette époque, ceux-ci l'emportèrent définitivement, et pour plus d'un siècle, par l'avénement de Nicolas Mavrocordato. En Moldavie, les mêmes faits se reproduisirent.

En 1822 enfin, les princes indigènes régnèrent de nouveau sur les Principautés. Grégoire Ghika, à qui la Valachie doit les premiers éléments de sa régénération, et qui, depuis le commencement de ce siècle, est peut-être avec son frère, l'ex-hospodar Alexandre Ghika, le seul prince dont la mémoire soit restée chère au peuple, s'empara des revenus des monastères grecs, mais sans en rien détourner, et les employa au payement de la dette, qui s'élevait à 5 millions de piastres, ou 8 millions de la monnaie d'aujourd'hui, soit 3,500,000 fr. En 1830, la Russie rendit de nouveau les revenus aux moines grecs, mais en 1834 le règlement organique décida que les biens des monastères, tant indigènes que grecs, seraient ramenés à leur destination première, c'est-à-dire qu'une partie des revenus de ces biens serait donnée à l'État, qui devait l'employer en institutions publiques. A cette époque, le général Kisseleff institua une commission dont le rapport conclut à faire affermer par l'État les biens des couvents aliénés ou couvents grecs, sauf à l'État à faire parvenir aux lieux saints, au Mont-Athos, etc., les revenus annuels tels qu'ils existaient avant le règlement organique, mais après en avoir prélevé les contributions payées à cette époque aux Principautés, ainsi que les

frais d'entretien et les sommes nécessaires aux actes de bienfaisance, aux institutions d'utilité publique. La différence créée par les améliorations résultant du règlement organique entre les revenus des deux époques devait également rester à l'État. Le comte Kisseleff donna toute son approbation à ces conclusions, et en recommanda vivement l'adoption à Saint-Pétersbourg; mais les actives démarches des religieux grecs, soutenues par de puissants moyens employés habilement à Pétersbourg et à Constantinople, obtinrent un délai de dix années. En 1843, à l'expiration de ces dix années, il ne fut rien fait, et les abbés grecs, plutôt que de consentir à subir le principe de la participation aux charges publiques, préférèrent abandonner une notable partie de leurs revenus, qui allèrent arrondir les fortunes des chefs et des favoris du gouvernement. Il y eut des exemples scandaleux qui se sont perpétués jusqu'à nos jours. Les terres des monastère étaient prises à ferme par les personnages les plus haut placés. Un fonctionnaire d'un rang élevé, très-protégé par la Russie, avait dû à cette protection la ferme des biens du couvent de Slatar, situé à Bucharest, mais appartenant au patriarche grec schismatique d'Alexandrie, ainsi que les biens d'un autre couvent formant tout le revenu de ce patriarche. Ces terres étaient affermées par ce personnage, objet de la protection spéciale de la légation de Russie à Constantinople, moyennant 12,000 francs par an pour six ans, et les revenus réels étaient de 48,000 fr. par an. Un parent d'un ex-hospodar, qui occupait

même un poste éminent dans l'administration du dernier gouvernement, a agrandi, dit-on, de près du double une terre qu'il possède près de Fokchani aux dépens du couvent de Saint-Jean, relevant du Mont-Athos, dont il est le voisin, et aux dépens des *mochnénis* et des *rezèches* (paysans propriétaires) dont les terres confinaient avec ses biens en Valachie et en Moldavie. Ces malheureux furent dépouillés malgré leurs plaintes et condamnés devant les tribuneux de Bucharest et d'Yassy, où l'usurpateur était fortement appuyé; les moines du couvent de Saint-Jean racontaient ces faits à tous les voyageurs.

En 1847 enfin, la Russie décida que les couvents grecs donneraient dans les deux Principautés réunies une somme de 27,000 ducats par an, 324,000 francs. Le prince Stourdza se mit immédiatement en possession de la moitié qui lui revenait, et son successeur suivit son exemple. Le prince Bibesco trouva la contribution trop minime et ne voulut rien prendre. En 1848, le gouvernement provisoire valaque déclara les biens conventuels grecs *biens nationaux;* mais cette décision n'eut aucune suite, et les deux hospodars nommés par l'acte de Balta-Liman demandèrent aux deux cours et à leurs commissaires le droit de prélever le quart des revenus pour l'appliquer au payement de la dette des Principautés d'abord, et ensuite au profit des Principautés elles-mêmes. Aujourd'hui cette question est encore pendante malgré les discussions qui ont eu lieu à Constantinople entre des membres du divan et des délégués

du prince de Moldavie [1]. Peut-être est-il heureux qu'une solution définitive ne se soit pas produite sans l'assentiment de la Russie, dont le concours peut donner une force plus réelle à un pareil concordat.

Ni les couvents indigènes, ni les couvents grecs aliénés ne concourent sérieusement, on le voit, aux charges de l'Etat, dans les deux Principautés. Il y a là un régime nouveau à créer. Il y a surtout à veiller à ce que les revenus soient employés suivant les intentions du législateur. Ce que j'avais vu dès mon arrivée dans les Principautés en 1849, — soit à Bucharest et à Yassy, soit dans les couvents, — m'amenait à cette conviction, que les réformes politiques ne pouvaient avoir de résultats sérieux en Moldo-Valachie qu'autant que des réformes sociales auraient préparé la société moldo-valaque à une organisation meilleure. L'année 1849 marquait précisément le début d'une ère où le régime de la propriété allait enfin appeler l'attention des gouvernements moldave et valaque. Dans quelle situation ces gouvernements se trouvaient-ils quand ils procédèrent à l'œuvre des réformes ? Que firent-ils ? que reste-t-il à faire ? On voit combien l'état des Principautés il y a sept ans se lie étroitement aux questions qui s'y agitent encore aujourd'hui.

[1] Grégoire Ghika, mort en 1857.

II

Deux faits considérables ouvrent la période pendant laquelle les hospodars durent, de concert avec une commission spéciale, tenter diverses réformes économiques devenues urgentes. La révolution de février d'une part, la convention de Balta-Liman de l'autre, expliquent le caractère des réformes essayées et la limite dans laquelle on les renferma. La révolution de Février avait éveillé dans toute l'Europe orientale des vœux de réforme qui portaient principalement sur le régime de la propriété ; la convention de Balta-Liman, signée à Constantinople en mai 1849 entre le grand-vizir et le ministre de Russie, rétablissait l'influence russe dans les Principautés, et, bien qu'elle appelât une commission à réviser le règlement organique sous l'influence des vœux formés après février, on pouvait aisément prévoir que cette révision serait subordonnée aux intérêts de la Russie,

Qu'on rejette un moment les yeux sur les rapports de la Russie avec les Principautés depuis le traité d'Andrinople. On reconnaîtra que les idées de réforme ont été de longue date soutenues par elle comme un moyen d'agir sur la Turquie. Le traité d'Andrinople, qui donnait aux populations roumaines des princes nommés à vie, leur assurait en même temps de nombreux bienfaits matériels ; mais ces bienfaits étaient

accompagnés de dons qui devaient devenir funestes aux protégés de la Russie. Quoi qu'il en soit, ce traité, obtenu par une puissance dont les armes n'avaient pas remporté de triomphes bien éclatants, éveilla l'inquiétude de l'Angleterre, alors la gardienne la plus vigilante et au moins la plus jalouse des intérêts européens en Orient, et le comte d'Aberdeen écrivit la fameuse dépêche dont la publication, survenant au début du grand conflit qui naguère encore tenait le monde en suspens, fit éclater à la fois la haute prévoyance et la noble réserve du minstre injustement attaqué. Cependant le principal danger pour l'empire ottoman et pour l'Europe ne venait pas du traité d'Andrinople seulement; il était caché, disons-le franchement, dans le régime parlementaire que la Russie avait octroyé à la Moldo-Valachie avec le règlement organique, et qui devait fonctionner en présence et sous la tutelle du consul général de Russie. On ne nous surprendra jamais à médire des gouvernements libres : ils sont l'honneur du genre humain, l'idéal auquel il tendra toujours, la source des plus nobles vertus et l'inspiration des grands talents; mais il est permis de douter que ce fût dans une intention de désintéressement et dans un élan d'affection paternelle pour les Principautés que la cour de Saint-Pétersbourg les dota d'une assemblée générale, et les exposa à toutes les agitations qui sont la conséquence des luttes parlementaires, surtout quand un puissant voisin a intérêt à fomenter ces agitations et ces luttes. Enclavées entre trois em-

pires régis par des gouvernements absolus, passant d'un régime où, malgré quelques institutions traditionnelles plutôt encore que pratiquées, l'arbitraire des princes n'avait de frein que dans leur propre modération, les populations moldo-valaques se trouvaient exposées à de nombreux écueils. Elles auraient cependant pu surmonter les dangers attachés à la liberté et n'en recueillir que les fruits, si la Russie avait été pour elles une tutrice ferme et bienveillante; malheureusement ce rôle de véritable protectrice, la Russie ne l'a rempli que sous la présidence du comte Paul Kisseleff. Elle donna des réformes aux Principautés, parce que le sultan en donnait au reste de l'empire; elle forma entre les Carpathes, le Danube et le Pruth des Etats quasi-indépendants et libres pour affaiblir l'empire ottoman et apporter la désorganisation dans les populations chrétiennes de la Bulgarie, de la Serbie, de la Bosnie.

Les anciens hospodars avaient été souvent d'actifs agents de la cour de Saint-Pétersbourg et l'avaient aidée à soulever les populations chrétiennes de la Turquie d'Europe, comme, par exemple, Constantin Ypsilanti, de 1802 à 1806; mais il s'était rencontré des hospodars qui n'avaient pas voulu servir d'instrument à la politique russe. Avec une assemblée agitée souvent par les influences du consul général de Russie lui-même, avec des fonctionnaires dont le dévouement à la cour protectrice était largement récompensé, tandis que les partisans de la Porte Ottomane étaient tenus dans la disgrâce ou dans l'ombre, on avait désormais un

puissant levier pour agir d'une manière permanente et battre en brèche la Turquie d'Europe. Il est également permis de soupçonner la Russie, et on y est autorisé par l'histoire de ses rapports avec la Pologne [1], d'avoir voulu maintenir à Yassy et à Bucharest un foyer d'excitation qui lui permît un jour, à la faveur de circonstances que son habileté ou le hasard pouvait amener, de s'approprier définitivement des provinces qu'elle avait peu à peu détachées de la puissance suzeraine, et dont elle n'avait assuré l'autonomie que pour mieux les absorber, comme elle l'avait fait avec les khans de Crimée.

Cependant les idées d'autonomie, de race et d'indépendance nationale que la Russie avait fomentées dans les Principautés, afin de s'en faire un instrument de conquête pacifique jusqu'au Danube et une cause de bouleversement en Turquie au delà de ce fleuve, ces idées, disons-nous, avaient fait d'immenses progrès à l'approche de la crise qui allait agiter l'Europe en 1848. Dans l'esprit de la jeunesse, elles avaient même pris un caractère tout national et antirusse. Le prince Bibesco en fut ébloui, et fut soupçonné par les cours protectrice

[1] On sait que, par l'article secret du traité du 11 avril 1764 (Martens, t. Ier, p. 229), la Russie et la Prusse se réservaient le droit d'un recours aux armes pour garantir la Pologne contre toute tentative qui aurait menacé sa constitution ou ses lois fondamentales, c'est-à-dire que les puissances, en interdisant à la Pologne le droit de corriger des institutions vicieuses, lui ôtaient toute chance de salut; elles savaient que ce respect de la légalité la tuerait.

et suzeraine d'avoir voulu se servir de ces sentiments nobles, mais chimériques à cette époque, et qui devaient amener tant de désordres et de maux dans les Principautés, pour l'accomplissement d'un projet plus chimérique encore,— nous voulons parler de la création d'un royaume daco-roumain pour lui et ses héritiers. Quoi qu'il en soit de la réalité de ces soupçons, tout concourait, au commencement de l'année 1848, à rendre une crise imminente dans les Principautés, surtout en Valachie. Le chef de l'État y déployait un luxe extraordinaire, tandis que les employés se livraient ouvertement et impunément aux plus grandes concussions. La jeunesse s'enflammait pour les idées de nationalité et d'indépendance; les gens raisonnables et honnêtes demandaient des réformes devenues indispensables. Quant aux paysans, ils étaient écrasés de travaux et de corvées au profit des favoris et des favorites de la cour et des ministres, et le consul général de la puissance protectrice prêtait tout son appui à un ordre de choses profondément impopulaire. Ce qui contribua à hâter l'explosion, ce fut la révolution de février, qui eut un si immense retentissement dans toute l'Europe, et dont le contre-coup fit éclater à Bucharest une insurrection populaire victorieuse qui renversa le prince Bibesco et dispersa ses ministres. Les hommes qui se mirent à la tête du mouvement étaient pour la plupart animés de bonnes intentions, et quelques-unes des réformes qu'ils voulaient opérer étaient considérées, nous le répétons,

comme urgentes et indispensables par les honnêtes gens; mais les membres du gouvernement provisoire en Valachie devaient se briser contre des écueils que les plus sages d'entre eux avaient sans doute vus du premier coup d'œil. Il était en effet évident que la Russie, inquiète de la tournure des événements qui se passaient à l'occident de l'Europe et de l'insurrection qui avait éclaté en Hongrie, ne laisserait pas une révolution qui avait pris celle de Février pour modèle, et qui répandait parmi les populations roumaines et à ses portes mêmes des idées subversives, se développer à son aise sans chercher à l'étouffer.

Nous croyons avoir fait connaître le véritable rôle joué par la Russie dans les Principautés jusqu'en 1848, et n'avoir pas manqué à l'impartialité en disant qu'elle trouvait son profit à y entretenir l'agitation, le désordre des intelligences et la confusion qui en étaient l'inévitable conséquence, à se servir de son influence à Yassy et à Bucharest pour soulever les populations chrétiennes de la Turquie d'Europe. L'arme dangereuse employée par la Russie s'était néanmoins retournée contre ceux mêmes qui croyaient la manier avec une entière sécurité. La révolution valaque dépassa et déconcerta les projets de la cour de Pétersbourg, qui fit immédiatement entrer en Moldavie une partie des troupes qu'elle avait en Bessarabie; mais les agitations, très-légitimes d'ailleurs, des jeunes boyards moldaves venaient d'être étouffées avec promptitude par l'hospodar Michel Stourdza. En conséquence, le général Du Hamel, com-

missaire impérial russe, fit marcher les soldats de son maître jusqu'à Fokchani, ville située des deux côtés de la frontière moldo-valaque. Là il reçut de Pétersbourg l'ordre de faire rebrousser chemin à l'armée russe, de faire évacuer la Moldavie et de repasser le Pruth.

Le général Du Hamel était entouré de quelques boyards qui souhaitaient les réformes aussi vivement que les membres du gouvernement révolutionnaire, mais qui voyaient avec terreur ces derniers à la tête de la principauté ; ils supplièrent donc le commissaire russe d'entrer en Valachie, mais ils ne purent le persuader, et l'ordre était donné de se mettre en marche pour la Bessarabie, lorsque le général Du Hamel reçut de Constantinople une lettre de M. Titof, ministre de Russie en Turquie, qui l'engageait vivement à faire entrer les troupes russes en Valachie, l'assurant de l'assentiment de la Porte Ottomane et prenant sous sa responsabilité vis-à-vis du gouvernement impérial à Pétersbourg la démarche hardie qu'il conseillait. On attribua alors aux actives représentations du cabinet anglais l'ordre venu au général Du Hamel de ne pas entrer en Valachie, et M. Titof eut tout l'honneur d'avoir persuadé au divan qu'il était de son intérêt comme de celui de la Russie que cette dernière puissance intervînt à main armée dans les Principautés. Quelles qu'aient été les causes qui amenèrent cette intervention, ce n'en fut pas moins pour la Russie une victoire suivie d'une autre victoire, — la signature de la convention de Balta-Liman.

On sait dans quelles circonstances fut signée cette convention. Il est toutefois quelques détails de la négociation qu'il est bon de rappeler, pour mieux préciser l'esprit de l'acte qui en fut la suite. La Russie occupait militairement les Principautés depuis plusieurs mois, et l'aide de camp général Lüders était déjà intervenu à main armée en Transylvanie, lorsque le lieutenant général Grabbe passa par Bucharest, se rendant à Constantinople, porteur d'une lettre autographe du tsar pour le sultan. Ce général Grabbe, compromis dans la conspiration de 1826, avait été disgracié, et n'avait dû qu'à la protection de la princesse de Courlande, dont il était le parent, de ne pas être envoyé en Sibérie. Plus tard, la même influence le fit attacher comme colonel à la suite du général Geismark, un Saxon qui porta au service militaire de la Russie quelques-unes des qualités qui ont élevé au rang des capitaines illustres plusieurs princes de son pays. Le général Geismark prit le colonel Grabbe en affection, en fit son chef d'état major, et lui fournit l'occasion de se distinguer, de réparer ses torts envers son souverain et de faire une brillante carrière. L'arrivée du général Grabbe à Constantinople causa une vive sensation. Il prit tout d'abord un ton plus que décidé. Il semblait imposer plutôt qu'il ne proposait, il paraissait même douteux qu'il voulût admettre la discussion. Toutefois la négociation prit un cours régulier, mais l'attaque fut vivement menée contre le divan, d'autant plus que l'Autriche et la Prusse se tinrent complétement à l'écart. Le général Grabbe

voulait une convention solennelle, une sorte de traité dont la conséquence eût été de lier de nouveau plus étroitement la Turquie et la Russie, d'amoindrir l'effet du traité de 1841. L'ambassadeur d'Angleterre et le ministre de France secondèrent les résistances de la Porte, et les ministres ottomans crurent avoir remporté un succès parce qu'ils n'avaient pas cédé à toutes les demandes du plénipotentiaire russe, et parce que sa présence n'avait pas causé leur chute, comme on l'annonçait tout haut lors de son arrivée. Peu de jours après la signature du *sened* de Balta-Liman, on commença à comprendre qu'avec un peu plus de persistance et de fermeté la Porte aurait pu obtenir quelque chose de mieux; mais on se consola en se répétant que, pour la Turquie, c'était déjà beaucoup que d'avoir tenté une résistance. En réalité, la convention de Balta-Liman, grosse de conséquences et pleine de dangers, consacrait dans les Principautés l'occupation russe, qui datait de l'année précédente, et lui donnait un caractère légal. Elle reconnaissait à la cour de Saint-Pétersbourg le droit de faire entrer des troupes en Moldo-Valachie quand elle le jugerait nécessaire à ses intérêts, suspendait l'exercice des institutions que la Russie elle-même avait octroyées aux Principautés, nommait provisoirement des hospodars, et limitait le temps de leur administration à sept ans, substituait un divan *ad hoc*, uniquement composé de fonctionnaires à l'assemblée générale; enfin elle instituait une commission pour réviser le règlement organique.

L'attention des hospodars et de la commission réunie

en vertu de l'acte de Balta-Liman se porta principalement, avons-nous dit, sur l'état de la propriété. On vient de voir sous l'influence de quels faits politiques commença l'œuvre des réformes sociales dans les Principautés. Examinons l'œuvre en elle-même et les lacunes qu'elle laisse à combler.

Il faut reconnaître d'abord qu'il n'y a nullement place pour des réformes radicales dans les Principautés, où l'organisation de la propriété est solidement établie, et d'où le règlement organique a fait disparaître presque entièrement les faibles traces de féodalité qui y subsistaient. Il y a dans les Principautés un fait capital : les terres, on peut le dire d'une manière tout à fait générale, n'ont jamais subi l'organisation féodale, en ce sens qu'il n'y a jamais eu de *terres nobles* et de *terres non nobles*, et qu'il ne se produit entre elles aucune distinction. Ainsi le *paysan* et le *non boyard* payent une capitation, mais s'ils sont propriétaires (et cela est très-fréquent), ils ne payent aucun impôt pour leur terre. M. Guizot, dans son opuscule sur *la Démocratie en France*, dit qu'il n'y a plus chez nous de priviléges pour telles ou telles propriétés, et que c'est un fait nouveau et immense dans l'histoire des sociétés humaines. L'illustre historien oubliait que ce fait existe depuis des temps reculés en Moldo-Valachie. Il y a des paysans appelés des anciens,—*mochnénis* en Valachie, et en Moldavie *rezèches*.—Les *anciens* forment une intéressante classe de propriétaires, qui possèdent des terres, des forêts, et dont les biens sont indivis. Ces terres sont entre leurs

mains depuis un temps immémorial; ils n'ont pas même de titres de possession, et lorsque devant les tribunaux il naît des contestations et qu'on leur demande depuis quand ils sont propriétaires, ils répondent : « Depuis que nous sommes descendus de cheval [1]. » Le titre traditionnel qu'invoquent les *anciens* en ces termes les dispense de tout document, de toute preuve écrite. Cette noblesse en vaut bien une autre. Un publiciste éminent [2] remarque justement que rien ne contribue plus à l'égalité qui élève que les possessions territoriales. Ces anciens, ces *mochnénis* ont sur leurs terres des paysans corvéables (*clacaches*), et ils ont tout l'orgueil que donne la longue possession de la terre. Presque toutes les grandes terres de boyards ont été formées par des achats successifs faits aux *mochnénis*, et souvent par des usurpations violentes et odieuses, ainsi que cela ne s'est que trop pratiqué, notamment depuis 1843 [3].

Quoi qu'il en soit, les bases de la propriété sont si solides en Valachie et en Moldavie, que l'on voit tous les Serbes qui s'élèvent dans leur propre pays à une belle fortune passer dans les Principautés pour acheter

[1] On les appelle aussi des *discalicatori*.

[2] M. de Tocqueville, l'*Ancien Régime et la Révolution*.

[3] Le nombre des Rezèches en Moldavie, aussi bien que celui des Mochnénis en Valachie, diminue tous les ans; la petite propriété disparaît au profit de la grande. C'est là une conséquence du système qui a prévalu dans l'administration de la justice depuis trente ans.

des terres plutôt que de les acquérir en Serbie, dans le reste de l'empire ottoman, ou même en Autriche. C'est ce qu'ont fait les Obrenovitch, les Simitch, les Ghermanis. Il n'y avait donc pas dans les Principautés de modifications profondes à apporter à la propriété pour l'assimiler à ce qu'elle est dans les sociétés modernes de l'Occident; mais il n'était pas possible de se refuser à améliorer le sort des paysans, surtout après les promesses qui avaient été faites et les concessions qui avaient été accordées, au delà des Carpathes, aux Roumains de la Transylvanie par le gouvernement autrichien en récompense de l'aide prêtée contre l'insurrection magyare.

Les rapports entre les propriétaires et les paysans qu'il s'agissait de modifier conformément à la clause introduite dans la convention de Balta-Liman avaient été réglés sur des bases assez libérales dès 1746, époque où le paysan valaque fut affranchi de la servitude par le prince Constantin Mavrocordato. Le règlement organique avait développé ces bases, que la commission des réformes avait à réviser :

« Le propriétaire est obligé de donner à chacun des paysans établis sur sa terre : 1° un emplacement de quatre cents stingènes [1] en pays de plaine, et de trois cents en pays de montagne, pour son habitation, son potager et son enclos; 2° des

[1] Le stingène de Sherban-Voda est la toise décrétée en 1684 par le prince Sherban-Kantakouzene; c'est la mesure légale dont on se sert aujourd'hui en Valachie, et qui équivaut à 1m,962.

lieux de pacage pour les bœufs ou chevaux et pour une vache, en comptant un demi-pogone [1] pour chaque tête de bétail ; 3° de plus, et, pour l'usage de ces mêmes bestiaux, trois pogones propres à être fauchés pour les approvisionnements de l'hiver. 4° Le paysan reçoit en outre trois pogones de terre propre à être labourée, et qu'il travaille pour son compte. Pour un plus grand nombre de têtes de bétail, comme pour une plus grande étendue de terrain, le paysan est tenu de s'arranger de gré à gré avec le propriétaire.

« Les devoirs du paysan qui aura obtenu la totalité des avantages énumérés ci-dessus sont : 1° de travailler douze jours de l'année au profit du propriétaire de la terre sur laquelle il est établi, et cela, de sa personne, ou avec sa charrue, son chariot, s'il en a, ou le nombre de bestiaux qu'il possède; 2° de fournir en outre une journée de labour, de transporter, à la distance de six heures, un chariot de bois coupé dans la forêt du propriétaire, ou bien un chariot de foin, ou cinq cents *okas* de grains, ou soixante *vedros* [2] de boisson. Pour un chariot à quatre bœufs, la charge est double. Dans le cas où le paysan n'a point de bestiaux, ou que le propriétaire n'en requiert pas le service, le paysan est tenu de travailler de ses mains, en place de la journée de labour, trois jours, ou de payer le prix de ces trois jours d'après un taux fixé tous les trois ans par l'assemblée générale, et trois autres jours en place de la journée de transport ; 3° le paysan est obligé de donner la dixième partie du produit de culture des pogones qui lui sont accordés, et de l'apporter au lieu désigné sur la terre par le propriétaire; 4° dans le cas où il y a impossibilité pour le propriétaire de fournir l'étendue

[1] Le pogone vaut 1,296 stingènes carrés Sherban-Voda, ou 49,888 ares.

[2] L'*oka* vaut 12 litres ; le *vedro* vaut environ un décalitre.

du terrain assigné par la loi, les obligations du cultivateur sont modifiées d'après les articles de la loi relatifs à ce sujet.

« Tout village fournit en outre chaque année, en qualité de serviteurs disponibles, quatre hommes sur cent familles destinés à tour de rôle à être employés par le propriétaire à son service sur la terre même. Ces quatre hommes peuvent être remplacés par des journées de travail ou par un payement en argent, d'après un arrangement de gré à gré entre le propriétaire et le paysan. Tout paysan peut se déplacer en cas qu'il n'ait pas reçu le terrain voulu par la loi, ou bien s'il devient propriétaire, ou s'il se marie, et veut aller s'établir au foyer de sa femme. Il est toutefois obligé, en pareil cas, de prévenir le propriétaire six mois avant le déplacement, et de s'acquitter de toutes ses redevances pour une année d'avance avec le propriétaire, et jusqu'au nouveau recensement, envers la commune. Dans la dernière supposition, il doit surtout sacrifier tous ses immeubles au profit du propriétaire foncier. »

Tels étaient les droits et les devoirs du paysan valaque lorsque éclata la révolution de juin 1848. En Moldavie, les droits étaient les mêmes, moins étendus peut-être, et les devoirs étaient beaucoup plus onéreux. La commission instituée en vertu de l'acte de Balta-Liman présenta son rapport en février 1850, et la nouvelle loi réglant les relations des cultivateurs et des propriétaires fut promulguée en vertu d'un firman de la Porte Ottomane du mois de mars 1851. C'était surtout en Valachie que la nouvelle loi apportait des améliorations réelles au sort des paysans; des facilités leur

furent données pour passer d'une terre à une autre, et les arrangements de gré à gré entre les propriétaires et les cultivateurs furent entourés, en droit, de toutes les garanties. Les droits et les charges des propriétaires et des cultivateurs furent réglés, et on maintint, pour les premiers, l'obligation de donner aux seconds pour leur compte de la terre en proportion de la quantité de terrain qu'ils pouvaient labourer pour les propriétaires, si bien qu'un ministre de France à Pétersbourg, qui avait apporté à la diplomatie l'éclat d'une brillante carrière militaire, qualifiait le règlement valaque de *droit à la terre* et de *servitude imposée à la propriété*. Tout plein du souvenir de la lutte qu'il avait glorieusement soutenue dans les rues de Paris contre le socialisme, il n'approuvait pas ce règlement. En droit, la condition que la loi de 1831 faisait aux paysans n'était pas mauvaise, surtout quand le propriétaire était un *vrai boyard* : les maîtres les plus durs sont les *boyards d'agrégation*, ceux que, dans sa langue expressive, le Roumain appelle les *chiocoï* (les chiens couchants) ; mais ce qui était surtout le fléau du paysan, c'était le gouvernement, c'était l'administration, qui, dans les districts, s'était livrée, depuis 1843, à tous les abus et à toutes les oppressions, au point que ce n'est rien exagérer que de dire que le paysan était serf du fisc.

Sans l'arbitraire et la rapacité de l'administration, la condition du paysan valaque eût été préférable à celle de tous ses voisins. J'ai beaucoup vécu avec toutes les classes de la population roumaine, j'ai causé avec le la-

boureur, avec le pâtre sur les côteaux et dans les bois, et je dois dire que les plaintes des paysans étaient surtout dirigées contre l'administration et rarement contre les boyards. Les *sous-administrateurs* étaient de petits tyrans contre lesquels les propriétaires grands boyards protégeaient souvent les cultivateurs; mais ceux-ci gémissaient surtout des abus qui résultaient des six jours de corvée qu'ils devaient donner à l'Etat pour les routes. Au lieu de les employer, suivant le règlement organique, dans leurs propres districts et assez près de leurs villages pour pouvoir y retourner promptement, ces malheureux étaient quelquefois obligés de s'absenter plusieurs jours pour faire un chemin dans la terre de tel ou tel boyard, un jardin pour les promeneurs aux environs de Bucharest, ou transporter des matériaux pour construire l'hôtel ou la villa d'un ministre puissant ou d'une favorite à la mode [1]. Que de fatigues, que de pertes occasionnaient à ces malheureux ces futiles plaisirs des grandes villes, et combien ces belles et tristes figures de laboureurs m'inspiraient d'intérêt!

Quoi qu'il en soit, le moment est venu de mettre le paysan roumain à l'abri des vexations des autorités su-

[1] Une fois j'ai vu au cœur de l'hiver des paysans traverser la ville sur leur charrette traînée par des bœufs arrachés à des travaux urgents, et portant des branches de sapin coupées dans les gorges des Carpathes, qui servaient à faire des avenues improvisées dans les rues le jour de la Saint-Nicolas ou de quelque autre patron officiel.

balternes et de faire dépendre son sort des lois et non pas du bon vouloir et des sentiments généreux des boyards, c'est-à-dire d'un heureux accident. Voici quelles seraient, à mon avis, les principales dispositions à introduire dans la législation des propriétaires et des cultivateurs.

Un villageois domicilié sur le terrain d'autrui recevrait du propriétaire de ce terrain l'espace nécessaire à son existence et à l'exploitation de son industrie. Pour prix du fermage de la portion de terre ainsi affectée à son usage personnel, le villageois devrait à la propriété la mise en culture d'un terrain égal en superficie à celui qu'il aurait reçu pour son propre usage.

Afin d'épargner au villageois comme au propriétaire toute cause de mésintelligence ou de lésion dans le travail relatif au fermage de la terre, on s'entendrait pour qu'un tiers de la quotité de terrain allouée au villageois fût constitué en prairies, et le foin fauché par le villageois serait mis en meules soigneusement construites. Quant aux deux tiers restants, ils seraient ensemencés de la manière la plus utile et la plus conforme à la nature du terrain. — Le propriétaire serait tenu de fournir les instruments, les animaux et les semences nécessaires au terrain exploité pour son compte, de sorte que le villageois n'aurait qu'à ensemencer, à faire la récolte et à en déposer le produit dans les magasins construits sur la propriété, avec tout le soin qu'exige l'économie rurale.

Ceux des villageois qui ne pourraient obtenir toute

l'étendue du terrain demandé par eux, ou que d'autres motifs détermineraient à quitter la propriété qu'ils habitent, seraient libres de s'établir dans d'autres villages, après en avoir donné avis à l'autorité compétente, et réciproquement le propriétaire, au moyen de la même formalité, mais par voie judiciaire, aurait le droit d'éloigner de son domaine les villageois qui ne seraient pas nécessaires à son exploitation.

Dans le cas où les villageois établis sur le terrain d'autrui voudraient employer des animaux de labour à eux appartenant pour mettre en valeur le terrain qui fait le prix de fermage, il leur serait alloué deux pogones à titre de pâturage gratuit, sans que le propriétaire pût se prévaloir de cette concession pour exiger un surcroît de travail. Il donnerait de plus à chaque villageois un huitième de pogone dont la récolte serait emmagasinée dans le grenier de réserve pour assurer, en cas de disette, la subsistance de la communauté, ce qui serait tout à fait dans les traditions économiques des Principautés.

Les conditions ci-dessus énoncées pourraient être considérées comme un projet, une esquisse de contrat normal entre les propriétaires et les villageois; mais cette œuvre, pour ainsi dire fondamentale, devrait être précédée de résolutions législatives qui pourraient avoir à peu près le caractère suivant :

Toutes les dispositions qui règlent les droits et les devoirs des propriétaires et des cultivateurs les uns envers les autres seraient abolies. — Aucune obliga-

tion, à quelque titre que ce soit, ne pourrait désormais être imposée aux paysans qu'autant qu'elle serait librement et de gré à gré consentie entre eux et le propriétaire conformément aux principes qui régissent les contrats bilatéraux. — Les contrats de fermage que les cultivateurs habitant les villages ou les banlieues des villes passeraient de gré à gré avec les propriétaires seraient conclus au moins pour le terme de neuf ans. — Les contrats pourraient être conclus de commune à propriétaire, ou isolément par chaque cultivateur. — Si un village tout entier ou un ou plusieurs de ses habitants cultivaient ou prenaient à usage des terres sans avoir préalablement établi les conditions du fermage avec le propriétaire, ils seraient censés avoir accepté les clauses du *contrat normal*, et seraient tenus de l'exécuter littéralement. — Les contrats passés de gré à gré ne pourraient sous aucun prétexte dépasser les clauses du *contrat normal*. Le cultivateur conserverait en tout temps le droit de faire résilier les contrats qui seraient moins avantageux pour ses intérêts que les conditions du contrat normal; mais dans le cas où le propriétaire consentirait des baux à ferme dont les clauses seraient moins avantageuses pour lui que celles du contrat normal, ces baux seraient maintenus [1].

[1] On voit qu'il s'agit d'une part de favoriser de toutes les façons la liberté des transactions, et de l'autre de protéger ouvertement le paysan dans le passage du régime du privilége au régime de l'entière liberté. Nous pensons que c'est là du libéralisme bien entendu dans l'intérêt de toutes les parties.

A côté de ces réformes sociales, il est une réforme financière que nous croyons également urgente. Nous voulons parler de l'abolition de la capitation. Dans la pensée et dans les intentions des auteurs du règlement organique, la capitation était une amélioration considérable pour le paysan. En effet, avant la mise en vigueur du règlement organique, l'impôt personnel était le véritable tyran du paysan. Cet impôt se percevait d'après le système des *louds*. Le *loud* était une réunion, un groupe de familles; cinq ou six familles formaient un *loud* et devaient payer 700 piastres; mais ce système ouvrait une large voie à l'arbitraire. Les paysans ne savaient jamais ce qu'ils devaient payer; il dépendait des administrateurs et sous-administrateurs d'étendre ou de restreindre ce *loud*. Dans certains villages, les paysans étaient écrasés et ruinés par les agents du fisc, qui les réduisaient à la plus affreuse misère; dans d'autres, protégés par des boyards influents. Une des belles terres de la Valachie, appelée Mogochoa et située non loin de Bucharest, ne payait qu'un demi-*loud* (350 piastres), tandis qu'elle aurait dû acquitter une somme peut-être décuple. Ce système, notamment de 1817 à 1830, avait tari les revenus publics, causé une misère inouïe, fait disparaître la nation imposable. Il était urgent de rétablir la confiance, afin de pouvoir faire renaître le travail. La capitation avait le mérite d'être un impôt simple, uniforme, modique, et qui mettait aisément le paysan au fait de ce qu'il devait payer. Cet impôt fut adopté; seulement, comme dans cet impôt il

y a l'inconvénient des non-valeurs qui surviennent par suite d'absence ou de décès, le législateur avait créé un dixième additionnel. Ce système produisit les meilleurs résultats, et ce dixième additionnel ne fut dépassé ni sous l'administration russe, ni sous celle d'Alexandre Ghika; mais à partir de 1843 il a été la source d'abus qui ont rappelé les mauvais jours du *loud*. Les principaux caractères de la capitation, l'uniformité, la modicité, la perception par les élus des villages, disparurent; au lieu d'un dixième additionnel, on en perçut successivement deux, trois, quatre, et ainsi de suite, de telle façon que l'impôt personnel s'éleva de 30 piastres à 100. Bien que ce ne fût point là le vice de la capitation, mais d'une mauvaise administration, il est devenu désormais urgent d'apporter à l'état de chose actuel un remède sérieux, et voici quelles sont les modifications que nous soumettons aux futurs législateurs des Principautés.

A la capitation, on substituerait comme base de l'impôt la quotité des terres affermées par les villageois, en divisant les fermages en trois catégories. La première serait imposée à 90 piastres, la seconde à 75, la troisième à 60 (la piastre vaut 40 centimes). Le propriétaire foncier payerait un impôt égal à la contribution totale des fermiers cultivateurs établis sur sa terre.

Les propriétés ainsi imposées seraient exemptes de toutes autres contributions ou taxes pour les bâtiments, usines et autres établissements fondés sur ces propriétés, ainsi que pour les vignobles et autres plantations.

Les propriétés non habitées ainsi que les vignobles,

sauf le cas prévu ci-dessus, payeraient 10 pour 100 de leur revenu. La propriété immobilière non territoriale, telle que maisons, magasins, cabarets, usines, ateliers et établissements quelconques, non compris dans la catégorie ci-dessus énoncée, serait taxée à 5 pour 100 de son revenu présumé ou calculé à 5 pour 100 de son évaluation en capital.

Les contrats sur hypothèque, les mutations par succession, comme toutes autres transactions ayant besoin de la sanction judiciaire pour leur validité, seraient soumis à un impôt proportionnel pour timbre d'enregistrement.

Le droit de patente serait remanié. Tout banquier, négociant, commerçant ou artisan serait assujetti à la patente proportionnelle sans pouvoir en être affranchi à aucun titre. Ce droit serait mis en rapport de quotité avec l'augmentation des autres taxes.

C'est là, ou à peu près, un système général d'impôts. Les boyards l'accueilleraient, nous l'espérons, avec empressement, et montreraient combien a souvent été injuste le reproche qui leur a été fait de ne pas vouloir consentir à ce que leurs terres fussent imposées. Il s'en est rencontré quelques-uns certainement, surtout en Moldavie, qui tenaient encore avec une vieille passion aristocratique au maintien de leurs priviléges; mais à présent ils sont très-disposés à concourir aux charges de l'État. Toutefois en Moldo-Valachie l'impôt est loin d'avoir été comme en France le meilleur placement du contribuable, et à partir de 1843, les deniers publics ont

été gérés avec une si regrettable irrégularité, qu'il n'est pas surprenant que les propriétaires aient montré de l'éloignement à fournir des sommes qu'ils prévoyaient bien ne pas devoir être employées pour le service public.

Dans le budget actuel de la Valachie, le revenu de la capitation est évalué à 3 millions de francs environ. Si le mode proposé était adopté, il serait porté à 7 millions de francs. L'impôt sur la propriété habitée donnerait une somme égale; le droit de patente donnerait 2 millions; l'impôt sur la propriété immobilière non territoriale, 1 million; les fermes générales, telles que douanes, salines, droits d'exportation, domaines de l'Etat, 5 millions de francs. Les revenus de l'Etat seraient ainsi portés de 7 millions de francs, leur chiffre actuel, à 21 millions de francs, sans aucune aggravation pour les cultivateurs, qui seraient au contraire affranchis des déprédations du fisc. L'Etat, grâce aux ressources créées, pourrait entreprendre les travaux publics qui sont d'une absolue nécessité dans ce pays pour l'assainir et encourager l'agriculture. Nous n'entendons pas donner ici des chiffres d'une exactitude mathématique, mais nous ne pensons pas être loin de la vérité. Les mêmes modifications et les mêmes augmentations proportionnelles pourraient être introduites en Moldavie. En attendant l'administration des finances ferait entreprendre dans les Principautés le cadastre régulier qui seul pourrait conduire à la rigoureuse application du système de l'impôt proportionnel.

Il y aurait aussi à assurer dans une juste mesure la participation des couvents aux charges de l'Etat. Ce que nous avons dit à propos des couvents même sur l'utilité de cette réforme et sur les abus qu'elle ferait disparaître nous dispense d'y revenir; mais nous ne quitterons pas ce sujet sans exprimer le vœu de voir les revenus des caisses centrales, qui sont entièrement distincts du budget ordinaire, et la part qui serait fournie par les couvents grecs employés spécialement à former un budget du culte et de l'instruction publique et à développer des institutions de charité et de bienfaisance, déjà nombreuses dans les Principautés.

III

Nous avons tâché de donner un aperçu des réformes sociales, économiques et financières, qui nous ont paru urgentes pour les Principautés. Nous avons indiqué ce qu'on avait fait et ce qu'il y avait encore à faire ; mais ces réformes auraient peu de chances d'être appliquées avec succès, si elles n'étaient accompagnées de réformes politiques dans les institutions des Principautés.

Et d'abord on peut affirmer, sans crainte d'être démenti, qu'il n'y a pas de gouvernement et de réformes utiles possibles dans les principautés du Danube sans représentation nationale et sans publicité. L'autorité du prince ne saurait se faire respecter et chérir, si elle

n'est point appuyée par un corps électif, expression de l'assentiment général. C'est là un fait antique dans les provinces danubiennes, et il n'est nullement question d'appliquer ici une théorie nouvelle.

Sans *représentation nationale* qui serve de frein aux ministres du prince, et qui donne à leurs actes une sanction morale, ces actes courraient risque d'être considérés ou représentés dans le pays comme arbitraires et oppressifs. Il s'agit donc de corriger celles des dispositions du règlement organique dont l'expérience a démontré clairement l'insuffisance ou le danger. Tels sont, à notre avis : 1° *les priviléges exclusifs accordés à la boyarie par la loi d'élection*, 2° *les droits d'initiative et d'amendement réservés à l'assemblée*, 3° *enfin la faculté laissée à l'assemblée de présenter des doléances contre le prince.*

Ces dispositions sont profondément défectueuses, parce qu'elles reposent sur des fictions. La *boyarie* n'a plus l'importance que le règlement organique lui suppose, la déconsidération l'a atteinte doublement. D'un côté la plupart des anciennes familles ont disparu ou se sont ruinées, de l'autre des services souvent honteux, des fortunes indignement acquises, ont grossi ses rangs, mais en l'affaiblissant. Comme tous les corps qui n'ont plus de raison d'être et qui ne représentent plus la société, la *boyarie* a quelques intérêts directement contraires au maintien de l'ordre et d'une administration régulière. Il est donc imprudent et même dangereux de lui conserver un privilége politique qui n'est en

général pour elle qu'une facilité pour commettre ou couvrir des abus.

L'initiative et le droit d'amender les lois supposent un degré d'instruction politique qui n'existe point dans les Principautés. Accorder au corps électif des attributions qu'il ne saurait remplir d'une façon profitable pour le pays, n'est-ce pas organiser entre le prince et le corps électif des tiraillements qui ne serviraient qu'à rendre impossible la marche du gouvernement ?

Quant à la faculté de doléances laissée à l'assemblée, nous n'hésitons pas à la regarder comme un droit d'insurrection, à côté duquel le gouvernement le plus habile et le plus honnête ne saurait se maintenir, à moins qu'il ne se décide à oublier complétement la véritable mission du pouvoir suprême, qui est de prendre pour guide la justice et l'intérêt de tous, et qu'il ne s'abaisse à flatter les passions et les convoitises d'une majorité peu éclairée.

Le règlement organique doit être purgé de toutes ces fictions, et le corps électif devenir le résultat de la confiance librement exprimée du pays. L'assemblée, ainsi constituée, devra voter ou rejeter le budget en toute liberté, elle aura la faculté de consentir ou de repousser les lois proposées par le gouvernement; mais là devront se borner ses attributions, parce que là se bornent son instruction politique et les besoins réels du peuple dont elle représentera les intérêts.

Ces considérations nous sont dictées par une étude

approfondie de l'état des Principautés et par l'intérêt que nous inspire la population roumaine; elles expriment aussi l'opinion des hommes les plus éclairés dans les Principautés. Nous ne nous défions point d'une liberté sage, modérée, limitée aux besoins du véritable état moral, social et politique des Roumains : nous la souhaitons, nous la jugeons indispensable à leur prospérité et à leur avenir; mais nous redoutons pour eux des institutions qui ne leur apporteraient que l'apparence de la liberté, et cacheraient sous cette apparence la corruption, les désordres et les maux qui en sont la véritable conséquence.

D'après les considérations qui précèdent, nous indiquerons comme praticables les dispositions suivantes :

Tout propriétaire foncier, majeur, jouissant des droits civils, possédant une terre de 300 toises de largeur pour la Valachie [1], ou de 500 *falches* [2] en surface pour la Moldavie, aurait la faculté de voter aux élections des députés à l'assemblée législative.

Chaque district (la Valachie en a dix-sept et la Moldavie en a treize) élirait deux députés; chaque ville élirait un député, sauf les capitales et les grandes villes, qui en éliraient trois ou deux.

Les colléges électoraux seraient présidés par des fonc-

[1] En Valachie, les terres et les terrains se mesurent par la largeur et non par la profondeur, toujours beaucoup plus considérable.

[2] La *falche* est la toise moldave.

tionnaires désignés par le gouvernement ; mais les bureaux seraient choisis par les électeurs.

Tout propriétaire foncier âgé de trente ans, jouissant de ses droits politiques et civils et possédant une terre de 500 toises de largeur pour la Valachie et de 1,000 falches en surface pour la Moldavie, pourrait être député.

Les propriétaires fonciers en indivis de chaque district (les *mochnénis* en Valachie, les *rezèches* en Moldavie) pourraient désigner des mandataires qui jouiraient du droit d'élire et d'être élus.

L'assemblée législative serait convoquée par le prince. Elle siégerait une fois par an ou même une fois tous les deux ans, et sa session pourrait avoir une durée de six mois ; mais elle pourrait être convoquée extraordinairement. Le budget des dépenses et des recettes lui serait soumis avec tous les documents justificatifs. Les ordonnances pour l'exécution des lois, pour la sûreté publique et les autres mesures administratives rentreraient dans les attributions du prince, et seraient exécutoires sans être soumises à l'assemblée.

En cas de rejet du budget, de suspension ou de dissolution de l'assemblée, le gouvernement ne pourrait outrepasser les prévisions du budget voté à la dernière session ; en cas de dissolution, le prince convoquerait dans les trois mois les colléges électoraux pour de nouvelles élections.

L'assemblée ne pourrait, sous aucun prétexte, s'adresser ni à la Sublime Porte ni aux puissances

alliées pour exprimer son opinion sur la marche du gouvernement, ou pour tout autre motif; le prince deviendrait le seul représentant de l'Etat à l'égard de la Porte Ottomane.

Nous n'avons certainement pas prétendu rédiger une constitution, mais simplement établir quelques principes et quelques dispositions qui indiquent les réformes que le temps a rendues indispensables, et le nouveau caractère que doivent avoir la représentation nationale et le pouvoir exécutif dans les Principautés. Nous ajouterons qu'une presse jouissant d'une sage liberté, exempte de censure préventive et soumise à des lois justes et modérées, est indispensable pour faire connaître les besoins du pays, guérir les plaies de la corruption, qui n'était que trop développée dans les dernières années, et le préserver du retour au pouvoir de fonctionnaires trop justement décriés, notamment en Valachie.

Après avoir dans un demi-siècle subi huit occupations, dont quatre russes, trois turques et une autrichienne, après avoir souffert tous les maux que la guerre impose à la fois aux forts et aux faibles, les Principautés ont vu enfin leur sort et leur avenir fixer l'attention des hommes d'Etat et des souverains, leurs intérêts débattus à plusieurs reprises à l'égal des intérêts les plus chers de l'Europe occidentale. Une telle sollicitude était due à leurs souffrances. Les puissances qui ont pesé sur leurs destinées ont donc une mission réparatrice à remplir. La Porte Ottomane, qui par une politique in-

habile, contraire à ses traditions, et par la violation des traités et des capitulations qu'elle avait elle-même consentis à l'égard des Roumains, avait ouvert la voie à la puissante influence de la Russie dans les principautés du Danube, a inauguré depuis plusieurs années un système plus conforme aux intérêts qu'elle a en commun avec ces provinces. Malgré des fautes et des tâtonnements inévitables, elle a reconquis sur les bords du Pruth et du Danube la place qui lui appartient dans les sentiments des populations roumaines, et qu'il importe à l'Europe de lui voir conserver. En rappelant naguère au pouvoir Alexandre Ghika, qui pendant un règne de huit années avait mérité l'estime et l'attachement de ses compatriotes, la Sublime Porte a réparé une erreur qui a eu pour elle-même et pour les Principautés de graves et cruelles conséquences[1].

[1] Une seule fois depuis 1834, il s'est rencontré dans les Principautés un hospodar qui a été véritablement le représentant de la Porte Ottomane tel que les puissances occidentales pouvaient le désirer, et le vassal du sultan fut sacrifié après une faible résistance du divan : ce fut le prince Alexandre Ghika, frère de l'illustre hospodar Grégoire Ghika, dont l'administration a laissé de si profonds souvenirs en Valachie. Alexandre Ghika avait été élevé à la principauté par l'influence de la Russie, alors toute-puissante dans les provinces danubiennes et en Orient; mais, une fois nommé hospodar, il voulut exercer dans leur plénitude les pouvoirs qui lui avaient été remis. Il résista aux empiétements des agents russes et se montra avant tout un prince national et plein de patriotisme. Alexandre Ghika n'eut qu'une passion noble, mais funeste à sa fortune politique, — la passion de son pays et des droits de la dignité dont il était revêtu; il persista dans une voie qui lui fera éternellement honneur, mais qui le conduisit à sa chute; il osa

Pour avoir voulu changer en instrument de domination et de suprématie égoïste et menaçante pour le reste de l'Europe une protection accueillie à ses débuts avec faveur, et qui a produit d'abord des résultats qu'il serait injuste de méconnaître, la Russie a perdu dans les provinces danubiennes une influence politique considérable. L'Autriche, qui n'est intervenue qu'à de rares intervalles au delà des Carpathes, mais dont la domination dans la petite Valachie n'avait laissé que de pénibles souvenirs, aurait pu conquérir sur le Bas-Danube un position très-avantageuse, si elle eût su ou pu profiter des conjonctures qui s'offrirent à son habileté. Par un rare concours de circonstances, elle fut appelée tacitement, par toutes les puissances qui étaient engagées dans la grande lutte récemment terminée, à occuper les Principautés. Elle avait là un beau rôle à jouer; il

prendre au sérieux la quasi-souveraineté qui lui avait été confiée, quand ceux qui la lui avaient conférée ne voulaient lui en laisser que l'ombre et le titre. Ni les amitiés qui unissaient Alexandre Ghika à quelques-uns des personnages les plus haut placés en Russie et les plus respectables, ni les conseils du commissaire russe Du Hamel, inspirés par un intérêt sincère et par une parfaite connaissance des hommes et des choses, ne purent l'amener à transiger avec ses droits et à préférer une autorité dont on ne lui laissait que les apparences, mais qui aurait pu lui fournir de riches compensations. Il ne voulut pas non plus prêter l'oreille à des suggestions qui venaient de personnes très-autorisées, et qui l'avaient invité à ne pas sacrifier le soin de sa fortune particulière aux préoccupations du prince et du patriote. Alexandre Ghika tomba, mais en emportant les regrets de tous ses concitoyens et l'estime de ceux même qui l'avaient renversé.

ne dépendait que d'elle de représenter la civilisation occidentale sur les bords du Bas-Danube, de faire oublier aux Roumains les premiers bienfaits des Russes, comme leurs récentes injustices; on sait si elle y a réussi.

Le traité de Paris, qui fait rayonner si loin la force morale de la France, résout d'une manière également favorable à toutes les puissances intéressées le problème épineux de la question des Principautés. Le traité dégage le Danube de toutes ses entraves, ouvre au commerce de l'Allemagne, des provinces moldo-valaques et de la Roumélie la plus grande artère de l'Europe. La Russie, débarrassée d'un protectorat dont ses agents avaient mal usé et qui avait compromis sont rôle civilisateur en Orient, se présente désormais avec des forces morales qui peuvent lui faire reconquérir une influence dont il ne reste plus qu'à prévenir les abus. Enfin l'Autriche peut réparer le mal qu'elle s'est fait par l'occupation des Principautés, en rivalisant avec la Russie de sollicitude pour les intérêts de ses provinces limitrophes. Quant à la France et à l'Angleterre, elles ont mérité le nom de bienfaitrices en appelant les Roumains à faire partie de la famille européenne, où leurs idées et leurs sentiments avaient depuis longtemps marqué leur place [1].

[1] Tout ceci a été écrit à la fin de 1856, et ce n'est pas sans un juste orgueil que nous avons vu la Conférence de Paris consacrer plusieurs des dispositions contenues dans cette étude ou s'en rapprocher par l'esprit de ses décisions.

IV

LES PRINCIPAUTÉS APRÈS LE CONGRÈS.

Au seuil même de leur nouvelle destinée les Principautés virent surgir une question pleine de difficultés. La Moldavie et la Valachie seront elles réunies en un seul Etat, ou bien continueront-elles à former des provinces séparées sous deux princes différents? Tel était le problème qui s'offrait dès le début aux méditations des hommes politiques. Le congrès de Paris décida sagement que les populations seraient elles-mêmes appelées à se prononcer. Ce fut là sans doute une concession bien sage, une faveur immense faite à ces populations, puisqu'elles obtinrent le droit de prononcer sur leur avenir, bien que des capitulations et des traités qui lient les Principautés à la Porte Ottomane il ne ressort pas qu'elles aient d'autres priviléges que leur autonomie intérieure, ni qu'il leur soit possible de décider de leur propre sort en dehors des intérêts généraux de l'empire, intérêts auxquels elles ont dû jusqu'ici et à plusieurs reprises leur conservation comme principautés autonomones, bien que vassales et faisant partie intégrante de la Turquie. Examinons cependant les diverses causes qui militent en faveur de la réunion des deux Principautés ou contre cette réunion, en faveur de la

création d'un Etat indépendant ou contre l'érection de cet État. Cet examen mettra peut-être le lecteur à même de prononcer un jugement.

La Russie, qui avait habilement tiré parti de la rancune de la Porte contre la France pour se faire céder en 1812 la moitié de la Moldavie, connue sous le nom de Bessarabie, fut la première qui mit en avant l'idée de l'union des Principautés, non point comme une chose facile et promptement praticable, mais comme une éventualité souhaitable et naturelle entre deux nationalités de même race, de même religion, et parlant la même langue. Pour parvenir à ce but, les auteurs du double règlement organique avaient alors tous les moyens désirables. Les armées russes occupaient les Principautés dès l'année 1820. Les boyards avaient accepté sans la moindre résistance le gouvernement des lieutenants de l'empereur de Russie, et le comte Paul Kisseleff, qui joignait à la puissance de son souverain celle d'un esprit supérieur et l'attrait d'un caractère fait pour plaire et pour commander, pouvait opérer des réformes de nature à préparer l'union et la rendre inévitable au bout de quelques années. Ces réformes devaient tendre à faire disparaître tout ce qu'il y avait de tranché, de séparé, d'étranger, d'une principauté à l'autre. Ainsi d'abord les *rangs* auraient dû et pu être assimilés; ils ne le furent point, parce que le nombre des grands boyards étant bien plus nombreux en Moldavie qu'en Valachie, et beaucoup de ces grands boyards étant très-pauvres, les Valaques craignirent avec raison

de voir une invasion de *protipendades*[1], affamés d'emplois publics, se ruer sur le pays et leur disputer les places. Un même uniforme et un même drapeau pouvaient être donnés aux deux milices. L'union des douanes pouvait être établie et les douanes internes abolies. Cette union n'eut lieu qu'en 1846, sous les princes Stourdza et Bibesco. Enfin la condition des paysans devait être la même en Bessarabie, en Moldavie et en Valachie. Le gouvernement russe laissa subsister des différences tranchées, et le paysan moldave, mieux traité que le bessarabe, était et reste beaucoup moins heureux que le valaque. Les auteurs du règlement organique se contentèrent d'imaginer la combourgeoisie, c'est-à-dire la facilité pour les Moldaves et les Valaques de servir à volonté dans l'une ou l'autre principauté; mais cette disposition même demeura à peu près sans effet à cause de l'état des rangs dans les deux provinces.

L'idée de la réunion n'eut pas de plus grands développements jusqu'en 1847, où l'ambition d'un hospodar d'une part et les vives aspirations de la jeunesse de l'autre firent entrer dans le monde des hypothèses le *grand-duché daco-roumain*. L'idée première de la réunion des Principautés appartient donc aux passions ambitieuses ou patriotiques qui précédèrent et suivirent le mouvement de 1848. Cette idée était alors éminem-

[1] Les grands boyards, du temps où la *boyarie* avait encore son prestige, étaient au nombre de cinq : c'étaient les cinq premiers ou πρωτοπεντάδες, *protipendades;* depuis, le nombre a fort augmenté, mais un grand boyard a toujours le titre de *protipendade*.

ment révolutionnaire, et, comme toutes les idées révolutionnaires, mêlant le chimérique au possible, le téméraire au généreux, ne s'arrêtait point aux frontières que des traités, malheureux sans doute et arrachés par l'injustice ou la fraude, mais consacrés par le temps, ont données aux Principautés. Elle passait audacieusement les Carpathes et le Pruth, dépouillant deux grands empires de quelques-unes de leurs provinces. Toutefois l'idée révolutionnaire n'était point entièrement fausse. Son point de départ était vrai en soi, noble, humain, puisqu'il s'agissait de réunir sous un même sceptre sept ou huit millions d'hommes qui parlent la même langue et professent presque tous la même religion. Ce qui rendait l'édification d'une nationalité roumaine homogène et compacte impossible par l'idée révolutionnaire, c'était la situation géographique de cette race et des Principautés, enclavées entre trois empires composés de races diverses et de provinces réunies sous un même sceptre, après avoir été indépendantes.

Parmi ces provinces, l'Autriche compte la Bukovine, qui a fait partie de la Moldavie, la Transylvanie et la Hongrie, où habitent plus de deux millions de Valaques. Or c'est parmi ces populations de la Transylvanie que l'Autriche a trouvé une fidélité et un appui qui l'ont sauvée au jour du danger. Aurait-elle donc pu consentir, sans la plus grande nécessité, à permettre la création d'un Etat qui aurait amené l'absorption de la Transylvanie et de la Bukovine, ou qui seulement aurait pu altérer l'esprit des populations de ces deux provinces ?

La question de la réunion des Principautés par l'idée révolutionnaire rencontrait ainsi d'insurmontables difficultés.

Le premier intérêt de l'Autriche dans les Principautés est l'ordre. Profondément hostile à toute manifestation révolutionnaire menaçante ou dangereuse pour sa propre sécurité, elle ne pouvait désirer pour la Moldo-Valachie que le développement d'une prospérité modeste et dans les termes des anciens traités. En l'introduisant dans les Principautés, dès 1854, les puissances alliées lui fournissaient des armes pour l'opposer à la réunion ou du moins se désarmaient elles-mêmes et s'interdisaient la création du nouvel Etat. Elle n'ambitionne point la possession de ces provinces, que des combinaisons diplomatiques d'ancienne date voulaient lui livrer moyennant des compensations qu'elle jugeait inacceptables. Elle s'opposa vivement, après la paix de Tilsitt, à ce qu'elles fussent données à la Russie, et refusa à cette puissance de les partager avec elle, lorsqu'en 1828 la Valachie lui fut offerte jusqu'au Bouzéo, si elle voulait s'allier avec les Russes contre la Turquie. Est-ce à dire cependant que l'Autriche pouvait s'opposer à l'union des deux Principautés, faite non plus au nom des idées révolutionnaires, mais dans l'intérêt des principes conservateurs, et dans l'intérêt même de la paix européenne.

La France dans le congrès de Paris aurait pu avec la prépondérance que lui avait donnée une guerre glorieusement conduite et une noble modération obtenir

l'union pour les Principautés. Elle préféra laisser aux populations le soin de s'exprimer elles-mêmes librement sur leur sort et des divans furent élus en Valachie et en Moldavie, qui se prononcèrent unanimement en faveur de l'union sous un prince étranger. Malgré ces vœux solennels et unanimes, l'influence de l'Autriche a réussi à en empêcher la réalisation; mais le principe de la réunion déjà déposé dans le règlement organique et fortifié par la convention du 19 avril 1858 est certainement destiné à triompher, et l'avenir, un avenir prochain donnera sans doute satisfaction aux vœux des Roumains et raison à ceux qui, dès 1853 et au moment où les Russes passaient le Pruth, déclaraient que la réunion des Principautés était un des moyens les plus puissants pour assurer la paix future de l'Europe. Nous n'hésitons pas à dire que dès cette époque nous avons proposé la réunion des principautés de Valachie et de Moldavie sous un prince étranger, comme la solution qui pouvait le mieux garantir l'équilibre européen.

Les vœux des divans de Valachie et de Moldavie n'ont pas été accueillis par les puissances signataires du traité de Paris, mais la France a maintenu ses convictions et ses sympathies en faveur de l'union [1], et les événements qui se passent en Orient, l'affaiblissement extraordinaire de l'empire ottoman depuis la fin d'une

1 *Voir* notamment la circulaire adressée par M. le comte Walewski aux agents diplomatiques français après la signature de la convention du 19 août.

guerre entreprise pour le consolider laissent voir clairement à l'observateur attentif que l'union des Principautés n'est plus qu'une question de temps.

Un homme d'Etat français, qui a joué un rôle considérable sous la monarchie de juillet, et qui a fait de grands efforts pour consolider l'établissement de Méhémet-Ali en Egypte, est venu en aide aux puissances qui combattent la réunion des principautés de Valachie et de Moldavie en un seul Etat, et qui déclarent vouloir s'y opposer de toute leur force dans l'intérêt de l'empire ottoman.

Quels sont les arguments de l'homme d'Etat français? Les voici dans toute leur force, et tels que nous les avons lus dans un document publié par les journaux belges, et qui attira l'attention des hommes politiques.

L'Autriche et la Porte Ottomane ne veulent pas de l'union.

L'Angleterre se rallie, sur ce point important, à ces deux puissances, et forme alors avec l'Autriche une alliance qui ne peut être avantageuse à la France.

Bien plus, le rapprochement de l'Angleterre et de l'Autriche peut amener la brouille de la première puissance avec la France, ce qui serait un événement d'une haute gravité.

Cet événement comblerait de joie la Russie, qui ne désire rien plus ardemment que la désunion de ses deux anciens adversaires, et qui ne veut l'union que pour obtenir un double résultat : l'affaiblissement de la Turquie et la froideur entre les puissances occidentales, dont l'al-

liance la condamne à une sorte d'infériorité en Orient.

L'union crée un gouvernement indépendant dans les Principautés, les livre facilement à l'agression de leurs voisins, prive la Turquie des moyens de préparer une défense sur le Danube, lui enlève même la ligne de frontières sur laquelle elle s'est jusqu'ici le mieux défendue; la Porte ne pourra plus garder le Danube s'il lui faut se servir d'une administration qui ne sera plus la sienne; ces provinces sont incapables de supporter le régime représentatif, ce régime amènerait des désordres qui infligeraient aux Principautés le sort de la malheureuse Pologne. Cette triste solution amènerait le partage de la Turquie, et la France n'en retirerait rien; on la trouverait pourvue suffisamment avec Alger; le partage de la Pologne a fait un mal énorme à la France, celui de la Turquie porterait un coup encore plus grand à son influence. L'empire ottoman est affaibli; tout ce qu'il reste à faire, c'est de prolonger son existence : tel est le rôle de la France; il faut laisser les Principautés aux Turcs, et les inviter à y envoyer des fonctionnaires imbus d'idées européennes, et qui leur apportent une administration moins rude et plus intelligente que par le passé.

Je crois avoir reproduit tous les arguments, tous les conseils de l'homme d'État, souvent avec ses paroles expresses, quelquefois avec moins de ménagements ou de précautions oratoires.

Commençons par rétablir quelques faits qui seront à eux seuls une réfutation.

La Porte, depuis le traité d'Andrinople et la mise en vigueur du règlement organique, n'a jamais administré les Principautés, et fidèle à ses engagements, lorsqu'elle les a occupées de concert avec les Russes ou les Autrichiens, la présence des troupes ottomanes a servi à maintenir l'administration dans les mains des autorités moldo-valaques. Au contraire, les occupations russes ont amené la concentration du pouvoir et de l'administration entre les mains des autorités étrangères; depuis la mise en vigueur du règlement organique et l'installation des hospodars à vie en 1834, la Porte n'est intervenue dans les Principautés qu'au moyen de commissaires, sauf lors de l'occupation militaire de 1848, conjointement avec la Russie, et lors de la dernière guerre, quand Omer-Pacha entra sur le territoire valaque après la retraite des Russes au delà du Pruth.

La Porte Ottomane n'a donc plus régi les Principautés depuis 1834. Elle ne les a régies que pendant l'époque des hospodars phanariotes. En 1822, lorsque la Porte, mieux inspirée, voulut guérir les plaies de l'hétairie, elle nomma, comme hospodars de Moldavie et de Valachie, deux indigènes, Jean Stourdza et Grégoire Ghika, et le règne de ce dernier prince fut véritablement réparateur. Quand Soliman-Pacha, en 1848, et après lui Omer-Pàcha, en 1848 et en 1852, entrèrent avec une armée ottomane sur le territoire valaque, ils demeurèrent fidèles aux traités et laissèrent l'administration entre les mains des autorités indigènes.

Les Principautés ont leur autonomie, leur adminis-

tration indépendante, leurs assemblées, leurs princes, qui exercent un pouvoir souverain en ce qui concerne la police, la justice, l'administration civile, le commandement de la milice; ils nomment à toutes les fonctions, à tous les grades, accordent des titres de noblesse, les révoquent à la suite d'un jugement; ils possèdent le droit de faire grâce ou de commuer les peines que la loi inflige aux criminels; mais ils ne pouvaient créer de nouveaux impôts sans un firman de la Porte Ottomane. Le divan n'a pas un seul fonctionnaire ottoman dans toute l'étendue des Principautés; bien plus, les musulmans n'ont pas même le droit d'y résider! Comment la Porte Ottomane pourrait-elle y envoyer des fonctionnaires? Il y a plusd'un quart de siècle qu'elle ne peut y exercer les actes de violence et de dureté dont l'auteur du document l'accuse.

De 1830 à 1854, la Russie a exercé le pouvoir le plus incontesté dans les Principautés, et a arraché à la faiblesse de la Porte Ottomane des firmans au moyen desquels elle faisait de véritables coups d'État dans ces provinces. C'est ainsi qu'en 1842, elle renversait au profit d'une opposition factieuse le chef à vie dela principauté de Valachie qu'elle avait elle-même contribué à élever au pouvoir suprême; c'est ainsi que, lors de l'administration du dernier hospodar, les ministres valaques faisaient leurs rapports au consul général de Russie en même temps qu'au prince. Bien que la Porte eût, en 1842, sacrifié par une coupable et inintelligente faiblesse à l'amour-propre russe le seul hos-

podar qui eût véritablement représenté et défendu ses intérêts dans les Principautés depuis 1834, les Roumains eurent toujours les yeux tournés vers elle, notamment depuis 1853, époque de la domination exclusive du protectorat russe en Valachie, parce qu'au delà du Bosphore, ils voyaient les drapeaux de la France et de l'Angleterre, qu'ils considéraient avec raison comme les véritables alliées de la Turquie et leurs véritables protecteurs.

Les Moldo-Valaques ont toujours joui du système représentatif, bien qu'il ait souvent été faussé, soit par les princes, soit par les puissances suzeraines et garantes. Sans une représentation sincère, basée sur la propriété, comme nous l'avons depuis longtemps conseillée, l'arbitraire deviendrait la règle de ces malheureuses provinces. Ce qui est incompatible avec la paix et la prospérité des Principautés, c'est le régime parlementaire tel que le règlement organique l'avait établi et tel qu'il fonctionna sous l'impulsion des consuls généraux de Russie. Ce régime, dont les inconvénients éclatèrent au grand jour aussitôt que la Russie ne fut plus représentée par un homme aussi désintéressé et aussi favorable à la prospérité des Principautés que le comte Kisseleff, leur était fatal ainsi qu'à la Turquie; il ne peut échapper à l'homme d'Etat, qu'il existe une grande différence entre une assemblée agitée par toutes les passions, dominée par quelques ambitieux et armée du droit de faire des doléances contre le prince, droit dont tous les hommes sensés ont reconnu la funeste in-

fluence, et dont nous avons depuis longtemps demandé la suppression, et une assemblée ayant pour base la propriété et non plus le privilége, et dont les attributions serait sagement et équitablement limitées. Ainsi donc, sur la question de l'administration comme sur celle du système représentatif, l'homme d'État se trompe gravement, et ses conseils, s'il n'était heureusement impossible qu'ils fussent suivis, auraient pour résultat de porter au droit public des Moldo-Valaques des atteintes aussi profondes que déplorables.

Passons à la question militaire.

La Turquie, jusqu'à la paix d'Andrinople, a eu des forteresses sur la rive gauche du Danube : à Tournou, à Georgevo, à Ibraïla, à Ismaïl, et sur les rives du Dniester, à Chotin et à Binder. A partir de 1715, elle nommait seule les hospodars et les révoquait à son gré jusqu'à la publication du hatti-scherif de 1802, négocié à Constantinople par le ministre de Russie et qui stipulait, entre autres avantages pour les Principautés : « Que les princes de Valachie et de Moldavie ne pourront être à l'avenir détrônés avant le terme de sept ans. » C'est à cette époque qu'on peut dire que la Porte régissait les Principautés, et qu'elle y faisait exercer un pouvoir souvent rude et oppresseur. Elle avait usurpé le droit d'occuper les frontières de la Moldo-Valachie, au moyen de forteresses qui servaient bien plus à porter l'oppression dans l'intérieur du pays qu'à le défendre contre les invasions. Ces forteresses ont-elles mis obstacle à l'occupation austro-russe de 1789 à 1791, à

l'invasion de 1808 à 1812, à la perte de la Bessarabie et des forteresses que les Turcs possédaient sur la frontière russo-moldave, enfin, à l'invasion de 1828, au passage des Balkans, au triomphe de la Russie, à l'occupation d'Andrinople?

Disons-le sans hésitation : depuis la dégradation de leur puissance, les Turcs ne croient pas qu'il leur soit possible de défendre les Principautés par les armes, et d'en faire un champ de bataille; leur premier soin a toujours été d'évacuer ces provinces et de se contenter de faire quelques incursions hardies sur leur territoire, comme en 1828 et en 1844. Certainement, des têtes de ponts, des forteresses sur la rive gauche du Danube, sont loin d'affaiblir la ligne du Danube. Omer-Pacha l'a fait voir dans la dernière guerre; en occupant et en fortifiant Kalafat, il fit une opération habile et heureuse, soit parce qu'il disséminait les forces russes, soit parce qu'il s'interposait entre elles et les Serbes, sur lesquels il redoutait avec raison leur dangereuse influence pendant la guerre; mais les Turcs n'ont pas pu conserver ces forteresses, qu'ils n'avaient aucun droit d'élever; ils n'ont même pas songé, la paix faite, à se maintenir à Kalafat, et nous ne pensons pas que l'Europe soit disposée à relever les minarets et le croissant sur un sol entièrement chrétien. La seule ligne de défense des Turcs contre la Russie en Europe est donc depuis longtemps le Danube et ses forteresses de la rive droite. Cette ligne, les Turcs l'ont défendue avec vigueur et succès, comme le rappelle l'homme d'État

ils sont même venu braver les Russes sur la rive gauche et leur infliger des défaites partielles; je suis loin de vouloir diminuer la gloire des Turcs dans la dernière campagne sur le Danube, et je leur ai rendu justice ailleurs. Ils ont fait une brillante résistance, et cependant l'administration de la Valachie était entre les mains d'un hospodar qui, bien que nommé par la Porte [1], était devenu forcément l'instrument des Russes; mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est l'alliance de la France et de l'Angleterre qui a donné aux Turcs la force d'une heureuse résistance, et la question du salut de l'empire Ottoman et de l'impuissance des Russes à renouveler les succès de la campagne de 1829, a été résolue pour les militaires et pour les hommes politiques, le jour où les flottes des alliés sont entrées dans la mer Noire. Les Russes sont hors d'état d'envahir la Bulgarie et de menacer Constantinople par cette province et par la Thrace. Aujourd'hui que Sébastopol a cessé de menacer la mer Noire et Constantinople, une invasion russe a cessé d'être menaçante, et la ligne défensive des Turcs sur le Danube est beaucoup plus forte et beaucoup plus assurée qu'à l'époque où leur drapeau flottait sur les forteresses qu'ils avaient sur la rive chrétienne du Danube. Les arguments de l'homme d'État ne sont donc pas plus fondés en ce qui concerne la question militaire,

[1] Exceptionnellement, en vertu de l'acte de Balta-Liman, et seulement pour sept ans.

[1] Liv. IV.

qu'en ce qui touche à l'administration et au système représentatif.

Nous avons vu que l'administration des Principautés était indépendante de la Porte, nous avons vu que les Principautés possédaient une autonomie que la Porte Ottomane elle-même a protégée dans différentes occasions. Pourquoi l'union des Principautés les livrerait-elle à l'agression plus que par le passé? Est-ce qu'en 1853 les Russes ont respecté les traités, l'intégrité de l'empire Ottoman, reconnue et proclamée par eux aussi bien que par les autres puissances? Non, ils s'arrogeaient, comme protecteurs, le droit de s'emparer des Principautés comme d'un gage. Quels étaient, à cette époque, les vœux, les sentiments de tous les Moldo-Valaques, sauf quelques partisans intéressés et décriés du régime russe? L'abolition du protectorat russe et la garantie solidaire de l'Europe donnée aux Principautés.

J'étais sur les lieux dans ce moment si grave pour les provinces danubiennes, et j'ai été frappé de l'unanimité des vœux des Roumains. Ah! disaient-ils, si la Moldo-Valachie était un Etat dont la neutralité eût été garantie par l'Europe au lieu d'être placée sous la protection d'une seule grande puissance, l'empereur Nicolas n'aurait pas fait passer le Pruth à ses soldats. Les vœux des Moldo-Valaques ont été entendus, parce qu'ils étaient conformes aux grands intérêts de l'Europe. Le protectorat russe a été aboli; il a été remplacé par la garantie solidaire de toutes les puissances signataires du traité de Paris; ce traité a d'ailleurs consacré la

suzeraineté de la Porte Ottomane; il n'a rien enlevé à la couronne du sultan, il lui a donné un boulevard plus fort et plus efficace que les anciennes forteresses turques, qui n'ont empêche ni la cession de la Bessarabie, ni l'occupation d'Andrinople; il a comblé les vœux de ce commissaire ottoman, politique distingué, aujourd'hui l'un des ministres influents de la Porte, qui disait en 1850 à l'auteur de ce travail : « La Sublime Porte doit épier et saisir habilement l'occasion de faire garantir l'autonomie des Principautés sous sa suzeraineté par toutes les grandes puissances de l'Europe. »

La séparation des Principautés n'a jamais empêché les invasions : pourquoi l'union les favoriserait-elle ? Est-ce que la Turquie a été affaiblie parce que l'Égypte a été constituée en Etat quasi-indépendant avec un gouvernement héréditaire? L'homme d'État français a contribué à l'établissement politique qui existe aujourd'hui sur les bords du Nil, et nous l'en félicitons; certes, nous n'avons jamais cru que Mehemet-Ali-Pacha fonderait un empire arabe, et nous n'avons jamais trouvé que ce cruel et habile tyran fût un civilisateur à la façon européenne, mais il a fondé un ordre de choses bien plus utile à l'Égypte, à l'Europe, à la Turquie elle-même, que si l'Égypte avait été livrée à des pachas successivement et fréquemment remplacés, comme le voulait son ennemi, lord Ponsonby. Aujourd'hui, sous le gouvernement intelligent et civilisateur de Saïd-Pacha, l'Europe et la Turquie recueillent les fruits de l'heureuse initiative de la France et le con-

cours donné par l'Égypte à la Porte Ottomane pendant la guerre de Crimée a dû lui montrer que ses intérêts avaient été mieux compris par la France que par elle-même; de même pour Tunis dont la coopération, lors de la dernière guerre, a été certainement supérieure à ce qu'elle eût été si Tunis fût resté un simple pachalik.

La Valachie et la Moldavie n'ont rien de commun avec ces deux provinces musulmanes de l'empire; elles ne doivent concourir aux charges publiques que par un tribut insignifiant qui n'est que la marque de la suzeraineté de la Porte Ottomane, et les Roumains ne doivent servir sous les drapeaux que pour maintenir l'ordre dans l'étendue de leur territoire. Leur union n'enlève donc rien à la Turquie au point de vue de la force militaire, bien plus, elle peut offrir des avantages très-considérables à la sublime Porte en ce qui touche sa défense; les deux principautés réunies peuvent facilement entretenir une milice de plus de soixante mille hommes, y compris la gendarmerie. On ne se propose point de donner aux Moldo-Valaques une armée redoutable à leurs voisins, mais une bonne organisation militaire puissante pour le maintien de l'ordre à l'intérieur, suffisante pour la sécurité des frontières. A ces peuples nouveaux, il n'y a pas de meilleur présent à faire que de bonnes institutions militaires qui leur inculquent le sentiment de la discipline, le respect de l'autorité et l'amour du drapeau; l'armée est une école excellente chez tous les peuples, elle habitue à la tenue, à l'esprit d'ordre, au sentiment de la force protectrice;

cette milice ne suffirait certainement pas à défendre le pays contre une armée russe ou autrichienne qui voudrait en tenter la conquête ou l'invasion, mais il est probable que ces armées-là n'y entreraient que pour des causes extrêmes si elles étaient assurées de rencontrer sur les frontières une résistance sanglante.

Si en 1853 quelques régiments moldaves avaient voulu disputer les armes à la main le passage du Pruth, le prince Gorstchakof aurait hésité à s'emparer du gage qu'il ne voulait prendre que pacifiquement. Qu'on juge de l'impression que produirait en Turquie et dans les pays limitrophes une petite armée de vingt à trente mille hommes résolus à disputer énergiquement les frontières de leur pays ! D'ailleurs les Moldo-Valaques n'en resteraient pas moins des vassaux de la Porte Ottomane, ou, si l'on veut, des confédérés, et ils donneraient aux Turcs le temps de s'avancer sur le territoire roumain et une bien plus grande facilité pour le défendre ; mais il est clair que ce serait là une éventualité qui ne menacerait ces provinces que dans le cas d'une guerre générale, d'une conflagration européenne. Dans les temps calmes, la neutralité des deux provinces réunies et placées sous la sauvegarde du droit public européen les garantirait comme l'empire ottoman et mieux que si elles étaient séparées ; dans un temps de tourmente politique, leur attache plus étroite à la Turquie ne les sauverait pas et les priverait des moyens de donner le temps à l'Europe occidentale d'entrer dans la lice et de les secourir. Où seront-elles le plus

menacées ? est-ce du côté de la Russie affaiblie par la perte de ses forteresses sur le Danube, sur le Pruth, dans la mer Noire, privée de sa flotte? Nous ne le pensons pas : si la Russie se hasardait à envahir les Principautés, elle aurait devant elle les Moldo-Valaques armés et les Turcs, et dans la mer Noire, les flottes de l'Occident.

La conquête de la Moldavie vaudrait-elle le risque énorme que courrait le czar?

Si l'Autriche était la puissance envahissante, les puissances protectrices auraient des moyens terribles de représailles, et la Lombardie et le littoral de l'Adriatique ressentiraient bien vite le contre-coup de l'injure faite aux puissances occidentales sur les Carpathes. L'agression serait donc beaucoup moins facile pour la Russie et l'Autriche contre les deux Principautés réunies, armées et en possession d'une neutralité garantie par l'Europe, que contre la Moldavie et la Valachie dans leur état actuel.

Il ne sera pas plus malaisé de prouver que l'union des Principautés ne peut plus devenir la cause d'un partage de l'empire Ottoman, et que la comparaison que le document dont je m'occupe fait avec le sort de la Pologne n'est pas juste. En ce qui concerne le passé, cette comparaison est vraie, et j'ai déjà remarqué que sans l'égide de la suzeraineté ottomane, il y a longtemps que la nationalité moldo-valaque aurait fait naufrage; mais aujourd'hui les choses sont bien changées, l'équilibre européen repose sur des bases beaucoup plus solides qu'aux époques du partage de la Pologne, et ce

n'est pas lorsque l'empereur a placé la France dans une situation également respectable par sa force et sa modération, qu'il pourrait être question de tenter un partage, une opération politique quelconque en dehors de son action. La Pologne était alors agitée par les institutions politiques les plus dangereuses, institutions dont la czarine et le vieux roi de Prusse empêchèrent, avec un art perfide, les Polonais de se défaire, comme des médecins qui forceraient un malade à suivre un régime qui doit amener la mort.

Marie-Thérèse fut entraînée à prendre part à un partage qu'elle condamnait, qu'elle ne pouvait plus empêcher, et que l'opinion prétendue libérale de cette époque réclamait par l'organe du journal de Leyde. Depuis lors, l'Autriche, éclairée sur les dangers du voisinage de la Russie, a refusé de coopérer à un partage des Principautés, en 1828, avec l'empereur Nicolas, qui lui offrait la Valachie jusqu'à Bouzéo, à une époque où la France était entièrement favorable à la Russie, et où l'Angleterre montrait une indifférence bien grande à l'égard de la Turquie.

D'ailleurs la Pologne était enclavée entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, et la Turquie est baignée par la Méditerranée, où les flottes de la France et de l'Angleterre exercent une égale suprématie. La conquête de l'Algérie qui, dans le principe, causa un vif mécontentement aux Turcs, est aujourd'hui une force pour la France en Orient et une garantie pour la Turquie contre un partage, parce qu'elle donne à la France une

situation imposante dans la Méditerranée. Les intérêts des puissances copartageantes de la Pologne ne sont point identiques à l'égard de l'empire ottoman. L'Autriche redoute une nouvelle frontière avec la Russie et l'annexion de nouvelles populations slaves, à moitié barbares, qui trouveraient sous son sceptre des frères de race et de religion, et qui pourraient bien devenir la source d'embarras très-grands; la paix, le développement de ses nouvelles institutions, la colonisation, pour ainsi dire, des provinces formant le royaume de Hongrie, la guérison de ses plaies financières, tels sont aujourd'hui les grands, les principaux, les seuls besoins de l'Autriche. Il lui faut absolument et au moins vingt ans de paix pour atteindre ces divers buts. Un partage doit être bien loin de la pensée des hommes sensés en Russie. Même dans le sein de l'armée d'invasion, les hommes qui avaient le sens politique blâmaient la conduite de l'empereur Nicolas en 1853, et le parti des hommes sages et modérés sait trop bien ce qui manque à leur patrie et ce que la paix peut lui donner pour la pousser dans une voie qui réveillerait les soupçons de l'Europe.

La Russie, dit l'homme d'Etat, veut l'union des Principautés; donc cette union est dangereuse parce que le dessein bien arrêté du cabinet de Saint-Pétersbourg est de la faire tourner au détriment de la Porte Ottomane et de se venger de l'Autriche.

Il suffit que la Russie veuille l'union pour qu'il soit bon de suivre une politique contraire.

Nous croyons avoir démontré que l'union ne serait pas dangereuse pour la Turquie, si elle était faite sincèrement et sans arrière-pensée ; et quels que soient les justes sujets d'inquiétude que la Russie ait pu donner en Orient, il n'est qu'équitable de reconnaître qu'il y a eu un temps où elle a conféré d'immenses bienfaits aux Moldo-Valaques. Elle a, peu à peu, par des efforts constants, diminué la rigueur du régime des princes nommés directement par la Porte, dans des vues intéressées, je le veux bien, mais en définitive profitables aux Roumains ; elle les a affranchis des forteresses turques, les a fait entrer dans la famille européenne, les a dotés d'un code, incomplet sans doute et contenant aussi des germes de désordre, mais qui a cependant contribué à leur développement matériel et intellectuel.

La Russie a eu des élans répétés de générosité, et si elle avait toujours été représentée par un Pahlen et surtout par un Kisseleff, si ses agents n'avaient pas abusé de sa puissance, les Moldo-Valaques ne lui devraient que des actions de grâce. Pourquoi le cabinet de Saint-Pétersbourg ne serait-il pas revenu aux sentiments si élevés et si philanthropiques qui animaient le vieux Dachkoff et le comte Kisseleff ?

Il est d'ailleurs un moyen infaillible de connaître la sincérité de cette puissance. Veut-elle l'union avec un indigène ; on peut la soupçonner de vouloir dans les provinces du Danube un agent soumis à sa volonté, soit de son plein gré, soit par la faiblesse de sa situa-

tion ; veut-elle un prince étranger ; elle s'est alors résignée à voir les Principautés vivre de leur vie propre et devenir un élément de plus dans l'équilibre européen.

Sans l'union et sans un prince étranger, l'Occident doit peut-être se résigner à son tour à voir les Moldo-Valaques, y compris le parti national lui-même, se jeter dans les bras de la Russie ; c'est là une éventualité bien grave et bien faite pour faire réfléchir l'Autriche et l'Angleterre.

Nous avons toujours raisonné dans la supposition que l'Angleterre ne cesserait pas d'être l'alliée de la France ; peut-on craindre sérieusement qu'elle abandonne l'alliance qui lui a fait partager la gloire et les avantages de la campagne de Crimée, et qui la met de moitié dans la solution de toutes les grandes questions du monde, pour l'alliance de l'Autriche ? L'Angleterre n'est-elle pas engagée d'honneur à résoudre la question italienne ? Le peut-elle avec l'Autriche et sans la France ? Si l'intérêt de l'intégralité ottomane l'a rapprochée de l'Autriche, est-ce une raison pour l'éloigner de la France ? L'alliance avec l'Autriche est bornée, négative, c'est en un mot une alliance de *statu quo* ; celle avec la France est une alliance active, pleine d'avenir et répondant aux besoins de civilisation et d'expansion de la société anglaise : peut-elle hésiter entre ces deux alliances ?

La Grande-Bretagne a eu le plus grand intérêt à réduire la puissance russe dans la mer Noire; elle y est

parvenue, grâce à l'Empereur et à la France. Veut-elle refaire aux Russes une situation formidable dans les Principautés en abandonnant les Roumains à l'Autriche, dont la présence dans ces provinces a suffi pour faire oublier le mal qu'avaient fait les Russes? nous ne pouvons le penser; il ne s'agit pas seulement ici des Principautés, il s'agit de l'Orient, et la France et l'Angleterre doivent être animées d'un désir et d'un besoin identiques de résoudre d'une façon favorable à l'Occident, au monde, à la civilisation, cette grande question de l'Orient; l'Autriche elle-même ne devrait pas avoir d'autres vues.

L'homme d'État français reconnaît que la Turquie est affaiblie, et déclare qu'il ne s'agit plus que de prolonger son existence; il convie la France à remplir ce rôle en Orient. L'Angleterre et l'Autriche, qui retirent les plus grands avantages de leurs relations commerciales avec l'empire ottoman, ont un très-grand intérêt à jouer le même rôle. Cela est évident.

L'union des Principautés sous un prince étranger reconnaissant la suzeraineté ottomane répond aux vœux des Roumains exprimés par leurs divans, et, nous croyons l'avoir démontré, n'apporte aucun affaiblissement nouveau à la Turquie sur le Danube. Bien plus, cette union faite de concert avec la Porte qui pourrait, sous les auspices de ses alliés, organiser pour la première fois avec les Roumains un système de défense combiné, augmenterait de beaucoup la sécurité de la Turquie, sans parler de la garantie européenne plus

forte que les armées; mais si la Turquie est tellement affaiblie qu'il ne s'agisse plus que de prolonger son existence, selon l'opinion de l'homme d'État français et selon l'opinion de beaucoup de politiques, au profit de qui, dans l'avenir, faut-il la prolonger? Quels doivent être les héritiers de cette puissance? ou bien quels seraient les peuples qui pourraient le plus longtemps prolonger cette existence à leur propre profit et au grand bénéfice des puissances occidentales et des races diverses qui sont en Orient?

Il nous semble que c'est cette politique fondatrice, si nous pouvons nous exprimer ainsi, cette politique d'avenir que la France poursuit en Orient, et il serait heureux que l'Angleterre voulût s'y associer. L'essai tenté en Égypte a réussi, mais cette province est peuplée par des musulmans. Les Roumains sont dans d'excellentes conditions pour inaugurer la politique de conservation de l'empire ottoman par ses sujets chrétiens et de préparation d'un ordre de choses nouveau en Orient. Ils n'ont point d'antipathie contre les Turcs: le souvenir de l'oppression s'est effacé avec la jouissance de l'autonomie; ils ont un penchant remarquable pour l'Occident et ne se donneraient à la Russie que par découragement.

V

Il y avait, dans les Principautés, avant le règlement organique, trois espèces d'assemblées :

1° Celle qui prenait connaissance des comptes annuels. Elle se réunissait chaque année et se composait des grandes charges de la principauté. Le grand logothète du pays d'en haut (tzara de Sousse) donnait lecture des cédules princières qui ordonnançaient le détail des dépenses pour prouver que la vestiairie, ou ministère des finances, n'avait pas dépassé les ordres donnés par l'hospodar, obligé de porter à la connaissance de l'assemblée l'état des dépenses. Il n'aurait pas pu, sans motif valable, les augmenter, à moins de s'exposer à des plaintes qui étaient souvent portées à la Sublime Porte elle-même, prête à saisir un prétexte pour nommer un nouvel hospodar.

2° La seconde assemblée, convoquée par lettres cachetées du prince, était composée des boyards en fonctions ou non fonctionnaires, et opinait sur les questions spéciales qui lui étaient soumises. L'hospodar ne pouvait prendre aucune mesure d'intérêt général sans s'être appuyé de l'avis de cette assemblée.

3° La troisième assemblée était permanente et judiciaire ; elle était composée des boyards à tabouret et présidée par le prince lui-même ; elle jugeait tous les litiges en dernier ressort.

Avant l'époque où la Porte Ottomane commença à nommer directement les hospodars, ce qui eut lieu bien avant celles des phanariotes, les hospodars n'étaient point élus d'après les formes d'une constitution écrite ou même traditionnelle. Des groupes de boyards, divisés par les haines et les rivalités, s'appuyant tantôt sur

la protection des souverains de Bulgarie et de Servie, tantôt se réclamant de l'influence des rois de Hongrie, des princes de Transylvanie, des empereurs, des sultans, des khans de Crimée, procédaient à la nomination des hospodars; souvent, quand les forces des partis se balançaient, deux hospodars étaient élus; de là les guerres civiles et les brigandages qui ne cessèrent de désoler les Principautés que lorsque la Porte eut désarmé les boyards et leur eut imposé la paix intérieure en élevant des forteresses sur le Danube et sur le Dniester. Ajoutons que ces forteresses favorisèrent souvent, on ne saurait le nier, l'oppression des pachas, qui succéda ainsi aux désordres des boyards. Quoi qu'il en soit, on ne peut donner le nom d'assemblées à des réunions fortuites et tumultueuses de boyards. Ainsi, avant la paix d'Andrinople, les Turcs étaient maîtres de toutes les forteresses du Dniester et de toutes celles des rives du Danube, et prélevaient les taxes et les impôts dans la circonscription de ces forteresses. La Russie a fait disparaître du sol moldo-valaque toute empreinte, toute trace de la domination matérielle des Turcs. Voyons maintenant comment elle procéda aux réformes.

En 1829, une instruction, datée de Varsovie, fut adressée par le comte de Nesselrode au général Zeldoukhin, président plénipotentiaire des divans de Valachie et de Moldavie. Cette instruction indiquait les améliorations qui devaient être accordées aux Principautés moldo-valaques à la conclusion de la paix. On devait nommer deux comités de réforme pour chaque pro-

vince. Deux boyards désignés par le président, deux autres par le divan, assistés d'un secrétaire au choix du gouvernement, devaient forme chaque comité. L'instruction insistait sur la nécessité de nommer des individus exerçant une certaine influence dans le pays, sans s'arrêter à des considérations de moralité, et citait particulièrement deux boyards, qu'elle recommandait, malgré leur mauvaise réputation, qui égalait leur capacité. La présidence des comités réunis était dévolue à M. Minciaki, alors consul général de Russie. Les délibérations des comités devaient porter principalement sur les points suivants : restreindre dans toutes les branches de l'administration le pouvoir de l'hospodar, détruire les priviléges des boyards, organiser la salubrité publique, régulariser et simplifier l'impôt; constituer, par la création d'une représentation nationale sincère et de conseils municipaux, l'intérêt de la chose publique. Cette instruction, d'un libéralisme hardi, était due à l'influence alors prépondérante du vieux Dachkoff, ministre de la justice, et personnage aussi éminent par son caractère que par ses lumières; mais elle n'était peut-être ni dans les intérêts de la Russie, ni exécutable; en tout cas, elle n'était pas conforme à la pensée si profonde et si pratique du ministre des affaires étrangères. On prévit dès lors que les intentions libérales du ministre de la justice ne porteraient pas les fruits qu'elles promettaient. Toutefois, à la conclusion de la paix, l'acte supplémentaire du traité d'Andrinople, concédant à la Russie les moyens et le temps nécessaires

pour réaliser sa pensée sur les Principautés, les comités de réforme, qui jusqu'alors discutaient sans rien conclure, commencèrent à fonctionner sous l'active férule du comte Paul Kisseleff, qui avait succédé au général Zeldoukhin, venu lui-même après le comte Pahlen.

Zeldoukhin était un homme d'une rare probité, mais il n'avait pas le génie de l'administration; d'ailleurs, il avait un défaut capital pour un homme chargé de régénérer une nation : il détestait et méprisait les Valaques, et l'on ne peut faire du bien à un peuple qu'en l'aimant ou en ayant la réputation de l'aimer; de plus, Zeldoukhin avait contre lui l'état de guerre qui se faisait sentir durement aux populations moldo-valaques, et il ne pouvait les garantir de ce fardeau sans compromettre les opérations militaires. Le comte Pahlen, qui l'avait précédé, était un grand seigneur capable de faire aimer la Russie dans une province héréditairement attachée à l'empire, mais qui se reposait trop du soin d'un gouvernement hérissé de difficultés sur des instruments dont les mérites secondaires ne pouvaient seuls suffire à accomplir la tâche civilisatrice et désintéressée dont la Russie était responsable en face de l'Europe. Le comte Paul Kisseleff fut certainement le choix le plus heureux que pût faire l'empereur Nicolas. Il avait fait ses preuves comme administrateur à la tête de l'état-major de la seconde armée, et dépassa bientôt, par sa rare habileté et l'élévation de son caractère, l'attente même des populations. Il apporta la civilisation sur les bords du Danube, et fut, pour les Principautés, ce qu'était

en même temps que lui, pour l'Inde britannique, lord William Bentinck, dont Jacquemont nous a donné un portrait si attachant. Ces deux personnages feront un éternel honneur à l'Angleterre et à la Russie. Le comte Paul Kisseleff se fit aider par des hommes spéciaux, et particulièrement par MM. Mavros et Soutzo, doués d'une vive intelligence, et chargés de refondre les travaux des comités, de les leur renvoyer avec de nouvelles observations, et de rédiger les rapports au ministère russe. Souvent des contre-observations arrivaient de Saint-Pétersbourg; elles donnaient lieu à de nouvelles communications des comités, qui les adoptaient sans discussion. Ainsi fut rédigé à bâtons rompus le projet de règlement organique qui, envoyé à Saint-Pétersbourg avec M. Minciaki, accompagné de Michel Stourdza et de Villara, approuvé par l'empereur, fut renvoyé à la présidence des divans, avec ordre de le faire passer à l'adoption d'une assemblée désignée *ad hoc*, pour le maintenir dans les termes de l'acte supplémentaire du traité d'Andrinople, qui demandait que les réformes fussent admises de l'avis des notables. Cette assemblée, dite de révision, qui devait exercer le pouvoir constituant, fut désignée par la présidence, sans recourir au mode de l'élection. A la suite de cette opération, la présidence reçut ordre de mettre à exécution la nouvelle loi à titre d'essai; et, depuis 1830 jusqu'en 1834, époque de la nomination des hospodars, la présidence, usant de son initiative, fit proposer aux assemblées ordinaires une foule de lois qu'on peut appeler de dé-

veloppement, et qui furent elles-mêmes incorporées dans le règlement organique par une commission spéciale formée des deux candidats aux Principautés, le prince Alexandre Ghika et le vestiar Michel Stourdza, des deux secrétaires Soutzo et Mavros, et des deux secrétaires d'État alors en fonctions en Valachie et en Moldavie : ces deux provinces ayant conservé une administration séparée sous un seul président plénipotentiaire. Ce dernier travail, envoyé à Constantinople, reçut par un hati-shériff la sanction du sultan, mais avec des réserves en ce qui concernait les dispositions contraires à la suzeraineté de la Porte. On peut le dire sans exagération, la Moldo-Valachie doit à la Russie son existence de quasi-indépendance et d'autonomie, et cette existence a été consacrée par l'acte supplémentaire du traité d'Andrinople. Par ces réformes, la Russie a cherché à imposer ou à inculquer aux Moldo-Valaques l'idée d'une nationalité distincte et indépendante de la Turquie, et de s'attirer la direction exclusive des affaires des Principautés en se posant comme pouvoir médiateur entre les hospodars et les assemblées. Quoi qu'il en soit, la Russie a droit au titre de bienfaitrice des Principautés, par sa conduite de 1830 à 1834. Si plus tard ses agents lui ont fait perdre le terrain qu'elle avait si honorablement et si noblement acquis, c'est qu'il n'y a rien de plus périlleux pour l'influence et la considération d'un grand Etat qu'un protectorat politique à exercer; les populations protégées faisant toujours remonter au gouvernement même qui les

protége les maux causés par les fautes et les passions de ses agents.

Quelle était, d'après le règlement organique, la formation des assemblées?

L'assemblée générale extraordinaire, ayant mission d'élire l'hospodar, était composée : 1° de cinquante boyards de premier rang, en commençant par le plus ancien; 2° de soixante-treize boyards de second rang tirés au sort; 3° de trente-six boyards de troisième rang, élus au nombre de deux pour chaque district; 4° de vingt-sept députés des corporations des villes; 5° des trois évêques diocésains et du métropolitain, qui est de droit président de l'assemblée.

L'assemblée générale ordinaire était également présidée par le métropolitain. Elle se composait de quarante-deux membres, à savoir : de trois évêques diocésains, de vingt boyards de premier rang, de dix-huit députés des districts, plus un de la ville de Craïova. Le métropolitain et les évêques sont de droit membres de l'assemblée. Les vingt boyards étaient nommés à Bukarest par scrutin et pris parmi les boyards du premier rang, ayant au moins trente ans accomplis. Ils étaient élus à la pluralité des voix par le collége de tous les boyards. Les députés des districts étaient également élus au scrutin par les boyards et fils de boyards de chaque district, où ils devaient être propriétaires fonciers et avoir vingt-cinq ans accomplis.

L'assemblée générale n'a fonctionné qu'une seule fois dans les Principautés, lors de l'élection du prince

Bibesco, en 1842. Les assemblées ordinaires avaient cessé de siéger depuis bientôt dix ans dans les deux Principautés, et avaient été remplacées par des divans *ad hoc* qui n'avaient aucun caractère représentatif. La composition des divans *ad hoc*, convoqués par la Sublime Porte en 1856, a fait assez voir qu'il n'est pas possible de réunir des assemblées qui ne répondraient plus au besoin du pays; la propriété est devenue désormais, en effet, la véritable et presque la seule source d'une représentation sincère dans les Principautés[1]. Mais, avant d'aborder ce point, notons les traits qui distinguaient profondément le règlement organique du régime précédent.

Le règlement organique établit l'égalité et l'uniformité de l'impôt, supprime les maîtrises et les douanes intérieures, ainsi que les taxes spéciales sur le bétail, le tabac et les vins; les contributions spéciales pour les monastères, les hôpitaux, les chaussées, les eaux et les caisses de bienfaisance; la taxe sur l'exportation des porcs, anciennement affectée aux hospodars; celle qui était perçue pour fournir à la dépense du beurre annuellement fourni à la forteresse de Widdin; celle qui se composait du vingtième des appointements et du dixième du prix des enchères, celle qui était perçue en faveur de l'armache, ou chef des prisons et président du tribunal criminel.

Le règlement organique décréta la suppression des préfectures et sous-préfectures dites des étrangers ou

[1] La convention du 19 août a consacré ce principe.

colons nouveaux; la suppression des impôts spéciaux qui pesaient sur toutes les industries comme sur tous les articles de consommation, non point au profit du trésor, mais des différents fonctionnaires et charges de la cour hospodariale; la suppression des amendes au profit de ces mêmes fonctionnaires; l'annulation des dons faits à des tiers ou à des établissements publics sur tels ou tels revenus de l'État; la suppession des dépenses des communes pour voyages de préfets, employés et courriers de l'État, et des corvées et prestations en nature; la suppression du droit, attaché au rang de boyard, de faire exempter de l'impôt des individus employés au service des boyards.

Le règlement organique fit reconnaître comme loi de l'État la déclaration du prince Mavrocordato qui affranchit le paysan valaque de la servitude. Il créa un bureau de contrôle pour régulariser les comptes et en faciliter l'examen à l'assemblée; institua des tribunaux indépendants de l'autorité exécutive; créa une milice régulière; forma des conseils municipaux; mit l'ordre dans l'administration des biens du clergé indigène; en un mot, définit la compétence des diverses forces de l'administration et fixa les droits et les devoirs des citoyens et de l'autorité, comme ceux des cultivateurs et des propriétaires. On peut se faire une idée de ce qu'était l'état légal des Principautés avant le règlement organique en étudiant les réformes accomplies par ce code politique, administratif et judiciaire; mais pour accomplir de pareilles réformes, il fallut un concours de cir-

constances extraordinaires : la puissante influence que la paix d'Andrinople avait donnée à la Russie sur les populations chrétiennes de l'empire ottoman, un homme éminent par l'intelligence et le caractère, appuyé par une armée de trente mille hommes et disposant d'un pouvoir presque dictatorial, nous ne craignons pas de le dire, tout ce bien ne pouvait être fait qu'à ce prix. Sans cette puissante et bienfaisante influence, les privilégiés, saufquelques rares exceptions, auraient légiféré pendant des années sans jamais vouloir renoncer à leurs priviléges et doter leurs compatriotes des droits dont ils ont été redevables au règlement organique. Ces privilégiés formaient la base sur laquelle s'élevait l'édifice politique inauguré par le règlement organique, et qui dure encore aujourd'hui [1], bien que profondément altéré. C'est surtout à partir de 1843, lors de la chute du prince Alexandre Ghika, que les institutions aristocratiques de la Valachie subirent ces altérations, qui ont produit les mêmes désordres sociaux en Moldavie. Nous nous bornerons aujourd'hui à dire ce qu'étaient devenues les institutions en Valachie quand une conférence européenne a entrepris de les réformer. Lorsque le comte Kisseleff remit les rênes du gouvernement aux deux hospodars, en 1834, et lorsqu'Alexandre Ghika tomba, en 1842, pour avoir voulu gouverner avec l'indépendance qui lui était garantie par les priviléges de la principauté, les boyards proprement dits étaient divisés en

[1] Ceci a été écrit en août 1857.

trois catégories. Exemptés de toute charge en principe, investis de tous les droits, ils formaient à eux seuls l'État. Mais le personnel de cette classe a quintuplé depuis 1842, et, par suite de cette augmentation énorme, ce n'est plus l'esprit de conservation qui domine dans le corps privilégié, dans la boyarie, comme au temps où les réformes furent introduites dans les Principautés. La nouvelle boyarie, de beaucoup plus nombreuse que l'ancienne et dite d'agrégation, se trouve composée d'individus pour la plupart sans fortune analogue à leur rang, et qui se livrent aux abus les plus révoltants dans l'exercice des fonctions publiques dont ils ont le droit exclusif; chose remarquable, c'est surtout dans la boyarie d'agrégation que les passions révolutionnaires et les idées socialistes ont trouvé des instruments actifs et des adhérents dociles. Frappé de ce spectacle, je proposai, dès 1851, une série de réformes dont voici les principales:

1° Modification de la loi relative à la formation de l'assemblée extraordinaire appelée à élire l'hospodar, en admettant tous les propriétaires ne possédant pas moins de 200 stingènes[1], sans distinction, à concourir au vote;

2° En ce qui concerne l'assemblée ordinaire, doubler le nombre des députés des districts et accorder le droit d'éligibilité à tout propriétaire possédant 100 stingènes au moins, sans distinction de classe également;

[1] Le stingène, ou toise de Sherban-Voda, équivaut à 1m,962.

3° Doter les villes de Craïova, Ploïsti, Pitestiti et Tyrgovishie d'un collége électoral ;

4° Abolition complète des priviléges des boyards, qui n'ont désormais aucune raison d'être, et qui sont une anomalie : les Principautés étant placées comme elles le sont entre trois grands empires où de pareils priviléges n'existent plus, du moins dans leur ensemble. « Telles sont, écrivais-je alors, les réformes que l'on réclame et que l'on pense pouvoir être obtenues sans sortir tout à fait du règlement organique, et en comptant aussi avec l'influence de la cour garante sans l'assentiment de laquelle il n'est pas probable que la Sublime Porte puisse rien obtenir. Les vues de la Russie diffèrent sans doute encore beaucoup de celles de la Turquie en ce qui touche les Principautés, mais c'est en faisant appel à la raison, à l'esprit de justice et aux besoins de paix et d'ordre que la Porte peut espérer entreprendre et mener à bien ces réformes. Celle qui changerait la composition de l'assemblée aurait pour principal avantage de paralyser les intrigues et les prétentions de la classe des boyards. Quand on n'obtiendrait que ce résultat de réduire les abus du boyarisme et de faire place à la véritable opinion conservatrice, exprimée par les délégués de la propriété, il y aurait déjà sérieuse garantie d'ordre et d'une plus grande régularité dans la marche de l'administration ; en un mot, ce qu'on réclame, c'est la profonde correction du boyarisme, parce qu'il n'y aura jamais ni autorité forte, ni administration régulière, ni progrès social, avec une

aristocratie qui ne se soutient ni par le mérite, ni par les mœurs, et qui dans peu d'années aura cessé de se soutenir par la richesse. »

Les événements ont donné raison à cette appréciation, et la composition des assemblées convoquées par firmans du sultan pour composer les divans *ad hoc* se rapproche bien plus des réformes que je proposais que des anciennes assemblées.

Si de la boyarie nous passons aux autres classes de la population roumaine, nous verrons qu'à partir de 1843 il s'y est introduit des abus et une dégradation qui ont détruit en grande partie l'œuvre du règlement organique, et tari la source des bienfaits que le code politique et administratif avait fait espérer ou avait déjà conférés aux Moldo-Valaques.

Immédiatement après les boyards, viennent dans l'échelle sociale les niamours, qui auraient dû être la pépinière du boyarisme. On tient les niamours pour les descendants des anciennes familles aristocratiques qui ont jadis possédé le sol. Ils sont nobles et prouvent leur noblesse par des titres, mais ils ne sont pas boyards parce qu'ils n'ont pas de rang et que c'est le rang qui fait le boyard. Or l'ancienne constitution du pays et le règlement organique ayant attaché l'exercice des droits politiques à la qualité de boyard, on comprend combien il importait de conserver pure et d'élever graduellement une classe dans laquelle se recrute celle des boyards.

Quelques mesures avaient d'abord été adoptées pour

constater le nombre des familles de niamours, et procéder à leur amélioration morale et matérielle ; mais non-seulement ces mesures ont été abandonnées, mais on les a systématiquement abolies. Ainsi les actes de filiation furent soumis à une forte taxe, et des titres de niamour furent accordés à tous ceux qui voulurent acquitter cette taxe ; on vit alors cette qualification, jusque-là respectable, concédée à des commerçants, à des commis, à des domestiques, et cette irruption dans la classe des niamours amena une véritable révolution dans l'état social de la principauté ; le petit commerce surtout en souffrit beaucoup, parce qu'il ne put soutenir la concurrence contre des individus exempts du droit de patente, parce qu'ils étaient devenus privilégiés tout en continuant à exercer la même profession.

Au-dessous des niamours viennent les mazils, qui sont au nombre de 6,219 en Valachie. Les mazils payent une contribution de 45 piastres et sont exempts de corvées. A partir de 1842, cette contribution a été augmentée par des motifs que nous ferons connaître quand nous parlerons des patentés et des paysans. La classe des mazils, privilégiée sous certains rapports, est presque aussi maltraitée que celle des paysans cultivateurs.

La dernière des classes privilégiées est celle des patentés. Cette classe compte 25,514 familles. Sur ce nombre 58 seulement s'occupent de commerce ou de banque et ont un cercle d'affaires très-restreint ; elles

sont presque sans relations avec les pays étrangers. 309 se livrent à un petit commerce de détail et s'occupent principalement du fermage des terres. Le reste des patentés se divise en habitants et en artisans. La patente a subi, depuis 1843, les mêmes augmentations que la capitation et la taxe des mazils. Sauf les corvées, dont les patentés sont exempts, la patente ne confère aucun droit spécial qui place le patenté au-dessus du paysan. Il est, comme ce dernier, exclu des droits politiques, et sa situation à l'égard des classes privilégiées est la même.

Le règlement organique avait voulu favoriser la formation d'un tiers état, et pour atteindre ce but où a tendu la civilisation en Europe, il avait conservé les corporations et avait en même temps facilité aux notables de ces corporations l'obtention de certains droits en établissant des conseils municipaux. Cette impulsion, donnée par le comte Kisseleff, se continua, bien qu'avec lenteur, pendant quelques années; mais bientôt la classe industrielle, le tiers état naissant, rétrograda et retomba même plus bas qu'il n'avait été avant les réformes appliquées par le règlement organique. Trois causes contribuèrent surtout à ce mouvement rétrograde. Ces causes furent : 1° la facilité à admettre les cultivateurs au nombre des patentés; 2° la profusion avec laquelle les titres de noblesse furent accordés; 3° l'abaissement des municipalités. La patente était recherchée, parce qu'elle exemptait des corvées. Les lettres de noblesse enlevaient aux

corporations leurs notables les plus riches et les plus influents; l'abaissement des municipalités faisait disparaître cette étape sociale si utile, et où les membres des corporations auraient pu se reposer et se consoler de ne pas atteindre la boyarie. Les conséquences de cet état de choses furent désastreuses pour la société valaque; tout ce qui s'élevait au-dessus de la classe des cultivateurs se faisait agréger au boyarisme et enlevait à cette classe si intéressante ses défenseurs naturels et ses soutiens. Les choses ont été si loin, que la corporation des marchands de vin de Bucharest, dont le nombre s'élève à près de 4,000, ne compte peut-être pas 500 débitants payant patente. Tous les autres ont acheté le droit d'être agrégés aux diverses classes privilégiées.

Quelle est donc la situation de la masse de la nation dans les Principautés, de celle qui cultive le sol et sur laquelle retombe, en définitive, la charge de remplir le trésor et de former la milice? Prenons la Valachie. La population rurale de cette principauté se compose de 354,294 familles de paysans. Ces paysans payent au trésor : 1° un impôt dit de capitation, fixé par la loi à 30 piastres (environ 11 francs); 2° aux caisses des villages deux dixièmes en plus sur le principal, afin de dédommager le fisc des non-valeurs occasionnées par la taxation personnelle dans l'intervalle des recensements quinquennaux.

La capitation, ainsi que nous l'avons déjà dit, avait le mérite d'être un impôt simple, uniforme, modique, et qui mettait aisément le paysan au fait de ce qu'il de-

vait payer. Ce système produisit les meilleurs résultats, et les dixièmes additionnels ne furent dépassés ni sous l'administration russe, ni sous celle d'Alexandre Ghika. Mais, depuis lors, il a été la source d'abus qui ont rappelé les mauvais jours du *loud*. Les principaux caractères de la capitation, l'uniformité, la modicité, la perception par les élus des villages disparurent; au lieu des deux dixièmes additionnels on en paya successivement trois, quatre et ainsi de suite, de telle façon que l'impôt personnel s'éleva de 30 à 100 piastres. Le paysan paye en outre 6 piastres (2 fr. 50) pour les chaussées; 6 piastres pour les dettes causées par l'occupation russe en 1848; 3 piastres pour les dorobantz (la gendarmerie départementale); pour les écoles, deux piastres; il paye également des centimes additionnels pour la milice. Toutes ces différentes taxes sont contraires aux bases fixées par le règlement organique. Ce sont elles qui ont porté la capitation au taux élevé qu'elle a atteint aujourd'hui et qui ont renversé le système de taxation uniforme inauguré en 1830 par le comte Kisseleff comme le meilleur remède aux abus de la perception.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que les services que ces différentes taxes supplémentaires étaient censées desservir étaient fictifs ou à peu près. Par exemple, les perceptions s'élèvent à 40 millions de piastres pour les chaussées, à 24 millions et demi de piastres pour la dette de l'occupation, 5 millions de piastres pour les écoles; résultat net : pas une route en état, 3 millions

de piastres seulement payés pour l'occupation, pas une école ouverte !

Quant aux relations des paysans avec les propriétaires, elles ont été également faussées, et la situation des premiers a été de plus en plus aggravée. Il est donc devenu urgent de s'occuper avec sollicitude de la classe des cultivateurs; c'est à tous égards la plus intéressante des Principautés.

C'est au moment de livrer ces pages à la publicité que nous avons appris la double élection du colonel Couza comme prince de Moldavie et de Valachie. Nous avons accueilli avec une vive satisfaction le vote de l'assemblée valaque qui a eu lieu sur la proposition du prince Démétrius Ghika, dont l'initiative, dans cette mémorable conjoncture, a été si noble et si patriotique. Nous félicitons de grand cœur toute l'assemblée valaque qui s'est fait un honneur immortel, et nous attendons avec confiance la décision de la conférence.

La diplomatie a quelquefois été obligée d'accepter des faits accomplis qui blessaient la justice et les sentiments les plus chers des nations; mais, en validant la double élection du prince Couza, elle consacrera les inspirations du patriotisme et elle fera un acte de sage et généreuse politique.

APPENDICE

I (Page 5.)

Lettres du maréchal Bugeaud.

1° *A Monsieur le Consul de France à Malte* :

Alger, le 5 décembre 1846.

Monsieur,

J'ai lu avec intérêt les nouvelles de l'Inde que vous avez eu l'obligeance de m'adresser et je recevrai avec plaisir celles que vous seriez dans le cas de m'adresser dans l'avenir.

Si les affaires des Anglais dans l'Inde sont embarrassées, les nôtres deviennent chaque jour meilleures en Algérie. La tranquillité la plus complète a succédé aux orages de l'année dernière et des premiers mois de cette année. Cette tranquillité est le résultat des efforts énergiques qu'a eu à faire l'armée tout entière pendant une pénible campagne de six mois qui l'a conduite à passer un hiver au bivouac. Nous recueillons aujourd'hui les fruits de ces travaux persévérants, et, sans compter sur un âge d'or aussi durable que celui que rêvent en France une foule d'esprits peu éclairés, âge d'or qui ne sera pas compatible de longtemps avec la constitution guerrière du peuple vaincu, nous avons le droit de compter sur une tranquillité de quelque durée et nous sommes plus que jamais en mesure d'écraser les insurrections qui se produiraient dans le pays.

Un événement dramatique et plein d'intérêt pour l'armée vient d'avoir lieu. Nous venons de voir rentrer parmi nous les onze officiers que la déplorable affaire de *Sidi Brahim* avait mis entre les mains d'Abd-el-Kader, et qui avaient été épargnés lors de l'épouvantable massacre de nos soldats prisonniers à la *Deyra* au mois de février dernier.

L'échange qui devait avoir lieu, et qui avait d'abord été con-

venu entre mon délégué M. le général Cavaignac et l'émir, a été remplacé par celui-ci par un trafic odieux et qui le couvre de honte aux yeux des Arabes et des nôtres.

Il a livré nos prisonniers au gouverneur espagnol de *Melilla* pour une somme de 400,000 fr., qu'il a préférée à ses plus fidèles serviteurs prisonniers entre nos mains.

Cet événement achèvera, je pense, de déconsidérer *Abd-el-Kader*, dont la situation est misérable et très-difficile sur la frontière marocaine.

En résumé, Monsieur le Consul, notre situation en Algérie de la frontière tunisienne à la frontière marocaine et de la mer au petit désert est meilleure et plus solide qu'elle n'a jamais été.

Vous apprendrez avec plaisir ces bonnes nouvelles en échange des renseignements que je vous remercie de m'avoir adressés, et dont je serai heureux d'avoir, comme vous voulez bien me l'offrir, la continuation.

Recevez, Monsieur le Consul, l'assurance de ma considération très-distinguée,

Maréchal duc D'ISLY.

2°

Alger, le 27 janvier 1847.

Monsieur le Consul,

J'ai reçu les diverses lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et je vous remercie de l'exactitude avec laquelle vous me tenez informé des nouvelles de l'Inde anglaise. J'y prends un vif intérêt et ce n'est pas sans une certaine satisfaction que je vois ce gouvernement, dont on vante si haut la sagesse et l'habileté, obligé d'étendre incessamment sa domination pour se maintenir sur les territoires déjà soumis par ses armes.

En fait de conquête, on ne s'arrête pas sous peine de reculer et de tout perdre peu à peu. Nous en avons fait l'expérience en Afrique : nous n'aurions pas gardé la Mitidja seulement, si nous ne nous étions décidés à porter notre autorité jusque dans le désert. Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, nous ne nous arrêterons pas davantage dans l'avenir. Je n'avais pas besoin de l'exemple des Anglais dans l'Inde pour en être convaincu, mais ce qui leur arrive est bien de nature à dissiper les préventions de ceux qui nous accusent journellement de faire *la guerre pour la guerre*.

Vous apprendrez, je n'en doute pas, avec satisfaction le bon état de nos affaires en Algérie.

Abd-el-Kader ne conserve d'autorité directe sur tout le pays que chez quelques tribus du désert au sud de Tlemcen. Les principales sont Ouled-Sidi-Cheirk, les Amyans Gharabas, les Ouled-el-

nahr ; tout récemment elles lui ont payé l'impôt du zekkat (10e du bétail). Nous venons de percevoir sur les deux dernières un impôt plus considérable que celui de notre ennemi. Les deux tribus, rassurées par notre inaction de quelques mois, s'étaient rapprochées des chott (lacs salés). M. le général Cavaignac ayant rallié dans l'est de Tlemcen 1400 chevaux réguliers ou irréguliers, les a atteintes en dérobant deux marches forcées. Il leur a pris 40 chameaux, 400 autres bêtes de somme, 100 bœufs, 33,000 moutons. Nos pertes ont été nulles et les tribus elles-mêmes n'ont eu que 6 cavaliers tués. Beaucoup de femmes et d'enfants tombés en nos mains ont été par humanité laissés sous les tentes encore dressées. La neige et le froid les auraient fait périr en route.

Le général Renault, sorti de Mascara pour coopérer avec la colonne de Tlemcen, n'a pas encore fait connaître les résultats de son opération.

Bou-Maza se montre un ennemi plus actif, plus entreprenant qu'Abd-el-Kader. Après avoir quitté celui-ci, il y a environ deux mois, il a traversé le sud parallèlement au Tell et s'est jeté dans le sud de la province de Constantine. Les populations du centre avaient été trop durement foulées pendant notre dernière campagne, pour qu'il les trouvât disposées à recommencer la guerre. Au sud de Batna il est parvenu à remuer contre nous des populations jusque-là très-paisibles.

M. le général Herbillon a marché contre elles pour étouffer le commencement de révolte. Dans l'attaque d'un grand village sur l'Oued-Djedi un bataillon du 31e a perdu son chef, le commandant Billon et une trentaine d'hommes. Nous ignorons encore les détails de ce combat, qui a eu lieu à travers des jardins enclos de murailles. Le rapport très-sommaire que j'ai reçu à ce sujet dit pourtant que dès le lendemain les chefs du village et du pays environnant s'étaient présentés à notre camp pour demander l'aman au général Herbillon.

Nous avons aujourd'hui trois colonnes en mouvement dans le sud de Constantine et le sud-est de Tittéry, afin de couper court aux troubles suscités par Bou-Maza. Partout ailleurs le pays est parfaitement tranquille.

Nous travaillons beaucoup. Notre infanterie est échelonnée sur les routes depuis trois mois et n'a pas quitté les ateliers malgré les rigueurs de la saison. Au printemps nous nous trouverons en mesure de pousser avec activité nos travaux d'établissement et de châtier au loin les tribus qui nous auraient donné quelque sujet de mécontentement.

Le gouvernement est décidé à présenter aux Chambres une demande de crédit pour la colonisation militaire. Si, comme je l'espère, le vote est favorable, nous nous livrerons avec ardeur à une expérience du résultat de laquelle dépend à mes yeux le sort de l'Algérie. J'ai la plus entière confiance dans le succès.

Je viens de publier à ce sujet un mémoire dont je vous envoie ci-joint un exemplaire.

Recevez, etc.

Maréchal duc d'ISLY.

3e

La Durantie, le 22 juillet 1847.

Monsieur le Consul,

J'ai reçu hier votre lettre du 21 juin. J'ai été fort sensible aux sentiments que vous exprimez et que vous dites partagés par toutes les personnes françaises ou étrangères qui s'intéressent à l'avenir de notre conquête africaine.

Aujourd'hui ma retraite est un fait accompli. J'aurais voulu après avoir vaincu et dominé les Arabes, après leur avoir donné un gouvernement et une administration pouvoir utiliser la conquête et tracer la voie qui en quelques années devait délivrer la France du fardeau politique et financier qui pèse sur elle. J'avais exposé mes idées dans plusieurs brochures, dans ma correspondance avec le ministre, ces idées basées sur l'emploi de l'élément rigoureux de colonisation que peut fournir l'armée, faiblement appuyées par le gouvernement, ont trouvé dans les chambres une violente opposition. Tous les systèmes de colonisation ont été admis à l'expérience, le mien seul a été rejeté. Dès lors je ne pouvais plus rester en Afrique pour y être l'applicateur, l'éditeur responsable des idées des autres, de systèmes que je regarde comme funestes pour l'avenir de notre conquête. J'ai supplié le roi d'accepter ma démission et il ne me reste aujourd'hui qu'à servir à la tribune la cause de l'Algérie en combattant les idées fausses qui chaque jour font des progrès et en développant quelques vérités qui seules peuvent sauver notre œuvre.

Ce que vous me dites de la position des Anglais dans l'Inde, de la nécessité où ils se trouvent d'étendre chaque année leurs conquêtes a une grande analogie avec ce qui nous arrive en Afrique et je l'ai bien souvent répété, c'est ce qui doit arriver à tout conquérant. Dans la conquête d'un pays, on ne s'arrête pas où on veut ; il faut tout prendre, sans quoi on ne peut rien garder. De la côte d'Afrique nous avons été successivement poussés jusqu'à l'extrémité du petit désert ; peut-être devrons-nous avancer encore. Nous avions laissé longtemps insoumise une vaste contrée, la Kabylie ; nous avons été entraînés à en faire la conquête parce que, là se trouve un danger incessant pour nos possessions, un asile assuré pour nos ennemis. Cette nécessité, nos grands tacticiens de France n'ont pas voulu la comprendre et nous avons vu quelles clameurs a excité ma marche sur l'Oued-Sahel, malgré les résultats inespérés qu'elle a produits.

Lord Hardinge, dites-vous, opère des réductions dans son armée et cherche à équilibrer les recettes et les dépenses ; malheureusement, en Afrique, nous n'en sommes pas arrivés à ce point et pendant longtemps encore, surtout avec le système de colonisation dans lequel on semble vouloir entrer, il faudra que la France entretienne en Algérie cent mille hommes et qu'elle y verse chaque année cent millions.

J'ignore encore quel sera mon successeur. Quel qu'il soit, je fais des vœux pour que les idées du public et des Chambres ne le forcent pas à compromettre l'avenir d'une colonie qui coûte déjà si cher à la France.

Recevez, de nouveau, Monsieur le Consul, mes remercîments pour votre complaisance à me tenir au courant des nouvelles de l'Orient pendant mon séjour en Afrique, ainsi que l'assurance de ma considération très-distinguée.

Maréchal duc d'ISLY.

II (Page 28.)

Kioprili (d'après Cantimir).

« Dans la première expédition que fit Kioprili Mustafa-Pacha et qui fut couronnée par la prise de Belgrade, étant campé près d'Yagodin, gros village de Bulgarie, il ne put voir sans déplaisir que ce village était tout désolé et destitué d'habitants. Il envoie chercher deux des plus anciens paysans du lieu, et leur demande quelle pouvait être la cause du mauvais état de leur village. Ils lui en indiquèrent deux, l'une que leur église avait été brûlée, et qu'on leur avait refusé de la rebâtir, ce qui avait obligé les habitants de se retirer ailleurs ; l'autre que le passage fréquent des troupes les avait empêchés plusieurs années de suite de recueillir leurs grains, d'où la famine était provenue, qui avait chassé la plupart de ceux qui n'avaient pas encore tout perdu. Le Vizir entendant ce récit, se tourna vers Reis-Effendi et lui dit ces mots : « Un musulman ne saurait vivre où il n'y a point de *jamis* (mos-« quée) ; il en est de même d'un chrétien, il lui faut une église « dans le lieu de sa demeure. » Sur-le-champ il donne permission aux habitants de rebâtir une église telle qu'ils voudraient : il ajoute à cette concession un firman ou déclaration par laquelle il dénonce peine de mort contre quiconque s'écarterait du grand chemin et entrerait de la largeur d'un pied sur les terres des paysans, ou leur enlèverait une poule ou même un œuf. Il restait à essayer quel avantage ce règlement pouvait apporter à l'État. Dans cette vue le Vizir, sous prétexte de faire payer aux paysans la permission qui leur était accordée de bâtir, demande à chacun une poule : on lui en apporta cinquante-trois. Au retour de son expédition, il exige semblable reconnaissance : le nombre des

poules se trouva être monté à cent vingt-cinq; il en prit occasion de remontrer aux autres ministres quels trésors de bons règlements pouvaient procurer à l'État! Il ne fut pas plus tôt arrivé à Constantinople qu'on lui présenta une requête pour pouvoir rebâtir à neuf ou du moins réparer solidement la vieille église, il l'accorde sans difficulté. Des gens de la campagne l'ayant su prirent la hardiesse de lui faire une semblable demande : le Vizir signe la requête de la manière la plus gracieuse, et ordonne au Bouyourauldi Teskeredji de leur délivrer une concession expresse par un commandement à part. L'officier se met à écrire le ôrman selon l'ancien style, c'est-à-dire qu'il y spécifiait que l'église serait remise en état avec le même bois, les pierres et la chaux de l'ancien bâtiment. Le Vizir lui répond avec aigreur et le traite d'insensé. Celui-ci tremblant de peur ose à peine alléguer pour sa défense qu'il ne faisait que suivre de point en point la formule prescrite pour des mandements de cette nature. « Ce sont des fous qui « ont inventé cette formule que tu me cites ici, répliqua Kioprili « en colère, et plus fous encore sont ceux qui la suivent. Et « comment veux-tu, butor, que du bois pourri puisse recouvrer « sa première force, et soit en état de supporter ce qui est à demi « ruiné? Crois-tu que de la chaux que le temps a minée puisse « jamais être travaillée de nouveau; et si elle n'est pas capable de « boucher les crevasses, et garantir des injures de l'air, comment « fera-t-elle corps dans un nouveau bâtiment? Si donc, nous accor- « dons à nos sujets la liberté de réparer leurs temples, ce doit « être de manière que notre faveur n'exclue pas la possibilité de « s'en servir, qu'on leur délivre un ordre qui leur facilite les « moyens d'en faire usage Ils veulent réparer leur temple, à la « bonne heure; et s'il est tellement dégradé que la réparation en « soit impossible, qu'ils en bâtissent un nouveau; tout ce que nous « devons examiner, c'est qu'ils le fassent à leurs dépens, et non « pas de l'argent des musulmans; et pourvu qu'ils payent régu- « lièrement leur tribut, le reste ne nous regarde plus. »

« Cette conduite de ce grand Vizir a donné cours à une expression fréquente parmi les Grecs; que Kioprili-Ogli a plus bâti d'églises que Justinien. » CANTIMIR.

Tout est digne d'attention dans ce passage de l'historien moldave qui a connu si profondément les Turcs; le tour oriental du génie de Kioprili Mustafa-Ogli, la qualité de sujets qu'il donne aux chrétiens qui ne sont pas seulement sujets du sultan, mais de tout musulman, la tolérance de l'islamisme dans le pouvoir et dans un homme de génie. Mais les Kioprili sont des accidents qui n'ont pas souvent reparu en Turquie; j'ai été à même de m'en apercevoir en voyant en Bulgarie des villages déserts et d'autres privés d'église.

III (Page 40.)

Population de la Turquie.

On a beaucoup écrit sur le chiffre de la population de la Turquie d'Europe, mais en général les auteurs se sont copiés et les erreurs au lieu de disparaître devant l'étude des faits et un examen sérieux, n'ont fait que s'aggraver.

Le lecteur aura vu dans le courant de ce volume quelques appréciations et quelques chiffres au sujet des populations et la note V donne en détail celle de l'Epire.

Voici quelques chiffres que je dois à l'obligeance de M. Ubicini, et qui doivent paraître dans la troisième édition qu'il prépare de ses excellentes lettres sur la Turquie.

Roumains (Valaques et Moldaves).....	4,500,000
Valaques de Macédoine, d'Epire et de Bulgarie.	800,000
Bulgares.....	3,200,000
Serbes.....	1,000,000
Bosniaques, Herzégoviens. Catholiques romains.	180,000
Grecs.....	560,000
Albanais catholiques.....	150,000
Grecs du continent (rayas).....	1,000,000
Grecs de l'île de Crète.....	200,000
Archipel, en y comprenant les îles asiatiques...	400,000

IV (Page 48.)

Misri-Effendi.

Misri-Effendi a eu parmi les Turcs la réputation de sainteté, quoique plusieurs le soupçonnent d'avoir eu un peu trop de penchant pour la religion chrétienne. Ce soupçon est fondé sur des pièces de poésie sacrée de sa composition, qu'il ne s'est pas contenté de mettre au jour, mais qu'il a fait aussi chanter dans les *jamis* (mosquées.) Il y en a qu'on suppose avoir un rapport trop marqué avec le mystère de l'incarnation; le lecteur en jugera par la traduction que je lui en présente, faite mot à mot sur le turc. J'ai cru que cela méritait d'être inséré ici:

« Je suis celui qui connaît les secrets de l'entendement humain.
« Je tiens le compte des trésors de justice;
« Je suis la vie du monde;
« Au dedans de moi on renferme tout ce qui est caché, et le mystère des choses cachées;

« A moi on confie le mystère, et j'en suis le riche possesseur;
« J'ai vu la beauté divine plus à découvert que nul autre,
« C'est pourquoi lorsque je contémple ce spectacle je suis ravi de joie;
« Tout ce qui est au ciel et en la terrre m'est assujetti;
« Je suis le sceau très-excellent des choses visibles et invisibles.
« J'ai donné ma propre et unique substance pour toutes les créatures;
« Je suis toujours avec Jésus en perpétuelle union avec lui.
« Je suis ce Misri qui a été roi de mon corps à Misr ou Egypte. »

Ce mot *Misr* signifie le Grand-Caire, capitale d'Égypte; il signifie aussi l'Égypte entière. L'auteur en avait reçu le surnom qu'il portait . . . . . .

. . . . . .

Ces témoignages si évidents, dit Cantimir, pourraient suffire pour donner une idée avantageuse de Misri-Effendi, qui conservait sous des emblèmes, dans les vers que je viens de rapporter, ses sentiments intérieurs pour Jésus-Christ, mais je veux ajouter ici ce que j'ai appris, à son sujet, de la propre bouche de Callenicus d'heureuse mémoire, patriarche de Constantinople. Au temps que ce prélat était archevêque de Brousse, il s'était formé une étroite amitié entre Misri-Effendi et lui; celui-ci était revêtu de la dignité de Mollah de la ville et venait souvent voir l'archevêque. Un jour, trouvant un livre grec sur sa table, il lui demanda ce que c'était : C'est l'Évangile, dit l'archevêque. « O digne prélat, dit Misri, conserve aussi précieusement que ta vie ce que Dieu t'a accordé par sa grâce, car l'Évangile et Jésus-Christ aussi sont la parole même de Dieu. On se disait les uns les autres à l'oreille parmi les Turcs que Misri était chrétien dans le cœur. Cependant sa réputation n'en souffrait point. Et même quand les vers en question furent présentés au Mufti afin qu'il en portât son jugement, et les déclarât orthodoxes ou contraires à la doctrine de l'Alcoran, il hésita et répondit par équivoque. Voici son fetva ou sa sentence. « Le sens de ces vers n'est connu que de Dieu et de Misri lui-même. » Cette déclaration ambiguë du mufti donna de la vogue aux vers de Misri-Effendi et il n'y eut plus de Turc qui fit difficulté de les recevoir comme orthodoxes. Cependant on n'en souffre pas la lecture sans une espèce de préservatif, et toutes les copies qu'on en vend ont à la tête l'avertissement qui suit :

« Misri-Effendi, d'heureuse mémoire, est l'auteur de ces poëmes et de ces maximes. On y trouve plusieurs expressions et sentences opposées à la foi des musulmans, dont les oreilles orthodoxes ne peuvent manquer d'être offensées; mais il faut les attribuer à son enthousiasme. Cet enthousiasme qui l'a jeté dans l'erreur a aussi fait écarter plusieurs musulmans des chemins de la vraie foi. La Sublime Porte, informée de ce danger, a donné ordre au Mufti de ramasser tous les poëmes et sentences de l'auteur dans un cahier et

d'en faire l'examen. Le Mufti, après les avoir lus, les a condamnés aux flammes et a prononcé à ce sujet la sentence suivante. « Quiconque parle et croit comme Misri-Effendi doit être condamné au feu, mais Misri-Effendi seul doit être épargné, car il ne faut pas prononcer de fetva contre ceux qui sont possédés d'enthousiasme. »

On peut soupçonner que Misri-Effendi fut frappé de cette disgrâce et que pour s'en venger il excita à Andrinople des troubles d'une extrême gravité, qui mirent en danger la vie des plus hauts dignitaires de l'Empire et donnèrent au sultan les plus grandes inquiétudes. Misri-Effendi jouit cependant d'une complète impunité, grâce à son caractère de descendant du Prophète, et fut seulement renvoyé à Brousse. Quelque temps après un terrible ouragan ayant éclaté à Andrinople, le peuple voulut voir une vengeance divine en faveur de Misri-Effendi et le sultan le pria de revenir à Andrinople, mais il refusa de quitter Brousse.

V (Page 112.)

Population de l'Epire.

MAISONS CHRÉTIENNES.

Avlone. La ville.....	30
Avlona Muzachia....	300
Chimara. Les villages.	
Niviza.....	150
Saint-Bazile.....	65
Lucovo.....	50
Picherno.....	60
Chotezovo.....	8
Vano.....	160
Chimara, le village..	140
Pigliori.....	30
Chipavò.....	150
Drimadez.....	90
Palerti.....	70
Gudez.....	30
Siniza.....	50
Et d'autres maisons éparses.....	100
Delvino.....	2,500
Risà.....	750
Les villages.....	600
Argirocastro. La ville.	2,100
Lezavetti.....	200
Libochovo.....	1,000
Nepravista.....	150
A reporter.....	8,783

Report.....	8,783
Et des autres villages épars.....	1,150
Paramithià. la ville...	250
la province.....	2,500
Zagorià Plesiviza.....	230
Jeromeri.....	80
Janevoneri.....	39
Sidevi.....	60
Finichi.....	48
Sayada.....	70
Baldomochovia.....	1,441
Parja.....	100
Janavi.....	2,000
Larravi.....	700
Preuza.....	600
Zunrevchio.....	798
Radovisi.....	218
Aspropotamo, Villages, 90.....	4,500
Mezovo.....	1,000
Mesovo Aniglio.....	400
Malacassi et deux villages.....	859
Conitsa avec Sarravina.	2,700
La moitié d'Agrafo....	2,000
A reporter.....	30,526

Report.....	30,526
Premetti. La ville.....	100
Et des villages autour.	600
Arta. La ville.....	484
Chalchiadas arisaria, et Voissi et Potamia.	700
Carvasavas.....	600
Laca d'Arta.....	200
Pagliopojognani. Villages, 44.....	1,500
Lavauravatates.....	100
Jannina. La ville.....	800
L'île de Jannina.....	100
Siza.....	146
Seraco.....	150
Calarites.....	80
Zagori. Villages, 42..	3,000
Zaracovista.....	726
Curenda.....	1,820
Maisons chrétiennes..	41,632

MAISONS TURQUES.

Avlone. La Ville.....	600
Avlona. Muzachia.....	1,200
Avlona, jusqu'aux confins du Delvino....	6,000
Chimara Gliaparja. Villages.	
Zagliates, grand Gradiki.....	500
Pagliavli.....	60
Cupazia.....	40
Borzi.....	150
Totazates.....	150
A reporter.....	8,700

Report.....	8,700
Delvino. Maisons éparses.....	700
Argirocastro.....	2,100
Libochovo et Nipra..	1,000
Virta et Gliazavates..	150
Vortina et Crissodati.	150
Paramithià. La ville....	300
La province.....	500
Fannari.....	2,000
Zianiuvja, avec les villages autour.....	1,610
Lavauravtates Vostina.	100
Parja.....	150
Gliascovico	500
Coriza, province, le seul village Podes.....	40
Prevesa.....	300
Jannina.....	2,000
Arta. La ville.....	300
Estavoca d'Arta.....	100
Premeti. La ville.....	500
Villages autour. 60...	1,200
Maisons turques..	22,400

En Turquie on évalue à cinq le nombre des habitants de chaque maison, ce qui fait en ce qui concerne l'Epire pour les Turcs.... 110,000

Pour les chrétiens.. 221,150

Total.... 331,150

VI (Page 108.)

Les Kioprili et les Ghika.

D'après Démétrius Cantimir, prince de Moldavie et historien de l'empire ottoman, les Kioprili paraissaient seuls de son temps conserver une espèce de noblesse chez les Turcs.

Kioprili-Ogli-Fazil Ahmet est le premier entre les Turcs qui ait succédé à son père en qualité de Grand Vizir, et ait transmis cette dignité à son fils et à son petit-fils.

Les Ghika sont originaires de Kioprili, village d'Albanie qui a

donné son nom à l'illustre famille dont nous venons de parler et à laquelle ils durent leur élévation.

Voici ce qu'on lit dans l'*Univers illustré* du 6 novembre 1858.

« Le nom de Ghika est peut-être le plus populaire et le plus sympathique en même temps que le plus illustre dans les deux Principautés. On le retrouve partout en Moldavie, en Valachie; par leur histoire, leurs aventures, leur patriotisme, leurs malheurs, leurs fondations pieuses, les princes Ghika sont intimement liés aux Principautés. Saint-Spridion, Kalderoucban, Saint-Panteleimon, la Trinité, hôpitaux, églises, palais sont leur création; à Yassy, à Bucharest, dans les environs, on trouve partout leur nom; ils passent pour être originaires d'Albanie.

« Depuis plus de deux siècles ils ont donné onze hospodars aux deux Principautés, et leur généalogie est aussi curieuse qu'intéressante au point de vue de l'histoire.

« George Ghika, le contemporain, le compatriote, l'ami de Méhémet Kioprili, fut, grâce à l'influence de ce Grand Vizir, hospodar en Moldavie de 1658 à 1660 et en Valachie de 1660 à 1664. Son fils Grégoire, fameux par ses talents, son courage et ses aventures, fut hospodar de Valachie de 1661 à 1665 et de 1672 à 1673, il fut créé prince du Saint-Empire en cette même année. Un brillant avenir l'attendait dans les Principautés, quand il fut empoisonné à Constantinople. Les deux petits-fils de Grégoire furent hospodars: l'un d'eux, Grégoire, régna tour à tour en Valachie et en Moldavie, de 1733 à 1752; l'autre, Alexandre, fut décapité pour avoir reçu lors de son investiture, la visite des ambassadeurs européens par lesquels son caractère, sa droiture et les charmes de son commerce l'avaient fait rechercher. L'hospodar Grégoire, qui régna de 1733 à 1752, eut deux fils et un petit-fils, Charles, Matthieu et Alexandre, tous trois régnèrent en Valachie et se succédèrent de 1758 à 1768.

« Alexandre, à qui la Principauté coûta la vie, eut deux fils: Grégoire, qui régna en Valachie et en Moldavie de 1768 à 1777, et qui s'immortalisa en payant de sa tête sa protestation contre la cession de la Bukovine, et Démétrius, qui eût deux fils, lesquels furent également hospodars.

« Le règne de Grégoire Ghika fut véritablement réparateur; on l'appelle dans le pays le restaurateur. Son frère Alexandre Ghika fut hospodar de 1834 à 1842. Il avait été créé hospodar à vie; c'est lui qui fut nommé Caimacan en 1856.

« Le prince Grégoire Ghika, dont la fin tragique a causé tout récemment à Paris une si vive sensation, était l'un des fils de l'hospodar Grégoire.

« Nous en avons dit assez assez sur cette famille illustre et intéressante pour donner aux lecteurs le désir d'étudier son histoire dans Cantimir, cet hospodar moldave devenu après sa retraite l'ami, le conseiller de Pierre le Grand, et l'un des meilleurs historiens de l'Empire Ottoman. » HENRY.

VII (Page 57.)

Note sur la famille Ypsilanti.

La famille Ypsilanti, originaire de Trébizonde vint à Constantinople au commencement du XVIIe siècle. Un des ancêtres de cette famille passe pour avoir été grand dignitaire et gendre d'Emmanuel Comnène, empereur de Trébizonde en 1390.

Alexandre Ypsilanti était un des hommes les plus distingués du Phanar lors du traité de Kaïnardgi, et l'influence de la Russie le fit nommer hospodar de Valachie, où il règna de 1774 à 1778. Cette principauté lui dut un code écrit et des règlements judiciaires et ecclésiastiques.

Constantin Ypsilanti, son fils, signa au nom de la Porte l'acte de la triple alliance lors de l'invasion de l'Egypte par les Français sous le Directoire, et fut hospodar de 1802 à 1806. Destitué par la Porte et rappelé à Constantinople, il émigra en Russie et la Porte fit lâchement mourir le vieux prince Alexandre, son père, après lui avoir fait subir d'affreuses tortures. Constantin Ypsilanti rentra en 1806 avec les Russes dans les Principautés et aida de tout son pouvoir, de 1806 à 1808, l'insurrection de la Serbie contre la Porte Ottomane.

Alexandre Ypsilanti, son fils devint général au service de la Russie et perdit un bras à la bataille de Leipzig. C'est de lui qu'il est question dans le livre Ier. Pris par les Autrichiens après son expédition dans les Principautés en 1831, il subit une captivité de sept ans et mourut, ainsi que deux de ses frères qui avaient été emprisonnés avec lui, des suites de cette cruelle capivité.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages

PRÉFACE..... 1

INTRODUCTION.

La France, l'Angleterre, la Russie et les peuples musulmans..... 1

LIVRE Ier.

Les religions et les races..... 21

LIVRE II.

L'Albanie et la Grèce..... 89

LIVRE III.

Les Turcs en Valachie, en Bulgarie, en Bosnie et en Serbie..... 254

LIVRE IV.

Les Turcs, les Russes et les Autrichiens sur le Danube et dans les Principautés..... 359

LIVRE V.

Les Principautés avant et après la guerre..... 435

APPENDICE.

Pages

I. Lettres du maréchal Bugeaud..... 543
II. Kioprili Mustapha-Pacha, d'après Cantimir..... 547
III. Population de la Turquie d'Europe..... 549
IV. Misri-Effendi..... *Ib.*
V. Population de l'Épire..... 551
VI. Les Kioprili et les Ghika..... 552
VII. Note sur la famille Ypsilanti..... 554

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

PARIS.—IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS,
quai des Grands-Augustins, 55.

3 2044 019 512

THE BORROWER WILL BE CHARGED AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE NOTICES DOES NOT EXEMPT THE BORROWER FROM OVERDUE FEES.

WIDENER
BOOK DUE
JAN 4
Z490966